

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

TOME 96.

N^{OS} 10-11-12

VOL. IV. — 1905.

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

ALLEMAGNE — SUISSE

Traité additionnel au Traité de commerce et de douane entre la Suisse et l'empire Allemand du 10 décembre 1891 (1).

Conclu le 12 novembre 1904.

Ratifié par la Suisse le 4 avril 1905.

Ratifié par l'Allemagne le 21 avril 1905 (2).

Traduction du texte original allemand (3).

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse,

Après avoir vu et examiné le traité additionnel au traité de commerce et de douane du 10 décembre 1891 entre la Suisse et l'Empire allemand, conclu sous réserve de ratification, à Berne, le 12 novembre 1904, par les plénipotentiaires du Conseil fédéral suisse, d'une part, et le plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur

Nous Guillaume, par la grâce de Dieu, Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, etc., etc., etc.,

Faisons savoir par les présentes :

Après avoir vu et examiné le traité additionnel au traité de commerce et de douane du 10 décembre 1891 entre l'Empire allemand et la Suisse, conclu sous réserve de ratification à Berne, le 12 novembre 1904, entre notre

(1) Le texte complet du traité de commerce et de douane du 10 décembre 1891, tel que le modifie le présent traité additionnel, fait l'objet d'une Récapitulation ci-annexée (voir page 438).

(2) Les ratifications du présent traité ont été échangées à Berne, le 6 mai 1905, entre M. le Dr Deucher, conseiller fédéral, chef du Département fédéral du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture, et M. le Dr Alfred de Bulow, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'Empire allemand.

Se basant sur l'article 5, 1^{er} alinéa, du traité, le gouvernement allemand a fixé au 1^{er} mars 1906 l'entrée en vigueur de l'annexe A (Droits à l'entrée sur le territoire allemand) et des dispositions de l'article 4, chiffre IV, qui s'y rapportent.

(3) Voir le texte original allemand, à la suite, p. 491.

allemand, d'autre part, traité additionnel qui a été approuvé par le Conseil national le 22 mars 1905 et par le Conseil des Etats le 29 du même mois et dont la teneur suit :

plénipotentiaire et celui du Conseil fédéral de la Confédération suisse, traité additionnel qui, avec ses trois annexes, est conçu textuellement comme suit :

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse et Sa Majesté l'empereur d'Allemagne, roi de Prusse, au nom de l'Empire allemand, animés du désir de consolider et de développer de plus en plus les relations commerciales entre les deux pays, ont résolu de conclure un traité additionnel au traité de commerce et de douane du 10 décembre 1891 existant entre la Suisse et l'Empire allemand et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse :

Monsieur le conseiller fédéral Dr *Adolphe Deucher*, chef du Département fédéral du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture ;

Monsieur *Arnold Künzli*, membre du Conseil national suisse ;

Monsieur *Alfred Frey*, membre du Conseil national suisse ;

Monsieur le Dr *Arnold Eichmann*, chef de la division du commerce du Département fédéral du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture.

Sa Majesté l'empereur d'Allemagne, roi de Prusse :

Monsieur le Dr *Alfred de Bülow*, conseiller de légation et chambellan, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Confédération suisse,

lesquels, sous réserve de ratification réciproque, sont convenus des stipulations suivantes :

Article premier.

Les différents articles du traité en vigueur sont modifiés comme suit :

I.

L'article premier sera ainsi conçu :

Les deux parties contractantes se traiteront réciproquement à tous égards sur le pied de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne l'importation, l'exportation et le transit.

En conséquence, chacune des deux parties s'engage à faire profiter l'autre dans la même mesure, sans contre-prestations quelconques, de tout privilège et de toute faveur, notamment de toutes réductions des droits d'entrée et de sortie, que, sous les rapports susmentionnés, elle a accordés ou accorderait dans la suite à une tierce puissance.

Les parties contractantes prennent, en outre, l'engagement de ne pas entraver le commerce réciproque des deux pays par des prohibitions quelconques d'importation, d'exportation ou de transit. Des exceptions à cette règle ne sont admises que dans les cas suivants :

1. dans des circonstances exceptionnelles, par rapport aux provisions de guerre ;
2. pour des raisons de sûreté publique ;

3. par égard à la police sanitaire ou en vue de la protection des animaux, ainsi que des plantes utiles, contre les maladies, les parasites nuisibles ou autres dangers ;

4. en vue de l'exécution de la législation intérieure, en tant qu'elle interdit ou limite la production, le transport, la vente ou la consommation de certains articles.

II.

Les tarifs ci-annexés A et B remplacent ceux désignés dans l'article 2.

III.

L'alinéa 2 de l'article 3 est supprimé.

IV.

Le chiffre 3 de l'article 5 est rédigé ainsi qu'il suit :

3. pour les emballages de tout genre usités dans le commerce, ainsi que les bâches et autres moyens d'emballage, même les ensouples, les rouleaux en bois et en carton et les articles similaires importés d'un territoire sur l'autre pour servir à l'exportation de marchandises, ou ces mêmes objets revenant de l'autre territoire, s'il est prouvé qu'ils ont servi à l'usage indiqué.

V.

L'article 6 reçoit la rédaction ci-après :

En vue de régler le trafic des marchandises amenées d'un pays dans l'autre pour y être perfectionnées ou réparées, il est stipulé que les objets suivants resteront exempts de tout droit d'entrée et de sortie à leur retour de ce pays :

a. la soie de tout genre, ainsi que les fils et tissus, à dévider (en écheveaux ou sur bobines) retordre, laver, blanchir, merceriser, teindre, reteindre, imprimer (soit fils à imprimer, même en chaîne traversée par des fils de trame isolés), gaufrer, moirer, apprêter, fouler, presser, plisser ou à soumettre à des travaux semblables de perfectionnement ;

b. les cuirs et peaux pour le corroyage et la pelleterie ;

c. les objets à vernir, polir et peindre, exportés sur l'autre territoire ;

d. les autres objets amenés d'un territoire sur l'autre pour être réparés, ouvrés ou perfectionnés et, après une telle opération, réintroduits sur le premier territoire en observant les prescriptions particulières émises pour des cas pareils, lorsque la nature essentielle de ces objets reste la même ;

dans tous ces cas, en tant que l'identité des marchandises et objets exportés et réimportés est hors de doute.

Sous réserve d'identité dûment établie, sont en outre exemptés de tous droits d'entrée et de sortie :

1. les tissus expédiés de Suisse dans les arrondissements principaux des douanes bavaïses (Hauptzollamtsbezirke) de Lindau et de Pffronten, l'arrondissement principal de douane wurtembergeois (Hauptzollamtsbezirk) de Friedrichshafen, l'arrondissement wurtembergeois (Oberamtsbezirk) de Riedlingen, le district prussien (Regierungsbezirk) de Sigmaringen, l'arrondissement badois (Kreis) de Constance, ou les tissus envoyés d'Allemagne en Suisse pour y être brodés puis réexpédiés. Les cartons à dessins de broderies (Stickmusterblätter) et le matériel pour la broderie (soie ou fil de coton) sont, de même que les tissus, réciproquement exempts de droits ;

2. les velours et peluches non découpés, les tissus veloutés et façon peluche, expédiés d'Allemagne en Suisse pour y être découpés et renvoyés en Allemagne après cette opération.

Dans tous ces cas, la franchise de droits pourra être subordonnée à la présentation de la preuve que les marchandises exportées pour être perfectionnées sont de production indigène ; cette preuve n'est pas exigée, toutefois, pour la soie à teindre ou à reteindre.

VI.

L'article 9 est rédigé comme suit :

Les négociants, fabricants et autres industriels qui prouvent, par l'exhibition d'une carte de légitimation industrielle délivrée par les autorités de leur pays, que, dans l'Etat où ils ont leur domicile, ils acquittent les taxes et impôts légaux auront le droit, personnellement ou par des voyageurs à leur service, de conclure des achats sur le territoire de l'autre partie contractante, chez des négociants, dans les locaux publics de vente ou chez les producteurs. Ils pourront aussi prendre des commandes chez les négociants, dans leurs bureaux, et chez les personnes faisant usage des marchandises offertes pour leurs besoins professionnels. Ni dans un cas, ni dans l'autre, ils ne seront astreints de ce fait à acquitter une taxe spéciale.

Les industriels (voyageurs de commerce) munis d'une carte de légitimation industrielle ne peuvent, dans la règle, avoir avec eux que des échantillons, mais non des marchandises ; le droit d'avoir avec eux des marchandises doit, toutefois, leur être accordé lorsque les industriels (voyageurs de commerce) indigènes, domiciliés dans le pays, jouissent d'une autorisation de ce genre.

Les cartes de légitimation industrielle seront établies conformément au modèle figurant à l'annexe D.

Les parties contractantes se feront réciproquement connaître les autorités compétentes pour délivrer les cartes de légitimation industrielle et les prescriptions à observer par les titulaires de ces cartes dans l'exercice de leur profession.

Les parties contractantes se réservent toute liberté d'action en ce qui concerne la législation sur les industries ambulantes, le colportage et la recherche de commandes chez des personnes n'exerçant ni commerce ni industrie.

VII.

Le nouvel article suivant est incorporé dans le traité en vigueur :

Article 10 *a*. Si une contestation venait à surgir entre les parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application des tarifs A et B, dispositions additionnelles y comprises, annexés au présent traité, ainsi qu'au sujet des droits fixés dans les traités à tarifs conclus par les parties contractantes avec des Etats tiers, cette contestation, à la demande de l'une des parties, devra être tranchée par voie d'arbitrage.

Le tribunal arbitral sera, dans chaque cas spécial, composé de cette manière : l'une et l'autre partie appelleront aux fonctions de juge arbitral une personne qualifiée, que chacune choisira parmi ses propres ressortissants ; les deux parties éliront ensuite le surarbitre parmi les ressortissants d'un pays ami. Les deux parties se réservent la faculté de s'entendre au préalable et pour une période déterminée sur la personne du surarbitre à désigner dans un cas donné.

Sous réserve d'une entente spéciale, les parties contractantes soumettront également, le cas échéant, à la sentence arbitrale d'autres divergences d'opinion que celles mentionnées au premier alinéa, concernant l'interprétation ou l'application du présent traité.

Art. 2.

L'annexe C subit la modification suivante :

I.

Le premier alinéa du § 1 est rédigé ainsi :

Afin de faciliter l'exploitation des biens-fonds et des forêts situés dans le voisinage de la frontière, sont affranchis de tous droits d'entrée et de sortie :

- les céréales en gerbes ou en épis ;
- les produits bruts des forêts, bois et charbons ;
- les semences ;
- les plants, sauf ceux des arbres fruitiers et des plantes d'ornement ;
- les perches ;
- les échelas ;
- les ustensiles et matières pour l'aspersion des vignes ;
- les instruments de toute espèce et
- les animaux

qui servent à l'exploitation d'immeubles situés dans un rayon de 15 kilomètres de chaque côté de la frontière, sous réserve des mesures de contrôle pouvant exister dans les deux pays pour prévenir les fraudes.

II.

Sont ajoutés les nouveaux paragraphes ci-après :

§ 4. Les marchandises suivantes qui, dans le petit trafic frontière entre la Suisse et l'Allemagne, ne sont pas expédiées par la poste, sont admises en franchise :

1. Les morceaux de viande fraîche ou simplement préparée ou de lard de porc, en quantité ne dépassant pas 2 kilogr. ;

2. Les produits de la minoterie, — à l'exception de la semoule de riz et du riz laminé, — en quantité ne dépassant pas 3 kilogr. ;

3. La pâtisserie ordinaire, en quantité ne dépassant pas 3 kilogr.

§ 5. Sont également admis en franchise dans le petit trafic frontière, les fruits frais, non emballés ou simplement en sacs, les choux rouges, blancs, frisés, frais, les pommes de terre fraîches, lorsque ces produits proviennent de la zone frontière suisse et sont transportés sur route (à l'exclusion du chemin de fer), les jours de marché, pour être vendus sur les marchés aux habitants des localités de la zone allemande pour leur propre consommation.

§ 6. Chacune des parties contractantes se réserve de subordonner les avantages prévus dans les §§ 4 et 5 à l'accomplissement de certaines conditions ou, en cas d'abus, de les supprimer en tout ou en partie. L'autre partie est autorisée, dans les cas prévus au § 4, à prendre immédiatement les mêmes mesures sur son propre territoire.

§ 7. Dans le petit trafic frontière entre les deux parties, les denrées alimentaires et boissons sont également exemptes lorsqu'elles sont importées par des ouvriers franchissant la frontière, ou par des membres de leur famille, pour les besoins journaliers desdits ouvriers.

Art. 3.

L'annexe D du traité existant est remplacée par l'annexe D ci-jointe.

Art. 4.

Les dispositions du protocole final du traité existant sont modifiées comme suit :

I.

Le premier alinéa du chiffre I du protocole final est supprimé.

II.

Dans le chiffre II A du protocole final, les numéros 2 à 7 ci-après remplacent les numéros actuels 2 à 6 :

2. Les cartes d'échantillons et les échantillons en coupons ou morceaux impropres à un autre usage, à l'exception toutefois des échantillons d'articles alimentaires ou de consommation.

3. Les vêtements et le linge ayant servi et qui ne sont pas importés pour la vente ou pour un usage industriel ; les objets usagés importés par les émigrants pour leur propre usage. L'exemption des droits d'entrée et de sortie s'applique également aux machines dont toutes les parties ont été usagées et que des personnes, maisons, etc., déjà établies, exportent et importent de leur établissement principal ou de leur succursale situés sur l'un des territoires, pour être utilisées par elles dans leur succursale ou leur établissement principal situés sur l'autre territoire. Toutefois, la franchise de droits pour de telles machines ne peut être accordée, dans chaque cas spécial, que par l'autorité supérieure.

En outre et sur autorisation spéciale, les effets neufs entrant comme objets de trousseau, cadeaux de fiançailles ou de mariage, lorsqu'ils

sont destinés à un ressortissant de l'une des parties qui, à l'occasion de son mariage avec une personne fixée sur le territoire de l'autre partie, transporte son domicile sur ce territoire. Sont exclus de la franchise les articles d'alimentation et de consommation, les filés et ouvrages en filés (Gespinstwaren) non manufacturés et tous autres produits destinés à être ouvrés, ainsi que les matières premières de tout genre et les animaux.

4. Les objets usagés, s'il est établi qu'ils proviennent d'un héritage et moyennant permis spécial.

5. Les objets d'usage de tout genre, même neufs, que les voyageurs, y compris les rouliers, patrons de bateaux et leurs équipages, ont avec eux pour leur usage personnel ou pour l'exercice de leur profession pendant le voyage, ainsi que les objets de même espèce qui les précèdent ou qui les suivent; les mêmes dispositions sont applicables aux animaux vivants dont les artistes en tournée se servent soit pour l'exercice de leur profession, soit pour des exhibitions;

les malles, sacoches et autres articles de voyage usagés, revenant de l'étranger, s'ils ont servi au transport à l'étranger d'objets à l'usage des voyageurs;

les objets de consommation importés par les voyageurs, y compris les rouliers, pour leur usage personnel au cours du voyage, de même que les approvisionnements des patrons de bateaux et de leurs équipages, mais, dans ce dernier cas, pour une quantité ne pouvant excéder les besoins de deux jours.

6. Les véhicules de tout genre, y compris leurs accessoires, qui ne passent la frontière que pour transporter des personnes ou des marchandises et ne sont importés que dans ce but, ou qui, après avoir servi à ce transport lors de leur sortie, sont ramenés de l'étranger; de même, les véhicules destinés à transporter à l'étranger des personnes ou des marchandises;

les chevaux et autres animaux, y compris leurs harnachements et couvertures, servant de bêtes de selle, de bêtes de trait pour conduire des véhicules de tout genre, ou de bêtes de somme pour transporter des marchandises, et qui ne passent la frontière que dans ce seul but, ou reviennent de l'étranger après avoir été employés, à la sortie, aux usages susindiqués; de même, les chevaux et autres animaux destinés à transporter à l'étranger des personnes, des véhicules ou des marchandises;

les véhicules de tout genre, ainsi que les chevaux et autres animaux appartenant aux voyageurs, même si, au moment de l'importation, ils ne sont pas employés comme moyens de transport, pourvu qu'il soit prouvé qu'ils ont déjà servi précédemment à leurs propriétaires et qu'ils doivent continuer à leur servir.

Si, dans les cas indiqués ci-dessus, les véhicules ou les animaux restaient d'une façon permanente dans le pays, ils deviendraient passibles des droits;

Le fourrage destiné à l'alimentation pendant le voyage et importé avec les animaux mentionnés aux alinéas 2 et 3, pour une quantité correspondant au nombre des animaux et à la durée probable du voyage, mais au maximum pour deux jours.

7. Le matériel pour la construction de ponts sur des cours d'eau frontières, à la suite d'entente à conclure, pour chaque cas spécial, entre les deux gouvernements.

III.

L'alinéa suivant est ajouté au chiffre II A du protocole final :

Lors de l'estimation du poids en vue de la perception des droits, les fractions de kilogramme inférieures à 1/2 kilogramme ne doivent pas être comptées pour un kilogramme.

IV.

Les dispositions ci-après remplacent celles contenues sous chiffres II B et II C du protocole final :

B. Tarifs A et B. — Droits à l'entrée dans les deux pays.

1.

On entend par le tarif général allemand mentionné dans le tarif A (annexe au présent traité) et les dispositions y relatives, le tarif du 25 décembre 1902 dans la teneur arrêtée par la loi du même jour, et par le tarif général suisse mentionné dans le tarif B (annexe au présent traité) et les dispositions y relatives, le tarif du 10 octobre 1902.

2.

Lorsque les tarifs A et B annexés au présent traité subordonneront le droit à percevoir sur une marchandise à celui fixé pour une autre marchandise et que différents taux, généraux ou conventionnels, seront prévus pour cette dernière, l'estimation du droit applicable à la première sera basée sur le taux le plus bas.

3.

Ad n^{os} 892 à 906, 907, 915, 921, 922 et 923 du tarif général allemand et ad n^{os} 881 à 898, 913, 914, 922, 923 et 924 du tarif général suisse.

Les objets mentionnés dans les numéros ci-dessus des tarifs (machines, véhicules, etc.) peuvent, aux conditions suivantes, être importés aussi à l'état démonté et être soumis au régime des droits ou de l'exemption applicable aux objets non démontés de même nature.

Il est indifférent que les parties d'un même objet soient importées en même temps ou successivement, en envois partiels, et chargées sur un ou sur plusieurs wagons. Le manque de pièces accessoires ou même de certaines pièces principales (volants, essieux, paliers, plaques de fondation, etc.), n'importe pas davantage. Si le droit varie d'après le poids de l'article, l'objet, sans égard aux parties qui manquent, sera dédouané conformément à son poids total.

Tous les envois partiels doivent être présentés à l'acquittement au même bureau de douane, dans un délai à indiquer lors de la présentation du premier envoi et qui ne peut excéder six mois.

La déclaration d'entrée d'un envoi complet, démonté, ou d'un premier

envoi partiel, doit être accompagnée d'un plan ou dessin d'ensemble, ainsi que d'une liste des pièces principales indiquant leur nature et le poids de chacune d'elles. Le poids total approximatif des pièces accessoires doit être mentionné aussi.

Si, après l'importation d'un ou plusieurs envois partiels, le reste n'est pas présenté au dédouanement dans le délai fixé, les pièces déjà introduites seront soumises aux droits qui leur sont propres, ou, si le tarif ne prévoit pas de droits spéciaux, elles suivront le régime des matières dont elles se composent.

Faculté est réservée au bureau de douane d'exiger, jusqu'à l'expédition définitive de tous les envois partiels, une garantie pour le paiement des droits les plus élevés et de munir les pièces importées de marques d'identité. Il est autorisé aussi, après assemblage de l'objet, à se convaincre, par une revision faite au frais du débiteur des droits, que tous les envois partiels appartenaient bien audit objet.

Les pièces de rechange et de réserve sont toujours dédouanées à part.

V.

Le chiffre V F du protocole final est rédigé comme suit :

Pour la réimportation en franchise de droits prévue à l'article 6, il sera accordé un délai de 12 mois.

VI.

Les alinéas suivants sont ajoutés au chiffre V du protocole final :

G. Il est loisible, sans perdre le droit à l'exemption lors de la réimportation, de découper dans le pays de perfectionnement les tissus envoyés, en trafic de perfectionnement, d'un pays dans l'autre pour y être teints et imprimés. L'expéditeur peut, à cette fin, aviser de l'opération l'office douanier du pays d'expédition et proposer que les tissus soient plombés au bord ou munis de sceaux imprimés au bord ou sur leurs bandes transversales, de façon que chaque coupon soit revêtu d'un plomb ou d'un sceau pour le moins. Moyennant cette mesure, le découpage peut aussi être déclaré au pays de perfectionnement lui-même, soit avant, soit après que le perfectionnement a été effectué.

Si, après perfectionnement, les tissus sont découpés en pièces encadrées (mouchoirs de poche, châles, etc.), on s'abstiendra de munir chaque pièce de marques d'identité, et la fermeture douanière sera considérée comme suffisante pour le contrôle de l'exportation et de la réimportation dans le pays d'expédition, si le découpage et l'emballage se font sous surveillance officielle. Les gouvernements se feront respectivement connaître les organes compétents en la matière.

Dans tous les cas où le découpage est déclaré seulement au pays de perfectionnement, la douane de ce pays, lors de la réexportation des pièces découpées, dressera une attestation permettant à la douane du pays d'expédition de déterminer l'envoi auquel appartiennent les pièces découpées.

H. Les tambours sur lesquels sont enroulés des câbles et qui facilitent le transport et la pose de ceux-ci sont admis réciproquement en franchise provisoire, sous réserve des mesures de contrôle applicables dans les cas prévus par l'article 5, chiffre 3.

VII.

Le premier alinéa du chiffre VIII du protocole final est rédigé comme suit :

La taxe réservée au 4^e alinéa de l'article 8 pour la garantie du monopole sera restituée si, deux mois après le paiement effectué, il est prouvé que les matières premières ont été employées d'une manière excluant la fabrication d'un article monopolisé.

VIII.

La disposition suivante est ajoutée :

IX. Ad article 10 *a* du traité.

Les parties contractantes sont convenues de ce qui suit à l'égard de la procédure à observer dans les cas où, conformément au premier alinéa de l'article 10 *a*, l'arbitrage doit avoir lieu.

Au premier cas d'arbitrage, le tribunal siégera sur le territoire de la partie défenderesse ; au second cas, sur le territoire de l'autre partie et ainsi de suite alternativement sur l'un et sur l'autre territoire, dans une ville que désignera la partie respective. Celle-ci fournira les locaux ainsi que le personnel du secrétariat et de service dont le tribunal aura besoin. Le surarbitre est président du tribunal ; celui-ci prendra ses décisions à la majorité des voix.

Les parties contractantes s'entendront, dans chaque cas spécial ou une fois pour toutes, sur la procédure du tribunal arbitral. A défaut d'une telle entente, la procédure sera réglée par le tribunal lui-même. La procédure peut se faire par écrit si aucune des parties ne soulève d'objection ; dans ce cas, on peut déroger à la disposition de l'alinéa précédent.

Pour la citation et l'audition de témoins et d'experts, les autorités de chacune des parties contractantes prêteront, sur réquisition du tribunal arbitral adressée au gouvernement respectif, leur assistance de la même manière que sur commissions rogatoires des tribunaux civils indigènes.

Art. 5.

Le présent traité additionnel entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1906. L'Allemagne est toutefois autorisée à différer jusqu'au 1^{er} juillet 1906 la mise en vigueur de l'annexe A et des dispositions y relatives contenues dans l'article 4, chiffre IV.

Le traité de commerce et de douane actuellement existant, du 10 décembre 1891, avec les modifications et compléments stipulés par le traité additionnel, restera exécutoire jusqu'au 31 décembre 1917.

Dans le cas où aucune des parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant cette date, son intention de faire cesser les effets du traité, celui-ci, ainsi que les modifications et compléments susmentionnés, demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes aura dénoncé ces arrangements.

Art. 6.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées le plus tôt possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité additionnel et l'ont revêtu de leurs cachets,

Fait à *Berne*, en double expédition, le 12 novembre 1904.

(L. S.) *Signé*: A. DEUCHER.

(L. S.) *Signé*: V. BÜLOW.

(L. S.) *Signé*: A. KÜNZLI.

(L. S.) *Signé*: Alfred FREY.

(L. S.) *Signé*: EICHMANN.

Annexe A.**Droits à l'entrée sur le territoire douanier allemand.**

Nos du tarif général allemand.	Désignation des marchandises.	Droits. Marcs par 100 kg.
ex 24	Betteraves pour le bétail, carottes, navets blancs et autres navets des champs, frais.....	exempt
27	Fourrages verts; foin, trèfle à l'état sec et fourrages verts non dénommés ailleurs au tarif général; paille et balle (vannures), ainsi que chènevottes (déchets de teillage); paille hachée.....	exempt
ex 28	Fibres d'agave (fibres mexicaines, fibres brillantes), brutes ou nettoyées.....	exempt
ex 36	Tomates, en morceaux, pelées, pressées, séchées, torréfiées, passées au four, ou ayant subi une autre préparation simple	4 »
ex 47	Pommes et poires, fraîches non emballées: du 1 ^{er} septembre au 30 novembre.....	exempt
	du 1 ^{er} décembre au 31 août.....	2 »
<i>Note.</i> — Les pommes et poires, fraîches, importées en wagons à compartiment contenant de la paille ou garnis de papier, sont traitées comme non emballées si chaque wagon n'a pas plus de huit compartiments.		
	Cerises fraîches, pour la distillation, sur permis et moyennant surveillance de l'emploi.....	exempt
ex 94	Noix de galle et sumac, même moulus.....	exempt
ex 103	Bétail bovin de la région du haut plateau et des montagnes, appartenant à la grande race tachetée ou à la race brune: Taureaux qui ont été élevés à une altitude d'au moins 300 mètres au-dessus du niveau de la mer et ont fait, chaque année, un estivage d'un mois, au minimum, à une altitude d'au moins 800 mètres au-dessus du niveau de la mer, et destinés à la reproduction dans des exploitations agricoles.....	par tête 9 »

Vaches et autres femelles (génisses, etc.) âgées de plus d'un an et demi, et qui ont été élevées à une altitude d'au moins 300 mètres au-dessus du niveau de la mer et ont fait, chaque année, un estivage d'un mois, au minimum, à une altitude d'au moins 800 mètres au-dessus du niveau de la mer :

destinées à la reproduction dans des exploitations agricoles ou à des stations laitières.....

Mars
par tête

20 »

destinées à des agriculteurs des districts (Bezirksamtsbezirke) bavaïois de Lindau, Kempten, Sonthofen, Oberdorf, Füssen, Kaufbeuren, Schongau et Landsberg s/Lech, ainsi que des arrondissements urbains (Stadtbezirke) bavaïois de Lindau, Kempten, Kaufbeuren et Landsberg s/Lech, pour être employées dans leurs propres exploitations.....

20 »

Jeunes bêtes femelles, âgées de 6 semaines à 1 1/2 an et qui ont été élevées à une altitude d'au moins 300 mètres au-dessus du niveau de la mer et ont fait, chaque année, un estivage d'un mois, au minimum, à une altitude d'au moins 800 mètres au-dessus du niveau de la mer :

destinées à la reproduction dans des exploitations agricoles.....

12 »

destinées à des agriculteurs des districts et arrondissements urbains bavaïois ci-dessus désignés, pour être employées dans leurs propres exploitations.....

12 »

par 100 kg.
poids vif

Autres bêtes femelles âgées de 6 semaines et plus.

9 »

Notes. — 1. Par *bétail bovin de la grande race tachetée*, on entend les variétés tachetées rentrant dans la catégorie des brachycéphales. Par *bétail de race brune*, on comprend les variétés rentrant dans la catégorie des dolichocéphales, spécialement dans celle du bétail alpin, et qui présentent un pelage dont les nuances vont du gris argenté au brun foncé ou brun noir, et les particularités suivantes : muffle noir marginé de brun très clair, presque blanc ; onglons noirs ; extrémités des cornes, noires, et extrémité de la queue, foncée.

2. Lorsque l'on demande que du bétail de la grande race tachetée ou de la race brune soit admis au droit spécifique, on doit, dans les cas douteux et sur la réquisition des autorités douanières, prouver, par la présentation de certificats officiels ou de toute autre manière appropriée, que les conditions relatives à l'élevage et à l'estivage aux altitudes prescrites sont remplies.

3. L'abatage ne doit pas être considéré comme un emploi dans l'exploitation agricole. Si des animaux de la grande race tachetée ou de la race brune, admis au droit spécifique, ont été abattus dans le délai d'un an après leur importation, on devra encore payer la différence entre ce droit et le montant qu'aurait donné la taxation au taux de 9 mars par 100 kg. de poids vif. Le poids vif du bétail pour lequel on prétend à l'admission au droit spécifique, sera déterminé au moment de l'importation.

105 Chèvres exempt

	Marc par 100 kg.
ex133 Lait et crème, stérilisés ou peptonisés ; lait de beurre et petit-lait..... (par 100 kg.).	exempt
ex135 Fromage à pâte dure, en forme de meules du poids de 40 kg., au moins, par pièce.....	15 »
ex177 Essence de café, consistant en mélasse non torréfiée, sans ingrédients.....	10 »
ex185 Vin de fruits (même à l'état de fermentation), en fûts...	3 »
ex202 Sucreries et autres bonbons non dénommés ailleurs au tarif général.....	40 »
ex204 Chocolat, même additionné d'épices, de substances médicinales ou similaires.....	50 »

Notes ad nos 202 et 204: — 1. Le droit de 40 marcs pour les sucreries et autres bonbons et celui de 50 marcs pour les chocolats ne seront appliqués que lorsque la Suisse aura adhéré à la convention internationale sur le régime des sucres, conclue à Bruxelles le 5 mars 1902, et que tant et aussi longtemps que cette convention existera et que la Suisse et l'Empire allemand en feront partie. A défaut de ces conditions, le droit pour les « sucreries et autres bonbons non dénommés ailleurs au tarif général » sera de 50 marcs, et celui sur le « chocolat, même additionné d'épices, de substances médicinales ou similaires », de 60 marcs par 100 kg.

2. Le chocolat et le chocolat au lait de toutes formes (tablettes, bonbons, etc.) sont admis au droit conventionnel du chocolat.

ex208 Lait en blocs d'au moins 10 kg., même recouvert de beurre de cacao ou autres graisses végétales pour protéger le produit contre l'influence de l'air ; sur permis et moyennant surveillance de l'emploi :	
sans addition de sucre ou avec addition de sucre ne dépassant pas 40 %	15 »
avec addition de sucre plus forte.....	25 »
ex216 Artichauts et tomates, finement préparés pour l'usage de la table ; abricots, pêches, cerises, finement préparés pour l'usage de la table, au sucre, sans alcool....	40 »
ex219 Lait condensé (sirop de lait, excepté le lait à l'état sec), sans addition de sucre, en récipients hermétiquement fermés	20 »

Notes ad nos 133 et 219. — Le lait et la crème stérilisés ou peptonisés, en récipients hermétiquement fermés, sont admis en franchise.

ex228 Gypse (sulfate de chaux) même calciné, moulu.....	exempt
ex233 Dalles d'ardoise, brutes ; tables d'ardoise, brutes.....	1 »
ex234 Pierres (à l'exception des ardoises et des pavés) brutes ou simplement dégrossies, même sciées, mais au plus sur trois côtés, ou en dalles non refendues, non sciées	exempt
ex240 Asphalte, solide.....	exempt
ex254 Huile rouge d'Andrinople, en fûts ou autres grands récipients.....	3 »
293 Chlorate de potasse, importé autrement qu'en douilles ou en capsules	exempt
ex316 Carbone de calcium.....	exempt

	Mars par 100 kg.
ex317 Tannin, solide, et acide gallique	exempt
Ferro-silicium, tenant en silicium 25 % ou plus	exempt
319 Teintures d'aniline ou autres teintures dérivées du gou- dron de houille, non spécialement dénommées au tarif général	exempt
ex375 Gélatine, même teinte	3 »
ex384 Extrait de noix de galle et extrait de sumac, purs, non mélangés avec d'autres matières, liquides	exempt

Note. — L'exemption de droit est accordée pour l'extrait de noix de galle et pour l'extrait de sumac à la condition que chaque envoi soit accompagné d'un certificat d'analyse établissant qu'il s'agit d'extraits de noix de galle ou de sumac, purs, non mélangés avec d'autres extraits pour le tannage, ni fabriqués par un mélange de noix de galle ou de sumac, d'une part, et d'autres matières pour le tannage, d'autre part. Ces certificats seront délivrés par les établissements scientifiques, en Suisse, désignés d'entente entre les deux gouvernements; ils seront reconnus en Allemagne et les envois ne seront soumis à aucune nouvelle analyse si la preuve est donnée, par les certificats, qu'il a été procédé à l'analyse en observant les prescriptions qui seront établies d'un commun accord par les deux gouvernements.

Toutefois, cette disposition ne porte aucune atteinte au droit des autorités allemandes de vérifier, dans des cas douteux, l'analyse des extraits importés sur la base des certificats mentionnés.

La présentation de certificats de ce genre n'est pas nécessaire s'il est prouvé que les extraits importés seront employés dans des teintureries.

Soie grège, même soie de byssus (soie de coquillages):	
391 non teinte :	
non moulinée ou moulinée une seule fois	exempt
moulinée deux fois	120 »
392 teinte en blanc :	
non moulinée ou moulinée une seule fois	exempt
moulinée deux fois	120 »
teinte autrement qu'en blanc :	
non moulinée ou moulinée une seule fois	36 »
moulinée deux fois	140 »

Notes ad nos 391 et 392. — 1. Soie moulinée deux fois, non combinée avec d'autres matières textiles ou filés, destinée au tissage, à la fabrication de la bonneterie, des broderies, des ouvrages de fabricants de boutons, de la passementerie ou des dentelles, sur permis et moyennant contrôle de l'emploi :

a) non teinte	exempt
b) teinte (même en blanc)	36 »
2. L'organsin (soie moulinée pour chaîne) est traité comme la soie grège moulinée une seule fois.	

394 Soie artificielle, non moulinée ou moulinée une seule fois :	
non teinte	30 »
teinte (même en blanc)	60 »
ex398 Fils de bourre de soie, à un ou plusieurs bouts, même retors, non combinés avec d'autres matières textiles ou filés :	
non teints ou teints en blanc	exempt

Mars
par 100 kg.
36 »

teints autrement qu'en blanc

Note. — Fils dits violets, même retors, non combinés avec d'autres matières textiles ou filés, destinés à des teinturerries de soie pour être teints en noir, sur permis et moyennant surveillance de l'emploi..... exempt

- 399 Fils retors de soie, de tout genre, même mélangés d'autres matières textiles ou filés, teints ou non, accommodés pour la vente au détail :
- | | |
|--|-------|
| de soie grège ou de soie artificielle..... | 140 » |
| de bourre de soie | 50 » |

- 405 Tissus serrés, non dénommés ailleurs au tarif général :
- | | |
|-------------------------|-------|
| tout soie..... | 450 » |
| en partie de soie | 350 » |

Notes. — 1. Parmi les tissus serrés, tout soie ou en partie de soie, non encadrés, importés en pièces (*Meterware*), ne sont pas traités comme tissus pour meubles et tentures des nos 402 et 403 du tarif général :

a) tous les tissus noirs, même s'ils présentent de chaque côté de la lisière une raie en d'autres couleurs, dont la largeur, mesurée du bord du tissu jusqu'au bord intérieur de la raie, n'a pas plus de 3 centimètres.

b) tous les tissus dont la contexture n'est pas ouvrée à la façon Jacquard et qui ne sont pas fabriqués à la façon des Gobelins, s'ils n'ont pas plus de 123 centimètres de largeur et ne pèsent pas plus de 120 grammes par mètre carré.

2. Outre le crêpe ne sont traités comme tissus clairs (non serrés) du n° 408 du tarif général, que les tissus dans lesquels la distance entre les fils de chaîne est aussi grande ou plus grande que l'épaisseur du fil de chaîne, et, en même temps, la distance entre les fils de trame est aussi grande ou plus grande que l'épaisseur du fil de trame lui-même. Toutefois, ne sont pas exclus du traitement des tissus serrés les tissus dans lesquels les distances indiquées ne se trouvent pas entre chaque fil de chaîne et chaque fil de trame ou ne se reproduisent pas régulièrement, mais ne reviennent qu'isolément par suite de défauts dans le tissage. Si un tissu contient alternativement, d'une manière régulière, des fils gros et des fils minces, ces derniers font règle pour le calcul des distances. Enfin, rentrent aussi dans les tissus clairs les tissus serrés présentant des raies ou figures non serrées. Les tissus dans lesquels les distances sont complètement remplies par l'apprêt, sont traités comme tissus serrés. Sont également considérés comme tissus serrés, les tissus-taffetas unis connus sous les noms de « marceline » et « sarçonet », s'ils présentent au moins 35 fils de trame par centimètre.

- 407 Toile à bluter, tout soie ou en partie de soie..... 600 »

Note. — La toile à bluter, confectionnée, tout soie ou en partie de soie, est assujettie au droit conventionnel du n° 407, sans surtaxe.

- 409 Tissus à points de maille (tricot) ou de filet, et ouvrages en ces tissus :
- | | |
|------------------------|-------|
| tout soie..... | 500 » |
| en partie de soie..... | 400 » |

- ex410 Tissus-dentelles et dentelles de toute sorte, y compris les entre-deux, les bandes et articles ajustés en den-

Marc
par 100 kg.

telles ou tissus-dentelles, même sans bords ondulés ou festons découpés, tout soie ou en partie de soie :		
brodés	600	»
ex 411 Broderies sur fond tout soie ou en partie de soie, excepté les broderies pour ornements sacerdotaux et pour drapeaux :		
sur tissus non serrés du n° 408 du tarif général....	800	»
sur tissus des n°s 405 et 406 du tarif général	600	»
<i>Note.</i> — Si les broderies ci-dessus mentionnées contiennent des fils métalliques (fil ou lame), elles ne sont assujetties, de ce fait, à aucune surtaxe.		
ex 412 Ouvrages fabriqués à la façon de la sparterie de coton, tout soie ou en partie de soie, ainsi que tresses en ces ouvrages	80	»
414 Laine artificielle, teinte ou non	exempt	
(ex 422/423). Fils de laine ou d'autres poils d'ani- maux, même mélangés avec des matières textiles ou des filés d'origine végétale, à l'exception du coton, ne rentrant pas dans les n°s 417 à 421 du tarif général :		
ex 422 Fil de laine peignée, écru :		
à un bout	8	»
à deux ou trois bouts	10	»
ex 423 Fil de laine peignée, blanchi, teint, imprimé :		
à un bout	12	»
à deux ou trois bouts	18	»
426 Fils de toute espèce de laine ou d'autres poils d'animaux, même mélangés avec des matières textiles ou filés d'origine végétale, à l'exception du coton, accommo- dés pour la vente en détail	30	»
(ex 432/436). Ouvrages en filés de laine ou d'autres poils d'animaux, même mélangés avec des matières textiles ou des filés d'origine végétale :		
ex 432 Tissus feutrés, écrus, tissés sans fin pour la fabrication de la pâte de bois, de la cellulose, de la pâte de paille ou du papier	80	»
433 Tissus à points de maille (tricot) ou de filet	100	»
Ouvrages à points de maille (tricot) ou de filet :		
434 Sous-vêtements :		
coupés	100	»
façonnés au métier (<i>regulär</i>)	100	»
ex 436 Tissus-dentelles et dentelles de toute sorte, y compris les entre-deux, les bandes et les articles ajustés en dentelles ou tissus-dentelles, même sans bords ondu- lés ou festons découpés	300	»

*Notes ad section B du cinquième chapitre du tarif géné-
ral.* — 1. Les broderies sur fond de laine ou d'autres poils
d'animaux suivent le régime des broderies sur fond de coton.

2. Les courroies de transmission, tissées ou tricotées, en
laine ou autres poils d'animaux, suivent le régime des
courroies similaires en coton.

Mares
par 100 kg.

(ex 440/443). Filés de coton, même mélangés avec d'autres matières textiles ou filés d'origine animale, à l'exception de la soie :

ex 440 Fil à un bout écu :

au-dessus du n° 32 jusqu'au n° 47 anglais.....	18 »
au-dessus du n° 47 jusqu'au n° 63 anglais.....	22 »
au-dessus du n° 63 jusqu'au n° 83 anglais.....	25 »
au-dessus du n° 83 jusqu'au n° 102 anglais.....	28 »

ex 442 Fil à deux bouts ou plus, à simple torsion, écu. } Droit du fil à un bout, écu, + 3 mares.

Note ad nos 440 à 443 du tarif général. — Les fils apprêtés ou passés à la vapeur suivent le régime des fils écru (ex 449/469). Ouvrages en filés de coton, même mélangés avec d'autres matières textiles ou filés d'origine végétale ou avec du crin de cheval, mais sans mélange de soie, de laine ou d'autres poils d'animaux :

ex 449 Tissus feutrés, écru, tissés sans fin, pour la fabrication de la pâte de bois, de la cellulose, de la pâte de paille ou du papier 65 »

(ex 453/455). Tissus ne rentrant pas dans les nos 445 à 452 du tarif général :

ex 453/455 Tissus plumetis, écru 120 »
autres tissus écru :

ex 454 pesant, par mètre carré, 40 grammes ou plus, mais moins de 80 grammes :
ayant, dans un carré de 5 millimètres, en chaîne et en trame cumulativement :
35 fils ou moins..... 80 »
plus de 35 jusqu'à 44 fils..... 100 »
plus de 44 fils..... 120 »

ex 455 pesant, par mètre carré, moins de 40 grammes :
ayant, dans un carré de 5 millimètres, en chaîne et en trame cumulativement :
35 fils ou moins..... 100 »
plus de 35 jusqu'à 44 fils..... 125 »
plus de 44 fils..... 150 »

(456/457). Tissus ne rentrant pas dans les nos 445 à 452 du tarif général :

456 apprêtés, blanchis :
plumetis..... 150 »
autres..... Droit des tissus écru + 50 mares.

457 teints, imprimés ou en couleurs :
plumetis..... 150 »
autres..... Droit des tissus écru + 20 mares.

Notes ad nos 453 à 457 du tarif général. — 1. Pour la taxation des tissus dans lesquels se trouvent alternativement des parties non serrées et des parties serrées, le nombre moyen des fils fait règle. Ce nombre est établi en comptant les fils de chaîne et les fils de trame entre deux points qui se reproduisent régulièrement en chaîne et en trame dans le dessin du tissu, en réduisant ce nombre de fils dans la proportion de 5 millimètres de largeur du dessin et en additionnant les résultats pour la chaîne et pour la trame. Dans les tissus à fils

doubles ou à fils retors, chaque fil simple est compté séparément. Pour la fixation du résultat total, les fractions de fils n'entrent pas en ligne de compte.

2. Sont traités comme plumetis les tissus de coton brochés dans lesquels les fils de trame des figures tissées dans l'étoffe sont complètement libres au moins d'un côté des figures ou parties de figures, et partiellement libres de l'autre côté, la largeur des figures, mesurée entre deux points successifs de rechange du fil de chaîne des figures, ne devant pas dépasser 18 millimètres.

Les tissus de ce genre sont aussi admis au taux de 120 mares, comme plumetis écrus, si les fils de coton employés pour le brochage sont simplement blanchis ou teints, ou si des fils de chaîne ou de trame, en coton, blanchis, sont tissés isolément dans l'étoffe de fond. Dans les cas douteux, les fils blanchis, du genre indiqué, ne sont plus considérés comme tissés isolément lorsque leur nombre dépasse 10 % des fils de chaîne et de trame du tissu de fond; les fils doubles et les fils retors sont comptés comme fils simples.

Le chiffre 5 des notes générales ad cinquième chapitre du tarif général n'est pas applicable aux plumetis.

Ouvrages à points de maille (tricot) ou de filet :

ex 460	Sous-vêtements :		
	coupés.....	80	»
	façonnés au métier (<i>regulär</i>).....	80	»
	Atelles plâtrées (tuyaux en tricot de coton dégraissé, garnis intérieurement de tissu de jute, apprêtés et remplis de plâtre en poudre pour servir de bandages), en boîtes de tôle hermétiquement fermées.....	6	»
ex 464	Tissus-dentelles et dentelles de toute sorte, y compris les entre-deux, les bandes et les articles ajustés en dentelles ou tissus-dentelles, même sans bords ondulés ou festons découpés :		
	brodés.....	300	»
465	Broderies sur fond de coton :		
	à point passé.....	275	»
	à point de chaînette.....	300	»
	autres.....	300	»

Note. — Si les broderies contiennent de la soie, de la soie artificielle, de la bourre de soie ou des fils métalliques (fil et lame), elles ne sont soumises, de ce fait, à aucune surtaxe.

ex 467	Courroies de transmission, tissées ou tricotées.....	59	»
--------	--	----	---

Note. — Si les courroies de transmission sont imprégnées d'huiles ou d'autres matières grasses, même avec adjonction de matières colorantes, ce fait n'exerce aucune influence sur la taxation.

ex 469	Ouvrages fabriqués à la façon de la sparterie de coton, ainsi que tresses en ces ouvrages.....	80	»
--------	--	----	---

ex 470	Fibres d'agave (fibres mexicaines, fibres brillantes) sérancées, cardées, peignées, blanchies ou teintées, à l'exception de celles travaillées comme imitation de crin frisé (<i>Krollhaarersatz</i>).....	exempt	
--------	--	--------	--

ex 502	Ouvrages fabriqués à la façon de la sparterie de coton,		
--------	---	--	--

		Mars par 100 kg.
	en fils d'autres matières textiles végétales que le coton, ainsi que tresses en ces ouvrages.....	80 »
	<i>Note ad section D du cinquième chapitre du tarif général.</i> — Les broderies sur fond en fils d'autres matières textiles végétales que le coton suivent le régime des broderies sur fond de coton.	
515	Crins de cheval (de la crinière ou de la queue), préparés : peignés, étirés, blanchis, teints.....	exempt
	crins de cheval frisés, même mélangés avec d'autres poils d'animaux ou des fibres végétales	5 »
ex516	Ouvrages en crin de cheval non dénommés ailleurs au tarif général : Tissus, même mélangés avec d'autres matières textiles ou fils d'origine animale ou végétale, à l'exclusion de la soie, pourvu que toute la chaîne ou toute la trame soit composée de crins de cheval ; rubans, chaînes, fonds de tamis et ouvrages tressés similaires.	48 »
	(ex 517-520). Vêtements, articles de mode et autres objets cousus, en fils ou en feutre, non dénommés ailleurs au tarif général :	
ex517	en dentelles ou broderies, tout soie ou en partie de soie	1.200 »
	Sous-vêtements (linge de corps) en crêpe de santé :	
	tout soie.....	1.000 »
	en partie de soie.....	500 »
	Ouvrages à points de maille (tricot) ou de filet, avec ornements :	
	tout soie.....	625 »
	en partie de soie.....	500 »
	Tissus-dentelles brodés ou dentelles brodées, du n° 410 du tarif général, ainsi que broderies sur tissus de fond des n°s 405, 406 et 408 du tarif général (excepté les broderies pour ornements sacerdotaux et pour dra- peaux), avec travail de couture, mais ni travaillés pour vêtements ou autres objets prêts à l'usage immé- diat, ni visiblement préparés pour servir comme tels.	800 »
ex518	en ouvrages en fils (Gespinstwaren) de laines ou autres poils d'animaux, même mélangés avec des matières textiles végétales : Sous-vêtements (linge de corps) en crêpe de santé.....	250 »
	Sous-vêtements, avec ornements, des genres dé- nommés au n° 434 du tarif général (ouvrages à points de maille (tricot) ou de filet	150 »
	Tissus-dentelles et dentelles du n° 436 du tarif général, ainsi que broderies sur fond de laine ou autres poils d'animaux, avec travail de couture, mais ni travaillés pour vêtements ou autres objets prêts à l'usage immé- diat, ni visiblement préparés pour servir comme tels.	300 »
ex519	En coton, même mélangé avec d'autres matières textiles végétales : Sous-vêtements (linge de corps) en crêpe de santé écriu ou blanchi, mais ni teint, ni imprimé, ni en couleurs	150 »

Mares
par 100 kg.

Sous-vêtements, avec ornements, des genres dénommés au n° 460 du tarif général (ouvrages à points de maille (tricot) ou de filet).....	120	»
Tissus-dentelles brodés et dentelles brodées du n° 464 du tarif général, ainsi que broderies sur fond de coton, avec travail de couture, mais ni travaillés pour vêtements ou autres objets prêts à l'usage immédiat, ni visiblement préparés pour servir comme tels.	300	»
ex520 en matières textiles végétales autres que le coton : Broderies sur fond en filés d'autres matières textiles que le coton, avec travail de couture, mais ni travaillées pour vêtements ou autres objets prêts à l'usage immédiat, ni visiblement préparées pour servir comme tels.....	300	»
<i>Note ad nos 518 à 520 du tarif général.</i> — En lieu et place des surtaxes prévues ad nos 518 à 520 du tarif général, pour les vêtements, articles de modes et autres objets cousus rentrant dans ces numéros, les vêtements, etc., composés en dentelles, à l'exception de ceux du n° 501 du tarif général, ou en broderies acquittent une surtaxe de 50 %; s'ils sont ornés de dentelles ou de broderies, y compris celles tout soie ou en partie de soie, une surtaxe de 25 %. Les tissus-dentelles, dentelles et broderies, avec travail de couture, mais ni travaillés pour vêtements ou autres objets prêts à l'usage immédiat, ni visiblement préparés comme tels, sont affranchis de ces surtaxes.		
ex527 Souliers en ouvrages de filés ou en feutre, avec semelles cousues, d'autres matières : en étoffes en partie de soie	120	»
ex541 Chapeaux de paille, dits de jonc : non garnis	15	»

par pièce

Notes ad cinquième chapitre du tarif général.

a) Dans la taxation des tissus de tout genre, les lisières ordinaires en autres matières textiles n'entrent pas en ligne de compte.

Les droits prévus pour les tissus (à la pièce ou encadrés) sont aussi applicables lorsqu'il s'y trouve des fils isolés d'autres matières textiles pour faciliter le découpage des pièces encadrées. Les tissus en fils écrus ou blanchis qui contiennent, dans le même but, des fils isolés teints, de la même matière textile, ou des raies de ces mêmes fils, pas plus larges que 2 millimètres, ne sont pas comptés comme tissus en couleurs ou teints.

En tant que le tarif ne prévoit pas de taux spéciaux pour les tissus mélangés, etc., les tissus et passementeries suivent le régime de la matière prédominante, même lorsque des fils d'autres matières textiles s'y trouvent par places isolées et même reviennent régulièrement, si ces fils sont de peu d'importance. Dans les cas douteux, la présence de fils d'autres matières textiles est considérée comme de peu d'importance lorsque leur nombre ne représente pas plus de 4 % du nombre total des fils du tissu.

Les prescriptions spéciales du n° 401 du tarif général ne sont pas touchées par les dispositions qui précèdent.

b) Les ouvrages en filés (Gespinstwaren), crochetés et tricotés, sont traités comme ouvrages à points de maille (tricot).

c) La surtaxe à laquelle sont soumis, d'après le tarif général (chiffre 7 des notes générales ad cinquième chapitre), les ouvrages en fils (Gespinstwaren) combinés avec des fils métalliques (fil ou lame) ne doit pas dépasser 5 %. Quant aux fils métalliques employés dans la broderie, les dispositions spéciales qui les concernent demeurent sans changement.

d) En tant que des exceptions ne sont pas prévues au tarif général, les ouvrages en fils (Gespinstwaren), sans travail de couture, ajustés ou découpés, sont traités comme ceux importés à la pièce (*Meterware*).

e) Les broderies, tissus-dentelles et dentelles pourvus de simples ourlets ou qui présentent quelques coutures, ne sont, par ce fait ni soumis aux droits des objets cousus, ni assujettis à une surtaxe.

Les ourlets à jour, simples, sont aussi considérés comme ourlets simples (conf. al. 2 de la note f).

Les dits ouvrages sont aussi considérés comme ne présentant que quelques coutures, lorsque les dessins (motifs) de broderies et de dentelles fabriqués séparément, ou des parties de ces dessins, sont liés entre eux par la couture.

La présence de jours ou de parties creuses dans l'intérieur du dessin de broderie ou de dentelle ne donne pas lieu au traitement des dits ouvrages comme objets cousus.

f) Les mouchoirs de poches et les châles, fichus, foulards, cachez (Umschlagetücher), de tout genre, toute soie ou en partie de soie, ne rentrant pas dans les broderies ou les dentelles, sont soumis à une surtaxe de 5 % en sus des droits des ouvrages en fils (Gespinstwaren), lorsqu'ils sont pourvus d'un simple ourlet ou de quelques coutures.

Sont traités comme marchandises à ourlets simples les tissus mentionnés ci-dessus, même s'ils possèdent des ourlets à jour simples, pourvu que ces ourlets à jour bordent la jonction du tissu replié en double qui forme l'ourlet. Sont considérés comme ourlets à jour simples les jours formant demi-échelle ou échelle entière en un seul rang. La caractéristique des ourlets à jours simples est en outre que les fils des barrettes ou faisceaux suivent la direction du tissu et qu'il n'y ait ni zigzags, ni fils croisant les jours, ni autres points d'ornements donnant l'effet de façonné. Il est indifférent que les jours soient produits entièrement par une machine à ourlets dont l'aiguille combinée avec le perforateur forme les ouvertures, ou que les jours soient préparés par des fils tirés ou sautés. Pour les ourlets demi-échelle, les fils fixant le tissu double tirent les fils verticaux d'un seul côté seulement, produisant ainsi un faisceau de fils en forme de triangle, alors que, pour les jours-échelles proprement dits, les fils sont pris des deux côtés et deviennent alors des barrettes divisées par des parties à jour.

L'espèce d'étoile ou de roue qui se produit quand l'ourlet forme un coin n'est pas considérée comme un point d'ornement.

g) Les ouvrages en fils (Gespinstwaren) sur lesquels ne sont brodées que des lettres, même entrelacées ou ornementées (monogrammes, lettres ornées, etc.), ou des noms, numéros et marques similaires, ne sont pas considérés comme broderies.

Pour la taxation des mouchoirs de poche, les ornements brodés, sans importance, dont les lettres, noms, numéros et marques similaires sont entourés, tels que simples branches, arabesques, etc. n'entrent également pas en ligne de compte pour le traitement des ouvrages comme broderies. Dans les cas douteux, une ornementation est considérée sans importance lorsque l'ensemble de la broderie n'excède pas une superficie de 6 centimètres carrés.

h) Les ouvrages en filés (Gespinstwaren) avec franges, etc., passées à travers les bords du tissu et nouées (angeknüpft), ne sont pas traités comme objets cousus, mais suivent le régime des mêmes ouvrages en filés, non pourvus de ces franges, etc.

i) Dans les ouvrages à point de maille (tricot) ou de filet, les ourlets, la couture, les bordures en rubans et les accessoires ordinaires nécessaires à l'usage demeurent sans influence sur la taxation. Sont notamment à considérer comme accessoires ordinaires, quelle que soit la matière dont ils se composent, les boutonnières cousues, les boutons, les pattes ou pattelettes à boutons, les nœuds, les agrafes, les boucles, les ceintures, les tirants, les rubans d'attache, les houppes simples.

k) Pour la taxation des vêtements, articles de mode et autres objets semblables, cousus, qui se composent de différents ouvrages en filés, la matière prédominante fait règle et, s'il y doute à son égard, celle de la partie soumise au droit le plus élevé. Dans tous les cas, les fils employés à la couture, les ourlets, la doublure en ouvrages de filés (Gespinstwaren), les tirants et les ceintures n'entrent pas en ligne de compte. L'ornementation des vêtements, etc., rentrant dans les nos 518, 519 et 520 du tarif général au moyen de rubans, volants, lacets et articles similaires, tout soie ou en partie de soie, est, sous réserve de la note relative auxdits numéros du tarif, sans influence sur la taxation, si cette ornementation n'est pas à considérer comme prédominante par rapport au tissu de fond des vêtements, etc.

l) La surtaxe à laquelle sont soumis d'après le tarif général (chiffre 11 des notes générales ad cinquième chapitre), les vêtements, les articles de mode et autres objets cousus, en ouvrages de filés (Gespinstwaren), combinés avec des fils métalliques (fil ou lame), ne doit pas dépasser 7 1/2 %.

m) Les perles en verre, porcelaine ou métal, les fils de verre, les fibres de fanons de baleine ou articles similaires, employés dans le tissage ou pour la broderie des ouvrages en filés, n'exercent aucune influence sur la taxation de ces ouvrages.

ex545	Cuir, y compris les croupons, la pièce pesant, net, plus de 3 kilogrammes, pour la fabrication de courroies de transmission, sous permis et moyennant surveillance de l'emploi.....	22	»
ex546	Cuir de veau, brun, naturel, la pièce pesant, net, de 1 à 3 kilogrammes.....	25	»
ex556	Souliers de cuir de toute espèce, même de peaux en poil ou de peaux de poissons ou de reptiles, avec semelles autres que de bois :		
	la paire pesant plus de 600 jusqu'à 1.200 grammes.	90	»
	la paire pesant 600 grammes ou moins.....	120	»
<i>Note.</i> — Les doublures, garnitures, ornements et fournitures de tout genre (boucles, nœuds, houppes, broderies, lacets, etc. en autres matières, y compris la soie, mais sauf la fourrure, n'exercent aucune influence sur la taxation.			
557	Courroies de transmission et milieux de dos (Treibriemenbahnen) en cuir de toute espèce, ainsi qu'en peaux brutes, sans poils, même avec doublures ou intercalations en ouvrages de filés, grossiers, ou en feutre.....	50	»
ex560	Courroies, lanières de cuir ; chasse-navettes.....	50	»

		Mars par 100 kg.
Manchons (Lauffeder, Nitschelhosen):		
	pesant, net, { 2 kilogrammes et plus.....	50 »
	par pièce: { moins de 2 kilogrammes.....	65 »
ex580	Ouvrages en fils (Gespinstwaren) combinés avec des fils de caoutchouc; tissus en fils de caoutchouc com- binés avec des filés; tous ces articles, lorsque les ouvrages en fils ou les filés sont:	
	tout soie ou en partie de soie.....	90 »
	en autres matières textiles.....	90 »
ex588	Tresses de paille, de liber, de racines d'arbres, de jonc, de genêt, d'herbe, de laine de bois, de feuilles de palmier, de crin végétal, de roseaux et d'autres ma- tières végétales de tressage:	
	blanchies, teintes.....	6 »
593	Sparterie.....	80 »
<i>Note.</i> — Sous sparterie, on comprend les tresses de paille ou d'autres matières végétales propres au tressage (à l'excep- tion des fibres textiles) qui sont entrelacées avec des crins de cheval (crinière ou queue) ou avec des filés, des fils métalliques ou de verre. Les ouvrages en paille ou autres matières textiles propres au tressage (à l'exception des fibres textiles) dans lesquels les fibres végétales ou les cordes de fibres végétales ne sont pas tressées les unes avec les autres, mais retenues ensemble par des crins de cheval ou des filés, fils métalliques, fils de verre, qui les traversent ou les entrelacent, ainsi que les tissus (ouvrages fabriqués à la façon des tissus) en paille, etc., dans lesquels les crins de cheval ou les filés ou fils métalliques ou fils de verre forment simplement la chaîne, ne rentrent pas sous la notion de sparterie, mais suivent le régime des articles tressés, d'après le n° 592 du tarif général.		
ex596	Brosses grossières en soies de porc ou imitations de soies animales, même combinées avec du bois, des roseaux ou du fer, non vernies, non polies.....	8 »
ex614, 631, 646, 647, 767 et 885	Rosaires avec perles:	
	en corne, masse cornée ou autres matières animales susceptibles d'être taillées, non spécialement dénommées au tarif général, en bois, en matières végétales susceptibles d'être taillées, autres que le bois ou le liège (à l'exception du cellulose ou des matières plastiques similaires), en amidon, bassorine, gomme adragante, pain ou autres matières plastiques non spécialement dénommées au tarif général (à l'exception des imitations d'ouvrages passibles de droits plus élevés, en verre ou en porcelaine, même combinés avec des parties accessoires (chaînes, croix et similaires) ni dorées, ni argentées, en métaux communs ou alliages de métaux communs.....	30 »
	Rosaires avec les mêmes perles, combinés avec des parties accessoires argentées, du genre indiqué.....	45 »
	(ex 628/629). Casiers pour imprimeries et rangs importés en même temps que les casiers:	
ex628	bruts.....	3 »
ex629	ouvrés.....	6 »

- ex631 Ouvrages en bois, fins (à l'exception des cannes), même combinés avec d'autres matières, à moins que, par suite de cette combinaison, ils ne soient passibles de droits plus élevés :
- ouvrages de grosse et de petite sculpture ; ouvrages avec sculpture fine..... 30 »
 - caractères en bois (caractères d'imprimerie, en bois, gravés, pour l'impression des affiches), même huilés, sans ornements par travail de sculpture et non combinés avec d'autres matières..... 10 »
- Conf. avec n° 614.
- ex634 Ouvrages en bois, de tout genre, sculptés ou garnis de sculptures (à l'exception des meubles rembourrés), combinés avec des filés ou des ouvrages en filés (Gespinstwaren) tout soie ou en partie de soie, avec dentelles, broderies, ouvrages en filés avec travail de couture, velours et peluche, tissus veloutés ou peluchés, en tant que, par suite de la combinaison avec d'autres matières, ils ne sont pas passibles de droits plus élevés..... 36 »
- Note ad nos 631 et 634.* — Sont soumis aux droits conventionnels du n° 631 et du n° 634 les ouvrages en bois sculptés ou garnis de sculpture, rentrant dans ces numéros, quel que soit le but auquel ils sont destinés (ainsi, par exemple, les plateaux à pain, les porte-plumes, les boîtes pour instruments de physique et autres, les miroirs à main, les cassettes, les porte-manteaux, porte-parapluies, porte-cannes, les consoles, les caves à liqueurs, les étuis à aiguilles, les services à salade, les coffrets à bijoux, les boîtes à gants, les chalets suisses sans carillons et les porte-montres).
- La combinaison avec du verre de miroir encastré ou avec des charnières ou petites serrures en métaux communs, ou en alliages de métaux communs, ni dorées, ni argentées, n'exerce aucune influence sur la taxation.
- ex616/617 Conf. avec n° 614.
- ex651 Carton gris, moulé ou pressé, non satiné..... 2 »
- ex655 Papier à écrire et papier à lettres, non réglés ; papier à dessiner ; papier pour l'impression en taille-douce et la phototypie..... 6 »
- 657 Impressions obtenues par tout procédé quelconque, à moins qu'elles ne soient comprises dans le douzième chapitre du tarif général ; même papier à images, y compris les impressions obtenues par le procédé dit « de copie » sur papier et carton ; même papier ou carton à bords de couleurs ou noirs ou orné d'une manière quelconque :
- à une couleur..... 6 »
 - à plusieurs couleurs, même avec estampages ou bordures en couleur, or ou autres métaux..... 6 »
- 674 Livres en toutes langues, imprimés ou manuscrits, même avec images de toute sorte, imprimées dans le texte, ajoutées au brochage ou intercalées ; papier

Mares
par 100 kg.

manuscrit, papier imprimé à l'exception de celui mentionné au onzième chapitre du tarif général; musique; livres avec caractères pour aveugles; tous ces articles, même reliés; calendriers ou almanachs (Kalender), même reliés, à l'exception des calendriers-éphémérides, des calendriers-agendas et des calendriers similaires..... exempt

Note. — Les enveloppes protectrices, les cartons et les étuis contenant des livres de prière ou de dévotion ne sont pas taxés pour eux-mêmes d'après la note 2 ad nos 667 à 669 du tarif général, mais sont admis en franchise avec les livres qu'ils renferment.

ex676 Images imprimées sur papier, à sujets religieux..... exempt

Note. — Les images de communion et images semblables à sujets religieux ne sont pas taxées comme papier à images, même lorsqu'elles portent un intitulé qui sera complété à la main, mais sont admises en franchise d'après le n° 676.

680 Pierres (à l'exception des ardoises et des pavés), ainsi que lave poreuse ou compacte, sciées sur plus de trois côtés, les côtés non sciés restant bruts ou grossièrement équarris..... 0 25

ex682 Dalles, sciées (coupées) ou fendues, ni égrisées, ni rabotées, polies ou recouvertes d'émail :
en marbre..... 2 50
en granit 2 50

Note. — Les dalles d'une épaisseur de plus de 16 centimètres suivent le régime du n° 680.

ex688 Dalles d'ardoise, égrisées, rabotées, profilées ou autrement ouvrées, même polies..... 6 »

ex713 Briques creuses, briques perforées, carreaux perforés, rugueux ou lisses..... 0 20

ex721 Poterie en terre se colorant au feu, moulée à la main ou pressée :
vernissée, d'une ou plusieurs couleurs, même peinte par injection de couleur ou d'une autre manière simple..... 1 »

ex767 Conf. avec n° 614.

770 Alliages d'or, forgés ou laminés, même sous forme de feuilles (épaisses) ou de fils 75 »
(ex 783/836). Fer et ses alliages.

Note ad n° 783 du tarif général. — Les robinets, soupapes, tiroirs, ventrières et objets semblables pour l'établissement de conduites suivent le régime de ce numéro, si leurs parties essentielles sont en fonte de fer.

ex799 Racles en fer malléable, pour machines à imprimer les tissus..... 10 »

ex801/802 Chaudières à vapeur, en fer malléable, ainsi que leurs pièces assemblées, même avec armature, pour servir à la construction de bateaux..... exempt

ex812 Limes dont la longueur ne dépasse pas 16 centimètres.. 28 »
Limes d'une longueur supérieure à 16 mais non supérieure à 35 centimètres..... 20 »

	Mares par 100 kg.	
ex813 Perçoirs non dénommés ailleurs au tarif général; outils de taraudage.....	15 »	
ex814 Alésoirs (équarrissoirs), tarières à vis, fraisoirs.....	28 »	
817 Garnitures de cardes.....	40 »	
819 Lames, lisses, maillons, rôts et dents de rôts, navettes et bobines de toute sorte et articles similaires pour machines à filer et à tisser.....	12 »	
<i>Note.</i> — Le droit de 12 marcs s'applique aussi aux objets nickelés du n° 819.		
ex825 Vis dont la tige est d'un diamètre non supérieur à 13 millimètres.....	8 »	
ex836 Couteaux fins et ciseaux fins, ouvrés.....	24 »	
ex845 Pièces de moulage, fondues, en aluminium ou alliages d'aluminium, à l'état brut.....	12 »	
ex880 Ouvrages en alliages de cuivre autres que le laiton et le tabac : cloches d'église.....	30 »	
ex885 Conf. avec n° 614.		
ex891 Machines parlantes (phonographes), y compris les machines électriques qui y sont fixées à demeure; instruments pour l'intégration mécanique (plani- mètres, intégrateurs); instruments hydrométriques (instruments pour mesurer la rapidité des eaux, limnomètres); compteurs de vitesse pour véhicules; tous ces articles en métaux communs ou alliages de métaux communs sans mouvements d'horlogerie, et en tant que, par suite de leur combinaison avec d'autres matières, ils ne sont pas passibles de droits plus élevés.....	40 »	
ex894 Machines à vapeur; turbines à vapeur; turbines hydrauliques; moteurs à combustion et à explosion; machines-motrices à l'exception des moteurs élec- triques), combinées avec des pompes ou des machines frigorifiques; grues:		
40 kilogrammes ou moins:		
moteurs à explosion pour vélocipèdes...	75 »	
pesant net { plus de 5 q. m. jusqu'à 10 q. m.....	11 »	
par { plus de 10 q. m. jusqu'à 25 q. m.....	7 50	
machine : { plus de 25 q. m. jusqu'à 50 q. m.....	6 »	
{ plus de 50 q. m. jusqu'à 500 q. m.....	5 »	
{ plus de 500 q. m. jusqu'à 1000 q. m.....	4 50	
{ plus de 1000 q. m.....	3 50	
<i>Note.</i> — Les machines à vapeur destinées à la construction de bateaux, y compris leurs roues à palettes et leurs hélices, sont admises en franchise.		
ex895 Machines à tricoter, à la main, sans bâtis; têtes (parties supérieures) de machines à tricoter, mêmes parties de ces têtes (excepté les aiguilles).....	12 »	
ex896 Machines à tricoter fixées sur bâtis, ou à moteur.....	8 »	

Marc
par 100 kg.

ex897	Bâts de machines à tricoter, ainsi que parties de ces bâts, y compris les tablettes ou tables qui leur appartiennent.....	5	»
898	Machines et parties de machines fixées à demeure à des garnitures de cardes :		
	pesant net { moins de 2 q. m.....	20	»
	par objet : { 2 q. m. et au-dessus.....	18	»
899	Machines pour la préparation de la mise en œuvre des matières textiles, non dénommées ailleurs au tarif général; machines pour la filature et le retordage, y compris les machines opérant le dévidage, l'emboînage et l'enroulage des filés, ainsi que machines servant à préparer les filés pour le tissage.....	4	»
	<i>Note.</i> — Rentrent dans ce numéro, les machines à encoller les fils, même leurs cylindres en cuivre ou en alliages de cuivre.		
900	Métiers à tisser.....	4	»
	<i>Note.</i> — Les râtières et les appareils Jacquard pour métier à tisser, importés séparément, suivent le régime de ces derniers.		
ex901	Machines à bonneterie.....	10	»
	Machines à broder (à l'exception de celles à manivelle).	8	
ex906	Machines pour la minoterie; machines pour la fabrication des pâtes; machines pour l'essai des matériaux; machines soufflantes; pompes; machines d'extraction; machines frigorifiques, en tant qu'elles ne rentrent pas dans un autre numéro du tarif général :		
	Machines pour la minoterie; pompes :		
	pesant net { plus de 4 q. m. jusqu'à 40 q. m.....	5	»
	par machine : { plus de 40 q. m. jusqu'à 100 q. m.....	4	»
	Autres machines ci-dessus dénommées :		
	pesant net { plus de 10 q. m. jusqu'à 50 q. m.....	5	»
	par machine : { plus de 50 q. m. jusqu'à 100 q. m.....	4	50
907	Machines dynamo; moteurs électriques, dynamos-transformateurs, ainsi que les ancrés et collecteurs, finis; transformateurs et bobines de Self :		
	5 q. m. ou moins.....	9	»
	pesant net { plus de 5 q. m. jusqu'à 30 q. m.....	6	»
	par objet : { plus de 30 q. m. jusqu'à 100 q. m.....	5	»
	plus de 100 q. m.....	4	»
	<i>Note.</i> — Rentrent aussi dans ce numéro les transformateurs pourvus d'huile dans un but d'isolation.		
ex912	Appareils électriques pour l'éclairage, la transmission de la force ou l'électrolyse; appareils électriques à mesurer, à compter et à enregistrer; résistances additionnelles et rhéostats d'excitation; autres appareils électriques non spécialement dénommés au tarif général; parties de ces objets :		

		Mares par 100 kg.	
	(10 kilogrammes ou moins.....	40 »	
	plus de 10 kg. jusqu'à 25 kg.....	30 »	
pesant net	plus de 25 kg. jusqu'à 1 q. m.....	20 »	
par objet :	plus de 1 q. m. jusqu'à 5 q. m.....	8 »	
	plus de 5 q. m. jusqu'à 10 q. m.....	6 »	
	plus de 10 q. m.....	4 »	
<i>Note.</i> — Objets isolants en amiante, carton d'amiante, mica ou micanite, pour l'électrotechnique (bobines, boîtes de protection, tubes, disques, rondelles et objets similaires).....			
		15 »	
ex915	Véhicules non destinés à rouler sur rails (à l'exception des embarcations), combinés avec des machines motrices (voitures automobiles et motocycles):		
	pesant net (plus de 2,5 q. m. jusqu'à 5 q. m.....	40 »	
	par pièce : (plus de 5 q. m. jusqu'à 10 q. m.....	25 »	
	(plus de 10 q. m.....	15 »	
923	Bateaux, non de luxe, pour la navigation fluviale et intérieure, y compris les objets d'équipement ordinaires, les machines à vapeur et autres machines motrices appartenant à ces bateaux.....	exempt	
929	Montres, même à musique :		
	en boîtes :	par pièce.	
	en or.....	0 80	
	en argent, même dorées ou avec carrures, anneaux ou pendants dorés.....	0 60	
	en métaux communs ou en alliages de métaux communs, mêmes dorées ou argentées, ou avec carrures, anneaux ou pendants dorés ou argentés; en autres matières.....	0 40	
<i>Note.</i> — Les montres de poche électriques suivent aussi le régime du n° 929.			
930	Boîtes de montres :		
	en or.....	0 40	
	en argent ou en métaux communs ou en alliages de métaux communs, même dorées ou avec carrures, anneaux ou pendants dorés; en autres matières.....	0 40	
<i>Note ad n° 930.</i> — Si les boîtes de montres sont importées à l'état démonté, mais prêtes à l'ajustage, les fonds acquittent la moitié du droit afférent à la boîte complète; les carrures (avec ou sans lunettes) et les lunettes acquittent chacune le quart de ce droit, tandis que les cuvettes et autres parties sont taxées selon la matière dont elles se composent.			
<i>Note ad nos 929 et 930.</i> — Les montres et boîtes de montres plaquées or ou argent suivent le régime des dorées ou argentées.			
931	Mouvements de montres, finis, et ébauches.....	0 40	
932	Pignons et balanciers en acier, pour montres.....	par 100 kg. 60 »	
933	Parties de montres en métaux communs ou alliages de ces métaux non dénommées dans les numéros précédents du tarif général :		
	Ressorts en acier; balanciers en bronze et en laiton.....	60 »	

Marcs
par 100 kg.

Autres, mêmes dorées ou argentées ou plaquées or ou argent, ou combinées avec d'autres matières, en tant que, par suite de cette combinaison, elles ne sont pas passibles de droits plus élevés..... 120 »

Note. — Les pendants, anneaux et couronnes de remontoirs suivent le régime du n° 933, pourvu qu'il soit hors de doute que ces objets sont destinés à des montres de poche.

ex934 Cartels et pendules électriques, ainsi que toutes les autres horloges non dénommées ailleurs au tarif général, avec mouvements mus par l'électricité, même les horloges de ce genre avec musique, en tant que, par suite de leurs combinaisons, tous ces ouvrages ne sont pas passibles de droits plus élevés.. 100 »

Instruments hydrométriques (instruments pour mesurer la rapidité des eaux, limnomètres), ainsi que compteurs de vitesse pour véhicules, combinés avec des mouvements d'horlogerie, en métaux communs ou en alliages de métaux communs, en tant que, par suite de leur combinaison avec d'autres matières, ils ne sont pas passibles de droits plus élevés..... 40 »

ex943 Appareils à musique, mécaniques :

Appareils sans cage ou boîte (Gehäuse) pesant net, par pièce, 500 grammes ou moins..... 20 »

Autres appareils à musique, mécaniques..... 20 »

Note. — Les parties d'appareils à musique, mécaniques, reconnaissables comme telles, suivent aussi le régime de ces appareils; de même aussi, les appareils à musique, sans mouvement, pour réveille-matin.

Annexe B.

Droits à l'entrée en Suisse.

N ^{os} du tarif général suisse.	Désignation des marchandises.	Taux du droit par 100 kg.
	Céréales, maïs, légumes à cosse, ni perlés, ni égrugés :	Fr. Ct.
3	— Avoine.....	0 30
	Céréales, maïs, légumes à cosse en grains perlés, égrugés, mondés ou concassés; gruau, semoule :	
11	-- Avoine.....	2 50
	Farine en récipients de tout genre pesant plus de 5 kg. :	
16	— de céréales, maïs, légumes à cosse.....	2 50
30	Fruits et baies foulés; baies de genièvre sèches; racines de gentiane, de même que les herbes et racines non dénommées ailleurs au tarif général.....	2 50
	Légumes :	
40	— frais.....	exempt
	— conservés :	
41	— — secs, emballés à découvert.....	5 »

Taux du droit
par 100 kg.
Fr. Ct.

— — conservés au vinaigre ou autrement :		
44	— — — en récipients de tout genre pesant 5 kg ou moins	35 »
45	Pommes de terre	exempt
53	Houblon	1 »

Note ad n° 53. — Le houblon en cylindres métalliques hermétiquement fermés peut être introduit sans révision douanière au taux de 1 fr. les 100 kg, sous les conditions suivantes :

1. Les envois doivent être accompagnés d'une déclaration émanant d'une autorité de douane ou de finance qui atteste que le contenu des cylindres consiste effectivement en houblon ;

2. Les cylindres doivent être plombés par l'autorité respective, ou, si l'envoi se fait par chargement complet de wagons de chemins de fer, les wagons seront pourvus de la fermeture de la douane.

Si ces conditions ne sont pas remplies, le bureau de douane suisse pourra procéder à l'ouverture d'un des cylindres, choisi par lui, sur chaque envoi importé sous cette désignation, afin d'en vérifier le contenu. Lorsque la révision est refusée par la partie intéressée, la taxation a lieu au droit le plus élevé.

Lors de l'importation de houblon en cylindres munis à leur face latérale d'une ouverture de 6 à 7 cm., la révision ne doit pas se faire en ouvrant le cylindre par le haut, c'est-à-dire par l'enlèvement du couvercle, mais au moyen de ladite ouverture, qui peut être facilement refermée, par une capsule en laiton.

Le numéro du cylindre ouvert pour la révision douanière sera annoté dans la lettre de voiture.

La refermeture du cylindre se fera avec le plus grand soin possible.

55	Café torréfié	7 »
56	Succédanés du café, de tout genre : à l'état sec	6 »
57	Racines de chicorée, sèches ; figues torréfiées, moyenant la preuve de leur emploi à la fabrication de succédanés du café	1 »
70	Sucre coupé ou en poudre fine	Surtaxe de fr. 1.50 en sus du droit sur le sucre en pains plaques, blocs, etc.

Viande conservée :

— salée, fumée :

77 ^a	— — Jambon	14 »
77 ^b	— — autre ; lard séché	20 »
80	Charcuterie de tout genre	25 »
81	Gibier à poil ou à plume	10 »
82	Conserves de gibier à poil ou à plume	10 »
85	Conserves de volailles	10 »
86	Oufs	1 »

Poissons :

87	— frais ou congelés	exempt
	— séchés, salés, marinés, fumés ou préparés d'une autre manière :	

88	— — en récipients de tout genre pesant plus de 3 kg.	1 »
ex 93	Beurre frais	7 »
98	Fromage à pâte molle	4 »

		Taux du droit par 100 kg.	
		Fr.	Cl.
100	Soupes condensées, sous forme solide ou liquide; julienues et articles similaires pour soupes : quel que l'emballage.....	20	»
Comestibles fins :			
101	— Conserves de fruits de tout genre, aussi au sucre et à l'alcool, quel que soit leur emballage.....	40	»
102	— Sucreries et confiseries.....	40	»
103	— Conserves et objets de la consommation de luxe non dénommés ailleurs au tarif général.....	50	»
Bière et extrait de malt :			
— en fûts :			
114 ^a	— — contenant 2 hl. ou moins.....	4	»
114 ^b	— — contenant plus de 2 hl.....	5	»
115	— en bouteilles ou cruchons.....	10	»
Vin et moût :			
— en fûts :			
— — Vin naturel :			
ex117	— — — Vins blancs, à l'exception des vins doux et des vins du midi.....	10	»
<i>Notes ad n° 117. — 1. Le droit de 10 fr. par 100 hl. s'applique aux vins blancs ne titrant pas plus de 13° volume d'alcool. Ceux qui dépasseront cette limite paieront, outre le droit de douane, pour chaque degré en plus, la finance de monopole et le droit supplémentaire.</i>			
<i>2. Dans le cas où de plus grandes facilités seraient accordées à des Etats tiers en ce qui concerne le traitement douanier des vins d'autres sortes, spécialement des vins rouges, ces facilités seront aussi appliquées aux vins blancs allemands, tant que les tiers pays en auront la jouissance.</i>			
— en bouteilles, etc :			
119	— — Vin naturel.....	25	»
Vinaigre et acide acétique, contenant en acide acétique pur :			
120	— 12 % ou moins.....	10	»
131	— plus de 12 %.....	30	»
		par tête	
132	Chevaux et poulains.....	10	»
136	Bœufs.....	32	»
138	Vaches.....	30	»
139	Génisses avec dents de remplacement.....	30	»
142	Jeunes bêtes, autres que les veaux pesant jusqu'à 60 kg. inclusivement et que les veaux gras pesant plus de 60 kg.....	20	»
145	Moutons.....	0 50	»
		par 100 kg.	
149	Vessies, boyaux, présure.....	exempt	
151	Cornes préparées ou débitées en feuillets ou plaques de toute dimension ; plaques d'os.....	0 60	»
154	Fanons de baleine, polis.....	1	»
Plumes de lit :			
155 ^a	— brutes, non nettoyées, en balles pressées hydrau-		

		Taux du droit par 100 kg.	
		FR.	CH.
	liquement ou en d'autres balles du poids de 100 kg.		
	ou plus.....	1	»
155 ^b	— nettoyées.....	10	»
156	Edredon (duvet).....	10	»
169	Engrais préparés ; superphosphates ; engrais artificiels emballés à découvert en sacs, fûts, etc.....	0.30	
170	Acide sulfurique ayant déjà servi.....	exempt	
Cuir et peaux :			
174	— simplement tannés, en fosse, au tonneau ou en tine, frais de fosse (humides) ou secs.....	16	»
<i>N.-B.</i> — Sur le poids brut des cuirs ou peaux humides, il est accordé une réduction de poids de 40 %.			
175	— tannés, corroyés : en poil, pour ouvrages de sellier ou de pelletier, etc.....	10	»
176	— assemblés par un travail de couture, mais non ajustés, tels que les nappes, sacs ou croix pour doublures de manteaux, etc.....	30	»
177	— Cuir pour semelles de tout genre, y compris les collets et les flancs.....	16	»
	— Cuir et peaux pour tiges de chaussures de tout genre (Oberleder) :		
	— — — Peaux de veau :		
178	— — — en blanc (couleur naturelle) ou cirées.....	24	»
179	— — — noircies sur fleur et chagrinées.....	18	»
181	— — Cuir empeignes, de vache ou de bœuf, en blanc (couleur naturelle) ou cirés.....	10	»
181	— — autres cuir et peaux pour tiges de chaussures de tout genre (Oberleder).....	4	»
	— Cuir pour harnais, courroies et équipement mili- taire :		
182	— — noir ou de couleur naturelle.....	20	»
<i>Note ad n° 182.</i> — Le cuir pour courroies de transmission, noir et de couleur naturelle, rentre dans ce numéro.			
183	— — vernis ou teints.....	10	»
184	— Cuir et peaux de tout genre non dénommés ailleurs au tarif général.....	4	»
<i>Note ad n° 177 à 184.</i> — Le cuir tanné au moyen de substances minérales est dédouané selon son état extérieur et l'usage auquel il est destiné. Les matières de tannage employées à sa fabrication n'entrent pas en ligne de compte pour sa tarification.			
185	— Courroies de transmission.....	35	»
186	— Déchets de cuir de tout genre non dénommés ailleurs au tarif général ; cuir factice.....	8	»
188	Ouvrages en cuir finis, excepté les articles de voyage (voir catégorie XV du tarif général) et ceux qui rentrent dans le n° 189 du tarif général.....	65	»
Parties ébauchées de souliers et de pantoufles :			
190	— de cuir.....	50	»
191	— autres.....	40	»

Taux du droit
par 100 kg.
Fr. Cl.

192	Semelles de tout genre à introduire dans les chaussures, sauf les semelles en liège	50	»
	Souliers et pantoufles :		
	— de cuir brun ou ciré, de vache ou de génisse, de cuir sauvage, de croûte :		
193	— — non doublés	45	»
	<i>Note ad n° 193.</i> — Les souliers et pantoufles de cuir brun ou ciré de vache ou de génisse, de cuir sauvage, de croûte, doublés exclusivement avec la même sorte de cuir, rentrent dans ce numéro.		
194	— — doublés	65	»
199	— avec empeigne en cuir de veau, de cheval, de chevreau, de chèvre, de mouton et de fantaisie, doublés ou non	04	»
196	— en étoffes de tout genre, sans semelles de cuir	80	»
197	— en feutre, sans semelles de cuir	50	»
198	— en caoutchouc	30	»
199	— en canevas, feutre, étoffe de coton, serge de Berry (lastings), velours et peluche, excepté le velours de soie et la peluche de soie, avec semelles en cuir ou garnis de cuir	50	»
	<i>Note ad n° 199.</i> — Les souliers et pantoufles en velours à côtes ou cordonnet, avec semelles en cuir ou garnis en cuir, rentrent dans ce numéro.		
200	— en soie, velours, peluche, avec semelles en cuir ou garnis en cuir	150	»
201	— non dénommés ailleurs au tarif général	45	»
202	Gants de peau	150	»
203	Semences de graminées et graine de trèfle	exempt	
206	Oignons et tubercules de fleurs	30	»
207	Fleurs fraîches coupées, rameaux, pervenches, etc., aussi en bouquets, couronnes, etc.	exempt	
	Arbres, arbrisseaux et autres plantes vivantes :		
208	— en cuveaux ou pots	3	»
	— ni en cuveaux ni en pots :		
209	— — sans motte	4	»
210	— — avec motte	3	»
211	Feuillée, roseaux, paille, balle de céréales, litière de tourbe	exempt	
220	Produits des champs, des forêts et des jardins, frais, ne rentrant pas dans une des rubriques ci-dessus du tarif général, ni dans la catégorie I, Comestibles, etc., dudit tarif	exempt	
	Bois à brûler, brouille, écorce d'arbre :		
221	— Bois d'essences feuillues	0 02	
222	— Bois d'essences résineuses	0 03	
223	Tourbe, briquettes de tan (mottes à brûler)	0 02	
224	Charbon de bois	0 10	

		Taux du droit par 100 kg.	
		Fr.	Cl.
Bois de construction et bois d'œuvre :			
— bruts :			
229	— — d'essences feuillues.....	0	15
230	— — d'essences résineuses.....	0	15
— équarris à la hache :			
231	— — d'essences feuillues.....	0	20
232	— — d'essences résineuses.....	0	20
— sciés de long ou refendus, même complètement équarris :			
— — autres de tout genre, c'est-à-dire autres que traverses :			
235	— — — de chêne.....	0	60
236	— — — d'autres essences feuillues.....	1	»
238	— — Echalas, même appointis ; bois de cerclage	0	20
239	— — Merrains, refendus.....	exempt	
241	— Placages de tout genre.....	3	50
248	Matériel d'emballage, ordinaire, en bois tendre (caisses, tonneaux, etc.), pour marchandises sèches ; laine de bois.....	2	»
249	Moyeux et jantes de roues, brancards : non finis, seulement sciés ou refendus.....	1	50
250	Ouvrages en bois de tout genre non dénommés ailleurs au tarif général, ébauchés, même rabotés : non assemblés.....	3	50
Menuiserie du bâtiment, finie, même avec ferrures ou vitrée :			
251	— unie, non plaquée, brute.....	10	»
252	— autre (plaquée avec moulures, sculptée, peinte, passée au mordant, vernie, cirée, polie, etc.).....	25	»
<i>Note ad nos 251 et 252.</i> — Les jalousies en bois, à rouleau, même avec garnitures en métal, rentrent, selon leur conditionnement, dans les nos 251 ou 252, et cela même si elles sont combinées avec des ouvrages en filés. Les jalousies de ce genre ne sont pas considérées comme moulurées, par la raison déjà que chacune des listes dont elles se composent sont évidées afin qu'elles puissent mieux s'engrener les unes dans les autres.			
253	Ustensiles en bois non dénommés ailleurs au tarif général, aussi avec des garnitures en métal.....	12	»
Tonnellerie et boissellerie finies, montées ou démontées :			
— sans ferrure :			
256 ^a	— — fûts et futaille, même avec cercles en fer.....	6	»
256 ^b	— — autres.....	12	»
256 ^c	— avec ferrure.....	12	»
Ouvrages de tourneur :			
— bruts :			
257 ^a	— — bobines.....	10	»
257 ^b	— — autres, bruts.....	20	»
258	— autres.....	25	»

Taux du droit
par 100 kg.
Fr. Ct.

Ouvrages de menuisier, meubles et parties de meubles
(sauf les meubles en vannerie), massifs ou plaqués,
même en tout ou en partie en bois courbé :

— unis :		
259	— — bruts.....	15 »
260	— — autres.....	20 »
— avec moulures, baguettes, gravés, découpés au ciseau :		
261	— — bruts.....	20 »
262	— — autres.....	25 »
— sculptés, ciselés, incrustés, avec mosaïque, etc. :		
263	— — bruts.....	40 »
264	— — autres.....	50 »
— rembourrés, avec ou sans passementerie :		
		Droit des meubles non rembourrés augmenté de :
265	— — en blanc, non recouverts.....	50 %
266	— — recouverts d'étoffes de coton, lin, jute, ramie ou laine.....	60 %
267	— — recouverts de velours, peluche, soie, etc.....	70 %
268	Articles de luxe et de fantaisie ; tabletterie (guéridons à bibelots, à fleurs, pour fumeurs, coffrets, cassettes, écrins, boîtes, etc).....	50 »
269	Cages pour pendules et boîtes pour boîtes à musique, aussi en combinaison avec d'autres matières.....	25 »
Ouvrages en bois de tout genre, finis, non dénommés ailleurs au tarif général :		
270	— bruts.....	12 »
271	— autres.....	20 »
Baguettes pour encadrements :		
— préparées au blanc ou autre ton :		
272	— — unies, sans ornements.....	18 »
273	— — avec ornements.....	30 »
274	— autres.....	40 »
Cadres pour glaces et tableaux :		
— préparés au blanc ou autre ton :		
275	— — unis, sans ornements.....	30 »
276	— — avec ornements.....	45 »
277	— autres.....	50 »
Meubles en vannerie :		
278	— en osier, baguettes de noisetier, etc.....	15 »
— d'autres matériaux :		
279	— — non combinés avec des matières textiles.....	30 »
280	— — en combinaison avec des matières textiles ou capitonnes.....	60 »

N.B. ad nos 278/280. — On entend par meubles en vannerie
tous les objets avec bâti qui présentent le caractère d'ouvrages
de vannier, tels que guéridons à ouvrage, à fleurs, étagères,
pupitres à musique, sièges, etc.

		Taux du droit par 100 kg.	
		Fr.	Ct.
Brosserie :			
	— Bois pour brosses ;		
281	— — ébauchés, même percés	6	»
282	— — finis	30	»
283	— Pinceaux de tout genre	15	»
284 ^a	— brosses de fils d'acier	20	»
	— autre, même en combinaison avec d'autres matières :		
284 ^b	— — brute	35	»
285	— — passée au mordant, polie, vernie, etc.	65	»
Matière fibreuse pour la fabrication du papier :			
289	— obtenue par les procédés mécaniques (pâte de bois, seure de bois), humide ou sèche ; pâte de chiffons.	1	50
	— obtenue par les procédés chimiques (cellulose, pâte de paille, d'alfa, etc.), humide ou sèche :		
290	— — non blanchie	1	75
291	— — blanchie	2	25
Papiers d'emballage :			
293	— rugueux sur les deux faces, pesant par mètre carré de 100 à 400 grammes inclusivement	5	»
294	— non dénommés ailleurs au tarif général, huilés compris	7	»
295	— Papiers ondulés	8	»
296	— Patentpacking et papiers analogues	8	»
297	Papiers goudronnés	8	»
298	Papier et carton buvard, papier à filtrer, aussi plié en forme de filtre	10	»
299	Papier de soie pesant 25 grammes ou moins par m ²	10	»
Papier à imprimer, à écrire, à lettres et à dessiner :			
	— d'une seule couleur :		
300	— — pesant de 45 à 55 grammes par m ² , contenant du bois (papier pour impression des journaux)	8	»
301	— — autre	10	»
302	— de plus d'une couleur	13	»
Carton pesant par mètre carré :			
303	— de 200 à 300 grammes inclusivement	12	»
304	— plus de 300 grammes	12	»
<i>N.B.</i> — Les papiers pesant moins de 200 grammes par m ² rentrent dans les nos 300/302.			
<i>Note ad nos 303 et 304.</i> — On entend par carton dans le sens de ces numéros, le carton formé de plusieurs couches de papier collées les unes sur les autres.			
Papiers et cartons :			
305	— réglés	12	»
	— Cartons :		
306 ^a	— — crayés ou recouverts de papier crayé	8	»
306 ^b	— — ouverts en couleur, avec dessins obtenus par pression	10	»
306 ^c	— — crayés sur une seule face, ouverts en couleurs, unis	10	»

Taux du droit
par 100 kg.
Fr. Ct.

Papiers et cartons :

306 ^d	— — crayés sur une seule face, non ouvrés; crayés sur les deux faces ou recouverts de papier crayé, avec dessins obtenus par pression ou avec dessins en couleurs (chagrinés, moirés, gaufrés, plissés, perforés, etc.); papiers gommés; papiers non sensibilisés.....	15 »
307 ^a	— papier huilé, paraffiné, papier à calquer: papier ciré.....	20 »
307 ^b	— papier de tain.....	5 »
307 ^c	— papier parchemin, parcheminé et leurs imitations..	10 »
307 ^d	— papiers préparés chimiquement et papiers sensibilisés.....	20 »
308	— découpés en bandes de moins de 25 cm. de largeur, aussi enroulées.....	16 »
309	— accommodés pour la vente en détail.....	25 »

Note ad n° 309. — Rentrent dans ce numéro les cartes pour notes, le papier à lettres, etc., sans enveloppes: en boîtes, en enveloppes de papier imprimées ou autres emballages semblables dont chacun contient au plus 200 cartes ou feuilles.

310	Cartons recouverts de papier de couleur naturelle.....	8 »
311	Papiers non dénommés ailleurs au tarif général, en combinaison avec des tissus.....	16 »

Note ad nos 292 à 311 du tarif général. — Rentrent aussi dans ces numéros les papiers et cartons des sortes mentionnées, qui sont munis de la marque de fabrique ou du filigrane du producteur.

Papiers, cartons :

	— imprimés ou lithographiés :	
	— — d'une seule couleur :	
312	— — — en feuilles ou brochés.....	30 »
313	— — — reliés ou encadrés.....	40 »
	— — de plus d'une couleur :	
314	— — — en feuilles ou brochés.....	35 »
315	— — — reliés ou encadrés.....	45 »
	— imprimés par d'autres procédés que la typographie ou la lithographie (phototypie, photogravure, gravure sur cuivre ou sur acier, etc.):	
316	— — en feuilles ou brochés.....	50 »
317	— — reliés ou encadrés.....	65 »
318	— Cartons découpés pour photographies, etc.....	30 »
320	Papiers de tenture.....	12 »
321	Livres imprimés.....	1 »
322	Cartes et ouvrages cartographiques.....	1 »
323	Musique.....	1 »

Note ad nos 321 à 323. — Rentrent aussi dans ces numéros les livres imprimés, cartes, ouvrages cartographiques et la musique, avec reliures ou en portefeuilles de tout genre. Les livres imprimés, avec images, et les livres d'images de tout genre; en outre, les catalogues de librairies et de magasins d'objets d'art, ainsi que les catalogues de journaux, sans agendas, suivent le régime du n° 321.

		Taux du droit par 100 kg.	
		Fr.	Ct.
Estampes, gravures :			
— Photographies :			
324	— — non encadrées.....	5	»
— autres :			
326	— — non encadrées.....	5	»
Tableaux :			
328	— non encadrés.....	5	»
329	— encadrés.....	65	»
330	Boîtes et cartons d'emballage, tubes en carton, non recouverts, imprimés ; cartons découpés pour boîtes, aussi pliés ou légèrement entaillés pour faciliter le pliage.....	25	»
<i>Note ad n° 330.</i> — Rentrent dans ce numéro les ouvrages en cartonnage, communs, même munis de simples charnières en métal ou de garnitures en fer blanc pour réunir les coins, mais non recouverts, ni revêtus à l'intérieur, de papier ou de carton, tels que, par exemple, les cartons à assortiments pour les magasins.			
331	Sacs en papier, cornets, capsules en papier.....	30	»
Enveloppes :			
332	— emballées à découvert.....	30	»
333	— en boîtes, cassettes, etc., avec ou sans papier à lettres (papeteries, etc.).....	40	»
335	Livres de commerce, agendas, etc.....	40	»
336	Couvertures de livres.....	40	»
337	Calendriers collés sur un carton et calendriers à effeuiller.....	35	»
Ouvrages de relieur et cartonnages non dénommés ailleurs au tarif général :			
— garnis de papier et de carton :			
338 ^a	— — albums pour images et cartes.....	20	»
<i>Note ad n° 338^a.</i> — Les albums de ce numéro sont admis au droit de 20 fr. même s'ils ont des garnitures sans importance en matière autre que le papier.			
338 ^b	— — autres.....	50	»
339	— Canettes (bobines) en papier ou en carton pour les filatures et le retordage.....	30	»
340 ^a	— garnis de soie, dentelles, fleurs artificielles, etc. ; fleurs en papier.....	120	»
340 ^b	— autres.....	50	»

Note ad nos 338 à 340. — Les bobines en papier-mâché suivent le régime des nos 257 et 258 comme les bobines en bois ; les autres ouvrages en papier-mâché, par exemple : plateaux, boîtes, boutons, matériel isolant, rentrent dans les numéros du tarif général où sont mentionnés les ouvrages qui ont le plus de rapport avec eux par le but auquel ils sont destinés.

N.B. ad Catégorie VII du tarif général (Matières textiles et à tresser ; confection). — A moins que des dispositions spéciales ne s'y opposent, les fils, tissus, tresses, couvertures, tapis, rubans et la passementerie mélangés suivent le régime des fils, tissus, etc., faits entièrement de celle des matières

Taux du droit
par 100 kg.
Fr. Cl.

entrant dans leur composition qui est soumise au droit le plus élevé.

Toutefois, pour la tarification des tissus, couvertures, tapis, rubans, et de la passementerie, les bordures ordinaires (ourlets, lileaux, lisières, etc.), les fils ou les raies étroites marquant l'endroit de séparation des pièces encadrées, ainsi que les fils d'ornement qui, bien que se reproduisant régulièrement, ne paraissent que par places isolées et sont d'importance relativement minime, n'entrent pas non plus en ligne de compte, même s'ils se composent de matières plus fortement taxées.

COTON

Coton :

344 Déchets de coton, même cardés, non en couches. exempt

Ouate de coton :

345 — blanchie, chimiquement pure. 20 »

346 — autre. 5 »

Fils de coton :

356 — blanchis, glacés, mercerisés. (Droit des fils écrus, étuvés, gazés, plus). 8 »

357 — teints, imprimés, (Droit des fils écrus, étuvés, gazés, plus). 10 »

N.B. ad nos 347 à 358 du tarif général.— Fils de coton en écheveaux, en paquets de 2 1/2 à 5 kg. et fils de coton sur bobines pour le tissage.

359 — accommodés pour la vente en détail (sur bobines, en pelotes ou échevettes, pliés par couches de plat,— coton double, coton anglais à tricoter —, etc.) 50 »

Tissus de coton :

— unis ou croisés :

— — écrus ou crévés :

360 — — — pesant 12 kg. ou plus par 100 m² 30 »

364 — — — blanchis, mercerisés, imprégnés. 50 »

365 — — — teints. 50 »

366 — — — imprimés 60 »

— — — de fils teints :

367 — — — unis ou croisés. 60 »

368 — — — autres 65 »

— façonnés, tels que piqués, basins, damas, brillantés, stores ; tissus rayés, quadrillés, etc. ; tire-bouchons ; triège ; finettes, essuie-mains, nappes, etc., avec ou sans franges, non encadrés :

369 — — — écrus 60 »

370 — — — autres 65 »

371 — — — veloutés 10 »

374 — Tulle broché 60 »

375 — Tissus-dentelles (bobinots) 60 »

Note ad nos 374 et 375. — Les rideaux, stores, lambrequins et articles similaires, en tissus des nos 374 et 375, acquittent le droit de ces tissus, même s'ils sont brodés avec lacets ou munis d'un feston brodé à la machine, et séparés par coupous encadrés, isolés.

377 — Percale pour reliure. 30 »

		Taux du droit par 100 kg.	
		Fr.	Ct.
Couvertures (tapis de lit, de table, etc.), encadrées :			
378	— sans travail à l'aiguille ni passementerie, même avec franges venues au tissage ou simplement nouées.	65	»
<i>Notes ad n° 378.</i> — 1. Les couvertures avec franges simplement nouées ou passées par les bords du tissu suivent le régime de ce numéro.			
2. Les mouchoirs de poche en coton, encadrés, non ourlés, suivent le régime de ce numéro.			
379	— avec passementerie ou avec travail à l'aiguille.....	75	»
<i>N.B. ad n° 379.</i> — Les couvertures qui ne présentent qu'un ourlet cousu ou un simple surfilage (Umwurf) sur les bords suivent le régime des couvertures sans travail à l'aiguille.			
<i>Note ad nos 378 et 379.</i> — Le linge de lit, de table et de cuisine rentre, selon son conditionnement, dans les n°s 378 ou 379.			
380	Châles, écharpes, foulards, fichus, etc. : tissés.....	75	»
381	Rubannerie.....	45	»
Passementerie :			
382	— Lacets de Barmen pour la fabrication des chapeaux de paille et l'industrie du tressage.....	20	»
383	— autre.....	45	»
<i>Note ad n° 383.</i> — Les dentelles de coton fabriquées au métier à passementerie suivent le régime de ce numéro.			
Broderies :			
— Broderies au crochet, à la main ou fabriquées sur la machine à broder à une ou plusieurs aiguilles, avec ou sans application :			
384	— — Rideaux (stores, bordures, vitrages, etc.).....	100	»
385	— — autres broderies au crochet (mouchoirs, fichus, colonnes, cols, etc).....	100	»
— Broderies sur plumetis, fabriquées sur la machine à broder ordinaire ou sur la machine à navette, avec ou sans application :			
386	— — Garnitures (bandes et entre-deux).....	100	»
387	— — Broderies sur tulie.....	100	»
388	— — autres broderies sur plumetis (spécialités et robes, fancy-articles et dresses).....	100	»
389	— Broderies à la main.....	100	»
391	Dentelles, autres que Valenciennes tissées.....	100	»
392	Tissus de coton feutrés.....	40	»
393	Toile cirée et toile huilée, pour emballage.....	8	»
394	Toile cirée pour meubles, etc. ; taffetas ciré.....	15	»
395	Tapis en liège (linoleum).....	20	»

LIN, CHANVRE, JUTE, RAMIE, ETC.

Fils de lin, chanvre, jute, ramie (ortie de Chine), chanvre de Manille et autres matières textiles similaires et leurs déchets :			
— écrus :			
— — simples :			
ex399	— — — de jute.....	0	50

		Taux du droit par 100 kg.	
		Fr.	(1.)
	— débouillis, lessivés, crémés, blanchis :		
401	— — jusques et y compris le n° 40 anglais.....	9	»
403	— retors.....	14	»
404	— accommodés pour la vente en détail (en bobines, pelotes ou échevettes, etc).....	50	»
Tissus de lin, chanvre, jute, ramie (ortie de Chine), chanvre de Manille et autres matières similaires et leurs déchets :			
— écrus, présentant par carré de 5 mm. de côté :			
— — moins de 9 fils :			
405	— — — de jute.....	1	50
406	— — — autres.....	6	»
407	— — — de 9 à 12 fils inclusivement.....	10	»
408	— — — de 13 à 20 fils inclusivement.....	35	»
409	— — — de 21 à 35 fils inclusivement.....	50	»
410	— — — plus de 35 fils.....	55	»
		Droit des tissus écrus augmenté de :	
411 ^a	— débouillis, lessivés, crémés, blanchis.....	30	0/0
411 ^b	— imprégnés.....	10	0/0
412	— teints, imprimés.....	25	0/0
413	— de fils teints.....	25	0/0

Notes ad nos 405 à 413. — 1. Pour la taxation des tissus dans lesquels se trouvent alternativement des parties non serrées et des parties serrées, le nombre des fils fait règle. Ce nombre est établi en comptant les fils de chaîne et les fils de trame entre deux points qui se reproduisent régulièrement en chaîne et en trame dans le dessin du tissu, en réduisant ce nombre de fils dans la proportion de 5 millimètres de la largeur du dessin et en additionnant les résultats pour la chaîne et pour la trame. Dans les tissus à fils doubles ou à fils retors, chaque fil simple est compté séparément. Pour la fixation du résultat total, les fractions de fil n'entrent pas en ligne de compte.

2. Les mouchoirs de poche en lin, encadrés, mais ni ourlés, ni brodés, suivent le régime des nos 406 à 413, selon leur conditionnement.

Couvertures (tapis de lit, de table, etc.) encadrées :

- 417 — sans travail à l'aiguille ni passementerie, même avec franges venues au tissage ou simplement nouées. 70 »

Note ad n° 417. — Les couvertures avec franges simplement nouées ou passées par les bords du tissu suivent le régime de ce numéro.

- 418 — avec passementerie ou avec travail à l'aiguille 85 »

N.B. ad n° 418. — Les couvertures qui ne présentent qu'un ourlet cousu ou un simple surfilage (Umwurf) sur les bords suivent le régime des couvertures sans travail à l'aiguille.

Note ad nos 417 et 418. — Le linge de lit, de table et de cuisine, en lin, suit, selon son conditionnement, le régime des nos 417 ou 418.

- 419 Rubanerie..... 40 »
 420 Passementerie..... 40 »
 421 Broderies..... 150 »
 422 Dentelles..... 150 »

		Taux du droit par 100 kg.	
		Fr.	Ct.
Ouvrages de cordier :			
423	— Cordes, câbles.....	12	»
424	— Filets.....	35	»
425	— autres.....	30	»
427	Sangles.....	30	»
428	Tuyaux.....	30	»
Nattes et tapis de lin, chanvre, jute, ramie (ortie de Chine), chanvre de Manille, et autres matières textiles similaires et leurs déchets, même encadrés ou avec franges :			
429	— non tissés.....	15	»
	— tissés :		
430	— — de jute.....	35	»
431	— — autres.....	50	»

SOIE

Soie et bourre de soie (cordonnet) à coudre, à broder, pour passementerie :			
445	— accommodées pour vente en détail (sur bobines, canettes ou cartes, en pelotes ou échevettes, etc.).....	90	»
Articles en soie, bourre de soie, soie artificielle :			
447	— à la pièce.....	100	»
448	— découpés, aussi ourlés, à l'expression des couvertures.....	120	»
449	— Rubans.....	100	»
450	— Passementerie.....	100	»
451	— Broderies.....	180	»
452	— Dentelles.....	180	»
Couvertures (tapis de lit et de table, etc.) en soie, bourre de soie, soie artificielle, encadrées :			
453	— sans travail à l'aiguille ni passementerie, même avec franges venues au tissage ou simplement nouées.	100	»
<i>Note ad n° 453.</i> — Les couvertures avec franges simplement nouées ou passées par les bords du tissu suivent le régime de ce numéro.			
454	— avec passementerie ou travail à l'aiguille.....	200	»
<i>N.B. ad n° 454.</i> — Les couvertures qui ne présentent qu'un ourlet cousu ou un surfilage (Umwurf) sur les bords suivent le régime des couvertures sans travail à l'aiguille.			

LAINE

Laine :

456	— Déchets de laine, peignons (blouse, retisons).....	exempt
457	— Trait.....	exempt
458	— Laine artificielle.....	0 30

Taux du droit
par 100 kg.
Fr. Cl.

Fils de laine écrus :		
— de laine cardée :		
460	— — simples	6 »
461	— — à plusieurs bouts	6 »
— de laine peignée :		
462	— — simples	6 »
463	— — à plusieurs bouts	8 »
464	Fils de laine gazés	12 »
Fils de laine, blanchis, teints, imprimés, etc. :		
— de laine cardée :		
465	— — simples	16 »
466	— — à plusieurs bouts	18 »
— de laine peignée :		
467	— — simples	14 »
468	— — à plusieurs bouts	20 »
Fils de laine :		
469	— Fils d'alpaga, de laine mohair et de poils de chameau	2 »
470	— accommodés pour la vente en détail (sur bobines, en pelotes ou échevettes, etc.)	35 »

N.B. ad n° 470. — On considérera comme accommodés pour la vente en détail : *a.* Tous les fils de laine en échevettes pesant moins de 50 grammes, avec ou sans subdivisions ; *b.* tous les fils de laine en écheveaux avec subdivisions pesant moins de 50 grammes chacune, sans distinguer entre le cas où fil diviseur est noué sur chaque échevette et celui où il reste continu, passant simplement entre les échevettes.

Tous les fils de laine en écheveaux subdivisés en échevettes pesant 50 grammes ou plus chacune, de même que ceux en écheveaux non subdivisés pesant chacun 50 grammes ou plus, rentrent, selon leur nature, dans les n°s 460/469.

Tissus de laine écrus :		
471	— de laine cardée	30 »
472	— de laine peignée	60 »
Tissus de laine, blanchis, teints, imprimés, de fils teints (tissus de laine cardée ou de laine peignée) :		
474	— pesant plus de 300 grammes par m ²	75 »
— pesant 300 grammes ou moins par m ² :		
475 ^a	— — Zanella et serge pour doublure, ayant, en largeur, de 138 à et y compris 142 cm.	30 »
475 ^b	— — autres	100 »
476	Peluche de laine, étoffe dite Krimmer (astrakan)	40 »
Couvertures (tapis de lit et de table, etc.) encadrées :		
479	— sans travail à l'aiguille ni passementerie, même avec franges venues au tissage ou simplement nouées.	40 »

Note ad n° 479. — Les couvertures avec franges simplement nouées ou passées par les bords du tissu suivent le régime de ce numéro.

480	— avec passementerie ou travail à l'aiguille	60 »
-----	--	------

N.B. ad n° 480. — Les couvertures qui ne présentent qu'un ourlet cousu ou un surfilage (Umwurt) sur les bords suivent le régime des couvertures sans travail à l'aiguille.

Tapis de pieds :			
481	— non tissés à la façon du velours, sans franges ni travail à l'aiguille autre qu'un ourlet ou un surfilage (Umwurf) sur les bords.....	30	»
482	— autres	50	»
483	Châles, écharpes, foulards, fichus, etc. : tissés.....	100	»
484	Rubannerie.....	65	»
485	Passenterie.....	65	»
486	Broderies.....	100	»
487	Dentelles.....	100	»
488	Tissus de laine feutrés.....	25	»
489	Etoffes en feutre.....	75	»
Ouvrages en feutre sans travail à l'aiguille :			
— autres que les cloches en feutre de poils et de laine :			
492	— — écrus.....	25	»
493	— — blanchis, teints, imprimés	40	»
Crin et poils de buffle :			
497	— nettoyés, filés, préparés, assortis en bottes	0	»
501	Feutres, tapis de pieds, couvertures de cheval faits de poils d'animaux rentrant dans le n° 500 du tarif général, ou de matières similaires de qualité inférieure...	15	»
Nattes, tapis de pieds, etc., faits des matières dénommées aux n°s 502 et 503 du tarif général :			
506	— bruts, sans ornements	15	»
507	— autres	25	»
Articles non dénommés ailleurs au tarif général, faits des matières dénommées aux n°s 502 et 503 dudit tarif :			
510	— non combinés avec d'autres matières, bruts, sans ornements	20	»
511	— teints, imprimés, avec ornements, aussi combinés avec d'autres matières.....	60	»
Vannerie, sans bâti :			
— brute ou passée au mordant :			
512	— — en osier (baguettes) non écorcé.....	6	»
513	— — en osier écorcé, en copeaux de bois, en jonc... — autre :	15	»
514	— — non combinée avec du cuir ou des matières textiles.....	30	»
515	— — combinée avec du cuir ou des matières textiles.....	60	»
Caoutchouc et gutta-percha, purs ou mélangés :			
— sans intercalation métallique ou de tissus :			
517	— — en bandes, feuilles, plaques, tampons, articles moulés, ficelles, boules, barres, etc.....	1	»
518	— — Tuyaux, tubes.....	5	»
520	— — Tapis pour chambres et corridors, nattes, etc.. — avec intercalation métallique ou de tissus :	20	»
521	— — Plaques, anneaux, bonles, rubans, bandes, etc.....	5	»
522	— — Tuyaux, tubes.....	8	»
523	— — Courroies de transmission.....	20	»
524	— — Tapis pour chambres et corridors, nattes, etc..	20	»

		Taux du droit par 100 kg.	
		Fr.	Ct.
526	Etoffes caoutchoutées pour bâches, etc. (étoffes doubles).....	30	»
527	Tissus élastiques de tout genre en caoutchouc mélangés de coton, laine, soie, etc.....	40	»
528	Caoutchouc et gutta-percha, appliqués sur tissus ou autres matières; étoffes imperméables pour usages sanitaires, caoutchoutées d'un côté ou des deux côtés.	30	»
529	Articles en caoutchouc et gutta-percha non dénommés ailleurs	25	»

Note ad nos 517 à 529 du tarif général. — Les objets en celluloïde, excepté la lingerie en celluloïde, suivent le régime des objets correspondant en caoutchouc.

ARTICLES CONFECTIONNÉS

N.B. — Dans la classification des articles confectionnés faits de plusieurs matières, c'est le taux du droit de la matière la plus imposée qui fait règle, à moins qu'elle ne forme qu'une partie insignifiante de l'objet ou que des dispositions spéciales ne s'y opposent, la matière et le conditionnement des doublures n'entrent pas en ligne de compte pour la classification.

S'il n'existe pas de dispositions spéciales, les articles de confection découpés sont assimilés aux articles finis.

Note. — Les rubans, lacets, galons et autres ornements appliqués en minime proportion, rentrent dans les parties insignifiantes et sont également sans influence pour la tarification des objets.

Lingerie :

— de coton, lin, ramie, etc. :

530	— — Chemises	90	»
531	— — Cols de chemises, plastrons, chemisettes, manchettes, etc	50	»
	— — autre lingerie, sauf les tricots et la bonneterie :		
532	— — — de coton, lin, ramie, etc.....	90	»
533	— — — de soie.....	250	»
534	— — — de laine.....	130	»

Corsets, sauf ceux de tricot ou de bonneterie :

535	— de coton.....	100	»
536	— autres	190	»

Bonneterie et articles en tricot, avec ou sans travail à l'aiguille :

— de coton, lin, ramie, etc :

537	— — Gants	60	»
538	— — Bas.....	70	»
539	— — autres.....	70	»
	— de soie :		
540	— — Gants	250	»
541	— — Bas	250	»
542	— — autres.....	250	»

		Taux du droit par 100 kg.	
		Fr.	Ct.
	— de laine :		
543	— — Gants.....	75	»
544	— — Bas.....	100	»
545	— — autres.....	100	»
Vêtements pour hommes et garçons :			
546	— de coton, lin, ramie, etc.....	75	»
547	— de soie.....	250	»
548	— de laine.....	140	»
Vêtements pour dames et fillettes :			
549	— en coton, lin, ramie, etc.....	90	»
550	— en soie.....	250	»
551	— en laine.....	150	»
552	Vêtements pour dames et fillettes, brodés ; vêtements de dentelles.....	300	»
553	Cravates de tout genre.....	250	»
554	Vêtements, bonneterie et tricot de tout genre : garnis ou doublés de fourrure ou de plumes.....	225	»
556	Lingerie en papier.....	40	»
<i>Note ad n° 556</i> — Rentre aussi dans ce numéro la lingerie en papier recouverte en tout ou en partie de tissu de coton ou qui a comme base ou comme intercalation des tissus de tout genre.			
Articles confectionnés, non dénommés ailleurs au tarif général, tels que rideaux montés, draperies, lambrequins, etc. :			
557	— de coton, lin, ramie, etc.....	90	»
558	— de soie.....	250	»
559	— de laine.....	140	»
Casquettes et bérets de tout genre :			
560	— de fourrure ou garnis de fourrure.....	200	»
561	— de soie.....	250	»
562	— autres.....	150	»
Chapeaux non garnis :			
563	— de paille, rotin, liber, etc.....	130	»
564	— de feutre de poils.....	150	»
565	— de feutre de laine.....	110	»
566	— autres.....	150	»
Chapeaux garnis en tout ou en partie :			
567	— de paille, rotin, liber, etc.....	200	»
568	— de feutre de poils.....	225	»
569	— de feutre de laine.....	160	»
570	— autres.....	225	»
571	Fourrures, non dénommées ailleurs au tarif général, découpées et finies.....	200	»
572	Fleurs artificielles, en matières textiles de tout genre, aussi en combinaison avec d'autres matières.....	200	»
573	Plumes de parure.....	200	»
574	Articles de mode non dénommés ailleurs au tarif gé- néral.....	250	»

	Taux du droit par 100 kg.	
	Fr.	Ct.
575 Literie finie (matelas, duvets, oreillers, tout faits, garnis).....	60	»
Parapluies et parasols :		
576 — de soie.....	130	»
577 — autres.....	60	»
578 Montures de parapluies et de parasols, finies.....	15	»
579 Parties intégrantes de montures de parapluies et de parasols, tels que : godets, doubles noix, baleines et fourchettes, coulants, plaques, fermoirs, bouts de baleines, ressorts, embouts.....	5	»

Note ad n° 579. — Les poignées pour parapluies, parasols et cannes suivent le régime de ce numéro, si elles ne sont ni en métal précieux, ni dorées ou argentées.

Cannes, badines, cannes de parapluies et de parasols :

— avec poignée de la même matière que la canne :		
580 ^a — — cannes de parapluies et de parasols sans embouts.....	5	»
580 ^b — — cannes et badines.....	20	»
581 ^a — avec poignée en métal précieux ou avec poignée dorée ou argentée.....	80	»
— avec poignée faite d'une autre matière que la canne :		
581 ^b — — cannes de parapluies et de parasols, sans embouts.....	10	»
581 ^c — — cannes et badines.....	50	»

Note ad nos 579 à 581. — Les poignées en métaux précieux et les poignées dorées ou argentées, pour parapluies, parasols et cannes, les fourreaux pour parapluies et parasols, ainsi que les parties de montures de parapluies non dénommées ailleurs au tarif général, sont passibles des droits selon la matière et le conditionnement.

584 Bâches.....	40	»
588 Pierres de carrière, brutes.....	exempt	
Pierres de taille, brutes, dégrossies ou sciées :		
— dures :		
591 ^a — — marbres à texture cristalline, syénite, porphyre et granit, susceptibles d'être polis.....	exempt	
591 ^b — — autres.....	0 30	
Ouvrages de tailleur et de tourneur de pierres :		
— moulurés :		
598 — avec ornements.....	8	»
601 Empreintes et objets moulés en plâtre, soufre, carton-pierre, papier mâché, ciment, etc., à moins qu'ils ne rentrent dans le n° 1145.....	7	»
Pierres lithographiques :		
605 — sans dessin ni écriture.....	exempt	
606 — avec dessin ou écriture.....	10	»
611 Pierre à plâtre, calcinée, ou moulue.....	0 40	
619 Ciment Portland.....	1	»

		Taux du droit par 100 kg.	
		Fr.	Ct.
624	Briques en liège, dalles, gondoles, etc., en pierre-liège, pour constructions.....	2	»
627	Charbons préparés pour l'éclairage électrique (bougies électriques).....	6	»
628	Electrodes non montées.....	0	50
Ouvrages en émeri et carborindon :			
630	— Papier d'émeri ; papier de silice ; papier de carborindon ; papier de verre et papier à dérouiller.....	10	»
631	— Toile d'émeri.....	10	»
632	— autres, tels que meules à émeri, à carborindon, limes à émeri, etc.....	6	»
636	— Vêtements en amiante.....	10	»
640	Asphalte en plaques, dalles, etc., pour pavage ; tuyaux d'asphalte.....	1	50
641	Carton asphalté (bitumineux) ; feutre asphalté ; composition bitumineuse, pour toitures.....	2	»
642	Toile goudronnée pour emballage.....	8	»

ARGILE

Tuiles :

— brutes ou engobées :

647	— — Tuiles à emboîtement.....	0	60
648	— — autres.....	0	50
649	— fumées, ardoisées, goudronnées.....	1	25
650	— vernissées ou émaillées.....	1	50
655	Briques, vernissées ou émaillées.....	1	50

Dalles et carreaux :

— d'une seule couleur, unis ou striés :

656	— — bruts ou engobés ; carreaux de pavage.....	0	50
657	— — fumés, ardoisés, goudronnés.....	2	»
658	— — vernissés ou émaillés.....	3	»
659	— de plus d'une couleur, peints, imprimés, incrustés, avec ornements en creux ou en relief.....	6	»
660	Briques, tuyaux, dalles, etc. : réfractaires au feu et aux acides.....	0	30

Tuyaux, bruts ou vernissés :

661	— pour drainage.....	0	50
662	— autres ; tuyaux de forme spéciale.....	2	50
663	Ornements architectoniques ; ouvrages en terracotta pour l'architecture et les jardins.....	2	»
664	Produits artistiques en terra-cotta, même bruts, tels que statues, figures d'animaux, vases, urnes, etc.....	16	»
665	Cornues à gaz.....	2	50
666	Creusets, mouffles, cazettes.....	2	»
667	Catelles, de tout genre.....	10	»
668	Poêles en catelles montés ; poêles en fer avec revêtement de catelles ou de carreaux.....	10	»

GRÈS

Dalles et carreaux :

	Fr.	Ct.
669 — bruts (de couleur naturelle), d'une seule masse et d'une seule couleur	1	25
— d'une seule couleur, unis ou striés, de même que ceux de plus d'une masse et de plus d'une couleur :		
670 — — ardoisés, égrisés	2	»

Note ad n° 670. — Rentrent aussi dans ce numéro les dalles en grès d'une ou plusieurs couleurs, non vernissées ou émaillées, dont la surface est divisée en champ façon mosaïque par des crénelures produites au moyen de formes (dalles dites imitations romaines).

671 — — vernissés ou émaillés	3	»
672 — de plus, d'une couleur, peints, imprimés, incrustés, avec ornements en creux ou en relief	8	»
673 Tuyaux, y compris ceux de forme spéciale et autres parties d'installations de lieux d'aisances ne rentrant pas dans le n° 674	3	»
674 Parties d'installation de lieux d'aisances en grès fin ou porcelaine, y compris les éviers et les baignoires	12	»
675 Poterie commune en grès (cruches, cruchons, etc.)	3	50
676 Poterie fine en grès	16	»

Poteries :

677 — à cassure grise ou rougeâtre, brutes ou émaillées ..	3	50
678 — à cassure blanche ou jaunâtre ; parian, biscuit	16	»
679 — Isolateurs en porcelaine	0	50
680 — autre porcelaine de tout genre	16	»
681 — non dénommées ailleurs au tarif général	16	»

Verre brut (verre coulé), tel que verre pour toiture et tuiles en verre, plaques en verre pour pavements et parois, verre dit diamant :

685 — Verre pour vitraux de toute nuance	3	»
--	---	---

Verre à vitres, uni ou cannelé :

686 — de couleur naturelle	8	»
687 — coloré	10	»
688 — avec dessins, gravé à l'acide ou autrement, dépoli (mat), etc.	20	»

Verrerie et gobeletterie :

691 — de verre noir, brun ou vert	3	50
---	---	----

Note ad n° 691. — Suivent le régime de ce numéro les bouteilles de verre noir, brun ou vert, de toute nuance, même avec une marque, un nom, un signe ou avec indication du contenu, pourvu qu'ils ne soient pas gravés.

— non polies ou polies seulement sur le fond, ou avec bouchon rodé, ou encore avec une marque, un nom ou un signe, pourvu qu'ils ne soient pas gravés :

692 — — de verre mi-blanc	7	»
693 — — de verre incolore (blanc)	8	»

Verrerie et gobeletterie :

— de tout genre :		
— — polies, gravées, de couleur (en verre coloré), dorées, etc., même combinées avec d'autres matières, à l'exception des métaux précieux :		
694 ^a	— — — plaques de verre pour la photographie, sèches.....	30 »
694 ^b	— — — autres.....	20 »
695	— — combinés avec des métaux précieux.....	60 »

Verre enchâssé dans du métal, sans peinture :

700 ^a	— Vitraux consistant simplement en fonds de bouteilles (Nabelscheiben).....	25 »
700 ^b	— autre.....	35 »
701 ^a	Peintures sur verre.....	60 »
701 ^b	Lithophanies.....	30 »

Note ad nos 701 a et b. — Les peintures sur verre passées au feu sont considérées comme « peinture sur verre » ; les peintures reportées sur verre par un procédé de reproduction sont, par contre, envisagées comme « lithophanies ».

702	Verre à glaces, non étamé.....	12 »
Verre à glaces, étamé :		
703	— de moins de 18 dm ²	14 »
— de 18 dm ² et au-dessus :		
704 ^a	— — de 3 mm. ou moins d'épaisseur.....	25 »
704 ^b	— — de plus de 3 mm. d'épaisseur.....	40 »

Glaces et miroirs, mesurés avec le cadre :

705	— de moins de 18 dm ²	20 »
706	— de 18 dm ² et au-dessus.....	45 »

FER

Fer étiré ou laminé à froid (comprimé) :

— brut, aussi recuit, pesant :		
723	— — moins de 12 kg. par mètre courant.....	4 50
724	— plombé, étamé, zingué, cuivré, nickelé, poli, peint, etc.....	4 50

Note ad nos 723 et 724. Rentrent aussi dans ce numéro les ronces artificielles (fil de fer à épines).

Matériel de chemins de fer :

— Rails et traverses de chemins de fer :		
— — pesant moins de 15 kg. par mètre courant :		
734	— — — non percés, non cintrés.....	2 »
725	— — — percés ou cintrés.....	3 »
726	— Crémaillères (rails à engrenage) ; tiges de traction ; aiguilles et croisements ; plaques tournantes ; chariots transbordeurs ; voies transportables.....	4 »

Taux du droit
par 100 kg.

Fr. Ct.

Matériel de chemins de fer :

— Essieux et roues, bandages, corps de roues, ressorts de suspension, de traction et de choc : finis ; essieux montés ; châssis de machines et wagons : disques-sigaux ; gabarits de chargement : pesant :

738	— — 200 kg. ou plus.....	3	»
739	— — moins de 200 kg.....	5	»
740	— Eclisses et plaques ou selles d'assise.....	5	»
741	— Plaques de garde, arbres de freins, crapauds, tendeurs, chaînes de sûreté, tampons, crochets de traction, faux-tampons en fer forgé, crampons et chevillettes, tirefonds, cales d'écartement, selles d'assise pour crémaillères, etc.....	7	»

Tuyaux de tout genre, non démontés ailleurs au tarif général, ayant un diamètre intérieur de moins de 40 cm. :

— bruts, goudronnés, passés à la couleur d'apprêt, même si les extrémités sont taraudées ou pourvues de manchons :

742	— — non rivés.....	0	60
-----	--------------------	---	----

Note ad n° 742. — Rentrent dans ce numéro les mâts de support pour les conduites électriques, ni rivés, ni boulonnés.

743	— — rivés.....	3	»
744	— autres ; collerettes pour tuyaux.....	3	»

Pièces de raccord :

745	— brutes (noires), blanchies, passées au tambour, passées au minium, goudronnées.....	6	»
746	— zinguées, étamées, nickelées, cuivrées, etc.....	8	»

Outils non dénommés ailleurs au tarif général :

747	— Outils d'horlogerie.....	2	»
	— Limes et râpes, taillées sur une longueur :		
748	— — de 35 cm. ou plus.....	12	»
749	— — de 16 à 35 cm. exclusivement.....	18	»
750	— — de moins de 16 cm.....	30	»
751	— Faux, faucilles, fourches.....	7	»

Note ad n° 751. — Rentrent aussi dans ce numéro les faux et faucilles bronzées, polies, nickelées ou autrement perfectionnées ou ornées.

752	— Outils de tout genre pour l'agriculture et l'horticulture non dénommés ailleurs au tarif général.....	11	»
-----	---	----	---

Note ad n° 752. — Rentrent aussi dans ce numéro les couteaux et cisailles pour usage agricole, par exemple les cisailles pour tondre les moutons, les chevaux, tailler les haies, les arbres et la vigne (sécateurs).

Taux du droit
par 100 kg.

Fr. Ct.

Outils non dénommés ailleurs au tarif général :

— Outils de précision pour le travail des métaux, tels que : tarauds et filières, forets hélicoïdaux, alésoirs, fraises, outils pour mesurer (règles, équerres, compas, calibres), pesant par pièce :		
753	— — 5 kg. ou plus.....	20 »
754	— — de 2 à 5 kg. exclusivement.....	25 »
755	— — de 0,5 à 2 kg. exclusivement.....	30 »
756	— — moins de 0,5 kg.....	35 »
— autres, pesant par pièce :		
757	— — 5 kg. ou plus.....	13 »
758	— — de 2 à 5 kg. exclusivement.....	15 »
759	— — de 0,5 à 2 kg. exclusivement.....	18 »
760	— — moins de 0,5 kg.....	23 »

Note ad nos 757 à 760. — Rentrent aussi dans ce numéro les couteaux et cisailles pour usage industriel, par exemple les hachoirs (couperets), les couteaux à hacher, les couteaux à betteraves, les serpes, les fendoirs à un ou deux tranchants, les tranches de mouleur, les couteaux à deux manches, les cisailles pour la tôle, etc.

Chaînes :

761	— Chaînes articulées (de Gall et autres).....	15 »
— autres à anneaux présentant en section une épaisseur :		
762	— — de 5 mm. ou plus.....	12 »
763	— — inférieure à 5 mm.....	15 »

Cordes et câbles en fil de fer ou d'acier, présentant un diamètre :

764	— — de 5 mm. ou plus.....	10 »
765	— — inférieur à 15 mm.....	15 »

Rivets, boulons à écrous et écrous, noirs, le corps du rivet ou du boulon ayant un diamètre :

766	— de 18 mm. ou plus.....	8 »
767	— de 11 à 18 mm. exclusivement.....	10 »
768	— inférieur à 11 mm.....	13 »
769	Boulons et écrous, blanchis.....	13 »

Ferrures :

770	— Fiches, brutes, frottées à l'émeri, blanchies.....	12 »
771	— Ferrures de portes, de jalousies et de fenêtres, brutes, limées, vernies.....	12 »

Serrures :

772	— faites en entier de fer forgé ou avec parties en fonte de fer.....	20 »
773	— en combinaison avec du laiton, du nickel ou d'autres matières.....	25 »
774	Pointes de fil de fer.....	14 »

Clous :

— découpés, pressés, fondus, forgés :		
775	— — pour ferrer les chevaux.....	4 »
776	— — autres.....	13 »

Taux du droit
par 100 kg.

Fr. Ct.

Clous :

— avec tête d'un autre métal	
777 — — dorés, argentés, nickelés	50 »
778 — — autres.....	25 »
779 Poêles, adoucies ou étamées.....	12 »
780 Tuyaux de poêle.....	6 »
781 Potagers (fourneaux de cuisine) et poêles (pour chauffage).....	9 »

Meubles de tout genre, même en combinaison avec du bois, lorsque c'est le fer qui prédomine en poids :

783 — bruts, passés à la couleur d'apprêt.....	12 »
784 — autres.....	22 »

Note ad nos 783 et 784. — Les coffres-forts en fer suivent le régime du n° 783 ou du n° 784, selon leur conditionnement.

785 ^a Tissus en fil de fer.....	10 »
785 ^b Treillis en fil de fer.....	14 »
786 Stores métalliques, finis.....	20 »

Ouvrages en tôle, fil; ouvrages de serrurier et de ferblantier, non dénommés ailleurs au tarif général :

787 — bruts, limés, adoucis, goudronnés, passés à la couleur d'apprêt.....	15 »
788 — étamés, zingués, cuivrés, nickelés	20 »
789 — peints, vernis, bronzés, dorés.....	25 »
790 — émaillés.....	30 »

791 ^a Caléfacteurs à ailettes en fonte de fer grise (non malléable) et leurs parties travaillées.....	3 »
--	-----

791 ^b Radiateurs en fonte de fer grise (non malléable) et leurs parties travaillées.....	7 »
---	-----

Ouvrages en fonte dure (grise) :

— non dénommés ailleurs au tarif général :

— bruts, goudronnés, passés à la couleur d'apprêt, pesant par pièce :

793 — — — 100 kg. et plus.....	2 50
794 — — — de 40 à 100 kg. exclusivement.....	2 75
795 — — — de 5 à 40 kg. exclusivement.....	3 »
796 — — — moins de 5 kg.....	3 »
797 — — — émaillés.....	8 »

— autres, pesant par pièce :

798 — — — 100 kg. et plus.....	5 »
799 — — — de 40 à 100 kg. exclusivement.....	6 »
800 — — — de 5 à 40 kg. exclusivement.....	7 »
801 — — — moins de 5 kg.....	8 »

Ouvrages en fonte malléable, en fonte d'acier, en fer forgé, en acier :

— non dénommés ailleurs au tarif général :

— bruts, dégrossis, goudronnés, passés à la couleur d'apprêt, pesant par pièce :

803 — — — 100 kg. ou plus.....	3 »
804 — — — de 25 à 100 kg. exclusivement.....	4 50

		Taux du droit par 100 kg.	
		Fr.	Ct.
805	— — — de 3 à 25 kg. exclusivement.....	6	»
806	— — — de 0,5 à 3 kg. exclusivement.....	8	»
807	— — — moins de 0,5 kg.....	10	»
	— — — autres, pesant par pièce :		
808	— — — de 25 kg. ou plus.....	14	»
809	— — — moins de 25 kg.....	20	»
810	Coutellerie.....	50	»
	Armes :		
811	— finies.....	50	»
	— Pièces détachées d'armes :		
812	— — grossièrement ébauchées.....	10	»
813	— — finies.....	50	»
	Cuivre pur et alliages de cuivre :		
	— battus, laminés, étirés :		
817	— — en barre, tôle ; soudure de cuivre.....	3	»
818	— — Fil.....	3	»
819	— — Tuyaux.....	3	»
820	— argentés, dorés, filés sur coton ou sur soie.....	60	»
821	Fil léonique.....	30	»
822	Or et argent faux, battus en feuilles minces.....	30	»
	Câbles électriques de tout genre :		
823	— nus, non isolés.....	12	»
	— Câbles électriques de tout genre et fil :		
	— — Ame isolée avec du caoutchouc, de la gutta-percha ou du papier, non enveloppée de matière textile enroulée ou tressée :		
824	— — — Câbles sans gaine de plomb et sans armature en fer ; fils électriques isolés.....	18	»
825	— — — Câbles avec gaine de plomb.....	12	»
826	— — — Câbles avec gaine de plomb et armature en fer.....	12	»
	— — — Ame isolée avec du caoutchouc, de la gutta-percha ou du papier, enveloppée de fil ou de soie enroulés ou tressés :		
827	— — — Câbles sans gaine de plomb.....	15	»
828	— — — Câbles avec gaine de plomb.....	12	»
829	Toile métallique et treillis de fil de cuivre ou de laiton.....	10	»
	Cloches et grelots en cuivre ou alliages de cuivre ou en bronze :		
831	— Cloches d'église.....	30	»
832	— autres, de tout genre.....	45	»
	Ouvrages en cuivre ou en alliages de cuivre, non dénommés ailleurs au tarif général :		
833	— bruts, non tournés.....	15	«
834	— tournés, non polis, non matés.....	20	»
835	— polis, matés.....	35	»
836	— nickelés, oxydés, peints, vernis.....	40	»
837	— dorés, argentés.....	50	»

Taux du droit
par 100 kg.
Fr. Cl.

Ouvrages en bronze non dénommés ailleurs au tarif général :

838	— tels qu'ils sortent du moule.....	10	»
839	— finis.....	60	»
843 ^a	Plomb laminé ; balles, grenaille.....	1	50
843 ^b	Plomb en tôle ; tuyaux, fil.....	2	»

Caractères d'imprimerie :

844	— vieux.....	1	»
845	— neufs.....	8	»

Ouvrages en plomb, même combinés avec d'autres matières :

846	— bruts ou passés à la couleur d'apprêt.....	8	»
847	— autres.....	18	»

Ouvrages en zinc :

851	— bruts ou passés à la couleur d'apprêt.....	15	»
852	— polis, peints, vernis, nickelés, émaillés, etc.....	35	»

846	Tain (étain en feuilles minces pour capsules de bouteilles, etc.).....	5	»
-----	--	---	---

Ouvrages en étain ou en alliages d'étain (ouvrages en métal anglais) :

857	— bruts.....	15	»
	— polis, peints, vernis, nickelés, émaillés, etc. :		

858 ^a	— — Couvercles de chope à bière, prêts à être fixés.....	15	»
------------------	--	----	---

858 ^b	— — autres.....	45	»
------------------	-----------------	----	---

860	Nickel, pur ou en alliage (maillechort, argent neuf), laminé, étiré, en plaques, barres, tôle, fil, tuyaux....	7	»
-----	--	---	---

861	Ouvrages en nickel ou en alliages de nickel, ouvrages en argent neuf, en alféride et en alpaca.....	45	»
-----	---	----	---

Note ad n° 864. — L'aluminium en grenaille ou en poudre mélangé avec de l'oxyde de fer, de l'oxyde de manganèse ou de l'oxyde titanique (Thermit) suit le régime de ce numéro.

871	Fils et filés d'or et d'argent ; fils et filés de platine ; fil de métal entouré d'or ou d'argent.....	50	»
-----	--	----	---

872	Tissus de fils d'or ou d'argent ; or et argent battus en feuilles minces.....	50	»
-----	---	----	---

873	Articles plaqués, dorés ou argentés au feu ou par les procédés galvanoplastiques.....	70	»
-----	---	----	---

874	Orfèvrerie et argenterie ; bijouterie vraie.....	200	»
-----	--	-----	---

881	Chaudières à vapeur et autres, récipients à vapeur et autres, de tout genre : en fer, ainsi que les parties de chaudière assemblées, avec ou sans la robinetterie...	5	»
-----	--	---	---

882	Chaudières à vapeur et autres appareils de tout genre pour l'industrie, pour cuire, évaporer, distiller, stériliser, etc. : faits d'autres métaux que le fer.....	35	»
-----	---	----	---

883	Locomotives à vapeur et locomotives électriques ; tenders	10	»
-----	---	----	---

884	Machines pour la filature, y compris toutes les machines pour la préparation et le transport des matières à filer ; machines pour le retordage, y compris les doubloirs, bobineuses, machines à gazer, machines à glacer et les dévidoirs.....	4	»
-----	--	---	---

		Taux du droit par 100 kg.	
		Fr.	Ct.
Machines pour le tissage :			
885	— Métiers à tisser.....	4	»
886	— autres machines pour le tissage, telles que les bobineuses, ourdissoirs, machines à métrér et à plier les étoffes : ratières et machines Jacquard.....	4	»
887	Machines à tricoter, machines pour la bonneterie et remailleuses.....	10	»
888	Machines à broder ; machines à enfiler.....	10	»
889	Machines à coudre et leurs pièces finies ; boîtes de couverture et pièces qui les composent, finies.....	8	»
890	Machines pour l'imprimerie typographique et autres arts graphiques ; machines pour la reliure.....	4	»
891	Engins pour l'agriculture, tels que charrues, herse, cultivateurs, rouleaux, brise-mottes, etc.....	7	»
892	Machines pour l'économie domestique.....	6	»
893	Machines pour l'agriculture, non dénommées ailleurs au tarif général ; canons paragrêles.....	7	»
Machines dynamo-électriques et transformateurs d'énergie électrique de tout genre, pesant par pièce :			
894 ^a	— 50,000 kg. ou plus.....	5	»
894 ^b	— de 10,000 à 50,000 kg. exclusivement.....	6	»
895 ^a	— de 2,500 à 10,000 kg. exclusivement.....	6	50
896 ^a	— de 500 à 2,500 kg. exclusivement.....	8	»
897 ^a	— de 100 à 500 kg. exclusivement.....	11	»
898 ^a	— moins de 100 kg.....	14	»

Note ad nos 894 a/b à 898 a. — Les machines faisant corps avec un générateur-dynamo ou un moteur ne rentrent pas dans ces numéros.

Machines pour la fabrication et la mise en œuvre de la pâte à papier et du papier ; pour la teinturerie, l'impression sur étoffes, le blanchiment et l'apprêtage ;

Machines pour la minoterie ; cylindres en porcelaine, montés ou non ;

Moteurs hydrauliques et à vent ; pompes ;

Machines à vapeur fixes ; locomobiles à vapeur ; dragues à vapeur ; marteaux-pilons à vapeur ; grues à vapeur ; moutons à vapeur ; pompes à incendie à vapeur ; charrues à vapeur ; machine à battre le blé et faucheuses à vapeur ; rouleaux compresseurs à vapeur ; turbines à vapeur ;

Moteurs à gaz, à pétrole, à benzine, à air chaud, à air comprimé, de même que tous autres moteurs ;

Machines-outils servant à travailler les métaux, le bois, la pierre, etc. ;

Machines pour la fabrication et la mise en œuvre de substances alimentaires ; machines et installations frigorifiques ; compresseurs d'air ;

Machines pour la fabrication des tuiles, briques, du ciment, etc. ;

Taux du droit
par 100 kg.
Fr. Ct.

en outre :

Machines et engins mécaniques de tout genre non dénommés ailleurs au tarif général; ainsi que les pièces finies de machines et d'engins mécaniques non dénommés ailleurs au tarif général;

pesant par pièce :

894 ^c — 50,000 kg. et plus.....	5 »
894 ^d — de 10,000 à 50,000 kg. exclusivement.....	6 »
895 ^b — de 2,500 à 10,000 kg. exclusivement.....	7 »
896 ^b — de 500 à 2,500 kg. exclusivement.....	8 »
897 ^b — de 100 à 500 kg. exclusivement.....	12 »
898 ^b — moins de 100 kg.....	16 »
899 Constructions en fer, telles que ponts, poutres, marquises, toitures, mâts de support pour les conduites électriques (à l'exception de ceux rentrant dans le n° 742), tuyaux en fer forgé, soudés ou rivés ayant un diamètre intérieur de 40 cm. ou plus, etc.; leurs parties finies, pour autant qu'elles ne sont pas spécialement classées au tarif général.....	6 »
Cylindres, plaques et clichés de tout genre pour l'impression de livres et d'estampes, ainsi que pour l'impression sur étoffes, sauf les pierres lithographiques :	
900 — non gravés.....	2 »
— gravés :	
901 — — pour l'impression sur étoffes.....	4 »
902 — — autres.....	30 »
903 Courroies de transmission de tout genre, sauf celles en cuir ou en caoutchouc.....	20 »
904 Cardes et garnitures de cardes.....	20 »
910 Chars et traîneaux pour enfants; vélocipèdes pour enfants, montés sur trois roues au moins.....	20 »
911 Fauteuils roulants pour malades.....	20 »
Voitures pour le transport des personnes ou des marchandises, non dénommées ailleurs au tarif général :	
912 — sans moteur mécanique.....	35 »
Vélocipèdes de tout genre sans moteur mécanique :	par pièce
915 — Bicyclettes, tandems.....	12 »
916 — Tricycles, quadricycles, etc.....	25 »
917 — Pièces finies de vélocipèdes de tout genre.....	70 » par 100 kg.
918 Voitures à voyageurs pour chemins de fer.....	10 »
919 Fourgons à bagages et wagons à marchandises, etc.....	8 »
<i>Note ad nos 918 et 919. — Les voitures pour tramways suivent aussi le régime de ces numéros.</i>	
923 Bateaux ordinaires, excepté les barques et les bateaux de pêche pesant plus de 1000 kg.....	5 »
928 Pendules de cheminée et d'applique.....	20 »
929 Réveille-matin.....	20 »

		Taux du droit par 100 kg.	Fr. Ct.
Instruments et appareils :			
937	— astronomiques, géodésiques, mathématiques (instruments pour les mesures de précision).....	16	»
938	— de chirurgie et de médecine, non compris les appareils orthopédiques.....	16	»
939	— orthopédiques.....	40	»
940	— Appareils pour la chimie.....	16	»
941	— Appareils pour les démonstrations scientifiques (globes terrestres et célestes, etc.).....	16	»
	— pour le dessin :		
942 ^a	— — étuis de mathématiques.....	70	»
942 ^b	— — échelles, règles, équerres, etc.....	25	»
943	— pour la photographie.....	20	»
944	— Verres optiques non montés.....	16	»
945	— Besicles, loupes.....	40	»
946	— Microscopes, stéréoscopes, lunettes d'approche, télescopes.....	60	»
947	— Appareils de physique, non dénommés ailleurs au tarif général.....	16	»
948	— Compteurs à gaz ; appareils enregistreurs de recettes ou caisses-contrôles ; machines à calculer....	20	»
949	— Compteurs à eau.....	12	»
Instruments et appareils pour les applications de l'électricité :			
952	— Isolateurs montés.....	6	»
953	— Instruments et appareils pour mesurer la quantité, la tension, etc., de l'électricité (compteurs électriques)	20	»
<i>Note ad n° 953.</i> — Rentrent aussi dans ce numéro les pièces accessoires des compteurs électriques.			
954	— Appareils télégraphiques et téléphoniques.....	12	»
955	— Phonographes ; graphophones ; cinématographes et appareils analogues.....	20	»
956	— autres, non dénommés ailleurs au tarif général....	8	»
Instruments de musique, même démontés :			
957	— Pianinos, pianos droits ou à queue.....	40	»
958	— Orgues d'église.....	35	»
959	— Harmoniums.....	25	»
960	— Orchestrions.....	20	»
961	— autres.....	25	»
962	Parties finies d'instruments de musique, non dénommées ailleurs au tarif général, telles que : mécaniques, claviers, pédales, etc.....	8	»
963	Cordes de tout genre pour instruments de musique.....	10	»
Boîtes à musique :			
965	— Boîtes à musique et leurs pièces détachées finies...	30	»
Matières brutes, végétales et animales, pour usage pharmaceutique, telles que : baies, feuilles, fleurs, fruits, coques, bois, herbes, écorces, semences,			

Taux du droit
par 100 kg.
Fr. Ct.

	racines, etc., non dénommées ailleurs au tarif général et ne rentrant pas dans la sous-catégorie XIV B dudit tarif :	
967	— divisées ou ayant subi une manipulation mécanique quelconque	8 »
	Produits d'origine végétale ou animale pour usage pharmaceutique et pour la parfumerie, non dénommés ailleurs au tarif général et ne rentrant pas dans sous-catégorie B dudit tarif :	
968	— Sucres de plantes, concentrés par évaporation ; baumes ; résines et gommes-résines ; huiles grasses non travaillées ; aux aromatiques distillées ; produites d'origine animale.....	10 »
969	— Huiles essentielles.....	45 »
971	Alcaloïdes végétaux.....	10 »
974	Produits chimiques organiques et inorganiques, pour usage pharmaceutique, non dénommés ailleurs au tarif général et ne rentrant pas dans la sous-catégorie XIV B dudit tarif.....	10 »
975	Iodoforme.....	10 »
976	Chloroforme, chloral.....	10 »
977	Sucre de lait, sablon de petit-lait.....	10 »
978	Eaux minérales, naturelles ou artificielles.....	2 »
	Sels de source, sels pour bains et sels de marais, avec ou sans indication de leur action médicinale :	
979	— en caissettes, flacons, boîtes, etc., non accommodés pour la vente en détail.....	1 50
980	— accommodés pour la vente en détail ou dosés.....	10 »
	<i>Note ad nos 979 et 980. — Les sels artificiels pour bains ne doivent pas être taxés plus haut que les sels naturels.</i>	
981	Produits pharmaceutiques non dénommés ailleurs au tarif général, tels que : poudres, pastilles, emplâtres, pilules, onguents, sirops, teintures, marmelades pharmaceutiques, huiles grasses travaillées, extracta fluida, sicca et spissa, essences, liniments, lotions, spécifiques, suppositoires, tisanes, vins médicamenteux.....	45 »
	Parfumerie et cosmétiques ; parfums synthétiques :	
982	— en récipients de tout genre pesant plus d'un kg....	60 »
983	— en récipients de tout genre d'un kg. ou moins.....	100 »

SUBSTANCES ET PRODUITS CHIMIQUES POUR USAGES INDUSTRIELS

Matières premières :

995	— Essence de térébenthine.....	exempt
999	— non dénommées ailleurs au tarif général, pour usages industriels.....	exempt

		Taux du droit par 100 kg. Fr. Ct.
Matières auxiliaires préparées et produits fabriqués inorganiques :		
— Potasse caustique, soude caustique :		
1000	— à l'état solide.....	0 80
1001	— à l'état liquide (lessive).....	1 50
1002	— Aluns.....	0 30
1003 ^a	— Acide arsénieux (arsenic blanc); chlorure de baryum, de calcium, de manganèse: carbonate de magnésie, sulfate de magnésie (sel d'Angleterre)....	0 30
1003 ^b	— Chlorure de magnésium.....	exempt
1004	— Acide arsénique; combinaisons d'antimoine non dénommées ailleurs au tarif général; chlorure de soufre; verdet; bisulfite de chaux; sulfure d'arsenic.	1 »
1005	— Peroxyde de baryum, de plomb, de sodium.....	1 »
1006	— Acétate de plomb (sel de Saturne); nitrate (azotate) de plomb.....	1 »
1007	— Litharge.....	1 »
1008	— Acide borique; acide phosphorique.....	1 »
1009	— Brome et sels de brome; iode et sels d'iode.....	2 »
1010	— Carbure de calcium.....	exempt
1011	— Chlorates, perchlorates, persulfates: non dénommées ailleurs au tarif général.....	1 »
1012	— Chlorure de chaux.....	1 »
1013	— Chlore, liquéfié par compression.....	0 30
1014	— Acide carbonique, liquéfié par compression.....	8 »

Note ad nos 1013 et 1014. — En l'absence d'un emballage comme ceux en usage dans le commerce, la taxe additionnelle de tare ne doit pas s'élever à plus de 30 % du poids net pour le chlore liquéfié par compression et à plus de 50 % pour l'acide carbonique liquéfié par compression, expédiés en wagons-réservoirs.

1015	— Acétylène, liquéfié par compression.....	7 »
1016	— Ammoniaque, liquéfié par compression.....	2 »
1017	— autres gaz liquéfiés non dénommés ailleurs au tarif général.....	2 »

Note ad nos 1016 et 1017. — En l'absence d'un emballage comme ceux en usage dans le commerce, la taxe additionnelle de tare pour l'ammoniaque liquéfié par compression et pour les gaz liquéfiés non dénommés au tarif général, expédiés en wagons-réservoirs ne doit pas s'élever à plus de 30 % du poids net.

1018 ^a	— Acétate de chrome; pyrolignite de fer (mordant de fer).....	1 »
1018 ^b	— Acétate d'alumine (mordant d'alun).....	0 30
1019	— Prussiate jaune de potasse (ferrocyanure de potassium); prussiate rouge de potasse (ferricyanure de potassium); chromate rouge de potasse (bichromate de potasse); permanganate de potasse; sulfocyanure de potassium; cyanure de potassium.....	0 30

		Taux du droit par 100 kg.	
		Fr.	Ct.
1021	— Pyrolignite de chaux; phénate de chaux; nitrate de baryte; sulfate de plomb; sulfure de fer; poudre de zinc.....	0	30
1022	— Chlorure de zinc, lessive de chlorure de zinc.....	0	30
1023 ^a	— Arséniate de soude, liquide; bicarbonate de soude; sulfite et bisulfite de soude.....	0	30
1023 ^b	— Phosphate de soude.....	1	»
1025	— Chromate de soude (bichromate); cyanure de sodium; sulfate de soude (sel de Glauber); sulfure de sodium.....	0	30
1026	— Nitrite de soude.....	1	»
1027	— Acétate de soude; hyposulfite de soude (antichlore); fluosilicate de soude.....	0	30
1028	— Sels de soude non dénommés ailleurs au tarif général.....	0	50
1031	— Potasse brute.....	exempt	
1032	— Sel ammoniac (chlorure d'ammonium).....	1	»
1033	— Ammoniaque en solution dans l'eau (alkali volatil).....	1	»
1034	— Acide nitrique (azotique).....	0	60
1035	— Acide chlorhydrique (muriatique).....	0	30
1036	— Acide sulfurique; acide sulfureux en solution dans l'eau.....	0	30
1037	— Acide chlorosulfurique (chlorhydrine sulfurique); huile de vitriol (acide sulfurique fumant).....	0	30
1038	— Acides liquides non dénommés ailleurs au tarif général.....	1	»
1039	— Soude calcinée.....	exempt	
1041	— Sulfate d'alumine; alumine hydratée; aluminat de soude; sesquichlorure de chrome, chlorure de chrome, fluorure de chrome, chromate de chrome; sulfocyanure d'aluminium.....	0	30
<i>Note ad n° 1041.</i> — L'alumine calcinée suit aussi le régime de ce numéro.			
1043	— Vitriol de fer et de zinc.....	0	30
1044	— Vitriol de cuivre et produits dit fungivores.....	0	20
1045	— Silicate de potasse ou de soude (verre soluble).....	0	30
1046	— Bioxyde d'hydrogène (eau oxygénée).....	2	»
1047	— Sels d'étain.....	1	50
1048	— Matières auxiliaires préparées inorganiques, non dénommées ailleurs au tarif général, pour usages industriels.....	2	»
Matières auxiliaires préparées et produits fabriqués organiques:			
1049	— Alcools amyliques (huiles de fusel), bruts ou purifiés, non dénommés ailleurs au tarif général.....	5	»
1950	— Acide citrique; acide tartrique.....	1	»
1051	— Acide acétique, brut ou purifié, à odeur empyreumatique; acide lactique; esprit de bois (alcool méthylique, méthylène) brut; acétone, méthyléthylcétone; bases de pyridine.....	0	30

		Taux du droit par 100 kg.	
		Fr.	Ct.
1052	— Huiles essentielles d'œillet, de lavande, d'aspic et de genièvre; éther amylique; éther à odeur de fruits; camphre; thymol.....	8	»
1053	— Formaldéhyde, aldéhyde: dénaturés.....	2	»
1055	— Extraits de substances contenant du tannin, liquides et solides.....	exempt	
1056	— Glycérine, lessive glycérique.....	1	»
1057	— Résines travaillées de tout genre (poix des brasseurs, de cordonniers, etc.).....	3	»
1058	— Bitartrate de potasse (tartre purifié, crème de tartre); tartrate neutre de potasse; émétique (tartre stibié, oxalate double d'antimoine et de potasse)....	1	50
1059	— Alcool méthylique (esprit de bois chimiquement pur); collodion; combinaisons organiques du brome, du chlore et de l'iode; phosgène; autres produits similaires non dénommés ailleurs au tarif général...	1	»
1061	— Acide oxalique, oxalate de potasse (sel d'oseille)..	1	»
1062	— Ether sulfurique (éther éthylique).....	1	»
1063	— Ether acétique.....	10	»
1064	Dérivés de l'huile de goudron, tels que: carbolinéum (huile à imprégner); créosote, huile de créosote, créoline, etc.....	0	50
1065	Dérivés du goudron de houille et matières auxiliaires pour la fabrication des couleurs d'aniline, tels que: benzol, naphthaline, anthracène, acide carbolique (phénique), toluol); acide benzoïque, etc.....	0	30
1066	Aniline; combinaisons d'aniline pour la fabrication des couleurs, telles que: toluidine, diméthylaniline, etc.	0	60
1067	Acide phthalique; résorcine.....	0	60
1068	Acide salicylique.....	0	60
1069	Chlorure de benzyle; huile artificielle d'amandes amères (nitrobenzine, essence de mirbane); naphтол et ses dérivés, etc.....	0	60
1073	Matière pour rouleaux d'imprimerie, pour hectographes et autres masses préparées pour reproductions graphiques.....	4	»
1074	Colle pour cordonniers (colle de Vienne, gluten).....	6	»
	Colle forte		
1075	— pour menuisiers; peintres en bâtiments, plâtriers..	2	50
1076	— Gélatine; colle de poisson.....	7	»
1077	— liquide ou en poudre.....	6	»
	Amidons de tout genre:		
	— bruts, moyennant la preuve de leur emploi à des usages industriels:		
1078	— — Farine de pommes de terre, de sagou et de tapioca; fécule (amidon de pommes de terre, de sagou et de tapioca).....	0	50
1079 ^a	— — Amidon de riz.....	2	50

Taux du droit
par 100 kg.
Fr. Cl.

Amidons de tout genre :

1079^b — — Amidon de maïs et de froment, etc. 3 50

Note ad nos 1078 et 1079. — Pour prouver l'emploi à des usages industriels, il suffit de présenter une lettre réversale conçue en termes généraux, dans la forme prescrite par la direction générale des douanes suisses.

— bruts, non destinés à des usages industriels :

1080^a — — Farine de pommes de terre; féculé (amidon de pommes de terre), amidon de riz. 3 »

1080^b — autres. 5 »

1081^a Dextrine (léogomme, amidons travaillés et torréfiés), etc. 3 50

1081^b Colle d'amidon (Starkegummi), etc. 5 »

Matières explosibles et articles pyrogéniques :

1082 — Coton-poudre; collodion. 10 »

1083 — Dynamite et autres matières explosibles non dénommées ailleurs au tarif général. 55 »

1084 — Munitions pour armes à feu portatives. 50 »

1085 — Mèches de mineurs. 50 »

1087 — Allumettes en bois. 30 »

1090 Terres colorantes travaillées : moulues, lavées, pulvérisées, etc., telles que craie, ocre, sulfate de baryte, etc. 0 20

Note ad n° 1090. — Suivent aussi le régime de ce numéro le blanc fixe (blanc de baryte), le rouge d'Angleterre, caput mortuum, la terre d'ombre, la terre de Cassel, le gris métallique, le charbon de terre, le charbon minéral, le noir minéral et la terre grise.

Couleurs végétales :

1095 — Extrait de bois de Campêche et extraits liquides ou solides, non dénommés ailleurs au tarif général, de matières colorantes; garancine. 3 »

Couleurs dérivées du goudron de houille :

1097 — Alizarine artificielle. exempt

1098 — Couleurs d'aniline, d'anthracène, de naphtaline et couleurs de goudron de houille non dénommées ailleurs au tarif général. 5 »

1099 — Indigo, naturel ou artificiel; solution d'indigo. 2 »

Note ad n° 1099. — L'indigo sec ou en pâte suit aussi le régime de ce numéro.

Couleurs chimiques, sèches, en morceaux ou pulvérisées, non préparées :

1100 — Céruse (carbonate de plomb), jaune de plomb. 5 »

1101 — Minium. 3 »

1102 — Vernis-couleurs, tels que : vernis-carmin, vernis-géranium, vernis-écarlate, vernis-iridine, équivalents du cinabre, etc. 12 »

1103 — Noir de fumée, noir animal, etc. 0 30

1104 — Blanc de zinc, zincolithe, blanc de sulfate de zinc (lithopon), blanc de perle (de fard). 1 »

		Taux du droit par 100 kg.	
		Fr.	Ct.
1105	— Cinabre véritable; bleu de Prusse; outre-mer; vert de Schweinfurt; couleurs de bronze.....	5	»
1106 ^a	— Vert Victoria	7	»
1106 ^b	— Jaune de chrome, vert de chrome; bleu de montagne; smalt; couleurs chimiques non dénom- mées ailleurs au tarif général, non préparées.....	10	»
Couleurs de tout genre, préparées :			
1107	— Céruse, blanc de zinc, blanc de perle.....	7	»
1108	— Encre noire pour l'imprimerie.....	10	»
— autres :			
1109	— — en récipients de tout genre de plus de 10 kg. ...	15	»
1110	— — en récipients de tout genre de 10 kg. ou moins.	20	»
1111	— — Oxyde de chrome et autres couleurs non dénommées ailleurs au tarif général, en pâte à l'eau.	5	»
1112	Mastics.....	5	»
1113	Vernis, laques et siccatifs, mélangés ou non avec des matières colorantes; huile de lin dégraissée par l'exposition au soleil (Standöl).....	22	»
1114	Huile de lin et huile de pavots, cuites (vernis à l'huile) : fluides.....	10	»
Graisses liquides et huiles de tout genre pour usages usages industriels, brutes :			
— Huiles végétales :			
1118	— — Graisses liquides et huiles non dénommées ailleurs au tarif général.....	0	50
Huiles concrètes et graisses pour usages industriels, brutes :			
1120	— Huiles végétales de tout genre, telles que : huile de coco, huile de palme, etc.....	0	50
1122	Cire végétale non dénommée ailleurs au tarif général..	0	50
Cire animale :			
— Cire d'abeilles :			
1123	— — brute.....	1	»
1124	— — travaillée (blanchie, colorée, etc.).....	8	»
Huiles minérales, huiles de goudron et huiles rési- neuses :			
1129	— Paraffine et cérésine pures, non travaillées.....	0	50
1130	— Vaseline.....	0	50
1131	— Huiles résineuses.....	0	50
Huiles, graisses et cires de tout genre, travaillées :			
1132	— Graisses pour machines, chars et wagons, de tout genre	4	»
— Ouvrages en cire :			
1135	— — Bougies filées, bougies d'arbres de Noël et toutes les bougies colorées ou ornées.....	25	»
1136	— — Chandelles et bougies de tout genre, non dénommées ailleurs au tarif général.....	16	»
<i>Note ad n° 1136.</i> — Les lumignons, même avec flotteurs de tout genre, rentrent dans ce numéro.			
1137	— — autres de tout genre.....	30	»

Taux du droit
par 100 kg.
Fr. Ct.

Poudres et autres produits similaires de tout genre pour lessives (Fettlaugenmehl et Waschpulver), non dénommées ailleurs au tarif général :

- 1138 — en récipients de tout genre pesant 5 kg. ou plus... 5 »
 1139 — en récipients de tout genre pesant moins de 5 kg... 12 »
 1141 — Savons ordinaires, à découvert en caisses, tonneaux, etc. ; en blocs, plaques, barres, pains, etc. ; en outre, savons en morceaux comprimés ou non, moulés ou non ; savon mou (savon noir)..... 5 »

- 1142 Autres savons de tout genre, tels que savons de toilette, etc., parfumés ou non, en morceaux, en poudre ou en pâte ; tous savons spéciaux préparés avec des drogues, produits chimiques, etc. (savons dits médicaux)..... 40 »

Cirage de tout genre ; apprêts, noir et huiles pour le cuir ; savons et pommades à nettoyer ; substances grasses similaires non dénommées ailleurs au tarif général, additionnées de térébenthine, etc. :

- 1143^a — en récipients de tout genre pesant 5 kg. et plus.... 7 »
 1143^b — en récipients de tout genre pesant moins de 5 kg... 15 »

Quincaillerie et articles de fantaisie de tout genre, non dénommés ailleurs au tarif général :

- 1144 — en agate, albâtre, écume, cristal de roche, ambre, ivoire, jais, lave, écaille, nacre, naturels ou imités ; en outre, tous les articles de quincaillerie garnis de soie, de dentelles, de fleurs artificielles ou d'autres objets analogues..... 120 »
 1145 — autres, de tout genre ; mercerie, non dénommée ailleurs au tarif général..... 30 »

Notes ad n° 1145. — 1. Les peignes et boutons de tout genre, même en écaille ou en nacre, véritables ou imités, sont taxés comme la mercerie du n° 1145.

2. Les mèches pour lampes, tissées, suivent le régime de ce numéro.

- 1146 Bijouterie fausse, soit objets de parure de tout genre non composés de métaux précieux, de pierres gemmes, de perles ou coraux véritables..... 50 »

Lampes et leurs pièces détachées, finies :

- électriques :
 1147 — — Lampes à arc..... 6 »
 — — Lampes à incandescence :
 1148 — — — sans douille..... 80 »
 1149 — — — avec douille..... 50 »
 1150 — Manchons incinérés..... 100 »
 1151 Autres lampes de tout genre, finies, de même que les parties de lampes finies, à l'exception des tubes en verre, ainsi que des abat-jour, des récipients et pieds en verre, non montés, c'est-à-dire non combinés avec des parties en laiton, etc..... 25 »

		Taux du droit par 100 kg.	
		Fr.	Cl.
Articles de voyage (coffres, sacs de voyage, valises, portemanteaux, etc.), de tout genre :			
1152	— en cuir	65	»
1153	— autres	50	»
1154	Parties intégrantes d'ouvrages de sellerie et d'articles de voyage, telles que : étriers et fermoirs, mors, serrures de coffres ; en outre, garnitures pour carrosserie en métaux non précieux, comme poignées de portières, serrures de portières, baguettes, compas de capotes, châssis de glaces, charnières à pivot, brides, freins à levier, etc.	25	»
1155 ^a	Crayons noirs et de couleur, avec gaine en bois ou en papier ; craies à écrire.	20	»
1155 ^b	Crayons d'ardoise.	10	»
1156	Ardoises encadrées.	20	»
1157	Encres de tout genre	25	»
1158	Cire à cacheter, goudron pour bouteilles, etc.	25	»
Fournitures de bureau, fournitures pour l'écriture, le dessin et la peinture : non dénommées ailleurs au tarif général :			
1159 ^a	— Colle liquide en récipients pesant 1 kg. ou moins..	10	»
1159 ^b	— autres.	25	»
1160	Jouets de tout genre.	15	»
<i>Note ad n° 1160.</i> — Les objets d'ornement pour arbres de Noël rentrent aussi dans ce numéro.			
1161	Articles de pansement.	40	»

(Annexe C, voir page 443 ci-après).

Annexe D.

(MODÈLE)

Carte de légitimation pour voyageur de commerce

Pour l'année 19.....

N° de la carte.....

(Armoiries).

Valable en Suisse, dans l'Empire allemand et dans le Luxembourg

PORTEUR :

(Nom et prénom).

(Lieu), le..... 19.....

(Sceau).

(Autorité qui délivre la carte).
Signature.

Il est certifié par la présente que le porteur de cette carte

{	possède ^(un) _(une) [nature de la fabrique ou du commerce]
	à..... sous la raison sociale.....
	est voyageur de commerce au service de la maison.....
	à....., qui y possède ^(un) _(une) [nature de la fabrique ou du commerce].....

Le porteur de cette carte se proposant de recueillir des commandes et de faire des achats de marchandises pour ladite maison et pour les maisons ci-après désignées :

1.....	à
2.....	à
.....	

il est certifié que

{ ladite maison est	{ astreinte(s) à payer dans ce pays les taxes
{ lesdites maisons sont	{ légales pour l'exercice d'un commerce ou
d'une industrie.	

DÉSIGNATION DE LA PERSONNE DU PORTEUR :

Age :

Taille :

Cheveux :

Signes particuliers :

Signature :

Remarque. — Des deux lignes marquées sur le formulaire, on ne doit remplir que la ligne supérieure ou la ligne inférieure, selon les circonstances relatives à chaque cas particulier. Le formulaire devra donner pour cela un espace suffisant.

Déclare que le traité additionnel ci-dessus est ratifié et a force de loi dans toutes ses parties, promettant, au nom de la Confédération suisse, de l'observer consciencieusement et en tout temps, en tant que cela dépend de celle-ci.

En foi de quoi, la présente ratification a été signée par le président et le chancelier de la Confédération suisse et munie du sceau fédéral.

Ainsi fait à Berne, le quatre avril mil neuf cent cinq (4 avril 1905).

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président
de la Confédération,
RUCHET.

(L. S.)

Le chancelier
de la Confédération,
RINGIER.

Et après l'avoir trouvé, dans toutes ses parties, conforme à nos intentions, Nous déclarons approuver et ratifier le traité additionnel ci-dessus et promettons de le faire observer et exécuter.

En foi de quoi, Nous avons dressé le présent acte de ratification et l'avons fait sceller de Notre sceau.

Donné à Taormina, le 21 avril 1905.

GUILLAUME,
I. R.

(L. S.)

V. BULOW.

Annexe spéciale au texte du traité additionnel.

Récapitulation.

Les dispositions du traité de commerce et de douane entre la Suisse et l'Empire allemand, du 10 décembre 1891, ainsi que ses annexes et le protocole final y relatif, sont, par suite de la conclusion du traité additionnel du 12 novembre 1904, conçus comme suit :

TRAITÉ

ARTICLE PREMIER.

Les deux parties contractantes se traiteront réciproquement à tous égards sur le pied de la nation la plus favorisée en ce qui concerne l'importation, l'exportation et le transit.

En conséquence, chacune des deux parties s'engage à faire profiter l'autre dans la même mesure, sans contre-prestations quelconques, de tout privilège et de toute faveur, notamment de toutes réductions des droits d'entrée et de sortie, que, sous les rapports susmentionnés, elle a accordés ou accorderait dans la suite à une tierce puissance.

Les parties contractantes prennent, en outre, l'engagement de ne pas entraver le commerce réciproque des deux pays par des prohibitions

quelconques d'importation, d'exportation ou de transit. Des exceptions à cette règle ne sont admises que dans les cas suivants :

1. dans des circonstances exceptionnelles, par rapport aux provisions de guerre ;
2. pour des raisons de sûreté publique ;
3. par égard à la police sanitaire ou en vue de la protection des animaux, ainsi que des plantes utiles, contre les maladies, les parasites nuisibles ou autres dangers ;
4. en vue de l'exécution de la législation intérieure, en tant qu'elle interdit ou limite la production, le transport, la vente ou la consommation de certains articles.

ART. 2.

Les objets d'origine ou de fabrication suisse énumérés dans le tarif A joint au présent traité seront, à leur entrée sur le territoire douanier allemand, admis aux conditions fixées par ledit tarif.

Les objets d'origine ou de fabrication allemande énumérés dans le tarif B joint au présent traité seront, à leur entrée en Suisse, admis aux conditions fixées par ledit tarif.

ART. 3.

Les marchandises de toute nature venant de l'un des deux territoires ou y allant seront réciproquement exemptes sur l'autre de tout droit de transit.

ART. 4.

Pour faciliter le trafic de frontière réciproque, les parties contractantes sont convenues des dispositions spéciales indiquées dans l'annexe C du présent traité.

ART. 5.

La franchise de droit d'entrée et de sortie est réciproquement accordée, si l'identité des objets exportés et réimportés est hors de doute :

1. pour les marchandises (à l'exception des objets de consommation alimentaire) qui, sortant du commerce libre sur l'un des territoires douaniers, sont amenées sur l'autre territoire,
sur les marchés et les foires, ou ailleurs, pour une vente incertaine, ou comme échantillons,
lorsque ces marchandises, après un délai à fixer d'avance, rentrent non vendues sur le premier territoire ;
2. pour le bétail mené d'un territoire sur les marchés de l'autre et qui en revient non vendu ;
3. pour les emballages de tout genre usités dans le commerce, ainsi que les bâches et autres moyens d'emballage, même les ensouples, les rouleaux en bois et en carton et les articles similaires importés

d'un territoire sur l'autre pour servir à l'exportation de marchandises, ou ces mêmes objets revenant de l'autre territoire, s'il est prouvé qu'ils ont servi à l'usage indiqué ;

4. pour le bétail mené d'un territoire douanier sur l'autre, pour l'affouragement, l'engrais ou la pâture, et revenant sur le premier après l'affouragement, l'engrais ou le temps de la pâture.

ART. 6.

En vue de régler le trafic des marchandises amenées d'un pays dans l'autre pour y être perfectionnées ou réparées, il est stipulé que les objets suivants resteront exempts de tout droit d'entrée et de sortie à leur retour de ce pays :

- a. la soie de tout genre, ainsi que les fils et tissus, à dévider (en écheveaux ou sur bobines), retordre, laver, blanchir, merceriser, teindre, reteindre, imprimer (soit fils à imprimer, même en chaîne traversée par des fils de trame isolés), gaufrer, moirer, apprêter, fouler, presser, plisser ou à soumettre à des travaux semblables de perfectionnement ;
- b. les cuirs et peaux pour le corroyage et la pelleterie ;
- c. les objets à vernir, polir et peindre, exportés sur l'autre territoire ;
- d. les autres objets amenés d'un territoire sur l'autre pour être réparés, ouvrés ou perfectionnés et, après une telle opération, réintroduits sur le premier territoire en observant les prescriptions particulières émises pour des cas pareils, lorsque la nature essentielle de ces objets reste la même ;

dans tous ces cas, en tant que l'identité des marchandises et objets exportés et réimportés est hors de doute.

Sous réserve d'identité dûment établie, sont en outre exemptés de tous droits d'entrée et de sortie :

1. les tissus expédiés de Suisse dans les arrondissements principaux des douanes bavaroises (Hauptzollamtsbezirke) de Lindau et de Pfronten, l'arrondissement principal de douane wurtembergeois (Hauptzollamtsbezirk) de Friedrichshafen, l'arrondissement wurtembergeois (Oberamtsbezirk) de Riedlingen, le district prussien (Regierungsbezirk) de Sigmaringen et l'arrondissement badois (Kreis) de Constance, ou les tissus envoyés d'Allemagne en Suisse pour y être brodés puis réexpédiés. Les cartons à dessins de broderies (Stickmusterblätter) et le matériel pour la broderie (soie ou fil de coton) sont de même que les tissus, réciproquement exempts de droits ;
2. les velours et peluches non découpés, les tissus veloutés et façon pluche, expédiés d'Allemagne en Suisse pour y être découpés et renvoyés en Allemagne après cette opération.

Dans tous ces cas, la franchise de droits pourra être subordonnée à la présentation de la preuve que les marchandises exportées pour être perfectionnées sont de production indigène ; cette preuve n'est pas exigée, toutefois, pour la soie à teindre ou à reteindre.

ART. 7.

Pour favoriser les relations commerciales réciproques, les parties contractantes rendront les expéditions douanières aussi faciles que les intérêts de l'administration des douanes le permettent.

ART. 8.

Les taxes internes de production, de fabrication ou de consommation qui grèvent les produits d'un des Etats contractants, soit pour le compte de l'Etat même, soit pour le compte de cantons, de provinces, de communes et de corporations, ne pourront frapper, sous aucun prétexte, ni d'un taux plus élevé, ni d'une manière plus onéreuse les produits similaires originaires de l'autre Etat contractant.

Aucune des parties contractantes ne pourra frapper à l'importation sous prétexte d'une taxe interne, ni de droits nouveaux, ni de droits plus élevés des articles non produits dans le pays même et compris dans les tarifs annexés au présent traité.

Si l'une des parties contractantes juge nécessaire d'établir un nouveau droit d'accise ou taxe interne ou une taxe additionnelle sur un article de production ou de fabrication nationale compris dans les tarifs annexés au présent traité, l'article similaire étranger pourra être immédiatement grevé, à l'importation, d'un droit ou d'un supplément de droit égal.

Les produits formant l'objet de monopoles d'Etat de l'une des parties contractantes, ainsi que les articles servant à la fabrication de marchandises monopolisées, pourront, en garantie du monopole, être assujettis à une finance d'entrée complémentaire, même dans le cas où les produits ou articles similaires indigènes n'auraient pas à acquitter cette taxe.

Les parties contractantes, tout en maintenant le principe inscrit au 1^{er} alinéa de cet article, se réservent le droit de frapper, à leur importation, les produits dans la fabrication desquels il entre de l'alcool, non seulement du droit qui serait fixé au tarif, mais encore d'une finance équivalente à la taxe intérieure qui grève l'alcool employé.

ART. 9.

Les négociants, fabricants et autres industriels qui prouvent par l'exhibition d'une carte de légitimation industrielle délivrée par les autorités de leur pays, que, dans l'Etat où ils ont leur domicile, ils acquittent les taxes et impôts légaux auront le droit, personnellement ou par des voyageurs à leur service, de conclure des achats sur le territoire de l'autre partie contractante, chez des négociants, dans les locaux publics de vente ou chez les producteurs. Ils pourront aussi prendre des commandes chez les négociants, dans leurs bureaux, et chez les personnes faisant usage des marchandises offertes pour leurs besoins professionnels. Ni dans un cas ni dans l'autre, ils ne seront astreints de ce fait à acquitter une taxe spéciale.

Les industriels (voyageurs de commerce) munis d'une carte de légitimation industrielle ne peuvent, dans la règle, avoir avec eux que des échantillons, mais non des marchandises; le droit d'avoir avec eux des

marchandises doit, toutefois, leur être accordé lorsque les industriels (voyageurs de commerce) indigènes, domiciliés dans le pays, jouissent d'une autorisation de ce genre.

Les cartes de légitimation industrielle seront établies conformément au modèle figurant à l'annexe D.

Les parties contractantes se feront réciproquement connaître les autorités compétentes pour délivrer les cartes de légitimation industrielle et les prescriptions à observer par les titulaires de ces cartes dans l'exercice de leur profession.

Les parties contractantes se réservent toute liberté d'action en ce qui concerne la législation sur les industries ambulantes, le colportage et la recherche de commandes chez des personnes n'exerçant ni commerce ni industrie.

ART. 10.

Le présent traité s'étend aux pays ou territoires qui sont actuellement ou seraient plus tard liés par une union douanière avec l'une des parties contractantes.

ART. 10 a.

Si une contestation venait à surgir entre les parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application des tarifs A et B, dispositions additionnelles y comprises, annexés au présent traité, ainsi qu'au sujet des droits fixés dans les traités à tarifs conclus par les parties contractantes avec des Etats tiers, cette contestation, à la demande de l'une des parties, devra être tranchée par voie d'arbitrage.

Le tribunal arbitral sera, dans chaque cas spécial, composé de cette manière : L'une et l'autre partie appelleront aux fonctions de juge arbitral une personne qualifiée, que chacune choisira parmi ses propres ressortissants ; les deux parties éliront ensuite le surarbitre parmi les ressortissants d'un pays ami. Les deux parties se réservent la faculté de s'entendre au préalable et pour une période déterminée sur la personne du surarbitre à désigner dans un cas donné.

Sous réserve d'une entente spéciale, les parties contractantes soumettront également, le cas échéant, à la sentence arbitrale d'autres divergences d'opinion que celles mentionnées au premier alinéa, concernant l'interprétation ou l'application du présent traité.

(*)

(*) *Observation* : Le traité additionnel stipule ce qui suit relativement à la durée du traité :

« Le traité de commerce et de douane actuellement existant, du 10 décembre 1891, avec les modifications et compléments stipulés par le traité additionnel, restera exécutoire jusqu'au 31 décembre 1917.

« Dans le cas où aucune des parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant cette date, son intention de faire cesser les effets du traité, celui-ci, ainsi que les modifications et compléments susmentionnés, demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes aura dénoncé ces arrangements ».

Annexes A et B.

(*Observation* : Le traité additionnel a fait subir une nouvelle rédaction aux annexes A et B. — Voir ces annexes aux pages 381 à 399. ci-dessus).

Annexe C. — Dispositions sur le trafic de frontière.

§ 1^{er}.

Afin de faciliter l'exploitation des biens-fonds et des forêts situés dans le voisinage de la frontière, sont affranchis de tous droits d'entrée et de sortie :

- les céréales en gerbes ou en épis ;
- les produits bruts des forêts, bois et charbons ;
- les semences ;
- les plants, sauf ceux des arbres fruitiers et des plantes d'ornement ;
- les perches ;
- les échelas ;
- les ustensiles et matières pour l'aspersion des vignes ;
- les instruments de toute espèce et
- les animaux

qui servent à l'exploitation d'immeubles situés dans un rayon de 15 kilomètres de chaque côté de la frontière, sous réserve des mesures de contrôle pouvant exister dans les deux pays pour prévenir les fraudes.

Sont en outre affranchis de tous droits d'entrée et de sortie, tous les produits de l'agriculture et de l'élevage du bétail provenant de propriétés coupées par la ligne douanière qui sépare les territoires des deux Etats contractants, lorsque ces produits, provenant des parties de ces propriétés séparées des bâtiments d'habitation ou d'exploitation rurale, sont dirigés sur ces bâtiments.

§ 2.

Demeurent affranchis des droits d'entrée et de sortie :

1. le bétail conduit temporairement, pour un travail, d'un territoire douanier sur l'autre et ramené du second sur le premier, une fois le travail terminé ; de même, les machines et instruments agricoles importés de l'un des territoires sur l'autre pour un usage temporaire et réimportés ensuite sur le premier ;
2. le bois, tan (écorce), blé, graines oléagineuses, chanvre et autres objets pareils provenant d'exploitations rurales et amenés, dans le petit trafic ordinaire des frontières, d'un territoire sur l'autre, pour être coupés, pilés, moulus, broyés, etc., puis, une fois ces opérations terminées, réimportés sur le premier ;
3. les marchandises ou objets qui, dans le petit trafic ordinaire de frontière, sont amenés d'un territoire douanier sur l'autre, soit pour être perfectionnés, notamment pour l'impression, le blanchissage, la teinture, le tannage, le filage, le tissage, etc., soit pour être ouvrés ou réparés par les artisans et réimportés sur le premier territoire, perfectionnés, ouvrés ou réparés ;

4. les produits fabriqués par les artisans eux-mêmes et amenés par ceux-ci sur les marchés voisins de l'autre territoire douanier et revenant non-vendus; sont exceptés les objets de consommation alimentaire.

§ 3.

Pour prévenir les abus dans les cas prévus au § 2 qui précède, les mesures de contrôle nécessaires seront appliquées de part et d'autre. Cependant il est entendu qu'elles se restreindront au minimum de ce que réclame le but proposé. En tout cas, on se bornera à exiger :

1. que, à l'entrée ou à la sortie, les objets en question soient déclarés au bureau frontière, qui doit prendre note de leur nature et de leur quantité et, si possible, les marquer pour en constater l'identité, et qu'ils soient, au retour, représentés au même bureau frontière;
2. que la réexportation ou la réimportation ait lieu dans un délai fixé par le même bureau frontière.

Les bureaux frontières sont autorisés à exiger un cautionnement; celui-ci ne doit toutefois pas dépasser le montant du droit simple. Si cela est nécessaire il sera conclu un arrangement sur les dispositions de détail relatives à l'exécution de ces mesures de contrôle.

§ 4.

Les marchandises suivantes qui, dans le petit trafic frontière entre la Suisse et l'Allemagne, ne sont pas expédiées par la poste, sont admises en franchise :

1. les morceaux de viande fraîche ou simplement préparée ou de lard de porc, en quantité ne dépassant pas 2 kg.;
2. les produits de la minoterie, — à l'exception de la semoule de riz et du riz laminé, — en quantité ne dépassant pas 3 kg.;
3. la pâtisserie ordinaire, en quantité ne dépassant pas 3 kg.

§ 5.

Sont également admis en franchise dans le petit trafic frontière, les fruits frais, non emballés ou simplement en sacs, les choux rouges, blancs, frisés, frais, les pommes de terre fraîches, lorsque ces produits proviennent de la zone frontière suisse et sont transportés sur route (à l'exclusion du chemin de fer), les jours de marché, pour être vendus sur les marchés aux habitants des localités de la zone allemande pour leur propre consommation.

§ 6.

Chacune des parties contractantes se réserve de subordonner les avantages prévus dans les §§ 4 et 5 à l'accomplissement de certaines conditions ou, en cas d'abus, de les supprimer en tout ou en partie. L'autre partie est autorisée, dans les cas prévus au § 4, à prendre immédiatement les mêmes mesures sur son propre territoire.

§ 7.

Dans le petit trafic frontière entre les deux parties, les denrées alimentaires et boissons sont également exemptes lorsqu'elles sont importés par des ouvriers franchissant la frontière, ou par des membres de leur famille, pour les besoins journaliers desdits ouvriers.

Annexe D.

(MODÈLE)

Carte de légitimation pour voyageur de commerce

Pour l'année 19.....

N° de la carte.....

(Armoiries).

Valable en Suisse, dans l'Empire allemand et dans le Luxembourg

PORTEUR :

(Nom et prénom).

(Lieu), le..... 19.....

(Sceau).

(Autorité qui délivre la carte).
Signature.

Il est certifié par la présente que le porteur de cette carte

{ possède (une) [nature de la fabrique ou du commerce]
 à..... sous la raison sociale.....
 est voyageur de commerce au service de la maison.....
 à....., qui y possède (une) [nature de la fabrique ou du
 commerce].....

Le porteur de cette carte se proposant de recueillir des commandes
 et de faire des achats de marchandises pour ladite maison et pour les
 maisons ci-après désignés :

1..... à.....
 2..... à.....

il est certifié que

{ ladite maison est } astreinte(s) à payer dans ce pays les taxes
 { lesdites maisons sont } légales pour l'exercice d'un commerce ou
 d'une indusurie.

DÉSIGNATION DE LA PERSONNE DU PORTEUR :

Age :

Taille :

Cheveux :

Signes particuliers :

Signature :

Remarque. — Des deux lignes marquées sur le formulaire, on ne doit remplir
 que la ligne supérieure ou la ligne inférieure, selon les circonstances relatives à
 chaque cas particulier. Le formulaire devra donner pour cela un espace suffisant.

Protocole final.

I. *Ad article 1^{er} du traité.*

Le Conseil fédéral se déclare disposé à ne pas exiger, sur la demande du gouvernement impérial allemand, les droits conventionnels allemands pour le blé, ainsi que pour les vins qui proviennent d'un pays n'étant pas avec l'Allemagne sur le pied de la nation la plus favorisée, et qui entrent en Allemagne par le commerce libre de la Suisse.

II. *Ad article 2 du traité.*

A. Sont affranchis, de part et d'autre, de tous droits d'entrée et de sortie, lorsqu'ils ont été amenés du territoire de l'une des parties contractantes sur le territoire de l'autre :

1. Les objets d'art importés pour des expositions, des institutions artistiques publiques ou des collections publiques.
2. Les cartes d'échantillons et les échantillons en coupons ou morceaux impropres à un autre usage, à l'exception toutefois des échantillons d'articles alimentaires de consommation.
3. Les vêtements et le linge ayant servi et qui ne sont pas importés pour la vente ou pour un usage industriel ; les objets usagés importés par les émigrants pour leur propre usage. L'exemption des droits d'entrée et de sortie s'applique également aux machines dont toutes les parties ont été usagées et que des personnes, maisons, etc., déjà établies, exportent et importent de leur établissement principal ou de leur succursale situés sur l'un des territoires, pour être utilisées par elles dans leur succursale ou leur établissement principal situés sur l'autre territoire. Toutefois, la franchise de droits pour de telles machines ne peut être accordée, dans chaque cas spécial, que par l'autorité supérieure.

En outre et sur autorisation spéciale, les effets neufs entrant comme objets de trousseau, cadeaux de fiançailles ou de mariage, lorsqu'ils sont destinés à un ressortissant de l'une des parties qui, à l'occasion de son mariage avec une personne fixée sur le territoire de l'autre partie, transporte son domicile sur ce territoire. Sont exclus de la franchise les articles d'alimentation et de consommation, les filés et ouvrages en filés (*Gespinstwaren*) non manufacturés et tous autres produits destinés à être ouvrés, ainsi que les matières premières de tout genre et les animaux.

4. Les objets usagés, s'il est établi qu'ils proviennent d'un héritage et moyennant permis spécial.
5. Les objets d'usage de tout genre, même neufs, que les voyageurs, y compris les rouliers, patrons de bateaux et leurs équipages, ont avec eux pour leur usage personnel ou pour leur exercice de leur profession pendant le voyage, ainsi que les objets de même espèce qui les précèdent ou qui les suivent ; les mêmes dispositions sont applicables aux animaux vivants dont les artistes en tournée se servent soit pour l'exercice de leur profession, soit pour des exhibitions ;

les malles, sacs, et autres articles de voyage usagés, revenant de l'étranger, s'ils ont servi au transport à l'étranger d'objets à l'usage des voyageurs;

les objets de consommation importés par les voyageurs, y compris les rouliers, pour leur usage personnel au cours du voyage, de même que les approvisionnements des patrons de bateaux et de leurs équipages, mais, dans ce dernier cas, pour une quantité ne pouvant excéder les besoins de deux jours.

6. Les véhicules de tout genre, y compris leurs accessoires, qui ne passent la frontière que pour transporter des personnes ou des marchandises et ne sont importés que dans ce but, ou qui, après avoir servi à ce transport lors de leur sortie, sont ramenés de l'étranger; de même, les véhicules destinés à transporter à l'étranger des personnes ou des marchandises;

les chevaux et autres animaux, y compris leurs harnachements et couvertures, servant de bêtes de selle, de bêtes de trait pour conduire des véhicules de tout genre, ou de bêtes de somme pour transporter des marchandises, et qui ne passent la frontière que dans ce seul but, ou reviennent de l'étranger après avoir été employés, à la sortie, aux usages susindiqués; de même, les chevaux et autres animaux destinés à transporter à l'étranger des personnes, des véhicules ou des marchandises;

les véhicules de tout genre, ainsi que les chevaux et autres animaux appartenant aux voyageurs, même si, au moment de l'importation, ils ne sont pas employés comme moyens de transport, pourvu qu'il soit prouvé qu'ils ont déjà servi précédemment à leurs propriétaires et qu'ils doivent continuer à leur servir.

Si, dans les cas indiqués ci-dessus, les véhicules ou les animaux restaient d'une façon permanente dans le pays, ils deviendraient passibles des droits;

le fourrage destiné à l'alimentation pendant le voyage et importé avec les animaux mentionnés aux alinéas 2 et 3, pour une quantité correspondant au nombre des animaux et à la durée probable du voyage, mais au maximum pour deux jours.

7. Le matériel pour la construction de ponts sur des cours d'eau frontières, à la suite d'entente à conclure, pour chaque cas spécial, entre les deux gouvernements.

Lors de l'estimation du poids en vue de la perception des droits, les fractions de kilogramme inférieures à 1/2 kilogramme ne doivent pas être comptées pour un kilogramme.

B. Tarifs A et B. — Droits à l'entrée dans les deux pays.

1.

On entend par le tarif général allemand mentionné dans le tarif A (annexe au présent traité) et les dispositions y relatives, le tarif du 25 décembre 1902 dans la teneur arrêtée par la loi du même jour, et par le tarif général suisse mentionné dans le tarif B (annexe au présent traité) et les dispositions y relatives, le tarif du 10 octobre 1902.

2.

Lorsque les tarifs A et B annexés au présent traité subordonneront le droit à percevoir sur une marchandise à celui fixé pour une autre marchandise et que différents taux, généraux ou conventionnels, seront prévus pour cette dernière, l'estimation du droit applicable à la première sera basée sur le taux le plus bas.

3.

Ad nos 892 à 906, 907, 915, 922 et 923 du tarif général allemand et ad nos 881 à 898, 913, 914, 922, 923 et 924 du tarif général suisse.

Les objets mentionnés dans les numéros ci-dessus des tarifs (machines, véhicules, etc.) peuvent, aux conditions suivantes, être importés aussi à l'état démonté et être soumis au régime des droits ou de l'exemption applicable aux objets non démontés de même nature.

Il est indifférent que les parties d'un même objet soient importées en même temps ou successivement, en envois partiels, et chargées sur un ou sur plusieurs wagons. Le manque de pièces accessoires ou même de certaines pièces principales (volants, essieux, paliers, plaques de fondation, etc.) n'importe pas davantage. Si le droit varie d'après le poids de l'article, l'objet, sans égard aux parties qui manquent, sera dédouané conformément à son poids total.

Tous les envois partiels doivent être présentés à l'acquittement au même bureau de douane, dans un délai à indiquer lors de la présentation du premier envoi et qui ne peut excéder six mois.

La déclaration d'entrée d'un envoi complet, démonté, ou d'un premier envoi partiel doit être accompagnée d'un plan ou dessin d'ensemble, ainsi que d'une liste des pièces principales indiquant leur nature et le poids de chacune d'elles. Le poids total approximatif des pièces accessoires doit être mentionné aussi.

Si, après l'importation d'un ou plusieurs envois partiels, le reste n'est pas présenté au dédouanement dans le délai fixé, les pièces déjà introduites seront soumises aux droits qui leur sont propres, ou, si le tarif ne prévoit pas de droits spéciaux, elles suivront le régime des matières dont elles se composent.

Faculté est réservée au bureau de douane d'exiger, jusqu'à l'expédition définitive de tous les envois partiels, une garantie pour le paiement des droits les plus élevés et de munir les pièces importées de marques d'identité. Il est autorisé aussi, après assemblage de l'objet, à se convaincre, par une revision faite aux frais du débiteur des droits, que tous les envois partiels appartenaient bien audit objet.

Les pièces de rechange et de réserve sont toujours dédouanées à part.

III. *Ad article 3 du traité.*

La disposition de l'article 3 ne doit porter aucun préjudice au droit de chacune des parties contractantes de prévenir la possibilité d'abus en adoptant des mesures de précaution (plombage, acquits de contrôle ou à caution).

IV. *Ad article 4 du traité, en y comprenant l'annexe C.*

Le petit trafic de frontière comprend les transactions amenées par le

voisinage des localités limitrophes qui ne sont pas situées à plus de 15 kilomètres de la frontière.

Là où les territoires des deux parties contractantes sont séparés par des cours d'eau considérés, de part et d'autre, comme pays étranger, la zone indiquée plus haut et celle mentionnée dans l'annexe C, § 1, doit, des deux côtés, être comptée du bord de ces cours d'eau vers l'intérieur du pays, de telle sorte que la surface occupée par ces cours d'eau n'entre pas en ligne de compte.

V. *Ad articles 5 et 6 du traité.*

1. La faveur d'après laquelle les marchandises soumises aux droits de douane en sont exemptées pour l'entrée et la sortie lorsqu'elles sont importées pour vente incertaine ou comme échantillons (article 5, 1), peut être subordonnée aux conditions spéciales ci-après :

1. A la sortie d'un pays, de même qu'à l'entrée dans le même pays, les droits, soit de sortie, soit d'entrée, sur les marchandises ou les échantillons doivent être ou payés au bureau d'expédition au moyen d'un versement en espèces ou suffisamment garantis.
2. Pour que l'on puisse constater leur identité, les marchandises ou les échantillons seront, autant que possible, désignés par une marque au timbre humide ou par un plomb ou un cachet pendu à une ficelle.
3. Le certificat d'expédition, au sujet duquel chacune des parties contractantes prendra les mesures de détail nécessaires, devra contenir :
 - a. la désignation des marchandises ou échantillons destinés à l'exportation ou à l'importation, avec l'indication de la nature de la marchandise et des marques particulières propres à permettre la constatation de leur identité ;
 - b. l'indication du montant des droits de sortie ou d'entrée auxquels ces marchandises ou échantillons sont soumis et une mention indiquant si ces droits ont été payés ou garantis ;
 - c. l'indication de la désignation douanière de la marchandise ;
 - d. l'indication du délai à l'expiration duquel le montant des droits sera pris sur la somme déposée ou exigé sur le cautionnement, en tant qu'il n'a pas été prouvé que les marchandises ou échantillons ont été réimportés ou, dans le cas inverse, réexportés dans le pays voisin, ou qu'ils ont été mis en entrepôt. Ce délai ne pourra excéder le terme d'une année.
4. La rentrée ou la sortie de ces marchandises ou échantillons peut s'effectuer par un autre bureau que celui par lequel ils sont sortis ou entrés.
5. Si, avant l'expiration du délai déterminé (3 d), les marchandises ou échantillons sont présentés à un bureau compétent afin que celui-ci remplisse à leur égard les formalités nécessaires pour leur réimportation, leur réexportation ou leur admission dans un entrepôt, ce bureau doit avant tout s'assurer que ces objets sont bien ceux qui ont été présentés pour l'expédition à la sortie ou

à l'entrée. S'il n'y a pas de doute à ce sujet, le bureau certifie la réimportation, la réexportation ou le dépôt, et il rembourse les droits déposés ou prend les mesures nécessaires pour l'annulation du cautionnement.

B. On se réserve de s'entendre sur les mesures de contrôle qui seront appliquées de part et d'autre contre les abus auxquels peuvent donner lieu, dans les autres cas, les dispositions des articles 5 et 6. Ces mesures seront réduites au plus strict nécessaire et, sur les points essentiels, maintenues dans les limites prévues par les dispositions de l'annexe C relativement au mode de procéder à l'égard du trafic local (§ 3); on observera toutefois, à cet égard, les dispositions suivantes :

1. L'expédition des objets désignés, pour lesquels la franchise de droits est réclamée en vertu des articles 5 et 6, peut aussi s'effectuer par l'intermédiaire des offices de douane de l'intérieur.
2. Les différences de poids provenant de l'amélioration des marchandises par le travail ou le perfectionnement seront calculées avec toute la tolérance possible, et les petites différences ne donneront pas lieu à une augmentation de taxe.

C. Sont envisagés comme fils et tissus de production indigène ceux qui ont été fabriqués dans le pays même d'où ils sont expédiés ; en outre, les filés et tissus introduits de l'étranger à l'état brut et admis à la libre circulation par la douane, mais qui ont été blanchis, teints, imprimés, flambés, apprêtés ou brodés, ou garnis de dessins dans le pays d'où ils sont expédiés pour être introduits dans le pays de perfectionnement, dans le but d'y subir un nouveau travail.

Pour établir que les marchandises sont de production indigène, on devra les pourvoir d'un timbre de la fabrique ou les accompagner d'un certificat du producteur.

D. Il sera réciproquement ajouté foi aux marques (timbres, sceaux, plombs, etc.) apposées officiellement pour garantir l'identité des objets exportés et réimportés ou importés et réexportés, et cela en ce sens que les marques apposées par l'autorité douanière de l'un des territoires serviront aussi à constater l'identité des objets sur l'autre territoire ; toutefois, les autorités douanières de l'un et de l'autre des deux pays ont le droit d'apposer encore d'autres signes particuliers.

E. Pour tous les cas mentionnés à l'article 5, l'expédition en franchise de droits sera opérée, lorsque les conditions existeront pour cela : sur le territoire douanier allemand, par tous les bureaux principaux de douane et les bureaux secondaires de première classe, ainsi que par d'autres bureaux spécialement autorisés à cet effet ; en Suisse, par les bureaux principaux de douane et les bureaux secondaires.

Pour les cas prévus à l'article 6, les autorités supérieures seules désigneront les bureaux de douane ayant la compétence de procéder à l'expédition.

F. Pour la réimportation en franchise de droits prévue à l'article 6, il sera accordé un délai de 12 mois.

G. Il est loisible, sans perdre le droit à l'exemption lors de la réimportation, de découper dans le pays de perfectionnement les tissus

envoyés, en trafic de perfectionnement, d'un pays dans l'autre pour y être teints et imprimés. L'expéditeur peut, à cette fin, aviser de l'opération l'office douanier du pays d'expédition et proposer que les tissus soient plombés au bord ou munis de sceaux imprimés au bord ou sur leurs bandes transversales, de façon que chaque coupon soit revêtu d'un plomb ou d'un sceau pour le moins. Moyennant cette mesure, le découpage peut aussi être déclaré au pays de perfectionnement lui-même, soit avant, soit après que le perfectionnement a été effectué.

Si, après perfectionnement, les tissus sont découpés en pièces encadrées (mouchoirs de poche, châles, etc.), on s'abstiendra de munir chaque pièce de marques d'identité, et la fermeture douanière sera considérée comme suffisante pour le contrôle de l'exportation et de la réimportation dans le pays d'expédition, si le découpage et l'emballage se font sous surveillance officielle. Les gouvernements se feront respectivement connaître les organes compétents en la matière.

Dans tous les cas où le découpage est déclaré seulement au pays de perfectionnement, la douane de ce pays, lors de la réexportation des pièces découpées, dressera une attestation permettant à la douane du pays d'expédition de déterminer l'envoi auquel appartiennent les pièces découpées.

H. Les tambours sur lesquels sont enroulés des câbles et qui facilitent le transport et la pose de ceux-ci sont admis réciproquement en franchise provisoire, sous réserve des mesures de contrôle applicables dans les cas prévus par l'article 5, chiffre 3.

VI. *Ad articles 4, 5 et 6 du traité.*

Dans tous les cas prévus par ces articles, les expéditions ont lieu sans perception d'aucun droit quelconque.

VII. *Ad article 7 du traité.*

1. Il est convenu que, dans le trafic entre les territoires des deux parties contractantes, on n'exigera des certificats d'origine que pour les marchandises qui, d'après leur provenance, sont soumises à des droits différents.

2. Les marchandises qui, sous contrôle douanier, vont d'une douane à une autre du même territoire ne doivent pas, lors même que, pour atteindre leur destination, elles devraient toucher une ou plusieurs fois le sol étranger, être soumises à une expédition ultérieure par les douanes intermédiaires du même territoire.

Néanmoins, il n'est pas interdit de certifier, par des déclarations apposées sur le document de douane accompagnant la marchandise, le passage, effectué par celle-ci, d'un territoire douanier sur l'autre.

3. Les marchandises et effets de voyageurs arrivant par les services ordinaires mentionnés aux horaires des institutions publiques de transport, telles que les chemins de fer, les bateaux à vapeur, les postes, etc., doivent en tout temps être acquittés avec la plus grande célérité possible; pour de telles expéditions, qui ont lieu en dehors des heures ordinaires d'ouverture des offices de douane, il ne sera, en aucun cas, prélevé de droit spécial quelconque.

4. Les deux parties contractantes se donnent réciproquement l'assurance de prendre, autant que possible, en considération les vœux provoqués par les besoins réels du trafic, pour ce qui concerne l'établissement de bureaux de douane et la fixation de leurs attributions.

VIII. *Ad article 8 du traité.*

1. La taxe réservée au 4^e alinéa de l'article 8 pour la garantie du monopole sera restituée si, deux mois après le paiement effectué, il est prouvé que les matières premières ont été employées d'une manière excluant la fabrication d'un article monopolisé.

2. Il est en outre entendu que, en ce qui concerne le monopole de l'alcool existant en Suisse, la stipulation renfermée au 4^e alinéa de l'article 8 ne sera applicable qu'aux raisins foulés ou secs, aux marcs de raisin, aux lies de vin, aux fruits et déchets de fruits, aux baies de genièvre, aux racines de gentiane, aux fruits du midi et autres matières, analogues.

IX. *Ad article 10a du traité.*

Les parties contractantes sont convenues de ce qui suit à l'égard de la procédure à observer dans les cas où, conformément au premier alinéa de l'article 10 a, l'arbitrage doit avoir lieu :

Au premier cas d'arbitrage, le tribunal siégera sur le territoire de la partie défenderesse ; au second cas, sur le territoire de l'autre partie et ainsi de suite alternativement sur l'un et sur l'autre territoire, dans une ville que désignera la partie respective. Celle-ci fournira les locaux ainsi que le personnel du secrétariat et de service dont le tribunal aura besoin. Le surarbitre est président du tribunal ; celui-ci prendra ses décisions à la majorité des voix.

Les parties contractantes s'entendront, dans chaque cas spécial ou une fois pour toutes, sur la procédure du tribunal arbitral. A défaut d'une telle entente, la procédure sera réglée par le tribunal lui-même. La procédure peut se faire par écrit si aucune des parties ne soulève d'objection ; dans ce cas, on peut déroger à la disposition de l'alinéa précédent.

Pour la citation et l'audition de témoins et d'experts, les autorités de chacune des parties contractantes prêteront, sur réquisition du tribunal arbitral adressée au gouvernement respectif, leur assistance de la même manière que sur commissions rogatoires des tribunaux civils indigènes.

Conformément au chiffre 3 des dispositions arrêtées à la fin du protocole convenu et signé à Lucerne par les délégués des deux parties le 5 novembre 1904, les plénipotentiaires des deux parties contractantes ont reconnu l'exactitude de la présente Récapitulation et y ont apposé leurs signatures.

Fait à Berne, en double expédition, le 12 novembre 1904.

(Signé) : A. DEUCHER.

(Signé) : V. BÜLOW.

(Signé) : A. KÜNZLI.

(Signé) : Alfred FREY.

(Signé) : EICHMANN.

Echange de notes du 4 novembre 1904.

Berne, le 4 novembre 1904.

Le Conseil fédéral suisse a l'honneur de faire à votre Excellence la déclaration suivante qui a trait à la correspondance échangée dans la question des brevets.

Bien que le traité additionnel au traité de commerce et de douane existant entre la Suisse et l'Empire d'Allemagne conclu à Lucerne par les plénipotentiaires des deux puissances ait stipulé la franchise de douane en ce qui concerne les couleurs d'aniline et autres couleurs dérivées du goudron de houille non particulièrement spécifiées au tarif général allemand, l'Empire d'Allemagne sera autorisé à percevoir un droit de douane sur ces articles en provenance de la Suisse, si la Suisse ne modifie pas d'ici au 31 décembre 1907 sa législation en matière de brevets de telle sorte que les articles de cette nature ou de nature similaire ou le procédé qui sert à les produire soient brevetables dans le cas d'invention nouvelle.

Le Conseil fédéral suisse saisit cette occasion pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de sa considération la plus distinguée.

Pour le Conseil fédéral suisse :

Le Président de la Confédération,
COMTESSE.

Le Chancelier de la Confédération,
RINGIER.

A son Excellence

Monsieur le Dr Alfred de Bülow,

*Envoyé extraordinaire et Ministre
plénipotentiaire de l'Empire allemand
à Berne.*

Le Conseil fédéral suisse a eu la bienveillance de faire dans sa très honorée note du 4 novembre la déclaration suivante :

Bien que le traité additionnel au traité de commerce et de douane existant entre la Suisse et l'Empire d'Allemagne conclu à Lucerne par les plénipotentiaires des deux puissances ait stipulé la franchise de douane en ce qui concerne les couleurs d'aniline et autres couleurs

dérivées du goudron de houille non particulièrement spécifiées au tarif général allemand, l'Empire d'Allemagne sera autorisé à percevoir un droit de douane sur ces articles en provenance de la Suisse, si la Suisse ne modifie pas d'ici au 31 décembre 1907 sa législation en matière de brevets de telle sorte que les articles de cette nature ou de nature similaire ou le procédé qui sert à les produire soient brevetables dans le cas d'invention nouvelle.

Le Ministre impérial allemand,

A. DE BÜLOW.

Son Excellence,

Le Président de la Confédération Suisse,

COMTESSE

Berne.

Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant le traité additionnel au traité de commerce et de douane entre la Suisse et l'Empire allemand, conclu le 12 novembre 1904.

(24 février 1905).

Monsieur le Président et Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous soumettre, accompagné des considérations et éclaircissements ci-après, un traité additionnel au traité de commerce et de douane de 1891 entre la Suisse et l'Empire allemand (1).

Nos relations commerciales avec l'Allemagne ne sont réglées par traité que depuis 1869 seulement. Dans le premiers tiers du siècle passé, des traités de commerce distincts liaient la Suisse, il est vrai, avec Baden (du 26 juin 1812 et 5/14 novembre 1826) et le Wurtemberg (du 20 septembre 1825). Mais ils cessèrent d'exister en 1835, lors de la fondation de l'Union douanière (*Zollverein*) et commerciale allemande. Le traité conclu le 13 mai 1869 avec cette union d'Etats était simplement basé sur la clause de la nation la plus favorisée; de même le nouveau traité avec l'Empire allemand, conclu le 23 mai 1881. A la suite d'augmentations répétées des droits allemands sur des articles importants de notre exportation, la Suisse prit l'initiative, en 1886, de la fixation de tarifs conventionnels. Les négociations ouvertes à cette fin aboutirent, le 11 novembre 1888, à la conclusion d'un traité additionnel au traité de commerce de 1881. Il en résulta, en échange de concessions correspondantes sur le tarif suisse, des réductions sur les droits allemands applicables aux montres, aux fils retors de soie, aux tissus de soie, aux rubans de soie, à la toile à bluter et aux broderies. Le traité de 1881, ainsi que le traité additionnel de 1888, furent dénoncés en 1891 par l'Allemagne. Des tractations engagées en même temps aboutirent, le 10 décembre de la même année, à la conclusion du traité actuel de commerce et de douane, qui nous fit bénéficier, contre concessions réciproques, de quelques nouvelles réductions de droits en faveur du fil de coton, des tissus plumetis, du fil retors de soie, des broderies, de la bonneterie, des courroies de transmission, du fromage, du beurre, du bétail, de la farine lactée, etc.

*
* *

Le mouvement commercial entre les deux pays s'est grandement développé au cours des dix dernières années. Selon notre statistique, notre exportation en Allemagne s'est élevée, de 1892 à 1903, de 158 à 197.³ millions de francs et l'importation suisse de provenance allemande, de 222 à 348 millions de francs (2).

L'exportation des articles suivants a notamment beaucoup augmenté durant cette période : machines (de 4.⁶ à 9.⁷ millions de francs), montres de poche (de 20 à 26 millions de francs), couleurs dérivées du goudron

(1) Voir *Arch. dipl.* 1892, vol. II (avril-mai-juin), p. 260.

(2) Métaux précieux bruts et monnayés non compris.

(de 2.₂ à 3.₂ millions de francs), broderies (de 2.₃ à 8.₃ millions de francs), soie décreusée et teinte (de 4.₃ à 8.₉ millions de francs), soie à coudre, à broder, pour passementerie, etc. (de 1 à 1.₈ million de francs), chocolat (de 0.₄₅ à 2.₂ millions de francs), taureaux destinés à la reproduction (de 0.₆ à 1.₆ million de francs), cuirs et peaux bruts (de 2.₉ à 6 millions de francs), Abstraction faite de quelques fluctuations, l'exportation est restée sensiblement la même pour les articles de bijouterie (1903: 0.₇ million de francs), le fil de coton (7.₄ millions de francs), les tissus de coton (5.₉ millions de francs), la soie écrue et la soie moulinée (45.₈ millions de francs), la toile à bluter (1 million de francs), le fil de laine peignée (6 millions de francs), les fromages (8.₈ millions de francs), le bétail, à l'exception des taureaux reproducteurs (6 millions de francs. En décroissance constante est, par contre, l'exportation des tissus de soie (de 7.₉ à 5 millions de francs) et celle des rubans de soie (de 1.₃ à 0.₅ million de francs).

L'importation d'Allemagne est en augmentation sensible spécialement sur les articles suivants: charbon (de 22 à 46 millions de francs) (1), sucre (de 2.₄ à 6 millions de francs), métaux bruts et ouvrages en métaux mi-fabriqués (de 19 à 30 millions de francs), cuir (de 3.₅ à 10.₂ millions de francs), chaussures (de 3.₅ à 4.₅ millions de francs), papier et cartonnages (de 3.₅ à 6.₆ millions de francs), tissus de coton (de 5.₈ à 10.₃ millions de francs), tissus de lin et de jute (de 2.₂ à 3.₂ millions de francs), tissus de soie, (de 1.₃ à 3.₆ millions de francs), fil de laine (de 2.₈ à 4.₉ millions de francs), objets confectionnés (de 9.₆ à 14 millions de francs). Une diminution sensible d'importation n'est à constater que sur peu d'articles.

L'Allemagne occupe aujourd'hui, sur le marché suisse, le premier rang, puisqu'elle consomme les 22.4 % de notre exportation totale et couvre les 30 % de notre importation dans son ensemble. La Suisse tient, par contre, le sixième rang parmi les clients de l'Allemagne (5.9 % de l'exportation totale allemande) et le onzième rang parmi ses fournisseurs (2.8 % de l'importation totale allemande). La Grande-Bretagne, l'Autriche-Hongrie, les Etats-Unis, les Pays-Bas et la Russie consomment plus de produits allemands que la Suisse, tandis que la France, la Belgique, le Danemark, l'Italie, etc., en achètent en quantité moindre.

* * *

Le traité de 1891 stipulait qu'il resterait exécutoire jusqu'à fin 1903 et que, dans le cas où il n'aurait pas été dénoncé douze mois avant cette date, il demeurerait tacitement obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où il aurait été dénoncé. La moitié de cette période était à peine écoulée que l'Allemagne se mit déjà à préparer un nouveau tarif général, d'où l'on pouvait déduire qu'elle n'avait pas l'intention de laisser subsister le traité de commerce au delà du terme fixé. Dans ces conditions, la Suisse entreprit, de son côté, l'élaboration d'un nouveau tarif général; ce tarif sortit des délibérations des Chambres fédérales le 10 octobre 1902. Le referendum ayant été demandé à son sujet, il fut soumis à la votation populaire et adopté le

(1) Y compris le coke et les briquettes.

15 mars 1903. Le nouveau tarif allemand fut adopté par le Reichstag le 25 décembre 1902.

Contre toute attente, le Gouvernement impérial ne fit aucun usage du droit de dénoncer, pour fin 1903, le traité de 1891. Par contre, M. de Bülow, ministre d'Allemagne à Berne, nous informa le 28 juin 1903 que, vu les nouveaux tarifs douaniers établis par la Suisse et par l'Allemagne, son Gouvernement estimait qu'il y avait lieu de soumettre le traité à une revision. Mû par l'intention d'éviter toute interruption dans les relations économiques avec la Suisse, le Gouvernement impérial désirait que les négociations concernant le renouvellement du traité pussent être conduites de façon que les nouveaux accords succédassent directement aux anciens. Il jugeait, en conséquence, opportun que l'on s'abstînt réciproquement de toute dénonciation du traité existant et que l'on cherchât un terrain d'entente sous la forme d'un traité additionnel, c'est-à-dire que l'on procédât de la même manière que lorsque le traité de commerce helvético-allemand du 22 mai 1881 fut complété par le traité additionnel du 11 novembre 1888. On était d'avis à Berlin que les négociations sur les changements à apporter aux dispositions tarifaires devaient être basées sur les nouveaux tarifs douaniers respectifs et que les stipulations convenues devaient être réunies dans de nouveaux tarifs conventionnels, qui remplaceraient les tarifs conventionnels existants. L'Allemagne avait terminé ses travaux préparatoires pour les négociations et rédigé le projet d'un traité additionnel conforme à ses desirata concernant les modifications à apporter au texte du traité existant; elle avait en outre dressé une liste des demandes allemandes relatives au tarif, adaptée aussi bien à la classification qu'à la teneur du nouveau tarif des douanes suisses. Le Gouvernement impérial priait en conséquence le Conseil fédéral d'entrer, sur cette base, en négociation pour la revision du traité de 1891.

Ces ouvertures nous trouvèrent bien préparés pour la négociation. Notre Département du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture avait entendu en temps utile les représentants de l'industrie, des arts et métiers et de l'agriculture au sujet des demandes à formuler et des concessions à accorder. En conséquence, nous acceptâmes la proposition du Gouvernement impérial, qui nous parut répondre absolument au but poursuivi. On procéda le 14 juillet à l'échange des demandes réciproques formulées par écrit. Berlin fut, d'un commun accord, désigné comme siège des négociations. Nous avons nommé comme délégués: MM. le conseiller national *A. Künzli*, président de la commission des douanes du Conseil national, et le conseiller national *A. Frey*, vice-président de l'Union suisse du commerce et de l'industrie; en outre et comme chef de la délégation suisse, notre ministre à Berlin, M. le Dr *A. Roth*, qui avait déjà fonctionné en cette qualité lors des négociations commerciales de 1881, 1888 et 1891.

Les négociations, ouvertes le 9 octobre 1903, se montrèrent des plus difficiles; elles furent interrompues, par consentement mutuel, le 29 octobre, après une première lecture des tarifs et du texte, pour permettre d'établir de nouvelles instructions et de rechercher d'abord, par voie diplomatique, un rapprochement sur les points essentiels. Les tentatives faites à cet effet n'aboutirent pas au résultat désiré. D'autre

part, l'Allemagne entra; au mois de janvier 1904, en pourparlers avec l'Italie. En mars commencèrent aussi nos négociations avec ce pays, lesquelles retinrent nos délégués à Rome jusqu'à mi-juillet. Dans cet intervalle, l'Allemagne avait conclu un nouveau traité avec la Belgique et repris avec la Russie ses négociations plusieurs fois interrompues, qui, le 28 juillet, aboutirent à une convention. Enfin, après cette période intermédiaire, une entente intervint aussi au sujet de la continuation de nos négociations avec l'Allemagne. Cette fois-ci, la ville de Lucerne fut choisie comme siège des négociations. M. le ministre Roth étant décédé depuis l'interruption, nous avons désigné comme troisième délégué M. le Dr A. *Eichmann*, chef de la division du commerce de notre Département du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture. Les négociations s'ouvrirent le 24 août. Après avoir surmonté des difficultés considérables et multiples, on aboutit au présent traité, qui fut parafé à Lucerne le 5 novembre et signé à Berne le 12 du même mois par les plénipotentiaires respectifs.

Ce traité additionnel modifie partiellement et complète par de nouvelles dispositions le traité de commerce et de douane existant, du 10 décembre 1891. Toutes les dispositions du texte de l'ancien et du nouveau traité, telles qu'elles seront appliquées à l'avenir, ont été réunies dans une *Récapitulation* annexée au traité et signée en même temps que le traité additionnel, ce qui lui confère un caractère d'authenticité. Cette *Récapitulation* revêt la forme d'un traité d'ensemble et constitue, en même temps, le futur traité d'usage, en rendant superflues, dans la plupart des cas, la consultation et la comparaison détaillées des deux traités originaux.

* * *

Nous avons à présenter les observations suivantes en ce qui concerne le contenu du nouveau traité :

A. TEXTE.

L'article 1^{er} de traité de 1891 (*traitement de la nation la plus favorisée* et restriction à certains cas spéciaux des *prohibitions de trafic*) a été rédigé à nouveau (voir traité additionnel, art. 1^{er}, chiffre I).

Tout d'abord, la disposition figurant jusqu'ici à l'article 3 et à teneur de laquelle les deux pays se garantissent, pour le *transit* aussi, le traitement de la nation la plus favorisée, a été incorporée dans la disposition de l'article 1^{er} concernant l'*importation* et l'*exportation*. Ensuite, la clause du traitement de la nation la plus favorisée a été matériellement amplifiée en ce sens qu'elle ne s'applique plus uniquement aux « droits », mais, à tous égards, au trafic en général (*importation, exportation, transit*).

Conformément à l'ancien article 1^{er}, les deux pays s'engageaient, en outre, à n'établir, l'un envers l'autre, aucune *prohibition d'importation ni d'exportation* qui ne soit, en même temps ou toutefois aux mêmes conditions, applicable aussi aux autres nations; il contenait de plus l'engagement de ne pas prohiber, pendant la durée du traité, l'exportation du blé, du bétail de boucherie et des combustibles. Le protocole final ad article 1^{er} stipulait cependant que ces obligations ne doivent pas exclure le droit d'édicter des prohibitions de trafic en ce

qui concerne les monopoles d'Etat, pour des raisons de police sanitaire et pour le matériel et les provisions de guerre.

Maintenant, le nouvel article 1^{er} énonce d'une façon générale, l'obligation pour les parties de n'entraver le commerce réciproque par aucune prohibition quelconque d'importation, d'exportation ou de transit; conjointement les cas exceptionnels permettant de déroger à cette obligation et contenues jusqu'ici dans le protocole final sont indiqués dans cet article.

Ces cas exceptionnels subissent diverses modifications, proposées par l'Allemagne, qui exprima en même temps l'intention d'introduire la formule modifiée dans tous les nouveaux traités. Le chiffre 1 (matériel et provisions de guerre) est maintenu. Le chiffre 2 (pour des raisons de sûreté publique) est nouveau; il est contenu aussi dans le nouveau traité de commerce conclu entre la Suisse et l'Italie. La phrase suivante est ajoutée au chiffre 3: « ou en vue de la protection des animaux, ainsi que des plantes utiles, contre les maladies, les parasites nuisibles ou autres dangers ». Le chiffre 4 étend la réserve actuelle concernant les monopoles d'Etat à l'exécution de la législation intérieure en général, en tant qu'elle interdit ou limite la production, le transport, la vente ou la consommation de certains articles. A cet égard, l'Allemagne attirera l'attention sur différentes dispositions légales de l'Empire concernant le commerce de denrées alimentaires (margarine, graisses comestibles artificielles, vins artificiels, saccharine, etc.) et sur les moyens de mettre un terme à leur contrefaçon ou à leur falsification; de même, sur quelques mesures de police industrielle (indication du titre des ouvrages d'or et d'argent, commerce d'huiles minérales facilement inflammables, de phosphore blanc); enfin, sur la législation relative au droit d'auteur à l'égard des œuvres littéraires et artistiques, la protection des animaux, la police des mœurs, etc. Dans ces cas et dans d'autres encore, la réserve précitée peut également présenter des avantages pour l'exécution des lois suisses.

L'article 2 du traité de 1891 conserve sa teneur actuelle; mais les tarifs y désignés sont remplacés par les *nouveaux tarifs conventionnels* (annexes A et B au traité additionnel).

Les dispositions du protocole final relatives à cet article et concernant non seulement les *exemptions douanières* existantes en faveur du trafic frontière, mais aussi les exemptions réciproques d'une portée générale, sont, par contre, modifiées et complétées sur quelques points. (Voir traité additionnel, art. 4, chiffre II).

Sous chiffre 2 (cartes d'échantillons et échantillons en morceaux ou coupons, impropres à un autre usage), les *échantillons d'articles alimentaires et de consommation* sont exclus de l'exemption. Cette modification confirme purement et simplement par traité une pratique douanière constamment suivie jusqu'ici dans les deux pays. L'article 7, lettre h, de la nouvelle loi fédérale sur le tarif des douanes soumet également au paiement des droits les échantillons d'articles servant à la consommation alimentaire, en tant qu'il ne s'agit pas de colis postaux d'un poids de 500 g. au minimum ou d'envois dont le droit ne comporterait pas 10 ct. Une disposition analogue est contenue dans la nouvelle loi sur le tarif des douanes allemandes, § 6, chiffre 10, qui établit l'exemption uniquement en faveur des échantillons, expédiés

par la poste, de café, cacao, sucre, tabac brut et fruits secs, lorsque leur poids n'excède pas 350 grammes.

Le chiffre 3 subordonne l'exemption prévue pour les *vêtements et le linge ayant servi*, non importés pour la vente, à la condition qu'ils ne soient pas employés à un usage industriel.

Est aussi maintenue telle quelle la disposition du chiffre 3 du protocole final ad article 2, qui stipule que les *machines usagées* sont exemptes de droits lorsqu'elles sont importées, par des personnes déjà établies, de leur établissement principal ou de leur succursale situés sur l'un des territoires pour être utilisées par elles dans leur succursale ou leur établissement principal situés sur l'autre territoire. Il y a lieu d'observer, cependant, que cette disposition, arrêtée déjà en 1869 et introduite dès lors dans tous les traités de commerce avec l'Allemagne, a été, depuis une série d'années, interprétée de part et d'autre comme suit : l'entrée en franchise des machines, comme bien d'émigrants, n'est admise que lorsque le propriétaire ou un associé de la maison a pris, personnellement et d'une façon permanente, domicile dans l'autre pays. Cette pratique repose sur une entente de principe intervenue, en 1888, entre les Gouvernements des Etats conférés allemands limitrophes de la Suisse ; elle a été, dans la suite, adoptée également par notre administration douanière, après que la tentative faite par voie diplomatique pour obtenir une interprétation un peu plus libérale n'eût pas abouti. Il en résulte, par exemple, que les sociétés par actions de l'un des deux pays qui établissent une succursale sur le territoire de l'autre ne peuvent invoquer pour leurs machines l'exemption stipulée, puisqu'elles ne sauraient, dans la plupart des cas, remplir les conditions mentionnées ci-dessus.

Le second alinéa du chiffre 3 concédant, sur autorisation spéciale, l'exemption pour les *effets neufs entrant comme objets de trousseau, cadeaux de fiançailles ou de mariage* lorsqu'ils sont destinés à un ressortissant de l'une des parties qui, à l'occasion de son mariage, transporte son domicile sur le territoire de l'autre, est rédigé en termes plus précis qu'auparavant ; on est convenu, notamment, d'exclure de la franchise les articles d'alimentation et de consommation, les filés et ouvrages en filés non manufacturés, les animaux, etc. Cette pratique concorde avec celle suivie jusqu'ici dans les deux Etats.

Les chiffres 4, 5 et 6 du protocole final ad article 2 ont été aussi partiellement rédigés à nouveau. Il ne s'agit essentiellement ici que de modifications et de compléments de forme permettant une meilleure adaptation de ces dispositions aux exigences du trafic frontière. Ils ne prêtent pas, du reste, à des observations spéciales de notre part.

Le chiffre 7 constitue, par contre, une innovation. Il stipule que *le matériel pour la construction de ponts sur des cours d'eau frontières* doit être admis en franchise, à la suite d'entente à conclure pour chaque cas spécial entre les deux Gouvernements. Une base légale nous fait actuellement défaut pour l'octroi de cette exemption et comme l'Allemagne, de son côté, n'admettait pas ce matériel en franchise s'il était passible de droits, le défaut d'une entente en ce domaine s'est, en diverses circonstances, fait particulièrement sentir. Les négociations de Lucerne ont fourni l'occasion désirée de prendre en considération les intérêts justifiés des populations limitrophes. La disposition adoptée

constitue spécialement la base d'un accord au sujet du pont en construction sur le Rhin près de Zurzach-Rheinheim.

Nouvelle est également la disposition ajoutée au chiffre II A du protocole final (voir traité additionnel, art. 4, chiffre III), fixant que, lors de l'estimation du poids en vue de la perception des droits, *les fractions de kilogramme inférieures à 500 g. ne doivent pas être comptées pour un kilogramme.*

Aussi bien l'ancienne que la nouvelle loi fédérale sur le tarif des douanes prescrivent que les fractions d'un kilogramme, même inférieures à 500 g., seront toujours, dans le calcul des droits, comptées pour un kilogramme (10.₀₁ kg. par exemple = 11 kg.). Sont seuls exceptés de cette règle, les envois de marchandises importés par la poste et dont le poids ne dépasse pas 500 g., toutes les marchandises taxées au poids, lorsque le poids total n'en est pas supérieur à 250 g. et qu'elles sont importées par une seule personne, de même que celles passibles d'un droit n'atteignant pas 10 centimes; pour tous ces cas, la loi prévoit l'entrée en franchise douanière. A teneur de la nouvelle disposition, les fractions de poids inférieures à 500 g. seront dorénavant comptées pour un demi et non plus pour un kilogramme.

En Allemagne on arrondit de 50 en 50 g. le poids des petits envois (10.₀₄₅ kg. par exemple = 10 kg.); des fractions beaucoup plus considérables sont déduites, dans la règle, sur les marchandises en masse dont le poids est fixé par des balances centigrades ou autres plus grands appareils de pesage. Les marchandises importées par la poste sont exemptes jusqu'à 250 g. seulement et les autres articles tarifés au poids, seulement jusqu'à 50 g. La nouvelle loi sur le tarif des douanes (§ 5) réserve au Conseil fédéral de l'Empire la compétence de déterminer dans quelle mesure des fractions de kilogramme pourront être négligées lors de la fixation du poids des marchandises.

Outre les dispositions précitées, le protocole final ad article 2 du traité de 1891 contient encore nombre d'interprétations relatives aux tarifs conventionnels actuels, lesquelles cesseront, en grande partie, d'exister en même temps que ces derniers.

En lieu et place des interprétations dont il s'agit, le protocole final modifié ad article 2 renferme les nouvelles dispositions suivantes (voir traité additionnel, art. 4, chiffre IV):

Le chiffre 1 statue que l'on entend par les *tarifs généraux*, fréquemment mentionnés dans les annexes A et B du traité additionnel, le nouveau tarif des douanes suisses du 10 octobre 1902 et le nouveau tarif des douanes allemandes du 25 décembre de la même année, l'un et l'autre dans leur teneur originelle. Cette déclaration permettra de parer à tout malentendu qui peut-être pourrait surgir si, plus tard et au cours de la validité du traité, les tarifs généraux des deux pays venaient à être modifiés.

Le chiffre 2 dispose que lorsque le droit à percevoir sur une marchandise mentionnée dans les nouveaux tarifs conventionnels est subordonné à celui fixé pour une autre marchandise, la tarification sera toujours basée sur le droit conventionnel et non sur le droit du tarif général. Le n° 457 de l'annexe A soumet, par exemple, les tissus de coton, teints, imprimés ou de fils teints, au droit des tissus écrus augmentés de 50 mares; conformément à ce qui précède, les taux

réduits consentis pour les tissus écrus, et non ceux du tarif général allemands, entrent seuls en ligne de compte dans le calcul des droits.

Les stipulations du chiffre 3 concernant le dédouanement des *machines* qui, par suite de leur poids considérable, ne peuvent être acheminées que *successivement, en envois partiels*, sur les lieux de leur destination, répondent à une nécessité depuis longtemps ressentie par notre industrie mécanique. L'adoption d'une telle mesure était d'autant plus nécessaire que pour diverses positions des machines le nouveau tarif allemand, comme aussi le tarif suisse, graduent les droits d'après le poids des machines.

Article 3 du traité de 1891. Le premier alinéa stipulant l'*exemption réciproque de tout droit de transit* demeure sans changement. Le second alinéa (traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne le transit) est compris dans le nouvel article 1^{er}.

L'*article 4* du traité de 1891, qui renvoie aux *dispositions sur le trafic frontière* contenues dans l'annexe 5, conserve sa rédaction actuelle.

L'annexe C elle-même est modifiée sur les points suivants (voir traité additionnel, art. 2) :

Au premier alinéa du § 1, il est encore ajouté aux articles qui sont affranchis réciproquement de tous droits d'entrée et de sortie afin de faciliter l'exploitation des biens-fonds et des forêts situés dans le voisinage de la frontière : les *plants*, sauf ceux des arbres fruitiers et des plantes d'ornement, ainsi que les *ustensiles et mutières pour l'aspersion des vignes*. Il a ainsi été donné satisfaction à un désir exprimé par nos agriculteurs et viticulteurs de la frontière.

En outre, la zone pour le trafic nécessaire à l'exploitation d'immeubles, a été étendue à 15 *kilomètres* de chaque côté de la frontière, en concordance avec la zone pour le trafic frontière en général, qui est fixée à 15 *kilomètres* également par le chiffre IV du protocole final.

A l'égard des nouveaux paragraphes 4 à 7 ajoutés à l'annexe C, il y a lieu, tout d'abord, de faire remarquer d'une manière générale que, dès l'application des nouveaux tarifs dans les Etats limitrophes et même chez nous, certaines denrées alimentaires, notamment la viande, seront frappées de droits majorés. Mais, dans certaines contrées frontalières, les conditions sont telles que les habitants doivent se procurer en partie dans les localités frontalières du pays limitrophe les denrées alimentaires qui leur sont nécessaires ; les deux parties ont donc reconnu désirable de laisser subsister, sous ce rapport, certaines facilités ayant toujours existé.

Le § 4 dispose que la *viande fraîche ou simplement préparée et le lard de porc*, en quantité de 2 kg. au plus, les *produits de la minoterie* (à l'exception de la semoule de riz et du riz laminé), ainsi que la *pâtisserie ordinaire*, en quantité ne dépassant pas 3 kg., peuvent, dans le petit trafic frontière, être introduits en franchise.

En Allemagne, ces facilités pour les habitants de la frontière existaient déjà jusqu'à présent, et le Conseil fédéral allemand est autorisé, par la nouvelle loi sur le tarif douanier, à les accorder aussi à l'avenir « pour des contrées frontalières déterminées, en cas de besoin local ». En Suisse, conformément à l'article 7, litt. g, de la nouvelle loi sur le tarif des douanes, toutes les marchandises passibles d'un droit qui n'atteint

pas 10 centimes sont, comme par le passé, exonérées des droits d'entrée ; sous l'empire de nos nouveaux droits, la farine, par exemple, en quantité inférieure à 4 kg. (jusqu'ici 5 kg.), le pain, en quantité inférieure à 5 kg., peuvent donc être introduits en franchise, tandis que, sans la disposition exceptionnelle indiquée, les limites actuelles pour la viande seraient considérablement abaissées.

Le nouveau § 5 établit la franchise pour les *fruits* frais, même emballés en sacs, pour les *choux* frais et les *pommes de terre* fraîches, provenant de la zone frontrière suisse et transportés sur route (à l'exclusion du chemin de fer) dans les localités frontières allemandes (Constance, Waldshut, Säckingen, etc.) pour être vendus sur les marchés.

Jusqu'à présent, l'Allemagne admettait, sans restriction, ces produits en franchise ; à l'avenir, les fruits frais, non emballés, n'y seront exonérés de droits que du 1^{er} septembre au 30 novembre et les pommes de terre du 1^{er} août au 14 février ; pour les légumes frais, l'exemption a été complètement supprimée. Les efforts que nous avons déployés en vue de chercher à maintenir dans toute son étendue la franchise pour le trafic desdits produits, n'ont malheureusement pas abouti au résultat désiré.

Aux termes du § 6, les deux parties sont autorisées, en cas d'abus, à supprimer en tout ou en partie les avantages stipulés aux paragraphes précédents.

L'exemption stipulée au § 7 pour les denrées alimentaires et les boissons importées par les ouvriers ou des membres de leur famille pour les *besoins journaliers* est, essentiellement, la simple consécration d'une pratique douanière observée jusqu'à présent déjà dans les deux pays. Mais il n'existait pas encore de disposition conventionnelle à cet égard.

A l'article 5 du traité de 1891, qui établit la *franchise réciproque pour les marchandises amenées sur les foires et marchés, pour le bétail de pâture*, etc., le chiffre 3 a reçu une nouvelle rédaction (voir traité additionnel, art. 1^{er}, chiffre IV). Jusqu'à présent, la franchise n'existait que pour les tonneaux, sacs, etc., vides, servant au transport de l'huile, du blé, etc. ; désormais, elle s'étendra aux *emballages de tout genre usités dans le commerce, aux bâches et autres moyens d'emballage*, ainsi qu'aux ensouples, rouleaux en bois et en carton et articles similaires employés pour l'importation ou l'exportation de marchandises et renvoyés ensuite dans le pays d'origine. Il a été, ainsi, tenu compte dans une beaucoup plus large mesure qu'autrefois des besoins du trafic réciproque.

Les dispositions du protocole final ad art. 5 demeurent sans changement.

Le traité additionnel (art. 1^{er}, chiffre V) modifie, sous différents points de vue, l'article 6 du traité de 1891 (*franchise douanière en faveur du trafic de perfectionnement ou de réparation*). Aux genres de perfectionnement jusqu'ici garantis s'ajoutent le retordage et la mercerisation des tissus, ainsi que le découpage, en Suisse, du velours et de la peluche. Supprimé est, par contre, le trafic insignifiant, garanti jusqu'à ce jour, des fils à broder et des fils pour la confection de

dentelles et de passementeries, de même que le trafic des fils en chaînes tondues pour la fabrication de tissus.

Le trafic de perfectionnement de broderies est modifié en ce sens que l'exemption douanière n'est plus garantie, par le nouveau traité, aux tissus expédiés de Suisse en Saxe pour y être brodés. Ce genre de trafic, autrefois considérable, a successivement diminué, pour cesser presque entièrement ces dernières années (1892: 415 q., 1903: 11 q.). La possibilité d'un nouvel essor n'est cependant pas exclue, mais l'Allemagne désire garder, à l'avenir, sa liberté en ce domaine. C'est pour ce motif que fut refusé sur ce point le renouvellement de la garantie d'exemption. La proposition allemande originelle demandait aussi la suppression de la garantie figurant au traité en faveur des tissus allemands envoyés en Suisse pour y être brodés. Nous avons toutefois insisté pour le maintien de ce trafic assez important, qui, en 1903, comportait 521 q. L'Allemagne ayant en fin de compte déferé à notre désir, nous avons cédé de notre côté sur le perfectionnement en Saxe. Cette exception renouvelle en tous points le trafic de perfectionnement des broderies avec l'Allemagne, notamment aussi en ce qui concerne les tissus expédiés de Suisse dans les Etats limitrophes de l'Allemagne du Sud pour y être brodés (broderies au crochet ou sur rideaux). Ce trafic, le plus considérable du genre, a comporté, en 1903, 2081 q. Les districts où cette opération pourra s'exécuter à l'avenir sont spécialement désignés dans le traité; la délimitation correspond à peu près à l'étendue du territoire où le perfectionnement s'exerçait, en fait, jusqu'ici.

Il existe, en outre, un trafic de broderies pour l'apprêtage (blanchir, apprêter, découper). Au cours de 1903, 842 q. ont été apprêtés en Allemagne et 67 q. en Suisse. L'exemption à ce sujet a été consentie à nouveau, de part et d'autre, par le nouveau traité.

Conformément aux desirata exprimés par les industriels suisses intéressés, le trafic de perfectionnement, en exemption douanière, de la soie expédiée par des maisons allemandes dans les cantons de St-Gall et Appenzell pour y être transformée en *toile à bluter* est, sous réserve d'un délai de transition, entièrement supprimé. L'importation en franchise de la toile fabriquée de cette manière n'était pas garantie par le traité, mais accordée, de façon autonome, par les Etats confédérés respectifs sur la base d'une disposition de la loi de l'Union douanière allemande. Les fabricants de l'Empire pouvaient ainsi, avec l'aide de l'Etat, faire concurrence aux maisons suisses, dont les articles étaient frappés en Allemagne d'un droit de 600 marcs par 100 kg. Lesdits fabricants, avantagés par cette exemption, l'étaient également du fait que la main-d'œuvre mise à leur service était soustraite à leurs collègues suisses.

Le nouveau traité facilite la réimportation en franchise des tissus envoyés en trafic de perfectionnement pour être *teints* ou *imprimés*, puis renvoyés, *découpés en pièces isolées*, dans le pays d'origine (voir traité additionnel, art. 4, chiffre VI, G). D'après le protocole de Carlsruhe du 27 août 1869 (1), la réimportation à l'état découpé était admise en

(1) Dispositions sur l'exécution de l'article 5 du Traité de commerce et de douane, conclu, le 13 mai 1839 entre la Suisse et l'Union douanière allemande, concernant spécialement les nos 2 à 7 et la stipulation V B du Protocole final. — R. off. IX, page 897.

principe, mais cette autorisation était illusoire jusqu'ici, vu les Formalités de contrôle, des plus compliquées, exigées par les autorités douanières (apposition de sceaux, plombs, etc.). Une entente est maintenant intervenue à cet égard. Conformément au protocole final, lettre G, ad articles 5 et 6 du nouveau traité, on renoncera dorénavant à l'apposition de marques d'identité et la simple fermeture des colis sous surveillance officielle sera jugée suffisante.

Il y a lieu de faire observer encore que l'alinéa final du nouvel article 6 dispose que la *preuve de la production indigène* des marchandises exportées pour être perfectionnées demeure, à l'avenir, réservée non seulement en ce qui concerne les fils et tissus, mais aussi toutes les autres marchandises, sauf la soie à teindre ou à reteindre. Est supprimée, en revanche, la disposition de l'article 6 à teneur de laquelle l'exemption pour les travaux de perfectionnement et de réparation non spécialement dénommés dans le traité n'est accordée que si, après perfectionnement ou réparation, la *dénomination* des objets reste la même. En outre, le délai fixé sous chiffre V F du protocole final pour la réimportation en franchise, dans le pays d'origine, des marchandises perfectionnées ou réparées est porté de six à douze mois (voir traité additionnel, art. 4, chiffre V). D'après le traité actuel déjà, ce délai pouvait être étendu à un an, mais il était loisible à l'autorité douanière de subordonner chaque fois son autorisation à la preuve que cette prolongation était nécessaire.

L'article 7 et le protocole final qui s'y rapporte (*facilités réciproques apportées au dédouanement, certificats d'origine etc.*) ne sont modifiés en rien par le traité additionnel.

L'article 8 concernant les *taxes internes et les monopoles d'Etat* reste également tel quel. Le chiffre I du protocole final à cette article (voir traité additionnel, art. 4, chiffre VII) a été, par contre, complété par une disposition fixant le délai dans lequel la finance de monopole sera restituée s'il est prouvé qu'un produit n'a pas servi à fabriquer de l'alcool.

L'article 9 du traité de 1891 (*Voyageurs de commerce*) a reçu une nouvelle rédaction (voir le traité additionnel, art. 1^{er}, chiffre VI). L'alinéa 1, qui pose le principe général de l'exemption de taxe en faveur des voyageurs en gros, subit un simple changement de rédaction, apporté aussi, pour la concordance, au formulaire de la carte de légitimation industrielle (annexe D).

L'alinéa 2 (art. 9) du traité de 1891 autorise les voyageurs à prendre avec eux des échantillons, mais non des marchandises. Le nouveau traité dispose que le droit d'avoir avec eux des marchandises doit aussi être accordé aux voyageurs de l'autre pays lorsque des voyageurs indigènes jouissent d'une autorisation de ce genre. En Suisse, conformément aux dispositions d'exécution de la loi fédérale concernant les taxes de patente des voyageurs de commerce, et sur demande spéciale, des autorisations sont accordées pour les pierres précieuses, les ouvrages d'or et d'argent, les montres, les coupons d'étoffes et articles similaires qui, à cause de leur nature, doivent être remis immédiatement à l'acheteur; les voyageurs pourvus de ces autorisations ne peuvent toutefois rechercher des commandes que chez les revendeurs ou les personnes qui font usage des articles offerts pour leurs besoins profes-

sionnels. En Allemagne, il est aussi permis aux voyageurs, d'une manière analogue et sur la base de la loi industrielle (*Gewerbeordnung*), d'avoir avec eux des articles qui, proportionnellement à leurs dimensions, ont une valeur considérable et sont, conformément à l'usage, remis par pièces aux revendeurs. Sont également considérés en Allemagne comme articles du genre indiqué, entre autres, les montres de poche et les ouvrages d'or et d'argent.

L'alinéa final de l'ancien article 9 stipulait que les dispositions de cet article n'étaient pas applicables aux *industries ambulantes, non plus qu'au colportage et à la recherche de commandes chez des personnes n'exerçant ni commerce ni industrie*. Afin d'exclure toute hésitation à ce sujet, la teneur de cette disposition a été modifiée dans le sens que les deux parties contractantes se réservent expressément liberté pleine et entière en ce qui concerne la législation sur ces matières.

L'article 10 *a* (voir traité additionnel, art. 1^{er}, chiffre VII), et art. 4, chiffre VIII) est nouveau. En exécution du postulat du 10 octobre 1902, nous avons compris la *clause d'arbitrage* dans notre programme pour les négociations avec l'Allemagne.

Nous avons proposé pour cette clause une rédaction analogue à celle de l'article 18 de notre nouveau traité de commerce avec l'Italie, article d'après lequel toutes les contestations qui viendraient à surgir au sujet de l'interprétation du traité doivent être soumises à la décision du tribunal arbitral si l'une des parties contractantes en fait la demande. Mais l'Allemagne avait déjà auparavant convenu, par ses nouveaux traités de commerce avec l'Italie et la Belgique, une clause suivant laquelle l'arbitrage demandé par l'une des parties n'est obligatoire pour l'autre partie que si la contestation se rapporte aux *tarifs* conclus par les deux parties entre elles ou avec des États tiers. Quant aux divergences d'opinion sur d'autres dispositions du traité, elles ne sont soumises à la sentence arbitrale qu'à la suite d'entente spéciale entre les parties contractantes. L'Allemagne s'est déclarée disposée à insérer dans le traité additionnel avec la Suisse une clause identique, mais a refusé de prendre des engagements plus étendus en ce qui concerne le tribunal arbitral.

Comme la clause allemande constitue un progrès important, bien que l'obligation soit limitée aux questions de tarifs, nous avons déclaré que nous l'acceptons. Le nouvel article 10 *a* est la reproduction textuelle de l'article figurant dans les traités de l'Allemagne avec l'Italie et la Belgique.

L'article 5 du traité additionnel règle l'entrée en vigueur et la durée du nouveau traité.

Le 1^{er} janvier 1906 a été fixé comme jour de l'entrée en vigueur. L'Allemagne s'est toutefois réservé de différer, en cas de besoin, jusqu'au 1^{er} juillet de la même année la mise en vigueur du tarif conventionnel pour l'entrée sur le territoire douanier allemand (annexe A) et des dispositions y relatives du protocole final (art. 4, chiffre IV, du traité additionnel); elle s'est, par contre, engagée à nous notifier définitivement, quatre mois à l'avance au plus tard, la date à partir de laquelle cette partie du traité sera appliquée. Suivant les déclarations faites dans le cours de la discussion au Reichstag, la date du 1^{er} mars 1906 est prévue pour la mise en vigueur de tous les nouveaux tarifs

conventionnels concernant l'importation sur le territoire douanier allemand. Quant à la mise en vigueur de toutes les autres parties de notre traité additionnel, notamment du tarif conventionnel relatif à l'importation en Suisse, la date du 1^{er} janvier 1906, qui est stipulée, est définitive.

En ce qui concerne la durée, il a été convenu que le traité existant, du 10 décembre 1891, tel qu'il est modifié et complété par le traité additionnel et dont le texte est réuni, avec ces modifications et compléments, dans la « Récapitulation » ci-jointe, restera exécutoire jusqu'au 31 décembre 1917. Le même terme est aussi fixé dans les traités additionnels entre l'Empire allemand et d'autres Etats, ainsi que, comme on le sait, dans notre nouveau traité de commerce avec l'Italie. Dans le cas où une dénonciation n'interviendrait pas 12 mois avant ladite date, le traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre des parties l'aura dénoncé.

L'article 6 du traité additionnel contient les dispositions habituelles concernant la ratification.

B. TARIFS.

Les droits réduits, augmentés et liés, sont indiqués par des caractères d'imprimerie et signes spéciaux dans les tarifs joints au présent traité, annexes A et B. En tant que le permet la différence existant entre l'ancienne et la nouvelle classification tarifaire, les droits actuels et ceux du nouveau tarif général sont mentionnés à la suite de chaque position. L'annexe statistique au présent message donne, en outre, un tableau récapitulatif de l'ensemble et des divers articles des importations et des exportations suisses. Il est facile, à l'aide de ces indications, de se former un jugement sur les droits convenus, sans avoir, en général, à procéder à d'autres recherches.

Pour plus ample orientation, nous pouvons nous borner aux explications suivantes concernant les points principaux des nouveaux tarifs conventionnels. Le commerce entre la Suisse et l'Allemagne étant réciproque pour nombre de branches et les droits suisses et allemands convenus pour les articles respectifs étant, par conséquent, plus ou moins en corrélation causale directe, les droits suisses seront aussi, en partie, pris en considération dans l'examen du tarif allemand.

1. *Importation sur le territoire douanier allemand.*

Fruits frais (tarif allemand n° 47). Jusqu'à présent, les fruits frais, sans distinction, étaient admis en franchise à l'entrée en Allemagne. Le nouveau tarif général restreint l'exemption aux pommes, poires et coings, non emballés, importés du 25 septembre au 25 novembre. Il prévoit pour les pommes, poires et coings non emballés, introduits pendant les autres époques de l'année, un droit de m. 2.50; emballés, ils sont soumis pendant toute l'année à un droit de m. 10 ».

Comme notre exportation de fruits consiste principalement en pommes et poires, la restriction de la franchise douanière aux sortes de fruits mentionnées ne nous cause aucun préjudice sensible; en revanche, la limitation à l'époque indiquée serait incompatible avec nos intérêts,

car la grande partie de notre production est représentée par des sortes précoces qui sont exportées dès le commencement de septembre déjà. Dans les années abondantes en fruits, l'ajournement des expéditions aurait pour conséquence des encombrements sur les chemins de fer pendant le temps où se fait la grande exportation. D'un autre côté, le délai fixé est aussi un peu trop court pour l'exportation de nos sortes tardives. Par le nouveau traité, nous avons obtenu sous ce rapport que la période de franchise commence déjà le 1^{er} septembre, et que, d'autre part, elle ne prenne fin que le 30 novembre seulement, ce qui répond, d'une manière générale, aux circonstances de notre production.

Le fait que les fruits *emballés* seront, à l'avenir, passibles des droits ne lèse que peu nos intérêts, attendu que nos fruits sont généralement expédiés non emballés, par wagons complets. Au surplus, le nouveau tarif dispose expressément que les wagons de chemins de fer peuvent être divisés en un nombre limité de compartiments et ceux-ci contenir de la paille ou être garnis de papier, sans que ces dispositions soient considérées comme emballages dans le sens du tarif douanier. En outre, une réduction de droit de m. 2.50 à m. 2 », nous a été concédée pour les expéditions, d'ailleurs peu importantes, de fruits non emballés faites après la fin de novembre. Dans les nouveaux traités de commerce avec l'Italie, la Belgique, la Serbie et la Roumanie, l'Allemagne a aussi accordé une réduction de droit pour les fruits emballés et cela de 10 marcs à 5 marcs ; pour ceux contenus dans des emballages simples, le droit est abaissé à m. 3.50 par le traité avec l'Autriche-Hongrie.

Afin d'assurer le *trafic frontière des fruits frais*, le nouveau traité renferme, ainsi que cela est déjà indiqué dans la partie relative au texte des articles, une disposition suivant laquelle les fruits frais de toutes sortes, non emballés ou seulement en sacs, sont admis en franchise lorsqu'ils sont amenés dans la zone frontière suisse, les jours de marchés, pour être vendus sur les marchés aux habitants des localités de la zone allemande, pour leur propre consommation. La concession est toutefois limitée aux transports sur route, à l'exclusion des chemins de fer.

Le nouveau traité garantit également l'exemption pour les *cerises* fraîches destinées à la distillation. Le nouveau tarif général établit un droit de m. 6 » pour les cerises ; ce droit a été réduit à m. 1 » par le traité entre l'Allemagne et l'Autriche. Jusqu'ici, notre exportation de cerises en Allemagne n'a pas été d'une importance considérable, malgré l'exemption. Toutefois, nos exportations figurent comme suit dans la statistique allemande : pour 1901, 1.829 q. ; pour 1902, 2.526 q. ; pour 1903, 2.733 q. ; cette dernière quantité valant m. 85,500. Notre importation d'Allemagne s'élève à peu près aux mêmes chiffres. En 1903, elle s'est montée, d'après la statistique allemande, à 2.940 q. Notre nouveau tarif général laisse les cerises exemptes de droits, comme jusqu'ici. L'Allemagne a toutefois renoncé à la liaison de cette position.

Notre exportation de fruits est naturellement soumise à de grandes fluctuations, selon les récoltes ; d'une manière générale, elle suit cependant une marche ascendante. D'après notre statistique, l'exportation en Allemagne, qui représente presque l'exportation totale, se met dans le cadre suivant (y compris les cerises, baies, etc.) :

EXPORTATION DE FRUITS FRAIS EN ALLEMAGNE.

QUANTITÉS			VALEUR		
q. m.	q. m.	q. m.	1000 fr.	1000 fr.	1000 fr.
1886 253,068	1895 44,802	1886 2,839	1895 640		
1887 62,662	1896 143,719	1887 913	1896 1,655		
1888 197,476	1897 16,041	1888 981	1897 405		
1889 87,027	1898 713,659	1889 1,150	1898 6,891		
1890 377,544	1899 27,457	1890 3,585	1899 619		
1891 245,878	1900 586,491	1891 2,542	1900 3,862		
1892 428,034	1901 99,797	1892 4,607	1901 1,382		
1893 250,600	1902 520,033	1893 1,459	1902 6,015		
1894 194,486	1903 212,865	1894 1,875	1903 3,684		

Bétail (tarif allemand n° 103, tarif suisse n° 133-145). Le traité de 1891 avait lié les droits sur le bétail, réduits en partie, dont l'Autriche-Hongrie, infiniment plus intéressée que nous à l'importation de bétail, en Allemagne, était convenue la même année avec ce pays. Les différents taux comportent pour taureaux et vaches, m. 9; bœufs, m. 25,50; jeunes bêtes de 6 semaines à 2 1/2 ans, m. 5; veaux âgés de moins de 6 semaines, m. 3 par tête. Le nouveau tarif général allemand maintient le droit actuel uniquement pour les taureaux des races de montagne importés par l'Etat ou avec son autorisation, pour servir à la reproduction. Tout autre bétail bovin est, dans le trafic général, frappé d'un droit de m. 18 par 100 kg. poids vif, ce qui, par exemple, pour une pièce de bétail moyenne, de 400 kg., fait un droit de m. 72 ou fr. 90. Les habitants de la zone frontière peuvent importer au droit de m. 30 par tête (m. 20 jusqu'ici) des bœufs de trait de 2 1/2 à 5 ans, s'il est avéré qu'ils sont nécessaires à l'exploitation rurale de l'importateur.

Dès l'ouverture des négociations, on nous déclara formellement qu'il serait de toute impossibilité de réduire le nouveau droit sur le bétail, même approximativement, au niveau des anciens. Au cours des pourparlers, nous avons dû nous convaincre que nous ne pourrions conclure de traité sans consentir à d'importantes augmentations de droits sur une grande partie des différentes espèces de bétail nous intéressant, celui de boucherie notamment. Quoi qu'il en soit, après de difficiles et laborieuses négociations, nous avons obtenu les concessions suivantes, qui ont bien leur prix : premièrement, le maintien du droit modéré actuel de m. 9 par tête sur les taureaux destinés à la reproduction et, secondement, une forte réduction du nouveau droit général sur les femelles de nos deux races principales, la grande race tachetée et la race brune, à condition qu'elles aient été élevées à une altitude d'au moins 300 mètres au-dessus du niveau de la mer et qu'elles aient fait, chaque année, un estivage d'un mois, au minimum, à une altitude de 800 mètres au moins au-dessus du niveau de la mer. Les droits ci-après ont été consentis pour ces animaux :

1. Taureaux destinés à la reproduction. par tête
9 marcs
2. Vaches et autres femelles (génisses, etc.) âgées de plus d'un an et demi :
 - a. destinées à la reproduction ; b. destinées à des stations laitières ; c. destinées à des agriculteurs des districts bavarois désignés dans le traité, pour être employées dans leurs propres exploitations (jusqu'à présent vaches et génisses portantes, 9 marcs ; jeunes bêtes, 5 marcs par tête). 20 »

3. Jeunes bêtes femelles âgées de 6 semaines à 1 1/2 an :	par tête
a. destinées à la reproduction ; b. destinées à des agriculteurs des districts bavarois désignés dans le traité, pour être employées dans leurs propres exploitations (jusqu'ici 5 marcs par tête).....	12 »
4. Autres bêtes femelles âgées de 6 semaines et plus (vaches d'abatage principalement et bétail des races précitées, destinées à l'agriculture, excepté celles destinées aux districts bavarois mentionnés (jusqu'ici pour vaches et génisses portantes, 9 marcs ; pour jeunes bêtes, 5 marcs par tête).....	Par 100 kg. poids vif 9 marcs

Le nouveau traité ne comporte aucune disposition spéciale en ce qui concerne le bétail bovin non dénommé ci-dessus (mâles, exception faite pour les taureaux des races de montagne, les femelles d'autres races, notamment issues de croisements, et tous les veaux jusqu'à 6 semaines). Par contre, le traité de commerce entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, conclu depuis lors, fixe un droit de 8 marcs par 100 kg. poids vif pour tout le bétail bovin, sauf les taureaux des races de montagne destinés à la reproduction. En vertu de la clause de la nation la plus favorisée, ce droit sera aussi applicable à notre bétail, s'il ne bénéficie pas des stipulations plus favorables (droits par tête) convenues aux rubriques 1-3 ci-dessus. Tout le bétail bovin ne rentrant pas dans ces rubriques sera donc à l'avenir, sans distinction, assujetti à un droit de 8 marcs par 100 kg. poids vif.

En regard des augmentations des droits allemands sur le bétail, relevons ici que nos droits majorés convenus avec l'Italie pour le bétail ne sont en aucune façon diminués par le présent traité. L'aggravation apportée à l'importation du bétail est donc réciproque ; il y a lieu toutefois de considérer que, d'après la valeur, l'importation suisse d'Allemagne est plus élevée que l'importation allemande de Suisse.

Notre commerce de bétail avec l'Allemagne est, abstraction faite de fluctuations auxquelles certaines années ont donné lieu, resté sensiblement le même depuis 1892, à l'exception, toutefois, de celui des taureaux reproducteurs, dont l'exportation a augmenté, de 1892 à 1903, de 1058 à 2640 têtes représentant la somme de 1.6 million de francs. Le commerce réciproque pour 1903 ressort, au reste, du tableau suivant :

	QUANTITÉS		Valeur	
	Exportation en Allemagne	Importation d'Allemagne	Exportation en Allemagne	Importation d'Allemagne
	Têtes	Têtes	1,000 fr.	1,000 fr.
Chevaux.....	719	5,907	804	2,518
Taureaux reproducteurs....	2,640	50	1,638	21
Bœufs.....	49	4,491	20	2,420
Vaches.....	9,250	2,795	4,143	1,230
Génisses.....	2,583	804	1,274	359
Jeunes bêtes.....	592	3,593	193	950
Veaux gras.....	2,889	241	280	37
Veaux pesant jusqu'à 60 kg.	4,684	75	168	4
Porcs pesant plus de 60 kg.	4	25,478	—	2,759
Porcs pesant jusqu'à 60 kg.	1,146	529	22	27
Moutons.....	—	30,582	—	1,296
Chèvres.....	1,371	125	52	3
Total....	26,197	74,670	8,594	11,633

Fromages (tarif allemand n° 135). A teneur du traité de 1891, les fromages à pâte dure, en pains ayant la forme de meules, la pièce pesant au moins 50 kg., sont admis en Allemagne au droit de 15 marcs par 100 kg., alors que précédemment le droit général de 20 marcs était appliqué. Le nouveau tarif général a élevé ce droit à 30 marcs. Après de longues hésitations, le droit actuel de 15 marcs nous a de nouveau été accordé. Nous avons obtenu, en outre, que le poids minimum des meules admises au droit de 15 marcs fût réduit de 50 à 40 kg., ce qui profite surtout aux fromages fribourgeois. En revanche, il ne nous a pas été possible d'obtenir la réduction du droit de 15 marcs, demandée par nos centres agricoles.

Des autres Etats, l'Italie a seule obtenu une concession sur les fromages; le droit général a été réduit à 15 marcs également pour le Stracchino, le Gorgonzola, la Fontina et le Parmesan.

Notre exportation fromagère en Allemagne, qui atteint le $\frac{1}{3}$ à peu près de notre exportation totale en cet article, a passé de 1892 à 1900 de 54.468 q. à 71.130 q., d'une valeur de 11.5 millions de francs. Depuis lors il y a reculé.

EXPORTATION DE FROMAGES EN ALLEMAGNE 1886-1903.

QUANTITÉS		VALEUR		QUANTITÉS		VALEUR	
q. m.		1000 francs		q. m.		1000 francs	
1886	48,130	7,535		1895	42,385	7,272	
1887	48,916	7,593		1896	43,607	7,283	
1888	50,847	7,808		1897	48,329	8,058	
1889	53,734	8,458		1898	54,966	9,354	
1890	40,640	8,404		1899	60,317	9,970	
1891	59,912	8,415		1900	71,130	11,508	
1892	52,468	8,468		1901	65,798	10,702	
1893	4,416	8,283		1902	52,813	9,060	
1894	46,202	7,737		1903	51,334	8,767	

TOTAL 1903: 243,075 q., d'une valeur de 41.7 millions de francs.

L'Allemagne, la Bavière notamment, est grandement intéressée à l'importation en Suisse des fromages à pâte molle. L'importation en 1903, a été de 4.392 q., d'une valeur de 417.200 francs. Après avoir concédé à l'Italie l'ancien droit de 4 francs sur ses spécialités de fromages à pâte molle, nous avons, dans le présent traité avec l'Allemagne, étendu ce taux à tous les fromages à pâte molle.

Chocolat et sucreries (tarif allemand nos 202 et 204). Le traité en vigueur avait lié le droit général de 80 marcs pour le chocolat. Ce droit a été conservé dans le nouveau tarif général, ce qui équivaut à une augmentation puisque l'entrée en vigueur, le 1^{er} septembre 1903, de la convention sucrière internationale a eu pour effet de réduire de 40 marcs à 18,80 marcs le droit allemand sur les sucres. Si l'on admet que 100 kg. de chocolat fabriqué en Allemagne contiennent 60 % de sucre, on arrive ainsi à un dégrèvement de 12,70 marcs. Nous avons obtenu une réduction de 30 marcs, ce qui, en tenant compte du dégrèvement précité du sucre en Allemagne, laisse bénéficier nos chocolats d'une diminution de droit de 17,30 marcs. Cette concession est, à vrai dire, subordonnée à l'entrée de la Suisse dans l'Union internationale sucrière; en cas contraire, le droit serait réduit à 60 marcs seulement et, conformément au calcul

précédent, la réduction nette ne serait plus que de 7,30 marcs. Nous sommes actuellement en pourparlers avec la Belgique, Etat-président, au sujet de notre adhésion à la convention.

La situation des sucreries, soumises jusqu'ici au droit général de 60 marcs, est identique à celle du chocolat. Le nouveau tarif général a porté ce droit à 70 marcs. Le présent traité nous a consenti un droit de 40 marcs en cas d'adhésion à la convention sucrière et de 50 marcs en cas contraire. Notre exportation de sucreries en Allemagne était jusqu'ici peu importante (1903: 50.000 francs). Notre exportation de chocolat, en revanche, qui a rapidement augmenté ces dernières années, s'est élevée en 1903 à la somme de 2,2 millions de francs.

EXPORTATION DE CHOCOLAT EN ALLEMAGNE 1886-1903.

Valeur en milliers de francs.							
1886	279 (1)	1891	103	1896	304	1901	1,320
1887	228	1892	152	1897	386	1902	1,768 ^a
1888	141	1893	156	1898	683	1903	2,198
1889	137	1894	251	1899	838		
1890	89	1895	275	1900	1,090		

EXPORTATION TOTALE 1903 : 59,243 q. d'une valeur de 22,9 millions de francs.

Fil de coton (tarif allemand n° 440-444 ; tarif suisse n° 347-359). La quote-part de la Suisse à l'importation totale allemande de fil de coton, qui s'est élevée en 1903 à 189.463 q., d'une valeur de 75 millions de francs, est de 17.399 q. (Angleterre 164.378 q.), valant 7,4 millions de francs. Le *fil à un bout, écru*, représente 16.736 q., et les différentes catégories de numéros participent à ce chiffre dans la proportion suivante :

au dessus de					
JUSQU'AU N°	17	17-45	45-60	60-79	79
	q. 487	4.202	4.368	1.133	6.544
(Angleterre) :	q. 131	29.044	11.082	8.675	12.776

Les droits généraux étaient jusqu'ici, pour ces sortes de fil, de 12, 18, 24, 30 et 36 marcs. Le traité de 1891 avait réduit les deux derniers à 24 marcs.

Le nouveau tarif général a établi neuf catégories de numéros, au lieu des cinq précédentes, et a réduit, dans l'intérêt de la filature allemande, les droits actuels sur les fils grossiers et moyens, mais non dans une mesure telle que les désirs exprimés par nos filateurs en vue des négociations commerciales fussent d'avance réalisés. Pour les fils fins, au-dessus du n° 63, les nouveaux droits sont même supérieurs au droit conventionnel actuel de 24 marcs, déjà trop élevé.

Nos efforts actuels à obtenir une nouvelle et plus forte réduction ont été contrecarrés non seulement par les intérêts de la filature allemande, mais encore par le fait que l'Allemagne tire d'Angleterre la plus grande partie de ses fils de coton. Le seul résultat que nous avons obtenu est une réduction des nouveaux droits généraux pour les numéros 63-102, soit de 28 et 34 marcs à 25 et 28 marcs, concession qui, en corrélation

(1) Y compris la poudre de cacao et la pâte de chocolat.

avec la réduction autonome des droits appliqués aux petits numéros, a toutefois bien son prix. D'après le nouveau traité, l'ancien droit général de 18 marcs reste applicable pour les n^{os} 33-45; les fils des n^{os} 46 à 63 bénéficieront de la réduction autonome de 24 marcs à 18 et 22 marcs; les fils fins des n^{os} 64-102 seront, par contre, assujettis aux droits majorés de 25 et de 28 marcs.

Le présent traité n'a fixé aucun taux pour les sortes nous intéressant à moindre titre et qui sont comprises jusqu'au n^o 32 et au-dessus du n^o 102, de même que pour les fils blanchis, teints et retors, exception faite, cependant, pour les fils écrus, à deux bouts ou plus, à simple torsion; reste donc applicable à ces fils le nouveau tarif général, qui, à peu d'exceptions près, est au-dessus du statu quo.

Le tableau suivant présente un aperçu complet des droits allemands actuels et futurs sur les fils de coton. Les taux réduits sont imprimés en caractères mi-gras.

N ^{os} jusqu'à: 11-17 17-22 22-32 32-45 45-47 47-60 60-63 63-79 79-83 83-102 102											au dessus de
1. A un bout.											
a. Écrus.											
ACTUELS	12 »		18 »		24 »	(ancien droit conventionnel pour les fils au-dessus du n ^o 60).					
FUTURS	6 » 8 »	11 » 14 »	18 »	18 » 22 »	22 » 25 »	25 » 28 »	40 »	Nouveaux droits conventionnels.			

b. Blanchis, teints.											
ACTUELS	24 »		30 »		36 »		42 »		48 »		
FUTURS	15 » 17 »	20 » 23 »	27 »	27 » 31 »	31 » 37 »	37 » 43 »	49 »				

2. A deux bouts, à simple torsion.

a. Écrus.											
ACTUELS	15 »		21 »		27 »		33 »		39 »		
FUTURS	9 » 11 »	14 » 17 »	21 »	21 » 25 »	25 » 28 »	28 » 31 »	43 »				

b. Blanchi, teint.											
ACTUELS	24 »		30 »		36 »		42 »		48 »		
FUTURS	17 » 19 »	22 » 25 »	29 »	29 » 33 »	33 » 39 »	39 » 45 »	51 »				

3. A plusieurs bouts, à simple torsion.

Actuel: unique 48 » (excepté le fil à broder à trois et plusieurs bouts: sur autorisation 36 »).

Futur: comme le fil à deux bouts à simple torsion.

4. A deux bouts, à plusieurs torsions.

Écrus actuel 70 », futur 40 »; blanchi, teint: actuel 70 », futur 48 ».

5. A plusieurs bouts, à plusieurs torsions.

Écrus: actuel 48 », futur 40 »; blanchi, teint: actuel et futur 48 ».

6. Fil retors accommodé pour la vente en détail.

Actuel et futur: 70 ».

En ce qui concerne l'importation de fil de coton d'Allemagne en Suisse (1903: 5.011 q., valant 2,3 millions de francs), le nouveau traité fixe uniquement des taux pour les fils blanchis, teints et imprimés, ainsi que pour le fil retors accommodé pour la vente en détail. Il en résulte une augmentation générale des droits conventionnels actuels.

Un droit conventionnel de fr. 50 a été stipulé pour le fil retors accommodé pour la vente en détail (fil à coudre, etc.) qui constitue à lui seul plus de la moitié de notre importation de fil d'Allemagne (jusqu'ici fr. 35, nouveau tarif général fr. 70). L'Allemagne perçoit sur ce même article le droit prohibitif de 70 marcs.

Le tableau suivant permet de se rendre compte de notre commerce de fils avec l'Allemagne :

COMMERCE DE FILS DE COTON
ENTRE LA SUISSE ET L'ALLEMAGNE EN 1903.

	QUANTITÉS		VALEUR	
	Importation d'Allemagne quintaux	Exportation en Allemagne métriques	Importation d'Allemagne milliers de francs	Exportation en Allemagne
Fils simples, écrus : jusqu'au n° 40 anglais.....	200	4,038	37	1,252
Fils simples, écrus : au-dessus du n° 40 anglais.....	60	12,830	23	5,403
Fils retors.....	384	474	163	268
Fils blanchis, simples ou dou- blés.....	80	43	31	22
Fils teints : simples.....	1,985	26	566	10
Fils teints, doublés.....	313	177	166	147
Fils sur bobines, etc., à trois torsions et plus, fils teints en écheveaux.....	1,989	55	1,353	55
	5,011	17,652	2,339	7,134

Tissus de coton (tarif allemand nos 453-457 ; tarif suisse nos 360-380). Les tissus de coton que nous exportons en Allemagne (en 1903 pour 5,8 millions de francs) sont, la plupart, expédiés en Alsace, en admission temporaire exempte de droits, pour être teints et imprimés en Alsace, puis, après perfectionnement, réexportés de là en d'autres pays. Vu les droits élevés, nous ne pouvons exporter que fort peu de tissus de coton pour les besoins de la consommation allemande.

Lors des négociations de 1891, des réductions nous furent concédées uniquement sur la spécialité des tissus plumetis. Le nouveau tarif général réduit, d'une façon autonome, les droits actuels pour une grande partie des tissus clairs (non serrés) et des tissus serrés, pesant 80 grammes ou plus par mètre carré et qui sont pour nous de moindre intérêt. Les tissus légers, par contre, qui nous touchent de plus près, ont subi une augmentation de droit. Le fait que de même que pour les fils, toutes les réductions accordées à la Suisse devaient, en vertu de la clause de la nation la plus favorisée, profiter également à d'autres nations dont la quote-part à l'importation allemande est plus considérable que la nôtre, a beaucoup entravé les efforts auxquels nous nous sommes livrés en vue d'obtenir des conditions plus avantageuses.

Les droits actuels, déjà réduits, nous ont été concédés à nouveau pour les tissus plumetis. Nous avons, du reste, obtenu une importante réduction des droits généraux sur les tissus de coton ; toutefois, les taux convenus pour les sortes de tissus nous intéressant le plus sont supérieurs à ceux actuellement appliqués. A cet égard, il y a lieu, cependant, de considérer qu'à l'avenir l'industrie allemande du tissage de coton aura aussi à supporter, pour les fils, des droits en partie plus élevés. Les tissus pesant plus de 80 grammes par mètre carré ne sont pas mentionnés dans le présent traité ; ils ne sont d'ailleurs pour la Suisse que de peu d'intérêt.

Le tableau suivant donne un aperçu complet de tous les droits anciens et futurs sur les tissus de coton. Les droits réduits y sont imprimés en caractères mi-gras ; les augmentations sont soulignées.

TISSUS DE COTON SERRÉS.

	Ecrus	Blanchis, apprêtés	Teints, de fils teints, imprimés
	ancien :	ancien :	ancien :
unique : marcs	80 »	100 »	120 »
	nouveau :	nouveau :	nouveau :
80 g. ou plus par m ² :			
jusqu'à 35 fils par 5 mm ²	50 »	70 »	100 »
de 35 à 44 fils par 5 mm ²	70 »	90 »	120 »
plus de 44 fils par 5 mm ²	90 »	110 »	140 »
40 g. à 80 g. par m ² :			
jusqu'à 35 fils par 5 mm ²	90 »	110 »	140 »
35 à 44 fils par 5 mm ²	120 »	140 »	170 »
plus de 44 fils par 5 mm ²	150 »	170 »	200 »
moins de 40 g. par m ² :			
jusqu'à 35 fils par 5 mm ²	120 »	140 »	170 »
35 à 44 fils par 5 mm ²	150 »	170 »	200 »
plus de 44 fils par 5 mm ²	170 »	190 »	220 »

TISSUS DE COTON CLAIRS (NON SERRÉS).

	Ecrus	Blanchis, apprêtés	Teints, de fils teints, imprimés
	ancien :	ancien :	ancien :
unique : marcs	120 »	200 »	200 »
	nouveau :	nouveau :	nouveau :
80 g. ou plus par m ² :			
jusqu'à 35 fils par 5 mm ²	50 »	70 »	100 »
35 à 44 fils par 5 mm ²	70 »	90 »	120 »
plus de 44 fils par 5 mm ²	90 »	110 »	140 »
40 à 80 g. par m ² :			
jusqu'à 35 fils par 5 mm ²	80 »	100 »	130 »
35 à 44 fils par 5 mm ²	100 »	120 »	150 »
plus de 44 fils par 5 mm ²	120 »	140 »	170 »
moins de 40 g. par m ² :			
jusqu'à 35 fils par 5 mm ²	100 »	120 »	150 »
35 à 44 fils par 5 mm ²	125 »	145 »	175 »
plus de 44 fils par 5 mm ²	150 »	170 »	200 »

Comparativement à notre exportation de tissus de coton en Allemagne, l'importation de ce pays en Suisse est beaucoup plus considérable et va

sans cesse en augmentant (1892: 5.₄; 1903: 9.₆ millions de francs). En tant que les positions respectives concernant les tissus sont mentionnés au nouveau traité, des augmentations des droits suisses ont été stipulées sur presque toute la ligne, notamment pour les tissus lourds, écrus, unis, de 12 kilogrammes ou plus par 100 m², de même que pour tous les tissus blanchis, teints, imprimés, de fils teints et façonnés, couvertures (tapis de lit, de table), châles, écharpes, etc. Dégravés sont uniquement les tissus veloutés.

COMMERCE DE TISSUS DE COTON
ENTRE LA SUISSE ET L'ALLEMAGNE EN 1903.

	QUANTITÉS		VALEUR	
	Importation d'Allemagne quintaux	Exportation en Allemagne métriques	Importation d'Allemagne milliers de francs	Exportation en Allemagne
Tulle uni, écrus.....	47	61	38	59
Tissus, écrus, unis :				
lourds (1).....	2,419	7,017	968	2,387
— — légers (2) : non serrés (3).....	3	25	1	12
— — légers (2) : autres (4)	4	189	2	824
Tissus blanchis, lourds (5)	957	76	142	72
— — légers (6).....	50	122	32	185
Tissus de fils teints, lourds (5).....	764	58	481	55
— — légers (6).....	45	7	14	11
Tissus teints, lourds (5)	2,432	142	1,398	156
— — légers (6).....	59	240	47	372
Tissus imprimés, lourds (5)	2,021	63	1,576	41
— — légers (6).....	33	8	49	5
Percaline pour reliure..	281	»	12	»
Tissus façonnés, écrus..	91	1,530	46	971
Plumetis et tissus-den- telles, écrus.....	141	114	109	204
Tissus façonnés, blanchis et en couleurs.....	3,656	44	3,290	49
Tissus veloutés et bro- chés, blanchis et en couleurs; tulle broché.	446	2	624	5
Plumetis et tissus-den- telles, blanchis et en couleurs.....	557	171	429	445
TOTAL.....	13,946	10,669	9,637	5,853

Les tissus écrus destinés à être teints, imprimés et brodés (tissus unis, légers et mi-lourds, tulle), non mentionnés dans le nouveau traité, seront soumis au tarif général suisse, qui ne contient pas d'augmentations pour ces articles.

- (1) 6 kg. et plus par 100 m.².
- (2) Jusqu'à 6 kg. par 100 m.².
- (3) Ayant moins de 20 fils par 5 mm.².
- (4) Ayant plus de 20 fils par 5 mm.².
- (5) Plus de 7 kg. par 100 m.².
- (6) Jusqu'à 7 kg. inclusivement par 100 m.².

Tissus de soie (tarif allemand n° 405, tarif suisse n° 447). Le commerce des tissus de soie entre la Suisse et l'Allemagne est, de part et d'autre, assez considérable. Mais, alors que notre exportation en Allemagne est en décroissance, l'importation allemande augmente en Suisse, ce qui est dû en grande partie aux conditions douanières. Les tissus de soie, ainsi que les rubans, qui sont soumis aux mêmes droits, sont, en effet, des plus lourdement imposés en Allemagne, tandis que les droits suisses sont extrêmement modestes.

Lors des négociations de 1888, le droit général allemand sur les tissus tout soie, serrés, avait été réduit de 800 à 600 marcs et celui des tissus mi-soie, lié à 450 marcs. En 1891, l'Allemagne ne fit aucune nouvelle concession sur ces positions. Les efforts déployés aux fins d'obtenir davantage cette fois-ci ont été couronnés de succès, mais non toutefois dans la mesure désirée et espérée par notre industrie séricicole. Le taux réduit précité de 600 marcs appliqué aux tissus serrés de soie pure a été abaissé à 450 marcs par le nouveau traité et celui sur les tissus mi-soie à 350 marcs. A ce résultat, qui est loin d'être à dédaigner, concernant le tarif allemand, s'ajoute le fait qu'on a porté remède à la disparité existante pour l'importation en Suisse ; les tissus de soie pure n'acquittaient, en effet, jusqu'ici que fr. 16 par 100 kg. et les mélangés fr. 40 (droits général fr. 100). Le nouveau traité porte à fr. 100 les droits applicables, sans distinction, aux tissus tout soie et mi-soie (nouveau droit général fr. 150).

Le nouveau tarif général allemand relève partiellement de 1000 à 1500 marcs les droits frappant les tissus *clairs* (*non serrés*). En ce qui concerne cet article, il s'agissait principalement pour nous d'obtenir la garantie que les spécialités suisses désignées sous les noms de « marceline » et « sarcenet » ne seraient pas traitées comme tissus clairs, mais comme tissus serrés, ainsi que jusqu'ici. Les dispositions contenues à ce sujet dans le nouveau traité nous donnent, en grande partie, satisfaction. Conformément à la pratique actuelle, ne doivent d'ailleurs être considérés comme non serrés que les tissus dans lesquels la distance entre chaque fil de chaîne et de trame est au moins aussi grande que l'épaisseur d'un fil, exception faite pour le « crêpe », article facile à reconnaître.

Des difficultés techniques de nature spéciale et de laborieuses discussions ont amené la fixation exacte des différences existant entre les tissus serrés ordinaires pour vêtements et d'autre part les tissus pour meubles et tentures, qui intéressent peu notre industrie et figurent dans le nouveau tarif général, sous une position propre, avec droits plus élevés (500 à 1.200 marcs). Sur préavis d'experts, on décida que ne seraient pas considérés comme tissus de cette dernière catégorie : 1. Tous les tissus *noirs*, serrés, importés en pièces, 2. Tous les tissus en pièces dont la contexture n'est pas ouvrée à la façon Jacquard et qui ne sont pas fabriqués à la façon des Gobelins, s'ils n'ont pas plus de 123 cm. de largeur et ne pèsent pas plus de 120 grammes par mètre carré. Comme signes distinctifs ultérieurs, les fonctionnaires douaniers tiendront compte autant que possible, dans les cas douteux, du genre et de la proportion de surcharge subie par le tissu.

Les tableaux suivants donnent des indications détaillées sur le commerce réciproque des soieries entre les deux pays :

COMMERCE DE TISSUS DE SOIE ENTRE LA SUISSE ET L'ALLEMAGNE.

a. 1892-1903.

QUANTITÉS		Année	VALEUR	
Exportation en Allemagne	Importation d'Allemagne		Exportation en Allemagne	Importation d'Allemagne
quintaux métriques			milliers de francs	
1,035	280	1892	7,904	1,290
1,008	187	1893	8,481	850
949	155	1894	6,571	775
1,222	186	1895	8,657	1,006
1,057	505	1896	7,697	2,295
1,133	647	1897	7,367	2,882
1,235	710	1898	8,268	2,946
1,180	814	1899	7,982	3,332
963	785	1900	6,626	3,266
966	778	1901	6,194	3,378
847	910	1902	5,447	3,593
779	852	1903	4,966	3,626

b. 1903.

	QUANTITÉS.		VALEUR	
	Exportation en Allemagne	Importation d'Allemagne	Exportation en Allemagne	Importation d'Allemagne
	quintaux métriques		milliers de francs	
Tissus tout soie.....	495	397	3,389	2,295
Tissus de bourre de soie.....	2	»	6	1
Tissus mi-soie.....	83	433	422	1,198
Châles, écharpes, etc. :				
de soie.....	167	9	1,040	73
de mi-soie.....	32	13	109	59
	779	852	4,966	3,626

Broderies (tarif allemand nos 410, 411, 464, 465, 517/20). Le nouveau traité maintient généralement le statu quo en ce qui concerne les droits allemands sur les broderies; une catégorie importante de celles-ci bénéficie cependant des réductions, alors qu'une minime partie est traitée un peu plus défavorablement que par le passé.

Nous relevons, en particulier, que le droit réduit en 1891 de 350 à 275 marcs en faveur de broderies de coton, communes, à point passé, a été confirmé (nouveau tarif général 400 marcs). Les broderies aériennes de coton, considérées jusqu'ici comme dentelles et soumises, en conséquence, au droit de 350 marcs d'après le tarif général, bénéficient expressément d'un droit de 300 marcs. Le traité maintient le statu quo de 600 marcs sur les dentelles de soie (nouveau droit général 800 marcs) et les broderies sur fond serré de soie et de mi-soie (nouveau droit général 900 marcs). Les broderies en coton, à point de chaînette, actuellement traitées sur le même pied que celles à point passé et qui ne jouent pas un grand rôle dans notre exportation en Allemagne, sont taxées dans une proportion un peu plus forte que par le passé. Le nouveau tarif général a, en effet, créé pour cet article une position

distincte avec droit de 450 marcs, qui, au cours des négociations, fut réduit à 300 marcs. Des positions spéciales ont dû être établies pour les broderies avec applications, vu la distinction compliquée faite par le nouveau tarif général pour les articles avec travail de couture ; les droits y relatifs sont de 800 marcs sur les broderies de soie et, uniformément, de 300 marcs sur les autres tandis qu'ils seraient sans cela de 1500 marcs sur les broderies de soie de l'espèce précitée et de 700 marcs pour les autres. Réduites de moitié sont les nouvelles surtaxes de 100 % sur les broderies confectionnées (prêtes à l'usage) et de 50 % sur les vêtements et articles de mode ornementés de broderies (robes, blouses, etc.). Diverses dispositions spéciales suppriment les surtaxes fixées par le tarif général pour les ourlets et coutures, l'emploi des fils métalliques, etc. ; réglés à notre satisfaction sont également la question des monogrammes et des ornements brodés sur mouchoirs, ainsi que divers autres points de détail.

Sous l'empire du traité existant, notre exportation de broderies s'est développée, en Allemagne, d'une façon réjouissante, passant de 2.₃ à 8.₅ millions de francs. Nous nous permettons de renvoyer, pour les détails, à l'annexe statistique.

Machines (tarif allemand nos 894 à 923, tarif suisse nos 881 à 923). Réciproque est, en ce domaine, notre commerce avec l'Allemagne. En 1903, nous avons exporté dans ce pays pour 9.₇ millions de francs de machines et en avons importé pour 15.₄ millions de francs. Ce commerce s'est sensiblement développé, de part et d'autre, depuis 1892. Notre exportation était alors de 4.₆ millions de francs et notre importation de 10.₄ millions de francs.

Jusqu'à présent, les machines étaient soumises en Allemagne au droit de 3 marcs par 100 kilogrammes lorsque le bois ou la fonte prédominaient, et de 5 marcs lorsque c'était le fer forgé, exception faite pour les locomotives et locomobiles, ainsi que pour les machines en autres métaux communs que le fer. En Suisse, par contre, les machines étaient soumises à un droit uniforme de 4 francs, sauf les locomotives.

Le nouveau tarif général allemand a fixé, pour la plupart des machines, une gradation des droits d'après le poids de celles-ci et élevé sensiblement les taux qui leur sont applicables. Le fait a exercé aussi son influence sur le nouveau tarif suisse, qui a été disposé de la même façon et également surélevé pour la plupart des machines. Mais si, en procédant de la sorte, l'on ne songeait chez nous qu'aux négociations commerciales, on cherchait, en Allemagne, à entraver l'importation, sinon de la Suisse spécialement, tout au moins d'autres pays. Notre industrie mécanique reste encore, en général, sur le terrain du libre échange, sous l'empire duquel elle a pris une importance notable, et aurait été volontiers disposée, en cas de réciprocité, au maintien du statu quo. L'Allemagne, tout en refusant formellement d'adhérer à une entente de ce genre, s'est montrée prête à admettre des aggravations de droits à son importation en Suisse, correspondant aux aggravations apportées à l'exportation de Suisse en Allemagne, et une compensation des droits respectifs autant que le permettrait la diversité des classifications des deux tarifs et des intérêts en cause. Nous avons lutté autant que faire se pouvait contre ces entraves réciproques mises à l'impor-

tation, bien qu'elles dussent profiter à quelques spécialités de notre industrie des machines. L'équilibre fut, en général, réalisé, ainsi qu'en témoigne le tableau suivant concernant les positions d'ensemble.

Machines à vapeur; turbines à vapeur; turbines hydrauliques; moteurs à combustion et à explosion; machines motrices (moteurs électriques exceptés) combinés avec des pompes ou des machines frigorifiques; grues:

	pesant de: 5-10	10-25	25-50	50-100	100-500	500-1000	plus de 1000 q.
Droit allemand.	{ M. 11 »	7.50	6 »	5 »	5 »	4.50	3.50
	{ Fr. 13.75	9.37	7.50	6.25	6.25	5.62	4.37
Droit suisse....	Fr. 8 »	8 »	7 »	7 »	6 »	5 »	5 »

Machines dynamo; moteurs électriques, dynamos-transformateurs, ancres et collecteurs; transformateurs et bobines de Self:

	pesant: jusqu'à 1	de: 1-5	5-25	25-30	30-100	100-500	plus de 500 q.
Droit allemand.	{ M. 9 »	9 »	6 »	6 »	5 »	4 »	4 »
	{ Fr. 11.25	11.25	7.50	7.50	6.25	5 »	5 »
Droit suisse....	Fr. 14 »	11 »	8 »	6.50	6.50	6 »	5 »

Machines pour la fabrication des pâtes; machines pour l'essai des matériaux; machines soufflantes; machines d'extraction; machines frigorifiques:

	pesant de: 10-50	50-100 q.
Droit allemand.....	{ M. 5 »	4.50
	{ Fr. 6.25	5.62
Droit suisse.....	Fr. 8 » 7 »	7 »

Machines pour la minoterie; pompes:

	pesant de: 4-40	40-100 q.
Droit allemand.....	{ M. 5 »	4 »
	{ Fr. 6.35	5 »
Droit suisse.....	Fr. 12 » 8 » 7 »	7 »

Machines non dénommées au tarif:

	pesant: jusqu'à 0,4	de: 0,4-1	1-2	2-4	4-5	5-10	10-25	25-50	50-100	100-500	plus de 500 q.
Droit allemand.	{ M. 15 » 12 » 10 »	9 »	7 »	7 »	5.50	5.50	4.50	3 »	3 »		
	{ Fr. 18.75 15 » 12.50	11.25	8.75	8.75	6.87	6.87	5.62	3.75	3.75		
Droit suisse....	Fr. 16 » 16 » 12 »	12 »	12 »	12 »	8 »	8 »	7 »	7 »	6 »	5 »	

Ainsi que cela ressort du tableau ci-dessus, tous les droits allemands sur les machines ne sont pas aggravés par le nouveau traité. Le droit actuel de 5 marcs est réduit en faveur des machines appartenant aux catégories les plus lourdes, lorsque le fer forgé ou l'acier prédominent. Digne de remarque est aussi la situation fort améliorée, faite, pour l'importation en Allemagne, aux transformateurs électriques; on estimait, chez nous, qu'ils devaient être envisagés comme machines et soumis, en conséquence, au droit de 5 marcs; ils furent, au contraire, assimilés aux ouvrages fins en fer et frappés d'un droit de 24 marcs par 100 kilogrammes. Le nouveau traité les fait rentrer formellement dans la position des machines dynamo, etc., dont le droit est, suivant le poids, de 4 à 9 marcs seulement par 100 kilogrammes. En outre, un régime sensiblement plus favorable que le régime actuel a aussi été convenu

pour les machines à tricoter et les appareils électriques. L'exemption nous a été concédée à nouveau en faveur des bateaux pour la navigation fluviale et intérieure et les machines à vapeur employées à la construction de bateaux. Les métiers à tisser et les machines pour la filature, entre autres, subissent, par contre, une légère augmentation de droits à leur importation en Allemagne; étant donné qu'ils sont composés principalement de fonte de fer, ils n'acquittaient jusqu'ici qu'un droit de 3 marcs; ce droit est porté pour l'avenir à 4 marcs (nouveau tarif général 5 et 6 marcs).

Nous avons renoncé à demander une concession sur les machines agricoles, dont l'exportation en Allemagne est en fort recul, toute démarche à cet effet n'ayant aucune chance d'aboutir. En revanche, et afin de protéger en une certaine mesure la fabrication suisse de ces articles, notre nouveau droit général n'a été que peu réduit. Les machines pour l'imprimerie typographique et autres arts graphiques n'étant pas fabriquées en Suisse, nous avons concédé le droit de 4 francs. En portant à 8 francs le droit sur les machines à coudre, on a protégé un peu plus efficacement que par le passé une jeune industrie indigène; le nouveau droit général comporte 20 francs.

Le tableau suivant permettra de se rendre compte des échanges de machines entre les deux pays.

COMMERCE DES MACHINES AVEC L'ALLEMAGNE EN 1903.

	QUANTITÉS		VALEUR	
	Importation d'Allemagne	Exportation en Allemagne	Importation d'Allemagne	Exportation en Allemagne
	quintaux	métriques	milliers de francs	
Locomotives	407	8	61	2
Machines dynamo-électriques..	1,968	3,844	374	1,131
Machines pour l'agriculture et l'économie domestique.	11,041	933	861	111
Machines pour la minoterie....	971	5,462	146	583
Machines à coudre.....	6,174	76	1,111	71
Machines pour la filature et le retordage.....	2,424	5,453	255	780
Machines à broder.....	1,024	725	123	225
Machines à tricoter et machines pour la bonneterie.....	431	246	142	137
Métiers et machines pour le tissage.....	3,424	11,656	216	1,281
Machines-outils.....	11,347	884	1,135	175
Autres machines et pièces ter- minées.....	59,023	30,288	6,197	4,911
Pièces de machines ébauchées..	55,101	1,572	4,602	132
Chaudières à vapeur.....	3,622	2,477	167	186
TOTAL	156,957	63,624	15,390	9,723

Couleurs de goudron de houille (tarif allemand n° 319, tarif suisse n° 1098). Cet article fait l'objet de transactions très actives entre la Suisse et l'Allemagne. Notre exportation en Allemagne a été, en 1903, de 3,2 millions de francs et l'importation allemande en Suisse de 1,4 million de francs. Le droit conventionnel suisse, qui était jusqu'ici de 8 francs, a été réduit à 5 francs par le nouveau traité. Les couleurs de goudron de houille sont exemptes de droit aussi bien d'après le nouveau que

d'après l'ancien tarif général allemand. L'Allemagne, tout en consentant à lier derechef l'exemption, s'est réservé cependant la faculté d'imposer ces couleurs si, d'ici au 31 décembre 1907 au plus tard, la protection n'était pas étendue en Suisse aux inventions qui ne peuvent être représentées par des modèles. Notre projet de loi sur l'extension à donner à l'article 64 de la constitution fédérale vous a déjà mis au courant de la question. Comme vous avez adopté ce projet dans la session de décembre dernier, le premier pas est ainsi fait pour compléter, dans le sens indiqué, notre législation sur les brevets d'invention.

Parmi les autres concessions que l'Allemagne nous a faites par le nouveau traité, nous mentionnons, avant tout, le maintien des droits modérés sur les *montres*, dont l'exportation, se montant pour 1903 à environ 25 millions de francs, a constitué, avec la soie, notre principal article de vente en Allemagne. Le présent traité lie à nouveau l'exemption sur la *soie grège* (grège, organsin et trame) (exportation 1903: 28 millions de francs) et la bourre de soie (exportation 1903: 16.8 millions de francs). Lié est le droit actuel de 36 marcs sur la soie teinte (exportation 1903: 8.9 millions de francs). La franchise est maintenue en faveur du *carbure de calcium*; observons ici que l'Allemagne est actuellement le principal débouché pour nos fabriques de carbure, qui souffrent de la surproduction. Les droits modérés actuels sur les *fils de laine peignée* restent les mêmes; une réduction de 24 à 18 marcs est stipulée pour les fils blanchis et teints, à deux ou trois bouts. La *toile à bluter* confectionnée, soumise jusqu'ici au droit de 1.000 marcs, sera dorénavant admise, comme la non confectionnée, au droit de 600 marcs. La *bonneterie* et les sous-vêtements en crêpe de santé bénéficient soit de réductions très importantes, soit de conditions plus avantageuses pour les ornements qui parent ces articles. L'uniformité a été obtenue en ce qui concerne le dédouanement des divers genres de *tresses de fantaisie* (sparterie) de fabrication argovienne, en même temps que des droits plus modérés nous ont été accordés. Des réductions de droits sont concédées, en outre, pour les articles suivants: *essence de café*, *vins de fruits* (cidre), *lait condensé* sans addition de sucre, lait en blocs, artichauts préparés, etc., *dalles d'ardoises brutes*, *extraits de noix de galle et de sumac*, liquides (exemption au lieu du nouveau droit de 14 marcs), *huile rouge d'Andrinople*, *ferro-silicium*, *cuir pour courroies de transmission* et *courroies de transmission* en cuir, ainsi que les courroies, lanières de cuir, manchons (Laufleder, Nitschelhosen), chasse-navettes, *soie grège* moulinée deux fois, fils dits violets (exemption au lieu du droit actuel de 36 marcs), tissus feutrés pour la fabrication du papier, *ouvrages en bois*, sculptés, rembourrés, caractères en bois, casiers et rangs pour imprimeries, *or laminé*, *rosaires argentés*, papiers à dessiner, pour l'impression en taille-douce et pour la phototypie, pierres à bâtir sciées, vis, pièces de moulage, fondues, en aluminium, *objets isolants* (en amiante, mica, etc.), pendules électriques, *lisses pour métiers à tisser* et autres pièces accessoires similaires de ces métiers, attelles plâtrées pour bandages, *tresses de paille*, liber, etc., partiellement aussi sur les machines parlantes, planimètres, intégrateurs, instruments hydrométriques, compteurs de vitesse et certaines pièces détachées de montres.

2. Importation en Suisse.

Le présent traité tient compte dans une large mesure de la tendance du nouveau tarif général suisse à protéger mieux que par le passé une partie de la production indigène. Il va sans dire que nous devons sauvegarder également les intérêts de nos branches d'exportation et consentir des concessions afin d'en obtenir à notre tour. Les égards dus aux consommateurs nous interdisaient aussi d'augmenter les droits dans les proportions désirées de maints côtés. Résumée brièvement, la situation faite par le nouveau traité à la production indigène touchée de plus près par l'importation d'Allemagne est la suivante :

L'*agriculture* obtient une compensation de l'élévation des droits allemands sur le bétail, par le fait que l'*Allemagne* a accepté, pour son importante exportation de bétail en Suisse, les droits, sensiblement augmentés, que stipule notre nouveau traité de commerce avec l'Italie.

D'autre part, le présent traité n'a pas réduit les droits très élevés fixés par le précédent traité pour la viande fraîche (importation d'Allemagne 1903, fr. 543,400), la viande préparée (fr. 302,000), la charcuterie (fr. 483,800) et les conserves de légumes (fr. 97,700).

Les *arts et métiers* sont favorisés presque sur toute la ligne par des augmentations de droits sur les produits fabriqués et par des réductions sur les matières premières et les produits fabriqués auxiliaires.

La *tannerie*, par exemple, se trouve en meilleure posture par suite de droits conventionnels plus élevés sur les cuirs et peaux simplement tannés (ancien 8, nouveau 16), les peaux de veaux en blanc (couleur naturelle) ou cirées (ancien 16, nouveau 24), noircies sur fleur et chagrinées (ancien, en général 8, nouveau 18), cuirs empeignes, de vache ou de bœuf, en blanc (couleur naturelle) ou cirés (ancien 8, nouveau 10), cuirs pour harnais et courroies, noirs ou de couleur naturelle (ancien 16, nouveau 20); courroies de transmission (ancien 20, nouveau 35). Le présent traité contient aussi la nouvelle position du tarif général à teneur de laquelle les collets et les flancs seront dorénavant soumis au droit des cuirs pour semelles de tout genre, soit 16 francs, au lieu du taux actuel de 8 francs, ceci pour éviter que les droits de douane ne soient éludés. Réduits sont, en revanche, les droits sur les cuirs et peaux tannés, corroyés, en poil, pour ouvrages de sellier et de pelletier (ancien 12, nouveau 10), les cuirs et peaux pour tiges de chaussures de tout genre non dénommés ci-dessus (ancien 8, nouveau 4), les cuirs pour harnais, courroies, vernis et teints (ancien 16, nouveau 10), et tous les cuirs non spécialement dénommés au tarif général (ancien 8, nouveau 4). Les droits sur les ouvrages en cuir finis sont relevés, en faveur de la *sellerie*, de 50 et 60 fr. à 65 fr. Les intérêts de la *cordonnerie* et de l'*industrie des chaussures* sont de la même manière pris en considération. Les droits conventionnels sont augmentés sur les souliers et pantoufles, non doublés, de 40 à 45 fr., sur les souliers et pantoufles doublés, avec empeigne en cuir de génisse et de vache, de 60 à 65 fr., sur les souliers et pantoufles avec empeigne en cuir de veau, de chèvre, etc., de 60 à 80 fr., sur les souliers et pantoufles, en soie, etc., avec semelles en cuir, de 100 à 150 fr.; par contre, les souliers et pantoufles en velours et peluche, peu fabriqués en Suisse, bénéficient

d'une réduction de 100 à 50 fr., et les souliers en caoutchouc, que nous ne fabriquons pas du tout, de 40 à 30 francs.

La *menuiserie* obtient une protection plus efficace pour les caisses d'emballage (ancien 1.60, nouveau 2), la menuiserie du bâtiment (ancien, en partie 6, nouveau 10; en partie 10 et 16, nouveau 25), les meubles non rembourrés (anciens 10, 16, 25 et 38, nouveaux 15 à 50), la tabletterie (ancien, la plupart 30, nouveau 50). En faveur de *l'industrie du tournage*, les droits sur les ouvrages de tourneur, bruts, sont portés de 10 à 20 fr., et de 16 à 25 fr. sur les autres, exception faite pour les ouvrages polis; en revanche, le droit actuel de 10 fr. est maintenu, dans l'intérêt de la filature, sur les bobines, dont l'industrie indigène n'arrive pas à couvrir entièrement la consommation. Les conditions faites au *charronnage* sont aussi plus avantageuses que par le passé; d'une part, les droits sur les véhicules sont élevés de 20 à 35 fr. et, d'autre part, des réductions sont faites pour quelques articles importants nécessaires à cette industrie, tels que : essieux à patente, de 10 à 6 fr., cuirs à capote, de 8 à 4 fr., moyeux, jantes de roues, brancards, de 3 fr. à 1 fr. 50.

L'industrie du tapissier pourra lutter plus facilement contre la concurrence des produits étrangers, le droit unique de 38 fr. sur les meubles rembourrés étant remplacé par une surtaxe de 50 % à 70 % (tarif général 60 % à 100 %) en sus des droits afférant aux meubles non rembourrés, ce qui équivalait, en partie, à une forte augmentation de droits. Plus élevés que les précédents sont également les droits sur les *baguettes* (anciens 10 et 30, nouveaux 18, 30 et 40) et les *cadres* (anciens 25 et 40, nouveaux 30, 45 et 50). Les articles communs de *vannerie* sont un peu mieux protégés que jusqu'ici (anciens 5 et 12, nouveaux 6 et 15); les droits sur les articles fins, non combinés avec des matières textiles, sont, à vrai dire, réduits, le nouveau droit général de 50 fr. (17 % de la valeur) étant ramené au taux conventionnel actuel de 30 fr., et ceux sur les articles en combinaison avec des matières textiles ou sur les articles capitonnés (actuel 100) de 80 et 120 fr. à 60 fr. Le nouveau traité place aussi notre *brosserie* en meilleure posture (brute : ancien 25, nouveau 35; autre : ancien 50, nouveau 65; en fils d'acier : ancien 10, nouveau 20). Sans dommage réel pour nos intérêts, une importante concession a pu être faite sur les pinceaux, que notre *industrie de la peinture* tire en grande partie de l'étranger (15 au lieu de 25 et 50 actuellement); au surplus, cette industrie bénéficie de réductions de droits sur les terres colorantes et les noirs, ainsi que sur le blanc de zinc, le blanc de sulfite de zinc (lithopon) et le blanc de perle, non préparés (1 au lieu de 3), le cinabre, le bleu de Prusse, l'outremer, le vert de Schweinfurt, les couleurs de bronze (5 au lieu de 7). Dans l'intérêt de la *photographie*, le droit du nouveau tarif général (30 fr.) sur les papiers préparés chimiquement et sensibilisés est ramené à 20 fr. Malgré les concessions en partie considérables qui ont dû être faites à l'Allemagne, *l'imprimerie* est avantageusement protégée encore (ancien, en général 25, nouveaux 30 à 65); le droit sur l'encre d'imprimerie est réduit de 20 à 10 fr. et celui sur les machines pour l'imprimerie et les arts graphiques maintenu à 4 fr. Quoique des réductions, en partie considérables, aient été souscrites, la *reliure* et la *fabrication des cartonnages* sont mieux protégées que par le passé (anciens, généralement 25 et 35, nouveaux, généri-

ralement 30 à 50). Suffisamment grevés par le droit de 120 fr. sont les cartonnages de luxe garnis de soie, dentelles, etc. (tarif général 250), dont certaines industries indigènes, — fabrication du chocolat, confiseries, etc., — font une grande consommation.

Les droits concernant l'*industrie de la confection* ont été parmi les plus discutés, attendu que l'Allemagne exporte des vêtements en Suisse pour la somme considérable de 14 millions, en nombre rond, (bonneterie et chaussures exceptées). Nous avons dû, comme c'était à prévoir, nous résoudre à réduire fortement les nouveaux droits généraux, afin de faciliter la conclusion d'un traité. On peut cependant signaler comme un notable succès le fait que, malgré l'intérêt majeur des positions en cause pour l'industrie d'exportation allemande, des droits ont été acceptés qui, proportionnellement à ceux appliqués aux fils et tissus, sont non seulement plus élevés que les anciens, mais protègent, en outre, plus efficacement que par le passé la confection indigène. La *lingerie* obtient, à une exception près, des droits plus élevés : linge de corps en lin, 90 au lieu de 70 fr. (droits des tissus 65 fr. et 71 fr. 50), en coton 90 au lieu de 65 (droit du tissu 50 fr.), en laine, 130 fr. au lieu de 105 fr., et en soie 250 au lieu de 175 fr. La confection suisse tirant de l'étranger, plutôt qu'elle ne fabrique elle-même, les cols de chemises, plastrons, chemisettes et manchettes (actuels 70 et 65 fr.), nous avons consenti, sur ces articles, une réduction de droit à 50 francs.

Le nouveau régime appliqué aux articles confectionnés est indiqué dans le tableau suivant :

Vêtements :	Droit actuel.	Nouveau droit général.	Nouveau droit conventionnel (1).
	Francs par 100 kg. bruts.		
pour hommes et garçons :			
de coton et de lin.....	{ 65 » 70 » }	150 »	75 » (35 » à 65 »
de laine.....	105 »	300 »	140 » (75 »)
pour dames et fillettes :			
de coton et de lin.....	{ 65 » 70 » }	200 »	90 » (35 » à 65 »)
de laine.....	105 »	300 »	150 » (100 »)
de soie.....	175 »	500 »	250 » (100 »)
Corsets :			
de coton.....	65 »	180 »	100 » (50 »)
autres, en général.....	175 »	300 »	190 » (100 »)
Cravates de tout genre, en général.....	175 »	400 »	250 » (100 »)
Autres confections (ri- deaux, draperies, etc.) :			
de coton et de lin.....	{ 65 » 70 » }	150 »	90 » (45 » à 65 »)
de laine.....	105 »	250 »	140 » (75 » à 100 »)
de soie.....	175 »	400 »	250 » (100 »)

Notre *chapellerie* est, presque sans exception, mieux protégée aussi que précédemment. Les nouveaux droits conventionnels comportent : chapeaux non garnis, de paille, etc., 130 fr. (actuel 100), de feutre, 110 et 150 fr. (75), chapeaux garnis, de paille, etc., 200 fr. (comme jusqu'ici), de feutre, 160 et 225 fr. (120), casquettes et bérêts de four-

(1) Les nouveaux droits les plus importants sur les tissus ici en considération sont, autant que cela a été possible, indiqués entre parenthèses.

rure ou garnis de fourrure, 200 fr. (150), de soie, 250 fr. (175), de laine, 150 fr. (105 »), de coton, 150 fr. (65 »).

Notre *corderie* obtient, d'un côté, une réduction pour le fil de jute, écriu, (0.50 au lieu de 1.50), d'un autre côté une augmentation sur les ouvrages finis, savoir : cordes et câbles de 7 à 12 fr., autres ouvrages de cordier, de 24 à 30 et 35 francs.

Dans l'intérêt de notre *pelleterie*, le droit sur les fourrures est élevé de 150 à 200 fr., et celui sur la matière première (peaux tannées) réduit de 12 à 10 francs.

La *fabrication des parapluies et parasols* obtient, d'une part, une réduction sur les parties détachées qu'elle doit tirer de l'étranger (5 au lieu de 8 fr.), d'autre part une augmentation partielle sur l'article fini : les parapluies et parasols de mi-soie et de soie acquitteront, à l'avenir, 130 fr. (au lieu de 60 et 100) et ceux de coton 60 fr. (au lieu de 40).

Mieux protégées sont, en outre, la *fabrication des outils* (anciens en général 10 et 12, nouveaux, à l'exception des outils pour l'agriculture et l'horticulture, 13 à 23), et la *serrurerie* (anciens, en général 10 et 12, nouveaux, 20 et 25). Parmi les autres branches du travail des métaux qui se trouveront dans une meilleure position sous l'empire du nouveau traité, on peut aussi mentionner la *fonderie de cloches* (à l'exception des cloches d'église, dont le droit de 30 fr. est maintenu) (ancien 30, nouveau 45), la *fonderie de cuivre et de laiton* (anciens 10 et 30, nouveaux 15 à 40), en faveur de laquelle on a en même temps supprimé le droit sur le cuivre et le laiton en barres et débris (1 fr.), la *fabrication des ouvrages en zinc*, bruts exceptés, (ancien 30, nouveau 35), la *fonderie d'étain* (anciens 10 et 40, nouveaux 15 et 45, sauf les couvercles de chopas à bière).

L'*industrie* est sous divers rapports, comme les arts et métiers et l'agriculture, favorisée en partie par la compensation des augmentations de droits que le nouveau traité établit pour l'importation en Allemagne.

Nous avons déjà mentionné brièvement le fait en ce qui concerne l'*industrie des machines*, la *filature* et le *tissage du coton*, la *teinturerie* et l'*impression*, ainsi que l'*industrie de la soie*, dans la partie de ce message où nous examinons les positions relatives à l'exportation.

Quant au *tissage du lin*, il bénéficie de fortes réductions sur les droits élevés du nouveau tarif général ; les nouveaux droits conventionnels sur les articles l'intéressant en première ligne, soit les tissus mi-fins et fins, sont cependant sensiblement plus élevés encore que les actuels (ancien 42, nouveaux : écrius 50 et 55, lessivés et blanchis, surtaxe de 30 %). Le linge de lit, de table et de cuisine, fini, soumis jusqu'ici au droit de a confection de lin (70), est transféré dans les positions des couvertures de lin, ce qui n'entraîne pas, toutefois, une réduction du droit en vigueur.

La *filature de laine* est, d'une façon générale, plus avantagée que précédemment, bien qu'il ait fallu tenir compte, ici aussi, des industries de consommation (tissage, bonneterie, etc.). Une réduction n'est arrêtée que pour les fils de laine cardée, écrius, à plusieurs bouts (de 8 à 6 fr.) ; augmentés sont, par contre, les droits sur les fils gazés (de 8 à 12 fr.), les fils de laine cardée, blanchis et teints, simples ou doublés (de 12 fr. à 16 et 18 fr.), les fils de laine peignée, blanchis et teints (de 12 et 18 fr. à 14 et 20 fr.), les fils accommodés pour la vente en détail (de 30 à 35 fr.).

Constatons, en outre, la suppression des droits actuels sur la laine écriue

et peignée et le renouvellement des conditions actuelles fort acceptables en faveur de notre importante exportation en Allemagne, conditions qui ont même été améliorées, pour des positions accessoires, il est vrai.

Le *tissage de laine* est de même un peu mieux protégé que par le passé, bien que l'Allemagne ait très vivement insisté sur l'octroi de concessions importantes, qui durent être partiellement accordées de peur de mettre en péril la conclusion même du traité. Quoi qu'il en soit, les droits sur les tissus écrus sont portés de 25 et 40 fr. à 30 et 60 fr., de 55 à 75 fr. sur les tissus finis (lourds), qui nous intéressent surtout, et de 80 à 100 fr. sur les tissus légers de ce genre. Il ne faut pas oublier que, lors de l'établissement des nouveaux droits généraux sur les tissus de laine, on songeait aussi à les employer comme droits compensateurs, au cours des négociations commerciales. L'*industrie de la confection* profite des réductions très importantes sur les articles Zanella et serge pour doublure, qui ne sont encore pas tissés en Suisse. Les tisseries indigènes sont avantagées par l'élévation des droits sur les couvertures de laine sans travail à l'aiguille (de 25 à 40 fr.).

La *bonneterie*, dont l'exportation en Allemagne sera sensiblement facilitée par le nouveau traité, ainsi que nous l'avons déjà dit, est mieux placée aussi en ce qui concerne l'importation; le droit des articles en coton et en lin est, en effet, porté de 60 à 70 fr. et celui des articles en laine et mi-laine de 75 à 100 fr. Le droit soie, relativement élevé (250 fr.), auquel sont soumis les articles en soie de cette branche, est maintenu tel quel. Nous avons pu ramener au niveau modéré actuel les nouveaux droits généraux sur les gants tricotés, leur fabrication étant, en Suisse, de peu d'importance.

L'*industrie du papier* obtient, en compensation des droits augmentés convenus avec l'Allemagne sur la matière fibreuse qu'elle nous fournit, des droits sur le papier sensiblement plus élevés. Le droit considérable de 8 fr. sur le papier pour l'impression des journaux, maintenu par le nouveau tarif général, n'a pas été modifié non plus par ce traité. Les articles qui ne sont pas fabriqués en Suisse ou le sont en proportion insuffisante pour la consommation, tels que: papiers crayés pour impression artistique, papiers de plus d'une couleur, cartons recouverts de papier de couleur naturelle, papiers ondulés, patent packing, etc., ont bénéficié d'une réduction des droits qui leur étaient appliqués jusqu'ici. La réduction du droit sur les *papiers de tenture* (ancien 16, nouveau 12) se justifie par le fait que cet article n'est plus fabriqué en Suisse.

Le droit général de 1 fr. sur le ciment Portland a été maintenu en faveur de nos *fabriques de ciment*, lesquelles sont, d'ailleurs, syndiquées avec les établissements similaires de l'Allemagne du Sud. Il s'agit ici de la protection d'une industrie qui consomme une matière brute indigène, non utilisée en cas contraire.

L'*industrie des ouvrages en argile et en grès* est favorisée généralement aussi de droits conventionnels augmentés, notamment en ce qui concerne les tuiles à emboîtement (ancien 0.50, nouveau 0.60), les dalles et carreaux communs, carreaux de pavage (ancien 0.25, nouveau 0.50), les dalles et carreaux vernissés ou émaillés (ancien 2, nouveau 3), les tuyaux (excepté ceux pour drainage) et tuyaux de forme spéciale (ancien 2, nouveau 2.50), les catelles (ancien 8, nouveau 10), les dalles et carreaux en grès, bruts (ancien 1, nouveau 1.25), vernissés ou

émaillés et fins (anciens 2 et 6, nouveaux 3 et 8), tuyaux en grès et parties d'installation de lieux d'aisances, communs (ancien 2.50, nouveau 3), poterie commune en grès (ancien 3, nouveau 3.50).

Les quelques réductions accordées dans cette catégorie de notre tarif concernent les tuiles fumées, ardoisées et goudronnées (ancien 1.50, nouveau 1.25), les tuyaux réfractaires au feu (ancien 0.50, nouveau 0.30) et les isolateurs en porcelaine (ancien 3, nouveau 0.50).

L'*industrie du verre* bénéficie d'augmentations sur les bouteilles communes (ancien 3, nouveau 3.50), la verrerie mi-blanche (ancien 6, nouveau 7), les plaques de verre pour la photographie, sèches (ancien 20, nouveau 30), le verre enchâssé dans du métal (ancien 20, nouveaux 25 et 35); réduits sont, en revanche, les droits sur les articles suivants qui, en partie, ne sont pas ou ne sont qu'insuffisamment fabriqués en Suisse: verre pour vitraux (3 au lieu de 5), verre à vitres coloré (10 au lieu de 20), verrerie de couleur naturelle, à l'exception des bouteilles (3.50 au lieu de 4), verre à glaces, non étamé (12 au lieu de 16), verre à glaces étamé, mince, de 18 dm² et au-dessus (25 au lieu de 40). Les droits, de même que pour les cadres, sont augmentés sur les glaces et miroirs encadrés, soit de 16 à 20 fr. pour les petits (miroirs dits de Fürth) et de 40 à 45 fr. pour les plus grands.

Il y a lieu de remarquer, du reste, que nos droits sur le verre sont élevés comparativement à ceux d'autres pays.

Les *établissements métallurgiques* suisses sont favorisés déjà par le nouveau tarif général du fait que les déchets de la fabrication du fer et de la ferraille, dont l'emploi pour la fonte va toujours en grandissant, sont exonérés du droit d'entrée de 0.10, tandis que le droit d'exportation qui leur est propre est porté de 0.20 à 0.40. Augmentés sont en outre les droits sur le fer brut comprimé, pesant moins de 12 kg. par mètre courant, soit de 4 à 4.50; sur les rails et traverses de chemins de fer, légers, de 1.70 à 2 fr., et sur les percés ou cintrés, de 1.70 à 3 fr., sur certains matériaux pour chemins de fer (crémaillères, rails à engrenage, aiguilles, plaques tournantes, etc.), de 3 à 4 fr. Ces augmentations, qui grèvent la construction des chemins de fer, etc., ont été quelque peu compensées par des réductions sur les essieux finis, lourds, roues, ressorts, châssis de machines et wagons, etc. (3 au lieu de 4 fr.), éclisses et plaques ou selles d'assise (5 au lieu de 7 fr.), réductions qui ne lèsent nullement les intérêts de notre métallurgie, puisqu'elle ne fabrique pour ainsi dire aucun de ces articles.

La *fabrication des ouvrages en métaux* obtient en général une meilleure protection. Entre autres, les droits sur les outils de précision pour le travail des métaux (actuels, en général 22 et 25 fr.) sont fixés aux chiffres de 20 à 35 fr., ceux sur les chaînes (actuel, en général 10 fr.) à 12 et 15 fr., les ferrures (actuel, en général 10 fr.) à 12 fr., les pointes de fil de fer, de 10 à 14 fr., les clous ordinaires, excepté les clous de ferrage, qui sont peu fabriqués en Suisse, de 10 à 13 fr., les clous de tapissiers (actuels, en général 22 et 35 fr.) à 25 et 50 fr., les stores métalliques, finis (actuel, en général 10 fr.) à 20 fr., etc. Les réductions consenties, par contre, dans ce chapitre de notre nouveau tarif, en faveur de la consommation, concernent en partie des articles fabriqués en Suisse en quantité insuffisante, tels que, par exemple,

cordes et câbles grossiers en fil de fer ou d'acier, rivets et boulons de dimensions les plus grossières, tissus en fil de fer, etc.

Parmi les autres branches de l'industrie métallurgique qui se trouveront mieux placées sous l'empire du nouveau tarif, mentionnons la *fabrication des câbles électriques* (ancien 10, nouveaux 12 à 18), la *fabrication des vélocipèdes* (bicycles, droit actuel 70 fr. par q. ou env. 9 par pièce, nouveau 12 par pièce, la *fabrication des étuis de mathématiques* (ancien 16, nouveau 70), la *fabrication des compteurs à eau et à gaz* (ancien 4, nouveaux 12 et 20), la *fabrication des compteurs électriques* (ancien 6, nouveau 20), la *fabrication des appareils téléphoniques et télégraphiques* (ancien 6, nouveau 12), enfin la *fabrication des pianos* (ancien 30, nouveau 40), qui bénéficie, en même temps, d'une réduction de 16 à 8 fr. sur les parties finies et de 16 à 10 fr. sur les cordes.

Afin de favoriser l'*industrie chimique* et diverses *professions techniques*, le nouveau tarif général a déjà en partie entièrement supprimé, en partie réduit les droits actuels sur une série de matières brutes et de produits fabriqués auxiliaires; le traité avec l'Allemagne a encore stipulé d'autres exemptions et réductions. Relevés sont, par contre, les droits actuels sur la potasse caustique et la soude caustique (ancien 0.30, nouveaux 0.80 et 1.50), la litharge, le chlorure de chaux, l'acétate de chrome, le mordant de fer (ancien 0.30, nouveau 1), l'acide carbonique liquéfié (ancien 7, nouveau 8), les sels d'étain (ancien 1, nouveau 1.50). La *fabrication de la colle forte* voit aussi sa situation améliorée, d'un côté par le fait que l'exportation des os est rendue plus difficile, et de l'autre par l'élévation des droits d'entrée sur la colle: colle ordinaire, fr. 2.50 (ancien 0.60), colle liquide en récipients jusqu'à 1 kg., 10 fr. (ancien 7). Il en est de même pour la *fabrication de l'amidon* (jusqu'ici 1.25 et 2.50, nouveaux 2.50 à 5); une réduction est accordée seulement sur les farines et féculs de pommes de terre, de sagou et de tapioca, que la Suisse ne peut fabriquer en quantité suffisante pour subvenir aux importants besoins de son industrie.

La *fabrication des couleurs* bénéficie des droits plus élevés sur les vernis-couleurs (12 au lieu de 7 fr.), le jaune de chrome, le vert de chrome, le bleu de montagne, le malt, etc. (10 au lieu de 7 fr.), la céruse préparée, le blanc de zinc et le blanc de perle (7 au lieu de 5 fr.). Cette industrie profite, en outre, de réductions sur les terres colorantes moulues et lavées (anciens 0.30 et 0.60, nouveau 0.20), l'indigo (anciens 3 et 4, nouveau 2), le noir de fumée et le noir animal (ancien 1, nouveau 0.30).

En ce qui concerne notre *savonnerie* le droit de 5 fr. actuel (9% environ de la valeur) pour les savons ordinaires, repris par le nouveau tarif général, est simplement lié; le droit de 40 fr. (environ 13%) appliqué jusqu'ici aux savons de toilette est maintenu (tarif général 50). Cette industrie profite du fait que les droits modérés actuels sur quelques matières brutes (huile de coco, huile de palme, etc.) ont encore été diminués.

La *fabrication des lampes à incandescence* est en beaucoup meilleure posture que précédemment. Le droit actuel de 30 fr. est en effet porté à 80 fr. pour les lampes sans douille et à 50 fr. pour les lampes avec douille; il en est de même de la fabrication des *charbons* préparés pour l'éclairage électrique (bougies électriques) (ancien 0.50, nouveau 6) et de celle des *manchons incinérés*, prêts à l'usage (ancien 30, nouveau 100 fr.).

En somme, le présent traité nous concède en grande partie, pour l'exportation, le *statu quo*. La franchise douanière ou des droits réduits sont en conséquence garantis à nombre de nos produits agricoles et industriels les plus importants (notamment fruits frais, lait stérilisé, bétail destiné à la reproduction, soie grège, bourre de soie, fils de laine peignée, couleurs dérivées du goudron, carbure de calcium, montres), dont l'exportation en Allemagne se chiffre par 100 millions de francs environ. Pour quelques autres positions essentielles (fromages et broderies), les droits actuels, renouvelés, sont considérables; l'exportation des broderies et, par périodes, aussi celle des fromages ont néanmoins sensiblement augmenté.

Une réduction des droits actuels a été obtenue par un groupe important d'articles, représentant une exportation de plus de 20 millions de francs; nous mentionnons, en particulier, les tissus de soie, les fils retors de soie grège, la bonneterie, les tresses de paille, la sparterie et le chocolat.

Si ces positions sont avantageuses, d'autres, par contre, ne le sont pas. C'est ainsi que les droits sur le bétail de boucherie, une grande partie des machines, les fils et tissus de coton, ont été *augmentés*. Une compensation partielle résulte, toutefois, de l'élévation des droits suisses; les augmentations sur certaines sortes de fils et tissus sont contrebalancées aussi, en partie, par des réductions sur d'autres sortes.

En ce qui concerne l'importation, le nouveau traité protège, presque généralement et mieux que par le passé, notre production agricole et industrielle, tout en stipulant de nombreuses réductions des droits sur les matières premières et les articles mi-fabriqués, en vue de faciliter l'importation de ce que la production indigène ne peut fournir en quantité suffisante. L'importation des droits sur la viande et le bétail, les articles confectionnés, etc., grève, il est vrai, la consommation générale, mais non dans une mesure telle que l'on puisse craindre un sensible renchérissement de la vie. Il est évident que le traité ne pouvait, même en ce qui a trait aux droits d'entrée, donner satisfaction à tous les desiderata, les intérêts étant absolument divergents sur un grand nombre de positions. Nos négociateurs se sont efforcés, sans aucune prévention à l'égard de l'une ou de l'autre branche de production, de toujours obtenir tout ce qui était possible. Les avantages qu'offre le traité l'emportent de beaucoup sur ses défauts, que nous ne nous dissimulons d'ailleurs nullement, et nous sommes persuadés que ce nouvel accord commercial avec l'Empire allemand contribuera à la prospérité générale de notre pays.

C'est dans cette conviction que nous vous recommandons de ratifier le traité additionnel au traité de commerce et de douane du 10 décembre 1891, en adoptant le projet d'arrêté fédéral ci-après.

Nous saisissons cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Président et Messieurs, les assurances de notre considération distinguée.

Berne le 24 février 1905.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Le Président de la Confédération,
RUCHET.

Le Chancelier de la Confédération,
RINGIER.

TEXTE ORIGINAL ALLEMAND.

E.— Zusatzvertrag zum Handels- und Zollvertrag zwischen dem Deutschen Reich und der Schweiz.

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen, im Namen des Deutschen Reichs, einerseits, und der Bundesrat der Schweizerischen Eidgenossenschaft, anderseits, von dem Wunsche geleitet, die Handelsbeziehungen zwischen beiden Ländern mehr und mehr zu befestigen und auszudehnen, haben beschlossen, einen Zusatzvertrag zu dem bestehenden Handels- und Zollvertrag zwischen dem Deutschen Reiche und der Schweiz vom 10. Dezember 1891 abzuschliessen, und zu diesem Zwecke zu Bevollmächtigten ernannt :

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen :

Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei der Schweizerischen Eidgenossenschaft, Legationsrat und Kammerherrn, Herrn Dr. Alfred von Bülow,

Der Bundesrat der Schweizerischen Eidgenossenschaft :

Herrn Bundesrat Dr. Adolf Deucher, Chef des eidgenössischen Handels-, Industrie- und Landwirtschafts-Departements ;

Herrn Arnold Künzli, Mitglied des Schweizerischen Nationalrates ;

Herrn Alfred Frey, Mitglied des Schweizerischen Nationalrates ;

Herrn Dr. Arnold Eichmann, Chef der Handelsabteilung des eidgenössischen Handels-, Industrie- und Landwirtschafts-Departements ; welche, unter Vorbehalt der beiderseitigen Ratifikation, nachstehende Vereinbarungen getroffen haben :

Artikel 1.

Die einzelnen Artikel des bestehenden Vertrages werden wie folgt abgeändert :

I.

Der Artikel 1 erhält folgende Fassung :

Die beiden vertragschliessenden Teile werden sich wechselseitig in Beziehung auf die Einfuhr, Ausfuhr und Durchfuhr in jeder Hinsicht auf dem Fusse der meistbegünstigten Nation behandeln.

Jeder der beiden Teile verpflichtet sich demgemäss, jedes Vorrecht und jede Begünstigung, welche er in den gedachten Beziehungen einer dritten Macht bereits zugestanden hat oder in der Folge zugestehen möchte, insbesondere jede Ermässigung der Eingangs- und Ausgangs-abgaben, gleichmässig auch dem anderen vertragschliessenden Teile gegenüber ohne irgend welche Gegenleistung in Kraft treten zu lassen.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich ferner, den gegenseitigen Verkehr zwischen beiden Ländern durch keinerlei Einfuhr-, Ausfuhr- oder Durchfuhrverbote zu hemmen. Ausnahmen sind nur zulässig :

1. in Beziehung auf Kriegsbedarf unter ausserordentlichen Umständen ;

2. aus Rücksichten auf die öffentliche Sicherheit ;
3. aus Rücksichten der Gesundheitspolizei oder zum Schutze von Tieren oder Nutzpflanzen gegen Krankheiten, Schädlinge oder andere Gefahren ;
4. behufs Durchführung der inneren Gesetzgebung, soweit durch diese die Erzeugung, die Beförderung, der Vertrieb oder der Verbrauch gewisser Gegenstände verboten oder eingeschränkt wird.

II.

An Stelle der im Artikel 2 genannten Tarife treten die beiliegenden Tarife A und B.

III.

Der Absatz 2 des Artikels 3 kommt in Wegfall.

IV.

Die Ziffer 3 des Artikels 5 erhält folgende Fassung :

3. für handelsübliche Umschliessungen aller Art sowie Schutzdecken und andere Verpackungsmittel, auch Webebäume, Holz- und Papprollen und dergleichen, die aus dem einen Gebiete in das andere zum Zwecke der Ausfuhr von Waren eingeführt, oder, nachdem sie nachweislich dazu gedient haben, aus dem anderen Gebiete wieder zurückgebracht werden ;

V.

Der Artikel 6 erhält folgende Fassung :

3. Zur Regelung des Verkehrs zum Zwecke der Veredlung oder Ausbesserung von Waren zwischen den Gebieten der vertragschliessenden Teile wird festgesetzt, dass bei der Einfuhr in das Veredlungsland und bei der Rückkehr aus demselben von Eingangs- und Ausgangs- abgaben befreit bleiben :

a) Seide aller Art, sowie Garne und Gewebe, welche zum Winden (Haspeln, Spulen), Zwirnen, Waschen, Bleichen, Mercerisieren, Färben, Umfärben, Bedrucken (und zwar Garne zum Bedrucken auch in durchschossenen Ketten), Gaufrieren, Moirieren, Appretieren, Walken, Pressen, Plissieren oder zur Vornahme ähnlicher Veredlungsarbeiten,

b) Häute und Felle, welche zur Leder- und Pelzwerkbereitung,

c) Gegenstände, welche zum Lackieren, Polieren und Bemalen in das andere Gebiet ausgeführt worden sind,

d) sonstige zur Ausbesserung, Bearbeitung und Veredlung bestimmte, in das andere Gebiet gebrachte und nach Erreichung jenes Zweckes unter Beobachtung der deshalb getroffenen besonderen Vorschriften zurückgeführte Gegenstände, wenn die wesentliche Beschaffenheit derselben unverändert bleibt,

und zwar in allen diesen Fällen, sofern die Identität der aus- und wieder eingeführten Waren und Gegenstände ausser Zweifel ist.

Ferner werden beiderseits, bei Festhaltung der Identität, von Eingangs- und Ausgangsabgaben freigelassen :

1. Gewebe, welche aus der Schweiz in die bayerischen Hauptzollamtsbezirke Lindau und Pfronten, den württembergischen Hauptzollamtsbezirk Friedrichshafen, den württembergischen Oberamtsbezirk Riedlingen, den preussischen Regierungsbezirk Sigmaringen und den badischen Kreis Konstanz, oder welche aus Deutschland nach der Schweiz versandt werden, um dort bestickt und sodann zurückgesandt zu werden. Ausser den Geweben werden auch Stickmusterblätter, sowie das Stickmaterial (Seide oder Garn) beiderseits zollfrei abgefertigt.

2. unaufgeschnittene Samte, Plüsch, samt- und plüschartige Gewebe, welche aus Deutschland nach der Schweiz ausgehen, um dort aufgeschnitten und sodann zurückgesandt zu werden.

In allen genannten Fällen kann die Zollfreiheit von dem Nachweise der einheimischen Erzeugung der zur Veredlung ausgeführten Waren abhängig gemacht werden, ausgenommen bei Seide zum Färben oder Umfärben, für welche dieser Nachweis nicht verlangt wird.

VI.

Der Artikel 9 erhält folgende Fassung :

Kaufleute, Fabrikanten und andere Gewerbetreibende, welche sich durch den Besitz einer von den Behörden des Heimatlandes ausgefertigten Gewerbe- Legitimationskarte darüber ausweisen, dass sie in dem Staate, wo sie ihren Wohnsitz haben, die gesetzlichen Steuern und Abgaben entrichten, sollen befugt sein, persönlich oder durch in ihren Diensten stehende Reisende in dem Gebiete des anderen vertragschliessenden Teiles bei Kaufleuten oder in offenen Verkaufsstellen oder bei solchen Personen, welche die Waren produzieren, Warenankäufe zu machen oder bei Kaufleuten in deren Geschäftsräumen oder bei solchen Personen, in deren Gewerbebetriebe Waren der angebotenen Art Verwendung finden, Bestellung zu suchen, ohne hierfür eine weitere Abgabe entrichten zu müssen.

Die mit einer Gewerbe-Legitimationskarte versehenen Gewerbetreibenden (Handlungsreisenden) dürfen in der Regel nur Warenmuster, aber keine Waren mit sich führen ; indessen soll ihnen die Mitführung von Waren insoweit erlaubt sein, als sie den im Inlande domizilierten inländischen Gewerbetreibenden (Handlungsreisenden) gestattet wird.

Die Ausfertigung der Gewerbe-Legitimationskarte soll nach dem unter lit. D anliegenden Muster erfolgen.

Die vertragschliessenden Teile werden sich gegenseitig Mitteilung darüber machen, welche Behörden zur Erteilung von Gewerbe-Legitimationskarten befugt sein sollen, und welche Vorschriften von den Inhabern dieser Karten bei Ausübung des Gewerbebetriebes zu beachten sind.

Hinsichtlich des Gewerbebetriebes im Umherziehen, einschliesslich des Hausierhandels und des Aufsuchens von Bestellungen bei Nichtgewerbetreibenden, behalten sich die vertragschliessenden Teile volle Freiheit der Gesetzgebung vor.

VII.

Dem bestehenden Vertrag wird folgender neuer Artikel eingefügt :

ART. 10a. — Wenn zwischen den vertragschliessenden Teilen über die Auslegung oder Anwendung der dem gegenwärtigen Verträge beigelegten Tarife A und B, einschliesslich der Zusatzbestimmungen zu diesen Tarifen, sowie der Zollsätze der von den vertragschliessenden Teilen mit dritten Staaten vereinbarten Vertragstarife, eine Meinungsverschiedenheit entsteht, so soll sie auf Verlangen des einen oder des anderen Teiles durch Schiedspruch erledigt werden.

Das Schiedsgericht wird für jeden Streitfall derart gebildet, dass jeder Teil aus den Angehörigen seines Landes eine geeignete Persönlichkeit zum Schiedsrichter, bestellt, und dass die beiden Teile einen Angehörigen eines befreundeten dritten Staates zum Obmann wählen. Die beiden Teile behalten sich vor, sich im voraus und für einen bestimmten Zeitraum über die Person des im gegebenen Falle zu ernennenden Obmannes zu verständigen.

Eintretendenfalls und vorbehaltlich besonderer Verständigung werden die vertragschliessenden Teile auch andere als die im ersten Absatz bezeichneten Meinungsverschiedenheiten über die Auslegung oder Anwendung des gegenwärtigen Vertrages zum schiedsgerichtlichen Austrag bringen.

Art. 2.

Die Anlage C wird wie folgt abgeändert :

I.

Der erste Absatz des § 1 erhält nachstehende Fassung :

Um die Bewirtschaftung der an der Grenze liegenden Güter und Wälder zu erleichtern, werden von allen Eingangs- und Ausgangsabgaben befreit :

Getreide in Garben oder in Ähren,
die Roherzeugnisse der Wälder, Holz und Kohlen,
Sämereien,
Setzlinge, ausgenommen solche von Obstbäumen und Zierpflanzen,
Stangen,
Rebstecken,
Gerätschaften und Materialien zum Bespritzen der Reben,
Werkzeuge aller Art und
Tiere,

die zur Bewirtschaftung der innerhalb eines Umkreises von 15 Kilometer auf beiden Seiten der Grenze gelegenen Güter dienen, vorbehaltlich der in beiden Ländern zur Verhütung von Defraudationen allfällig bestehenden Kontrollen.

II.

Es werden folgende neue Paragraphen eingefügt :

§ 4. — Im kleinen Grenzverkehr an der deutsch-schweizerischen Grenze werden beiderseits folgende nicht mit der Post eingehende Waren zollfrei zugelassen :

1. einzelne Stücke von frischem oder einfach zubereitetem Fleisch von Schweinespeck, in Mengen von nicht mehr als 2 kg ;
2. Müllerei-Erzeugnisse — mit Ausnahme von Reisgries und gewalztem Reis — in Mengen von nicht mehr als 3 kg ;
3. gewöhnliches Backwerk in Mengen von nicht mehr als 3 kg.

§ 5. — Ferner werden im kleinen Grenzverkehr frisches Obst, unverpackt oder nur in Säcke verpackt, sowie frischer Rotkohl, Weisskohl und Wirsingkohl und frische Kartoffeln zollfrei zugelassen, wenn diese Erzeugnisse aus der schweizerischen Grenzzone stammen und auf Landwegen (mit Ausschluss des Eisenbahnweges) nach Marktplätzen der deutschen Grenzzone an Markttagen zum Absatz an dortige Einwohner für deren eigenen Bedarf eingebracht werden.

§ 6. Jeder der vertragschliessenden Teile behält sich vor, die in den §§ 4 und 5 vorgesehenen Begünstigungen, soweit sie für sein Gebiet gelten, an die Erfüllung besonderer Bedingungen zu knüpfen, oder bei vorgekommenen Missbräuchen ganz oder teilweise ausser Kraft zu setzen. In den Fällen des § 4 ist der andere Teil berechtigt, alsbald die gleichen Massregeln für sein Gebiet zu treffen.

§ 7. Im kleinen Grenzverkehr zwischen den beiden Teilen bleiben auch Nahrungsmittel und Getränke zollfrei, welche von den die Grenze überschreitenden Arbeitern oder ihren Angehörigen für den Tagesbedarf der ersteren eingebracht werden.

Art. 3.

Die Anlage D des bestehenden Vertrags wird durch die beiliegende Anlage D ersetzt.

Art. 4.

Die Bestimmungen des Schlussprotokolls zum bestehenden Vertrag werden wie folgt abgeändert :

I.

Der erste Absatz der Ziffer I des Schlussprotokolls kommt in Wegfall.

II.

In Ziffer II A des Schlussprotokolls treten an Stelle der bisherigen Nummern 2 bis 6 die folgenden Nummern 2 bis 7.

2. Musterkarten und Muster in Abschnitten oder Proben, welche nur zum Gebrauch als solche geeignet sind, jedoch mit Ausschluss der Proben von Nahrungs- und Genussmitteln.

3. Gebrauchte Kleidungsstücke und Wäsche, die nicht zum Verkauf oder zur gewerblichen Verwendung eingehen ; gebrauchte Gegenstände von Anziehenden zur eigenen Benutzung. Die Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben soll auch für solche in allen ihren Teilen gebrauchte Maschinen gelten, welche von bereits Niedergelassenen aus ihren Stamm- oder Filial-Etablissements in dem einen Gebiete zur

eigenen Benutzung in ihren Filial- oder Stamm-Etablissements in dem anderen Gebiete aus- und eingeführt werden. Die Bewilligung der Zollfreiheit für solche Maschinen kann jedoch in jedem einzelnen Falle nur durch die Direktivbehörde erfolgen.

Ferner auf besondere Erlaubnis als Ausstattungsgegenstände, Braut- oder Hochzeitsgeschenke eingehende neue Sachen, sofern sie für Angehörige des einen Theiles bestimmt sind, welche aus Anlass ihrer Verheirathung mit einer im Gebiete des anderen Theiles wohnhaften Person ihren Wohnsitz nach dem Gebiete des anderen Theiles verlegen. Von der Zollfreiheit sind ausgeschlossen Nahrungs- und Genussmittel unverarbeitete Gespinste und Gespinnstwaren, sowie sonstige zur weiteren Verarbeitung bestimmte Erzeugnisse, Rohstoffe aller Art und Tiere.

4. Gebrauchte Sachen, die erweislich als Erbschaftsgut eingehen, auf besondere Erlaubnis.

5. Gebrauchsgegenstände aller Art, auch neue, welche Reisende einschliesslich der Fuhrleute, Schiffer und Schiffsmannschaften zum persönlichen Gebrauch oder zur Ausübung ihres Berufes auf der Reise mit sich führen, oder die ihnen zu diesem Zwecke vorausgeschickt oder nachgesandt werden; ebenso lebende Tiere, die von reisenden Künstlern bei Ausübung ihres Berufes oder zur Schaustellung benutzt werden.

Ferner aus dem Auslande zurückkommende gebrauchte Koffer, Reisetaschen und sonstiges Reisegerät, wenn darin Gebrauchsgegenstände von Reisenden in das Ausland gebracht worden sind.

Ferner die von Reisenden, einschliesslich der Fuhrleute, zum eigenen Verbrauch während der Reise mitgeführten Verzehrgesgegenstände, ebenso der Bedarf der Schiffer und Schiffsmannschaften, für diese jedoch höchstens in einer auf zwei Tage berechneten Menge.

6. Fahrzeuge aller Art, einschliesslich der zugehörigen Ausrüstungsgegenstände, die bei dem Eingang über die Zollgrenze zur Beförderung von Personen oder Waren dienen und nur aus dieser Veranlassung eingeführt werden, oder die aus dem Auslande zurückkommen, nachdem sie beim Ausgange diesem Zwecke gedient haben; auch Fahrzeuge, wenn sie dazu bestimmt sind, Personen oder Waren in das Ausland zu bringen.

Pferde und andere Tiere, einschliesslich der zugehörigen Geschirre und Decken, wenn sie als Reittiere, zur Fortbewegung von Fahrzeugen aller Art oder zum Warentragen dienen und nur aus dieser Veranlassung die Grenze überschreiten, oder wenn sie aus dem Auslande zurückkommen, nachdem sie beim Ausgang in der angegebenen Weise verwendet worden sind; auch Pferde und andere Tiere wenn sie dazu bestimmt sind, Personen, Fahrzeuge oder Waren in das Ausland zu bringen.

Fahrzeuge aller Art, sowie Pferde und andere Tiere von Reisenden auch in dem Falle, wenn sie zur Zeit der Einfuhr nicht als Beförderungsmittel dienen, sofern sie erweislich sich schon seither im Gebrauch ihrer Besitzer befunden haben und zu deren weiterem Gebrauche bestimmt sind.

Verbleiben in den bezeichneten Fällen Fahrzeuge oder Tiere dauernd im Inlande, so tritt die Zollpflicht ein.

Futter, das zum Reiseverbrauch der in Absatz 2 und 3 bezeichneten Tiere mitgeführt wird, in einer der Zahl der Tiere und der voraussichtlichen Reisedauer, höchstens jedoch einem Zeitraume von zwei Tagen entsprechenden Menge.

7. Material zum Bau von Brücken über Grenzgewässer, auf Grund besonderer, im einzelnen Falle zu treffender Verständigung der beiden Regierungen.

III.

Der Ziffer II A des Schlussprotokolls tritt folgender neuer Absatz hinzu :

Bei der Gewichtsermittlung für die Zollerhebung dürfen Bruchteile eines Kilogramms, die weniger als $1/2$ Kilogramm betragen, nicht als ganzes Kilogramm gerechnet werden.

IV.

An die Stelle von Ziffer II B und II C des Schlussprotokolls treten folgende Bestimmungen :

B. Tarife A und B. — Eingangszölle in beiden Ländern.

1.

Unter dem im Tarif A (Anlage zum gegenwärtigen Vertrag) und den zugehörigen Bestimmungen genannten deutschen allgemeinen Tarif wird der Tarif vom 25. Dezember 1902 in seiner durch das Gesetz vom gleichen Tage bestimmten Fassung, und unter dem im Tarif B (Anlage zum gegenwärtigen Vertrag) und den zugehörigen Bestimmungen genannten schweizerischen allgemeinen Tarif der Tarif vom 10. Oktober 1902 verstanden.

2.

Soweit die dem gegenwärtigen Vertrage beigefügten Tarife A und B den von einer Ware zu erhebenden Zoll von dem für eine andere Ware festgesetzten Zoll abhängig machen und bei diesem mehrere Sätze, seien es allgemeine oder vertragsmässige, in Frage kommen, wird bei der Berechnung des abhängigen Zolles von dem niedrigsten unter diesen verschiedenen Sätzen ausgegangen, der auf die Erzeugnisse des anderen vertragschliessenden Teiles anwendbar ist.

3.

Zu den Nrn. 892 bis 906, 907, 915, 921, 922 und 923 des deutschen allgemeinen Tarifs und zu den Nrn. 881 bis 898, 913, 914, 922, 923 und 924 des schweizerischen allgemeinen Tarifs.

Die in den genannten Tarifnummern aufgeführten Gegenstände (Maschinen, Fahrzeuge usw.) können unter den folgenden Bedingungen auch in zerlegtem Zustande mit der Massgabe eingeführt werden, dass die für die unzerlegten Gegenstände der fraglichen Art bestehenden Zollsätze oder Zollbefreiungen zur Anwendung gelangen.

Es macht keinen Unterschied, ob die zusammengehörigen Teile

gleichzeitig oder ob sie nach und nach in Teilsendungen eingehen, oder ob die Teile in einem oder mehreren Wagen verladen sind. Das Fehlen von Nebenbestandteilen oder auch von einzelnen Hauptbestandteilen (wie Schwungräder, Achsen, Lager, Grundplatten oder dergleichen) bleibt ausser Betracht. Ist der Zoll nach dem Stückgewicht gestaffelt, so wird der Gegenstand ohne Rücksicht auf die fehlenden Teile in die dem wirklich eingeführten Gesamtgewicht entsprechende Zollstaffel eingereiht.

Alle Teilsendungen sind innerhalb einer bestimmten Frist, welche bei der Vorführung der ersten Sendung anzugeben ist und sechs Monate nicht übersteigen darf, bei der gleichen Zollstelle zur Verzollung zu bringen.

Mit der Eingangsdeklaration für eine zerlegte Gesamtsendung oder für eine erste Teilzung ist dem Zollamt gleichzeitig ein Plan oder eine Abbildung des Ganzen, sowie eine Liste der Hauptbestandteile mit Angabe der Beschaffenheit und des Einzelgewichtes vorzulegen. Ebenso ist das ungefähre Gesamtgewicht der Nebenbestandteile anzugeben.

Ist nach dem Eingange einer oder mehrerer Teilsendungen der Rest innerhalb der festgesetzten Frist nicht zur Zollabfertigung gestellt worden, so erfolgt die Verzollung der bereits eingeführten Bestandteile nach den für diese geltenden Zollsätzen oder, soweit besondere Zollsätze im Tarif nicht vorgesehen sind, nach der Beschaffenheit des Stoffes.

Der Zollstelle bleibt vorbehalten, bis zu der Schlussabfertigung aller Teilsendungen die Sicherstellung der höheren Zollbeträge zu verlangen und die eingeführten Teile mit Identitätszeichen zu versehen. Auch ist sie berechtigt, nach Zusammensetzung des Gegenstandes durch eine auf Kosten des Zollpflichtigen vorzunehmende Revision sich von der Zugehörigkeit aller Teilsendungen zum Ganzen zu überzeugen.

Ersatz- und Reserveteile werden stets für sich verzollt.

V.

Ziffer V F des Schlussprotokolls erhält folgende Fassung :

Für die in dem Artikel 6 vorgesehene zollfreie Wiedereinfuhr ist eine Frist von 12 Monaten zu gewähren.

VI.

Der Ziffer V des Schlussprotokolls treten folgende Absätze hinzu :

G. Es ist statthaft, Gewebe, die im Veredlungsverkehr zum Färben und Bedrucken aus dem einen Lande in das andere versandt werden, im Veredlungslande in Abschnitte zu zerteilen, ohne dass der Anspruch auf Zollfreiheit bei der Rücksendung verloren geht. Zu diesem Behufe kann der Versender bei der Zollstelle des Versendungslandes die Teilung anmelden und beantragen, dass die Gewebe entweder derart am Rande plombiert, oder derart am Rande oder auf Querstreifen mit Stempeln bedruckt werden, dass auf jeden Teilabschnitt mindestens eine Plombe oder ein Stempelabdruck kommt. Mit dieser Massgabe kann die Teilung auch noch im Veredlungslande und zwar sowohl vor, als nach bewirkter Veredlung angemeldet werden.

Sollen die Gewebe nach erfolgter Veredlung in abgepasste Stücke

(Taschen- und Umschlagetücher und dergleichen) zerteilt werden, so wird von der Anbringung besonderer Identitätszeichen an den einzelnen Teilstücken Umgang genommen und Kolloverschluss für die Kontrolle der Ausfuhr und Wiedereinfuhr in das Versendungsland als genügend erachtet, wenn die Teilung und die Verpackung unter amtlicher Aufsicht erfolgt. Über die hiernach zuständigen Organe werden sich die Regierungen Mitteilung machen.

In allen Fällen, in denen die Teilung erst im Veredlungslande angemeldet wurde, hat die Zollstelle dieses Landes bei der Abfertigung der Teilstücke zur Wiederausfuhr eine Bescheinigung auszustellen, aus welcher die Zollstelle des Versendungslandes ersehen kann, zu welcher Sendung die Teilstücke gehören.

H. Für sogenannte Trommeln, auf denen Kabel eingehen, und die zu deren leichterem Beförderung und Verlegung dienen, wird beiderseits zollfreie Zulassung auf Zeit unter Vorbehalt derjenigen Kontrollmassregeln gewährt, welche im Falle des Artikels 5, Ziffer 3, angewendet werden können.

VII.

Der erste Absatz der Ziffer VIII des Schlussprotokolls erhält folgende Fassung:

Die im vierten Absatze des Artikels 8 zur Sicherung des Monopols vorbehaltene Abgabe wird zurückerstattet, wenn binnen 2 Monaten nach Entrichtung derselben nachgewiesen wird, dass die Rohstoffe eine die Erzeugung monopolisierter Waren ausschliessende Verwendung gefunden haben.

VIII.

Es wird folgende neue Bestimmung angefügt:

IX. Zu Artikel 10 a des Vertrages.

Über das Verfahren in den Fällen, in denen auf Grund des ersten Absatzes des Artikels 10 a ein schiedsgerichtlicher Austrag stattfindet, wird zwischen den vertragschliessenden Teilen folgendes vereinbart:

Beim ersten Streitfalle hat das Schiedsgericht seinen Sitz im Gebiete des beklagten Teiles, beim zweiten Streitfalle im Gebiete des anderen Teiles und so abwechselnd in dem einen oder dem anderen Gebiete, in einer Stadt, die von dem betreffenden vertragschliessenden Teile bestimmt wird. Dieser hat für die Stellung der Räumlichkeiten, der Schreibkräfte und des Dienstpersonals zu sorgen, deren das Schiedsgericht für seine Tätigkeit bedarf. Der Obmann ist Vorsitzender des Schiedsgerichtes, das nach Stimmenmehrheit entscheidet.

Die vertragschliessenden Teile werden sich im einzelnen Falle oder ein für allemal über das Verfahren des Schiedsgerichtes verständigen. In Ermangelung einer solchen Verständigung wird das Verfahren von dem Schiedsgerichte selbst bestimmt. Das Verfahren kann schriftlich sein, wenn keiner der vertragschliessenden Teile Einspruch erhebt; in diesem Falle kann von der Bestimmung des vorhergehenden Absatzes abgewichen werden.

Hinsichtlich der Ladung und der Vernehmung der Zeugen und Sachverständigen werden die Behörden jedes der vertragschliessenden

Teile, auf das vom Schiedsgericht an die betreffende Regierung zu richtende Ersuchen, in derselben Weise Rechtshilfe leisten wie auf die Ersuchen der inländischen Zivilgerichte.

Art. 5.

Der gegenwärtige Zusatzvertrag soll am 1. Januar 1906 Geltung erlangen. Indessen soll deutscherseits die Befugnis bestehen, die Inkraftsetzung der Anlage A und der hierauf bezüglichen Bestimmungen in Artikel 4 Ziffer IV bis zum 1. Juli 1906 zu verschieben.

Mit den durch den Zusatzvertrag bedingten Änderungen und Ergänzungen soll der bestehende Handels- und Zollvertrag vom 10. Dezember 1891 während der Zeit bis zum 31. Dezember 1917 wirksam bleiben.

Im Falle keiner der vertragschliessenden Teile zwölf Monate vor diesem Termin seine Absicht, die Wirkungen des Vertrages aufhören zu lassen, kundgibt, soll der letztere nebst den erwähnten Änderungen und Ergänzungen in Geltung bleiben bis zum Ablauf eines Jahres von dem Tage, an welchen der eine oder der andere der vertragschliessenden Teile diese Abmachungen kündigt.

Art. 6.

Der gegenwärtige Vertrag soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen so bald als möglich ausgetauscht werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten den gegenwärtigen Zusatzvertrag unterzeichnet und ihre Siegel begedrückt.

So geschehen in doppelter Ausfertigung zu Bern, den 12. November 1904.

(L. S.) v. BÜLOW.

(L. S.) A. DEUCHER.

(L. S.) A. KÜNZLI.

(L. S.) Alfred FREY.

(L. S.) EICHMANN.

Anlage A.

Zölle bei der Einfuhr in das deutsche Zollgebiet.

Nummer des deutschen allgemeinen Tarifes	Benennung der Gegenstände	Zollsatz für 1 Doppel- zentner Mark
aus 24	Futterrüben, Möhren, Wasserrüben und sonstige Feld- rüben, frisch	frei
27	Grünfutter; Heu, auch getrockneter Klee, und ander- weit im allgemeinen Tarif nicht genannte getrock- nete Futtergewächse; Stroh und Spreu (Kaff), auch Schäben; Häckerling (Häcksel)	frei
aus 28	Agavefasern (meaikanische Fiber, Glanzfaser), roh oder gereinigt	frei
aus 36	Tomaten, zerkleinert, geschält, gepresst, getrocknet, gedarrt, gebacken oder sonst einfach zubereitet.	4 »

		Zollsatz für 1 Doppelpentner
aus 47	Apfel und Birnen, frisch unverpackt: vom 1. September bis 30. November..... vom 1. Dezember bis 31. August.....	frei 2 »
	<i>Anmerkung.</i> — Apfel und Birnen, frisch, werden, wenn sie in Wagen eingehen, die mit Abteilungen versehen und mit Stroh belegt oder bedeckt oder mit Papier ausgeschlagen sind, als unverpackt behandelt, sofern jeder Wagen nicht mehr als acht Abteilungen enthält.	
	Kirschen, frisch, zur Branntweinbereitung, auf Er- laubnisschein unter Überwachung der Verwendung.	frei
aus 94	Galläpfel und Sumach, auch gemahlen.....	frei
aus 103	Rinder von grossem Höhenfleckvieh oder von Braun- vieh: Bullen, die in einer Höhenlage von mindestens 300 Meter über dem Meeresspiegel aufgezogen worden sind und alljährlich eine mindestens einmonatige Sömmerung in einer Höhenlage von mindestens 800 Meter über dem Meeresspiegel durchgemacht haben, zur Verwendung für Zuchtzwecke in land- wirtschaftlichen Betrieben.....	für 1 Stück 9 »
	Kühe und sonstige mehr als 1 1/2 Jahre alte weibliche Tiere (Kalbinnen, Färsen usw.), die in einer Höhen- lage von mindestens 300 Meter über dem Meeres- spiegel aufgezogen worden sind und alljährlich eine mindestens einmonatige Sömmerung in einer Höhen- lage von mindestens 800 Meter über dem Meeres- spiegel durchgemacht haben: zur Verwendung für Zuchtzwecke in landwirt- schaftlichen Betrieben oder für Milchkuranstalten	20 »
	für Landwirte der bayerischen Bezirksamtsbezirke Lindau, Kempten, Sonthofen, Oberdorf, Füssen, Kaufbeuren, Schongau und Landsberg am Lech, sowie der bayerischen Stadtbezirke Lindau, Kempten, Kaufbeuren und Landsberg am Lech, zur Verwendung in eigenen Wirtschaftsbetriebe	20 »
	weibliches Jungvieh im Alter von 6 Wochen bis zu 1 1/2 Jahren, das in einer Höhenlage von mindestens 300 Meter über dem Meeresspiegel aufgezogen wor- den ist und eine mindestens einmonatige Sömmerung in einer Höhenlage von mindestens 800 Meter über dem Meeresspiegel durchgemacht hat: zur Verwendung für Zuchtzwecke in landwirt- schaftlichen Betrieben.....	12 »
	für Landwirte der obengenannten bayerischen Bezirksamtsbezirke und Stadtbezirke, zur Ver- wendung in eigenen Wirtschaftsbetriebe.....	12 »
	andere weibliche Rinder im Alter von 6 Wochen und darüber.....	für 1 Doppel- zentner Le- bendgewicht 9 »
	<i>Anmerkungen.</i> — 1. Unter grossem Höhenfleckvieh sind die zur Abart der Grosstirnrinder gehörigen gefleckten Rind-	

erschläge zu verstehen. Unter Braunvieh werden diejenigen Rinderschläge verstanden, welche — zur Abart der Langstirnrinder, speziell zur Rassengruppe der Alpenrinder gehörig — eine silbergraue bis dunkel- und schwarzbraune Haarfarbe mit bleifarbenem Flossmaul, schwarzen Klauen, schwarzen Hornspitzen und dunkler Schwanzquaste aufweisen.

2. Wird für Rinder von grossem Höhenfleckvieh oder von Braunvieh die Zulassung zum Stückzoll beansprucht, so ist in Zweifelsfällen auf Verlangen der Zollbehörde der Nachweis, dass die Bedingungen wegen der Aufzucht und Sommerung in der vorgeschriebenen Höhenlage erfüllt sind durch, Beibringung von behördlichen Zeugnissen oder in sonstiger geeigneter Weise zu führen.

3. Schlachtung ist nicht als eine Verwendung im landwirtschaftlichen Betriebe anzusehen. Werden Rinder von grossem Höhenfleckvieh oder von Braunvieh, die zum Stückzoll zugelassen worden sind, binnen eines Jahres nach erfolgter Einfuhr, abgesehen vom Falle der Not, geschlachtet, so ist der Unterschied gegenüber dem Zollbetrag, der sich bei der Verzollung zum Satze von 9 Mark für 1 Doppelzentner Lebendgewicht ergeben haben würde, nachträglich zu entrichten. Das Lebendgewicht des Viehes, für welches die Zulassung zum Stückzoll beansprucht wird, ist bei der Einfuhr festzustellen.

105 Ziegen.....	frei
aus 133 Milch und Rahm, entkeimt (sterilisiert) oder peptonisiert; Buttermilch und Molken.....	frei
aus 135 Hartkäse in mühlsteinförmigen Laiben, das Stück im Gewichte von mindestens 40 Kilogramm.....	15 »
aus 177 Sogenannte Kaffee-Essenz, in karamelisierter (gebrannter) Melasse ohne Zutaten bestehend.....	10 »
aus 185 Obstwein (auch in Gährung begriffener Obstmost) in Fässern.....	3 »
aus 202 Zuckerwerk und sonstige anderweit im allgemeinen Tarif nicht genannte Zuckerwaren.....	40 »
aus 204 Schokolade, auch mit Zusatz von Gewürzen, Heilmittelstoffen oder dergleichen.....	50 »

Anmerkungen zu den Nrn. 202 und 204. — 1. Der Zoll von 40 Mark für Zuckerwerk und sonstige Zuckerwaren und von 50 Mark für Schokolade soll nur zur Anwendung kommen, wenn die Schweiz dem am 5. März 1902 zu Brüssel geschlossenen internationalen Vertrag über die Behandlung des Zuckers beigetreten ist, und solange dieser Vertrag besteht und sowohl die Schweiz als auch das Deutsche Reich ihm angehören. In Ermangelung dieser Voraussetzungen wird der Zoll für « Zuckerwerk und sonstige anderweit im allgemeinen Tarif nicht genannte Zuckerwaren » 50 Mark und für « Schokolade, auch mit Zusatz von Gewürzen, Heilmittelstoffen oder dergleichen » 60 Mark für 1 Doppelzentner betragen.

2. Zu dem vertragsmässigen Zoll für Schokolade werden Schokolade und Milchschokolade in jeder Form (Tafeln, Bonbons usw.) zugelassen.

aus 208 Milch in Blöcken von mindestens 10 Kilogramm Gewicht, auch zum Schutze gegen die Einwirkung der Luft mit Kakaobutter oder anderen pflanzlichen Fetten überzogen, zur Schokoladenfabrikation, auf Erlaubnisschen unter Überwachung der Verwen-	
---	--

Zollsatz für 1
Doppelzentner

		Mark	
	dung: ohne Zusatz von Zucker oder mit einem solchen Zusatz, der 40 vom Hundert nicht überschreitet	15	»
	mit einem grösseren Zusatz von Zucker	25	»
aus 216	Artischocken und Tomaten, für den feineren Tafelgenuss zubereitet; Aprikosen, Pfirsiche, Kirschen, für den feineren Tafelgenuss zubereitet, mit Zucker, ohne Alkohol	40	»
aus 219	Milch, eingedickt (Sirupmilch, unter Ausschluss der getrockneten Milch), ohne Zusatz von Zucker, in luftdicht verschlossenen Behältnissen	20	»
<i>Anmerkung zu den Nrn. 133 und 219. — Milch und Rahm, entkeimt (sterilisiert) oder peptonisiert, in luftdicht verschlossenen Behältnissen, werden zollfrei zugelassen.</i>			
aus 228	Gips (schwefelsaurer Kalk), auch gebrannt, gemahlen	frei	
aus 233	Rohe Schieferplatten, roher Tafelschiefer	1	»
aus 234	Steine (mit Ausnahme von Schiefer und Pflastersteinen, roh oder bloss roh behauen, auch gesägt, jedoch an nicht mehr als drei Seiten, oder in nicht gespaltenen, nicht gesägten (geschnittenen) Platten	frei	
aus 240	Asphalt, fester	frei	
aus 254	Türkischrotöl in Fässern oder anderen grösseren Behältnissen	3	»
293	Chlorsaures Kali (Kaliumchlorat), nicht in Hülsen oder Kapseln eingehend	frei	
aus 316	Kalziumkarbid	frei	
aus 317	Tannin, fest, und Gallussäure	frei	
	Ferrosilicium, mit einem Siliciumgehalt von 25 vom Hundert oder darüber	frei	
319	Anilin- und andere im allgemeinen Tarif nicht besonders genannte Teerfarbstoffe	frei	
aus 375	Gelatine, auch gefärbt	3	»
aus 384	Galläpfelauszug und Sumachauszug, rein, nicht mit anderen Stoffen gemischt, flüssig	frei	

Anmerkung. — Für flüssigen Galläpfelauszug und Sumachauszug wird die Zollfreiheit unter der Bedingung gewährt, dass jede Sendung von einem Zeugnis über den Untersuchungsbefund begleitet ist, aus dem erhellt, dass sich um reinen Galläpfel- oder Sumachauszug handelt, der weder mit anderen Gerbstoffauszügen gemischt, noch aus einem Gemische von Galläpfeln oder Sumach einerseits und sonstigen rohen Gerbstoffen anderseits hergestellt ist. Diese Zeugnisse, die von den im Einvernehmen beider Regierungen bestimmten wissenschaftlichen Anstalten in der Schweiz auszustellen sind, werden in Deutschland anerkannt, indem die betreffenden Sendungen keiner neuen Untersuchung unterworfen werden, vorausgesetzt, dass nach Ausweis dieser Zeugnisse die Untersuchung unter Beobachtung der im Einvernehmen beider Regierungen zu erlassenden Vorschriften vorgenommen worden ist.

Hierdurch wird das Recht der deutschen Behörden nicht berührt, bei Auszügen, die gestützt auf solche Zeugnisse

eingeführt werden, in Zweifelsfällen eine Nachprüfung des Untersuchungsbefundes vorzunehmen.

Von der Beibringung von Zeugnissen der genannten Art kann abgesehen werden, wenn die Einfuhr nachweisbar zur Verwendung in Färbereien erfolgt.

Rohseide, auch Steckmuschelseide :

391 ungefärbt :

ungezwirnt oder einmal gezwirnt.....	frei
zweimal gezwirnt.....	120 »

392 weiss gefärbt :

ungezwirnt oder einmal gezwirnt	frei
zweimal gezwirnt.....	120 »

anders als weiss gefärbt :

ungezwirnt oder einmal gezwirnt.....	36 »
zweimal gezwirnt.....	140 »

Anmerkungen zu den Nrn. 391 und 392. — 1. Zweimal gezwirnte Seide, ohne Verbindung mit anderen Spinnstoffen oder Gespinsten, zur Weberei, Wirkerei, Stickerei oder zur Herstellung von Knopfmacherwaren. Posamenten oder Spitzen bestimmt, auf Erlaubnisschein unter Überwachung der Verwendung :

a) ungefärbt.....	frei
b) gefärbt (auch weiss gefärbt).....	36 »

2. Organzine (Kettenseide) wird wie einmal gezwirnte Rohseide behandelt.

394 Künstliche Seide :

ungezwirnt oder einmal gezwirnt :

ungefärbt.....	30 »
gefärbt (auch weiss gefärbt).....	60 »

aus 398 Florettseidengespinste, ein- oder mehrfach, auch gezwirnt, ohne Verbindung mit anderen Spinnstoffen oder Gespinsten :

ungefärbt oder weiss gefärbt.....	frei
anders als weiss gefärbt.....	36 »

Anmerkung. — Sogenannte Violettgarne, auch gezwirnt, ohne Verbindung mit anderen Spinnstoffen oder Gespinsten, an Seidenfärbereien zum Schwarzfärben eingehend, auf Erlaubnisschein unter Überwachung der Verwendung

frei

399 Seidenzwirn aller Art, auch gemischt mit anderen Spinnstoffen oder Gespinsten, ungefärbt oder gefärbt, in Aufmachungen für den Einzelverkauf :

aus Rohseide oder künstlicher Seide.....	140 »
aus Florettseide.....	50 »

405 Dichte Gewebe, anderweit im allgemeinen Tarif nicht genannt :

ganz aus Seide.....	450 »
teilweise aus Seide	350 »

Anmerkungen. — 1. Von den im Stück als Meterware eingehenden, nicht abgepassten dichten Geweben, ganz oder teilweise aus Seide, werden nicht als Gewebe für Möbel- und Zimmerausstattung der Nrn. 402 und 403 des allgemeinen Tarifes behandelt :

a) alle schwarzen Gewebe, auch wenn sie längs der Webekanten mit je einem andersfarbigen Streifen versehen sind,

dessen Breite, vom Rande des Gewebes bis zum Innenrande des Streifens gemessen, nicht mehr als 3 Centimeter beträgt;

b) alle nicht in der Fadenbindung jacquardartig gemusterten und nicht nach Art der Gobelins hergestellten Gewebe, die nicht mehr als 123 Centimeter breit und nicht schwerer sind als 120 Gramm auf 1 Quadratmeter Gewebefläche.

2. Als undichte Gewebe der Nr. 408 des allgemeinen Tarifes sind ausser Krepp nur solche Gewebe zu behandeln, bei denen der Zwischenraum zwischen den Rettenfäden ebensoviel oder mehr beträgt als die Dicke der Kettenfäden und zugleich der Zwischenraum zwischen den Schussfäden ebenso gross oder grösser ist als die Dicke der Schussfäden. Jedoch werden Gewebe, bei welchen derartige Zwischenräume nicht zwischen je zwei Ketten- und Schussfäden oder doch sonst in regelmässiger Wiederkehr, sondern nur vereinzelt infolge von Fehlern oder Mängeln in der Webart vorkommen, hierdurch von der Behandlung als dichte Gewebe nicht ausgeschlossen. Wechseln in einem Gewebe regelmässig stärkere Fäden mit schwächeren ab, so sind die schwächeren für die Beurteilung des Zwischenraumes massgebend. Zu den undichten Geweben werden endlich auch dichte Gewebe gerechnet, in denen undicht gewebte Streifen oder Figuren vorkommen. Gewebe, bei denen die Zwischenräume durch Appretur vollständig ausgefüllt sind, werden als dichte behandelt. Alle dichte Gewebe werden auch die unter dem Namen « Marceline » und « Sarsenet » bekannten glatten Taffetgewebe behandelt, wenn sie mindestens 35 Schussfäden auf 1 Centimeter aufweisen.

407 Beuteltuch ganz oder teilweise aus Seide..... 600 »

Anmerkung. — Sogenanntes konfektioniertes Beuteltuch, ganz oder teilweise aus Seide, ist nach dem vertragsmässigen Zollsatz der N. 407 ohne Zuschlag zu verzollen.

409 Wirk- (Trikot-) und Netzstoffe, Wirk- (Trikot-) und Netzwaren :

ganz aus Seide..... 500 »

teilweise aus Seide..... 400 »

aus 410 Spitzenstoffe und Spitzen aller Art, einschliesslich der Einsatzspitzen, Kanten und abgepassten Waren aus Spitzen oder Spitzenstoffen, auch ohne wellenförmig gestalteten oder ausgezackten Rand, ganz oder teilweise aus Seide :

gestickte 600 »

aus 411 Stickereien auf Grundstoffen ganz oder teilweise aus Seide, ausgenommen Stickereien für kirchliche Paramente und für Fähnen :

auf undichten Geweben der Nr. 408 des allgemeinen Tarifes 800 »

auf Geweben der Nrn. 405 und 406 des allgemeinen Tarifes..... 600 »

Anmerkung. — Sind bei den vorstehend aufgeführten Stickereien Metallfäden (Draht oder Lahn) zum Besticken verwendet, so wird hierfür kein Zollzuschlag erhoben.

aus 412 Nach Art der sogenannten Baumwollensparterie hergestellte Waren ganz oder teilweise aus Seide, sowie Geflechte aus solchen Waren 80 »

414 Kunstwolle, ungefärbt oder gefärbt..... frei

(aus 422/423) Garn aus Wolle oder anderen Tierhaaren, auch mit pflanzlichen Spinnstoffen oder Gespinsten, ausschliesslich Baumwolle, gemischt, nicht unter die Nrn. 417 bis 421 des allgemeinen Tarifes fallend :		
aus 422 Kammgarn, roh :		
eindrätig	8	»
zweidrätig	10	»
aus 423 Kammgarn, gebleicht, gefärbt, bedruckt :		
eindrätig	12	»
zwei- oder dreidrätig	18	»
426 Garn aller Art aus Wolle oder anderen Tierhaaren, auch mit pflanzlichen Spinnstoffen oder Gespinsten, ausschliesslich Baumwolle, gemischt, in Aufmachungen für den Einzelverkauf	30	»
(aus 432/436) Waren aus Gespinsten von Wolle oder anderen Tierhaaren, auch mit pflanzlichen Spinnstoffen oder Gespinsten gemischt :		
aus 432 Rohe Filztücher, endlos gewebt, zur Holzstoff-, Zellstoff-, Strohstoff- oder Papierfabrikation	80	»
433 Wirk- (Trikot-) und Netzstoffe	100	»
Wirk- (Trikot-) und Netzwaren :		
434 Unterkleider :		
geschnitten	100	»
abgepasst gearbeitet (regulär)	100	»
aus 436 Spitzenstoffe und Spitzen aller Art, einschliesslich der Einsatzspitzen, Kanten und abgepassten Waren aus Spitzen oder Spitzenstoffen, auch ohne wellenförmig gestalteten oder ausgezackten Rand	300	»
<i>Anmerkungen zu Unterabschnitt B des fünften Abschnittes des allgemeinen Tarifes. — 1. Stückerien auf Grundstoff von Wolle oder anderen Tierhaaren werden wie Stickerien auf baumwollenem Grundstoffe verzollt.</i>		
<i>2. Treibriemen, gewebt oder gewirkt, aus Wolle oder anderen Tierhaaren werden wie dergleichen Treibriemen aus Baumwolle verzollt.</i>		
(aus 440/443) Gespinnste aus Baumwolle, auch mit anderen pflanzlichen oder mit tierischen Spinnstoffen oder Gespinsten, ausschliesslich Seide, gemischt :		
aus 440 Garn, eindrätig, roh :		
über Nr. 32 bis Nr. 47 englisch	18	»
über Nr. 47 bis Nr. 63 englisch	22	»
über Nr. 63 bis Nr. 83 englisch	25	»
über Nr. 83 bis Nr. 102 englisch	28	»
aus 442 Garn, zwei- oder mehrdrätig, einmal gezwirnt, roh.		
<i>Anmerkung zu den Nrn. 440 bis 443 des allgemeinen Tarifes. — Zugerichtete (appretierte) und gedämpfte Gespinnste unterliegen der Verzollung als rohe.</i>		
(aus 449/469) Waren aus Baumwollengespinnten, auch gemischt mit anderen pflanzlichen Spinn-		

Zoll des
eindrätigen
rohen Garnes
+ 3 Mark.

Zollsatz für 1
Doppelzentner
Mark

stoffen oder Gespinsten oder mit Pferdehaaren, jedoch ohne Beimischung von Seide, Wolle oder anderen Tierhaaren :		
aus 449 Rohe Filztücher, endlos gewebt, zur Holzstoff-, Zell- stoff-, Strohstoff- oder Papierfabrikation.....	65	»
(aus 453/455) Gewebe, nicht unter die Nrn. 445 bis 452 des allgemeinen Tarifes fallend :		
aus 453/455 Plattstichgewebe, roh	120	»
andere rohe Gewebe :		
aus 454 im Gewichte von 40 Gramm oder darüber, jedoch we- niger als 80 Gramm auf 1 Quadratmeter :		
in der Kette und dem Schuss zusammen auf 5 Millimeter im Geviert :		
mit 35 Fäden oder weniger.....	80	»
mit mehr als 35 bis 44 Fäden	100	»
mit mehr als 44 Fäden	120	»
aus 455 im Gewichte von weniger als 40 Gramm auf 1 Qua- dratmeter :		
in der Kette und dem Schuss zusammen auf 5 Millimeter im Geviert :		
mit 35 Fäden oder weniger	100	»
mit mehr als 35 bis 44 Fäden	125	»
mit mehr als 44 Fäden.....	150	»
(456/457) Gewebe, nicht unter die Nrn. 445 bis 452 des allgemeinen Tarifes fallend :		
456 zugerichtet (appretiert), gebleicht :		
Plattstichgewebe.....	150	»
andere.....	Zoll der rohen Gewebe + 20 Mark.	
457 gefärbt, bedruckt oder buntgewebt :		
Plattstichgewebe.....	150	»
andere.....	Zoll der rohen Gewebe + 50 Mark.	

Anmerkungen zu den Nrn. 453 bis 457 des allgemeinen Tarifes. — 1. Für die Verzollung von Geweben, bei denen undicht gewebte Stellen mit dicht gewebten abwechseln, ist die durchschnittliche Fadenzahl massgebend, welche durch Zählung der Kettenfäden und der Schussfäden zwischen je zwei bei Kette und Schuss im Gewebemuster regelmässig wiederkehrenden Punkten, durch Umrechnung dieser Fadenzahlen nach dem Verhältnis der Breite des Musters zu 5 Millimeter und durch Zusammenzählung der Ergebnisse für Kette und Schuss gefunden wird. Bei Geweben mit Doppel-fäden oder Zwirn sind die Einzelfäden zu zählen. Überschies-sende Bruchteile bleiben bei der Feststellung des Gesam-tergebnisses der Umrechnung ausser Betracht.

2. Als Plattstichgewebe sind diejenigen broschierten Baumwollengewebe zu behandeln, bei denen die Figurschussfäden innerhalb der Grenzen der eingewebten Figuren oder Figurteile mindestens auf einer Seite vollständig und alsdann auf der anderen Seite teilweise flott liegen, und die Breite der Figuren, zwischen zwei aufeinanderfolgenden Umkehrstellen des Figurschussfadens gemessen, 18 Milli-meter nicht überschreitet.

Gewebe dieser Art werden zu der Verzollung als rohe Plattstichgewebe zum Satze von 120 Mark auch dann zuge-lassen, wenn lediglich die zum Broschieren verwendeten

baumwollenen Gespinste gebleicht oder gefärbt sind, oder wenn in das Grundgewebe vereinzelte gebleichte baumwollene Ketten- oder Schussfäden eingewebt sind. In Zweifelsfällen gelten gebleichte Fäden letzterer Art dann nicht mehr als vereinzelt eingewebt, wenn ihre Zahl 10 vom Hundert der rohen Ketten- und Schussfäden des Grundgewebes übersteigt; hierbei sind bei Doppelfäden und Zwirn die Einzelfäden zu zählen.

Ziffer 5 der allgemeinen Anmerkungen zum fünften Abschnitt des allgemeinen Tarifes findet auf Plattstichgewebe keine Anwendung.

Wirk- (Trikot) und Netzwaren :

aus 460 Unterkleider :

geschnitten.....	80	»
abgepasst gearbeitet (regulär).....	80	»

Gipsschienen (mit Gipsstaub ausgefüllte und mit Einlagen von gesteiften Jutegeweben versehene Schläuche aus entfettetem baumwollenen Wirkstoff, zu Gipsverbänden dienend) in luftdicht verschlossenen Blechbüchsen.....

6 »

aus 464 Spitzenstoffe und Spitzen aller Art, einschliesslich der Einsatzspitzen, Kanten und abgepassten Waren aus Spitzen oder Spitzenstoffen, auch ohne wellenförmig gestalteten oder ausgezackten Rand :

gestickt.....	300	»
---------------	-----	---

465 Stickereien auf baumwollenem Grundstoffe :

Plattstichstickereien.....	275	»
----------------------------	-----	---

Kettenstichstickereien.....	300	»
-----------------------------	-----	---

andere.....	300	»
-------------	-----	---

Anmerkung. — Sind Seide, künstliche Seide, Florettseide oder Metallfäden (Draht oder Lahn) zum Besticken verwendet, so wird hierfür kein Zollzuschlag erhoben.

aus 467 Treibriemen, gewebt oder gewirkt.....

50 »

Anmerkung. — Auf die Verzollung ist es ohne Einfluss, ob die Treibriemen mit Öl oder anderen fetthaltigen Stoffen, auch unter Beimengung von Farbstoffen, getränkt sind.

aus 469 Sogenannte Baumwollensparterie, sowie Geflechte hieraus.....

80 »

aus 470 Agavefasern (amerikanische Fiber, Glanzfiber), gehechelt, gekrempelt, gekämmt, gebleicht oder gefärbt, mit Ausnahme der zu Krollhaarsersatz verarbeiteten.....

frei

aus 502 Nach Art der sogenannten Baumwollensparterie hergestellte Waren aus Gespinsten von anderen pflanzlichen Spinnstoffen als Baumwolle, sowie Geflechte aus solchen Waren.....

80 »

Anmerkung zu Unterabschnitt D des fünften Abschnittes des allgemeinen Tarifes. — Stickereien auf Grundstoff aus Gespinsten von anderen pflanzlichen Spinnstoffen als Baumwolle sind wie Stickereien auf baumwollenem Grundstoffe zu verzollen,

515 Pferdehaare (aus der Mähne oder dem Schweife), bearbeitet :

gehechelt, gezogen, gebleicht, gefärbt.....	frei
---	------

		Zollsatz für 1 Doppelzentner	Mark
	Krollhaare aus Pferdehaaren, auch gemischt mit anderen Tierhaaren oder mit pflanzlichen Faserstoffen.	5	»
aus 516	Waren aus Pferdehaaren, anderweit im allgemeinen Tarif nicht genannt: Gewebe, auch mit anderen tierischen oder mit pflanzlichen Spinnstoffen oder Gespinsten, ausschliesslich Seide, gemischt, sofern die ganze Kette oder der ganze Einschlag aus Pferdehaaren besteht; Bänder, Ketten, Siebböden und ähnliche Geflechte.	48	»
	(aus 517/520) Kleider, Putzwaren und sonstige genähte Gegenstände aus Gespinstwaren oder Filzen, anderweit im allgemeinen Tarif nicht genannt:		
aus 517	Aus Spitzen oder Stickereien, ganz oder teilweise aus Seide.	1200	»
	Unterkleider (Leibwäsche) aus Gesundheitskrepp: ganz aus Seide.	1000	»
	teilweise aus Seide.	500	»
	Mit Ausputz versehene Wirk- (Trikot-) und Netzwaren: ganz aus Seide.	625	»
	teilweise aus Seide.	500	»
	Gestickte Spitzenstoffe und gestickte Spitzen der Nr. 410 des allgemeinen Tarifes, sowie Stickereien auf Grundstoffen der Nrn. 405, 406 und 408 des allgemeinen Tarifes (ausgenommen Stickereien für kirchliche Paramente und für Fahnen), mit Näharbeit, jedoch dadurch weder zu Kleidern oder zu sonstigen gebrauchsfertigen Gegenständen verarbeitet, noch hierzu erkennbar vorgerichtet.	800	»
aus 518	Aus Gespinstwaren aus Wolle oder anderen Tierhaaren, auch gemischt mit pflanzlichen Spinnstoffen: Unterkleider (Leibwäsche) aus Gesundheitskrepp. Mit Ausputz versehene Unterkleider der in Nr. 434 des allgemeinen Tarifes genannten Art (Wirk- [Trikot-] und Netzwaren).	250	»
	Spitzenstoffe und Spitzen der Nr. 436 des allgemeinen Tarifes, sowie Stickereien auf Grundstoff aus Wolle oder anderen Tierhaaren, mit Näharbeit, jedoch dadurch weder zu Kleidern oder zu sonstigen gebrauchsfertigen Gegenständen verarbeitet, noch hierzu erkennbar vorgerichtet.	300	»
aus 519	Aus Baumwolle, auch gemischt mit anderen pflanzlichen Spinnstoffen: Unterkleider (Leibwäsche) aus rohem oder gebleichtem aber weder gefärbtem noch bedrucktem oder buntgewebtem Gesundheitskrepp.	150	»
	Mit Ausputz versehene Unterkleider der in Nr. 460 des allgemeinen Tarifes genannten Art (Wirk- [Trikot-] und Netzwaren).	120	»

- Gestickte Spitzenstoffe und Gestickte Spitzen der Nr. 464 des allgemeinen Tarifes, sowie Stickereien auf baumwollenem Grundstoffe, mit Näharbeit, jedoch dadurch weder zu Kleidern oder zu sonstigen gebrauchsfertigen Gegenständen verarbeitet, noch hierzu erkennbar vorgerichtet. 300 »
- aus 520 Aus anderen pflanzlichen Spinnstoffen als Baumwolle :
Stickereien auf Grundstoff aus Gespinsten von anderen pflanzlichen Spinnstoffen als Baumwolle, mit Näharbeit, jedoch dadurch weder zu Kleidern oder zu sonstigen gebrauchsfertigen Gegenständen verarbeitet, noch hierzu erkennbar vorgerichtet. 300 »
- Anmerkung zu den Nr. 518 bis 520 des allgemeinen Tarifes.* — An Stelle der in der Anmerkung zu Nr. 518 bis 520 des allgemeinen Tarifes für Kleider, Putzwaren und sonstige genähte Gegenstände dieser Tarifnummern vorgesehenen Zolzzuschläge wird, wenn die Kleider usw. aus Spitzen mit Ausnahme solcher der Nr. 501 des allgemeinen Tarifes oder aus Stickereien bestehen, ein Zolzzuschlag von 50, wenn sie mit Spitzen oder Stickereien einschliesslich solcher ganz oder teilweise aus Seide verziert sind, ein Zolzzuschlag von 25 von Hundert erhoben. Spitzenstoffe, Spitzen und Stickereien, die mit Näharbeit versehen, jedoch dadurch weder zu Kleidern oder sonstigen gebrauchsfertigen Gegenständen verarbeitet, noch hierzu erkennbar vorgerichtet sind, sind von den genannten Zuschlägen ausgenommen.
- aus 527 Schuhe aus Gespinstwaren oder Filzen mit angenähten Sohlen aus anderen Stoffen :
aus Gespinstwaren teilweise aus Seide 120 »
- aus 544 Segenannte Binsen- und Röhrchenhüte aus Stroh, unausgerüstet (ungarniert). für 1 Stück
0 15

Anmerkungen zum fünften Abschnitt des allgemeinen Tarifes.

a) Bei der Verzollung von Geweben aller Art bleiben die gewöhnlichen, aus anderen Spinnstoffen bestehenden Webekanten (Anschröten, Saumleisten, Salbänder, Lisieren) ausser Betracht.

Die für Gewebe (im Stück oder abgepasst) vorgesehenen Zollsätze sind auch dann anzuwenden, wenn zur Erleichterung der Zerlegung in abgepasst gearbeitete Stücke einzelne Fäden aus anderen Spinnstoffen eingewebt sind. Gewebe aus rohen oder gebleichten Gespinsten, in welche lediglich zu dem genannten Zwecke einzelne gefärbte Fäden des gleichen Spinnstoffes oder nicht mehr als 2 Millimeter breite Streifen aus solchen Fäden eingewebt sind, werden nicht zu den bruntgewebten oder gefärbten Geweben gerechnet.

Gewebe und Posamentierwaren werden, soweit nicht für gemischte Gewebe usw. besondere Zollsätze vorgesehen sind, als Gewebe oder Posamentierwaren aus dem vorherrschenden Spinnstoffe auch dann behandelt, wenn Fäden aus anderen Spinnstoffen nur an einzelnen Stellen, sei es auch in regelmässiger Wiederkehr, eingewebt oder eingeflochten und diese Fäden von geringer Bedeutung sind. Bei Geweben gilt in Zweifelsfällen das Einweben von Fäden aus anderen Spinnstoffen dann als von geringer Bedeutung, wenn die Zahl dieser Fäden nicht mehr als 4 vom Hundert der Gesamtzahl der Gewebefäden beträgt.

Die besonderen Vorschriften der Nummer 401 des allge-

meinen Tarifes werden durch die vorstehenden Bestimmungen nicht berührt.

b) Gehäkelte und gestrickte Gespinstwaren werden wie Wirkwaren verzollt.

c) Der Zollzuschlag, dem nach dem allgemeinen Tarif (Ziffer 7 der Allgemeinen Anmerkungen zum fünften Abschnitt) Gespinstwaren in Verbindung mit Metallfäden (Draht oder Lahn) unterworfen sind, soll 5 von Hundert nicht überschreiten. Hinsichtlich der Metallfäden zu Besticken bewendet es bei den hierfür geltenden besonderen Bestimmungen.

d) Soweit im allgemeinen Tarif nicht Ausnahmen vorgesehen sind, werden abgepasste oder zugeschnittene Gespinstwaren ohne Näharbeit wie die im Stück als Meterware eingehenden Gespinstwaren verzollt.

e) Stickereien, Spitzenstoffe und Spitzen, die nur mit einfachen Säumen oder mit einzelnen Nähten versehen sind, werden deshalb weder mit den Zollsätzen für genähte Gegenstände, noch mit einem Zollzuschlag belegt.

Als einfache Säume sind auch die einfachen Hohlsäume anzusehen (vergl. Absatz 2 der Anmerkung f).

Die genannten Waren gelten auch dann als nur mit einzelnen Nähten versehen, wenn zu ihrer Herstellung die gesondert gefertigten Stickerei- und Spitzenmuster oder Teile solcher Muster in der Flächenrichtung durch Naht untereinander verbunden sind.

Das Vorhandensein von Öffnungen oder Ausschnitten innerhalb des Stickerei- oder Spitzenmusters begründet nicht die Behandlung der genannten Waren als genähte Gegenstände.

f) Taschentücher und Umschlagetücher aller Art, ganz oder teilweise aus Seide, welche nicht zu den Stickereien oder Spitzen gehören, unterliegen, wenn sie mit einfachen Säumen oder mit einzelnen Nähten versehen sind, einem Zuschlag von 5 vom Hundert zu den Zollsätzen für die Gespinstwaren.

Als Waren mit einfachen Säumen sind die vorgenannten Gespinstwaren auch dann anzusehen, wenn sie mit einfachen Hohlsäumen (Halbstäbchensäumen oder Ganzstäbchensäumen) versehen sind, das heisst, wenn sie unmittelbar neben der Säumstelle des in der Regel breiter umgelegten Randes einem Durchbruch mit nur einer Reihe von je in Form und Lage übereinstimmenden, weder von Fäden durchquerten noch durch eingeschaltete Figurengebilde unterbrochenen Öffnungen und Fadenbündeln aufweisen. Ob die Herstellung des Durchbruches in einem Arbeitsgange durch Bohrer und Nadel der Hohlraumnämaschine erfolgt oder durch Auslassen oder Ausziehen von Gewebefäden vorbereitet ist, macht keinen Unterschied. Die Fadenbündel entstehen bei dem einfachen Halbstäbchensaum durch gruppenweises Zusammenraffen der Gewebefäden an der Säumstelle (Saumnaht) durch die zum Befestigen des Saumes dienenden Nähfäden, bei dem einfachen Ganzstäbchensaum in seiner gewöhnlichen Form, dem sogenannten Leiterstich, dadurch, dass die Halbstäbchen ausserdem noch an den gegenüberliegenden Stellen der Durchbruchstrasse durch Nähen zu Stäbchen, die mit der Richtung der Gewebefäden gleichlaufen, zusammengezogen werden. Als eingeschaltete Figurengebilde sind die an den Ecken des Durchbruches etwa angebrachten, als Spinnen bezeichneten sternförmigen Fadengebilde nicht anzusehen. Dagegen gelten Hohlsäume mit Zickzackstich, sowie solche mit verzierten oder sonst von der vorstehenden Beschreibung abweichenden Durchbrüchen nicht mehr als einfache Hohlsäume.

g) Gespinstwaren, in die nur Buchstaben, wenn auch verschlungene oder in sich selbst verzierte (Monogramme, Zierbuchstaben, usw.), oder Namen, Nummern oder dergleichen eingestickt sind, werden nicht zu den Stickereien gerechnet.

Bei Taschentüchern bleiben unwesentliche gestickte Verzierungen, mit denen die Buchstaben, Namen, Nummern oder dergleichen umgeben sind, wie einzelne Ranken, Arabesken usw., für die Behandlung der Ware als Stickerei gleichfalls ausser Betracht. In Zweifelsfällen gilt eine Verzierung als unwesentlich, wenn die Gesamtstickerei eine Fläche von 6 Centimeter im Geviert nicht überschreitet.

h) Gespinstwaren mit angeknüpften Fransen oder dergleichen werden nicht wie genähte Gegenstände, sondern nach den Sätzen für derartige Gespinstwaren ohne solche Fransen und dergleichen verzollt.

i) Bei Wirk- (Trikot-) und Netzwaren bleiben Säume und Nähte, sowie Einfassungen von Band und die zum Gebrauch erforderlichen gewöhnlichen Zutaten auf die Verzollung ohne Einfluss. Als gewöhnliche Zutaten sind ohne Rücksicht auf den Stoff, aus dem sie bestehen, insbesondere anzusehen: benähte Knopflöcher, Knöpfe, Knopfleisten, Schlingen, Hefsel, Schnallen, Riemen, Bünde, Zugschnüre, Zugbänder, einfache Quasten.

k) Für die Verzollung von Kleidern, Putzwaren und sonstigen genähten Gegenständen, die aus verschiedenen Gespinstwaren zusammengesetzt sind, ist der vorherrschende und, wenn dieser zweifelhaft ist, derjenige Bestandteil massgebend, welcher den höchsten Zollsatz erfordert. Zum Nähen verwendete Gespinstfäden, Säume, Ausfütterungen mit Gespinstwaren, Schnüre und Gurte bleiben in allen Fällen ausser Betracht. Ein Ausputz von Kleidern usw. der Nr. 518, 519 und 520 des allgemeinen Tarifes mit Bändern, Besätzen, Schleifen oder dergleichen, ganz oder teilweise aus Seide, ist, unbeschadet der Anmerkung zu diesen Tarifnummern, auf die Verzollung ohne Einfluss, sofern nicht dieser Ausputz gegenüber dem Grundstoffe des Kleides usw. als vorherrschend anzusehen ist.

l) Der Zollzuschlag, dem nach dem allgemeinen Tarif (Ziffer 11 der Allgemeinen Anmerkungen zum fünften Abschnitt) Kleider, Putzwaren und sonstige genähte Gegenstände aus Gespinstwaren in Verbindung mit Metallfäden (Draht oder Lahn) unterworfen sind, soll 7 1/2 vom Hundert nicht überschreiten.

m) Eingewebte, eingewirkte usw. Glas-, Porzellan- oder Metallperlen, Glasgespinste, Fischbeinfasern oder dergleichen bleiben auf die Verzollung von Gespinstwaren ohne Einfluss.

aus 545 Leder, einschliesslich der Kernstücke, bei einem Reingewichte des Stückes von mehr als 3 Kilogramm, zur Herstellung von Treibriemen, auf Erlaubnisschein unter Überwachung der Verwendung	22 »
aus 546 Kalbleder, naturbraun, bei einem Reingewichte des Stückes von 1 bis 3 Kilogramm	25 »
aus 556 Schuhe aus Leder aller Art, auch aus behaarten Häuten oder aus Häuten von Fischen oder Kriechtieren, mit anderen Sohlen als Holzsohlen:	
das Paar im Gewichte von mehr als 600 bis 1 200 Gramm	90 »

		Mark	
	das Paar im Gewichte von 600 Gramm oder darunter.....	120	»
	<i>Anmerkung.</i> — Ausfütterungen, Besätze, Zierate und Zutaten aller Art (Schnallen, Maschen, Quasten, Stickereien, Schnürriemen usw.) aus anderen Stoffen, einschliesslich Seide, jedoch ausgenommen Pelzwerk, bleiben ohne Einfluss auf die Verzollung.		
557	Treibriemen und Treibriemenbahnen aus Leder aller Art, sowie aus rohen enthaarten Häuten, auch mit Unterlagen oder Zwischenlagen aus groben Ge- spinstwaren oder Filz.....	50	»
aus 560	Bind-, Schlag- und Nähriemen; Webervögel.....	50	»
	Nitschelhosen (Lauffleder, Manchons):		
	bei einem		
	Reir gewichte } von 2 Kilogramm und darüber....	50	»
	des Stückes } von weniger als 2 Kilogramm.....	65	»
aus 580	Gespinstwaren in Verbindung mit Kautschukfäden; Gewebe aus Kautschukfäden in Verbindung mit Gespinsten; alle diese, wenn die Gespinstware oder das Gespinst besteht:		
	ganz oder teilweise aus Seide.....	90	»
	aus anderen Spinnstoffen.....	90	»
aus 588	Geflechte aus Stroh, Bast, Baumwurzeln, Binsen, Ginster, Gras, Holzwolle, Palmblatt, Seegras, Schilf oder anderen pflanzlichen Flechtstoffen: gebleicht, gefärbt.....	6	»
593	Sparterie.....	80	»
	<i>Anmerkung.</i> — Unter Sparterie werden Geflechte aus Stroh oder anderen pflanzlichen Flechtstoffen (mit Ausnahme der Gespinstfasern) verstanden, die mit Pferdehaaren (aus Mähne oder Schweif) oder mit Gespinst-, Metall- oder Glas- fäden durchzogen sind. Waren aus Stroh oder anderen pflanzlichen Flechtstoffen (mit Ausnahme der Gespinstfasern), bei denen die lose nebeneinander liegenden Pflanzenfasern oder Pflanzenfaserstränge nicht untereinander verflochten, sondern durch durchgezogene oder durchgeflochtene Pferde- haare oder Gespinst-, Metall- oder Glasfäden zusammen- gehalten werden, sowie Gewebe (gewebeartig hergestellte Waren) aus Stroh usw., bei denen die Pferdehaare oder die Gespinst-, Metall- oder Glasfäden lediglich die Kette bilden, fallen nicht unter den Begriff der Sparterie, sondern sind als Flechtwaren nach Nr. 592 des allgemeinen Tarifes zu verzollen.		
aus 596	Grobe Bürsten aus Borsten oder tierischen Borsten- Ersatzstoffen, auch in Verbindung mit unlackiertem, unpoliertem Holze, Rohr oder Eisen.....	8	»
aus 614, 631, 646, 647, 767 und 885	Rosenkränze mit Perlen aus Horn, Hornmasse, Knochen oder sonstigen, im allgemeinen Tarif nicht besonders genannten tierischen Schnitzstoffen, aus Holz, aus anderen pflanzlichen Schnitzstoffen als Holz oder Kork (mit Ausnahme von Zellhorn oder ähnlichen Formerstoffen),		

	Zollsatz für 1 Doppelzentner	Mark
aus Stärke, Bassorin, Traganthgummi, Brot oder sonstigen im allgemeinen Tarif nicht besonders genannten Formerstoffen (mit Ausnahme der Nachahmungen höher belegter Waren), oder aus Glas oder Porzellan, auch in Verbindung mit weder vergoldeten, noch versilberten Zubehörteilen (Ketten, Kreuzen und dergleichen) aus unedlen Metallen oder Legierungen unedler Metalle.....	30	»
Rosenkränze mit solchen Perlen, in Verbindung mit versilberten Zubehörteilen der bezeichneten Art....	45	»
(aus 628/629) Schriftkasten und zusammen mit den zugehörigen Schriftkasten eingehende Schriftregale:		
aus 628 roh.....	3	»
aus 629 bearbeitet.....	6	»
aus 631 Feine Holzwaren (ausgenommen Stöcke), auch in Verbindung mit anderen Stoffen, soweit sie nicht dadurch unter höhere Zollsätze fallen:		
Bildhauer- und Bildschnitzerarbeiten; Holzwaren mit feiner Schnitzarbeit.....	30	»
Holzschriften (aus Holz geschnittene Buchdruckerschriften zum Plakatdruck), auch geölt, ohne Verzierung durch Schnitzarbeit und ohne Verbindung mit anderen Stoffen.....	10	»
Vgl. bei Nr. 614.		
aus 634 Geschnittene oder mit Schnitzereien versehene Holzwaren aller Art (mit Ausnahme der gepolsterten Möbel) in Verbindung mit Gespinsten oder Gespinstwaren ganz oder teilweise aus Seide, mit Spitzen, Stickereien, Gespinstwaren mit aufgenähter Arbeit, Sammet oder Plüsch, sammet- oder plüschartigen Geweben, soweit sie nicht durch die Verbindung mit anderen Stoffen unter höhere Zollsätze fallen....	36	»
<i>Anmerkung zu den Nrn. 631 und 634.</i> — Den vertragsmässigen Zollsätzen der Nr. 631 und der Nr. 634 unterliegen die hierher gehörigen geschnitzten oder mit Schnitzereien versehenen Holzwaren ohne Rücksicht auf ihre sonstige Zweckbestimmung (also zum Beispiel auch dergleichen Broteller, Federhalter, Gehäuse für physikalische und andere Instrumente, Handspiegel, Kassetten, Kleider-, Schirm- und Stockständer, Konsolen, Likörschränken, Nadelbüchsen, Salatbestecke, Schmuck- und Handschuhkästen, Schweizerhäuschen ohne Spielwerk, Uhrständer und Uhrenklappen). Die Verbindung mit eingesetztem Spiegelglas oder mit Scharnieren oder Schloßchen aus nicht vergoldeten oder versilberten unedlen Metallen oder Legierungen unedler Metalle bleibt ohne Einfluss auf die Verzollung.		
aus 646/647. Vgl. bei Nr. 614.		
aus 651 Graue Pappe, geformt (geschöpft) oder gekautschet, nicht geglättet.....	2	»
aus 655 Schreib- und Postpapier, nicht liniert; Zeichenpapier; Papier für Kupfer- und Lichtdruck.....	6	»

Zollsatz für 1.
Doppelzentner
Mark

657	Drucke jedes Verfahrens, soweit sie nicht unter den zwölften Abschnitt des allgemeinen Tarifes fallen, auch Bilderpapier, einschliesslich des Kopierverfahrens auf Papier und Pappe; auch farbig oder schwarz geränderte, oder sonst auf irgend eine Weise verzierte Papiere oder Pappen:	
	einfarbig	6 »
	mehrfarbig, auch mit Pressungen oder Rändern in Farben, Gold oder anderen Metallen	6 »
674	Bücher in allen Sprachen, gedruckt oder geschrieben, auch mit beigedruckten, beigehefteten oder beigelegten Bildern aller Art; Papier, beschriebenes; Papier, bedrucktes, mit Ausnahme des im elften Abschnitt des allgemeinen Tarifes genannten; Musiknoten; Bücher mit Schriftzeichen für Blinde; alle diese auch gebunden; Kalender, auch gebunden, mit Ausnahme der Block-, Schreib- und dergleichen Kalender	frei
<i>Anmerkung.</i> — Schutzhüllen, Futterale und Etuis, in welche Gebetbücher oder religiöse Andachtsbücher eingelegt oder eingeschoben sind, werden nicht nach der Anmerkung 2 zu Nr. 667 bis 669 des allgemeinen Tarifes für sich verzollt, sondern mit den genannten Büchern zollfrei zugelassen.		
aus 676	Auf Papier gedruckte Bilder mit religiösen Darstellungen	frei
<i>Anmerkung.</i> — Kommunionbilder und ähnliche Bilder mit religiösen Darstellungen werden auch dann, wenn sie zugleich mit einem Vordruck zu handschriftlichen Eintragungen versehen sind, nicht als Bilderpapier verzollt, sondern nach Nr. 776 zollfrei eingelassen.		
680	Steine (mit Ausnahme von Schiefer und Pflastersteinen), sowie Lava, poröse und dichte, an mehr als drei Seiten gesägt, an den nicht gesägten Seiten roh oder bloss roh behauen	0 25
aus 682	Platten, gesägt (geschnitten) oder gespalten, weder geschliffen noch gehobelt, poliert oder mit Schmelz überzogen:	
	aus Marmor	2 50
	aus Granit	2 50
<i>Anmerkung.</i> — Platten von mehr als 16 Centimeter Stärke sind nach Nr. 680 zu verzollen.		
aus 688	Schieferplatten, geschliffen, gehobelt, profiliert oder sonst weiter bearbeitet, auch poliert	6 »
aus 713	Hohlsteine, Lochsteine, Lochplatten, rauh oder glatt ..	0 20
aus 721	Töpfergeschirr aus farbig sich brennendem Tone, durch Freiaufdrehen oder Pressen hergestellt: glasiert, ein- oder mehrfarbig, auch durch Aufspritzen von Farbe oder in ähnlicher einfacher Weise bemalt.	1 »
aus 767	Vgl. bei Nr. 614.	
770	Legiertes Gold, gehämmert oder gewalzt, auch in Form von Blech oder Draht	75 »

(aus 783/836) Eisen und Eisenlegierungen :

Anmerkung zu Nr. 783 des allgemeinen Tarifes. — Hähne, Ventile, Schieber, Wasserpfosten und ähnliche Ausrüstungsstücke für Rohrleitungen werden nach dieser Nummer verzollt, wenn sie in den wesentlichen Bestandteilen aus Gusseisen bestehen.

aus 799 Rackeln (Farbabstreicher für Walzendruckmaschinen) aus schmiedbarem Eisen.....	10	»
aus 801/802 Dampfkessel aus schmiedbarem Eisen, sowie zusammengesetzte Teile von solchen, auch mit Ausrüstung (Armatur) versehen, zur Verwendung beim Schiffsbau.....	frei	
aus 812 Feilen, nicht mehr als 16 Centimeter lang.....	28	»
Feilen, mehr als 16, jedoch nicht mehr als 35 Centimeter lang.....	20	»
aus 813 Bohrer, anderweit im allgemeinen Tarif nicht genannt; Gewindeschneidzeuge.....	15	»
aus 814 Reibahlen, Spiralbohrer, Fräser.....	28	»
817 Kratzenbeschläge.....	40	»
819 Webschäfte, Weberlitzen, Weberlitzenzinge (Mailons), Weberblätter und Weberblätterzähne (Riete und Rietstäbe), Schützen, Spulen aller Art und ähnliche Ausrüstungsgegenstände für Spinn- und Webmaschinen.....	12	»
<i>Anmerkung.</i> — Der Zollsatz von 12 Mark findet auch auf vernickelte Gegenstände der Nr. 819 Anwendung.		
aus 825 Schrauben von nicht mehr als 13 Millimeter Stiftstärke.	8	»
aus 836 Feine Messer und feine Scheren, bearbeitet.....	24	»
aus 845 Formgussstücke aus Aluminium oder Aluminiumlegierungen, in unbearbeitetem Zustande.....	12	»
aus 880 Waren aus anderen Kupferlegierungen als Messing und Tombak :		
Kirchenglocken	30	»
aus 885 Vgl. bei Nr. 614.		
aus 891 Sprechmaschinen (Phonographen) einschliesslich der mit ihnen in fester Verbindung stehenden elektrischen Maschinen; Instrumente zur mechanischen Integration (Planimeter, Integratoren); hydrometrische Instrumente (Instrumente zur Messung der Wassergeschwindigkeit, Registrierpegel); Geschwindigkeitsmesser für Fahrzeuge; alle diese aus unedlen Metallen oder Legierungen unedler Metalle, ohne Uhrwerke, und soweit sie nicht durch die Verbindung mit anderen Stoffen unter höhere Zollsätze fallen.....	40	»
aus 894 Dampfmaschinen, Dampfturbinen, Wasserturbinen; Verbrennungs- und Explosionsmotoren; Kraft-(Antriebs-) Maschinen (mit Ausnahme der Elektromotoren) in Verbindung mit Pumpen oder Kältemaschinen; Krähnen :		

Zollsatz für 1
Doppelzentner
Mark

	von 40 Kilogramm oder darunter: Explosionsmotoren für Motorfahr- räder.....	75 »
	von mehr als 5 Doppelzentner bis 10 Doppelzentner.....	11 »
bei einem	von mehr als 10 Doppelzentner bis 25 Doppelzentner.....	7 50
Reingewichte	von mehr als 25 Doppelzentner bis 50 Doppelzentner.....	6 »
der Maschine	von mehr als 50 Doppelzentner bis 500 Doppelzentner.....	5 »
	von mehr als 500 Doppelzentner bis 1.000 Doppelzentner.....	4 50
	von mehr als 1.000 Doppelzentner....	3 50

Anmerkung. — Dampfmaschinen zur Verwendung beim
Schiffsbau werden einschliesslich der zugehörigen Schaufel-
räder und Schiffsschrauben zollfrei zugelassen.

aus 895	Strickmaschinen für den Handbetrieb, ohne Gestell, Köpfe (Oberteile) von Strickmaschinen, auch Teile davon (ausgenommen Nadeln).....	12 »
aus 896	Strickmaschinen, in fester Verbindung mit Gestellen oder für motorischen Betrieb.....	8 »
aus 897	Gestelle von Strickmaschinen, sowie Teile von solchen Gestellen, einschliesslich der dazu gehörigen Tisch- platten oder Tische.....	5 »
898	Maschinen und Maschinenteile in fester Verbindung mit Kratzenbeschlägen: bei einem	
	Reingewichte { von weniger als 2 Doppelzentner.....	20 »
	des { von 2 Doppelzentner oder darüber...	18 »
	Gegenstandes	
899	Nicht anderweit im allgemeinen Tarif genannte Ma- schinen für die Vorbereitung der Verarbeitung von Spinnstoffen; Maschinen für die Spinnerei und Zwir- nerei, einschliesslich der das Haspeln, Spulen und Wickeln der Gespinnste bewirkenden Maschinen, sowie Maschinen zur Vorbereitung der Gespinnste für die Weberei.....	4 »

Anmerkung. — Hierunter fallen Kettenschlichtmaschinen,
auch mit den zugehörigen Walzen aus Kupfer oder Kupfer-
legierungen.

900	Webstühle.....	4 »
-----	----------------	-----

Anmerkung. — Gesondert eingehende Schaft- und Jac-
quardvorrichtungen für Webstühle werden wie die letzter-
en verzollt.

aus 901	Wirkmaschinen.....	10 »
	Stickmaschinen (ausgenommen Kurbelstickmaschinen)	8 »
aus 906	Müllereimaschinen, Teigwarenmaschinen, Material- prüfungsmaschinen, Gebläsemaschinen, Pumpen, Fördermaschinen, Kältemaschinen; alle diese Ma-	

schinen, soweit sie nicht unter eine andere Nummer des allgemeinen Tarifes fallen :

Müllereimaschinen, Pumpen :

bei einem Reingewichte der Maschine	{	von mehr als 4 Doppelzentner bis 40 Doppelzentner.....	5	»
		von mehr als 40 Doppelzentner bis 100 Doppelzentner.....	4	»

andere obengenannte Maschinen :

bei einem Reingewichte der Maschine	{	von mehr als 10 Doppelzentner bis 50 Doppelzentner.....	5	»
		von mehr als 50 Doppelzentner bis 100 Doppelzentner.....	4	50

907 Dynamomaschinen, Elektromotoren, Umformer, sowie fertig gearbeitete Anker und Kollektoren; Transformatoren und Drosselspulen :

bei einem Reingewichte des Gegenstandes	{	von 5 Doppelzentner oder darunter...	9	»
		von mehr als 5 Doppelzentner bis 30 Doppelzentner.....	6	»
		von mehr als 30 Doppelzentner bis 100 Doppelzentner.....	5	»
		von mehr als 100 Doppelzentner.....	4	»

Anmerkung. — Hierher gehören auch Transformatoren, die zu Isolierungszwecken mit Ölfüllung versehen sind.

aus 912 Elektrische Vorrichtungen für Beleuchtung, Kraftübertragung oder Elektrolyse; elektrische Mess-, Zähl- und Registriervorrichtungen; Vorschalte- und Negenschlusswiderstände; sonstige im allgemeinen Tarif nicht besonders genannte elektrische Vorrichtungen; Bestandteile von solchen Gegenständen :

bei einem Reingewichte des Gegenstandes	{	von 10 Kilogramm oder darunter.....	40	»
		von mehr als 10 Kilogramm bis 25 Kilogramm.....	30	»
		von mehr als 25 Kilogramm bis 1 Doppelzentner.....	20	»
		von mehr als 1 Doppelzentner bis 5 Doppelzentner.....	8	»
		von mehr als 5 Doppelzentner bis 10 Doppelzentner.....	6	»
		von mehr als 10 Doppelzentner.....	4	»

Anmerkung. — Isolationsgegenstände aus Asbest, Asbestpappe, Glimmer oder Mikanit, für die Elektrotechnik (Spulen, Schutzkasten, Röhren, Scheiben, Ringe und dergleichen)...

aus 915 Fahrzeuge, nicht zum Fahren auf Schienengeleisen bestimmt (ausgenommen Wasserfahrzeuge), in Verbindung mit Antriebsmaschinen (Motorwagen und Motorfahrräder) :

bei einem Reingewichte des Stückes	{	von mehr als 2,5 Doppelzentner bis 5 Doppelzentner.....	40	»
		von mehr als 5 Doppelzentner bis 10 Doppelzentner.....	25	»
		von mehr als 10 Doppelzentner.....	15	»

		Zollsatz für 1 Doppelzentner
		Mark
923 Fluss- und Binnenseeschiffe, nicht für Luxus Zwecke bestimmt, einschliesslich der zugehörigen gewöhnlichen Schiffsausrüstungsgegenstände, Dampfmaschinen und anderen Antriebsmaschinen	frei	
929 Taschenuhren, auch solche mit Spielwerk: in Gehäusen:		für 1 Stück
aus Gold.....	0 80	
aus Silber, auch vergoldet oder mit vergoldeten Rändern, Bügeln oder Knöpfen versehen.....	0 60	
aus unedlen Metallen oder aus Legierungen unedler Metalle, auch vergoldet oder versilbert oder mit vergoldeten oder versilberten Rändern, Bügeln oder Knöpfen versehen; aus anderen Stoffen.....	0 40	
<i>Anmerkung.</i> — Nach Nr. 929 sind auch elektrische Taschenuhren zu Verzollen.		
930 Uhrgehäuse zu Taschenuhren:		
aus Gold.....	0 40	
aus Silber oder aus unedlen Metallen oder aus Legierungen unedler Metalle, auch vergoldet oder mit vergoldeten Rändern, Bügeln oder Knöpfen versehen; aus anderen Stoffen.....	0 40	
<i>Anmerkung zu Nr. 930.</i> — Werden Uhrgehäuse zu Taschenuhren in zerlegtem Zustande, jedoch fertig zum Zusammensetzen eingeführt, so sind Böden mit der Hälfte, Ränder (mit oder ohne Glasreifen) und Glasreifen je mit einem Viertel des Stückzollses für das zusammengesetzte Uhrgehäuse zu belegen, während Staubdeckel sowie andere Teile der Verzollung nach Beschaffenheit des Stoffes unterliegen.		
<i>Anmerkung zu den Nrn. 929 und 930.</i> — Mit Gold oder Silber belegte (plattierte) Taschenuhren und Uhrgehäuse zu Taschenuhren werden wie vergoldete oder versilberte verzollt.		
931 Uhrwerke zu Taschenuhren, fertige, und Rohwerke. .	60	»
932 Triebe und Unruhen (Balenzen) aus Stahl für Taschenuhren	für 1 Doppelzentner 60	»
933 Teile von Taschenuhren aus unedlen Metallen oder aus Legierungen unedler Metalle, in den vorhergehenden Nummern des allgemeinen Tarifes nicht genannt:		
Uhrfedern aus Stahl; Unruhen (Balenzen) aus Bronze oder Messing	60	»
andere, auch vergoldet, versilbert oder mit Gold oder Silber belegt (plattiert) oder in Verbindung mit anderen Stoffen, soweit sie nicht dadurch unter höhere Zollsätze fallen	120	»
<i>Anmerkung.</i> — Bügel, Bügelringe und Aufziehkronen werden, sofern ihre Bestimmung zu Taschenuhren ausser Zweifel steht, nach Nr. 933 verzollt.		
aus 934 Elektrische Wand und Standuhren, sowie alle anderweit im allgemeinen Tarif nicht genannten Uhren mit elektrisch betriebenen Uhrwerken, auch		

	Zollsatz für 1 Doppelpentner Mark
dergleichen Uhren mit Spielwerken; alle diese, soweit sie nicht durch ihre Verbindungen unter höhere Zollsätze fallen.....	100 »
Hydrometrische Instrumente (Instrumente zur Messung de Wassergeschwindigkeit, Registrierpegel), sowie Geschwindigkeitsmesser für Fahrzeuge, in Verbindung mit Uhrwerken, aus unedlen Metallen oder Legierungen unedler Metalle, soweit sie nicht durch die Verbindung mit anderen Stoffen unter höhere Zollsätze fallen.....	40 »
aus 943 Mechanische Spielwerke:	
Spielwerke ohne Gehäuse bei einem Reingewichte des Stückes von 500 Gramm oder darunter....	20 »
andere mechanische Spielwerke.....	20 »
<i>Anmerkung.</i> — Wie die mechanischen Spielwerke werden auch Teile derselben verzollt, die als solche erkennbar sind, ferner auch Spielwerke ohne Laufwerk für Weckeruhren.	

Anlage B.

Zölle bei der Einfuhr in die Schweiz.

Nummer des schweize- rischen allgemeinen Tarifes	Benennung der Gegenstände	Zollansatz für 100 kg Franken
	Getreide, Mais, Hülsenfrüchte, nicht geschroten, nicht geschält:	
3	— Hafer.....	0 30
	Getreide, Mais, Hülsenfrüchte, in geschrotenen, geschälten oder gespaltenen Körnern; Graupe, Gries Grütze:	
11	— Hafer.....	2 50
	Mehl in Gefässen aller Art von mehr als 5 kg Gewicht:	
16	— Aus Getreide, Mais, Hülsenfrüchten.....	2 50
30	Früchte und Beeren, eingestampft; trockene Wachholdelbeeren; Enzianwurzeln, sowie im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannte Kräuter und Wurzeln.....	2 50
	Gemüse:	
40	— frisch.....	frei
	— konserviert:	
41	— — getrocknet, offen.....	5 »
	— — in Essig oder anderswie eingemacht:	
44	— — — in Gefässen aller Art von 5 kg Gewicht und darunter.....	35 »
45	Kartoffeln.....	frei
53	Hopfen.....	1 »

Anmerkung zu Nr. 53. — Hopfen in hermetisch verschlossenen Metallzylindern darf ohne zollamtliche Revision zum

Zollansatz
für 100 kg
Franken

Zollsätze von 1 Fr. für 100 kg eingeführt werden, unter folgenden Bedingungen:

1. die Sendungen müssen von einem zoll- oder steueramtlichen Atteste begleitet sein, welches bescheinigt, dass der Zylinder wirklich aus Hopfen besteht;

2. die betreffende Amtsstelle hat die Zylinder unter Verbleibung zu legen oder bei Versendung in ganzen Eisenbahnwagenladungen letztere mit Zollverschluss zu versehen.

Sind diese Bedingungen nicht erfüllt, so kann schweizerischerseits von jeder unter dieser Bezeichnung eingehenden Sendung behufs zollamtlicher Konstatierung des Inhaltes eine Büchse nach freier Wahl geöffnet werden. Wird die Revision nicht gestattet, so hat die Verzollung zum höchsten Zollsätze zu geschehen.

Bei der Einfuhr von Hopfen in Büchsen, welche mit einer Seitenöffnung von ca. 6—7 cm Durchmesser versehen sind, ist behufs der Revision die Büchse nicht oben zu öffnen, bzw. nicht der ganze Deckel wegzunehmen, sondern es hat die Revision mittelst der seitlichen Öffnung zu geschehen, die mit einer messingenen Kapsel leicht wieder geschlossen werden kann.

Im betreffenden Frachtbrief ist die Nummer der zollamtlich geöffneten Hopfenbüchse besonders anzumerken.

Der Wiederverschluss der Büchse hat mit tunlichster Sorgfalt zu geschehen.

55 Kaffee, gebrannt.....	7 »
56 Kaffeesurrogate aller Art: in trockener Form	6 »
57 Zichorienwurzeln, getrocknet; Feigen, geröstet, unter Nachweis ihrer Verwendung zur Fabrikation von Kaffeesurrogaten.....	1 »
70 Zucker, geschnitten oder fein gepulvert.....	Fr. 1.50 Zuschlag zu dem Zoll für Zucker in Hüten, Platten, Blöcken, usw.

Fleisch, konserviert:

— gesalzen, geräuchert:

77 ^a — — Schweineschinken.....	14 »
77 ^b — — anderes; Speck, gedörnt.....	20 »
Wurstwaren (Charcuterie) aller Art.....	25 »
81 Wildbret, Wildgeflügel.....	10 »
82 Wildbret- und Wildgeflügelkonserven.....	10 »
85 Geflügelkonserven	10 »
86 Eier	1 »

Fische:

87 — frisch oder gefroren.....	frei
— getrocknet, gesalzen, mariniert, geräuchert oder anderswie zubereitet:	

88 — — in Gefäßen aller Art von mehr als 3 kg Gewicht.....	1 »
--	-----

aus 93 Butter, frisch	7 »
98 Weichkäse.....	4 »

100 Suppen, kondensiert, in fester oder flüssiger Form; Juliennes und ähnliche Suppenartikel: ohne Rücksicht auf die Verpackung.....	20 »
--	------

Esswaren, feine:

101 — Früchte aller Art, eingemacht, auch mit Zucker und Alkohol, ohne Rücksicht auf die Verpackung..	40 »
---	------

		Zollsatz für 100 kg Franken	
Esswaren, feine :			
102	— Zuckerwaren und Zuckerbäckerwaren.....	40	»
103	— Konserven und Gegenstände des feineren Tafel- genusses, im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannt.....	50	»
Bier und Malzextrakt :			
— in Fässern :			
114 ^a	— — von 2 hl Inhalt und darunter.....	4	»
114 ^b	— — von mehr als 2 hl Inhalt.....	5	»
115	— in Flaschen oder Krügen.....	10	»
Wein und Weinmost :			
— in Fässern :			
— — Naturwein :			
aus 117	— — — Weissweine mit Ausnahme der Süss- und Südweine.....	10	»
<i>Anmerkung zu Nr. 117. — 1. Der Zollsatz von 10 Fr. für 100 kg gilt für Weissweine von nicht mehr als 13 Volum- graden Alkoholgehalt. Bei einem höhern Alkoholgehalt ist ausser dem Zoll für jeden weitem Grad die Alkoholmonopol- abgabe nebst Zollzuschlag zu entrichten.</i>			
<i>2. Weitergehende Erleichterungen, die etwa dritten Staa- ten in Bezug auf die Zollbehandlung von Weinen anderer Art, insbesondere von Rotweinen, eingeräumt werden sollten, sind, solange sie den dritten Staaten gegenüber bestehen, auch auf die deutschen Weissweine anzuwenden.</i>			
— in Flaschen, usw. :			
119	— — Naturwein.....	25	»
Essig und Essigsäure, mit einem Säuregehalt von :			
130	— 12 % oder weniger.....	10	»
131	— über 12 %.....	30	»
		für 1 Stück	
132	Pferde und Füllen.....	10	»
136	Ochsen.....	32	»
138	Kühe.....	30	»
139	Rinder, geschauelt.....	30	»
142	Jungvieh, anderes als Kälber bis und mit 60 kg Gewicht und als Mastkälber über 60 kg Gewicht.....	20	»
145	Schafe.....	0 50	
		für 100 kg	
149	Blasen, Därme, Käselab.....	frei	
151	Hörner, vorgearbeitet und in Blättern oder Platten jeder Grösze ; Knochenplatten.....	0 60	
154	Fischbein, abgeschliffen.....	1	»
Bettfedern :			
155 ^a	— roh, nicht gereinigt, in hydraulisch gepressten Ballen oder in anderen Ballen im Gewichte von 100 kg und mehr.....	1	»
155 ^b	— gereinigt.....	10	»
156	Daunen (Flaum).....	10	»
169	Aufgeschlossene Düngmittel ; Superphosphate ; Kunst- dünger, offen in Säcken, Fässern, usw.....	0 30	
170	Schwefelsäure zu Düngzwecken (Abfallschwefelsäure).....	frei	

Zollansatz
für 100 kg
Franken

Häute und Felle :		
174	— lohgar, aus Grube, Fass oder Farbe, nass oder trocken.....	16 »
N.-B. — Bei nassen Häuten und Fellen wird ein Gewichtsabzug von 40 % gewährt.		
175	— gegerbt, zugerichtet : mit Haaren, zu Sattler- oder Kürschnerarbeiten, usw.....	10 »
176	— zusammengeñäht, jedoch nicht abgepasst, in sog. Tafeln, Säcken oder Kreuzen, für Mantelfutter u.dgl.	30 »
Leder :		
177	— Bodenleder aller Art, mit Einschluss von Kopf- und Bauchleder.....	16 »
— Oberleder :		
— — Kalbleder :		
178	— — — naturbraun, gewichst.....	24 »
179	— — — narbenschwarz chagriniert.....	18 »
180	— — Schmalleder und Rindsleder, braun oder gewichst.....	10 »
181	— — andere Oberleder.....	4 »
— Zeugleder und Riemenleder ; Militärleder :		
182	— — schwarz und naturfarbig.....	20 »
Anmerkung zu Nr. 182. — Treibriemenleder, schwarz und naturfarbig, fällt unter diese Nummer.		
183	— — lackiert und gefärbt.....	10 »
184	— Lederarten aller Art, im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannt.....	4 »
Anmerkung zu den Nrn. 177 bis 184. — Mineralgares Leder ist je nach seiner äussern Beschaffenheit und seiner Zweckbestimmung zu verzollen. Das zu seiner Herstellung verwendete Gerbmateriel kommt für seine Tarifierung nicht in Betracht.		
185	— Treibriemen.....	35 »
186	— Abfalleder aller Art, im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannt ; Kunstleder.....	8 »
188	Lederwaren, fertige, ausgenommen Reiseartikel (f. Kat. XV des allgemeinen Tarifes) und solche, die unter Nr. 189 des allgemeinen Tarifes fallen.....	65 »
Bestandteile von Schuhen und Pantoffeln, vorgearbeitet :		
190	— aus Leder.....	50 »
191	— andere.....	40 »
192	Schuhelnlagesohlen aller Art, Korksohlen ausgenommen.....	50 »
Schuhe und Pantoffeln :		
— aus braunem oder gewichstem Rinds- und Kuhleder, Wildleder, Croûte :		
193	— — ungefütert.....	45 »
Anmerkung zu Nr. 193. — Schuhe und Pantoffeln aus braunem oder gewichstem Rinds- und Kuhleder, Wildleder, Croûte, die ausschliesslich mit der gleichen Ledersorte ausgefütert sind, sind nach dieser Nummer zu verzollen.		

		Zollansatz für 100 kg Franken	
194	— — gefüttert.....	65	»
195	— mit Kalb-, Ross, Chevreau-, Ziegen-, Schaf- und Phantasieoberleder, mit und ohne Futter.....	80	»
196	— aus Geweben aller Art, ohne Ledersohle.....	40	»
197	— aus Filz, ohne Ledersohle.....	50	»
198	— aus Kautschuk.....	30	»
199	— aus Stramin, Filz, Baumwollstoff, Lastings, Sam- met und Plüsch, ausgenommen Seidensammet und Seidenplüsch, mit Ledersohle oder mit Lederbesatz	50	»
	<i>Anmerkung zu Nr. 199.</i> — Schuhe und Pantoffeln aus Kord oder Kordonnet, mit Ledersohle oder mit Lederbesatz, fallen unter diese Nummer.		
200	— aus Seide, Seidensammet, Seidenplüsch, mit Ledersohle oder mit Lederbesatz.....	150	»
201	— im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannt....	45	»
202	Handschuhe, lederne.....	150	»
203	Gras- und Kleesaat.....	frei	
206	Blumenzwiebeln und Pflanzenknollen.....	30	»
207	Blumen, geschnitten, frisch, Zweige, Immergrün, usw., auch zu Sträussen, Kränzen u. dgl. gebunden.	frei	
	Bäume, Sträucher und andere lebende Pflanzen:		
208	— in Kübeln oder Töpfen.....	3	»
	— nicht in Kübeln oder Töpfen:		
209	— — ohne Wurzelballen.....	4	»
210	— — mit Wurzelballen.....	3	»
211	Laub, Schilf, Stroh, Spreu, Torfstreu.....	frei	
220	Feld-, Wald- und Gartengewächse, frisch, sofern sie nicht unter vorstehende Positionen des allgemeinen Tarifes, oder unter Kategorie I desselben, Nahrungs- und Genussmittel, fallen.....	frei	
	Brennholz, Reisig, Holzborke:		
221	— Laubholz.....	0 02	
222	— Nadelholz.....	0 02	
223	Torf, Lohkuchen.....	0 02	
224	Holzkohlen.....	0 10	
	Bau- und Nutzholz:		
	— roh:		
229	— — Laubholz.....	0 15	
230	— — Nadelholz.....	0 15	
	— mit der Art beschlagen (roh behauen):		
231	— — Laubholz.....	0 20	
232	— — Nadelholz.....	0 20	
	— in der Längenrichtung gesägt oder gespalten, auch fertig behauen:		
	— — anderes aller Art, d. h. anderes als Schwellen:		
235	— — — eichenes.....	0 60	
236	— — — anderes Laubholz.....	1	»
238	— — Rebstecken, auch zugespitzt, Reifholz.....	0 20	
239	— — Fassholz, gespalten.....	frei	
241	— Fourniere aller Art.....	3 50	

		Zollansatz für 100 kg Franken
248	— Gewöhnliches Verpackungsmaterial (Packkisten, Packfässer u. dgl.) aus weichem Holz, für trockene Gegenstände; Holzwolle.....	2 »
249	Naben, Landenbäume und Felgen, unfertig, nur gesägt oder gespalten.....	1 50
250	Holzwaren aller Art, im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannt, vorgearbeitet, auch gehobelt: nicht zusammengesetzt.....	3 50
	Bauschreinerwaren, fertig, auch mit Metallbeschlägen oder in Verbindung mit Glas:	
251	— glatt, nicht fourniert, roh.....	10 »
252	— andere (fourniert, gekehlt, geschnitzt, bemalt, gefirnisst, Gebeizt, gewichst, poliert, usw.).....	25 »
	<i>Anmerkung zu den Nrn. 251 und 252.</i> — Rolladen aus Holz, auch mit Metallbeschlägen, fallen je nach ihrer Beschaffenheit unter Nr. 251 oder Nr. 252, und zwar auch dann, wenn sie mit Gespinstwaren verbunden sind. Derartige Rolladen werden nicht schon deshalb als gekehlt angesehen, weil die einzelnen Leisten, aus denen sie bestehen, mit Auskehrlungen versehen sind, um das bessere Ubereinandergreifen zu ermöglichen.	
253	Rechenmacherwaren, im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannt, auch mit Metallbeschlägen.....	12 »
	Küfer- und Küblerwaren, montiert oder demontiert:	
	— ohne Eisenbeschläge:	
256 ^a	— — Fässer, auch mit Eisenreifen.....	6 »
256 ^b	— — andere.....	12 »
256 ^c	— mit Eisenbeschlägen.....	12 »
	Drechslerwaren:	
	— roh:	
257 ^a	— — Holzspulen.....	10 »
257 ^b	— — andere rohe.....	20 »
258	— andere.....	25 »
	Schreinerwaren, Möbel und Möbelteile (mit Ausnahme der Korbmöbel), massiv oder fourniert, auch ganz oder teilweise aus gebogenem Holz:	
	— glatt:	
259	— — roh.....	15 »
260	— — andere.....	20 »
	— gekehlt, mit Stäben verziert, graviert, mit Kerbschnitt:	
261	— — roh.....	20 »
262	— — andere.....	25 »
	— geschnitzt, gestochen, eingelegt, mit Mosaik, usw.:	
263	— — roh.....	40 »
264	— — andere.....	50 »
	— gepolstert, mit oder ohne Posamenterie:	
265	— — mit Rohpolster, ohne Überzug.....	50 %
266	— — mit Überzug aus Baumwolle, Leinen, Jute, Ramie oder Wolle.....	60 %
267	— — mit Überzug aus Sammet, Plüsch, Seide, usw.	70 %

		Zollansatz für 100 kg Franken
268	Luxus-, Galanterie- und Phantasieartikel; sogenannte Kleinföbel (Nipp und Rauchtischchen, Blumen- tische, Schatullen, Kassetten, Etais, Dosen, usw.)...	50 »
269	Gehäuse für Wanduhren und Musikdosen, auch in Verbindung mit anderen Materialien.....	25 »
	Fertige Holzwaren aller Art, im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannt:	
270	— roh.....	12 »
271	— andere	20
	Leisten (Stäbe) zu Rahmen:	
	— rohgrundiert:	
272	— — glatt, ohne Verzierung	18 »
273	— — verziert (ornamentiert).....	30 »
274	— andere.....	40 »
	Rahmen für Spiegel und Bilder:	
	— rohgrundiert:	
275	— — glatt, ohne Verzierung.....	30 »
276	— — verziert (ornamentiert).....	45 »
277	— andere.....	50 »
	Korbmöbel:	
278	— aus Flechtweiden, Haselruten u. dgl.....	15 »
	— aus andern Materialien:	
279	— — nicht in Verbindung mit Textilstoffen.....	30 »
280	— — in Verbindug mit Textilstoffen oder gepolstert.	60 »
	<i>N.B. zu den Nrn. 278/280. — Unter Korbmöbeln sind alle Gestallarbeiten verstanden, welche sich als Korbmacher- waren qualifizieren, wie Arbeitsständer, Blumentische, Etageren, Notenständer, Sessel, usw.</i>	
	Bürstenbinderwaren:	
	— Bürstenhölzer:	
281	— — vorgearbeitet, auch gelocht.....	6 »
282	— — fertig	30 »
283	— Pinsel aller Art.....	15 »
284 ^a	— Stahldrahtbürsten.....	20 »
	— andere, auch in Verbindung mit andern Materia- lien:	
284 ^b	— — roh.....	35 »
285	— — gebeizt, poliert, lackiert, usw.....	65 »
	Faserstoffe zur Papierfabrikation:	
289	— auf mechanischem Wege hergestellt (Holzschliff, Holzmehl), nass oder trocken; Lumpenhalbstoff....	1 50
	— auf chemischem Wege hergestellt (Zellulose, Stroh-, Alfastroff u. dgl.), nass oder trocken:	
290	— — ungebleicht.....	1 75
291	— — gebleicht	2 25
	Packpapiere:	
293	— beidseitig rauh, im Gewicht von 100 bis und mit 400 g. per m ²	5 »
294	— im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannt, auch geölt.....	7 »

	Zollansatz für 100 kg Franken	
295 — Wellpapiere	8 »	
296 — Patentpacking u. dgl.	8 »	
297 — Teerpapiere	8 »	
298 Löschpapier, Löchkarton, Filtrierpapier, Faltenfilter.	10 »	
299 Seidenpapiere von 25 g und darunter per m ²	10 »	
Druckpapier, Schreib-, Post-, und Zeichnungspapier : — einfarbig :		
300 — — im Gewicht von 45 bis und mit 55 g per m ² , holzhaltig (Zeitungsdruckpapier)	8 »	
301 — — anderes	10 »	
302 — mehrfarbig	13 »	
Kartons im Gewicht von :		
303 — 200 bis und mit 300 g per m ²	12 »	
304 — über 300 g per m ²	12 »	
<i>N.-B.</i> — Papierfabrikate im Gewicht von weniger als 200 g per m ² fallen unter die Nummern 300/302.		
<i>Anmerkungen zu den Nrn. 303 und 304.</i> — Unter Kartons im Sinne dieser Nummern wird mehrschichtiges, zusammengeklebtes Papier verstanden.		
Papiere, Kartons, Pappen ;		
305 — liniert	12 »	
— Pappen :		
306 ^a — — gestrichen oder mit gestrichenem Papier über- zogen	8 »	
306 ^b — — farbig gemustert ; mit gepressten oder gepräg- ten Dessins	10 »	
— Papiere und Kartons :		
306 ^c — — einseitig gestrichen, farbig, gemustert : glatt..	10 »	
306 ^d — — einseitig gestrichen, ungemustert ; beidseitig gestrichen oder mit gestrichenem Papier überzogen ; mit gepressten und geprägten Dessins (chagriniert, moiriert, gauffriert, plissiert, perforiert, usw.) ; gummiertes Papier ; nicht lichtempfindliche Papiere.	15 »	
307 ^a — Öl-, Paraffin-, Paus-, Wachspapier	20 »	
307 ^b — Stanniolpapier	5 »	
307 ^c — Pergament- und Pergaminpapier, auch imitiert...	10 »	
307 ^d — chemisch präparierte und lichtempfindliche Pa- piere	20 »	
308 — geschnitten in der Breite von weniger als 25 cm, auch aufgerollt	16 »	
309 — für den Detailverkauf hergerichtet	25 »	
<i>Anmerkung zu Nr. 309.</i> — Notizkartons, Briefbogen u. dgl., ohne Enveloppen : in Schachteln, in bedruckten Papierumschlägen oder in andern ähnlichen Umhüllungen, deren jede einzelne höchstens 200 Kartons, Bogen oder Blätter enthält, fallen unter diese Nummer.		
310 Pappen, mit Naturpapier überzogen	8 »	
311 Papiere in Verbindung mit Geweben, im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannt	16 »	
<i>Anmerkung zu den Nrn. 292 bis 311 des allgemeinen Tarifes.</i> — Unter diese Nummern fallen auch solche Papiere,		

Kartons oder Pappen der dort bezeichneten Art, welche Fabrikmarken oder Wasserzeichen des Produzenten tragen.

Papiere, Kartons, Pappen:

	— typographisch oder lithographisch bedruckt:		
	— — einfarbig:		
312	— — — lose oder broschiert.....	30	»
313	— — — gebunden oder eingerahmt.....	40	»
	— — — mehrfarbig:		
314	— — — lose oder broschiert.....	35	»
315	— — — gebunden oder eingerahmt.....	45	»
	— nach andern Verfahren bedruckt (Lichtdruck, photographischer Druck, Stahl- oder Kupferdruck, usw.):		
316	— — — lose oder broschiert.....	50	»
317	— — — gebunden oder eingerahmt.....	65	»
318	— Kartons zum Aufkleben von Photographien, usw., zugeschnitten.....	30	»
320	Papiertapeten.....	12	»
321	Bücher, gedruckte.....	1	»
322	Karten und kartographische Werke.....	1	»
323	Musikalien.....	1	»

Anmerkung zu den Nrn. 321 bis 323. — Unter diese Nummern fallen auch gedruckte Bücher, Karten, kartographische Werke und Musikalien in Einbänden oder Mappen aller Art Gedruckte Bücher mit Bildern und Bilderbücher aller Art, ferner Buch- und Kunsthandlungskataloge, sowie Zeitungskataloge ohne Agenda werden nach Nr. 321 verzollt.

Bilder:

	— Photographien:		
324	— — nicht eingerahmt.....	5	»
	— andere:		
326	— — nicht eingerahmt.....	5	»
	Gemälde:		
328	— nicht eingerahmt.....	5	»
329	— eingerahmt.....	65	»
330	Pack- und Faltschachteln, Rohre, nicht überzogen, auch bedruckt; zugeschnittene, geritzte oder gebogene Pappen.....	25	»

Anmerkung zu Nr. 330. — Gewöhnliche Kartonnagearbeiten, auch mit einfachen Scharnieren aus Metall versehen oder an den Kanten durch Blechbeschläge zusammengehalten, jedoch nicht mit Papier oder Pappe ausgerüstet (überzogen, überklebt oder ausgeklebt), z. B. sogenannte Lagerkasten für Geschäftszwecke, fallen unter diese Nummer.

331	Papiersäcke, Tüten, Falzkapseln.....	30	»
	Enveloppen:		
332	— lose verpackt.....	30	»
333	— in Schachteln, Kassetten, usw., mit oder ohne Briefbogen (Papeterien u. dgl.).....	40	»
335	Geschäftsbücher, Agenden u. dgl.....	40	»
336	Einbanddecken.....	40	»
337	Wand- und Abreißkalender.....	35	»

Zollansatz
für 100 kg
Franken

Buchbinder- und Kartonnagearbeiten, im allgemeinen
Tarif nicht anderweit genannt:

— mit Papier und Pappe ausgerüstet:	
338 ^a — — Albums zum Einstecken von Bildern und Karten	20 »
<i>Anmerkung zu Nr. 338^a. — Albums dieser Nummer werden zum Zollsatz von 20 Fr. zugelassen, auch wenn sie unwesentliche Zutaten von anderm Material als Papier aufweisen.</i>	
338 ^b — — andere	50 »
339 — Garnhülsen aus Papier oder Pappe für Spinnereien und Zwirnereien	30 »
340 ^a — mit Seide, Spitzen, künstlichen Blumen oder dergleichen ausgerüstet; Blumen aus Papier	120 »
340 ^b — andere	50 »

Anmerkung zu den Nrn. 338 bis 340. — Garnspulen aus Hartpapier werden wie Holzspulen nach Nr. 257 und Nr. 258 verzollt; andere Waren aus Hartpapier, z. B. Tabletten, Dosen, Knöpfe, Isoliermaterialien, werden denjenigen Nummern des allgemeinen Tarifs zugewiesen, in denen die ihnen mit Rücksicht auf die Zweckbestimmung am nächsten stehenden Waren aufgeführt sind.

N.B. zur Kategorie VII des allgemeinen Tarifs (Spinn- und Flechtstoffe; Konfektion). — Gemischte Garne, Gewebe, Geflechte, Decken, Teppiche, Bänder und Posamentierwaren unterliegen, soweit keine Spezialbestimmungen entgegenstehen, der Verzollung als reine Garne, Gewebe, usw. usw., aus demjenigen Stoffe, welcher mit dem höhern Zollansatze belegt ist.

Indessen kommen für die Tarifierung von Geweben, Decken, Teppichen, Bändern und Posamentierwaren die gewöhnlichen Kanten (Saumleisten, Sahlbänder, Lisiere, usw.), ferner Fäden oder schmale Streifen zur Trennung abgepasst gearbeiteter Abschnitte, sowie Schmuckfäden, die nur an einzelnen Stellen, wenn auch in regelmässiger Wiederkehr hervortreten und von verhältnismässig geringer Bedeutung sind, auch dann nicht in Betracht, wenn sie aus höher belegten Stoffen bestehen.

BAUMWOLLE.

344 Baumwollabfälle, auch kardiert, nicht in Lagen	frei
Baumwollwatte:	
345 — gebleicht, chemisch rein	20 »
346 — andere	5 »
Baumwollgarne:	
356 — gebleicht, glaciert, mercerisiert. (Zuschlag auf den Zoll für Garne, roh, gedämpft, gesengt):	8 »
357 — gefärbt, bedruckt. (Zuschlag auf den Zoll für Garne, roh, gedämpft, gesengt):	10 »
<i>N. B. zu den Nrn. 347 bis 358 des allgemeinen Tarifes.</i>	
— Baumwollgarne in Strängenpackung, in Bündeln von 2 1/2, 5 kg. und aufgespulte Baumwollgarne zum Webereigebrauch.	
359 — für den Detailverkauf hergerichtet (auf Spulen, in Knäueln oder kleinen Strängchen, in flacher, gepresster Faltenpackung usw.)	50 »

Baumwollgewebe:	
— glatt oder geköpert:	
— — roh oder cremiert:	
360	— — — im Gewichte von 12 kg. und darüber per 100 m ² 30 »
364	— — gebleicht, mercerisiert, imprägniert..... 50 »
365	— — gefärbt..... 50 »
366	— — bedruckt..... 60 »
— buntgewebt:	
367	— — glatt oder geköpert..... 60 »
368	— — andere..... 65 »
— gemustert, wie Piqués, Basins, Damast, Brillantés, Storen; Gewebe, gestreift, kariert, usw.; Drehergewebe; Drilch; Finettes, Handtücher, Tischtücher, usw., mit oder ohne Fransen, nicht abgepasst:	
369	— — roh..... 60 »
370	— — andere..... 65 »
371	— sammetartig..... 10 »
374	— Tüll, broschiert..... 60 »
375	— Bobbinetgewebe (Spitzengewebe)..... 60 »
<i>Anmerkung zu den Nrn. 374 und 375.</i> — Gardinen, Storen, Lambrequins und dergleichen aus Geweben der Nummern 374 oder 375 zahlen den Zoll dieser Gewebe, auch wenn sie mit Band eingefasst oder mit maschinengestickter Umsäumung versehen und in einzelne abgepasste Abschnitte zerlegt sind.	
377	— Buchbinderleinwand..... 30 »
Decken (Bett- und Tischdecken, usw.), abgepasst:	
378	— ohne Näharbeit oder Posamentierarbeit, auch mit offenen oder mit bloss geknüpften Gewebefransen.. 65 »
<i>Anmerkungen zu Nr. 378.</i> — 1. Decken mit bloss angeknüpften oder eingeknüpften Fransen fallen unter diese Nummer.	
2. Abgepasste, ungesäumte Taschentücher aus Baumwolle sind nach dieser Nummer zu verzollen.	
379	— mit Posamentier- oder Näharbeit..... 75 »
<i>N. B. zu Nr. 379.</i> — Decken, an welchen die Näharbeit bloss aus einem genähten Saum oder aus einem lediglich zum Schutze der Ränder dienenden sog. Umwurf besteht, sind als Decken ohne Näharbeit zu behandeln.	
<i>Anmerkung zu den Nrn. 378 und 379.</i> — Baumwollene Bett-, Tisch- und Küchenwäsche fällt je nach ihrer Bearbeitung unter die Nrn. 378 oder 379.	
380	Shawls (Umschlagtücher), Schärpen, Foulards, Halstücher, usw.: gewebt..... 75 »
381	Bänder..... 45 »
Posamentierwaren:	
382	— Barmerlitzn für die Strohhut- und Geflechtindustrie..... 20 »
383	— andere..... 45 »
<i>Anmerkung zu Nr. 383.</i> — Baumwollene Spitzen, die auf dem Riementisch (Posamentierstuhl) hergestellt sind, fallen unter diese Nummer.	

Zollansatz
für 100 k
Franken

Stickereien:

	— Kettenstich- (Crochet-) Stickereien, von Hand oder auf der ein- oder mehrnadrigen Maschine hergestellt, mit oder ohne Applikation:	
384	— — Vorhänge (Storen, rideaux, Bordüren, vitrages, usw.).....	100 »
385	— — andere Kettenstichstickereien (Taschentücher, Halstücher, Kolonnen, Kragen, usw.).....	100 »
	— Plattstichstickereien, auf der gewöhnlichen Stickmaschine oder auf der Schiffchenmaschine hergestellt, mit oder ohne Applikation:	
386	— — Besatzartikel (bandes und entredeux).....	100 »
387	— — Tüllstickereien.....	100 »
388	— — andere Plattstichstickereien (Spezialitäten und Roben; fancy articles und dresses).....	100 »
389	— Handstickereien.....	100 »
391	Spitzen, andere als gewebte Valenciennes.....	100 »
392	Filztücher aus Baumwolle.....	40 »
393	Wachstuch und sog. Ölleinwand, zu Verpackungszwecken.....	8 »
394	Wachstuch zu Möbeln, usw.; Wachstaffet.....	15 »
395	Linoleumteppiche.....	20 »

FLACHS, HANF, JUTE, RAMIE, USW.

Garne aus Flachs, Hanf, Jute, Ramie, Manilahanf und anderen ähnlichen Spinnstoffen, sowie deren Abfällen:

	— roh:	
	— — einfach:	
aus 399	— — aus Jute.....	0 50
	— gekocht, gelaugt (gebaucht), cremiert, gebleicht:	
401	— — bis und mit Nr. 40 englisch.....	9 »
403	— — gezwirnt.....	14 »
404	— für den Detailverkauf hergerichtet (auf Spulen, in Knäueln oder kleinen Strängchen, usw.).....	50 »
	Gewebe aus Flachs, Hanf, Jute, Ramie, Manilahanf und anderen ähnlichen Spinnstoffen, sowie deren Abfällen:	
	— roh, auf 5 mm im Gewiert enthaltend:	
	— — unter 9 Fäden:	
405	— — — aus Jute.....	1 50
406	— — — andere.....	6 »
407	— — — von 9 bis und mit 12 Fäden.....	10 »
408	— — — von 13 bis und mit 20 Fäden.....	35 »
409	— — — von 21 bis und mit 35 Fäden.....	50 »
410	— — — von mehr als 35 Fäden.....	55 »
		Zuschlag zum Zoll der rohen Gewebe:
411 ^a	— gekocht, gelaugt (gebaucht), cremiert, gebleicht.	30 ‰
411 ^b	— imprägniert.....	10 ‰
412	— gefärbt, bedruckt.....	25 ‰
413	— buntgewebt.....	25 ‰

Anmerkung zu den Nrn. 405 bis 413. — 1. Für die Verzollung von Geweben, bei denen undicht gewebte Stellen mit dicht gewebten abwechseln, ist die durchschnittliche Fadenzahl massgebend, welche durch Zählung der Kettenfäden und der Schussfäden zwischen je zwei bei Kette und Schuss im Gewebemuster regelmässig wiederkehrenden Punkten, durch Umrechnung dieser Fadenzahlen nach dem Verhältnis der Breite des Musters zu 5 Millimetern und durch Zusammenzählung der Ergebnisse für Kette und Schuss gefunden wird. Bei Geweben mit Doppelfäden oder Zwirn sind die Einzelfäden zu zählen. Überschüssende Bruchteile bleiben bei der Feststellung des Gesamtergebnisses der Umrechnung ausser Betracht.

2. Abgepasste, aber nicht gesäumte und nicht bestickte leinene Taschentücher fallen je nach ihrer Beschaffenheit unter die Nrn. 406 bis 413.

Decken (Bett- und Tischdecken, usw.), abgepasst:

- 417 — ohne Näharbeit oder Posamentierarbeit, auch mit offenen oder mit bloss geknüpften Gewebefransen .. 70 »

Anmerkung zu Nr. 417. — Decken mit bloss angeknüpften oder eingeknüpften Fransen sind nach dieser Nummer zu verzollen.

- 418 — mit Posamentier- oder Näharbeit..... 85 »

N.-B. zu Nr. 418. — Decken, an welchen die Näharbeit bloss aus einem genähten Saum oder aus einem lediglich zum Schutze der Ränder dienenden sog. Umwurf besteht, sind als Decken ohne Näharbeit zu behandeln.

Anmerkung zu den Nrn. 417 und 418. — Leinene Bett-, Tisch- und Küchenwäsche fällt je nach ihrer Bearbeitung unter die Nrn. 417 oder 418.

- 419 Bänder 40 »
 420 Posamentierwaren..... 40 »
 421 Stickereien..... 150 »
 422 Spitzen..... 150 »
 Seilerarbeiten:
 423 — Stricke, Taue 12 »
 424 — Netze..... 35 »
 425 — andere..... 30 »
 427 Gurten 30 »
 428 Schläuche..... 30 »
 Matten, Bodendecken und Teppiche aus Flachs, Hanf, Jute, Ramie, Manilahanf und andern ähnlichen Spinnstoffen, sowie deren Abfällen, auch mit eingefasstem Rand oder mit Fransen:
 429 — nicht gewebt..... 15 »
 — gewebt:
 430 — — aus Jute..... 35 »
 431 — — andere..... 50 »

SEIDE.

Seide und Florettseide (Cordonnets), zum Nähen, Stickern, Posamentieren:

- 445 — für den Detailverkauf, hergerichtet (auf Spulen,

		Zollansatz für 100 kg Franken	
	Papierhülsen, Karten, in Knäueln oder kleinen Strängchen, usw.).....	90	»
	Waren aus Seide, Florettseide, Kunstseide:		
447	— am Stück.....	100	»
448	— zerschnitten, auch gesäumt, Decken ausgenommen	120	»
449	— Bänder.....	100	»
450	— Posamentierwaren.....	100	»
451	— Stickereien.....	180	»
452	— Spitzen.....	180	»
	Decken (Bett- und Tischdecken, usw.) aus Seide, Florettseide, Kunstseide, abgepasst:		
453	— ohne Näharbeit oder Posamentierarbeit, auch mit offenen oder mit bloss geknüpften Gewebefransen ..	100	»
	<i>Anmerkung zu Nr. 453.</i> — Decken mit bloss angeknüpften oder eingeknüpften Fransen sind nach dieser Nummer zu verzollen.		
454	— mit Posamentier- oder Näharbeit.....	200	»
	<i>N. B. zu Nr. 454.</i> — Decken, an welchen die Näharbeit bloss aus einem genähten Saum oder aus einem lediglich zum Schutze der Ränder dienenden sog. Umwurf besteht, sind als Decken ohne Näharbeit zu behandeln.		

WOLLE.

	Wolle:		
456	— Wollabfälle, Kämmlinge.....	frei	
457	— Kammzug.....	frei	
458	— Kunstwolle.....	0	30
	Wollgarne, roh:		
	— Streichgarn:		
460	— — einfach.....	6	»
461	— — mehrfach.....	6	»
	— Kammgarn:		
462	— — einfach.....	6	»
463	— — mehrfach.....	8	»
464	Wollgarne, gesengt.....	12	»
	Wollgarne, gebleicht, gefärbt, bedruckt, usw.;		
	— Streichgarn:		
455	— — einfach.....	16	»
466	— — mehrfach.....	18	»
	— Kammgarn:		
467	— — einfach.....	14	»
468	— — mehrfach.....	20	»
	Wollgarne:		
469	— Alpaka-, Mohair- und Kamelhaargarne.....	2	»
470	— für den Detailverkauf hergerichtet (auf Spulen, in Knäueln oder kleinen Strängchen, usw.).....	35	»

N. B. zu Nr. 470. — Als für den Detailverkauf hergerichtet sind zu betrachten: *a.* Alle Wollgarne in Strängchen von weniger als 50 g Gewicht, mit oder ohne Unterabteilungen; *b.* alle Wollgarne in Strängen mit Unterabteilungen von weniger als 50 g Gewicht, ohne Rücksicht darauf, ob eine ein-

gentliche Abknüpfung (Unterbindung) vorliegt, oder ob der zur Teilung verwendete Faden nur lose durch die Stränge gezogen ist.

Alle Wollgarne, welche in Strängen von 50 g Gewicht und darüber unterbunden oder eingeteilt, sind, sowie Wollgarne in nicht unterbundenen oder nicht eingeteilten Strängen von 50 g Gewicht und mehr, fallen dagegen, je nach Beschaffenheit, unter die Nrn. 460 bis 469.

Wollgewebe, roh :

471	— Streichgarngewebe	30	»
472	— Kammgarngewebe	60	»

Wollgewebe, gebleicht, gefärbt, bedrückt, buntgewebt (Streichgarn- und Kammgarngewebe):

474	— im Gewichte von mehr als 300 g per m ²	75	»
	— im Gewichte von 300 g und darunter per m ² :		
475 ^a	— — Zanella und Serge für Futterzwecke, in der Breite von 138 bis und mit 142 cm	30	»
475 ^b	— — andere	100	»
476	Wollplüsch, Krimmer (Astrachan)	40	»
	Decken (Bett- und Tischdecken, usw.), abgepasst :		
479	— ohne Näharbeit oder Posamentierarbeit, auch mit offenen oder mit bloss geknüpften Gewebefransen	40	»

Anmerkung zu Nr. 479. — Decken mit bloss angeknüpften oder eingeknüpften Fransen sind nach dieser Nummer zu verzollen.

480	— mit Posamentier- oder mit Näharbeit	60	»
-----	---	----	---

N.B. zu Nr. 480. — Decken, an welchen die Näharbeit bloss aus einem genähten Saum oder aus einem lediglich zum Schutze der Ränder dienenden sog. Umwurf besteht, sind als Decken ohne Näharbeit zu behandeln.

Bodenteppiche :

481	— nicht sammetartig gewebt, ohne Fransen oder Näharbeit, auch gesäumt oder bloss mit Umwurf versehen	30	»
482	— andere	50	»
483	Shawls (Umschlagtücher), Schärpen, Foulards, Halstücher, usw. : gewebt	100	»
484	Bänder	65	»
485	Posamentierwaren	65	»
486	Stickereien	100	»
487	Spitzen	100	»
488	Filztücher aus Wolle	75	»
489	Filzstoffe	25	»

Filzwaren ohne Näharbeit :

— andere als Haarfilz- und Wollfilzstumpen :

492	— — roh	25	»
493	— — gebleicht, gefärbt, bedruckt	40	»

Pferde- und Büffelhaare :

497	— gereinigt, gesponnen, zugerichtet, in Bündel sortiert	20	»
-----	---	----	---

	Zollansatz für 100 kg Franken
501 Filze, Bodenteppiche, Pferdedecken aus den unter Nr. 500 des allgemeinen Tarifes fallenden Tierhaaren oder ähnlichen geringen Stoffen.....	15 »
Matten, Bodendecken u. dgl. aus den in die Nrn. 502 und 503 des allgemeinen Tarifes gehörenden Materialien:	
506 — roh, ohne Verzierungen.....	15 »
507 — andere.....	25 »
Waren aus den in die Nrn 502 und 503 des allgemeinen Tarifes gehörenden Materialien, in demselben nicht anderweit genannt:	
510 — nicht in Verbindung mit andern Materialien, roh, ohne Verzierungen.....	20 »
511 — gefärbt, bedruckt, mit Verzierungen, auch in Ver- bindung mit andern Materialien.....	60 »
Korbflechterwaren, ohne Gestell:	
— roh oder gebeizt:	
512 — — aus ungeschälten Weiden (Ruten).....	6 »
513 — — aus geschälten Weiden, Holzspänen, Rohr....	15 »
— andere:	
514 — — nicht in Verbindung mit Leder oder Textilstoffen.	30 »
515 — — in Verbindung mit Leder oder Textilstoffen....	60 »
Kautschuk und Guttapercha, rein oder gemischt:	
— ohne Gewebe- oder Metalleinlage:	
517 — — Bänder, Streifen, Platten, Puffer, Formatikel. Schnüre, Kugeln, Stäbe u. dgl.....	1 »
518 — — Schläuche, Röhren.....	5 »
520 — — Teppiche, Läufer, Türvorlagen, usw.....	20 »
— mit Gewebe- oder Metalleinlage:	
— — Platten, Ringe, Kugeln, Bänder, Streifen, usw.	5 »
522 — — Schläuche, Röhren.....	8 »
523 — — Treibriemen.....	20 »
524 — — Teppiche, Läufer, Türvorlagen, usw.....	20 »
526 Gummierte Stoffe für Wagendecken, usw. (Doppels- toffe).....	30 »
527 Elastische Gewebe aller Art aus Kautschuk in Verbin- dung mit Baumwolle, Wolle, Seide, usw.....	40 »
528 Kautschuk und Guttapercha, aufgetragen auf Gewebe oder auf andere Stoffe; Unterlagsstoffe, ein- oder beidseitig gestrichen.....	30 »
529 Nicht anderweit genannte Kautschuk- und Guttaper- chawaren.....	25 »

Anmerkung zu den Nrn. 517 bis 529 des allgemeinen Tarifes. — Gegenstände aus Zelluloid, mit Ausnahme der Zelluloidwäsche, werden wie die entsprechenden Gegenstände aus Kautschuk verzollt.

KONFEKTIONSWAREN.

N.B. Bei Konfektionswaren aus gemischten Stoffen ist der dem höhern Zollansatz unterliegende Stoff für die Verzollung massgebend, sofern derselbe nicht nur einen unwesentlichen Bestandteil bildet, und sofern nicht Spezialbestimmungen

entgegenstehen. Das Material und die Beschaffenheit des Textilfutters fällt für die Verzollung nicht in Betracht.

Zugeschnittene Konfektionswaren werden, soweit nicht besondere Bestimmungen bestehen, den fertigen gleichgestellt.

Anmerkung. — Bänder, Litzen, Schleifen und anderer, in geringer Ausdehnung angebrachter Ausputz gehören zu den unwesentlichen Bestandteilen und bleiben ebenfalls ohne Einfluss auf die Tarifierung.

Leibwäsche :

	— aus Baumwolle, Leinen, Ramie, usw. :		
530	— — Hemden	90	»
531	— — Hemdenkragen, Hemdeneinsätze, Chemisetten, Manschetten, usw.	50	»
	— andere Leibwäsche, Wirk- und Strickwaren ausgenommen :		
532	— — aus Baumwolle, Leinen, Ramie, usw.	90	»
533	— — aus Seide	250	»
534	— — aus Wolle	130	»
	Korsetten, Wirk- und Strickwaren ausgenommen :		
535	— aus Baumwolle	100	»
536	— andere	190	»
	Wirk- und Strickwaren, mit oder ohne Näharbeit :		
	— aus Baumwolle, Leinen, Ramie, usw. :		
537	— — Handschuhe	60	»
538	— — Strümpfe	70	»
539	— — andere	70	»
	— aus Seide :		
540	— — Handschuhe	250	»
541	— — Strümpfe	250	»
542	— — andere	250	»
	— aus Wolle :		
543	— — Handschuhe	75	»
544	— — Strümpfe	100	»
	Kleidungsstücke für Herren und Knaben :		
546	— aus Baumwolle, Leinen, Ramie, usw.	75	»
547	— aus Seide	250	»
548	— aus Wolle	140	»
	Kleidungsstücke für Damen und Mädchen :		
549	— aus Baumwolle, Leinen, Ramie, usw.	90	»
550	— aus Seide	250	»
551	— aus Wolle	150	»
552	Kleidungsstücke für Damen und Mädchen : bestickt ; Spitzenkleider	300	»
553	Krawatten aller Art	250	»
554	Kleidungsstücke, Wirk- und Strickwaren aller Art : mit Besatz oder Futter aus Pelzwerk oder Federn ...	225	»
556	Papierwäsche	40	»

Anmerkung zu Nr. 556. — Unter diese Nummer fällt auch Papierwäsche, ganz oder teilweise mit Baumwollgeweben überzogen oder mit Unterlagen oder Zwischenlagen von Gespinstwaren aller Art.

Zollansatz
für 100 kg
Franken

Konfektionswaren, im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannt, wie montierte Vorhänge, Draperien, Lambrequins, usw.:		
557	— aus Baumwolle, Leinen, Ramie, usw.....	90 »
558	— aus Seide.....	250 »
559	— aus Wolle.....	140 »
Mützen aller Art:		
560	— aus Pelz oder Pelzbesatz.....	200 »
561	— aus Seide.....	250 »
562	— andere.....	150 »
Hüte, ungarniert:		
563	— aus Stroh, Rohr, Bast, usw.....	130 »
564	— aus Haarfilz.....	150 »
565	— aus Wollfilz.....	110 »
566	— andere.....	150 »
Hüte, ganz oder teilweise garniert:		
567	— aus Stroh, Rohr, Bast, usw.....	200 »
568	— aus Haarfilz.....	225 »
569	— aus Wollfilz.....	160 »
570	— andere.....	225 »
571	Pelzwerk, im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannt, zugeschnitten und fertig.....	200 »
572	Blumen, künstliche, aus Textilstoffen aller Art, auch in Verbindung mit andern Materialien.....	200 »
573	Schmuckfedern.....	200 »
574	Putzmacherwaren, im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannt.....	250 »
575	Bettzeug (Matratzen, Federdecken, Kissen), fertig gefüllt Regen- und Sonnenschirme:	60 »
576	— seidene.....	130 »
577	— andere.....	60 »
578	Schirmgestelle, fertige.....	15 »
579	Integrierende Bestandteile von Schirmgestellen, wie: Glocken Kronen, Gestellrippen und -gabeln, Schieber, Platten, Schlüssel, Spitzen, Federn, Stockzwingen.....	5 »
<i>Anmerkung zu Nr. 579.</i> — Griffe für Schirme und Spazierstöcke fallen, wenn sie weder aus edeln Metallen bestehen, noch vergoldet oder versilbert sind, unter diese Nummer.		
Schirmstöcke und Spazierstöcke:		
— mit Griff aus dem Material des Stockes:		
580 ^a	— — Schirmstöcke ohne Zwingen.....	5 »
580 ^b	— — Spazierstöcke.....	20 »
581 ^a	— mit Griff aus edeln Metallen oder mit vergoldetem oder versilbertem Griff.....	80 »
— mit Griff aus andern Materialien:		
581 ^b	— — Schirmstöcke ohne Zwingen.....	10 »
581 ^c	— — Spazierstöcke.....	50 »

Anmerkung zu den Nrn. 579 bis 581. — Griffe aus edeln Metallen und vergoldete oder versilberte Griffe für Schirme und Spazierstöcke, Schirmfutterale, sowie im allgemeinen

		Zollansatz für 100 kg Franken
Tarif nicht anderweit genannte Bestandteile von Schirm- gestellten sind nach Material und Beschaffenheit zu verzollen.		
584	Wagendecken.....	40 »
588	Bruchsteine, roh.....	frei
	Hausteine und Quader, roh, bossiert oder gesägt:	
	— harte:	
591 ^a	— — kristallinische Marmore, Syenit, Porphyrt und Granit, polierbar.....	frei
591 ^b	— — andere.....	0 30
	Steinhauer- u. Steindrechslerarbeiten:	
	— profiliert:	
598	— — ornamentiert.....	8 »
601	Abgüsse und Formerarbeiten aus Gips, Schwefel, Steinpappe, Papiermaché, Zement, usw., soweit sie nicht unter Nr. 1145 fallen.....	7 »
	Lithographiesteine:	
605	— ohne Zeichnung oder Schrift.....	frei
606	— mit Zeichnung oder Schrift.....	10 »
611	Gips, gebrannt oder gemahlen.....	0 40
619	Portlandzement.....	1 »
624	Korksteine, Korksteinplatten, Korkschalen, usw. für Bauzwecke.....	2 »
627	Kohlen, zubereitete, für elektrische Beleuchtung (Lichtkohlen).....	6 »
628	Elektroden, nicht montiert.....	0 50
	Schmirgel- und Carborundumfabrikate:	
630	— Schmirgelpapier; Flintsteinpapier; Carborundum- papier; Glas- und Rostpapier.....	10 »
631	— Schmirgelleinwand.....	10 »
632	— andere, wie Schmirgelscheiben, Schmirgelfeilen Carborundumscheiben, usw.....	6 »
636	Kleidungsstücke aus Asbest.....	10 »
640	Asphalt in Platten, Fliesen, usw., für Bodenbelag; Asphaltrohren.....	1 50
641	Asphaltpappe, Asphaltfilz, Holzzement.....	2 »
642	Teertuch zu Packzwecken.....	8 »

TON.

Dachziegel:		
— roh oder engobiert:		
647	— — Falzziegel.....	0 60
648	— — andere.....	0 50
649	— gedämpft, geschiefert, geteert.....	1 25
650	— glasiert.....	1 50
655	Backsteine, glasiert.....	1 50
Platten und Fliesen:		
— einfarbig, glatt oder gerippt:		
656	— — roh oder engobiert; Pflastersteine (Klinker).. 657 — — gedämpft, geschiefert, geteert.....	0 50
658	— — glasiert.....	2 »
		3 »

	Zollansatz für 100 kg Franken
659 — mehrfarbig, bemalt, bedruckt, inkrustiert, mit erhabenen oder vertieften Verzierungen.....	6 »
660 Backsteine, Röhren, Platten, usw. : feuerfest und säurefest	0 30
Röhren, roh oder glasiert:	
661 — Drainröhren	0 50
662 — andere ; Röhrenformstücke.....	2 50
663 Architektonische Verzierungen ; Terrakotten für Architektur und Gärten	2 »
664 Kunstgebilde aus Terrakotta, auch roh, wie Statuen, Tierfiguren, Vasen, Urnen, usw.....	16 »
665 Gasretorten.....	2 50
666 Tiegel, Muffeln, Kapseln.....	2 »
667 Ofenkacheln aller Art.....	10 »
668 Kachelöfen, aufgesetzt ; Eisenöfen mit Kachel- oder Fliesenverkleidung.....	10 »

STEINZEUG.

Platten und Fliesen :	
669 — roh (naturfarbig), aus einerlei Masse und von einerlei Farbe.....	1 25
— einfarbig, glatt oder gerippt, sowie solche aus mehrerlei Masse und von mehrerlei Farbe :	
670 — — geschiefert, geschliffen.....	2 »
<i>Anmerkung zu Nr. 670.</i> — Unter diese Nummer fallen auch solche ein- und mehrfarbige, nicht glasierte Steinzeugplatten, deren Oberfläche durch beim Formen vorgenommene Einkerbungen in mosaikartige Felder zerlegt ist (sogenannte römisch- imitierte Platten).	
671 — — glasiert.....	3 »
672 — mehrfarbig, bemalt, bedruckt, inkrustiert, mit erhabenen oder vertieften Verzierungen.....	8 »
673 Röhren und Röhrenformstücke, sowie anderweitige Kanalisationsbestandteile, sofern sie nicht unter die Nummer 674 fallen.....	3 »
674 Kanalisationsbestandteile aus feinem Steinzeug (Stein- gut) oder Porzellan, einschliesslich der Schüttsteine und Badewannen.....	12 »
675 Steinzeugwaren, gemeine (Krugware, usw.).....	3 50
676 Steinzeugwaren, feine.....	16 »
Töpferwaren :	
677 — mit grauem oder rötlichem Bruch, roh oder glasiert	3 50
678 — mit weissem oder gelblichem Bruch ; Parian, Biskuit.....	16 »
679 — Isolatoren aus Porzellan	0 50
680 — Porzellan aller Art.....	16 »
681 — im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannt...	16 »
Rohglas (gegossenes Glas), wie Dachglas und Glasziegel, Boden- und Wandplatten von Glas, sogenanntes Diamantglas :	
685 — Kathedralglas jeder Färbung.....	3 »

		Zollansatz für 100 kg Franken
Fensterglas, glatt oder gerippt:		
686	— naturfarbig.....	8 »
687	— gefärbt.....	10 »
688	— gemustert, graviert, matt, geätzt, usw.....	20 »
Hohlglas und Glaswaren:		
691	— aus schwarzem, braunem, grünem Glas.....	3 50
<i>Anmerkung zu Nr. 691.</i> — Flaschen aus schwarzem, braunem, grünem Glas jeder Färbung, auch mit einer Marke, einem Namen, Zeichen oder mit der Inhaltsangabe versehen, sofern nicht graviert, sind nach dieser Nummer zu verzollen.		
— nicht geschliffen oder nur mit abgeschliffenem Boden, eingeriebenem Stöpsel oder auch mit einer Marke, einem Namen oder Zeichen versehen, sofern nicht graviert:		
692	— — aus halbweissem Glas.....	7 »
693	— — aus farblosem (sog. weissem) Glas.....	8 »
— aller Art:		
— — geschliffen, graviert, gefärbt, vergoldet, usw., auch in Verbindung mit andern Materialien, edle Metalle ausgenommen:		
694 ^a	— — — Trockenplatten.....	30 »
694 ^b	— — — andere.....	20 »
695	— — — in Verbindung mit edeln Metallen.....	60 »
Glas, in Metall gefasst, ohne Malerei:		
700 ^a	— Glasfüllungen nur mit Butzenscheiben (sogenannte Nabelscheiben).....	25 »
700 ^b	— anderes.....	35 »
701 ^a	Glasmalereien.....	60 »
701 ^b	Glasbilder.....	30 »
<i>Anmerkung zu den Nummern 701 a und b.</i> — Eingebrennte Bilder auf Glas werden als « Glasmalereien », die durch ein Vervielfältigungsverfahren übertragenen Bilder auf Glas dagegen als « Glasbilder » angesehen.		
702	Spiegelglas, unbelegt.....	12 »
Spiegelglas, belegt:		
703	— unter 18 dm ²	14 »
— von 18 dm ² und darüber:		
704 ^a	— — von 3 mm Dicke und darunter.....	25 »
704 ^b	— — von mehr als 3 mm Dicke.....	40 »
Spiegel, mit dem Nahmen gemessen:		
705	— unter 18 dm ²	20 »
706	— von 18 dm ² und darüber.....	45 »

EISEN.

Eisen, gezogen oder kalt gewalzt (komprimiert):		
— roh, auch gegläht, im Gewichte von:		
723	— — weniger als 12 kg per Laufmeter.....	4 50
724	— verbleit, verzinkt, verzinkt, verkupfert, vernickelt, poliert, bemalt, usw.....	4 50

Anmerkung zu den Nrn. 723 und 724. — Unter diese Nummern fällt auch Stachelzaundraht.

Zollansatz
für 100 kg
Franken

Eisenbahnmaterial:

	— Eisenbahnschienen und Eisenbahnschwellen:	
	— — von weniger als 15 kg Gewicht per Laufmeter:	
734	— — — nicht gelocht, nicht gebogen.....	2 »
735	— — — gelocht oder gebogen.....	3 »
736	— Zahnstangen; Zugstangen; Weichen und Kreuzungen; Drehscheiben; Schiebebühnen; transportable Geleise.....	4 »
	— Fertige Achsen und Räder; Radbandagen, Radsterne, Zug-, Trag- und Stoss-(Puffer-) Federn, Radsätze (montierte Räder und Achsen); Untergestelle; Signalscheiben; Lichtraumprofile: im Gewichte von:	
738	— — 200 kg und darüber.....	3 »
739	— — weniger als 200 kg.....	5 »
740	— Laschen und Unterlagsplatten.....	5 »
741	— Achsgabeln, Bremswellen, Klemmplatten, Kupelungen, Notketten, Puffer, Zughaken, schmiedeeiserne Pufferhülsen, Schienennägel, Schienenschrauben (tirefonds), Spurscheiben, Zahnstangenstühle, usw.....	7 »
	Röhren aller Art, im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannt, von weniger als 40 cm Lichtweite:	
	— roh, geteert, grundiert, auch wenn an den Enden mit angeschnittenen Gewinden oder mit Muffen versehen:	
742	— — nicht genietet.....	» 60
	<i>Anmerkung zu Nr. 742.</i> — Maste (Kabelträger) für elektrische Stromzuführung, weder genietet noch durch Schrauben verbunden, fallen unter diese Nummer.	
743	— — genietet.....	3 »
744	— andere; Flanschen zu Röhren.....	3 »
	Röhrenverbindungsstücke:	
745	— roh (schwarz), blank, getrommelt, gemennigt, geteert.....	6 »
746	— verzinkt, verzinkt, vernickelt, verkupfert, usw....	8 »
	Werkzeuge, im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannt:	
747	— Uhrenmacherwerkzeuge.....	25 »
	— Feilen und Raspeln, mit Hiebflächenlänge von:	
748	— — 35 cm und darüber.....	12 »
749	— — 16 bis auf 35 cm.....	18 »
750	— — weniger als 16 cm.....	30 »
751	— Sensen, Sichern, Gabeln.....	7 »
	<i>Anmerkung zu Nr. 751.</i> — Unter diese Nummer fallen auch bronzierte, polierte, vernickelte oder in sonstiger Weise verfeinerte oder verzierte Sensen und Sichern.	
752	— landwirtschaftliche und Gartenwerkzeuge aller Art, im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannt..	11 »
	<i>Anmerkung zu Nr. 752.</i> — Unter diese Nummer fallen auch Messer und Scheren zum landwirtschaftlichen Gebrauch, z. B. Schaf-, Pferde-, Hecken-, Baum- und Rebscheren.	

— Präzisionswerkzeuge für Metallbearbeitung, wie Gewindeschneidzeug, Spiralbohrer, Reibahlen, Fräser, Masswerkzeuge (Lineale, Winkel, Zirkel, Kaliber), das Stück im Gewichte von :		
753	— — 5 kg und darüber	20 »
754	— — 2 bis auf 5 kg	25 »
755	— — 0,5 bis auf 2 kg	30 »
756	— — weniger als 0,5 kg	35 »
— andere, das Stück im Gewichte von :		
757	— — 5 kg und darüber	13 »
758	— — 2 bis auf 5 kg	15 »
759	— — 0,5 bis auf 2 kg	18 »
760	— — weniger als 0,5 kg	23 »
<i>Anmerkung zu den Nrn. 757 bis 760. — Unter diese Nummern fallen auch Messer und Scheren zum gewerblichen Gebrauch, z. B. Hack-, Wiege- und Rübenmesser, Holzhackmesser, einfache und doppelte Spalter, Form- und Zuhmesser, Bleischeren u. dgl.</i>		
Ketten :		
761	— Gelenkketten (Gall'sche und andere)	15 »
— andere: mit einer Gliedstärke von :		
762	— — 5 mm und darüber	12 »
763	— — weniger als 5 mm	15 »
Drahtseile und -taue, mit einem Durchmesser von :		
764	— 15 mm und darüber	10 »
765	— weniger als 15 mm	15 »
Nieten, schwarze Schrauben und Schraubenmutter, mit Bolzendurchmesser von :		
766	— 18 mm und darüber	8 »
767	— 11 bis auf 18 mm	10 »
768	— weniger als 11 mm	13 »
769	Schrauben und Schraubenmutter, blank	13 »
Beschläge :		
770	— Fischbänder, roh, geschmiegelt, gescheuert	12 »
771	— Tür-, Jalousie- und Fensterbeschläge, roh, gefeilt, lackiert	12 »
Türschlösser :		
772	— ganz aus Schmiedeisen oder mit Gusseisenteilen ..	20 »
773	— in Verbindung mit Messing, Nickel oder andern Materialien	25 »
774	Drahtstiften	14 »
Nägel :		
— geschnitten, gepresst, gegossen, geschmiedet :		
775	— Hufnägel	4 »
776	— — andere	13 »
— mit Kopf aus anderem Metall :		
777	— — vergoldet, versilbert, vernickelt	50 »
778	— — andere	25 »
779	Pfannen, geschliffen oder verzinkt	12 »
780	Ofenröhre	6 »
781	Kochherde und Öfen	9 »

Zollansatz
für 100 kg
FrankenMöbel aller Art, auch in Verbindung mit Holz, sofern
das Gewicht des Eisens vorherrscht:

783	— roh, grundiert.....	12	»
784	— andere.....	22	»

Anmerkung zu den Nrn. 783 und 784. — Eiserne Geld-
schränke sind je nach ihrer Bearbeitung nach Nr. 783 oder
Nr. 784 zu verzollen.

785 ^a	Drahtgewebe.....	10	»
785 ^b	Drahtgeflechte.....	14	»
786	Rolladen, fertige.....	20	»

Waren aus Blech, Draht; Schlosser- und Spenglerwar-
ren, im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannt:

787	— roh, gefeilt, abgeschliffen, geteert, grundiert.....	15	»
788	— verzinkt, verzinkt, verkupfert, vernickelt.....	20	»
789	— bemalt, lackiert, bronziert, vergoldet.....	25	»
790	— emailliert.....	30	»

701 ^a	Rippenheizkörper aus nicht schmiedbarem Eisenguss (Grauguss) und bearbeitete Bestandteile von solchen.....	3	»
------------------	---	---	---

791 ^b	Radiatoren aus nicht schmiedbarem Eisenguss (Grau- guss) und bearbeitete Bestandteile von solchen.....	7	»
------------------	---	---	---

Waren aus nicht schmiedbarem Eisenguss (Grauguss):

— im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannt:

— — roh, geteert, grundiert, das Stück im Gewichte
von:

793	— — — 100 kg und darüber.....	2	50
794	— — — 40 bis auf 100 kg.....	2	75
795	— — — 5 bis auf 40 kg.....	3	»
796	— — — weniger als 5 kg.....	3	»
797	— — — emailliert.....	8	»

— — — andere, das Stück im Gewichte von

798	— — — 100 kg und darüber.....	5	»
799	— — — 40 bis auf 100 kg.....	6	»
800	— — — 5 bis auf 40 kg.....	7	»
801	— — — weniger als 5 kg.....	8	»

Waren aus schmiedbarem Eisenguss (Weichguss), aus
Stahlguss, aus Schmiedeseisen, aus Stahl:

— im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannt:

— — roh, vorgeschruppt, geteert, grundiert, das
Stück im Gewichte von:

803	— — — 100 kg und darüber.....	3	»
804	— — — 25 bis auf 100 kg.....	4	50
805	— — — 3 bis auf 25 kg.....	6	»
806	— — — 0,5 bis auf 3 kg.....	8	»
807	— — — weniger als 0,5 kg.....	10	»

— — — andere, das Stück im Gewichte von:

808	— — — 25 kg und darüber.....	14	»
809	— — — weniger als 25 kg.....	20	»
810	Messerschmiedwaren.....	50	»

Waffen:

811	— fertige.....	50	»
-----	----------------	----	---

		Zollansatz für 100 kg Franken	
	— Bestandteile :		
812	— — roh vorgearbeitet	10	»
813	— — fertig	50	»
	Kupfer, rein oder legiert :		
	— gehämmert, gewalzt, gezogen :		
817	— — Stangen, Blech, Hartlot	3	»
818	— — Draht	3	»
819	— — Röhren	3	»
820	— versilbert, vergoldet, auf Garn oder Seide gesponnen	60	»
821	Leonischer Draht	30	»
822	Blattsilber und Blattgold, unecht	30	»
	Kabel aller Art :		
823	— blank, nicht isoliert	12	»
	— Kabel aller Art und Draht :		
	— — Aderisolation mit Kautschuk, Guttapercha oder Papier, nicht umspinnen, nicht umflochten :		
824	— — — Kabel ohne Bleimantel und Eisenarmatur; isolierte Drähte	18	»
825	— — — Kabel mit Bleimantel	12	»
826	— — — Kabel mit Bleimantel und Eisenarmatur... ..	12	»
	— — Aderisolation mit Kautschuk, Guttapercha oder Papier, mit Garn oder Seide umspinnen oder umflochten :		
827	— — — Kabel ohne Bleimantel	15	»
828	— — — Kabel mit Bleimantel	12	»
829	Gewebe und Geflechte aus Kupfer- oder Messingdraht. Glocken und Schellen aus Kupfer und Kupferlegierungen sowie aus Bronze :	10	»
831	— Kirchenglocken	30	»
832	— andere aller Art	45	»
	Waren aus Kupfer und Kupferlegierungen, im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannt :		
833	— roh, nicht abgedreht	15	»
834	— abgedreht, nicht poliert, nicht mattiert	20	»
835	— poliert, mattiert	35	»
836	— vernickelt, oxydiert, bemalt, gefirnisst	40	»
837	— vergoldet, versilbert	50	»
	Bronzewaren, in allgemeinen Tarif nicht anderweit genannt :		
838	— vorgeformt	10	»
839	— fertig	60	»
843 ^a	Blei, gewalzt; Kugeln, Schrot	1	50
843 ^b	Blei in Blech, Röhren, Draht	2	»
	Buchdruckerlettern :		
844	— alt	1	»
845	— neu	8	»

		Zollansatz für 100 kg Franken
Bleiwaren, auch in Verbindung mit anderen Materialien:		
846	— roh oder grundiert	8 »
847	— andere	18 »
Zinkwaren:		
851	— roh oder grundiert	15 »
852	— poliert, bemalt, gefirnisst, vernickelt, emailliert, usw.	35 »
856	Stanniol	5 »
Waren aus Zinn oder aus Zinnlegierungen (Britannia- metallwaren):		
857	— roh	15 »
	— poliert, bemalt, gefirnisst, vernickelt, emailliert, usw. :	
858 ^a	— — Bierglasdeckel mit Anguss	15 »
858 ^b	— — andere	45 »
860	Nickel, rein oder legiert (Argentan, Neusilber), ge- walzt, gezogen, in Platten, Stangen, Blech, Draht, Röhren	7 »
861	Waren aus Nickel oder aus Nickellegierungen, Neusil- berwaren, Alfenid- und Alpakawaren	45 »
<i>Anmerkung zu Nr. 864.</i> — Aluminium, gekörnt oder gepulvert, mit Eisen-, Mangan- oder Titanoxyd gemischt (Thermit), ist nach dieser Nummer zu verzollen.		
871	Gold- und Silberdraht, Gold- und Silberfaden; Plati- nadraht und -faden; Metalledraht mit Gold oder Silber umwunden	50 »
872	Gewebe aus Gold- und Silberfaden; Blattsilber und Blattgold	50 »
873	Plattierte, im Feuer oder auf elektro-chemischen Wege vergoldete oder versilberte Waren	70 »
874	Gold- und Silberschmiedwaren; Bijouterie, echt	200 »
881	Dampf- und andere Kessel, Dampf- und andere Gefäße aller Art: aus Eisen, sowie zusammengesetzte Teile von solchen, mit oder ohne Armatur (Ausrüstung) ..	5 »
882	Dampf- und andere Kessel, Apparate aller Art für technische Zwecke, zum Kochen, Verdampfen, Des- tillieren, Sterilisieren, usw.: aus andern Metallen als Eisen	35 »
883	Dampf- und elektrische Lokomotiven; Tender	10 »
884	Spinnereimaschinen, inklusive sämtliche Maschinen zur Vorbereitung und zum Transport der Spinn- stoffe; Zwirnereimaschinen, inklusive Facht-, Spul-, Gasiermaschinen, Glanzmaschinen und Häspel	4 »
Webereimaschinen:		
885	— Webstühle	4 »
886	— andere Webereimaschinen, wie für Spulerei, Zett- lerei, Aufbäumerei, Schlichterei, Schlichtezuberei- tung, Stoffmесс- und Stofflegmaschinen; Schaft- und Jacquardmaschinen	4 »

	Zollansatz für 100 kg Franken
887 Strick-, Wirk- und Verlichtmaschinen.....	10 »
888 Stickmaschinen; Fädelmaschinen.....	10 »
889 Nähmaschinen und fertige Teile von solchen; Ober- teile und deren fertige Teile.....	8 »
890 Maschinen für den Buchdruck und andere graphische Gewerbe; Buchbindereimaschinen.....	4 »
891 Ackergeräte, wie Pflüge, Eggen, Kultivatoren, Acker- walzen, Mottenbrecher, usw.....	7 »
892 Hauswirtschaftliche Maschinen.....	6 »
893 Landwirtschaftliche Maschinen, im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannt; Wetterschiessapparate....	7 »
Dynamo-elektrische Maschinen und elektrische Trans- formatoren aller Art: das Stück im Gewichte von:	
894 ^a — 50.000 kg und darüber.....	5 »
894 ^b — 10.000 bis auf 50.000 kg.....	6 »
895 ^a — 2.500 bis auf 10.000 kg.....	6 50
896 ^a — 500 bis auf 2.500 kg.....	8 »
897 ^a — 100 bis auf 500.....	11 »
898 ^a — weniger als 100 kg.....	14 »

Anmerkung zu den Nrn. 894 a/b bis 898 a. — Maschinen in fester Verbindung mit einem Dynamo-Generator oder Motor fallen nicht unter diese Nummern.

Maschinen für die Herstellung und Verarbeitung von
Papierstoff und Papier; für Färberei, Zeugdruck,
Bleicherei und Appretur;

Müllereimaschinen; Porzellanwalzen, mit und ohne
Stuhlung;

Wasserkraft- und Winddruckmaschinen; Pumpen;
Dampfmaschinen, feststehend; Dampflokomobile;
Dampfbagger; Dampfhämmer; Dampfkranen;
Dampfrahmen; Dampfspritzen; Dampfpflüge;
Dampfdresch- und Dampfmähmaschinen; Dampf-
walzen; Dampfturbinen;

Gas-, Petrol-, Benzin-, Heissluft- und Druckluftma-
schinen, sowie andere Krafterzeugungsmaschinen;

Werkzeugmaschinen zur Bearbeitung von Metallen
Holz, Stein usw.;

Maschinen für die Herstellung und Bearbeitung von
Nahrungsmitteln; Kältemaschinen; Kühlanlagen;
Luftkompressoren;

Maschinen für die Fabrikation von Ziegeln, Backstein-
en, Zement, usw.; Ferner:

Maschinen und mechanische Geräte aller Art, im allge-
meinen Tarif nicht anderweit genannt, sowie bear-
beitete Teile von Maschinen und mechanischen
Geräten, im allgemeinen Tarif nicht anderweit
genannt: das Stück im Gewichte von:

894 ^c — 50.000 kg und darüber.....	5 »
894 ^d — 10.000 bis auf 50.000 kg.....	6 »
895 ^b — 2.500 bis auf 10.000 kg.....	7 »

	Zollansatz für 100 kg Franken	
896 ^b — 500 bis auf 2.500 kg.....	8 »	
897 ^b — 100 bis auf 500 kg.....	12 »	
898 ^b — weniger als 100 kg.....	16 »	
899 Eiserne Konstruktionen, wie Brücken, Balken, Markisen (Vordächer), Dachstühle, Maste (Kabelträger) für elektrische Stromzuführung (mit Ausnahme der unter Nr. 742 fallenden), geschweisste oder genietete Rohre aus Schmiedeisen von 40 cm Lichtweite und darüber, usw.; fertige Bestandteile zu solchen, soweit sie nicht im allgemeinen Tarif besonders taxiert sind.....	6 »	
Walzen, Platten und Clichés aller Art für den Buch- und Kunstdruck, Zeugdruck, usw., Lithographie- steine ausgenommen:		
900 — nicht graviert.....	2 »	
— graviert:		
901 — — für den Zeugdruck.....	4 »	
902 — — andere.....	30 »	
903 Treibriemen aller Art, mit Ausnahme solcher aus Leder oder Kautschuk.....	20 »	
904 Kratzen und Kratzenbeschläge.....	20 »	
910 Kinderwagen und Kinderschlitzen; Kinderfahräder mit wenigstens drei Rädern.....	20 »	
911 Krankenfahrstühle.....	20 »	
Fuhrwerke zum Personen- oder Gütertransport, im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannt:		
912 — ohne mechanischen Motor.....	35 »	
Fahräder (Velozipede) aller Art, ohne mechanischen Motor:		
915 — Bicycles, Tandems.....	für ein Stück 12 »	
916 — Tricycles, Quadricycles. usw.....	25 »	
917 — fertige Bestandteile von Fahrrädern aller Art....	für 100 kg 70 »	
918 Eisenbahnwagen für Personentransport.....	10 »	
919 Eisenbahnwagen für Güter- und Gepäcktransport, usw.	8 »	
<i>Anmerkung zu den Nrn. 918 und 919. Unter diese Nummern fallen auch Strassenbahnwagen.</i>		
923 Schiffe, gewöhnliche, mit Ausnahme der über 1.000 kg wiegenden Lastschiffe und Fischerbarken.....	5 »	
928 Standuhren und Wanduhren.....	20 »	
929 Wecker.....	20 »	
Instrumente und Apparate:		
937 — astronomische, geodätische, mathematische (Feinmesswerkzeuge).....	16 »	
938 — chirurgische und medizinische, orthopädische ausgenommen.....	16 »	
939 — orthopädische.....	40 »	
940 — chemische Apparate.....	16 »	
941 — wissenschaftliche Demonstrationsapparate (Globen, Erd- und Himmelskugeln, usw.).....	16 »	

		Zollansatz für 100 kg Franken	
	— Zeichnungsinstrumente :		
942 ^a	— — Reisszeuge	70	»
942 ^b	— — andere (Massstäbe, Reisssschienen, Winkel u. dgl.)	25	»
943	— photographische Apparate	20	»
944	— ungefasste optische Gläser	16	»
945	— Brillen, Lupen	40	»
946	— Mikroskope, Stereoskope, Ferngläser	60	»
947	— physikalische, im allgemeinen Tarif nicht ander- weit genannt	16	»
948	— Gasmesser ; Kassakontrollapparate ; Rechenma- schinen	20	»
949	Wassermesser	12	»
	Instrumente und Apparate für angewandte Elektri- zität :		
952	— montierte Isolatoren	6	»
953	— Kontroll- (Zähl- und Mess-) Apparate und -Instru- mente	20	»
	<i>Anmerkung zu Nr. 953.</i> — Hierunter fallen auch fertige Zubehörteile von Kontroll-Apparaten und -Instrumenten.		
954	— Telephon- und Telegraphenapparate	12	»
955	— Phonographen ; Graphophone ; Kinematographen und ähnliche Apparate	20	»
956	— im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannt	8	»
	Musikinstrumente, auch zerlegt :		
957	— Pianos, Tafel- und Flügelklaviere	40	»
958	— Kirchenorgeln	35	»
959	— Harmoniums	25	»
960	— Orchestrions	20	»
961	— andere	25	»
962	Fertige Bestandteile von Musikinstrumenten, im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannt, wie : Mechaniken, Klaviaturen, Pedale, usw.	8	»
963	Saiten aller Art zu Musikinstrumenten	10	»
	Musikwerke :		
965	— fertige Musikwerke und Bestandteile von solchen. Rohstoffe, vegetabilische und animalische, zu pharma- zeutischem Gebrauch, wie : Beeren, Blätter, Blüten, Früchte, Fruchtschalen, Hölzer, Kräuter, Rinden, Samen, Wurzeln, usw., im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannt und nicht unter die Kategorie XIV B desselben fallend :	30	»
967	— zerkleinert oder sonstwie mechanisch verarbeitet. Produkte pflanzlichen und tierischen Ursprungs zu pharmazeutischem Gebrauch und für Parfümerie, im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannt und nicht unter die Kategorie XIV B desselben fallend :	8	»
968	— Pflanzensäfte, eingedickt ; Balsame ; Harze und Gummiharze ; nicht verarbeitete fette Öle ; destil-		

		Zollansatz für 100 kg Franken
	lierte aromatische Wasser; Produkte tierischen Ursprungs.....	10 »
969	— ätherische Öle.....	45 »
971	Pflanzenalkaloide.....	10 »
974	Organische und anorganische chemisch-pharmazeutische Präparate, im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannt und nicht unter die Kategorie XIV B desselben fallend.....	10 »
975	Iodoform.....	10 »
976	Chloroform, Chloral.....	10 »
977	Milchzucker, Schotten- oder Molkensand.....	10 »
978	Natürliches und künstliches Mineralwasser.....	2. »
	Quell- und Badesalze, Moorextrakte, mit und ohne Bezeichnung ihrer Gebrauchswirkung:	
979	— in Kistchen, Gläsern, Dosen, Büchsen, usw., nicht für den Detailverkauf hergerichtet.....	1 50
980	— für den Detailverkauf hergerichtet oder fertig dosiert.....	10 »
	<i>Anmerkung zu den Nrn. 979 und 980. — Künstliche Badesalze sollen nicht höher verzollt werden als natürliche.</i>	
981	Pharmazeutische Präparate, im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannt, wie: Pulver, Pastillen, Pflaster, Pillen, Salben, Sirupe, Tinkturen, pharmazeutische Fruchtmüsen, verarbeitete fette Öle, extracta fluida, sicca et spissa, Essenzen, Linimente, Lotionen, Spezies, Suppositorien, Tisanen, medikamentöse Weine.....	45 »
	Parfümerien und kosmetische Mittel; synthetische Riechstoffe:	
982	— in Gefäßen aller Art von mehr als 1 kg Gewicht..	50 »
983	— in Gefäßen aller Art von 1 kg Gewicht und darunter.....	100 »

CHEMIKALIEN FÜR GEWERBLICHEN GEBRAUCH.

Rohstoffe:

995	— Terpentinöl.....	frei
999	— im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannte Rohstoffe für gewerblichen Gebrauch.....	frei
	Anorganische zubereitete Hilfsstoffe und Fabrikate:	
	— Atzkali, Ätznatron:	
1000	— — fest.....	0 80
1001	— — flüssig (Lauge).....	1 50
1002	— Alaune.....	0 30
1003 ^a	— Arsenige Säure; Chlorobaryum, Chlorkalzium, Chlormangan; Magnesia: — kohlensäure, — schwefelsäure (Bittersalz).....	0 30
1003 ^b	— Chlormagnesium.....	frei
1004	— Arsensäure; Antimonverbindungen, im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannt; Chlorschwefel;	

		Zollansatz für 100 kg Franken
	Grünspan; Kalk, doppelschwefligsaurer; Schefelarsenik	1 »
1005	— Baryumsuperoxyd, Bleisuperoxyd, Natriumsuperoxyd	1 »
1006	— Blei, essigsäures (Bleizucker); Bleioxyd, salpetersäures	1 »
1007	— Bleiglätte	1 »
1008	— Borsäure; Phosphorsäure	1 »
1009	— Brom und Bromsalze; Jod und Jodsalze	2 »
1010	— Kalziumkarbid	frei
1011	— Chlorate, Perchlorate, Persulfate: im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannt	1 »
1012	— Chlorkalk	1 »
1013	— Chlor, komprimiert, flüssig	0 30
1014	— Kohlensäure, komprimiert, flüssig	8 »
<i>Anmerkung zu den Nrn. 1013 und 1014.</i> — Der Tarazuschlag wegen des Mangels handelsüblicher Verpackung soll für komprimiertes flüssiges Chlor in Kesselwagen nicht mehr als 30 %, für komprimierte flüssige Kohlensäure in Kesselwagen nicht mehr als 50 % des Nettogewichtes betragen.		
1015	— Acetylen, komprimiert, flüssig	7 »
1016	— Ammoniak, komprimiert, flüssig	2 »
1017	— Flüssige Gase, im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannt	2 »
<i>Anmerkung zu den Nrn. 1016 und 1017.</i> — Der Tarazuschlag wegen des Mangels handelsüblicher Verpackung soll für komprimiertes flüssiges Ammoniak und für im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannte flüssige Gase, im Kesselwagen, nicht mehr als 30 % des Nettogewichtes betragen.		
1018 ^a	— Chrom, essigsäures; Eisen, holzessigsäures (Eisenbeize)	1 »
1018 ^b	— Tonerde, essigsäure (Alaunbeize)	0 30
1019	— Kali: — blausaures gelbes (Ferrocyanalium), — blausaures rotes (Ferricyanalium), — chromsaures rotes (Kaliumbichromat), — übermangansaures (Kaliumpermanganat); Rhodanalium; Cyankalium	0 30
1021	— Kalk: — holzessigsaurer, — karbolsaurer (Karbolkalk); Baryt, salpetersaurer; Bleioxyd, schwefelsäures (Bleisatz, Bleisulfat); Schwefeleisen; Zinkstaub	0 30
1022	— Chlorzink, Chlorzinklauge	0 30
1023 ^a	— Natron: — arseniksaures flüssiges, — doppeltkohlensaures, — schwefligsaures, — doppeltschwefligsaures	0 30
1023 ^b	— Natron, phosphorsaures	1 »
1025	— Natron: — chromsaures (Natriumbichromat), — blausaures, — schwefelsäures, (Glaubersalz); Schwefelnatrium	0 30
1026	— Natron, salpetrigsaures (Nitrit)	1 »

		Zollansatz für 100 kg Franken
1027	— Natron: — essigaures, — unterschwefligsaures (Antichlor, Natriumthiosulfat); Kieselfluornatrium (Fluorsilikat).....	0 30
1028	— Natronsalze, im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannt.....	0 50
1031	— Pottasche.....	frei
1032	— Salmiak (Chlorammonium).....	1 »
1033	— Salmiakgeist (Ammoniak in wässriger Lösung).....	1 »
1034	— Salpetersäure.....	0 60
1035	— Salzsäure.....	0 30
1036	— Schwefelsäure; schweflige Säure in wässriger Lösung.....	0 30
1037	— Schwefelsäurechlorhydrin (Chlorsulfonsäure); rauchende Schwefelsäure (oleum vitrioli fumans)...	0 30
1038	— Flüssige Säuren, im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannt.....	1 »
1039	— Soda, kalzinirt.....	frei
1041	— Tonerde, schwefelsaure; Tonerdehydrat, Tonerdenatron; Chromchlorid, Chromchlorür (Chlorchrom), Fluorchrom, chromsaures Chromoxyd; Rhodanaluminium.....	0 30
<i>Anmerkung zu Nr. 1041.</i> — Unter diese Nummer fällt auch kalzinirte Tonerde.		
1043	— Eisen- und Zinkvitriol.....	0 30
1044	— Kupfervitriol und sog. Fungivore.....	0 20
1045	— Wasserglas.....	0 30
1046	— Wasserstoffsuperoxyd.....	2 »
1047	— Zinnzalze.....	1 50
1048	— Anorganische zubereitete Hilfsstoffe zu gewerblichen Gebrauch, im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannt.....	2 »
Organische zubereitete Hilfsstoffe und Fabrikate:		
1049	— Fuselöle, roh und gereinigt, im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannt.....	5 »
1050	— Zitronensäure; Weinsteinsäure (Weinsäure).....	1 »
1051	— Essigsäure, roh und gereinigt, mit brenzlichem Geruch; Milchsäure; Holzgeist, ungereinigt; Aceton, Methyläthylketon, Pyridinbasen.....	0 30
1052	— Nelken-, Lavendel-, Spick- und Wachholderöl, ätherisches; Amyläther; Fruchtäther; Kampfer; Thymol.....	8 »
1053	— Formaldehyd, Aldehyd: denaturiert.....	2 »
1055	— Gerbstoffextrakte, flüssig und fest.....	frei
1056	— Glycerin, Glycerinlauge.....	1 »
1057	— Harze, verarbeitete, aller Art (Brauerharz, Schusterpech u. dgl.).....	3 »
1058	— Kali: — saures weinsteinsaures (gereinigter Weinstein, cremor tartari), — neutrales weinsaures; Brechweinstein (Antimonoxalat).....	1 50
1059	— Methylalkohol (chemisch reiner Holzgeist); Kollo-	

	Zollansatz für 100 kg Franken
dium; organische Brom-, Chlor- und Jodverbindungen; Phosgen; sowie analoge, im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannte Produkte.....	1 »
1061 — Oxalsäure, Sauerkleesalz (Kali, oxalsaures).....	1 »
1062 — Schwefeläther (Äthyläther).....	1 »
1063 — Essigäther	10 »
1064 Teerölderivate, wie: Karbolineum (Imprägnieröl); Kreosot, Kreosotöl, Kreolin; usw.....	0 50
1065 Steinkohlenteerderivate und Hilfsstoffe zur Anilinfarbenfabrikation, wie: Benzol, Naphtalin, Anthrazen, Karbolsäure, Toluol; Benzoessäure, usw.....	0 30
1066 Anilin; Anilinverbindungen zur Farbenfabrikation, wie, Toluidin, Dimethylanilin, usw.....	0 60
1067 Phthalsäure; Resorzin.....	0 60
1068 Salizylsäure.....	0 60
1069 Benzylchlorid; Bittermandelöl, künstliches (Nitrobenzol, Mirbanessenz); Naphthol und dessen Verbindungen; usw.....	0 60
1073 Buchdruckerwalzenmasse, Hektographenmasse und andere zugerichtete Massen für Vervielfältigungsverfahren	4 »
1074 Kleber (Wienerpapp, Schusterpapp)	6 »
Leim:	
1075 — Tischler-, Maler- und Gipslerleim.....	2 50
1076 — Gelatine; Fischleim (Hausenblase)	7 »
1077 — flüssig oder in Pulverform.....	6 »
Stärke aller Art:	
— roh, gegen Nachweis der Verwendung zu industriellen Zwecken:	
1078 — — Kartoffel-, Sago-, Tapioka-Mehl; Kartoffel-, Sago-, Tapioka- Stärke.....	0 50
1079 ^a — — Reisstärke.....	2 50
1079 ^b — — Mais- und Weizenstärke, usw.....	3 50
<i>Anmerkung zu den Nrn. 1078 und 1079. — Zum Nachweis der Verwendung zu industriellen Zwecken genügt die Beibringung eines allgemein gehaltenen Reverses nach der von der schweizerischen Oberzolldirektion vorzuschreibenden Form.</i>	
— roh, zu andern als industriellen Zwecken:	
1080 ^a — — Kartoffelmehl, Kartoffelstärke, Reisstärke....	3 »
1080 ^b — — andere.....	5 »
1081 ^a Stärke aller Art, verarbeitet und gebrannt (Dextrin, Leigomm).....	3 50
1081 ^b Stärkegummi, usw.....	5 »
Sprengstoffe und Zündwaren:	
1082 — Kollodiumwolle, Schiessbaumwolle.....	10 »
1083 — Dynamit und im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannte Sprengstoffe	55 »
1084 — Munition für Handfeuerwaffen.....	50 »
1085 — Spreng- und Zündschnüre.....	50 »
1087 — Zündhölzer	30 »

Zollansatz
für 100 kg
Franken

1090	Erdfarben: verarbeitet, gemahlen, geschlemmt, gepulvert, usw., wie: Kreide, Ocker, Schwerspat, usw.	0	20
<i>Anmerkung zu Nr. 1090.</i> — Unter diese Nummer fallen auch Barytweiss (Permanentweiss), Englisch- Rot, Caput mortuum, Umbra, Kasseler Erde, Metallgrau, Mineralkohle, Mineralschwarz und graue Erde.			
Vegetabilische Farben:			
1095	— Blauholzextrakt und im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannte Farbstoffextrakte in fester oder flüssiger Form; Garancine.....	3	»
Farbstoffe aus Steinkohlenteer:			
1097	— Alizarin, künstliches.....	frei	
1098	— Anilin-, Anthrazen-, Naphthalinfarben und im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannte Teerfarben.....	5	»
1099	— Indigo, natürlicher und künstlicher; Indigolösung.....	2	»
<i>Anmerkung zu Nr. 1099.</i> — Indigo, trocken oder in Teigform, fällt unter diese Nummer.			
Chemische Farben, trocken, in Stücken oder in Pulverform, nicht zubereitet:			
1100	— Bleiweiss, Bleigelb.....	5	»
1101	— Mennige.....	3	»
1102	— Pigment-oder Lackfarkstoffe, wie: Karmin-, Geranium-, Scharlach-, Viridinlacke, Zinnoberersatz, usw.....	12	»
1103	— Russe, Schwärzen, Beinschwarz, usw.....	0	30
1104	— Zinkweiss, Zinkolith, Lithoponweiss, Pelweiss.....	1	»
1105	— Zinnober, echt; Pariserblau; Ultramarin; Schweinfurtergrün; Bronzefarben.....	5	»
1106 ^a	— Viktoriagrün.....	7	»
1106 ^b	— Chromgelb, Chromgrün; Mineralblau; Smalte; im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannte, nicht zubereitete chemische Farben.....	10	»
Farben aller Art, zubereitet:			
1107	— Bleiweiss, Zinkweiss, Perlweis.....	7	»
1108	— Buchdruckerschwärze.....	10	»
— andere:			
1109	— — in Gefässen aller Art von mehr als 10 kg Gewicht.....	15	»
1110	— — in Gefässen aller Art von 10 kg Gewicht und darunter.....	20	»
1111	— — Chromoxyd und im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannte Farben in Wasserteig.....	5	»
1112	— — Kitte.....	5	»
1113	— Firnisse, Lacke, und Sikkative, auch mit Farbstoffen versetzt; Standöl.....	22	»
1114	— Leis- und Mohnöl, gekocht (Ölfirnis): dünnflüssig.....	10	»
Flüssige Fette und Öle aller Art, zu gewerblichen Gebrauch, unverarbeitet:			
— Pflanzenöle:			
1118	— — im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannte flüssige Fette und Öle.....	50	»

		Zollansatz für 100 kg Franken
	Feste Fette, zu gewerblichem Gebrauch, unverarbeitet:	
1120	— Pflanzenfette aller Art, wie: Kokosöl, Palmöl, usw.	0 60
1122	— Pflanzenwachs, im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannt	0 50
	Tierwachs:	
	— Bienenwachs:	
1123	— — roh	1 »
1124	— — zubereitet (gebleicht, gefärbt, usw.)	8 »
	Mineral-, Teer- und Harzöle:	
1129	— Paraffine und Ceresine, rein, unverarbeitet	0 50
1130	— Vaseline	0 50
1131	— Harzöle	0 50
	Öle, Fette und Wachsarten, verarbeitet:	
1132	— Maschinen- und Wagenfette (einschliesslich Wagenschmiere) aller Art	4 »
	— Wachsarbeiten:	
1135	— — Wachslichter (Wachsrdel, usw.), Baumkerzen, sowie alle farbigen oder verzierten Kerzen ..	25 »
1136	— — Kerzen aller Art, im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannt	16 »
	<i>Anmerkung zu Nr. 1136.</i> — Nachlichte, auch mit Schwimmern aller Art, fallen unter diese Nummer.	
1137	— — andere Wachsarbeiten aller Art	30 »
	Fettlaugenmehl, sog. Waschpulver und im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannte Waschmittel aller Art:	
1138	— in Gefässen aller Art von 5 kg Gewicht und darüber	5 »
1139	— in Gefässen aller Art von weniger als 5 kg Gewicht ..	12 »
1141	Seifen, gewöhnliche, offen in Kisten, Fässern, usw.: in Blöcken, Platten, Stangen, Stollen, usw., ferner in gepressten oder ungespressten, geformten oder ungeformten Stücken; Schmierseife	5 »
1142	Andere Seifen aller Art, wie Toilettenseifen, usw., parfümiert oder nicht parfümiert, in Stücken, ferner in Pulver- oder Teigform; alle mit Drogen, Chemikalien, usw., versetzten Seifen (sog. medizinische Seifen)	40 »
	Wichse aller Art; Lederappretur, Lederschwärze, Lederöle; Putzpomaden, Putzseifen; ferner ähnliche, im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannte fette Körper mit Zusatz von Terpentin u. dgl.:	
1143 ^a	— in Gefässen aller Art von 5 kg Gewicht und darüber	7 »
1143 ^b	— in Gefässen aller Art von weniger als 5 kg Gewicht ..	15 »
	Quincaillerie- und Galanteriewaren aller Art, im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannt:	
1144	— aus Achat, Alabaster, Meerschäum, Bergkristall, Bernstein, Elfenbein, Jett, Lava, Schildpatt, Perlmutter, echt und imitiert; ferner alle mit Seide,	

		Zollansatz für 100 kg Franken	
	Spitzen, künstlichen Blumen u. dgl. ausgestatteten Kurzwaren.....	120	»
1145	— andere aller Art; Merceriewaren, im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannt.....	30	»
	<i>Anmerkungen zu Nr. 1145.</i> — 1. Kämme und Knöpfe aller Art werden als Merceriewaren der Nr. 1145 verzollt, auch wenn sie aus Schildpatt oder Perlmutter, echt oder imitiert, bestehen. 2. Gewebte Dochte unterliegen dem Zoll dieser Nummer.		
1146	Falsche Bijouterie, d. h. Schmuckgegenstände aller Art, welche nicht aus Edelmetall, echten Edelstei- nen, Perlen oder Korallen bestehen.....	50	»
	Lampen und fertige Bestandteile von solchen: — elektrische:		
1147	— — Bogenlampen.....	6	»
	— — Glühlampen:		
1148	— — — ohne Fassung.....	80	»
1149	— — — mit Fassung.....	50	»
1150	— Glühstrümpfe, ausgeglüht.....	100	»
1151	— andere Lampen aller Art, fertige, sowie fertige Bestandteile von solchen, mit Ausnahme der Glaszy- linder, Glasschirme, Glaskugeln und Glasfüsse, sofern nicht montiert, d. h. nicht mit Messingteilen u. dgl. versehen.....	25	»
	Reiseartikel (Koffer, Taschen, Riemzeug, usw.) aller Art:		
1152	— aus Leder.....	65	»
1153	— andere.....	50	»
1154	Integrierende Bestandteile von Sattlerarbeiten und Reiseartikeln, wie Bügel, Gebisse, Kofferschlösser; ferner Wagenbeschläge aus unedlen Metallen, wie Türgriffe, Türschlösser, Leisten, Sperrstangenschar- niere, Fensterläufer, Ankerbänder, Briden, Hebel- mechaniken, usw.....	25	»
1155 ^a	Blei- und Farbstifte, zusammengesetzt, mit Holz- oder Papierschäftung; Schreibkreiden.....	20	»
1155 ^b	Griffel.....	10	»
1156	Schiefer, eingerahmt.....	20	»
1157	Tinte aller Art.....	25	»
1158	Siegellack, Flaschenlack, usw.....	25	»
	Büreaubedürfnisse, Schreib- und Zeichnungsmate- rialien, Malergeräte: im allgemeinen Tarif nicht anderweit genannt:		
1159 ^a	— flüssiger Leim in Gefäßen von 1 kg Gewicht und darunter.....		
1159 ^b	— andere.....	25	»
1160	Spielzeug aller Art.....	15	»
	<i>Anmerkung zu Nr. 1160.</i> — Unter diese Nummer fällt auch Christbaumschmuck.		
1161	Chirurgische Verbandmittel.....	40	»

Anlage D.

(MUSTER).

Gewerbe-Legitimationskarte für Handlungsreisende.

Auf das Jahr 19.....

Nr. der Karte.....

(Wappen).

*Gültig in dem Deutschen Reiche, in Luxemburg, in der Schweiz.***INHABER :**

(Vor-und Zuname).

(Ortsname), den.....19.....

(Siegel).

(Behörde).
Unterschrift.

Es wird hiermit bescheinigt, dass Inhaber dieser Karte

{	eine (Art der Fabrik oder Handlung) in.....	
	unter der Firma	besitzt
	als Handlungsreisender im Dienste der Firma.....	
	in.....steht, welche eine (Art der Fabrik oder Handlung)	
	dasselbst besitzt.	

Ferner wird, da Inhaber für Rechnung dieser Firma und ausserdem nachfolgender Firmen :

1.....	in.....
2.....	in.....

Warenbestellungen aufzusuchen und Warenankäufe zu machen beabsichtigt, bescheinigt, dass für den Gewerbe-betrieb vorgedachter Firm^(a)_(en) im hiesigen Lande die gesetzlich bestehenden Abgaben zu entrichten sind.**BEZEICHNUNG DER PERSON DES INHABERS :**

Alter :

Gestalt :

Haare :

Besondere Kennzeichen :

Unterschrift :

Bemerkung. — Von den Doppelzeilen wird in das Formular, welches dafür den entsprechenden Raum zu gewähren hat, die obere oder untere Zeile eingetragen, je nachdem es den Verhältnissen des einzelnen Falles entspricht.

Bern, den 4 November 1904.

Der Schweizerische Bundesrat beehrt sich, Eurer Excellenz mit Bezug auf den stattgehabten Schriftenwechsel in der Patentfrage folgende Erklärung abzugeben:

Trotz der Bindung der Zollfreiheit, welche in dem zwischen den beiderseitigen Unterhändlern in Luzern vereinbarten Zusatzvertrag zum bestehenden Handels- und Zollvertrag zwischen der Schweiz und dem Deutschen Reich vom 10. Dezember 1891 für Anilin- und andere im neuen deutschen allgemeinen Tarif nicht besonders genannte Teerfarbstoffe festgesetzt werden wird, soll das Deutsche Reich berechtigt sein, auf diese Artikel bei der Herkunft aus der Schweiz Zoll zu erheben, wenn die Schweiz nicht bis zum 31. Dezember 1907 ihre Patentgesetzgebung in der Weise ändert, dass Artikel solcher oder ähnlicher Art oder das Verfahren zu ihrer Herstellung bei Neuheit der Erfindung patentierbar sind.

Der Schweizerische Bundesrat benutzt gern diesen Anlass, um Eurer Excellenz die Versicherung seiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

Im Namen des Schweizerischen Bundesrates,

Der Bundespräsident:

COMTESSE.

Der Kanzler der Eidgenossenschaft:

RINGIER.

Seiner Excellenz,

*Herrn Dr. Alfred von Bülow,
ausserordentlichem Gesandten und bevoll-
mächtigtem Minister des Deutschen Reiches,
in Bern.*

Bern, den 4 November 1904.

Der hohe Schweizerische Bundesrat hat die Geneigtheit gehabt, in seiner sehr geschätzten Note vom 4. November d. J. nachfolgende Erklärung abzugeben:

« Trotz der Bindung der Zollfreiheit, welche in dem zwischen den beiderseitigen Unterhändlern in Luzern vereinbarten Zusatzvertrag zum bestehenden Handels- und Zollvertrag zwischen dem Deutschen Reich und der Schweiz vom 10. Dezember 1891 für Anilin- und andere im neuen deutschen allgemeinen Tarif nicht besonders genannte Teerfarbstoffe festgesetzt werden wird, soll das Deutsche Reich berechtigt sein, auf diese Artikel bei der Herkunft aus der Schweiz Zoll zu erheben, wenn die Schweiz nicht bis zum 31. Dezember 1907 ihre Patentgesetzgebung in der Weise ändert, dass Artikel solcher oder ähnlicher Art

oder das Verfahren zu ihrer Herstellung bei Neuheit der Erfindung patentierbar sind ».

Der Unterzeichnete Kaiserlich Deutsche Gesandte beehrt sich hiermit namens der Kaiserlich Deutschen Regierung von dieser Erklärung Akt zu nehmen. Er wird nicht verfehlen, seiner Regierung die Erklärung zu übermitteln.

Zugleich benutzt er auch diesen Anlass, um Seiner Exzellenz dem Schweizerischen Bundespräsidenten, Herrn Comtesse, die Versicherung seiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

Der Kaiserlich Deutsche Gesandte,

A. VON BULOW.

*Seiner Exzellenz
dem Schweizerischen Bundespräsidenten,*

HERRN COMTESSE,
Bern.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

AFFAIRES DU MAROC

1901-1905.

Livre jaune français (Extraits)

1901.

*M. Révoil, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 23 mars 1901.

J'ai l'honneur de communiquer ci-joint à Votre Excellence le texte de la note de protestation que, conformément à ses instructions, j'ai adressée au Représentant du Sultan à Tanger, et que, d'autre part, j'ai fait remettre à Si Abdelkerim ben Sliman, Ministre des Affaires étrangères du Sultan.

Je viens, en outre, de prescrire au docteur Linarès de compléter la protestation renfermée dans la note susvisée par les remontrances les plus énergiques au sujet de la complicité désormais établie des autorités marocaines dans ce soulèvement. Je l'ai prié de ne pas laisser ignorer dès à présent au Secrétaire des Affaires étrangères que la liquidation des responsabilités, chaque jour plus lourdes, encourues par le Makhzen, sera d'autant plus onéreuse pour lui qu'a été grande la modération dont a fait preuve le Gouvernement français jusqu'à ce jour.

RÉVOIL.

Annexe.

*M. Révoil, Ministre de la République française,
à Si Mohammed Torrès, Représentant de Sa Majesté Chérifienne à Tanger,
et à Si Abdelkerim ben Sliman, Secrétaire des Affaires étrangères de
Sa Majesté Chérifienne à Marrâkech.*

Tanger, le 18 mars 1901.

Au cours des opérations qu'il a été amené à faire dans une région qu'il avait déclarée depuis longtemps et à bon droit faire partie du terri-

toire algérien, le Gouvernement de la République s'est appliqué avec le plus grand soin à marquer sa ferme volonté de respecter tous les droits du Gouvernement Chérifien. Même pour éviter tout acte qui pût éveiller la moindre inquiétude chez ce Gouvernement pour ses propres possessions, les Autorités françaises, malgré les multiples attaques dirigées contre nos troupes, sans que celles-ci eussent jamais pris l'offensive, n'ont pas voulu, comme elles en auraient eu le droit, d'après le traité de 1845, poursuivre les agresseurs qui se réfugiaient, après leurs attaques, sur le territoire marocain.

Tenant compte des assurances que nous lui avons données, Sa Majesté Chérifienne nous a déclaré qu'Elle réprouvait ces coups de main, et que les ordres les plus énergiques avaient été donnés aux tribus limitrophes de ces régions de ne pas attaquer nos territoires. Dans cet esprit, le qaïd Elmadâni Elglaoui a été nommé gouverneur de Tafilelt, de Mdâghra et des populations qui en dépendent, pour surveiller certaines tribus et détourner leurs regards du projet qu'elles auraient conçu.

Cette mesure a été considérée par le Gouvernement de la République comme une marque du souci qui animait le Makhzen de sauvegarder les engagements découlant des traités qui existent entre les deux pays.

Malheureusement, les événements qui se sont produits depuis l'époque où le Makhzen nous a fait parvenir cette déclaration, nous ont apporté la preuve que les instructions chérifiennes n'ont pas été écoutées, et que ses représentants ont été impuissants à obtenir des fauteurs de troubles l'obéissance aux ordres du Sultan. Les tribus ont continué à venir attaquer nos troupes sur notre territoire, sans y avoir jamais été provoquées par des actes d'agression contre elles. Ceci s'est passé notamment du côté d'Elmoungâr, à Zebaret ben Chandam, à plusieurs reprises à Ezzoubia — et plus au Sud, à Sahela Mterfa où les Beraber ont assailli nos troupes.

Mais un fait plus grave vient de se produire : un millier de Beraber venus du Tafilelt, et ayant formé leur colonne en pays marocain, sont entrés sur notre territoire et ont attaqué de nuit les troupes françaises dans le poste de Timmimoun.

Malgré le juste châtimement que nos troupes leur ont infligé, une nouvelle colonne se prépare au Tafilelt et les attaques recommencent dans la région de Djenayen Eddâr. Et même cette nouvelle nous est parvenue, que les tribus des environs de Téniet Essassi s'approprièrent à marcher contre nous.

Il est impossible que de tels faits se produisent sans engager directement la responsabilité du Makhzen, soit que certains de ses agents aient montré une complaisance coupable envers les fauteurs de troubles, soit qu'ils n'aient pas eu le pouvoir de se faire obéir, soit encore que leur langage n'ait pas fait suffisamment comprendre aux tribus que le Makhzen réprouvait ces actes comme s'ils étaient commis contre sa propre autorité. Il n'est donc que trop certain que l'attitude du Gouvernement chérifien et de ses agents a non seulement été impuissante à réprimer les troubles, mais encore qu'elle a contribué à leur développement.

Le Gouvernement de la République appelle une fois de plus l'attention de Sa Majesté Chérifienne sur la gravité de cette situation et l'engage énergiquement à envoyer de nouveau les ordres les plus formels à ses

agents pour surveiller et empêcher la formation de ces colonnes de pillards, et prévenir au besoin par la force toute nouvelle tentative d'invasion sur notre territoire. Il n'est pas douteux que les paroles que Sa Majesté Chérifienne fera parvenir à ses populations seront écoutées le jour où elles représenteront notre présence dans la région voisine du Maroc non point comme une menace contre leurs personnes et leurs biens et leur pays, mais comme un gage de paix, de sécurité et de prospérité, ainsi que nous en avons donné les assurances réitérées au Gouvernement chérifien, et comme l'a toujours prouvé, d'ailleurs, la conduite de nos autorités et de nos soldats, depuis qu'a été conclu le traité de 1845.

La volonté qu'a le Gouvernement de la République de s'abstenir de tout empiètement sur les territoires reconnus au Maroc par ce traité et le désintéressement absolu de ses intentions se sont trop clairement manifestés pour qu'il soit permis au Gouvernement Chérifien de suspecter la sincérité de ses déclarations. Dans ces conditions, le Gouvernement de la République estime qu'il pourra, sans crainte de soulever à cet égard aucun malentendu, faire tout le nécessaire pour obtenir justice lui-même des agresseurs et assurer, dans la limite de nos droits, la sécurité complète de notre territoire.

Aucun doute ne doit subsister dans l'esprit du Gouvernement Chérifien sur la résolution prise dans ce sens par le Gouvernement de la République. Nous sommes assurés, d'ailleurs, qu'après avoir reçu ce loyal avertissement, le Gouvernement Chérifien fera, de son côté, de nouveaux efforts pour ramener ces tribus à l'obéissance, et ne pourra qu'approuver les mesures que les circonstances nous contraindraient à prendre pour réprimer, s'ils persistent, des troubles dont la prolongation serait tout aussi nuisible à ses intérêts qu'aux nôtres.

*M. Révoil, Ministre de la République français à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 17 mai 1901.

Au moment où nous sommes obligés de recourir vis-à-vis du Makhzen, à des moyens de pression pour obtenir réparation de faits qui trahissent une si complète méconnaissance de ses devoirs envers les nations civilisées, il n'est peut-être pas inutile d'examiner rapidement l'état de nos relations avec le Gouvernement marocain et de faire en quelque sorte le bilan de sa situation au regard de la France.

On peut dire sans exagération qu'à l'heure actuelle le compte du Makhzen avec nous est grevé d'un lourd passif.

Depuis la dernière ambassade de M. de Monbel à la Cour (avril-juin 1898), nous n'avons reçu satisfaction sur aucune affaire de quelque importance. Les réclamations que mon prédécesseur avait traitées au cours de son ambassade sont restées en souffrance pendant près de trois ans, alors que celles que son collègue d'Allemagne avait négociées en même temps et dans les mêmes conditions étaient réglées peu de temps après son retour, non, il est vrai, sans le concours d'une démonstration navale.

Grâce aux efforts de cette légation, une certaine détente s'était produite récemment. J'avais pu, après de laborieux pourparlers, arriver à une entente sur les principales réclamations laissées en suspens ; ce n'avait pas été, cependant, sans éprouver une fois de plus le mauvais vouloir du Délégué chérifien commis à cette négociation. Les délais convenus pour l'exécution de ce règlement sont écoulés depuis plus d'un mois sans que la ratification et les ordres conformes du Makhzen soient encore arrivés à Tanger.

En ce qui concerne des questions d'un ordre plus spécial, Votre Excellence a certainement présents à l'esprit les torts graves que le Gouvernement Chérifien a accumulés vis-à-vis de la France, dans les affaires du Touat.

C'est d'abord, contre nos troupes, cette longue série d'agressions injustifiées que les rapports du Gouvernement général de l'Algérie ont successivement signalées. Si le Makhzen pouvait, dans une certaine mesure, décliner la responsabilité directe de ces incidents, sa complicité manifeste a éclaté dans l'attaque de Timmimoun, préparée sous les yeux de Moulay Rechid et d'Elglaoui, non par les seules tribus nomades et plus ou moins soumises, mais par des fractions sédentaires de l'entourage même du Vice-Roi du Tafilelt.

Ce sont ensuite les démarches diplomatiques, d'une si singulière incorrection, faites par le Makhzen auprès des divers Gouvernements européens, lors de nos opérations au Touat, démarches qu'un premier échec n'a pas découragées et qui paraissent avoir rencontré aujourd'hui, auprès de quelques Chancelleries, un accueil moins réservé.

Enfin, jusque dans cette malheureuse affaire Pouzet, sans revenir sur l'exposé complet de nos griefs, il n'est pas possible de ne pas relever le caractère inconvenant de la démarche du Représentant du Sultan à Tanger, osant demander au Ministre de France le châtimement de Français dont l'un était tombé sous les coups d'un fonctionnaire marocain, et ne trouvant pas depuis lors un mot de regrets à exprimer sur cet événement, bien que les renseignements qui lui sont assurément parvenus lui en aient fait connaître les détails et le caractère.

La mesure était donc vraiment comble et il serait difficile d'imaginer des conditions dans lesquelles l'attitude énergique prise par le Gouvernement français fût plus justifiée et, j'ajouterais, plus opportune.

Depuis l'époque déjà éloignée (novembre 1896), où nous avons réglé certaines affaires avec le concours du contre-torpilleur, le *d'Iberville*, les Puissances ne se sont pas fait faute d'employer, pour le règlement de leurs affaires, le classique procédé de la démonstration navale : les Américains en 1897 ; les Allemands, les Anglais et les Italiens en 1898 ; et n'aurions certes rien à redouter de la comparaison de nos griefs avec les leurs.

Aucune des puissances intéressées au Maroc ne s'est d'ailleurs acquies, en ce qui regarde le maintien du statu quo, les titres que nous pouvons invoquer et n'a fait au respect de ses engagements publics sur ce point les sacrifices que nous consentons quotidiennement.

A peu près seuls voisins du Maroc sur terre, en contact avec ses populations le long d'une frontière d'une frontière considérable, bénéficiaires, depuis 1845, d'un traité auquel les tribus marocaines et le Maroc lui-même ont porté de continuelles atteintes, non seulement

nous n'avons jamais abusé de cette situation, mais encore nous avons systématiquement délaissé les occasions les plus légitimes de prendre sur le Gouvernement Chérifien des revanches ou des avantages que d'autres peut-être se seraient moins facilement résignés à négliger.

Une si constante loyauté, une modération si tenace placent la France, tant au regard du Maroc que vis-à-vis des Puissances, dans une situation si forte et si franche, qu'elle est en mesure d'affirmer sa politique avec d'autant plus de netteté, le jour où le maintien de son prestige et la sauvegarde de ses droits viennent à l'exiger.

RÉVOIL.

*M. Révil, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 19 mai 1901.

Samedi 18. — Le *Pothuan* et le *Du Chayla* ont mouillé hier à la première heure dans la rade.

A dix heures, j'ai remis à Si Torrès une note relatant les réparations que nous exigeons du Makhzen.

Je lui ai donné jusqu'à demain matin pour me faire connaître s'il était en mesure de nous assurer ces satisfactions, faute de quoi j'adresserais la demande au Makhzen lui-même et elle serait portée à Mazagan par nos navires de guerre qui lèveraient l'ancre lundi à la première heure.

Conformément à l'usage, j'ai eu soin de prévenir mes collègues des motifs de notre démarche.

Je n'ai pas manqué d'en préciser très nettement l'objet. Mon collègue d'Angleterre m'a exprimé avec insistance la conviction que nous obtiendrions promptement satisfaction.

Dimanche 19. — Si Mohammed Torrès m'a fait parvenir aujourd'hui, à midi, sa réponse qui n'est qu'un accusé de réception, avec toutefois une première expression de regrets conçus en des termes d'ailleurs généraux. Il m'informe qu'il continue son enquête et que lorsqu'il sera fixé, il saisira le Makhzen.

Je viens de répondre à Si Mohammed Torrès que j'étais heureux de constater qu'il exprimait, pour la première fois, des sentiments de nature à faciliter le règlement de l'affaire, que, dans le même but, j'expédiais, dès demain matin, notre demande au Makhzen par nos navires de guerre ; j'ajoute que je ne peux retarder cette démarche après le long délai passé depuis la première lettre de Si Mohammed Torrès et qui a largement suffi pour qu'il fasse l'enquête la plus complète.

Le *Pothuan* et le *Du Chayla* partiront demain matin. Notre premier drogman, M. Fumey, sera à bord du *Pothuan* et se rendra d'urgence à Marrakech.

RÉVOIL.

*M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères,
aux Ambassadeurs de la République française à Madrid, Vienne, Pétersbourg,
Berlin, Rome et Londres.*

Paris, le 24 mai 1905.

Un de nos compatriotes, M. Pouzet, ayant été dernièrement assassiné sur la côte du Riff, comme vous le savez, le Gouvernement de la République a été amené à adresser au Gouvernement Chérifien une demande de réparations qu'il a dû appuyer par l'envoi dans les eaux marocaines de deux navires de guerre.

Il m'a paru utile, pour le cas où l'on vous entretiendrait de ce différend, de vous rappeler brièvement les circonstances dans lesquelles il s'est produit.

Le 3 avril dernier, M. Jules Pouzet, domicilié à Oran, abordait avec une embarcation de plaisance sur le territoire de la tribu de Kebdana, au *Cap de l'eau*, non loin des îles Zaffarines, en compagnie d'un autre Français, M. Louis Say, et de quelques indigènes engagés à leur service. Attaqués à l'improviste sur l'ordre du qaïd, sans que rien dans leur attitude pût motiver cette agression, nos compatriotes, qui n'étaient même pas armés, se réfugièrent à bord, mais quatre de leurs serviteurs furent capturés par les Kebdana, et ceux-ci tirèrent sur le bateau plusieurs coups de feu dont l'un atteignit mortellement M. Pouzet. Lorsque la nouvelle de cet incident fut parvenue à Tanger, le délégué du Sultan dans cette ville, au lieu d'exprimer à notre légation les regrets de son gouvernement, présenta lui-même à M. Révoil une plainte contre les Français victimes de cet attentat.

Nous nous vîmes ainsi dans la nécessité d'exiger du Makhzen des réparations. Si Mohammed Torrès n'ayant pas cru pouvoir nous répondre d'une façon satisfaisante, M. Révoil, conformément à mes instructions, a fait présenter notre réclamation directement au Makhzen, et a envoyé, à cet effet, à la cour de Marrakech, M. Fumey, premier drogman de notre légation, que les croiseurs *Pothuau* et *Du Chayla* ont conduit jusqu'à Mazagan, où ils attendront le résultat de sa démarche. Cette procédure est identique à celle qui a été, depuis quelques années, employée par les Gouvernements américain, allemand, italien et anglais, pour faire aboutir différentes réclamations; il est à espérer que, dans le cas présent comme dans les précédents, elle suffira pour que le Makhzen fasse droit à notre demande.

Conformément à l'usage, M. Révoil a pris soin de renseigner tous les Ministres étrangers accrédités à Tanger sur l'objet, nettement limité, de nos revendications. Vous pourriez, à l'occasion, en indiquer vous-même le caractère précis en vous inspirant des renseignements qui précèdent.

DELCASSÉ.

*M. Révoil, Ministre de la République Française à Tanger.
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 1^{er} juin 1901.

Le *Pothuau* est revenu hier à midi de Mazagan avec le *Du Chayla*. La mission dont mon télégramme du 2 mai a entretenu Votre Excellence a été remplie avec un plein succès. La procédure d'arrestation et de livraison du qaïd et celle de délivrance et de restitution des Boucouya ont été réglées à notre entière satisfaction. Si Abdelkerim ben Sliman arrivera très prochainement à Tanger, où il doit assurer lui-même la complète exécution des clauses de l'arrangement.

RÉVOIL.

*M. Révoil, Ministre de la République française à Tanger.
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 10 juin 1901.

M. de La Martinière est rentré hier soir à Tanger sur le *Du Chayla*, ayant accompli exactement au Riff la mission dont je l'avais chargé, pour le règlement de l'affaire Pouzet.

On a suivi rigoureusement la procédure convenue. Le qaïd a été conduit à bord du *Bachir*, la frégate marocaine qui accompagnait notre croiseur, et il y a été immédiatement interné. Peu après, les Boucouya ont été amenés du rivage. M. de la Martinière s'est rendu à bord du bateau marocain et là, en présence des quatre Boucouya, il a vérifié l'identité du qaïd, qu'il a fait mettre aux fers, et il a annoncé devant lui à nos protégés leur libération définitive. Ramenés à bord du *Du Chayla* ces malheureux ont été l'objet des plus grands soins. Le départ et le retour du *Du Chayla* et de la frégate marocaine et la nouvelle de la mission qu'ils ont remplie, sans avoir provoqué la moindre effervescence, ont produit ici et dans la région la plus grande impression.

RÉVOIL.

*M. Révoil, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 11 juin 1901.

Le représentant du Sultan à Tanger est venu ce matin à la Légation de France m'apporter les excuses officielles du Makhzen au sujet du meurtre Pouzet. Il m'a annoncé en outre que le Makhzen allait procéder à la nomination du nouveau qaïd et me ferait parvenir les lettres chérifiennes qui, en l'accréditant, informeront la tribu des causes de la destitution de l'ancien qaïd et infligeront un blâme énergique à sa conduite.

J'ai délégué notre premier dogman pour m'assurer de l'internement du Qaïd à la prison de la qaçba. Le qaïd a été amené, devant lui, les fers aux pieds, chez le Pacha, et réintégré sous ses yeux dans la prison.

L'affaire Pouzet est donc entièrement réglée dans des conditions qui ne me paraissent laisser rien à désirer. Le règlement des affaires traitées avec le Gouvernement marocain est exécuté et il ne reste plus, à l'heure qu'il est, d'affaire vraiment importante qui ne soit terminée, ou en voie de l'être. J'ai d'ailleurs la promesse formelle de Si Abdelkerim ben Sliman, de se prêter, au cours de son Ambassade, à la négociation et à la solution des différends qui pourraient encore subsister, ce que sa qualité de Ministre des Affaires étrangères rendra très aisé.

RÉVOIL.

*M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères,
au Marquis de Noailles, Ambassadeur de la République française à Berlin.*

Paris, le 23 juin 1901.

A ma dernière réception diplomatique, le Prince de Radolin m'a interrogé sur l'ambassade marocaine, arrivée à Paris, la veille au soir, et sur l'objet probable de sa mission. Je lui ai répondu que, n'ayant pas encore vu les Ambassadeurs, il m'était difficile de le renseigner.

Il a signalé des articles de journaux où il serait question d'un protectorat de la France sur le Maroc.

« Si par ce mot de protectorat, ai-je fait observer, on entend que la France, maîtresse de l'Algérie-Tunisie, a et doit conserver au Maroc une situation absolument à part, il me semble que c'est l'évidence même ».

« Rien de plus juste, a dit le Prince, tout le monde se rend compte de cette situation ».

DELCASSÉ.

*M. Paul Cambon, Ambassadeur de la République française à Londres,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Londres, le 4 juillet 1901.

Lord Lansdowne m'a remis hier un mémorandum résumant le résultat de ses entretiens avec les envoyés du Sultan du Maroc.

J'adresse, ci-joint, à votre Excellence la traduction de ce mémorandum.

Il en résulte, comme me l'avait déjà dit le Secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères, que le Gouvernement britannique n'aurait poursuivi, en cette circonstance, aucun avantage particulier et qu'il aurait obtenu des promesses d'améliorations administratives ou économiques dont pourrait profiter toutes les Puissances.

Ces promesses seront-elles réalisées ? Il est impossible de l'assurer et il serait désirable qu'elles le fussent.

En me remettant ce mémorandum, Lord Lansdowne a fait allusion aux inquiétudes que ces bruits de négociations commerciales avaient causées à Paris. « Il paraît, m'a-t-il dit, qu'on a interrogé à ce sujet l'Ambassadeur marocain auprès du Gouvernement de la République ».

Il a ajouté que le représentant du Sultan lui avait fait part des

difficultés que rencontrait le Makhzen dans le règlement des questions de frontière.

Lord Lansdowne lui aurait répondu qu'il dépendait du Gouvernement marocain de se mettre à l'abri de nos réclamations en exerçant une police rigoureuse sur sa frontière et en arrêtant les incursions et les déprédations des tribus voisines de nos possessions : « Il est tout naturel, lui a-t-il dit, que le Gouvernement français veuille maintenir l'ordre chez lui et qu'il châtie lui-même ceux de vos sujets qui le troublent, si vous ne vous chargez pas de ce soin ».

L'Ambassadeur marocain a fait observer qu'il était très difficile l'exercer une autorité sur des tribus éloignées, et le Secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères lui a répliqué que, malgré cette difficulté, il fallait s'efforcer d'arrêter des désordres pouvant justifier les représailles de la France.

J'ai profité de cette occasion pour répéter ce que j'avais dit précédemment à Lord Lansdowne de nos intentions désintéressées et de notre volonté bien arrêtée de ne pas laisser inquiéter les populations qui nous sont soumises.

Enfin l'Ambassadeur marocain a touché, paraît-il, à la question de protection et s'est plaint des embarras causés à son Gouvernement par le trop grand nombre des protégés européens.

J'ai rappelé, sur ce point, au Secrétaire d'Etat la Convention de Madrid du 3 juillet 1880 et je lui ai dit que, si elle était exécutée, les abus dont se plaignait le Gouvernement marocain disparaîtraient.

Toutes ces indications nous permettent de nous rendre assez exactement compte du sens et de la portée des vues échangées à Londres entre l'Ambassade marocaine et le Gouvernement anglais.

Paul CAMBON.

Annexe.

TRADUCTION.

Memorandum énumérant les questions commerciales discutées avec l'Ambassadeur marocain.

1. L'Ambassadeur marocain a fait connaître qu'il était tout disposé à faire améliorer l'état actuel des routes au Maroc, à faire construire des ponts sur quelques rivières et à assurer l'entretien de ceux qui existent déjà. Il s'est offert pour recommander au Sultan ces travaux et lui proposer de les faire entreprendre avec des capitaux et la main-d'œuvre indigènes.

2. L'Ambassadeur marocain a accepté, au nom du Sultan, la liberté pour le cabotage s'appliquant à tous les navires. Cette concession aura une grande portée spécialement en ce qui concerne les grains qui seront, par là, rapidement et économiquement transportés d'un port à un autre.

3. Il a également consenti, au nom du Sultan, à l'exportation des pommes de terre et des tomates moyennant un droit modéré.

4. En outre, il a promis d'entreprendre l'amélioration des conditions de plusieurs ports dans l'intérêt du commerce, lorsque les renseigne-

ments nécessaires seront parvenus. Cette mesure comporte l'érection de nouveaux magasins pour la Douane, là où elle sera requise, et celle de phares dans les parages où ceux-ci seront jugés nécessaires.

*M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères,
à M. de la Martinière, Chargé d'affaires de la République française à Tanger.*

Paris, le 20 juillet 1901.

Ainsi que vous le savez, le Gouvernement marocain, justement ému des réclamations que nous avons dû lui adresser pour la responsabilité qu'il avait encourue dans les attaques dirigées contre nos confins algériens, nous avait exprimé le désir d'arriver à une entente sur les questions relatives à la frontière. Nous n'avons accepté cette discussion qu'après avoir obtenu la solution des différentes affaires en suspens à Tanger. Elle vient d'aboutir à un accord pour la préparation duquel j'ai mis à profit la présence, à Paris, de M. Révoil, Gouverneur général de l'Algérie. Cet arrangement, dont vous trouverez le texte ci-joint, a pour but de mettre fin aux difficultés d'application du traité de 1845 (1), dans les régions situées au Sud du Teniet-Essassi. Il nous reconnaît la souveraineté des deux grandes tribus des Doui-Menia et des Oulad Djerir. D'une façon générale, il associe les deux Gouvernements dans la pacification et la police des régions dont l'attribution était demeurée incertaine. Les relations de l'Algérie et du Maroc en seront améliorées. On peut espérer que les rapports de la France et de l'Empire Chérifien bénéficieront encore plus de cet accord qui manifeste si évidemment la loyauté de notre politique traditionnelle à l'égard du Makhzen.

DELCASSÉ.

Annexe A.

Protocole intervenu entre M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères de la République française, et Si Abdelkerim ben Sliman, Ministre des Affaires étrangères et Ambassadeur plénipotentiaire de Sa Majesté Chérifienne auprès du Gouvernement de la République française, portant application et exécution du traité de 1845 dans la région du Sud-Ouest algérien.

Le Gouvernement français et le Gouvernement chérifien se sont mis d'accord sur les stipulations suivantes dans le but de consolider les liens d'amitié existant entre eux et de développer leurs bons rapports réciproques, en prenant pour base le respect de l'intégrité de l'Empire Chérifien, d'une part, et, d'autre part, l'amélioration de la situation de voisinage immédiat, qui existe entre eux, par tous les arrangements particuliers que nécessitera ledit voisinage.

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du traité de paix, de bonne amitié et de délimitation, conclu entre les deux Puissances en 1845,

(1) Nous donnons ci-joint sous Annexe B le texte du traité de 1845.

sont maintenues, à l'exception des points visés dans les articles suivants :

ART. 2. — Le Makhzen pourra établir des postes de garde et de douane en maçonnerie ou sous une autre forme, à l'extrémité des territoires des tribus qui font partie de son Empire, depuis le lieu connu sous le nom de Teniet-essassi, jusqu'au qçar de Isch et au territoire de Figuig.

ART. 3. — Les gens des qçour de Figuig et de la tribu des Amour-Sahra continueront à user, comme par le passé, de leurs plantations, eaux, champs de culture, pâturages, etc., et, s'ils en possèdent au delà de la ligne du chemin de fer du côté de l'Est, ils pourront en user entièrement, comme par le passé, sans qu'il puisse leur être suscité d'obstacle ou d'empêchement.

ART. 4. — Le Gouvernement marocain pourra établir autant de postes de garde et de douane qu'il voudra du côté de l'Empire marocain, au delà de la ligne qui est considérée approximativement comme la limite de parcours des Doui Menia et des Ouled Djerir et qui va de l'extrémité du territoire de Figuig à Sidi-Eddaher, traverse l'Oued-Elkheroua et atteint, par le lieu connu sous le nom d'Elmorra, le confluent de l'Oued-Telzaza et de l'Oued-Guir. Il pourra également établir des postes de garde et de douane sur la rive occidentale de l'Oued-Guir, du confluent des deux rivières susdites jusqu'à 15 kilomètres au-dessus du qçar d'Igli.

De même, le Gouvernement français pourra établir des postes de garde et de douane sur la ligne voisine de Djenan-eddar, passant sur le versant oriental du Djebel Bechar et suivant cette direction jusqu'à l'Oued-Guir.

ART. 5. — La situation des habitants du territoire compris entre les lignes de postes des deux pays indiquées ci-dessus est réglée de la façon suivante :

Pour ce qui concerne les gens des tribus des Doui-Menia et des Ouled-Djerir, les deux Gouvernements nommeront des Commissaires qui se rendront auprès d'elles et leur laisseront le choix de celui des deux Gouvernements sous l'autorité desquels ils seront placés. Ceux qui choisiront l'autorité française seront maintenus dans leur résidence et ceux qui choisiront l'autorité marocaine seront transportés de ce territoire à l'endroit que le Gouvernement marocain leur assignera comme résidence dans son Empire, et auront la faculté de conserver leurs propriétés et de les faire administrer par des mandataires ou de les vendre à qui ils voudront.

Les gens fixés sur le territoire susdit et vivant sous la tente, autres que les Doui-Menia et les Ouled-Djerir, demeureront sous l'autorité de l'Empire marocain et pourront y conserver leur résidence.

Les gens des qçour du territoire susdit auront le choix de l'autorité qui les administrera et pourront, en tous cas, continuer à habiter sur leur territoire.

ART. 6. — Tous les gens relevant de l'autorité algérienne qui possèdent des propriétés, plantations, eaux, champs, etc. sur le territoire de l'Empire marocain, pourront les administrer à leur gré. Il en sera de même pour ceux qui relèvent de l'autorité marocaine et qui possèdent des propriétés sur le territoire algérien.

ART. 7. — Dans le but de maintenir les bonnes relations entre les tribus voisines relevant des deux Gouvernements, d'établir la paix et de développer le commerce entre elles, les deux Gouvernements, ont stipulé que leurs sujets respectifs pourraient se rendre librement sur le territoire compris entre les postes des deux pays et indiqué dans les articles 4 et 5, pour y faire du commerce ou dans tout autre but, et sans qu'on puisse leur réclamer de droits.

ART. 8. — Les deux Gouvernements ont convenu que les Commissaires indiqués à l'article 5 fixeraient sur place tous les points de garde et de douane spécifiés, pour le Gouvernement marocain, aux articles 2 et 4.

ART. 9. — Il a été convenu entre les deux Gouvernements que désormais ils ne s'imputeraient pas réciproquement la responsabilité des réclamations qui surviendraient à l'avenir entre les tribus des deux pays et ne réclameraient de ce fait aucune indemnité pécuniaire, cela dans le but d'éviter les difficultés qui sont soulevées périodiquement à ce sujet entre les deux Gouvernements.

Chacun des deux Gouvernements désignera annuellement deux Commissaires, l'un pour la région du Nord et l'autre pour la région du Sud, pour discuter et régler, au mieux et sans retard, les réclamations qui surviendront entre les tribus, et les autorités locales respectives leur prêteront l'appui nécessaire pour faire rendre justice par les intéressés.

Le Commissaire du Makhzen dans le Nord se rendra à Marnia pour étudier et régler les réclamations des tribus marocaines avec le Commissaire du Gouvernement de l'Algérie, dans les conditions susénoncées. De même, le Commissaire du Makhzen dans la région du Sud se rendra dans la région du Djenan-eddar, pour étudier et régler les réclamations des tribus marocaines avec le Commissaire français, dans les conditions susénoncées.

De même, le Commissaire du Gouvernement de l'Algérie pour les réclamations des tribus algériennes dans la région du Nord se rendra à Oudjda, et le Commissaire pour les réclamations de la région du Sud se rendra à Figuig.

Ecrit à Paris, le 20 juillet 1901, correspondant au 3 Rabi II 1319.

DELCASSÉ.

ABDELKERIM BEN SLIMAN.

Annexe B.

Traité de délimitation conclu le 28 mars 1845, entre la France et le Maroc.

Louanges à Dieu Unique ! Il n'y a de durable que le royaume de Dieu !

Traité conclu contre les Plénipotentiaires de l'Empereur des Français et des possessions de l'Empire d'Algérie et de l'Empereur du Maroc, de Suz et Fez et des possessions de l'Empire d'Occident.

Les deux Empereurs, animés d'un égal désir de consolider la paix heureusement établie entre eux, et voulant, pour cela, régler de manière définitive l'exécution de l'article 5 du Traité du 10 septembre de l'an de grâce 1844 (24 cha'ban de l'an 1260 de l'hégire),

Ont nommé pour leurs Commissaires Plénipotentiaires à l'effet de procéder à la fixation exacte et définitive de la limite de la souveraineté entre les deux pays savoir :

L'Empereur des Français, le sieur Aristide-Isidore, comte *de la Rue*, Maréchal de camp dans ses armées, commandeur de l'Ordre Impérial de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre d'Isabelle la Catholique et chevalier de deuxième classe de l'Ordre de Saint-Ferdinand d'Espagne.

L'Empereur du Maroc, le *Sid Ahmida-Ben-Ali-el-Sudjàâi*, gouverneur d'une des provinces de l'Empire.

Lesquels, après s'être réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs, sont convenus des articles suivants dans le but du mutuel avantage des deux pays et d'ajouter aux liens d'amitié qui les unissent :

ARTICLE PREMIER. — Les deux Plénipotentiaires sont convenus que les limites qui existaient autrefois entre le Maroc et la Turquie resteront les mêmes entre l'Algérie et le Maroc. Aucun des deux Empires ne dépassera la limite de l'autre ; aucun d'eux n'élèvera à l'avenir de nouvelles constructions sur le tracé de la limite ; elle ne sera pas désignée par des pierres. Elle restera, en un mot, telle qu'elle existait entre les deux pays avant la conquête de l'Empire d'Algérie par les Français.

ART. 2. — Les Plénipotentiaires ont tracé la limite au moyen des lieux par lesquels elle passe et touchant lesquels ils sont tombés d'accord, en sorte que cette limite est devenue aussi claire et aussi évidente que le serait une ligne tracée. Ce qui est à l'est de cette limite appartient à l'Algérie. Tout ce qui est à l'ouest appartient au Maroc.

ART. 3. — La désignation du commencement de la limite et des lieux par lesquels elle passe est ainsi qu'il suit : Cette ligne commence à l'embouchure de l'Oued c'est-à-dire cours d'eau) Adjeroud dans la mer, elle remonte avec ce cours d'eau jusqu'au gué où il prend le nom de Kis ; puis elle remonte encore le même cours d'eau jusqu'à la source qui est nommée Ras-el-Aïoun, et qui se trouve au pied de trois collines portant le nom de Mena-seb-Kis, lesquelles, par leur situation à l'est de l'Oued, appartiennent à l'Algérie. De Ras-el-Aïoun, cette même ligne remonte sur la crête des montagnes avoisinantes jusqu'à ce qu'elle arrive

à Drâ-el-Doum ; puis elle descend dans la plaine nommée El-Aoujd. De là, elle se dirige à peu près en ligne droite sur Haouch-Sidi-Aïed. Toutefois, le Haouch lui-même reste à cinq cents coudées (250 mètres) environ du côté de l'est, dans la limite algérienne. De Haouch-Sidi-Aïed, elle va sur Djerf-el-Baroud, situé sur l'oued Bou-Naim ; de là elle arrive à Kerkour-Sidi-Hamza ; de Kerkour-Sidi-Hamza à Zoudj-el-Beghal ; puis longeant à l'est le pays des Ouled-Ali-ben-Talha jusqu'à Sidi-Zahir, qui est sur le territoire algérien, elle remonte la grande route jusqu'à Ain-Takbalet, qui se trouve entre l'oued Bou-Erda et les deux oliviers nommés El-Toumiet qui sont sur le territoire marocain. De Ain-Takbalet, elle remonte vers l'oued Roubban jusqu'à Ras-Afour ; elle suit au delà le Kef en laissant à l'est le marabout Sidi-Abd-Allah-ben-Mehammed-el-Hamilili ; puis, après s'être dirigée vers l'ouest, en suivant le col de El-Mechémiche, elle va en ligne droite jusqu'au marabout de Sidi-Aïssa, qui est la fin de la plaine de Missiouin. Ce marabout et ses dépendances sont sur le territoire algérien. De là, elle court vers le Sud jusqu'à Koudiet-el-Debbagh, colline située sur la limite extrême du Tell (c'est-à-dire le pays cultivé). De là, elle prend la direction Sud jusqu'à Kheneg-el-Hada, d'où elle marche sur Teniet-el-Sassi, col dont la jouissance appartient aux deux Empires.

Pour établir plus nettement la délimitation à partir de la mer jusqu'au commencement du désert, il ne faut point omettre de faire mention, et du terrain qui touche immédiatement à l'est la ligne sus désignée, et du nom des tribus qui y sont établies.

À partir de la mer, les premiers territoires et tribus sont ceux de Beni-Mengouche-Tahta et de Aâtîa. Ces deux tribus se composent de sujets marocains qui sont venus habiter sur le territoire de l'Algérie, par suite de graves dissensions soulevés entre eux et leurs frères du Maroc. Ils s'en séparèrent à la suite de ces dissensions et vinrent chercher un refuge sur la terre qu'ils occupent aujourd'hui et dont ils n'ont pas cessé jusqu'à présent d'obtenir la jouissance du souverain de l'Algérie, moyennant une rente annuelle.

Mais les commissaires plénipotentiaires de l'Empereur des Français, voulant donner au représentant de l'Empereur du Maroc une preuve de la générosité française et des dispositions à resserrer l'amitié et à entretenir les bonnes relations entre les deux Etats, ont consenti au représentant marocain, à titre de don d'hospitalité, la remise de cette redevance annuelle (cinq cents francs pour chacune des deux tribus), de sorte que les deux tribus susnommées n'auront rien à payer, à aucun titre que ce soit, au Gouvernement d'Alger, tant que la paix et la bonne intelligence dureront entre les deux Empereurs Français et du Maroc.

Après le territoire des Aâtîa vient celui de Messirda, des Achâche, des Ouled-Mellouk, des Beni Soud-Saïd, des Beni-Senous, et des Ouled-el-Nahr. Ces six dernières tribus font partie de celles qui sont sous la lomination de l'Empire d'Alger.

Il est également nécessaire de mentionner le territoire qui touche immédiatement à l'ouest la ligne sus désignée, et de nommer les tribus qui habitent sur ce territoire, à portée de la mer. Le premier territoire et les premières tribus sont ceux des Ouled-Mansour-Rel-Trifa, ceux des Beni-Iznâssen, des Mezaouir, des Ouled-Ahmed-ben-Brahim, des Ouled-el-Abbès, des Ouled-Ali-ben-Talha, des Ouled-Azouz, des Beni-

Bou-Hamdoum, des Beni-Hamlil et des Beni-Mathar-Rel-Ras-el-Aïn. Toutes ces tribus dépendent de l'Empire du Maroc.

ART. 4. — Dans le Sahara (désert), il n'y a pas de limite territoriale à établir entre les deux pays puisque la terre ne se laboure pas et qu'elle sert seulement de pacage aux Arabes des deux Empires qui viennent y camper pour y trouver les pâturages et les eaux qui leur sont nécessaires. Les deux souverains exerceront de la manière qu'ils l'entendront toute la plénitude de leurs droits sur leurs sujets respectifs dans le Sahara. Et, toutefois, si l'un des deux souverains avait à procéder contre ses sujets, au moment où ces derniers seraient mêlés avec ceux de l'autre Etat, il procédera comme il l'entendra sur les siens, mais il s'abstiendra envers les sujets de l'autre gouvernement.

Ceux des Arabes qui dépendent de l'Empire du Maroc sont : les M'bèïa, les Beni-Guil, les Hamian-Djenba, les Eûmour-Sahara et les Ouled-Sidi-Cheikh-el-Gharaba.

Ceux des Arabes qui dépendent de l'Algérie sont : les Ouled-Sidi-el-Cheikh-el-Cheraga, et tous les Hamian, excepté les Hamian-Djenba sus-nommés.

AR. 5. — Cet article est relatif à la désignation des kessours (villages du désert) des deux Empires. Les deux souverains suivront, à ce sujet, l'ancienne coutume établie par le temps, et accorderont, par considération l'un pour l'autre, égards et bienveillance aux habitants de ces kessours.

Les kessours qui appartiennent au Maroc sont ceux de Yiche et de Figueue.

Les kessours qui appartiennent à l'Algérie sont : Aïn-Safra, S'fissifa, Assla, Tiout, Chellala, El-Abiad et Bou-Semghoune.

ART. 6. — Quant au pays qui est au Sud des kessours des deux gouvernements, comme il n'y a pas d'eau, qu'il est inhabitable et que c'est le désert proprement dit, la délimitation en serait superflue.

ART. 7. — Tout individu qui se réfugiera d'un Etat dans l'autre ne sera pas rendu au gouvernement qu'il aura quitté par celui auprès duquel il se sera réfugié, tant qu'il voudra y rester.

S'il voulait, au contraire, retourner sur le territoire de son gouvernement, les autorités du lieu où il se sera réfugié ne pourront apporter la moindre entrave à son départ. S'il veut rester, il se conformera aux lois du pays, et il trouvera protection et garantie pour sa personne et ses biens. Par cette clause, les deux souverains ont voulu se donner une marque de leur mutuelle considération. Il est bien entendu que le présent article ne concerne en rien les tribus : l'Empire auquel elles appartiennent étant suffisamment établi dans les articles qui précèdent.

Il est notoire aussi que *El-Hadj-Abd-el-Kader* et tous ses partisans ne jouiront pas du bénéfice de cette Convention, attendu que ce serait porter atteinte à l'article 4 du traité du 10 septembre de l'an 1844, tandis que l'intention formelle des hautes parties contractantes est de continuer à donner force et vigueur à cette stipulation émanée de la volonté des deux souverains, et dont l'accomplissement affirmera

l'amitié et assurera pour toujours la paix et les bons rapports entre les deux États.

Le présent traité, dressé en deux exemplaires, sera soumis à la ratification et au scel des deux Empereurs, pour être ensuite fidèlement exécuté.

L'échange de ratification aura lieu à Tanger, sitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Commissaires plénipotentiaires sus-nommés ont apposé au bas de chacun des exemplaires leurs signatures et leurs cachets.

Fait sur le territoire français voisin des limites, le 18 mars 1845 (9 de rabîâ-el-ouel, 1260 de l'hégire). Puisse Dieu améliorer cet état de choses dans le présent et dans le futur !

Le général comte DE LA RUE.

AHMIDA-BEN-ALI.

M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères,

à M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger.

Paris, le 27 juillet 1901.

Les pourparlers que nous poursuivions avec eux ayant heureusement abouti, les ambassadeurs marocains se disposent à quitter la France. Vous allez, de votre côté, vous rendre à Tanger pour y prendre possession du poste important que vous a assigné la confiance du Gouvernement de la République. Bien que les fonctions dont vous étiez chargé à la direction des affaires politiques vous aient amené à vous pénétrer des principes qui président à notre action dans les affaires marocaines, je ne crois pas sans intérêt de les rappeler ici et de résumer la situation, nouvelle à certains égards, qui vous permettra de les mettre en pratique avec un surcroît d'autorité.

Aussi bien, la déclaration que j'ai prononcée devant le Sénat, dans la séance du 5 de ce mois, s'elle ne constitue pas, à proprement parler, un acte diplomatique, n'en a pas moins fait connaître, avec une netteté qui a été appréciée dans le pays comme au dehors, la ligne de conduite politique que nous entendons suivre à l'égard du Maroc. Les instructions que je vous adresse aujourd'hui s'inspirent exactement du même esprit.

Je n'ai pas à vous rappeler quelle attitude nous avons observée de tout temps vis-à-vis du Gouvernement Chérifien en ce qui touche les oasis sahariennes du Gourara, du Touat et du Tidikelt. Sans accepter jamais aucune discussion avec lui sur l'attribution de ces territoires, que nous étions fondés à considérer comme appartenant à notre sphère d'action, nous ne lui avons pas laissé ignorer que nous nous réservions de les occuper à notre heure, pour y faire régner l'ordre et la paix. Quand donc, pressés par le devoir d'assurer la sécurité du sud algérien, nous nous sommes établis enfin dans nos oasis sahariennes, sans vouloir regarder au delà des vallées qui les couvrent à l'Ouest ; quand surtout nous nous sommes bornés à châtier chez nous, sans recourir au droit de suite, les agressions dirigées par des Beraber contre nos postes de Sahela

Metarfa et de Timmimoun, nous avons certainement donné le témoignage le plus significatif de notre loyauté et de notre modération en même temps que de notre puissance.

Le Gouvernement Chérifien paraît s'en être rendu compte. Il a désavoué ces attaques, spontanément et avec force, par la bouche de ses Ambassadeurs. Il s'est en outre, abstenu de toute tentative pour soutenir de nouveau, à l'encontre de nos droits et de nos actes, les prétentions qu'il émettait précédemment avec persistance sur les oasis du Sahara. Mais en même temps que le Makhzen acceptait ainsi les faits accomplis, il se montrait vivement désireux d'en prendre occasion pour nous amener à tracer, d'accord avec lui, une ligne précise de démarcation entre notre territoire et celui dont nous lui reconnaitrions par là même la pleine et entière souveraineté. Il apparut bientôt clairement que l'objet presque unique de l'ambassade envoyée en France était d'obtenir la continuation ou même l'achèvement de la ligne frontière que le traité de 1845 a arrêtée à une centaine de kilomètres de la Méditerranée.

Il ne m'en a pas coûté de répéter au premier Ambassadeur du Sultan le langage que j'avais tenu devant le Sénat : je lui ai rappelé que si nous construisions un chemin de fer destiné à relier l'Algérie au Sénégal, et si nous nous occupions, pour l'heure, de pousser activement ce travail jusqu'à Igli, nous ne songions à engager au delà de cette ligne ferrée aucune entreprise nouvelle.

En lui confirmant, par cette assurance directe, les résolutions que j'avais déjà proclamées du haut de la tribune, il ne pouvait d'ailleurs aucunement me convenir de me départir des principes posés dans le traité de 1845 et de mettre en oubli les diverses raisons d'ordre géographique et ethnographique, qui nous dissuadent de poursuivre au Sud de Teniet-Essassi une délimitation proprement dite. Je me suis donc appliqué à faire comprendre à Abdelkerim ben Sliman que des arrangements amicaux réglant les relations de voisinage de nos tribus respectives constituaient, dans cette région, la garantie la plus efficace contre les incidents locaux dont la création d'une frontière, au sens précis du mot, accroîtrait probablement la fréquence et sûrement la gravité.

Dans cet ordre d'idées, M. le Gouverneur général de l'Algérie, après avoir recueilli, en Algérie même, les avis les plus autorisés, a fourni à mon département un précieux ensemble d'indications sur les conditions de voisinage qui lui ont paru le plus propre à mettre le Touat à l'abri d'incursions nouvelles et à consolider à peu de frais la pacification des régions que va parcourir notre chemin de fer. Sur ces données a été établi le protocole que j'ai amené l'Ambassadeur du Sultan à signer avec moi, sous la date du 20 juillet. Il a pour caractère essentiel de régler l'application des principes inscrits dans le traité de 1845 à ces confins du Sud-Ouest algérien, dont il n'y avait pas encore eu lieu, à cette époque lointaine, d'envisager la condition.

Dans le même esprit amical qui a inspiré les dispositions de cet acte, j'ai adressé à Abdelkerim ben Sliman une lettre où je lui fais connaître la direction que doit suivre le chemin de fer dont nous avons entrepris la construction dans le Sud, sur les confins du territoire marocain.

Pour résumer le travail diplomatique ainsi accompli, nous avons fait

reconnaître par le Maroc la légitimité de notre installation dans les Oasis ainsi que dans l'Oued Zousfana et l'Oued Saoura. Nous avons obtenu cet important résultat sans l'acheter par aucun abandon des principes qui nous ont toujours détournés de nous donner dans ces régions une frontière rigide incompatible avec la nature même des lieux et des populations. Nous avons réglé à notre avantage la situation, jusqu'alors indéterminée, des Ouled-Djérir et des Doui-Menia et constitué ainsi à l'Algérie le boulevard dont elle déclarait depuis longtemps avoir besoin. Renonçant à user de la voie diplomatique pour le règlement des réclamations qui surviennent entre les tribus, usage dont vous connaissez les multiples inconvénients, nous avons réservé ce règlement à des organismes spéciaux d'ordre administratif et tout local. Enfin j'ai déjà noté la promesse obtenue du Ministre marocain des Affaires étrangères, quant à l'exécution des accords qui auraient été conclus par El Menebhi avec d'autres Puissances.

Nous avons acquis ces résultats en ménageant toutes les susceptibilités du Gouvernement Chérifien. Nous avons notamment tenu le plus grand compte de la haute situation religieuse dont le Chérif est investi et des obligations morales qu'elle lui impose envers les populations qui la reconnaissent. A la faveur de ces ménagements, je veux espérer que le protocole du 20 juillet sera accueilli à Marrakech comme portant la marque évidente des dispositions franchement amicales dont nous sommes animés vers l'Empire Chérifien. Il vous appartiendra de mettre en relief ce caractère.

Je n'ai pas manqué, vous le savez, de marquer nettement à Ben Sliman à quelles conditions cette amitié pouvait s'affermir encore, se développer et entraîner pour le Makhzen tous les avantages que ce dernier en peut attendre. Je lui ai fait comprendre quelle est notre force — militaire, industrielle, financière — et comment elle est décuplée, au regard du Maroc par la situation géographique qui fait de cette région une enclave de nos possessions africaines. Dans cette situation unique, d'où découlent pour nous des intérêts et des droits hors de pair, nous ne pouvions être pour le Makhzen — et à son choix — que le plus rassurant des amis ou l'ennemi le plus redoutable. Il ne pouvait manquer de se rendre compte du scrupule extrême avec lequel nous avons toujours observé les traités, comme de la réserve, peut-être excessive, que nous avons toujours apportée dans l'exercice du droit de suite. D'autre part, et malgré le besoin d'expansion industrielle qui travaille les nations européennes, nous ne mettions pas, on le savait, un zèle indiscret à vaincre certaines répugnances et à hâter l'heure où le Maroc s'ouvrirait à la civilisation moderne. Mais le jour où le Makhzen accepterait enfin l'idée d'entrer progressivement dans des voies nouvelles, nous n'en serions que plus fondés à compter qu'il s'adresserait de préférence à la grande puissance voisine et amie, toujours prête à lui fournir les ressources dont il aurait besoin.

Tel est le sens général du langage que vous aurez à votre tour à tenir, le moment venu, aux Ministres du Sultan et au Sultan lui-même. Les arrangements qui viennent d'intervenir vous donneront des titres décisifs à être écouté avec une créance absolue quand vous apporterez à Moulay Abd-el-Aziz l'expression de notre sincère amitié. Vous devrez faire sentir au Sultan qu'il dépendra de lui de garder en nous les amis les

plus sûrs, les plus soucieux de l'intégrité de son pouvoir, les plus capables de la préserver, au besoin, de certains dangers. Notre loyauté, comme d'ailleurs notre intérêt, lui sont garants que nous n'y porterons pas atteinte. Nous comptons que, de son côté, il n'admettra pas des entreprises étrangères où nous devrions voir, quant à nous, une menace pour l'Algérie, s'il s'aveuglait lui-même au point de n'y pas voir tout d'abord une menace plus immédiate encore pour sa propre autorité.

La connaissance que vous avez de la situation internationale, en tant qu'elle peut intéresser l'évolution des affaires marocaines, vous aidera à régler vos relations avec les diverses légations.

J'ai à peine besoin de vous rappeler dans quelle intention amicale le Gouvernement russe s'est, sur notre demande, fait représenter depuis quelques années au Maroc ; je ne doute pas que vous trouviez auprès de votre collègue de Russie le concours empressé qu'il a donné à votre prédécesseur.

Nous savons que le Gouvernement italien, en invitant son représentant à Tanger à ne pas faire d'opposition au projet français de Lazaret, lui a recommandé, d'une manière générale, d'entretenir toujours les meilleures relations avec son collègue de France.

Le caractère résolument amical de notre politique envers l'Espagne nous commande d'avoir au Maroc les plus grands égards pour les intérêts particuliers de la puissance qui possède les présides et dont les côtes sont en vue de Tanger. Vous vous appliquerez donc, en toute occasion, à aménager à la Légation d'Espagne des sujets de satisfaction propres à lui faire sentir tout le prix d'une entente cordiale qu'il nous importe à nous-mêmes de consolider.

Si modestes que soient encore, en raison surtout de l'état général du pays, les entreprises industrielles et commerciales, comme aussi les institutions d'enseignement ou de charité créés au Maroc par nos compatriotes, je me sens assuré de l'intérêt et de la sollicitude dont elles seront l'objet de votre part. Vous apercevez, en effet, les raisons d'avenir qui nous engagent à veiller avec le plus grand soin sur tous les éléments d'influence ou d'action que nous pouvons posséder au Maroc. Vous vous efforcerez de les développer.

Je ne terminerai pas sans vous rappeler que, s'il appartient exclusivement au Ministre des Affaires étrangères de vous donner des directions, un échange direct d'information a été autorisé, comme manifestement utile, entre le Gouvernement général de l'Algérie et notre légation au Maroc, pour les affaires qui les concernent l'un et l'autre. Je me plais à prévoir avec quel égal respect des règles ainsi posées et dans quelle heureuse harmonie vous vous prêterez mutuellement, M. Révoil et vous, le concours que réclame le service des grands intérêts nationaux confiés, de part et d'autre, à votre vigilance.

DELCASSÉ.

1902.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 15 janvier 1902.

Je communique à votre Excellence, à toutes fins utiles, la traduction d'une lettre chérifienne adressée par le Sultan aux habitants des qçour de l'oasis de Figuig. Cette lettre est conçue en des termes qui répondent, dans la plus large mesure, au désir qu'avait exprimé M. le Gouverneur général de l'Algérie, et il y a lieu de nous féliciter d'avoir si complètement réussi à augmenter autant qu'à définir les pouvoirs de Si Mohammed el Guebbas, chargé de l'application du Protocole.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

Annexe.

TRADUCTION.

Louanges à Dieu.

A nos serviteurs les gens des oasis de Figuig, Oudaghir, El-abid, Oulad-Sliman, El-ma'iz, El-hammam El-fogani, El-hammam El-tahani, Zenaga, aux gens de l'oasis de Ich, à tous ceux qui se rattachent à vous ou sont compris dans le territoire de votre district, et en particulier, aux chérifs, aux docteurs, aux grands et aux notables, que Dieu vous soit en aide, etc.

Vous n'ignorez pas les troubles et les désordres survenus dans votre contrée entre vous et vos voisins de l'Algérie, et les faits que vous exposiez par les lettres qui arrivaient à Notre Majesté Chérifienne et par la bouche des notables d'entre vous qui sont venus à Notre Cour Chérifienne et y sont demeurés longtemps. Vous savez au prix de quelles difficultés Nous avons pris la défense de ce qui vous est sacré et recherché le remède à votre situation auprès du Gouvernement français, par l'intermédiaire du Gouverneur général de l'Aigérie, l'ami intelligent et bon conseiller, M. Révoil ; vous savez aussi que nous avons fait tous les efforts possibles pour assurer la tranquillité à vos familles et protéger votre territoire.

Nous étions inspirés par notre compassion pour vous et nous tenions compte de la charge que nous ont imposée Dieu et son Prophète de prendre soin de vos affaires en vue de rechercher votre avantage et d'écarter de vous le dommage. De cela vous ne savez vous-mêmes encore qu'une partie.

Enfin Dieu, qu'il soit loué ! a bien voulu vous donner des gages de paix, de tranquillité, de sécurité pour vos personnes et vos biens et vous assurer la possession entière et l'usage complet de vos biens et de vos aisances, à la condition que vous ne cesseriez pas de respecter les droits que comportent le voisinage et les bonnes relations commerciales avec vos voisins de l'Algérie, que vous suivriez avec eux la voie de la sécurité et du respect de leurs personnes, de leurs biens et de tout ce qui se

rattache à eux, ainsi que la Loi Sainte et l'usage le prescrivent à tous les voisins dans toutes les contrées, principalement en ce qui concerne le chemin de fer français établi dans cette région et les fils du télégraphe qui en suit le tracé. Tout cela a, d'ailleurs, été exposé verbalement à vos notables qui étaient venus à la Cour Chérifienne et qui n'en sont partis qu'après avoir pris l'engagement de se comporter en conséquence.

Cependant, après que nous avons mis en route notre serviteur intègre, le Tâleb Si Mohammed Guebbas, chef de la commission qui a quitté Notre Cour Chérifienne pour aller mettre en exécution sur place, de concert avec le chef de la commission désignée par le Gouverneur général de l'Algérie, l'accord intervenu avec le Gouvernement français, et vous faire part des avantages qu'il comporte pour vous et des garanties qu'il vous donne contre des dommages à votre endroit, pour le présent et pour l'avenir, voilà qu'il est parvenu à notre connaissance chérifienne qu'avant l'arrivée de notre délégué, vous avez commis des actes qui nous ont angoissés de la crainte que tous les efforts que nous avons déployés par intérêt pour vos affaires ne fussent perdus. Vous avez permis en effet aux mauvais sujets et aux brigands qui sont adjoints à vous et qui habitent au milieu de vous, qui ne possèdent ni terrain de culture ni terre de pacage, de porter une main attentatoire sur nos voisins de l'Algérie pour tuer des gens et piller des caravanes, de pousser l'audace jusqu'à couper à maintes reprises les fils du télégraphe, et de se livrer encore à d'autres méfaits qui ne peuvent être inspirés que par la grossièreté et la sauvagerie et que seuls commettent les fripons qui vivent dans l'eau trouble comme les tortues, qui n'ont à se soucier de rien et qui ne redoutent aucune conséquence dans le présent ou dans l'avenir. Il est parvenu également à notre connaissance, et cela d'une façon certaine, que le plus actif de ceux qui entretiennent les désordres est l'agitateur Bou Amama, assisté de ceux qui lui sont adjoints et à qui vous donnez asile au milieu de vous. Sans que vous vous en doutiez, il ne travaille qu'à vous attirer des malheurs. Vous vous laissez égarer par ses dehors de sainteté : s'il était sincère dans sa prétendue piété, il se serait éloigné de cette région tout entière et se serait retiré chez ses frères musulmans qui adorent leur Dieu en attendant la venue de la vérité, et il aurait suivi les traces de ceux qui n'ont d'autre ambition que la demeure dernière et récitent cette parole de Dieu : *« Celui qui émigre pour suivre le chemin de Dieu trouve sur cette terre de nombreuses compensations et la prospérité »*. Une telle manière de faire n'est pas considérée comme de mince importance par quiconque est dévoué à sa patrie et désire conserver ses biens sacrés : elle ne peut être le fait que d'un ignorant ou de quelqu'un qui fait l'ignorant. Le proverbe dit d'ailleurs : *« L'insolent qu'on ne retient pas doit être considéré comme agissant par ordre »*. Aussi, sans le Gouverneur général de l'Algérie qui a tenu compte des égards dus à Notre Personne Chérifienne et qui a voulu exécuter les engagements que nous avons scellés avec le Gouvernement français, en vue d'édifier les bases d'une paix durable et de bons rapports entre les deux pays pour l'avenir, il se serait passé des événements qui vous auraient fait vous mordre les doigts de repentir.

Il résulte de ce qui précède que votre incurie, votre négligence à réfléchir aux moyens de sauvegarder vos intérêts et à contenir les

germes de mal qui se trouvent chez vous, votre peu d'empressement à suivre les instructions des gouverneurs que nous nommons au milieu de vous pour faire rendre justice pour ou contre vous, le désintéressement avec lequel vous considérez les intérêts du pays et qui vous entraîne à ne pas le purger des perturbateurs et des révoltés, ont été la cause déterminante des incidents qui se sont produits dans votre région, car, n'ayant pas apprécié à leur valeur les efforts que nous avons déployés pour arriver à porter remède à vos affaires après les événements susdits, comment auriez-vous pu sauvegarder vos intérêts personnels ?

Si votre dévouement était parti de votre cœur et avait correspondu à vos déclarations, si vous aviez été, pour votre gouverneur et pour vous-mêmes, des auxiliaires, des soutiens et des appuis, vous nous auriez épargné, ainsi qu'à vous-mêmes, la plupart des difficultés. En effet, le dévouement du Gouvernement ne suffit pas à assurer la paix d'un pays; la paix ne peut être entière qu'avec le concours du dévouement des notables de ce pays et de ses principaux personnages, qui savent par quelles portes peut entrer le mal et s'empressent de fermer par leurs propres moyens celles qui se sont ouvertes, et qui préviennent en hâte de ce qui dépasse leurs forces le Gouvernement qui les aide pour le reste.

Mais quand les notables du pays ne sont en aucune façon dévoués à leurs propres intérêts et n'en ont pas la moindre connaissance, à quoi peut leur servir le secours de leur Gouvernement, quels que puissent être les efforts de celui-ci ? C'est pourquoi nous nous sommes empressé de nous conformer aux obligations que nous a dictées Dieu et son Prophète et nous avons pris les mesures nécessaires à la conservation de vos choses sacrées, à la sécurité de vos familles, au maintien de la paix et aux bonnes relations avec vos voisins, que vous en appréciez ou non la valeur, car Dieu sait surprendre les regards furtifs et connaît ce que cachent les cœurs ; il suffit que lui seul sache tout cela. Nous avons donc nommé pour vous gouverner notre serviteur intègre, le qaid Er-Regrâgui Ed-Doublili que nous avons envoyé déjà depuis longtemps pour résider auprès de vous et s'instruire de votre situation et de celle de vos voisins. Nous lui avons donné tout ce dont il aura besoin pour faire face aux nécessités de ce grand gouvernement que nous avons voulu lui confier et dont l'autorité s'étend à tous ceux qui habitent les qçour de Figuig et les qçour voisins ou adjacents. Nous avons établi pour l'assister un certain nombre de fantassins et de cavaliers. Nous lui avons donné l'ordre d'exercer les actes d'administration nécessaires contre le noble et l'humble, le fort et le faible, de faire donner satisfaction par qui que ce soit et par qui il appartiendra, conformément à la justice et à la vérité, sans porter atteinte aux droits de personne et sans partialité, qu'il s'agisse d'affaires entre vous ou avec vos voisins d'Algérie.

Nous lui avons également ordonné de veiller à ce que vos relations commerciales avec vos voisins aient lieu sur le tapis de la sécurité, des bons procédés, de punir l'ignorant et l'oppresser, de purger le pays de tous ceux qui tenteraient de troubler la pureté des eaux de ces stations, de veiller aux intérêts actuels et futurs du pays et de ses habitants, de porter remède en temps opportun à tous ceux de ces lieux qui réclameraient des mesures immédiates et de nous faire part des difficultés

qu'il ne pourrait résoudre, afin qu'avec l'aide de Dieu nous lui donnions les instructions nécessaires. Nous ne lui avons donné aucun pouvoir d'imposer à qui que ce soit la moindre rognure d'ongle. Nous lui avons au contraire attribué tout ce qu'il lui faudra en fait de subsistances, de troupes et d'armes, ainsi que vous l'exposera notre serviteur, le Taleb Mohammed El Guebbas que nous avons envoyé pour régler avec lui toutes les questions se rapportant à son gouvernement et qui vous instruira de la conduite que vous devrez tenir à son endroit.

Nous vous ordonnons donc d'écouter ses paroles, de lui obéir, de lui prêter votre aide et votre appui, de prendre en considération l'importance des fonctions que nous lui avons confiées, à titre exceptionnel, pour rompre avec les traditions auxquelles vous êtes habitués de la part de vos précédents gouverneurs. Nous vous ordonnons également d'assister le chef de notre mission, le Taleb Mohammed El Guebbas, en ce qui concerne le transfert hors de votre région et des régions voisines de Bou Amama Echchéikhi et de tous ceux qui l'entourent; il sera envoyé dans le pays que vous indiquera ledit chef et où l'intérêt commun aura décidé son envoi, et cela immédiatement, sans retard et sans négligence, par tous les moyens possibles, de gré ou de force. Nous vous ordonnons encore de chasser de chez vous les mauvais sujets et les brigands échappés de l'Algérie, car il n'y a aucun profit pour vous à leur donner asile, et ils ne peuvent qu'attirer sur vous des difficultés et toutes sortes de malheurs, dans le présent et dans l'avenir. Nous vous ordonnons de plus d'assister le chef de notre mission dans le règlement des réclamations survenues entre vous et vos voisins de l'Algérie et dans l'attribution des satisfactions qu'elles comportent, d'une façon immédiate, afin de trancher les différends; d'obéir avec empressement à tout ce que vous prescrira le chef en question touchant vos intérêts que nous l'avons chargé d'examiner et de régler de façon convenable. Il ne quittera pas votre pays tant qu'il n'aura pas fixé le résultat de ses travaux et réglé les mesures nécessaires au maintien de votre tranquillité. Il doit vous expliquer tout ce que vous ne comprendriez pas. Nous vous ordonnons de vous conformer, après son départ, dans vos relations avec votre gouverneur, à ce que le Taleb susdit vous expliquera d'une façon plus détaillée. Peut-être Dieu achèvera-t-il de calmer les ennuis venus de vous, débarrassera-t-il le monde du tapage causé par vos actes et maintiendra-t-il la paix et la sécurité dans votre pays. Dieu sait que, par tout cela, nous n'avons cherché qu'à vous ouvrir les portes du bonheur et à vous empêcher de vous exposer aux traits du mal. Si vous appréciez le prix de ces conseils, vous n'aurez rien à vous reprocher aux yeux de votre religion; dans le cas contraire, il conviendrait de recourir à de nouvelles mesures. Dieu a dit : *Celui qui fait une bonne action la fait pour lui, celui qui en fait une mauvaise la fait contre lui. Ton Dieu n'est pas injuste pour ses serviteurs. C'est à lui que revient la protection et c'est lui qui conduit dans le droit chemin.*

Salut.

Le 26-Ramadân 1319.

*M. Révoil, Gouverneur général de l'Algérie,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Alger, le 18 janvier 1902.

Je crois utile d'indiquer à Votre Excellence les conditions dans lesquelles va fonctionner la Commission franco-marocaine chargée de mettre à exécution le Protocole du 20 juillet.

A l'égard de cette partie de la tâche qu'ils doivent accomplir, j'ai rencontré une bonne volonté parfaite chez les Délégués chérifiens et le temps d'arrêt survenu dans les travaux de la Commission n'est nullement le fait d'objections et d'hésitations de leur part. Je tiens à vous en exposer les causes :

La question de Figuig s'est posée au seuil même des opérations dont le programme devait faire l'objet d'un accord entre nous et elle peut se résumer ainsi : le terminus de notre voie ferrée du Sud est actuellement à l'Oued el Assi, à environ 10 kilomètres de l'oasis, sur laquelle on a des vues assez étendues par le col de Taghla, et à une quinzaine de kilomètres de notre poste de Djenan-edd. Ce dernier, situé à près de 10 kilomètres de Figuig, est masqué à courte distance par des mamelons.

D'un autre côté, l'agglomération Figuiguienne est formée de plusieurs cours, entre lesquels s'étendent des jardins, et entièrement entourée d'un mur d'enceinte ; à quelque distance de ce mur (2 à 4 kilomètres), s'élèvent des crêtes rocheuses qui délimitent assez nettement le territoire de l'oasis et s'ouvrent, dans la direction de Djenan-edd, par trois cols, dont le plus fréquenté est celui de Zénaga. C'est par ces derniers passages que les pillards sortent de l'oasis, pour venir tenter leurs coups de main contre nos postes ou nos administrés. Ils trouvent régulièrement refuge et même appui à Figuig.

Bou Amama, dont la Zaouïa se trouve au Nord-Ouest du col de Taghla et nettement séparée de l'oasis, groupe autour de lui nos dissidents et tous les coupeurs de routes, recèle le bétail volé et entretient parmi les gens de Figuig les idées d'hostilité contre nous et d'indépendance vis-à-vis du Makhzen.

Il n'est pas douteux que c'est là une situation intolérable qui, quelle que soit notre ferme intention de nous maintenir dans une attitude pacifique, n'aurait pas tardé à nous acculer à l'alternative d'un recul de nos postes, dont personne n'oserait formuler la proposition, ou à un acte d'énergie, auquel il eût bien fallu se résigner.

Non seulement la Commission nous offre une occasion exceptionnelle de régler cette situation avec le maximum de chances pacifiques, mais elle nous en impose l'obligation formelle.

L'œuvre de la Commission serait vaine, elle risquerait de se heurter, aussi bien au Sud qu'au Nord, aux plus grandes difficultés qui surgiraient avec les tribus, si, tout d'abord, et avant tout, l'autorité du Makhzen et les droits que la France tient des traités de 1844-1845 et du protocole du 20 juillet 1901 (relations de bon voisinage, facilités de circulation, expulsion et suppression du refuge des dissidents, installation de commissaires pour régler les réclamations) n'étaient pas définitivement reconnus et respectés par les gens de Figuig. Il faut donc de

toute nécessité que la Commission débute par la quadruple opération suivante à effectuer devant Figuig :

1^o Installation d'un qaïd (ou amel) marocain, présenté par le Délégué chérifien et pourvu des moyens de se faire respecter par les qçouriens ;

2^o Règlement complet des rapports de bon voisinage, de libre circulation de part et d'autre ; à cette occasion, établissement, après accord entre les deux missions, de postes de garde qui, indiqués par la configuration même du terrain, délimiteront implicitement les zones de juridiction réciproque ;

3^o Nomination et installation des commissaires prévus au protocole ;

4^o Règlement définitif de la question de Bou Amama avec le concours des Délégués chérifiens.

Sur tous ces points, notre accord avec Guebbas a été rapide et complet ; mais les pouvoirs dont ce dernier a été muni lors de son départ de Marakech étaient notoirement insuffisants pour lui permettre d'accomplir efficacement cette partie de sa tâche, dans laquelle il ne doit, à aucun prix, essayer d'échec.

Après un délai assez long, nous avons été informés, il y a deux jours, par la légation, qu'ils avaient été complétés dans un sens conforme à nos vues.

Je ne me dissimule certes pas combien l'opération qui s'impose à nous, même accomplie dans ces conditions, est laborieuse et délicate, mais je ne saurais trop insister sur ce point que nous ne pouvons nous y dérober. Je ferai les plus grands efforts pour que cette œuvre reste jusqu'au bout strictement pacifique et pour éviter toute manifestation de force, si difficile qu'il soit, d'après les leçons de l'expérience, de réduire, avec ces moyens limités, les tribus auxquelles nous avons affaire à une soumission ou à une paix durable.

Votre Excellence trouvera dans le programme ci-joint un exposé des travaux que la Commission aura à accomplir ; si son action à Figuig était couronnée de succès, le retentissement serait suffisant pour faciliter considérablement sa tâche ultérieure.

De tout ce qui précède il est aisé de dégager l'orientation qui, à mes yeux, semble devoir être désormais donnée à la politique de l'Algérie vis-à-vis du Maroc.

Jusqu'à ce jour, notre situation résultant de notre contiguïté territoriale sur la longue étendue de nos confins de l'Ouest, loin d'être pour nous un avantage, n'a été qu'une source de difficultés et de détriments pour notre influence. Les principes les plus divergents ont prévalu tour à tour au sujet des rapports à entretenir, sur nos frontières, entre le Maroc et nous, mais il paraît bien que les seuls bénéficiaires de la situation qui nous est faite par ce voisinage aient été jusqu'à ce jour, si paradoxal que cela paraisse, le Maroc d'une part, nos rivaux de l'autre ; le Maroc auquel l'Algérie achète chaque année 15 à 20 millions de produits, alors qu'elle réussit à peine à lui en vendre un million ; nos rivaux, auxquels nous incidents et nos réclamations de frontières ont permis d'entretenir à la Cour Chérifienne des méfiances et des craintes dont notre influence a toujours souffert.

L'heure me paraît venue, pour mettre fin à ce double préjudice, d'inaugurer une politique de relations cordiales, de franche entente et

d'appui réciproque entre le Maroc et l'Algérie, dans toute la région de l'Empire Chérifien limitrophe de nos possessions. A cet égard, la Commission franco-marocaine peut ouvrir une ère nouvelle dans la politique de l'Algérie et, j'ose dire, de la France vis-à-vis du Maroc. Les considérations qui précèdent suffisent à démontrer l'avantage de cette politique au point de vue de l'accroissement de notre influence et du maintien de nos droits ; d'autre part, il ne saurait y avoir, à mon avis, au moment où le Makhzen se lance assez inconsidérément dans la voie des réformes, de meilleurs témoignages de notre exceptionnelle aptitude à l'aider dans cette voie.

RÉVOIL.

Annexe.

Mode d'exécution des deux missions, marocaine et française, chargées de l'application du protocole du 20 juillet 1901.

Le mode d'exécution exposé ci-après est établi conformément aux indications de M. Révoil, Gouverneur général de l'Algérie.

I. Avant de commencer les opérations, les mesures nécessaires seront prises pour empêcher le retour des complications et incidents qui se sont produits, ces dernières années, dans les alentours de Figuig.

Les chefs des deux missions s'appliqueront à établir entre les deux pays de bons rapports et de bonnes relations, comme le commandent les lois du voisinage.

Pour atteindre ce but, les deux missions se transporteront sur un point voisin de Figuig. Elles camperont l'une à côté de l'autre, à l'endroit le plus convenable et le plus propice aux opérations.

Le chef de la mission marocaine se mettra, aussitôt après son arrivée, en relations avec les gens de Figuig, et un de ses actes les plus importants consistera à mettre en évidence l'autorité de l'amel désigné par le Makhzen.

Dès que cette autorité aura été reconnue, les chefs des deux missions s'entendront avec l'amel précité sur les mesures indiquées plus bas, qui ont pour but d'assurer la sécurité, le repos, la tranquillité et la liberté de circulation dans les gqour de Figuig, de développer le commerce, d'améliorer les rapports et les conditions de voisinage et les traités entre les deux pays, entre les gens de Figuig et les centres algériens, en conformité du protocole et des traités existants, enfin de garantir l'exécution de l'article 6 du protocole, l'administration algérienne déclarant d'ailleurs qu'elle n'a jamais apporté d'obstacle au libre exercice de la faculté réservée par cet article.

Les chefs des deux missions désigneront les endroits où seront établis les postes de garde nécessaires dans les gqour de Figuig.

Ils examineront également la conduite à tenir vis-à-vis de Bou Amama et des dissidents algériens réfugiés auprès de lui, ou campés dans les gqour de Figuig.

Ils désigneront les commissaires qui seront chargés du règlement des litiges, conformément à l'article 9 du protocole.

Pendant le séjour des deux missions sur les lieux, on commencera le règlement des réclamations présentées par les autorités algériennes aux autorités de Figuig.

II. Après avoir terminé les affaires de Figuig, les deux missions suivront et reconnaîtront la ligne indiquée à l'article 4 du protocole, ligne qui représente la limite approximative des terres de parcours des Doui Menia et des Oulad Djerir.

Cette ligne commence à Figuig pour aboutir au confluent de l'oued Telzaza et de l'oued Guir.

En cours de route, seront indiqués les postes de garde et de douane à placer derrière cette ligne, à l'Ouest.

Seront indiqués aussi les postes de garde et de douane à placer à partir du confluent des deux oueds cités plus haut, du côté Ouest, en descendant l'oued Guir jusqu'à un point situé à 15 kilomètres en deçà d'Igli.

Les chefs des deux missions choisiront ensuite le lieu convenable pour convoquer les Doui Menia et les Oulad Djerir, auxquels ils adresseront les notifications prévues à l'article 5 du protocole.

L'examen des questions relatives aux mandataires des biens appartenant aux Doui Menia et aux Oulad Djerir sera ajourné, si ces mandataires sont étrangers à ces deux tribus, jusqu'au retour des deux missions à Alger, après la fin des opérations entre Igli, Figuig et le Teniet-Sassi, la situation desdits mandataires devant être examinée avec M. Révoil, Gouverneur général de l'Algérie.

Après avoir fait les notifications mentionnées plus haut, les deux missions reviendront par le côté oriental du Djebel Béchar, pour acquiescer au désir exprimé à ce sujet par le chef de la mission marocaine.

Puis les deux missions passeront par la vallée de l'oued Bou Dib, pour se rendre auprès des gens des qsour et leur faire les notifications prévues au protocole.

Les deux missions retourneront ensuite à Djenan-eddar et de là à Figuig.

III. En troisième lieu, les deux missions passeront dans les tribus situées entre les qsour de Figuig et le Teniet-Sassi, conformément au protocole.

Elles profiteront de leur passage pour établir de bons rapports et de bonnes relations avec les autorités des deux côtés, de façon à assurer la sécurité et à développer le commerce entre les deux pays, ainsi que le commandent les lois du voisinage et les traités entre les deux pays.

Elles détermineront l'emplacement des postes prévus à l'article 2 du protocole, en ayant soin de les choisir de telle sorte qu'aucune fraction ne puisse échapper à l'autorité du Gouvernement qui administre la tribu.

IV. En dernier lieu, après avoir accompli tout ce qui précède et être rentrées à Alger, les deux missions se rendront à Marnia et à Oudjda.

Les deux chefs de mission désigneront les commissaires chargés de régler les contestations conformément à l'article 9 du protocole.

Ils rechercheront les moyens d'améliorer les rapports et les relations déjà existants entre les deux pays, de manière à assurer le développement du commerce, la sécurité et la tranquillité.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des affaires étrangères.*

Tanger, le 15 avril 1902.

J'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence la traduction d'une lettre que le Ministre chérifien des Affaires étrangères vient de me faire parvenir.

Ben Sliman y exprime le désir que le nouvel amel de Figuig et sa suite, et d'autre part trois cent dix soldats marocains, avec trois canons, soient admis à s'embarquer pour un port algérien, d'où ils gagneraient Figuig par la voie ferrée.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

Annexe.

*Si Abdelkerim ben Sliman, Ministre des Affaires étrangères du Sultan du Maroc,
à M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française.*

TRADUCTION.

Après les compliments d'usage.....

Nous restons fidèles au pacte de votre amitié, pleins de confiance en la noblesse de vos intentions, dans l'appui mutuel pour la consolidation et le raffermissement des liens de la pure amitié existant entre les deux augustes Gouvernements et activement, dévoués à tout ce qui peut rendre inaltérable cette amitié et procurer les résultats intéressant ces deux Puissances,

Nous prions Dieu de nous faire voir et entendre, à ce point de vue, ce qui sera de nature à réjouir, grâce au concours de votre bonne entremise.

Il nous est parvenu que l'ami commun, le chef de la délégation marocaine, le fequih Si Mohammed El Guebbas, avait, par vos soins, télégraphié d'Alger à Si Hadj Mohammed Torrès, représentant de Sa Majesté, pour lui demander des nouvelles des instructions du Makhzen qu'il pourrait avoir au sujet de la délégation précitée, et ce dernier lui aurait répondu qu'il n'avait encore rien reçu.

Vous saurez, ô ami, que ce qu'a répondu ce représentant est exact et que les réponses qu'attend de Sa Majesté Chérifienne le chef de la mission marocaine ont été suspendues par suite d'obstacles qui en ont retardé l'élaboration, non délibérément. Il s'agit de nos fatigues inhérentes au voyage de Rabat à Fez et des occupations nécessitées par la préparation de l'installation de Sa Majesté à Fez.

Nous sommes en train de préparer le règlement de quelques affaires importantes qu'attend le chef de la susdite délégation, notamment l'envoi du nouvel amel de Figuig, qui arrivera à Tanger deux jours après la date de la présente, s'il plaît à Dieu, pour s'embarquer avec les gens de sa suite. Nous sollicitons vos bons offices, vous priant de vous entendre avec Si Hadj Mohammed Torrès sur la question de son transfert immédiat et de celui des gens de sa suite jusqu'au point du territoire

algérien où il conviendra qu'il descende, et de là, par le chemin de fer français, jusqu'à Figuig.

Parmi les autres questions (dont nous nous occupons) figure l'envoi d'un certain nombre de soldats et de trois canons, avec leurs gargousses et leurs servants, qui partiront également de Fez, deux jours environ après la date de cette lettre, pour Larache, où les oumanas affrèteront un bâtiment pour assurer le transport de ce contingent par mer, à destination de tel point de l'Algérie que vous aurez choisi pour son débarquement à Oran ou ailleurs.

Vous voudrez bien prescrire à votre consul de Larache de veiller, avec les oumanas, à l'exécution rapide des préparatifs de l'embarquement de ce contingent et télégraphier qu'il soit reçu au lieu où il débarquera et expédié par la voie ferrée à Figuig.

Vous savez qu'en tout ceci le but est de fortifier l'autorité du nouvel amel de Figuig, car de sa force d'influence dépendra l'établissement de la paix et des bons rapports entre les deux États voisins, s'il plaît à Dieu.

Nous écrivons en même temps à Si Hadj Mohammed Torrès pour qu'il s'entende avec vous sur tout cela.

Nous faisons appel à toute votre sollicitude, car Sa Majesté Chérifienne compte sur tous pour l'arrangement de toute difficulté et l'aplanissement de tout obstacle, particulièrement en de pareilles questions qui ne pourront être parfaitement réglées que par votre concours.

De la part de Sa Majesté, nous vous prions également de nous prêter votre excellente aide auprès de l'ami commun, le sage et très vénéré, le sûr et ferme soutien, M. Révoil, Gouverneur général de l'Algérie, afin de diriger le *sequih*, Si Mohammed Guebbas, chef de la délégation marocaine, de façon à lui aplanir les difficultés et les tracasseries.

Je vous demande en outre cette aide, en vue de ce qui sera de nature à porter les membres de la délégation algérienne au désir de l'aplanissement des difficultés, à les amener à aider le chef de la commission marocaine dans l'art de faciliter les voies pour arriver aux résultats recherchés par les deux augustes Gouvernements, et à vouloir bien enfin éviter tout sujet de difficulté, de peine ou de lenteur.

Bien que le *sequih*, Si Mohammed Guebbas, ne fasse que l'éloge de tous, il n'est pas néanmoins inutile de solliciter de nouveau un complément d'appui de votre part ; car les visées des hommes politiques peuvent s'inspirer de considérations autres que celles des autorités militaires, et l'accord, au sujet des résultats à atteindre, ne sera complet que par votre entremise auprès de M. le Gouverneur général, afin qu'il porte toute son attention vers ce point de vue ; d'autant que si vous observez le caractère des tribus du Maroc limitrophes, vous vous apercevrez qu'il faut absolument procéder par gradation, progressivement, dans l'art de les traiter, en usant de douceur et de bienveillance de votre côté, afin que l'œuvre qui incombe aux deux délégations s'accomplisse dans les meilleures conditions et que le chef de la commission marocaine puisse se remettre en route pour vaquer, en une autre région, aux autres graves devoirs qui sont le complément de son œuvre.

J'ai écrit en ce sens à l'ami très vénéré, le Gouverneur général, une lettre que vous trouverez sous ce pli et que vous voudrez bien lui faire

parvenir, avec les lettres que vous lui adresserez dans les termes que nous attendons de vous.

Nous vous prions, homme serviable, d'aviser télégraphiquement, sur-le-champ, Si Mohammed Guebbas de ce qui précède, ne fût-ce que sommairement, afin de le tranquilliser, en attendant qu'il reçoive les réponses qui lui parviendront par vos soins.

ABDELKERIM BEN SLIMAN.

26 hidja 1319-5 avril 1902.

*M. Révoil, Gouverneur général de l'Algérie,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Alger, le 26 avril 1902.

La Commission franco-marocaine, chargée de l'application du protocole du 20 juillet 1901, a exécuté les parties essentielles du programme que je lui avais fixé et que Votre Excellence connaît par ma lettre du 18 janvier dernier. Elle a commencé ses travaux par Figuig, où le chef de la mission marocaine, Si Mohammed Guebbas, a installé un nouveau représentant du Makhzen. Une lettre du Sultan, lue dans les mosquées des différents qsour de l'oasis, a notifié aux habitants la nécessité d'entretenir désormais des relations pacifiques avec les Français et de ne point faire cause commune avec nos ennemis tels que Bou Amama ; ce marabout a dû quitter Figuig sur l'injonction du Gouvernement marocain. La Commission a réglé sur les lieux mêmes, tout au moins en principe, les conditions dans lesquelles l'autorité chérifienne s'exercerait sur cette région, en coopération avec la nôtre. Elle a consacré l'accession de notre voie ferrée au point de Beni-Ounif, qui est le mieux placé pour assurer le maintien des relations avec l'oasis, son développement économique et la police de ses abords, ainsi que le prolongement éventuel de cette ligne vers Kenadsa.

Elle s'est rendue ensuite dans la vallée du Guir, et elle y a procédé aux significations prévues par l'article 5 du Protocole. Les tribus des Doui Menia et des Oulad Djerir ont été solennellement prévenues qu'elles ne pouvaient demeurer sur le territoire déterminé par l'article 4 qu'à la condition de se soumettre à l'autorité française. Elles ont déjà compris la nécessité d'opérer cette soumission. Les gens des qçour, à qui on laissait le droit d'opter, ont manifesté le désir de rester sujets du Sultan ; mais le marabout de Kenadsa, qui est le personnage le plus influent de cette région, a sollicité aussitôt la protection de la France.

Au cours de cette reconnaissance, les commissaires se sont rendu compte de l'impossibilité d'établir une ligne de démarcation entre les territoires relevant de l'un et l'autre Gouvernements. Il leur a paru plus pratique de définir les juridictions respectives d'où relèveront les différents qsour et les différentes tribus en contact, d'établir un régime régulier de police et de sécurité dans ces régions, afin de préciser les conditions nouvelles des relations commerciales, et par suite des relations de voisinage entre les deux pays.

C'est pour répondre à ces préoccupations communes que les deux commissaires, M. le général Cauchemez et Si Mohammed Guebbas, ont

signé un accord dont Votre Excellence trouvera le texte ci-joint. Cet arrangement, qui sanctionne et développe les résultats acquis par le Protocole de juillet 1901, sera très prochainement complété par une troisième convention, relative aux marchés de la région frontière.

RÉVOIL.

Annexe.

Accord intervenu entre les Chefs des deux missions constituant la Commission franco-marocaine, chargée d'assurer les résultats visés dans le Protocole signé à Paris le 20 juillet 1901.

En vue d'obtenir les résultats visés par le Protocole conclu à Paris entre le Ministre des Affaires étrangères du Gouvernement chérifien et le Ministre des Affaires étrangères du Gouvernement français, au mois de juillet 1901, et pour arriver à établir solidement la paix, la sécurité et un mouvement commercial destiné à rendre plus riches et plus peuplées les régions limitrophes algériennes et marocaines, le général Cauchemez, chef de la Mission française, et le Fequih Si Mohammed El Guebbas, premier secrétaire du Ministre de la Guerre marocain et chef de la Mission marocaine, après avoir examiné la situation sur les lieux-mêmes, se sont mis d'accord sur les dispositions ci-après :

Ces dispositions complètent les traités d'amitié, de bon voisinage et d'accord réciproque conclus en 1844 et 1845, entre les deux Gouvernements, et sont destinés à affermir définitivement leur entente et le double et mutuel appui qu'ils se prêtent, dans les conditions spéciales qui correspondent à leur situation respective, pour assurer la prospérité et le développement des deux pays.

ARTICLE PREMIER. — Le Gouvernement chérifien consolidera, par tous les moyens possibles, dans l'étendue de son territoire, depuis l'embouchure de l'Oued Kiss (Adjeroud) et le Teniet-Sassi, jusqu'à Figuig, son autorité makhzénienne, telle qu'elle est établie sur les tribus marocaines depuis le traité de 1845. Le Gouvernement français, en raison de son voisinage, lui prêterait son appui en cas de besoin.

Le Gouvernement français établira son autorité et la paix dans les régions du Sahara, et le Gouvernement marocain, son voisin, l'y aidera de tout son pouvoir.

ART. 2. — En vue de développer les transactions commerciales, chacun des deux Gouvernements établira, dans les régions limitrophes, des marchés ainsi que des postes chargés de la perception des droits qui seront établis pour augmenter les ressources et les moyens d'action des deux pays.

Les droits à percevoir dans les postes ci-dessus mentionnés et dans les marchés feront l'objet d'un accord commercial annexé aux présentes stipulations.

ART. 3. — Dans le Tell, les points où seront installés les marchés pour le compte de chacun des deux Gouvernements, sont fixés :

Le Gouvernement chérifien établira un marché (souk) à Cherraa, près de l'Oued Kiss, dans le pays des Angad, un second à Oudjda, un troisième à la qaçba d'Aïoun Sidi Mellouk et un quatrième à Debdou.

Un marché mixte sera établi à Ras-El-Aïn, point connu pour appartenir aux Beni-Mathar Ahel Ras-El-Aïn, dont il est fait mention à l'article 3 du traité de 1845, comme habitant à l'Ouest de la ligne frontière.

Le Gouvernement français établira des marchés à Adjeroud d'Algérie, à Marnia et à El-Aricha.

Dans le Sahara, les deux Gouvernements établiront également des marchés. Un marché français sera établi à Aïn-Sefra, un marché marocain à Figuig et des marchés mixtes, avec perception de taxes ou droits de marché, le long de la voie ferrée, à Beni-Ounif et à Kenadsa.

En outre, en raisons de relations commerciales entre Figuig et Duveyrier, le Gouvernement français accepte l'installation d'un bureau de perception mixte en ce dernier point.

Chaque Gouvernement désignera un contrôleur pour le représenter dans chaque marché mixte et dans chaque bureau de perception et pour percevoir les taxes au bénéfice de deux Gouvernements.

ART. 4. — Les points où seront institués des bureaux de perception entre Adjeroud et Teniet-Sassi sont les suivants :

Pour le Maroc :

1^o Saïda d'Adjeroud ou El-Heïmer ;

2^o Oudjda ;

3^o Un point dans la tribu des Mehaïa, en face de Magoura.

Pour la France :

1^o Adjeroud d'Algérie ;

2^o Marnia ;

3^o El-Aricha.

ART. 5. — Les chefs des deux missions ont examiné avec soin la question du régime douanier à établir entre les Teniet-Sassi et Figuig, et se sont efforcés de trouver une solution satisfaisante.

Il leur a paru impossible d'installer des douanes sur la ligne sus-indiquée. Ils sont tombés d'accord pour faire estimer la quantité de marchandises qui pénètre annuellement sur le territoire marocain entre ces deux points, et la somme qui revient de ce chef au Gouvernement chérifien. Cette somme sera versée, à la fin de chaque année, à l'agent désignée par le Makhzen pour la recevoir.

Le Gouvernement français se charge, de son côté, d'asseoir les perceptions qui lui paraîtront les plus propres à les récupérer. Par cette clause du présent Arrangement, il entend témoigner l'amitié sincère et pure qui existe entre les deux pays et leur intention de s'aider mutuellement de leur autorité dans ces régions.

Toutefois, le représentant du Makhzen à Figuig doit veiller sur les marchandises qui pénétront à Figuig et provenant des régions susvisées. Si ces marchandises ont payé les droits de douane et si les caravaniers

ont un reçu valable, et ils ne seront point inquiétés. Dans le cas contraire, ils seront astreints à payer les droits à l'Amin du Makhzen à Figuig, qui en informera immédiatement le représentant du Gouvernement français, lequel aura la faculté de recevoir ces droits annuellement ou de les recevoir ou fur et à mesure en donnant quittance, ou bien d'en faire abandon au Gouvernement chérifien.

ART. 6. — De même qu'il a été reconnu impossible d'établir des douanes et des postes de garde dans la région comprise entre Teniet-es-Sassi-et-Figuig, de même les deux Gouvernements renoncent à établir les postes de garde et les douanes prévus à l'article 4 du Protocole de Paris susvisé.

Le Makhzen installera à Figuig les postes de garde spécifiés ci-après à l'article 8. Il y installera également des bureaux pour la perception des droits qui seront indiqués dans l'accord commercial susmentionné.

ART. 7. — Les Chefs des deux missions sont tombés d'accord pour installer des postes de garde permanents entre Saïdia d'Adjeroud et Teniet-Sassi, afin d'obtenir la paix, la libre circulation entre les deux pays, et de prêter main-forte au service des perceptions.

Le Gouvernement français installera les siens aux points ci-dessous :

- 1^o Adjeroud d'Algérie ;
- 2^o Marnia ;
- 3^o El-Aricha.

Le Gouvernement marocain installera les siens aux points ci-dessous .

- 1^o Saïdia d'Adjeroud ;
- 2^o Oudjda ;
- 3^o Un point sur l'Oued Za.

ART. 8. — Les postes de garde marocains de Figuig seront placés entre les qsour et les cols, de façon à assurer la sécurité et à prêter main-forte aux agents chargés de la perception des droits qui seront déterminés dans l'accord commercial précité.

Le Gouvernement français assurera la surveillance de la voie ferrée sur les deux côtés, dans le Sahara, mais, entre la ligne et les qsour de Figuig, il n'effectuera aucune construction militaire.

Des méfaits de toute sorte, principalement des assassinats, se produisent fréquemment au Djebel des Beni-Smir et dans la région avoisinante où se trouvent campés les Oulad-Abdallah, fraction des Amour placée sous l'autorité marocaine ; les Chefs des deux missions ont employé leur zèle à rechercher les moyens de mettre un terme à cette succession de crimes, qui afflige profondément les deux pays amis, et de ramener la tranquillité dans cette région.

Le seul procédé qui leur a paru efficace pour atteindre ce résultat consiste à établir, dans le Djebel des Beni-Smir, deux gardes distinctes fournies, l'une par le Gouvernement français et l'autre par le Gouvernement marocain.

Tout malfaiteur arrêté dans cette région sera jugé conformément aux lois et à la justice par l'autorité dont dépend la garde qui aura opéré l'arrestation.

Il sera procédé ainsi à l'égard de tous les habitants de la montagne dont il s'agit ou de tous ceux qui s'y réfugieraient habituellement.

En ce qui concerne les autres, ils seront jugés conformément aux usages et traités existant entre les deux pays.

ART. 9. — Un Khalifa de l'Amel de Figuig sera désigné pour représenter le Gouvernement marocain dans l'un des trois qsour : Kenadsa, Béchar ou Ouakda.

Il sera chargé de prêter main-forte aux autorités algériennes contre les mauvais sujets qui se réfugieront dans les qsour.

ART. 10. — Les Commissaires des deux Gouvernements voisins, prévus dans l'article 9 du Protocole signé à Paris, s'efforceront par tous les moyens en leur pouvoir de solutionner, dans le plus bref délai possible, tous les litiges qui surgiraient entre les habitants des deux pays.

Les Commissaires français seront :

Le capitaine de bureau arabe de Marnia et le capitaine chef des affaires indigènes de Djenan-Eddar ou de Beni-Ounif, ou tout autre agent désigné par le Gouvernement français.

Les Commissaires marocains seront :

Le Khalifa de l'Amel de Figuig ;

Le Khalifa de l'Amel d'Oudjda, ou tout autre agent désigné par le Makhzen.

Les Chefs des deux missions apposeront leurs signatures sur le présent accord, qui sera dressé en deux expéditions, renfermant chacune les deux textes, français et arabe, placés l'un à côté de l'autre.

L'une de ces expéditions sera envoyée au Gouvernement français et l'autre adressée au Makhzen chérifien, pour qu'elles soient soumises à l'examen et à l'approbation des Ministres des Affaires étrangères des deux pays.

Fait à Alger, le vingt avril mil neuf cent deux, correspondant au douze du mois sacré de Moharrem, premier mois de l'année 1320 de l'hégire.

Signé : CAUCHEMEZ.

MOHAMMED EL GUEBBAS.

A cet acte a été ajoutée, par accord subséquent, la mention suivante :

« Le Gouvernement marocain, après avoir examiné le présent accord, l'a trouvé conforme aux nécessités du voisinage. Comme l'établissement des douanes prévues au protocole de Paris, pour la perception des droits de douane, est impossible dans les circonstances présentes, on a décidé de l'ajourner jusqu'au moment où il sera possible, et de se borner actuellement à percevoir les droits de marché et de passage dans les postes à ce destinés, ainsi qu'il résulte des articles du présent accord. Sous cette réserve, ratification a été donnée le 16 décembre 1902.

*M. Révoil, Gouverneur général de l'Algérie,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Alger, le 17 mai 1902.

Pour faire suite à ma lettre du 26 avril, j'ai l'honneur d'adresser ci-joint à Votre Excellence le texte de l'accord qui a été signé, le 7 de ce mois, par M. le Général Cauchemez et Si Mohammed Guebbas, en exécution de l'article 2 du protocole du 20 avril dernier.

Sous le même pli je transmets au Département :

1^o La traduction d'une lettre de Ben Sliman à Si Mohammed Guebbas, qui indique les différentes mesures projetées par le Makhzen, en vue de l'application intégrale des accords et de la pacification de la région frontière ;

2^o La traduction d'une lettre adressée par le Sultan aux tribus marocaines de la frontière ;

3^o La traduction de l'extrait d'une lettre du Sultan à Bou Amama ;

4^o La traduction de l'extrait d'une lettre du Sultan à Moulay Rechid, khalifa du Sultan au Tafilelt.

Ces divers documents nous ont été communiqués officiellement par Si Mohammed Guebbas.

RÉVOIL.

Annexe I.

Exécution de l'article 2 de l'accord intervenu à Alger entre les chefs des deux Missions, française et marocaine, le 20 avril 1902, correspondant au 12 moharrem 1320 de l'hégire.

TRADUCTION.

Louange à Dieu.

Il n'est en rien dérogé au régime particulier qui a toujours existé pour les relations par voie de terre entre l'Algérie et le Maroc, mais en raison des conditions spéciales du voisinage de terre existant entre les deux pays, les soussignés ont arrêté les dispositions suivantes, qui seront établies en deux expéditions, écrites chacune en français et en arabe et soumises, comme l'accord ci-dessus visé, à la ratification des Ministres des Affaires étrangères de la France et du Maroc.

I. Le Makhzen maintient sa faculté d'établir :

1^o Des droits de sortie ;

2^o Des droits de transit.

D'autre part, le Gouvernement français a déclaré son intention d'appliquer ou de maintenir, conformément à la législation en vigueur les droits de statistique et de taxe sanitaire.

Les droits seront établis suivant les tarifs annexés au présent acte, auxquels les deux Gouvernements déclarent ne pas faire objection et qu'ils s'interdisent de modifier sans un accord préalable.

II. Indépendamment des droits indiqués à l'article précédent, il peut être perçu des droits de place sur les marchés mixtes.

Les droits de place ont été fixés par les signataires du présent acte, conformément au tableau ci-annexé.

A la fin de chaque marché, les droits réalisés seront partagés par moitié entre les agents des deux Gouvernements.

Les modifications qu'il y aurait lieu d'apporter dans l'avenir aux tarifs de ces marchés mixtes seront faites d'un commun accord entre les autorités locales voisines, qui informeront leurs Gouvernements respectifs.

Dans les marchés autres que les marchés mixtes mentionnés à l'article 3 de l'accord sus-indiqué, chaque Gouvernement aura la faculté d'établir les droits qu'il jugera convenables, sans toutefois que ces droits puissent dépasser ceux adoptés d'un commun accord pour les marchés mixtes du Tell.

III. Les marchés algériens mentionnés à l'article 2 de l'accord du 20 avril 1902 dépendront exclusivement des autorités françaises. Toutefois le Gouvernement marocain pourra y placer un agent pour éviter la contrebande. Lorsque des Marocains arriveront sur un marché algérien avec des marchandises pour lesquelles ils n'auront pas payé les droits, l'agent français les contraindra à lui verser ces droits, dont il fera lui-même la remise à l'agent marocain. L'agent marocain sera, en outre, chargé d'étudier le mouvement commercial et la marche des caravanes. Il devra être indigène. Les marchés marocains prévus également à l'article 2 de l'accord précité dépendront exclusivement du Gouvernement chrétien. Mais le Gouvernement français pourra y installer un de ses agents, pour les mêmes raisons que ci-dessus. Cet agent devra être indigène.

IV. Les marchés mixtes seront ouverts aux négociants des deux pays qui y opéreront leurs transactions sur le pied d'égalité. Les deux Gouvernements auront conjointement, sur le marché, un agent qui procédera au recouvrement des droits spécifiés aux articles 1 et 2.

Les perceptions pour le compte des deux Gouvernements seront faites dans un bureau de perception unique, par les soins des deux agents qui les constateront sur un registre spécial et en donneront quittance sous leur double signature.

Les sommes réalisées seront partagées à la fin de chaque marché, et chacun des deux agents recevra la part revenant à son Gouvernement ; ils se donneront mutuellement quittance.

V. Le recouvrement des droits s'effectuera dans tous les bureaux de perception prévus à l'article 4 de l'accord du 20 avril 1902, d'après le tarif uniforme ci-annexé.

Dans les bureaux de perception mixtes, les droits seront recouvrés dans les mêmes conditions que dans les marchés mixtes mentionnés à l'article 4.

Les agents des deux Gouvernements seront responsables des sommes réalisées, dont le partage sera effectué à la fin de chaque mois.

VI. Les commissaires institués par le protocole signé à Paris en 1901 (correspondant à l'année 1319 de l'hégire), ou leurs délégués, exercent

le contrôle de toutes les opérations dont les agents de recouvrement des deux pays sont chargés sur les marchés et dans les postes de perception.

Ces commissaires s'entendent en outre avec les autorités dont ils relèvent sur les mesures propres à assurer la sécurité et à faciliter la marche des caravanes qui relieront les marchés situés de part et d'autre.

VII. Les droits à percevoir sur les marchés ou dans les bureaux de perception mixtes seront payés en monnaie française ou hassanienne.

Le cours du change de ces deux monnaies sera indiqué au commencement de chaque période trimestrielle, d'après une entente entre le Ministre de France et le représentant de Sa Majesté chérifienne à Tanger.

Le Gouvernement français et le Makhzen, avisés du cours ainsi arrêté, devront assurer son application par les agents chargés de la perception des droits.

VIII. Les droits mentionnés à l'article 5, dans l'accord du 20 avril, et dont le Gouvernement français s'est déclaré disposé à tenir compte au Gouvernement marocain, seront évalués au bout de la première année, qui commencera le jour où l'accord aura été approuvé. Ils seront, aussitôt après, versés au Makhzen. Ces droits seront ensuite l'objet d'évaluations annuelles.

IX. Les postes de garde mentionnés à l'article 7 de l'accord précité pourront, suivant les circonstances, être augmentés par chacun des deux Gouvernements.

Ces postes devront exercer une surveillance vigilante et ne laisser passer que les marchandises dont les détenteurs sont munis de récépissés attestant qu'ils ont acquitté les droits. Ils devront agir de concert au mieux des intérêts des deux Gouvernements.

X. Les deux Gouvernements pourront, d'un commun accord, apporter aux stipulations ci-dessus les modifications qu'ils jugeront utiles.

Fait à Alger, le 7 mai 1902, correspondant au 27 moharem de l'année 1320 de l'hégire.

Suivent les signatures :

CAUCHEMEZ.

MOHAMMED EL GUEBBAS.

A cet acte a été ajoutée, par accord subséquent, la mention suivante :

« Le Gouvernement marocain, après avoir examiné le présent accord, l'a trouvé conforme aux nécessités du voisinage. Comme l'établissement des douanes prévues au protocole de Paris pour la perception des droits de douane est impossible dans les circonstances présentes, on a décidé de l'ajourner jusqu'au moment où il sera possible, et de se borner actuellement à percevoir les droits de marché et de passage dans les postes à ce destinés, ainsi qu'il résulte des articles du présent accord. Sous cette réserve, ratification a été donnée le 16 décembre 1902 ».

Annexe II.

*Extrait d'une lettre du Vizir Si Abdelherim Ben Sliman
à Si Mohammed Guebbas.*

TRADUCTION.

Vos correspondances ont été soumises à Sa Majesté, qui en a pris entièrement connaissance.

En ce qui concerne Bou Amama, des instructions chérifiennes sont adressées à Moulay Rachid, de même qu'aux tribus qui ont en outre été mises en garde contre les agissements des mauvais sujets des Doui Menia et des Oulad Djerir. Vous trouverez ci-joint des copies de ces communications.

L'Amel choisi pour Figuig est le Caïd Abdesselam El Aoudi. On lui a affecté un interprète et on lui a donné El Medjdoub comme Khalifa.

L'Amel quittera Fez après-demain, emmenant avec lui ses enfants et les autres membres de sa famille. Il se dirige sur Tanger où il s'embarquera pour aller rejoindre son poste. Le Ministre de France et le Gouverneur général de l'Algérie ont été mis au courant.

L'Amel est lui-même porteur des lettres qui lui confient le commandement de l'ensemble des qsour de Figuig, des Amour du Sahara et des Beni Guil.

Il a été décidé que la force militaire demandée serait fournie par les Oudaia et les Cherarda, et qu'elle comprendrait 308 hommes avec trois mitrailleuses.

Avis a été donné également au Ministre de France et au Gouverneur général de l'Algérie que cette troupe quitterait Fez pour Larache, d'où elle gagnerait Figuig par la voie de mer.

Les anciennes garnisons d'Oudjda et d'Adjeroud sont rappelées et le Makhzen s'occupe de les remplacer par des troupes fraîches que vous organiserez.

En ce qui concerne le Tafilet, le Caïd El Madani El Glaoui y a été nommé Amel, et Sa Majesté Chérifienne l'a mandé auprès d'elle pour le pouvoir des moyens nécessaires. Cet Amel va recevoir le commandement d'un corps de quatre mille hommes, composé de soldats recrutés dans les tribus et que Sa Majesté s'occupe personnellement d'organiser.

Annexe III.

*Extrait d'une lettre du Sultan aux Beni-Guil, aux Mehaïa, aux Angad,
aux Beni-Isnassen, aux gens d'Aïn-Chair, aux Ait-Atta, Ait-Khebbach et Ait-Isdeg.*

TRADUCTION.

Louange à Dieu.

Nous avons eu le souci constant de protéger votre pays et de travailler à vos intérêts présents et futurs. Pour vous défendre, vous et vos biens, et surtout pour établir de bonnes relations entre vous et vos voisins d'Algérie, nous avons dû faire face à des difficultés considérables et supporter des dépenses importantes.

Actuellement, de concert avec les autorités algériennes, nous avons arrêté les moyens de faire respecter les droits de voisinage et d'asseoir la paix et la tranquillité sur des bases durables. Notre serviteur très sympathique, le Taleb Si Mohammed El Guebbas, est chargé, par nous, d'appliquer les mesures convenues et de régler la situation.

Mais voici que nous avons appris que certains individus des Doui Menia et des Oulad Djerir cherchaient à détruire cette œuvre de paix et qu'ils s'appuyaient sur le cheikh Bou Amama pour poursuivre ce dessein criminel qui entraînerait de terribles malheurs dont ils ne paraissent pas se douter.

Nous vous ordonnons de n'avoir aucune relation avec ces agitateurs et de chasser quiconque d'entre eux viendrait chez vous.

Bornez-vous à cultiver vos terres et restez dans vos limites, ainsi que vous le dira avec plus de détails Si Mohammed El Guebbas.

Si Bou Amama arrive chez vous, repoussez-le, car il n'y a aucun avantage, ni pour lui, ni pour vous, à ce qu'il séjourne dans votre région. Donnez-lui au contraire le conseil de se rendre d'urgence auprès de nous, sous la sauvegarde de Dieu et la nôtre. Comme les gens des zaouias, ses pareils, il sera traité avec considération et respect, et il n'aura lieu que de se réjouir de ce qui lui arrivera de notre part, par la puissance de Dieu. En venant ici, il trouvera le repos en même temps qu'il le donnera aux autres. Nous lui avons donné des ordres dans ce sens, et s'il avait la funeste inspiration de ne pas s'y conformer, il ne devrait s'en prendre qu'à lui des conséquences.

Nous vous ordonnons de faire crier sur tous vos marchés que l'entrée en est interdite à tout individu de l'entourage de Bou Amama qui y viendrait, soit pour acheter des grains, soit pour toute autre chose. Il convient en effet d'agir avec sévérité à l'égard de Bou Amama et de ses gens.

Quiconque donnera l'hospitalité à cet homme ou l'aidera à rester dans cette région, quiconque négligera d'exécuter les instructions dont Si Mohammed El Guebbas est porteur, quiconque commettra un acte de pillage à l'encontre d'une caravane ou se rendra coupable d'une agression à l'égard de musulmans marocains ou de nos voisins algériens, encourra la colère de Dieu et méritera notre châtiment pour avoir contrevenu à nos ordres et s'être écarté de la voie du bien.

Annexe IV.

Extrait d'une lettre du Sultan à Bou Amama.

TRADUCTION.

Nous avons appris que vous vous étiez conformé à notre ordre vous prescrivant de quitter Figuig, mais que vous cherchiez à vous fixer chez nos tribus du Sahara.

Vous n'avez aucun avantage à séjourner plus longtemps dans ces régions, et je vous ordonne de vous rendre auprès de nous, sous la sauvegarde de Dieu et la nôtre. Comme les gens des Zaouias, vos

pareils, vous serez traité avec respect et considération et vous n'aurez lieu que de vous réjouir de ce qui vous arrivera de notre part.

Hâtez-vous donc d'obéir à cet ordre, avant que vous n'ayez à vous repentir, et saisissez l'occasion qui vous est offerte avant d'encourir notre blâme.

Annexe V.

Extrait d'une lettre du Sultan à Moulay Rechid.

TRADUCTION.

Louange à Dieu.

Le seul moyen d'assurer sa tranquillité et de mettre fin à toute agitation, tant au Tafilet que parmi les tribus qui vivent dans cette région ou dans les espaces avoisinants, consiste à observer le Protocole signé avec la France, à veiller à ce que, dans les tribus Beraber ou Arabes, personne ne parle plus de réunir des contingents en vue de tentatives de désordre, et à tenir la main à ce qu'aucune agression ne soit dirigée contre les Algériens.

Certes, vous êtes un de nos meilleurs soutiens, et nous savons que vous ne négligez rien pour réduire à néant les agitateurs et disperser les ignorants qui se groupent dans de mauvaises intentions.

Nous vous ordonnons toutefois de redoubler d'ardeur dans ce sens pour faire avorter toute tentative des Beraber ou autres, notamment des Ait-Khebbach, et veiller à ce qu'ils n'écoutent pas les mauvais sujets des Doui-Ménia et des Oulad Djerir, pas plus que ceux qui, comme le Cheik Bou Amama, encouragent leurs projets insensés.

Nous vous adressons une lettre destinée à Bou Amama, que nous convoquons auprès de nous. Faites-la lui parvenir par une personne ayant du crédit auprès de lui, de façon à ce qu'il ne lui reste plus de prétexte à invoquer.

La force militaire demandée vous rejoindra prochainement, s'il plait à Dieu.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 22 juillet 1902.

Je viens de faire connaître au Ministre chérifien des Affaires étrangères les conditions moyennant lesquelles nous nous prêterons à ce que la troupe marocaine destinée à tenir garnison à Figuig gagne cette oasis à travers le territoire algérien.

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint à votre Excellence copie de la lettre que j'ai adressée sur ce sujet à Si Abdelkerim ben Sliman, après m'être assuré qu'elle répondait aux intentions du makhzen.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

Annexe.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à Si Abdelkerim ben Sliman, Ministre des Affaires étrangères de S. M. Chérifienne.*

Tanger, le 21 juillet 1902.

Compliments d'usage.....

Il m'est agréable de vous annoncer que le Gouvernement de la République, désireux de faciliter pour sa part l'application du régime convenu pour les confins des deux pays, consent, sur votre demande, à ce que le détachement de troupes marocaines, réuni à Larache et destiné à tenir garnison à Figuig, s'embarque sur un paquebot français pour Oran. De là, ce détachement sera conduit en chemin de fer à sa destination par les soins de l'autorité française d'Algérie.

Le représentant du Sultan à Tanger peut, dès maintenant, s'entendre avec une des compagnies françaises de navigation pour que cette troupe soit transportée de Larache à Oran.

A son arrivée dans cette ville, elle sera dirigée, par train spécial, vers Figuig, où elle tiendra garnison.

Pour faciliter les relations de la troupe marocaine avec les autorités françaises et lui prêter l'appui dont elle aura besoin au cours de son voyage par mer et par terre, un officier et quelques sous-officiers parlant l'arabe seront embarqués sur le paquebot qui viendra chercher à Larache le détachement marocain. Ils l'accompagneront jusqu'à destination.

Il nous a été exposé que le makhzen chérifien a besoin actuellement de quelques instructeurs pour instruire les troupes qu'il se propose d'établir à Figuig, Oudjda, Adjeroud, ou sur d'autres points de la région frontrière, qu'il ne possède pas à présent, parmi ses sujets, de personnes aptes à remplir ces fonctions, et qu'il ne saurait convenir d'employer dans ces régions des instructeurs étrangers autres que des français. Cela étant, le Gouvernement de la République, en vue d'aider le Gouvernement chérifien, accède au désir que ce gouvernement lui a exprimé. Il met à sa disposition les instructeurs dont le Makhzen a besoin en ce moment pour l'instruction de ses troupes, sans qu'il y ait lieu de distinguer si ces troupes appartiennent à l'infanterie, à l'artillerie, à la cavalerie ou à toute autre arme. Ces instructeurs seront choisis parmi ceux qui possèdent la connaissance de la langue arabe. Cependant, lorsqu'il sera possible au Makhzen chérifien de faire instruire ses troupes par des instructeurs pris parmi ses propres sujets et qui auront acquis toutes les conditions de savoir et d'aptitude, il pourra renoncer aux services des instructeurs français.

Si Mohammed El Guebbas a exprimé l'avis qu'un millier de soldats réguliers suffiraient pour cette région, mais mon Gouvernement n'aura aucune objection à ce que cet effectif soit modifié, pourvu qu'il ne dépasse pas le maximum fixé par la Convention de Tanger de 1844, soit deux mille hommes.

Un capitaine, un lieutenant et deux sous-officiers paraissent suffire pour l'instruction de ces troupes. Toutefois, si le Makhzen éprouve le besoin d'augmenter ce nombre, on s'entendra à ce sujet avec le chef de la mission marocaine.

Ces instructeurs formeront une section nouvelle et spéciale de la mission militaire française, section qui s'ajoutera à cette mission sans que ni la portion principale, qui accompagne Sa Majesté ni la portion établie à Rabat subissent par suite aucune réduction. La nouvelle section, qui sera établie dans la région frontrière, sera placée, comme les sections déjà existantes, sous le commandement du chef de la mission française.

Notre Consul, M. Gaillard, que j'ai chargé de traiter avec vous cette question, vient de m'informer qu'il s'est entendu avec Votre Excellence sur tous les points exposés ci-dessus. Je vous serais très obligé de me confirmer cette entente par écrit.

Puissiez-vous jouir constamment du bonheur, de la paix et de la joie ?

Fait à Tanger, le 21 juillet 1902.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 6 août 1902.

Sous la date du 30 juillet dernier, le Ministre des Affaires étrangères du Sultan a répondu à ma lettre du 21 juillet, qui indiquait au Makhzen les conditions moyennant lesquelles nous nous prêterions à ce que la troupe marocaine destinée à tenir garnison à Figuig gagnât cette oasis à travers le territoire français.

J'ai l'honneur d'adresser ci-joint à Votre Excellence la traduction de la lettre que j'ai reçue de Si Abdelkerim ben Sliman à ce sujet.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

Annexe.

*Si-Abdelkerim ben Sliman, Ministre des Affaires étrangères de S. M. Chérifienne,
à M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger.*

TRADUCTION.

Louange à Dieu seul !

A l'ami très cher, très honoré, sage et très respecté, Monsieur Saint-René Taillandier, Ministre du Grand Gouvernement français.

Après avoir célébré les marques de votre bienveillance et exprimé le vœu que vous soyez constamment heureux, je vous dirai que j'ai reçu votre lettre en date du 21 juillet.

Vous me faites savoir que le respecté Gouvernement français ami autorise l'embarquement des troupes chérifiennes sur un navire français, à Larache ; que le représentant du Makhzen doit s'entendre avec la compagnie de navigation dont dépendra ce navire, au sujet du transport à Oran de ces troupes qui, de cette ville, seront dirigées par le chemin de fer français vers le lieu de garnison, à Figuig,

et que ces troupes seront accompagnées, dans leur voyage par mer et par terre, de personnes que vous désignerez à cet effet.

Vous ajoutez que le Grand Gouvernement susmentionné, en vue d'aider le Gouvernement marocain, consent à lui fournir les instructeurs français, connaissant la langue arabe, dont le Makhzen a besoin actuellement pour instruire les troupes chérifiennes, à quelque arme qu'elles appartiennent, qui seront placées à Oudjda, Figuig, Adjeroud, ou en n'importe quel point des régions frontières; car le Makhzen ne possède pas à présent d'éléments capables de remplir cette mission et il ne convient pas d'employer, dans ces régions, des instructeurs étrangers autres que des Français. Cependant lorsqu'il sera possible au Gouvernement chérifien d'avoir, parmi ses propres sujets, des instructeurs d'une capacité suffisante, il pourra renoncer aux services des instructeurs français..... et ainsi de suite jusqu'à la fin de votre lettre.

Vous vous en rapportiez, pour les éclaircissements nécessaires, au consul, le sage M. Gaillard.

J'ai donné connaissance du contenu de votre lettre à notre maître. Il m'a ordonné — Dieu l'assiste ! — de vous répondre pour reconnaître la sollicitude que lui a montrée le Grand Gouvernement ami, en accordant toutes facilités pour cette œuvre; il m'a chargé de vous remercier des résultats dus en la circonstance à votre heureux intermédiaire.

Sa Majesté Chérifienne m'a également chargé de vous faire savoir qu'elle approuve la décision prise par le chef de la mission marocaine de se borner actuellement à placer mille soldats dans les régions sus-indiquées, ce nombre devant être porté à deux mille si les circonstances l'exigent.

En ce qui concerne les instructeurs, le Gouvernement Chérifien approuve également que l'on se contente maintenant d'un capitaine, d'un lieutenant et de deux sous-officiers; cependant, si les circonstances voulaient que ce nombre fût augmenté, on s'entendrait à ce sujet avec le chef de la mission marocaine. Le Makhzen considère ces instructeurs comme formant une section spéciale, en plus de la partie de la mission qui accompagne Sa Majesté Chérifienne et de celle qui réside à Rabat. Cete nouvelle section devra être placée sous la direction de la mission principale qui accompagne Sa Majesté. Enfin le Makhzen allouera à cette section une indemnité annuelle de dix mille francs, qui sera versée par les soins des Oumana des régions frontières, s'il plaît à Dieu !

Puissiez-vous continuer à jour du bonheur et de la félicité !

Fait le 23 Rebia 1320 (30 juillet 1902).

ABDELKERIM BEN SLIMAN.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger.
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 4 octobre 1902.

Je viens de recevoir de Ben Sliman une lettre m'annonçant que le Makhzen accepte les deux accords complémentaires du 20 avril et du 7 mai.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

*M. Saint-René-Tuillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 2 décembre 1902.

J'ai déjà renseigné Votre Excellence sur les débuts du mouvement insurrectionnel qui s'est produit dans la région de Taza.

Les origines de l'instigateur de ce mouvement, connu sous le nom de Bou Hamara (« l'homme à l'ânesse »), demeurent assez obscures. Il semble toutefois qu'il soit originaire du Zerhoun et appartienne à une famille de Chorfa de la tribu des Ouled Youssef. Il aurait habité plusieurs années l'Algérie.

Proclamé Sultan par la tribu puissante des Riata sous le nom de Moulay Mohammed ben El Hassen, qui est précisément celui du frère de Moulay Abd el Aziz en surveillance à Meknáz, il en est résulté une confusion qui n'a pas peu contribué au progrès de son entreprise, en accroissant le nombre de ses partisans dont beaucoup ignoraient s'ils acclamaient le prétendant en personne ou seulement son Khalifa. Bou Hamara évitait, d'ailleurs, de dévoiler ses prétentions au pouvoir suprême et s'exprimait, à ce sujet, en un langage dont l'ambiguïté calculée ajoutait encore à son preslige aux yeux d'un peuple crédule.

Dans le désarroi qui suivit les premières nouvelles, le Makhzen, au lieu d'organiser sérieusement l'offensive, envoya en toute hâte un petit détachement dans la direction de Taza avec l'ordre de s'emparer du prétendant. Mais celui-ci disposait déjà de partisans assez nombreux qui mirent en fuite les soldats de Sa Majesté Chérifienne. Enhardi par ce succès, Bou Hamara vint camper sous les murs de Taza à la tête d'une Mahalla, composée en majeure partie de Riata. Après deux jours de pourparlers, les notables de la ville, cédant à la crainte du pillage plutôt qu'à un mouvement d'enthousiasme religieux, le reconnurent pour Sultan et la prière fut dite en son nom dans la mosquée tandis que le Gouverneur de la ville s'enfuyait à Meknasa.

Dès que ces événements furent connus à Fez, une mahalla composée d'environ 2.000 hommes et placée sous les ordres d'un frère du Sultan, Moulay el Kebir, partit dans la direction de la vallée de l'Oued Inaouen. Bou Hamara se porta à la rencontre de la colonne chérifienne. Un premier combat eut lieu le 5, un deuxième le 8 ; chaque fois les troupes chérifiennes, surprises avant le jour, luttèrent d'abord dans une extrême confusion et firent des pertes que l'on dit assez sensibles. Elles eurent cependant l'avantage, et l'on assure que Bou Hamara, atteint dans son prestige et délaissé du plus grand nombre de ses partisans, dut chercher un refuge dans la montagne des Riata. Le Makhzen négocie pour se le faire livrer. Il est douteux qu'il y parvienne. Même s'ils effectuent leur soumission, pour se soustraire à une répression rigoureuse, il paraît probable que les Riata tiendront à honneur de favoriser l'évasion de Bou-Hamara ou de lui ménager dans leurs montagnes une inaccessible retraite.

En ce qui concerne le caractère de l'insurrection de Taza, M. Gaillard fait observer qu'à la différence de la rébellion des Zemmour et des Guerrouan, due surtout à des circonstances locales, elle apparaît comme une de ces révoltes religieuses dont tous les pays du nord de

l'Afrique offrent souvent des exemples. Pourtant, malgré cette diversité des causes immédiates, la fréquence des troubles qui agitent le centre et le nord du pays, la rapidité avec laquelle ils se multiplient jusqu'aux portes de Tanger et de Tetouan permettent de leur attribuer une origine commune, et d'y avoir autant de symptômes du mécontentement général.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

1903.

*M Gaillard, Vice-Consul à Fez,
à M. Saint-René Taillandier, Ministre des Affaires étrangères.*

Fez, le 12 janvier 1903.

Après avoir fait quelques mouvements dans la plaine de Hayaïna pour appuyer ses négociations avec les tribus, Bou Hamara a de nouveau établi son campement près de Bou Aban, emplacement de l'ancienne mahalla de Moulay el Kebir, et l'agitateur vient de sceller son alliance avec les Riata en épousant la fille d'un des notables de la tribu. Nous allons donc avoir quelques jours de tranquillité.

D'après des renseignements fournis par des indigènes que j'ai envoyées à Taza, Bou Hamara, de son vrai nom Djilali ben Dris Elyousfi Eyzerhoui, est bien originaire des Ouled Yousef ainsi que je vous en ai rendu compte en son temps. Il servit quelque temps dans l'armée aux « tolba mohendisin » dont le capitaine Thomas, de notre mission militaire, était alors chargé. Entrant ensuite comme secrétaire au service de Mouley Omar, khalifa du Sultan à Fez, il y connut le Mnebbih, alors simple cavalier « mechaouri » et fut comme lui emprisonné lors de la mort de Mouley El Hassan. Mis en liberté il y a environ trois ans, il voyagea en Algérie puis entra au Maroc, se faisant passer pour chérif et exerçant dans les tribus qu'il parcourait la prestidigitation. L'ascendant que son habileté lui donnait sur les indigènes, la chance du Mnebbih et l'impopularité du Makhzen lui suggérèrent l'idée d'assurer sa fortune par une révolution.

Vous savez comment il sut mettre à profit sa ressemblance avec le frère du Sultan Moulay M'hammed pour créer une confusion dans l'esprit des indigènes des tribus. Le sceau qu'il appose sur ses lettres porte le nom de Moulay M'hammed ; cependant, comme il est maintenant avéré que ce prince est à Fez, il n'indique pas clairement son but et déclare qu'il est simplement « celui qui fait la guerre sainte au nom de Dieu », ce qui est la formule du mahdi. Parfois il fait entendre qu'une fois à Fez, on désignera le chérif qui mérite le pouvoir. Quel que soit le mécontentement des classes dirigeantes, à Fez, la perspective d'avoir pour sultan Djilali ben Dris, qui n'est pas chérif, les enchante peu. Les tribus fidèles se réservent le plus possible et sont disposées à accepter le fait accompli si le Sultan actuel est vaincu. Quant aux tribus rebelles elles sont trop compromises pour reculer.

Bou Hamara est d'un abord facile, on vante son administration. Il traite ses adversaires avec courtoisie et a fait renvoyer au chérif El Mrani ses

négresses qui avaient été capturées lors de la prise du camp chérifien. Il aurait déclaré à un rakkas qu'il interrogeait sur la situation à Fez — je donne ce détail sous toute réserve — qu'il ne comprenait pas pourquoi les chrétiens partaient, il n'était pas partisan de leur ingérence dans les affaires de Makhzen, mais son premier soin serait de veiller à leur sécurité. Il est certain pourtant que l'espoir du pillage contribue beaucoup à animer l'enthousiasme des Berbères qui le suivent.

Moulay Arafat, oncle du Sultan, et Sidi Mohammed el Mrani sont partis pour Tanger, afin de se rendre de là, l'un dans le Rif par Melilla, l'autre à Oudjda. Ils doivent agir sur les tribus pour les déterminer à attaquer Bou Hamara, mais courent certainement au-devant d'un insuccès. Le Rif est acquis à l'agitateur et le Charg et l'Angad, qui ne fournissent jamais de mahalla, ne marcheront pas. Les envoyés du Sultan devront, je crois, se tenir pour satisfaits s'ils peuvent seulement décider les tribus de l'Est à rester neutres.

En résumé, on se tient des deux côtés sur la défensive, les troupes démoralisées du Sultan ne résisteraient pas à une attaque, mais le défaut de cohésion et surtout d'organisation, la difficulté des ravitaillements empêchent le prétendant de marcher de l'avant. Les tribus montagnardes qui le suivent, habiles surtout aux surprises, semblent préférer attendre l'ennemi sur leur territoire et craignent les combats en plaine.

Ce n'est qu'en négociant et en fomentant des trahisons que le Makhzen pourra localiser la révolte et en venir à bout.

Il y a lieu de remarquer d'ailleurs que la révolte actuelle et l'hostilité générale contre le Makhzen ne trouvent pas leur cause dans le fanatisme. La haine de l'étranger prendra peut-être une forme plus tragique dans la crise prochaine, mais ce n'est pas elle non plus qui a occasionné le mouvement auquel nous assistons et que certains journaux d'Europe ont comparé très fausement à celui des Boxers. La situation est très simple : le peuple trouve le Gouvernement pire que de coutume et en rend responsable le Sultan et ses conseillers.

GAILLARD.

*M. Récoil, Gouverneur général de l'Algérie,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Alger, le 9 février 1903.

Les rapports récemment adressés par l'autorité militaire signalent, dans la région de la Zousfana, un assez grand nombre de coups de main, dirigés contre nous par les gens de l'Ouest, et j'ai l'honneur de vous les énumérer sommairement ci-dessous :

Le 25 décembre, une petite caravane de gens de Kenadsa allant à Taghit a été attaquée et dépouillée à Menouarar (N.-O. de Taghit) par un djich sorti de Béchar.

Le lendemain, cinq chameaux des mokhaznis de Taghit ont été enlevés à El Morra par des voleurs dont les traces ont été suivies jusqu'aux environs de Béchar.

Le 10 janvier, un parti de Beni Guill organisé pour tomber sur les

Doui Menia ralliés était annoncé, et nos indigènes attaqués à coups de fusils perdaient deux hommes.

Dans la nuit du 10 au 11, un convoi libre de Doui Menia ralliés a été enlevé entre Moungar et Zafrani, par un djich de 25 à 30 Oulad Djerir et Doui Menia ; ces derniers ont relâché les conducteurs, après avoir fait filer leur butin par le Teniet Lebbah (Djebel Béchar).

Dans la matinée du 14 janvier, à El Aouinet (10 kilomètres de Taghit), quatre indigènes de Zaouia Foukania ont été attaqués et dévalisés par sept Ouled Djerir ; ce fait a eu lieu à 2 ou 3 kilomètres du convoi militaire, qui passait à ce moment.

Dans l'après-midi du 18 janvier, un djich d'une quarantaine de Doui Menia non soumis et d'Oulad Djerir a enlevé, à Moungar, un troupeau appartenant à des ralliés et une partie du troupeau des puisatiers militaires français. En poursuivant les voleurs qui se retiraient vers le Djebel Béchar, un légionnaire a eu la main traversée par une balle.

Enfin le 26, dans l'après-midi, 15 chameaux au pâturage ont été volés au Sud-Est de Nakhelat bel Brahmi, tandis que 4 chameaux d'un convoi stationné à Ksar El Azoudj étaient enlevés par un djich de six piétons sortis du Djebel Mezarif.

Ces incidents soulignent l'aggravation prévue de la situation dans la Zousfana ; cette aggravation pourrait sembler en partie imputable aux événements dont le Maroc est actuellement le théâtre, et qui sont exploités par certaines personnalités remuantes ; mais leur fréquence même et la hardiesse dont font preuve leurs auteurs montrent que ces faits ne sont que les manifestations inévitables de l'état d'anarchie où se trouve cette région, qui constitue aujourd'hui un véritable Bled Siba français.

La notification au Protocole aux tribus sur lesquelles l'action de notre police était reconnue avait fait croire à ces dernières que nous passerions des paroles aux actes, et que nous réaliserions l'exécution de ces dispositions ; notre longanimité a produit un effet tout opposé à celui que nous en attendions, et a créé dans la région entre la Zousfana et le Guir une situation dont les dangers vont sans cesse croissants et dont le point de départ est caractérisé assez nettement par les paroles d'un qaïd des Doui Menia non soumis qui, venu commercer à Taghit, répondait aux ouvertures du chef d'annexe, relatives à sa soumission : « Pourquoi nous soumettrions-nous, vous n'êtes pas venus chez nous ? »

Je crois devoir attirer l'attention de Votre Excellence sur la situation que ces multiples incidents créent aux officiers chargés du maintien de l'ordre dans cette région : ces derniers se trouvent en effet placés entre le légitime souci d'assurer la protection des indigènes, de garder une attitude digne des intérêts dont ils ont la charge, et, d'autre part, la nécessité d'observer les instructions que je leur ai renouvelées en vue d'éviter toute action ou tout conflit en dehors des vues du Gouvernement.

Jusqu'à présent il m'a été possible, à force de sacrifices sans cesse renouvelés depuis trois ans, de maintenir cette ligne de conduite ; mais je dois faire connaître à Votre Excellence que la situation devient chaque jour plus difficile, les récents événements en sont la preuve ; quelques traces de découragement se glissent parmi le personnel, tandis que l'attitude à notre égard des Doui Menia ralliés semble moins franche

et celle des autres plus agressive, au point de faire craindre pour l'avenir des incidents sérieux.

Le soin attentif que j'ai mis jusqu'à présent à me conformer à vos ordres et à les faire observer par tous me permet de vous rendre compte aujourd'hui, sans que cette affirmation puisse paraître excessive, que je crois dangereux pour la tranquillité de ces régions et pour notre politique d'amitié avec le Maroc de fermer les yeux plus longtemps sur les multiples inconvénients et surtout les dangers d'une prolongation des errements actuels.

A la suite des opérations de la Commission franco-marocaine (1^{er} trimestre 1902), le Gouvernement chérifien nous a reconnu toute liberté d'action au sujet des Doui Menia et des Ouled Djerir et, à l'appui de cette déclaration, chaque fois que l'Amel de Figuig est saisi de demandes ou de réclamations de la part de ces tribus, il ne manque pas de déclarer qu'il n'a pas à s'en occuper et que ces questions ne le regardent pas, les Doui Menia étant Français du seul fait de leur résidence.

Enfin, je ne reviendrai pas sur les conditions particulièrement désavantageuses que nous impose la configuration de la vallée de la Zousfana : ce long couloir, dans lequel sont nos postes, nos indigènes soumis, par lequel passent nos courriers, nos caravanes, est bordé de montagnes assez difficiles, mais percées de nombreux passages ; grâce à ces abris et à ces facilités combinés, les coupeurs de route ont beau jeu ; notre poursuite forcément restreinte, arrive trop tard, et nous ne pouvons jamais être prévenus, puisque nous nous interdisons d'aller voir ce qui se passe de l'autre côté de la muraille qui masque nos vues. Nous sommes réduits, dans ces conditions, à occuper tous les points de la vallée avec des forces nombreuses empruntées aux troupes de la Guerre, et qui ont le double inconvénient de coûter fort cher et de trop manifester notre présence.

L'expérience poursuivie, depuis bientôt deux ans, me semble concluante, et je me crois autorisé à déclarer à Votre Excellence que, selon mon avis, la solution de la sécurité de la Zousfana ne se trouve que dans une plus grande liberté accordée exclusivement à nos makhzens indigènes de patrouiller sur le versant Ouest du Béchar. Cela permettrait de réduire les postes dans la Zousfand, qui multiplient nos points de vulnérabilité et nous obligeraient à consacrer de nouvelles sommes à une région qui en a déjà trop exigé.

Je crois devoir me résumer en disant que la situation exige que nous fassions un légitime exercice des droits que nous ont conférés l'accord du 20 juillet 1901 et son application.

RÉVOIL.

*M. Révoil, Gouverneur général de l'Algérie,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Alger, le 12 février 1903.

Votre Excellence a bien voulu me confirmer la ratification, par le Gouvernement chérifien, des accords complémentaires au protocole du 20 juillet 1901 ; aussi, je me suis préoccupé de la réalisation des clauses

de cet arrangement qui réclamaient une exécution plus rapide et de la reprise des travaux de la Commission franco-marocaine.

En même temps, Si Mohammed el Guebbas me faisait connaître qu'il attachait une réelle importance à voir régler, le plus tôt possible, la question des troupes marocaines de Figuig et d'Oudjda, et celle de leur instruction : il désirerait vivement voir arriver bientôt dans le premier de ces postes les soldats actuellement rassemblés à Larache. Comme, de notre côté, nous n'avons aucun intérêt à retarder l'application des accords complémentaires, j'ai prié Guebbas de m'indiquer ses intentions au sujet de nos instructeurs militaires, et j'ai l'honneur d'exposer ci-dessous à Votre Excellence le résumé des entretiens du Fequih sur cette question.

Guebbas désire que l'action de nos cadres se limite, au début, au poste de Figuig, de manière à ne régler l'installation à Oudjda que lorsque la situation à Figuig sera bien assise ; cette préoccupation provient évidemment de l'idée de renforcer le plus tôt possible l'autorité chérifienne au point où elle est le plus mal établie.

Ensuite, dès que le service fonctionnera normalement, Guebbas est tout disposé à faciliter la création de postes annexes, également tenus par des troupes ayant à leur tête un instructeur français et destinés à étendre l'autorité des Amels, à assurer la sécurité et à faciliter les levées de recrues ou d'impôts.

Envisagé de cette façon, le rôle de cette fraction de notre mission militaire paraît entièrement conforme au programme d'entente avec le Makhzen et de développement des relations et du commerce, qui a été tracé par le Gouvernement.

Guebbas tient essentiellement à l'organisation, à côté de la mission d'instruction, d'un service médical qui serait dirigé par un médecin militaire français, chargé de donner des soins, non seulement aux réguliers marocains, mais encore aux fonctionnaires chérifiens et aux populations de l'Amalat ; une petite infirmerie serait ainsi créée à Oudjda et à Figuig (pour ce dernier point, et afin de ne pas augmenter les cadres de la mission, le service serait assuré, jusqu'à nouvel ordre, par le médecin de Beni Ounif).

Je crois inutile d'insister sur les services considérables que peut rendre à notre influence dans ces régions un service médical bien organisé et largement approvisionné.

RÉVOIL.

*M. Révil, Gouverneur général de l'Algérie,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Alger, le 3 mars 1903.

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, d'après des renseignements recueillis à Figuig et transmis par le chef de l'Annexe de Djenan-edar, Bou Amama a levé ses campements de Hattebett Khelil, se dirigeant sur Tanezzara.

Il aurait envoyé des émissaires aux Doui Menia et Oulad Djerir non ralliés, ainsi qu'à toutes les tribus des Beraber, pour leur faire connaître son déplacement.

Son fils Tayeb se serait rendu avec quarante cavaliers chez Si Allal pour tenter encore une démarche auprès des chefs des Zouaoua Gheraba, en vue de les décider à se joindre à lui.

Tanezzara se trouve à 75 kilomètres seulement de Figuig, dans la direction d'Aïn Chair. Ce n'est sans doute pas sans raisons que l'agitateur se rapproche ainsi de nos établissements. Les menées du Prétendant de Taza ne sont probablement pas étrangères à ce mouvement et nous devons prévoir une recrudescence de banditisme dans la région de la Zousfana.

D'ailleurs, les dernières nouvelles qui me sont parvenues de nos postes du Sud-Ouest rapportent que de nombreux méfaits ont été commis de ce côté et représentent la situation sous un jour assez sombre.

Le Chef de l'Annexe de Taghit, en particulier, signale des vols de plus en plus fréquents, commis par des gens de l'Ouest sur le territoire de sa circonscription. Les patrouilles envoyées à la poursuite des malfaiteurs sont généralement impuissantes, grâce à la proximité des montagnes et des Qçour de Bechar et d'Ouakda, où les bandits se réfugient avec leur butin.

Le même officier ajoute que, si cette situation se prolonge, il prévoit le moment où il ne pourra même plus répondre de la soumission des Doui Menia ralliés, qui ne trouvent pas chez nous la protection et la sécurité que nous devons leur assurer.

Dans la Saoura, les conséquences de cet état de choses se font également sentir. C'est ainsi que dernièrement plusieurs caravanes du Tafilelt, qui venaient aux Beni Abbès, auraient été arrêtées sur le Guir par des gens armés, partisans de Bou Amama, qui les auraient obligées à rebrousser chemin.

Il est incontestable que Bou Amama profite des difficultés suscitées au Gouvernement chérifien par le Prétendant de Taza pour fomenter des troubles. Il annoncerait même ouvertement la chute du Sultan Moulay Abd-el-Aziz et ce bruit rencontre une facile créance chez nos voisins. Tous les renseignements qui me parviennent en effet, aussi bien de la région d'Oudjda que de celle de Figuig, montrent que les populations avec lesquelles nous sommes en contact croient unanimement que c'est le Sultan qui a été battu par le Prétendant dans les dernières rencontres.

RÉVOIL.

M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères,

à M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger.

Paris, le 24 mars 1903.

L'Amel de Figuig présente la situation de l'oasis comme de plus en plus troublée par suite des intrigues de Bou Amama qu'encourage le Prétendant et, à la demande de Guebbas, l'Administration de l'Algérie réclame d'urgence l'envoi des 310 hommes réunis à Larache pour tenir garnison à Figuig.

J'attache beaucoup de prix à ce que cette affaire et celle de l'organisation de la nouvelle section de notre mission militaire soient réglées le plus tôt qu'il sera possible.

DELCASSÉ.

*M. Révoil, Gouverneur général de l'Algérie,
à M. Delcassé, Ministre des affaires étrangères.*

Alger, le 2 avril 1903.

De nouveaux renseignements reçus du corps d'armée indiquent qu'un convoi du génie a été attaqué à moitié route entre Qcar el Azoudj et bendi par un djich de plus d'une centaine d'hommes. Les deux postes aussitôt prévenus commencèrent vigoureusement la poursuite. Nous avons malheureusement à déplorer les pertes suivantes : huit tués et six blessés dont le lieutenant Ruffier, du 2^e étranger, atteint assez légèrement ; deux légionnaires disparus, plusieurs chevaux tués ou blessés. Les pertes du djich n'ont pu encore être précisées ; cinq chameaux ont été repris sur onze enlevés. Un rapport détaillé est attendu.

L'endroit où s'est produite cette attaque montre une fois de plus le danger permanent que constitue pour nos communications la région Moumen-Antar. Ce massif s'avance en pointe dans la vallée de la Zousfana et constitue un véritable balcon duquel les djichs surveillent nos mouvements et fondent sur leur objectif au moment opportun ; leur coup terminé, ils regagnent la montagne où nous nous sommes interdit de les poursuivre. Cette situation durera tant que nous ne contournerons pas ce massif et ne le couperons pas de ses communications avec l'Ouest. Les butins des derniers coups de main ayant tous été dirigés sur Bechar et Ouakda une police active et très mobile dans l'Oued Bou-Dib pourra seule faire cesser cet état de choses.

RÉVOIL.

*M. Révoil, Gouverneur général de l'Algérie,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Paris, le 6 avril 1903.

J'ai l'honneur de vous faire parvenir à toutes fins utiles copie du télégramme que M. le Président du Conseil m'a autorisé à adresser au Général commandant le 19^e corps d'armée.

RÉVOIL.

*Le Gouverneur général de l'Algérie,
à M. le Commandant du 19^e corps d'armée à Alger.*

Vous pouvez envoyer sans délai au général Cauchemez des instructions qui autorisent les postes qui seraient menacés par des incursions de tribus marocaines ou dissidentes à repousser et à poursuivre ces incursions dans le rayon nécessaire à leur défense et à leur protection, c'est-à-dire que le Béchar pourrait être contourné et le massif du Moumen

fouillé et parcouru à condition que ces opérations conservent un caractère exclusif de police, et soient exécutées par les effectifs empruntés aux postes, sans que la sécurité du poste soit comprise et sans que des dépenses spéciales soient engagées.

Je ne saurais trop appeler votre attention sur l'intérêt majeur qu'il y a à conduire ces opérations avec le soin de ne pas provoquer une levée en masse des tribus du Bled Siba, rendue plus à craindre par l'agitation marocaine; il ne faut à aucun prix, surtout dans la situation actuelle, paraître engager une question marocaine par le Sud-Ouest.

RÉVOIL.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 7 avril 1903.

Le Ministre d'Espagne m'annonce, d'après un télégramme de Melilla, que les Guelaya ont attaqué hier et cerné la kasbah marocaine de Djenada que Mouley el Mrani s'est réfugié à Melilla et que les troupes espagnoles sont sorties de la ville pour garder les limites du préside.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

*M. Varnier, Gouverneur général intérimaire de l'Algérie,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Alger, le 14 avril 1903.

Un télégramme reçu d'Oran me rend compte que Moulay Arafa, oncle du Sultan demande l'autorisation de se réfugier sur notre territoire avec sa suite : 200 hommes, 60 chevaux, 40 mulets, de préférence aux environs de Nemours, où il pourrait s'embarquer pour Tanger. De son côté, l'Amel d'Oudjda demande à s'installer à Marnia pour y attendre les ordres du Sultan. En transmettant ces indications, le Préfet ajoute qu'il a accordé les autorisations sollicitées en imposant seulement le désarmement à la frontière. En outre, cinquante spahis et deux compagnies de tirailleurs sont mis à la disposition du commandant supérieur de Marnia pour assurer le respect de notre territoire.

VARNIER.

*M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger.*

Alger, le 16 avril 1903.

Le Président de la République a reçu hier l'Ambassadeur du Sultan, ainsi que le Chef de la Délégation marocaine en Algérie.

Du discours adressé par Si Mohammed Guebbas à M. Loubet, je crois utile d'extraire, pour vous le communiquer, le passage suivant qui

précise la signification de la mission permanente attribuée au délégué du Makhzen.

« J'ai le ferme espoir », a dit Si Mohammed Guebbas, « que grâce au haut intérêt que vous lui témoignez et à la sollicitude des Représentants autorisés de votre Gouvernement, l'entreprise que je suis venu accomplir dans votre grande Colonie ne tardera pas à produire les conséquences favorables que nous en attendons.

» Augmenter la prospérité des deux pays voisins, développer et améliorer leurs relations, étendre leur commerce par une pénétration réciproque et établir définitivement la paix et la sécurité dans la région frontière, tel est le but que nous poursuivons et qui ne paraît pas impossible à atteindre entre deux contrées unies naturellement par leur position géographique et qui semblent faites pour s'entr'aider et s'accorder.

» En se réalisant, ces conditions fortifieront les liens de l'amitié qui existe déjà entre nos deux Gouvernements et qui, je n'en doute pas, se raffermira de plus en plus, par l'action bienfaisante de Votre Haute Excellence et celle du Sultan, mon maître et bienfaiteur, Moulay Abd el Aziz ».

DELCASSÉ.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 26 avril 1903.

Les nouvelles désastreuses reçues, d'une part, de Moulay El Mrani, d'autre part, de Moulay Arafa et de l'Amel d'Oudja, ont beaucoup troublé le Makhzen qui voit avec une vive inquiétude l'insurrection entrer en contact avec les possessions françaises et espagnoles.

J'apprends qu'après plusieurs jours de délibération le Makhzen, ne doutant pas de notre assentiment, a décidé d'envoyer immédiatement en Algérie une mission spéciale, composée d'un chambellan du Sultan, Si Ahmed Rekina, de Si Abderrahman ben Abdessadoq, gouverneur de Fez, et du caïd El Habbassi.

Cette mission débarquerait à Nemours ou Oran, gagnerait aussitôt Marnia, s'y installerait pour étudier la situation, tâcherait de négocier avec les tribus et de les ramener à l'obéissance.

Pour faciliter les relations entre les autorités algériennes et ces délégués spéciaux, Si Mohammed Guebbas serait invité temporairement à se joindre à eux à Marnia.

Les délégués, qui ont dû quitter Fez le 23, doivent se présenter à moi, porteurs d'une lettre de Si Abdelkerim, exposant l'objet de leur mission, faisant appel à la bienveillance du Gouvernement de la République et invoquant l'article 1^{er} de l'accord du 20 avril 1902, par lequel le Gouvernement français s'est engagé à prêter, en cas de besoin, son assistance au Gouvernement chérifien, pour l'aider à consolider son autorité sur les régions frontières. La pensée du Makhzen paraît être, pour le moment, de placer sur l'extrême frontière une délégation

formée de personnages assez éminents pour représenter utilement aux yeux des tribus marocaines orientales l'autorité souveraine.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.

à M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger.

Paris, le 1^{er} mai 1903.

Je vous autorise à faire savoir au Gouvernement chérifien que nous acceptons de l'assister dans son œuvre pacificatrice en accueillant la délégation qu'il se propose d'envoyer sur notre territoire.

DELCASSÉ.

M. Jonnart, Gouverneur général de l'Algérie,

à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.

Alger, le 7 mai 1903.

Un rapport qui vient de me parvenir relate les circonstances dans lesquelles le légionnaire Mielké, de garde à la redoute Duveyrier, a été assassiné, dans la nuit du 25 au 26 avril, par un coup de feu tiré à bout portant. Son fusil a été enlevé. Ce nouveau crime est imputé à des indigènes réfugiés à Figuig, car une patrouille envoyée dès le lever du soleil a relevé les traces fraîches de deux piétons se dirigeant vers Figuig. Les autorités locales réclament que des mesures de répression soient appliquées au Qçar Zenaga, centre d'opérations de tous les bandits opérant contre nous, dans lequel sont actuellement soignés les blessés de l'affaire du 29 mars à Qçar-el-Azoudj.

JONNART.

M. Jonnart, Gouverneur général de l'Algérie,

à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.

Alger, le 8 mai 1903.

Des renseignements apportés à Taghit par un Doui Menia relâché et transmis par exprès à Djenan el Dar annoncent que le convoi libre, portant les vivres à destination de la Zousfana et de la Saoura, a été presque totalement enlevé par une harka très nombreuse à Hassi Amara, au nord de Zafrani, sur la rive gauche de la Zousfana, le 5 mai au matin.

Les vivres destinés à Qçar-el-Azoudj, Djedida et Hassi el Mir avaient été seuls dirigés par la Zousfana et sont arrivés à destination, protégés par des groupes échelonnés le long de la vallée, tandis que la plus grande partie du convoi, de son propre mouvement, prenait par l'Erg. De notre côté, 25 morts et 15 blessés.

La harka comptait environ un millier de cavaliers et fantassins; elle

a couché, dans la nuit du 5 au 6, entre El Morra et Moungar, allumant ses feux, et sûre, en raison de son effectif, de ne pas être inquiétée.

Le lieutenant de Ganay, envoyé de Taghit, aussitôt la nouvelle connue, avec un peloton de Mokhaznis, a trouvé, le 6 au matin, la harka entière réunie à Mezerelt, avec les chameaux enlevés. Après un court combat, il dut se retirer sans pertes, pour éviter d'être tourné. Les autorités expriment certaines inquiétudes, car la harka aurait annoncé l'intention d'enlever, au retour, nos petits postes de la Zousfana. En outre, les Doui Menia ralliés qui formaient le convoi enlevé et ont subi des pertes songeraient à faire défection, disant que nous n'avons rien fait pour dissiper et repousser la harka.

JONNART.

*M. Jonnart, Gouverneur général de l'Algérie,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Alger, le 13 mai 1903.

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-après les dernières nouvelles qui me sont parvenues sur les événements qui se déroulent au Maroc, ainsi que sur la situation dans l'Ouest algérien.

Le Prétendant s'est avancé jusqu'à Zeboudja, vers la source de l'oued Kert. Il a reçu la soumission des Guelaïa qui l'ont ravitaillé et qui se sont emparés pour son compte, le 13 avril, de la casba de Djenada, devant laquelle ils auraient subi des pertes assez sérieuses. Les défenseurs, environ 350 fantassins commandés par le caïd El Bachir ben Sennah, se seraient réfugiés à Melilla. Ils n'auraient perdu que 5 hommes.

Le Prétendant aurait demandé aux autorités espagnoles de lui livrer El Bachir ben Sennah, ainsi que le Chérif Si Mohammed el Merani et l'amin du Sultan réfugiés à Melilla ; mais le Gouverneur de cette place lui aurait répondu par une fin de non-recevoir, en déclarant qu'il enverrait ces personnes à Tanger.

Le Prétendant doit se rendre chez les Beni Snassen, dont quelques tribus lui auraient déjà adressé leur soumission. Le qaïd des Beni Ourimèche, El Hadj Mohammed ben Bachir, qui avait réussi à asseoir son autorité parmi les Beni Snassen et qui soutenait dans leur pays la cause du Sultan, a éprouvé un échec de la part des Beni Bou Zeggou, des Sedjaâ et des Beni Mahiou, qui se sont ralliés au Prétendant et se sont installés sur le territoire des Beni Ourimèche, dont ils vident les silos. El Hadj Mohammed ben Bachir a dû se réfugier d'abord, avec le qaïd de Saïdia et l'amel d'Oudjda, qui lui prêtaient leur appui, dans la casba de Saïdia. L'amel a pu regagner Oudja, dans la nuit du 6 au 7 avril, en empruntant la route qui passe par le territoire algérien ; quant au qaïd des Beni Ourimèche, ayant appris que le Prétendant avait mis sa tête à prix, il s'est réfugié sur notre territoire, le 10 avril, avec ses parents et ses amis, au nombre de 200 environ. Ces indigènes ont été désarmés par les soins des autorités de Marnia.

Le Prétendant a écrit au qaïd et aux notables d'Oudjda d'arrêter Moulay Arafa et de le lui envoyer. Il leur prescrit également de remettre en liberté un ancien qaïd des Guelaïa, Hammou ben El Hadi,

qui est détenu dans cette ville depuis plusieurs années par ordre du Sultan.

Moulay Arafa, dont la mission a complètement échoué, s'est réfugié à son tour sur notre territoire. Il est arrivé à Marnia, le 13 avril, avec l'amel d'Oudjda et une suite de 200 personnes.

Avant ces événements, l'amel avait annoncé qu'il viendrait à Tlemcen pour saluer le Président de la République. Ensuite, lorsqu'il apprit que le Prétendant assiégeait la casba de Djenada et son khalifa celle d'Aïoun Sidi Mellouk, il crut de son devoir de rester à son poste et exprima toutes ses excuses de ne pouvoir aller se présenter au Chef de l'Etat français. Cependant, après avoir été contraint de chercher un refuge sur notre territoire, et conformément aux ordres reçus de son Gouvernement, il se rendit à Tlemcen et fut présenté au Président de la République, le 19 avril.

Les notables d'Oudjda rejoignirent l'amel à Tlemcen et firent une démarche auprès de lui pour le ramener avec eux dans cette ville. Effectivement, l'amel rentra à Oudjda, le 21 avril. Les gens d'Oudjda auraient décidé que, si le Prétendant se présentait, ils inviteraient l'amel à demander au Commandant supérieur de Marnia des secours sous la protection desquels ils se placeraient en attendant les ordres du Sultan. En tout cas ils lutteraient si c'était nécessaire.

Tous ces événements produisent une grande agitation dans les tribus marocaines voisines de la frontière ; mais nos populations du cercle de Marnia restent calmes, tout en se tenant en éveil.

Dans nos confins du Sud-Ouest, nos administrés sont toujours victimes de nombreux méfaits pour lesquels aucune satisfaction ne leur a été accordée jusqu'à ce jour.

Le 22 mars, 15 indigènes des Beni Guil ont enlevé aux Beni Metharef (Hamian) un troupeau de 320 moutons. Un cavalier des Hamian a été tué au cours de la poursuite, qui n'a eu d'ailleurs aucun résultat.

A la même date, 11 Beni Guil ont enlevé un troupeau de moutons aux Ouled Mansourah (Hamian) ; 12 cavaliers se sont mis à leur poursuite, les ont rejoints et obtenu la restitution de leurs animaux, à l'exception de 130 moutons qu'ils ont dû abandonner à leurs adversaires.

Le 24 mars, des coups de feu ont été échangés entre les tirailleurs qui occupent le caravansérail d'El Moungar (Zousfana) et un groupe de 25 rôdeurs qui s'étaient embusqués dans les rochers du voisinage.

Le 25 mars, 6 Beni Guil ont enlevé 4 chameaux et 5 bœufs aux Ouled Mansourah à Kasdir où est campé l'agha de Mécheria. 40 cavaliers des Hamian se sont mis à leur poursuite et ont réussi à enlever aux Beni Guil une centaine de chameaux ; mais ils durent pour cela livrer un combat au cours duquel ils eurent 2 hommes blessés, 6 chevaux tués et 3 blessés ; on ignore quelles ont été les pertes de leurs adversaires.

Le 26 mars, 3 chameaux ont été volés à une caravane des Bekakra (Hamian) près d'Oudjda.

Le 29 mars, un petit convoi du Makhzen a été enlevé entre Qçar el Azoudj et Fendi par une soixantaine de fantassins des Beni Guil et des Ouled Djerir. Les détachements de travailleurs militaires de Fenil et de Qçar el Azoudj se mirent à la poursuite des malfaiteurs, ils s'engagèrent ainsi dans un terrain excessivement difficile où ils eurent d'abord

quelques avantages; mais, après plusieurs heures de combat, les munitions commençant à faire défaut et le jour touchant à sa fin, nos soldats durent se replier; ils furent alors poursuivis à leur tour, et éprouvèrent des pertes sérieuses: 3 tirailleurs et 5 légionnaires furent tués, un officier, 2 spahis et 2 légionnaires blessés. Le djich se retira sur Bechar, puis sur Moughoul, où eut lieu le partage du butin consistant en 8 chameaux, 8 fusils modèle 1886 et quelques effets. On ignore le chiffre des pertes du djich.

Dans la nuit du 3 au 4 avril, 6 malfaiteurs venant du Maroc ont assailli un douar de la tribu du Kef (cercle de Marnia). Les gens du douar les ont repoussés après avoir échangé quelques coups de feu sans résultat.

Le 26 avril, à 1 heure du matin, le légionnaire qui était en sentinelle sur la face ouest de la redoute de Duveyrier a été tué d'un coup de feu et son fusil a été enlevé.

Dans la nuit du 26 au 27 avril, un djich d'une quinzaine d'hommes a rôdé autour de la redoute de Duveyrier. Les sentinelles ont tiré onze coups de feu sans résultat.

Enfin on signale un rassemblement important d'Oulad Djerir, de Beni Guil et de Beraber qui serait concentré à Bechar et se disposerait à opérer dans la Zousfana, soit contre un convoi, soit contre des campements, soit même contre nos postes. Ce rassemblement a enlevé un convoi libre à Zafrani, le 5 mai.

Ces coups de main répétés montrent que nos voisins de l'Ouest prennent pour de la faiblesse nos sentiments de conciliation. Quant à nos administrés, ils ne comprennent pas davantage notre mansuétude. Cette situation pourrait devenir grave à un moment donné, et dès à présent, les relations tendues qui existent entre les Hamian et les Beni Guil constituent une menace pour la tranquillité de nos confins, au sud du Teniet Sassi.

JONNART.

M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères,

à M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger.

Paris, le 13 mai 1903.

La valise vous porte des renseignements détaillés sur des actes d'agression commis à la frontière marocaine et notamment sur l'attaque d'un de nos convois près de Taghit par une bande nombreuse de pillards marocains. Saisi de la question, le Conseil des Ministres a été d'avis qu'il faut réprimer vigoureusement ces actes d'agression et le Gouverneur général de l'Algérie doit soumettre au Gouvernement des propositions à cet effet. Il est question d'une exécution rapide, non suivie d'occupation, dirigée contre le Qçar de Zenaga qui donne asile à tous les malfaiteurs de la région de Figuig et d'organiser une police au moyen de détachements mobiles dans le Djebel Bechar. Je crois devoir vous aviser de ces projets à titre d'information.

DELCASSÉ.

*M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères,
à MM. les Ambassadeurs de la République française à Londres et à Madrid.*

Paris, le 15 mai 1903.

Une série d'actes d'agression ont été commis ces temps derniers contre nos postes à la frontière marocaine et en dernier lieu près de Taghit où une nombreuse bande de pillards marocains a enlevé un de nos convois, tuant 25 hommes et en blessant 15. Saisi de la question, le Conseil des Ministres a été d'avis qu'il fallait réprimer vigoureusement ces actes d'agression et le Gouverneur général de l'Algérie va soumettre au Gouvernement des propositions à cet effet. Il est question d'une exécution rapide, non suivie d'occupation, contre l'un des qçour de Figuig, nommé Zenaga, qui donne asile à tous les malfaiteurs de la région, et d'organiser une police au moyen de détachements mobiles dans le Djebel Bechar. Nous nous proposons, d'autre part, de livrer prochainement passage par notre territoire à un détachement marocain qui va tenir garnison à Figuig.

Je crois devoir vous aviser de ces projets afin de vous mettre en mesure d'en indiquer, en cas de besoin, le caractère purement défensif.

DELCASSE.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 19 mai 1903.

Mon télégramme du 26 avril a renseigné Votre Excellence sur l'objet de la mission spéciale que le Makhzen, dans sa détresse, a décidé d'envoyer à Melilla d'abord, puis à Lalla-Marnia. Le 9 de ce mois, Si Mohammed Torres est venu me présenter les deux principaux personnages de cette délégation, Si Ahmed Er Rekina, chambellan du Sultan, et Si Abderrahman ben Abdessadoq, gouverneur de Fez.

Si Ahmed Errekina, chef de la mission, m'a remis une lettre de Ben Sliman dont j'ai l'honneur de vous communiquer, ci-joint, la traduction. Le Ministre chérifien des Affaires étrangères y expose que les délégués sont chargés « de rechercher les dispositions utiles en vue d'assurer l'affermissement de la ville d'Oudjda et des points voisins, d'y relever les forces du Gouvernement, d'y rétablir le calme ». Il exprime l'espoir que nous voudrions bien « assister ces commissaires d'avis utiles et de conseils fructueux » et que M. le Gouverneur général de l'Algérie ne refusera pas de les aider « en leur fournissant le concours des quelques personnes expérimentées dont ils pourraient avoir besoin, et en se prêtant à recevoir les forces du Makhzen qui se réfugieraient dans quelque poste algérien ». Après avoir invoqué enfin « les engagements anciens et récents conclus entre les deux Gouvernements, pour la sauvegarde des droits de voisinage », Ben Sliman émet le vœu « que nous étendions encore le cercle de notre concours et de notre bienveillance en considération des événements actuels ».

Le premier interprète de ma Légation m'ayant, en présence des délégués, traduit verbalement cette lettre, je n'ai pas manqué de dire à

Si Ahmed Er Rekina, comme j'y étais autorisé par votre télégramme du 1^{er} de ce mois, que le Gouvernement de la République, tout disposé à assister le Gouvernement chérifien dans son œuvre pacificatrice, accueillerait avec bienveillance les délégués du Makhzen en Algérie, où l'appui amical de M. le Gouverneur général ne leur ferait point défaut.

Il est intéressant que le Makhzen consacre ainsi, en les invoquant le premier, ces accords franco-marocains du printemps de 1902. L'article 1^{er} de l'accord du 20 avril oblige le Gouvernement de la République à prêter en cas de besoin son appui au Gouvernement Chérifien pour l'aider à consolider son autorité sur les régions frontières.

Les griefs que le Sultan peut personnellement nous donner ne doivent pas nous faire illusion sur la réalité des choses. Très fort pour agiter un pays où des favoris malavisés ont ruiné l'autorité du souverain, Bou Hamara ne paraît guère en situation de parvenir lui-même au sultanat. Il semble en avoir le sentiment puisqu'il a jugé bon de revêtir une personnalité d'emprunt, recourant ainsi à une feinte dont le succès serait bien malaisé à soutenir jusqu'au bout.

Ce n'est donc pas à un prochain et simple changement de règne que paraît devoir le plus probablement aboutir la crise intérieure qui va toujours s'aggravant. C'est toujours à un état prolongé et de plus en plus accentué, d'anarchie, d'agitations, et de petites guerres intestines. Cet état déplorable peut léser et alarmer les diverses puissances dans la proportion où se sont développés au Maroc les intérêts de leurs nationaux ; mais il concerne en première ligne et hors de toute proportion la puissance qui a civilisé et qui gouverne le reste de la Berbérie.

Telle est, brièvement résumée, la situation qu'il paraît bon de se rappeler, au moment où les délégués spéciaux du Makhzen vont, avec notre autorisation s'installer à Lalla Marnia et nous demander de les assister dans les tentatives qu'ils poursuivront pour relever dans les tentatives qu'ils poursuivront pour relever dans la région d'Oudjda l'autorité du Sultan.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

Annexe.

*Si Abdelkerim ben Sliman, Ministre des Affaires étrangères du Sultan,
à M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger.*

Fez, le 21 avril 1903.

Compliments d'usage. . . .

Sa Majesté Chérifienne, Dieu la glorifie ! a décidé d'envoyer le chambellan Si Ahmed Er Rekina Et Tetouani et le qaid Si Abderrahman ben Abdessadoq, accompagnés d'un certain nombre de personnes, pour se rendre par mer de Tanger à Nemours, port du territoire de l'illustre Gouvernement français, et gagner de là Marnia. Ils sont chargés de rechercher les dispositions utiles en vue d'assurer l'affermissement de la ville d'Oudjda et des points voisins qui se trouvent sur la ligne frontière qui sépare le Maroc de l'Algérie, de rétablir les forces

du Gouvernement chérifien et de les accroître d'un renfort proportionné à la situation afin de consolider cette région, d'y établir le calme et d'y effacer les traces du trouble et de l'agitation qui y règnent en ce moment par le fait de ce révolté, de ce perturbateur que vous connaissez.

Comme cette mission a pour objet de veiller au respect des deux frontières et de poursuivre le maintien de la paix entre les deux pays voisins, Notre Seigneur — Dieu le glorifie ! — m'a ordonné de vous faire part du but recherché afin que, justifiant l'espoir mis en vous et en votre Gouvernement ami, vous veuillez bien assister ces commissaires d'avis utiles et de conseils fructueux et vous employer à faire donner aux autorités des postes voisins de l'Algérie les instructions nécessaires pour qu'elles reçoivent ces envoyés à leur débarquement avec les égards attendus de vous, leur conseillent des mesures de nature à les aider à réaliser leur mission, leur facilitent les moyens de transporter les armes nécessaires, les aident en leur fournissant le concours des quelques personnes expérimentées dont ils pourraient avoir besoin et se prêtent à recevoir les renforts du Makhzen qui se réfugieraient, en cas de besoin, dans un de vos postes au début, pour échapper aux partisans de l'agitateur en attendant qu'il soit possible d'organiser l'équipement de forces suffisantes pour aller fortifier Oudjda et ses environs et commencer à rétablir le bon ordre parmi les tribus du voisinage.

Au cas où il y aurait intérêt à ce que notre ami commun Si Mohammed el Guebbas se rendit auprès d'eux à Marnia pour qu'ils s'entretenissent avec lui avant d'ordonnancer leurs travaux, puisqu'il possède une connaissance toute fraîche des affaires de cette région, je vous demanderai de vouloir bien l'assister à cet effet : les résultats attendus de cet entretien une fois obtenus, il retournerait à son poste. Les ordres chérifiens à ce sujet lui ont été envoyés.

Ces deux commissaires ont reçu l'ordre d'aller vous voir, présentés par le représentant Si Mohammed Torrès et de se concerter avec vous sur ce qui vient d'être dit. Je sais que je puis entièrement compter sur votre appui et votre concours, en raison des engagements anciens et récents conclus entre les deux Gouvernements illustres pour la sauvegarde des droits de voisinage. J'espère même que vous étendrez encore le cercle de votre concours et de votre bienveillance en considération de l'événement actuel qui ne laissera de tranquillité aux deux pays dans ces régions que lorsqu'il y aura été mis un terme.

ABDEL KERIM SLIMAN (Dieu le favorise !).

*M. Jonnart, Gouverneur général de l'Algérie,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Alger, le 20 mai 1903.

Le commandant d'armes de Beni Ounif rend compte que le soldat de première classe Berger (Auguste), du 1^{er} étranger, faisant partie du poste de garde de Beni Ounif, a été tué d'un coup de feu à la poitrine, le 18 mai, à 11 heures du soir.

JONNART.

*M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger.*

Paris, le 23 mai 1903.

Les mesures militaires mentionnées dans mon télégramme du 13 mai ont été décidées et seront promptement exécutées. Vous aurez à faire en sorte que l'on ne se méprenne pas au Maroc sur leur caractère et leur portée.

DELCASSÉ.

*M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger.*

Paris, le 27 mai 1903.

L'Administration militaire organise, avec les goumiers des tribus placées sous notre domination, des contre-harkas qui, pendant dix ou quinze jours, battront la région, vers Ain-Chair, où se trouvent les pillards qui ont enlevé un récent convoi et, plus au nord, la région d'où sont parties les dernières agressions. D'autre part, nos troupes vont être sensiblement renforcées à Méchéria et à Djenan-ed-Dar, de manière à appuyer ces goums.

En informant le Gouvernement chérifien des dispositions que nous avons adoptées, vous ne manquerez pas de lui donner toutes les assurances nécessaires en ce qui concerne notre ferme intention de respecter le traité de 1845, dont les opérations qui se préparent ne sont qu'une application; vous ajouterez que la seule protection de nos territoires nous oblige à exécuter dans ces régions des mesures de police que le Gouvernement chérifien, dans les circonstances présentes, est lui-même incapable de prendre.

DELCASSÉ.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 29 mai 1903.

J'invite le premier secrétaire de ma Légation, M. Descos, actuellement en mission à Fez, à informer Ben Sliman des dispositions que nous avons dû adopter pour la protection de nos postes et de nos convois et à en bien marquer le caractère d'après les indications contenues notamment dans votre télégramme du 27 de ce mois.

Quant aux Représentants des Puissances, le langage que la plupart d'entre eux m'ont tenu spontanément au sujet de l'agression dirigée contre nous semble me donner toutes facilités pour les empêcher de se méprendre sur le sens et la portée de nos actions.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

*M. Jonnart, Gouverneur général de l'Algérie,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Beni-Ounif, le 31 mai 1903.

J'ai reçu ce matin, près de Beni-Ounif, la visite de l'Amel ou agent du Gouvernement marocain de Figuig. Il m'a assuré de la bonne volonté de son Gouvernement de faire régner la tranquillité sur la frontière et m'a demandé appui du Gouvernement français à cet effet.

Je l'ai cordialement remercié de sa démarche, mais je lui ai fait observer que, jusqu'à présent, le Gouvernement de la République avait été seul à prendre les mesures nécessitées par l'insécurité et que, loin de lui prêter son concours, le Makhzen ne lui avait jamais demandé, d'une façon formelle, de l'appuyer à Figuig. Je lui ai fait prévoir comme conséquence que nous serions, sans doute, amenés prochainement à prendre les dispositions nécessaires pour le rétablissement de l'ordre.

L'Amel a reconnu l'impossibilité où se trouve son Gouvernement de faire respecter son autorité dans les oasis de la frontière, particulièrement par les habitants de Zenaga, et il s'est contenté d'exprimer le souhait que les mesures prises par le Gouvernement français fussent aussi limitées que possible.

A la suite de cet entretien, j'ai fait, avec lui et sur le désir exprimé par le général O'Connor, une excursion au cours de laquelle des coups de feu ont été tirés de Zenaga dans notre direction, bien qu'un qaïd de ce qçar fût également venu au devant de moi pour me saluer et m'assurer des meilleures dispositions des habitants.

L'Amel m'a fait remarquer alors que je voyais là la preuve de l'impuissance où il se trouvait d'empêcher les attentats que nous avions subis ces derniers temps. Il est rentré ensuite à Figuig.

Une compagnie montée de la légion, qui surveillait les oasis, est restée en arrière de nous et a répondu au feu de Zenaga.

JONNART.

*M. Jonnart, Gouverneur général de l'Algérie,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Duveyrier, le 1^{er} juin 1903.

Je n'ai pas voulu quitter Beni-Ounif avant la rentrée des deux compagnies de la légion attaquée par les qçouriens de Zenaga au moment où, accompagné de l'Amel, je quittais le col de Zenaga pour revenir à Beni Ounif. Ces compagnies viennent de rentrer après un combat de quatre heures. Pas de tué, dix-sept blessés, dont la plupart peu grièvement. Quatre blessés seulement présenteraient une certaine gravité.

Presque tous les assaillants, dont le nombre était relativement considérable, venant de Zenaga, s'y sont retirés après avoir essuyé des pertes très sérieuses.

A l'instant m'arrive l'Amel de Figuig, très ému et indigné de cette agression, la réprouvant de toutes ses forces, au nom du Gouvernement marocain que les qçouriens avaient déshonoré, disait-il, à nos yeux, et

me promettant de me renseigner sur l'état des esprits et les dispositions qui pourraient être concertées pour renouveler attaque contre nous.

Il m'a promis de me faire connaître les noms des promoteurs du mouvement. D'après lui, les notables de Zenaga seraient venus immédiatement pour lui exprimer leurs regrets des faits accomplis. Je crois l'Amel de bonne foi, mais j'ai constaté une fois de plus qu'il n'a, à Figuig, aucune autorité et ne dispose d'aucun moyen d'assurer la sécurité.

Il reconnaît lui-même que le qçar de Zenaga est le refuge de tous les pillards et de tous les bandits de la région.

JONNART.

*M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger.*

Paris, le 1^{er} juin 1903.

Je reçois du Gouverneur général de l'Algérie les télégrammes suivants :

(Télégrammes des 31 mai et 1^{er} juin).

Nous voilà donc obligés de faire la besogne qui incombait au Gouvernement marocain. Mais dès maintenant nous devons marquer sa responsabilité et poser le principe des réparations politiques et matérielles qu'exigent tant d'agressions et tant de meurtres.

DELCASSÉ.

*M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères,
aux Ambassadeurs de la République française à Londres et Madrid.*

Paris, le 2 juin 1903.

Je reçois du Gouverneur général de l'Algérie les télégrammes suivants (*suit le texte des télégrammes de M. Jonnart du 31 mai et du 1^{er} juin*) :

Le Gouverneur général, en me rendant compte de l'agression qu'il a lui-même subie à Beni-Ounif le 31 mai dernier, m'a fait savoir le 1^{er} de ce mois que deux sections d'artillerie, arrivées à Aïn-Sefra, allaient permettre à nos troupes d'infliger aux qçouriens de Zenaga un châtiment devenu plus que jamais indispensable. M. Jonnart est en complet accord avec les fonctionnaires marocains de la frontière pour exercer cette action qu'ils sont hors d'état d'assurer eux-mêmes.

Malgré les difficultés croissantes qui résultent pour le Gouvernement de la répétition de ces incidents sanglants et de l'impuissance du Makhzen à les empêcher, nos résolutions n'ont point changé.

DELCASSÉ.

*M. Jonnart, Gouverneur général de l'Algérie,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Alger, le 8 juin 1903.

Le bombardement de Zenaga a été exécuté ce matin. On avait envoyé l'ordre de faire évacuer le qçar par les femmes et les enfants.

JONNART.

*M. Jonnart, Gouverneur général de l'Algérie,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Alger, le 11 juin 1903.

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le télégramme que m'adresse de Beni-Ounif le Général commandant la division d'Oran :

« Les Djemaas des 7 qçour du Figuig m'ont fait connaître, hier au soir, que toutes nos conditions étaient acceptées et seraient exécutées aujourd'hui, ce qui a eu lieu.

» Voici ces conditions : livraison des otages, qui sont déjà en route pour Aïn-Sefra. Versement des armes et contribution de guerre.
» Responsabilité des qçour pour la livraison des coupables. Libre accès des qçour ».

Le Général donne dans un second télégramme les renseignements complémentaires suivants : « Engagements imposés aux qçouriens :
» 1^o bon voisinage ; 2^o accès des qçour interdit aux fauteurs de troubles ;
» 3^o liberté et sécurité pour les Français se rendant dans les qçour ;
» 4^o responsabilité des méfaits et livraison des malfaiteurs sur la demande de la France ; 5^o interdiction de franchir les cols en armes, sans autorisation ; 6^o obligation de nous aviser des événements importants ; 7^o acquitter une indemnité de 60.105 francs, livraison des armes de guerre, remise des otages au nombre de 14 garantissant exécution des engagements. Territoires des qçour limités par les murs extérieurs des palmeraies. En échange la France confirme la liberté, la sécurité, le droit de propriété des qçouriens sur son territoire. Ces engagements ont été revêtus de mon cachet et de la signature des délégués des Djemaas ».

JONNART.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger.
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 20 juin 1903.

Le Ministre chérifien des Affaires étrangères vient de m'exprimer les regrets du Sultan au sujet des attentats commis à notre préjudice par les pillards marocains de la région de Figuig et, en particulier, au sujet de l'agression dirigée contre le Gouverneur général de l'Algérie.

Voici la traduction intégrale de la lettre de Ben Sliman.

« Votre premier secrétaire M. Descos, est venu me voir et m'a fait connaître, en votre nom, qu'un ramassis de malfaiteurs des tribus

voisines de la frontière guettent le passage des caravanes du Gouvernement de l'Algérie, leur livrent des attaques, les pillent et les tuent ; les actes de ce genre ont pris une telle proportion et une si grande gravité que le Gouvernement français respecté s'est vu obligé de lever un certain nombre de cavaliers des tribus de l'Algérie, sous le commandement d'officiers français, pour effectuer une tournée dans les refuges présumés de ces pillards en vue de leur infliger un châtiment sévère de nature à détourner leurs pareils de les imiter, surtout après l'attaque audacieusement dirigée par ces mauvais sujets sur le convoi de M. le Gouverneur général, du Gouverneur de Figuig et de ceux qui les accompagnaient.

J'ai vivement regretté tous ces faits et surtout le plus récent dirigé contre le Gouverneur général. Quand j'en ai fait part à S. M. chérifienne, elle en a été très émue et péniblement affectée, elle l'a vivement regretté. Elle m'a ordonné, Dieu la glorifie ! de vous écrire pour vous exprimer ses regrets et son trouble, et vous dire que, si ce fait ne s'était pas produit dans un moment où son Gouverneur chérifien est entièrement préoccupé de faire disparaître les vestiges de cet agitateur, comme vous le savez, il aurait pris pour châtier ces mauvais sujets et leurs pareils des mesures de répression qui auraient donné satisfaction. Mais le châtiment ne cessera de les menacer jusqu'au jour où il sera possible, avec l'aide de Dieu.

Sa Majesté, Dieu la glorifie ! m'a ordonné également de vous remercier de ce que l'on ait tenu à se borner à se défendre et à empêcher le retour de ces actes déplorables, sans aller jusqu'à jeter le trouble chez d'autres par des mesures qui auraient pu faire croire à une violation des engagements anciens et récents conclus entre les deux gouvernements respectés en vue du maintien de la paix et de l'appui réciproque pour l'établissement de la tranquillité, surtout dans un moment comme celui-ci où l'ami a besoin de son ami, le voisin de son voisin. Il demande à Dieu que l'œuvre entreprise par tous les moyens amicaux entre les deux gouvernements soit menée à bien. *Signé* : ABDELKERIM BEN SLIMAN.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

*M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger.*

Paris, le 20 juin 1903.

Je prends acte de la communication du Makhzen transmise par votre télégramme de ce jour.

Notre politique n'est pas modifiée et nous entendons limiter les mesures militaires aux opérations strictement nécessaires pour assurer l'ordre et la sécurité aux lieux et places du Makhzen impuissant.

DELCASSÉ.

*M. Jonnart, Gouverneur de l'Algérie,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Mustapha-Palais, le 20 juin 1903.

Les habitants d'Oudjda menacés par les partisans du Prétendant ont fait demander au commandant du cercle de Marnia l'intervention des troupes françaises, proposant en échange de se soumettre définitivement à la protection française. J'ai répondu à cet agent que mon administration ne pouvait examiner une proposition de ce genre dont le Gouvernement français ne saurait être saisi que par le Gouvernement marocain.

JONNART.

*M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères,
aux Ambassadeurs de la République française à Londres et Madrid.*

Paris, le 20 juin 1903.

Les tribus qui soutiennent le Prétendant menaçant depuis plusieurs semaines Oudjda, dont l'amel a dû se réfugier sur notre territoire, le Makhzen avait envoyé, d'accord avec nous, des délégués dans le département d'Oran, afin de négocier avec les rebelles. Ces délégués nous ont demandé à plusieurs reprises le concours de contingents militaires français pour rétablir l'autorité de l'amel à Oudjda. Après nous y être refusés, je viens, en présence d'une nouvelle demande présentée par Si Torrès à M. Saint-René Taillandier, de télégraphier à ce dernier que nous ne pourrions l'accueillir que si nous en étions saisis par écrit.

En vous signalant ces pourparlers, je tiens à vous indiquer nettement le caractère de l'action que nous pourrions être éventuellement amenés à exercer.

DELCASSÉ.

*M. Jonnart, Gouverneur général de l'Algérie,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Alger, le 20 juin 1903.

J'ai pris l'avis du Commandant du XIX^e corps et du Général commandant la division d'Oran au sujet de l'envoi d'armes que le Makhzen se propose de faire à la mission marocaine de Marnia. J'estime comme eux que nous n'avons pas d'objections à soulever en principe contre cet envoi, bien que, selon toute vraisemblance, il doive demeurer inutile. La mission Rekina ne dispose, en effet, d'aucune troupe régulière et il n'est pas à prévoir qu'elle puisse recruter des partisans parmi les populations marocaines de la frontière, puisque, comme vous le savez par mon télégramme de ce matin, ces populations menacent Oudjda restée fidèle au Sultan. D'autre part, au point de vue de la sécurité de notre frontière, cette distribution d'armes, si elle était faite d'une façon un peu considérable, pourrait avoir de sérieux inconvénients et j'aurais éventuellement à demander au Gouvernement l'autorisation

d'y parer. Néanmoins, je suis prêt à seconder votre désir en facilitant l'envoi dont il s'agit. Je sais que Rekina a demandé à Si Torrès d'envoyer à Oudja les troupes marocaines destinées à Figuig et actuellement à Oran ; je serais d'avis le cas échéant de favoriser ce mouvement pourvu que nos officiers instructeurs n'en fissent pas partie.

JONNART.

*M. Jonnart, Gouverneur général de l'Algérie,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Mustapha-Palais, le 21 juin, 1903.

Suite à mon télégramme d'hier.

La Division d'Oran ne transmet le télégramme suivant du commandant du cercle de Marnia :

« Guebbas est venu demander que le Gouverneur général autorise et prescrive envoi immédiat à Marnia des soldats destinés à Figuig, actuellement à Oran, et en outre des armes déposées dans cette ville moins sept caisses de fusils avec leur quatorze caisses de cartouches. La quantité à envoyer sera donc de dix-huit caisses de fusils et trente-six caisses de cartouches. Guebbas insiste vivement et m'a prié d'intervenir pour que satisfaction immédiate lui soit accordée, soldats et fusils étant destinés à Oudja dont la situation est très critique, le prétendant menaçant sérieusement cette ville. La mission a télégraphié à Si Torrès, mais vu l'urgence, Guebbas prend sur lui de faire exécuter cet envoi sans attendre la réponse ».

JONNART.

*M. Jonnart, Gouverneur Général de l'Algérie,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Alger, le 26 juin 1903.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la Mission marocaine installée à Marnia continue ses négociations en vue de ramener les tribus de l'Est marocain à la cause du Sultan.

Les notables de l'amalat d'Oudja convoqués à Marnia sont tous d'accord pour déclarer qu'ils ne peuvent rien faire en faveur de Moulay Abd-el-Aziz, tant que ce dernier n'aura pas envoyé une colonne à la Kasba de Messoun ou des troupes à Saïdia. Jusque-là, disent-ils, la masse de la population, quoique non opposée au Sultan, mais émue de l'inaction du Makhzen et des succès du prétendant, ne se décidera pas à marcher contre ce dernier.

Le Prétendant a quitté enfin Selouane. Il serait arrivé à Cherraa avec ses contingents.

Il a envoyé à Oudja, avec le titre d'amel, un certain El Hadj Mohammed ben Mohammed, des Oudaia. Cette nomination a été mal accueillie par les habitants d'Oudja.

Ces renseignements, qui semblent indiquer que le Prétendant serait décidé à reprendre l'offensive, ont inspiré à Si Ahmed Rekina certaines craintes sous l'empire desquelles il a télégraphié à Si Mohammed

Torrès, à Tanger, le priant de solliciter un envoi de troupes françaises pour protéger la ville.

Aux dernières nouvelles ont annoncé que le Prétendant ayant écrit aux Mehaia, Angad, Messara, et Beni Khaled de piller les biens des habitants d'Oudja et de marcher sur cette ville qui avait manifesté en faveur du Sultan, les représentants de ces tribus ont décidé de répondre à cet appel. Ils se sont dirigés vers la ville en razziant les animaux rencontrés. Ils ont tué deux indigènes d'Oudja et en ont blessé un. Les habitants ont alors fermé les portes de leur ville, ont emprisonné les gens des tribus rebelles qui s'y trouvaient et ont retenu leurs animaux. En présence de ces faits la Mission marocaine insiste auprès de son Ministre à Tanger pour que l'intervention des troupes françaises s'effectue sans retard. D'autre part, les notables d'Oudja, qui se trouvaient à Marnia au moment de ces événements, ont déclaré au Commandant supérieur que les habitants d'Oudja, se voyant abandonnés par le Makhzen et menacés par le prétendant, à qui ils ne veulent pas se soumettre, implorent la protection de la France et sont prêts à supporter toutes les conséquences de notre intervention, même l'abandon définitif de leur ville aux Français, à condition que l'on agisse sans délai et qu'Oudja reste à jamais et quoi qu'il arrive sous la protection française. Au cas où leur demande serait agréée, ils s'engagent à apporter une déclaration dans ce sens signée pour toutes les notabilités intéressées, sans exception.

JONNART.

*M. Jonnart, Gouverneur général de l'Algérie,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Alger, le 27 juin 1903.

Comme suite à ma lettre du 26 juin, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Prétendant est arrivé à Aghbal. Il aurait l'intention d'entrer sous peu à Oudja. L'effectif de ses contingents serait actuellement de 300 cavaliers environ et de 250 fantassins.

Cette attitude nettement offensive provoque un mouvement en sa faveur parmi les tribus marocaines de la frontière qui montraient un peu d'indécision tant qu'il est resté immobile dans son camp de Selouane.

D'après des renseignements émanant d'une source sérieuse, il aurait l'intention de demander une entrevue au Commandant supérieur de Marnia. J'ai prescrit à cet Officier supérieur de refuser les lettres qui lui seraient remises de la part de l'agitateur et de n'entrer aucunement en relation avec lui.

La population d'Oudja est fortement impressionnée par l'approche des rebelles.

Dans les circonstances actuelles, la Mission de Si Ahmed Rekina semble vouée à un échec complet, parce que les tribus de la région constatent que le Sultan ne fait rien pour s'opposer à la marche du Prétendant. Si Ahmed Rekina se rend bien compte lui-même de son impuissance : c'est pour ce motif qu'il a adressé à Si Mohammed Torrès des télégrammes pour demander l'intervention de nos troupes.

JONNART.

*M. Jonnart, Gouverneur général de l'Algérie,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Alger, le 28 juin 1903.

Le Prétendant qui s'était porté, la semaine dernière, de Cherraa à Aghbal a quitté cette localité, le 26, pour aller camper sous les murs d'Oudjda. Il s'est installé à 2 kilomètres environ au sud-ouest de cette ville, à Sidi-Aïssa, avec de nombreux contingents et il paraît s'être rendu maître des sources qui alimentent Oudjda. Toutes les tribus de l'Est auraient adhéré à sa cause. Guebbas a déclaré au commandant du cercle de Marnia que le Makhzen allait envoyer par mer dans l'Amalat d'Oudjda 2.000 fantassins, dont la moitié serait déjà en route pour Tanger, venant de Fez.

J'ai fait admettre en franchise cinq cents fusils, cinquante mille cartouches, cinq cents uniformes et 50.000 douros adressés par le Gouvernement marocain à la Mission de Marnia et parvenus le 26 à Nemours.

JONNART.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 29 juin 1903.

Le Makhzen a décidé qu'il n'y avait pas lieu pour le moment de confirmer les demandes faites par Rekina et Si Torrès en vue d'une intervention de nos troupes à Oudjda. Ben Sliman s'est déclaré très reconnaissant de l'attitude à la fois bienveillante et réservée que j'ai gardée en présence de la démarche de Si Torrès. D'après le langage que plusieurs Ministres ont tenu spontanément sur ce sujet au drogman auxiliaire de ma Légation, M. Ben Ghabrit, le Makhzen paraît avoir considéré que l'appel fait à une intervention armée de l'étranger constituerait aux yeux des tribus soumises un aveu d'impuissance qui ne serait pas sans danger.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 29 juin 1903.

J'ai fait savoir à Si Torrès, sous les réserves indiquées par votre télégramme du 25 de ce mois, que les troupes marocaines destinées à secourir Oudjda seraient admises à passer par notre territoire. Si Torrès m'a dit que cette troupe, qui compterait environ 800 hommes, arriverait à Tanger nuitamment et qu'elle s'embarquerait sur le paquebot français du 8 juillet.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 30 juin 1903.

D'après les renseignements que me transmet le chef de notre mission militaire à Fez, la colonne qui se dirige vers Taza, sous le commandement du Ministre de la guerre, El Menebhi, a livré, le 11 et le 20 de ce mois, deux combats aux tribus de la montagne; on a pu apprécier, surtout dans la première de ces deux occasions, l'utilité du concours que le sous-lieutenant indigène de notre mission, M. Ben Sedira, fournit à l'armée chérifienne. Il est avéré que, le 11, c'est à l'opportune intervention de cet officier et à quelques obus bien envoyés par lui que les troupes du Sultan ont dû de ne pas subir un désastre et de garder le champ de bataille, alors qu'elles avaient été déjà tournées et battues à l'aile droite. Dans le combat du 20, les rebelles qui comprenaient les tribus des Tsoul, des Branès, des Haïaïna et des Çanhadja, sous les ordres du Khalifa du Rogui, mirent en déroute l'aile gauche de l'armée chérifienne et furent arrêtés à quelques centaines de mètres, par l'artillerie: le sous-lieutenant Sedira reçut à ce moment de Menebhi l'ordre de se replier.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 6 juillet 1903.

Le Ministre chérifien des Affaires étrangères vient de m'exprimer le vœu que nous prêtions un concours discret à la troupe chérifienne chargée d'occuper Oudjda.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint la traduction intégrale de la lettre que j'ai reçue de Ben Sliman à ce sujet.

Le capitaine Larras me paraîtrait désigné pour donner à Guebbas et à Rekina les conseils et l'assistance dont ils ont besoin.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

Annexe.

*Si Abdelkerim ben Sliman, Ministre des Affaires étrangères du Sultan,
à M. Saint-René Taillandier, Ministre de France à Tanger.*

TRADUCTION.

Fez, le 1^{er} juillet 1903.

Votre premier secrétaire, M. Descos, m'a fait connaître que, grâce à vos efforts et à votre active intervention, le Gouvernement français respecté, dont vous avez reçu la réponse, consent à appuyer le délégué de S. M. Chérifienne, Si Ahmed Errekina, en ce qui concerne les choses qui lui sont indispensables et qui doivent lui faciliter sa mission dans la

région d'Oudjda et pays circonvoisins; le Gouvernement français veut bien notamment autoriser le débarquement au port de Nemours des soldats de Sa Majesté qui y seront transportés par mer, et leur envoi à ce délégué par Marnia, et permet également leur passage sur les routes de l'intérieur de la partie de la frontière algérienne voisine, dans le cas où, les circonstances exigeant que leur débarquement fût effectué au port de Saïdia d'Adjeroud, il ne serait pas possible de les conduire à Oudjda par terre en passant par le territoire de S. M. Chérifienne.

J'ai fait part de ce qui précède à S. M. Chérifienne qui m'a ordonné (Dieu la fortifie !) de vous écrire pour vous exprimer sa gratitude envers le Gouvernement ami et pour vous remercier personnellement de votre amicale intervention et de votre appui en vue du maintien des droits de voisinage.

Elle m'a ordonné également de vous demander encore de faire vos efforts pour obtenir que M. le Gouverneur général de l'Algérie et les autorités des points voisins de la frontière du Maroc reçoivent pour instructions précises de soutenir le délégué Si Ahmed Errekina en faisant venir pour lui, moyennant pavement, tout ce dont il demandera la venue, comme armes, cartouches et même canons et munitions. De même s'il avait besoin de quatre ou six artilleurs expérimentés, on voudrait bien les lui fournir pour qu'ils lui prêtent leur concours pendant la durée de son séjour dans cette région, après quoi, au moment de son départ, ils retourneraient à leur lieu de résidence. Mais, à cet égard, il serait désirable que ces artilleurs fussent des musulmans d'Algérie instruits dans l'art de l'artillerie et dont le costume ressemblât au genre de costume des soldats marocains. Toutefois, s'il en est indispensable que certains d'entre eux soient des Français, je désirerais qu'ils portassent un costume de même genre et qu'ils parlassent l'arabe; tout cela pour des raisons que vous connaissez.

Je n'ai pas besoin d'attirer votre attention sur l'urgence qu'il y a à accéder immédiatement aux demandes que fait Si Ahmed Errekina avant que le moment propice soit passé, et sur l'importance qu'il y aura à veiller à ce qu'on ne fasse venir que des armes de bonne qualité qui puissent servir de suite et plus tard, à surveiller leur achat, à en fixer le prix, afin que toutes les opérations de ce genre soient sérieuses et efficaces.

Nous vous remercions d'avance, pleins de gratitude pour les résultats de vos bons procédés et la bienveillance de votre Gouvernement respecté.

ABDELKERIM BEN SLIMAN.

*M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Jonmart, Gouverneur général de l'Algérie.*

Paris, le 9 juillet 1903.

Je crois utile d'appeler votre attention sur les considérations de politique générale pour lesquelles il me semble actuellement désirable de prolonger la mission de Guebbas en Algérie et de faciliter les efforts tentés en ce moment par le Makhzen pour affermir son autorité dans la région voisine de notre frontière.

Il n'est pas sans intérêt de rappeler l'inutilité de nos tentatives, depuis un demi-siècle, pour faire pénétrer notre influence au Maroc par les frontières de l'Algérie, en dépit des avantages qui eussent dû cependant résulter pour nous de notre voisinage. D'importantes tribus marocaines constituaient entre l'Algérie et le Maroc comme un rideau impénétrable. Pour éviter d'aigrir des querelles locales et de faire naître à notre frontière une agitation qui pouvait porter ombrage à certaines Puissances, après avoir interdit à nos administrés de se faire eux-mêmes justice en cas d'agression, nous n'exercions plus nous-mêmes que fort rarement le droit de suite résultant du traité de 1845, et nous nous contentions d'exiger, en quelque sorte périodiquement, du Gouvernement chérifien des indemnités en faveur de nos tribus razzées, sans que la plupart du temps les vrais coupables en supportassent eux-mêmes la charge. A la faveur de ce régime, il s'était constitué en fait entre l'Algérie et le Maroc proprement dit une espèce de zone indépendante qui nous isolait absolument de nos voisins.

En concluant avec le Sultan les accords de 1901-1902, le Gouvernement de la République a eu surtout en vue de modifier cette situation qui ne pouvait se prolonger sans de graves inconvénients pour nous. Si nous mettons avec suite en pratique la politique qui doit en découler, il y a lieu d'espérer que, d'ici peu, nous pourrions d'accord avec le Makhzen, établir, à travers les tribus pacifiées, de nombreux points de contact avec l'Empire voisin et par là améliorer rapidement nos rapports avec le Sultan.

La présence de Guebbas en Algérie et le concours que nous accordons actuellement au Sultan pour rétablir son autorité le long de nos confins doivent contribuer à atteindre ce résultat.

DELCASSÉ.

*M. Jonnart, Gouverneur général de l'Algérie,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Alger, le 9 juillet 1903.

Notre Ministre à Tanger, m'annonce qu'environ treize cents soldats marocains viennent d'être embarqués dans ce port à destination de Nemours. J'ai envoyé des instructions pour que ces troupes soient bien accueillies, et que toutes facilités soient données en vue de leur passage sur notre territoire et du transport des armes et munitions qui les ont précédées à Nemours. J'envoie dans cette ville mon chef de Cabinet pour veiller à ce que, conformément à vos vues, le concours des autorités locales soit assuré à ces troupes et à la mission marocaine. Je ne négligerai rien pour faciliter les opérations projetées qui, si elles sont bien conduites, pourront évidemment avoir d'heureux résultats au point de vue de nos relations avec le Gouvernement marocain.

JONNART.

*M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Jonnart, Gouverneur général de l'Algérie.*

Paris, le 15 juillet 1903.

Le capitaine Larras, qui a fait partie de notre mission militaire au Maroc, part ce soir pour Oran, d'où il se mettra sans retard en relations avec Rekina et avec Guebbas afin de se concerter avec eux au sujet des préparatifs de l'expédition projetée sur Oudjda par les troupes marocaines en ce moment en Algérie. Je vous serai obligé de vouloir bien seconder la mission de cet officier et de donner des ordres dans ce sens aux autorités civiles et militaires d'Oran.

DELCASSÉ.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger.
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 24 juillet 1903.

Le capitaine Larras m'a communiqué hier le télégramme suivant adressé par lui au Gouvernement général de l'Algérie : « *Touki* arrivé aujourd'hui avec deux cent quatre-vingts soldats d'artillerie, trois mitrailleuses, mais sans canons. Guebbas voudrait deux canons pour pouvoir se mettre en route ; il y a urgence. Conformément aux lettres échangées entre le Makhzen et Légation à Tanger, pourrait-on céder, contre remboursement, à Guebbas deux canons de quatre-vingts de montagne, avec deux cents coups environ, et tout le matériel correspondant, caisses, bâts, harnachements, mulets pour servir les pièces, dont je prendrai le commandement. Guebbas demande indigènes algériens pour encadrer artillerie marocaine. Deux bons gradés, cinq ou six hommes de choix, pris, parmi les musulmans instruits des batteries d'Algérie, suffiraient ».

J'appuie cette demande auprès de Votre Excellence.

SAINT-RÉNÉ TAILLANDIER.

*M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger.*

Paris, le 4 août 1903.

Le Ministre de la Guerre me fait savoir qu'il a, dès le 27 juillet, autorisé par télégraphe les autorités militaires de l'Algérie à mettre à la disposition de Guebbas, contre remboursement, le matériel d'artillerie, avec le personnel nécessaire indiqué dans votre télégramme du 24 juillet.

DELCASSÉ.

M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger.
à *M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 11 août 1903.

Le Capitaine Larras me télégraphie que Rekina, avec les troupes du Makhzen, a occupé Oudjda ce matin. Guebbas, le capitaine Larras et la section frontière sont à Marnia où se concentrent les approvisionnements des Marocains et où doivent arriver demain les deux canons fournis par nous.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à *M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 26 août 1903.

Le Commissaire marocain vient de décider l'installation immédiate de la section frontière à Oudjda. Le service que Votre Excellence m'a permis de lui rendre, par l'envoi du capitaine Larras, n'est certainement pas étranger à ce résultat.

Un second officier est arrivé avant-hier à Oudjda.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

M. Jonnart, Gouverneur général de l'Algérie,
à *M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Alger, le 19 septembre 1903.

Je reçois de Marnia le télégramme suivant du général Delanneau, commandant la subdivision de Tlemcen :

« Capitaine Martin transmet requête de Rekina de tenir sur frontière deux bataillons d'infanterie et 500 cavaliers prêts à entrer à Oudjda dès qu'il en fera la demande officielle. Si cette demande parvient, dois-je occuper Oudjda ? ».

Je réponds comme suit :

« Le Ministre des Affaires étrangères a seul qualité pour recevoir et examiner une demande officielle qui lui serait adressée par le Gouvernement marocain en vue d'occuper Oudjda ».

JONNART.

M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères,
à *M. Jonnart, Gouverneur général de l'Algérie.*

Paris, le 21 septembre 1903.

Je ne peux qu'approuver votre réponse au général Delanneau.

Fidèles à notre ligne de conduite, nous ne pourrions examiner utilement une pareille demande que si elle nous était adressée formellement par le Ministre des Affaires étrangères du Sultan.

DELCASSÉ.

*M. Jonnart, Gouverneur général de l'Algérie,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Alger, le 24 septembre 1903.

Si Mohammed el Guebbas s'était empressé, dès mon arrivée, de venir me remercier, au nom de son Gouvernement, du concours que l'Administration Algérienne lui avait prêté sur la frontière marocaine.

J'ai rendu hier sa visite à l'envoyé du Makhzen, qui a renouvelé ses protestations de reconnaissance et d'amitié pour notre pays, en insistant particulièrement sur l'obligation qu'il nous avait pour avoir écarté de la frontière les rebelles qui s'étaient réfugiés sur notre territoire. Cette mesure de police avait été prise en effet par le commandant supérieur de Marnia, à la suite d'une entente avec Si Guebbas. Les partisans du prétendant qui ont passé en Algérie ont été invités à se rendre dans des tribus éloignées de la frontière et se sont soumis sans difficulté à ces prescriptions.

J'ai donné à entendre à Si Guebbas, sans me départir du ton de cordialité qui a marqué cet entretien, que la situation actuelle du Sud-Oranais ne nous laissait pas toute la liberté d'esprit nécessaire pour entretenir des relations étroites et suivies avec les autorités marocaines de la frontière, les agressions continuelles qui nous viennent du côté de l'ouest et que les agents du makhzen sont impuissants à prévenir, n'étant pas pour nous encourager à coopérer avec eux dans cette région. Je lui ai signalé notamment que nous avions de fortes raisons de croire que les fusils à tir rapide, avec lesquels les nomades ont attaqué dernièrement nos colonnes et nos postes, provenaient de l'armement de la ci-devant garnison de Figuig, dont les soldats se sont dispersés en vendant leur équipement.

J'ajoute à ce propos qu'on attire de divers côtés mon attention sur la contrebande d'armes qui se fait en grandes quantités par les côtes du Maroc, et que le Gouvernement du Sultan aurait, autant que nous, intérêt à supprimer.

J'ai l'honneur de soumettre cette question à votre examen, estimant qu'il serait très important à tous égards, d'arriver à une entente à ce sujet avec le makhzen en lui offrant, si vous le jugez possible, le concours de notre marine à cet effet.

Il serait bon en effet que notre entente avec le Maroc se traduisît par quelques mesures profitables aux deux parties. Nos relations avec Si Guebbas sont excellentes, et l'agent du Makhzen en Algérie m'a exprimé l'intention d'en témoigner de nouveau auprès de son gouvernement ; mais, puisqu'il se réfère volontiers aux accords franco-marocains, il est permis de remarquer que jusqu'ici nous avons été les seuls à les appliquer.

JONNART.

*M. Jonnart, Gouverneur général de l'Algérie,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Alger, le 1^{er} octobre 1903.

Je viens de recevoir seulement les rapports relatifs aux derniers incidents du Sud-Oranais et je puis maintenant assigner aux agressions

de Taghit et d'El Moungar leur véritable caractère. Il est parfaitement établi que la petite armée qui a assiégé Taghit, du 17 au 20 août, comprenait, sur 4.000 combattants, 3.000 Beraber et autres habitants du Tafilelt. Or, on sait que cette oasis est le pays d'origine de la famille chérifienne ; elle a actuellement pour gouverneur Moulay Rechid, oncle du Sultan, et le chef même de l'expédition, Mostefa el Hanafi, appartient également à la famille impériale. Les tribus du Tafilelt, à la différence des tribus des Doui Menia, des Oulad Djerir, des Beni Guill, qui nous avoisinent sont restées attachées par des liens assez étroits à la dynastie, sans pourtant payer tribut. Il y a un mois, dans le temps même où elles tentaient d'enlever nos postes, elles mettaient 1.500 à 1.800 fantassins à la disposition du makhzen. Il est donc tout à fait invraisemblable que le Gouvernement marocain ait ignoré ce qui se tramait contre nous, d'autant plus que nous-mêmes en étions avisés plusieurs semaines avant l'affaire de Taghit. Si Guebbas, qui naguère s'était fort ému de l'incident de Zenaga et avait réclamé de nous le châtimement des coupables, n'a fait aucune mention des derniers événements de la frontière. Quant aux motifs de cette agression, on ne saurait plus les chercher dans la disette. La dernière récolte, qui a presque totalement manqué dans notre voisinage immédiat, a été bonne dans le Tafilelt, et la harka de Mostefa el Hanafi était très bien approvisionnée. C'est donc uniquement la haine de l'étranger et du chrétien qui a guidé nos adversaires ; leur déroute devant Taghit, effacée d'ailleurs en partie par la surprise d'El-Moungar, n'a certainement pas diminué leur fanatisme, et l'on m'annonce que de nouvelles harkas des mêmes tribus se préparent dans la région du Guir.

Il ne m'appartient pas d'examiner si le fait qu'une véritable guerre sainte est organisée contre nous, au su du Sultan, doit influencer sur notre attitude à son égard, mais j'avais le devoir de vous signaler qu'à mon sens la responsabilité du Gouvernement marocain est directement engagée dans les récents incidents.

JONNART.

*M. Jonnart, Gouverneur de l'Algérie,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Alger, le 7 octobre 1903.

La part prépondérante prise par les tribus du Tafilelt à l'attaque de Taghit résulte de tous les rapports de nos postes du Sud-Oranais. Dès le mois de juillet, on annonçait de Beni Abbès la formation d'une très forte harka, composée en grande partie de gens du Tafilelt sous les ordres de Moulay Amar ben Mostefa el Hanafi du Tissimi (Tafilelt). Après les trois jours de combats sous Taghit, une partie de la harka s'enfuit vers le Tafilelt ; des prisonniers qu'on fit dans cette affaire confirmèrent que leur chef principal était Moulay Mostefa et après lui Ali Ouidir, chef des Ait Atta. Les Ait Khebbache, Ait Aïssa, Ait Saïd, autres tribus de cette oasis, avaient pris part à l'expédition. Une caravane, arrivée le 16 septembre à El Aricha, a fait savoir également que les gens du Tafilelt (Beraber, Ait Atta, Sebbah) avaient envoyé trois mille fantassins devant Taghit. La fidélité des gens du Tafilelt à l'égard du Sultan, n'a jamais été contestée ; le Gouverneur de cette oasis est

depuis longtemps Moulay Rechid, grand-oncle d'Abd el Aziz. Quant au chef de la harka, Moulay Amar, étant des Cheurfa de Mdaghra, il fait partie de la famille chérifienne.

Un des rapports précités signalait l'enthousiasme soulevé dans le Tafilelt par une prétendue victoire du Sultan, et Moulay Rechid envoyait au Makhzen, vers la fin d'août, un corps de 16 à 1.800 fantassins. Cependant je dois ajouter que naguère le même Gouverneur de Tafilelt nous a plus d'une fois avisés indirectement des mouvements des harkas qui se dirigeaient sur notre territoire.

Le Makhzen pourra, s'il est saisi d'une réclamation, discuter sur tel ou tel point de détail, mais rien ne saurait prévaloir contre deux faits incontestables : 1^o la harka a été recrutée principalement au Tafilelt, région qui est restée fidèle au Sultan ; 2^o le Makhzen ne nous a pas avisés du rassemblement de cette harka qui, depuis plus d'un mois, se préparait contre nous et qu'il ne pouvait ignorer, les nouvelles circulant au Maroc aussi rapidement qu'en Algérie et nous-mêmes étant avisés de ces mouvements. C'est en cela que consiste la responsabilité du Gouvernement marocain ; ainsi définie, elle me paraît indubitable.

JOHNART.

*M. Jonnart, Gouverneur général de l'Algérie,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Alger, le 7 octobre 1903.

Je crois devoir vous signaler la nécessité d'obtenir du Maroc l'interdiction de l'importation et la répression de la contrebande des armes et munitions de guerre. Cette mesure, aussi utile au Makhzen qu'à nous-mêmes, compléterait l'ensemble des dispositions d'ordre militaire que j'ai soumises à l'examen du Gouvernement en vue du rétablissement de la sécurité sur notre frontière. Depuis un an l'importation clandestine ou déclarée des armes au Maroc a augmenté dans des proportions considérables.

JOHNART.

*M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Jonnart, Gouverneur général de l'Algérie.*

Paris, le 19 décembre 1903.

A plusieurs reprises, vous avez bien voulu me communiquer les renseignements que vous avez pu recueillir, au sujet des attaques récemment dirigées par les tribus marocaines contre nos postes et convois du Sud-Oranais, renseignements d'où il semblait ressortir que le Makhzen n'aurait pas été étranger à l'organisation des harkas qui venaient périodiquement assaillir nos troupes dans la région saharienne.

Ces informations, et les appréciations personnelles que vous y aviez jointes, ne pouvaient manquer de retenir ma plus sérieuse attention.

Assurément, l'anarchie où se débat depuis quelques mois l'empire chérifien ne nous permettait pas de faire retomber sur le Sultan toute

la responsabilité des actes dont nous avons eu à souffrir, ces actes ayant été commis par des indigènes qui, pour la plupart, échappent en fait à l'autorité impériale. Mais nous étions pleinement fondés à lui reprocher sa négligence à nous avertir des mouvements qui se sont préparés sur son territoire et dont il est difficile d'admettre qu'il n'ait pas eu connaissance.

Aussi n'avais-je pas hésité à prescrire à notre Chargé d'affaires à Tanger de notifier au Makhzen nos légitimes griefs et de lui déclarer que nous le tiendrions désormais pour responsable de l'ignorance où il nous laisserait des tentatives d'agressions qui seraient de nouveau tramées contre nous. En même temps, M. Descos devait porter à la connaissance du Gouvernement chérifien les mesures d'ordre militaire que le Conseil des Ministres avait résolu de prendre, sur le versant occidental du Djebel-Béchar, en vue de protéger nos lignes de la Zousfana.

Notre représentant vient de me faire connaître le résultat des démarches dont je l'avais chargé. Le makhzen a, comme je l'espérais, compris l'importance de l'avertissement qui lui était donné, et les déclarations faites à notre Vice-Consul à Fez par Abdelkerim ben Sliman sont de nature à nous satisfaire. Ainsi que vous le verrez par la lecture du rapport, ci-joint en copie, de M. Gaillard, le Makhzen s'engage, non seulement à faire tous ses efforts pour amener à des sentiments pacifiques les tribus voisines de notre territoire, mais aussi à nous prévenir toutes les fois qu'il serait instruit de dispositions hostiles, prises malgré lui par ces tribus. En outre, il reconnaît la légitimité des mesures de préservation ou de répression auxquelles nous sommes obligés de recourir, et il ne s'oppose pas à l'occupation, décidée par nous, d'un point situé sur le versant occidental du Béchar, pourvu que nous évitions de pénétrer dans certains gçour et de prendre les dispositions contraires aux accords de 1901-1902.

DELCASSÉ.

Annexe.

*M. Gaillard, Vice-Consul de France à Fez,
à M. Descos, Chargé d'affaires de France au Maroc.*

Fez, le 24 novembre 1903.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que j'ai effectué aujourd'hui, auprès de Si Abdelkerim Ben Sliman, la démarche que vous m'aviez prescrite au sujet des derniers événements qui se sont produits dans le Sud-Oranais.

Je n'ai pas manqué d'insister sur la gravité de ces incidents, et je lui ai fait observer que, bien que les tribus qui s'en soient rendues coupables échappent en fait à l'autorité de Moulay Abd-el-Aziz, la négligence du Makhzen à nous avertir de leurs mouvements engageait, dans une certaine mesure, sa responsabilité.

Si Abdelkerim, m'interrompant alors, me dit qu'il avait connaissance des événements dont je parlais, notamment de l'affaire d'El Moungar et qu'il savait aussi par les journaux les commentaires malveillants pour

le Makhzen auxquels ils avaient donné lieu, mais qu'il espérait que ces commentaires n'auraient pu résister à l'examen des personnes au courant des affaires du Maroc et du Sahara. Le Gouvernement marocain, surtout dans les circonstances actuelles, a trop à redouter toute complication à la frontière pour les créer lui-même. Non seulement son autorité effective ne s'exerce pas sur les tribus au Sud de Figuig, mais ces tribus n'ont aucune communication avec la région de Fez, et certains personnages du Tafilelt, qui ont pris part avec les Beraber à l'affaire d'El Moungar, constituent, le fait est notoire, un élément de désordre au Tafilelt même, où ils se posent en adversaires de Moulay Abd-el-Aziz.

« Le Sultan, me dit-il, s'est fort ému de cette situation, et nous allions en écrire à votre Chargé d'affaires lorsque vous êtes arrivé à Fez. Je suis chargé par Sa Majesté de vous dire officiellement, afin que vous puissiez en rendre compte, que les incidents dont nous venons de parler l'ont d'autant plus vivement affectée qu'Elle n'ignore pas combien le bienveillant concours de votre Gouvernement lui a été utile dans la région d'Oudjda et qu'Elle en est reconnaissante. S'il était en son pouvoir de châtier les tribus qui se sont rendus coupables d'agression. Elle le ferait, mais si vous savez que cela n'était pas possible. En tout cas, Elle vous promet de faire toujours tous ses efforts pour arriver à l'établissement de l'ordre dans les régions qui nous occupent ».

Si Abdelkerim m'assura ensuite que le Makhzen, qui était en campagne au moment de l'affaire d'El Moungar, n'en a eu connaissance d'une façon exacte que par les journaux, ce qui n'a rien de surprenant, a-t-il ajouté, étant donné le peu de communications, surtout à l'heure actuelle, avec le Sud-Est marocain. Les djichs et les rezzous, comme les convois et les caravanes, sont l'existence habituelle des tribus nomades de ces régions, et les bruits concernant leur exécution ou leur préparation ne parviennent souvent à Fez que dénaturés par des récits le plus souvent inexacts.

Comme j'insistais sur la nécessité qu'il y aurait à ce que nous soyons tenus au courant des préparatifs des tribus, lorsque celles-ci se refusent à suivre des directions pacifiques, il me déclara que le Makhzen ne manquerait pas de nous en tenir informés, mais il ne l'est lui-même, d'une façon irrégulière, que par Moulay Rechid, le représentant du Sultan au Tafilelt. Comme les courriers mettent au moins cinq jours pour aller du Tafilelt à Fez et presque autant, dans cette saison, pour aller de Fez à Tanger, les informations peuvent ne pas toujours arriver en temps utile. Il me proposa alors spontanément de faire envoyer à Moulay Rechid des ordres chérifiens lui enjoignant d'écrire à l'Amel de Figuig pour le tenir au courant de tous les préparatifs hostiles qui seraient dirigés contre nos postes. L'Amel de son côté, recevrait l'ordre d'en aviser le chef du poste de Béni-Ounif. J'approuvai naturellement cette idée qui rentre dans l'esprit de l'article 1^{er} des accords franco-marocains de 1901-1902.

Je fis également part à Si Abdelkérime de la décision prise de prolonger le chemin de fer jusqu'à Ben Zireg et d'occuper un point sur le versant occidental du Béchar ; je n'ai pas manqué, pour motiver cette mesure, de faire valoir les agressions de plus en plus nombreuses qui

sont dirigées contre nos contingents et l'impuissance du Gouvernement marocain à les réprimer.

Le Ministre chérifien des Affaires étrangères s'est borné à me dire qu'il prenait bonne note de notre avertissement, qu'il ne voyait pas d'inconvénient à ce que l'on châtiât les Beraber, qu'il tenait seulement à ce que, conformément à notre déclaration, nous n'entrions pas dans les Qçour et que, d'une façon générale, nous nous arrangions pour ne rien faire qui fût en contradiction avec les accords de 1901-1902, que le Makhzen est de son côté résolu à appliquer loyalement.

Le Vizir m'a assuré encore, en terminant, que le Makhzen tiendrait le plus grand compte de nos conseils et que lui-même était le premier intéressé à la tranquillité au Sahara et dans la région frontière. Il m'a également exprimé l'espoir que Si Mohammed El Guebbas serait consulté sur toutes les mesures qui ont pour but l'application des accords, objet de sa mission.

GAILLARD.

1904.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 1^{er} janvier 1904.

La crise financière dont souffre le Maroc prend chaque jour un caractère plus aigu. Elle préoccupe vivement le commerce, et le Makhzen lui-même paraît s'en émouvoir ; il recherche les moyens de suppléer aux emprunts, devenus chaque jour plus difficiles à contracter et plus onéreux, mais les expédients auxquels il recourt apparaissent de plus en plus comme inefficaces et même dangereux. La dépréciation croissante de la nouvelle monnaie d'argent risque de priver le Sultan du bénéfice qu'il espérait tirer de son émission, et le trouble qui en résulte dans les transactions suscite un mécontentement général de nature à constituer bientôt un élément d'agitation, même parmi les populations demeurées paisibles jusqu'à ce jour. Enfin, un premier essai d'application aux tribus normalement les plus soumises du nouveau système fiscal décrété par le Sultan, le Tertib, a dû être aussitôt abandonné devant la résistance menaçante de ces tribus.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 29 janvier 1904.

Ce matin, Bennis, le collaborateur de Si Mohammed Torrès, est venu me communiquer une lettre par laquelle le Ministre des Finances de Sa Majesté Chérifienne lui transmet l'ordre du Sultan d'entrer immédiatement en pourparlers avec le correspondant à Tanger de la

Banque de Paris et des Pays-Bas, en vue de la conclusion d'un emprunt auprès de cet établissement. Il m'a, en outre, remis une lettre, à moi adressée, revêtue du sceau et du paraphe d'Abd-el-Aziz, et dont voici le paragraphe essentiel :

« Conformément aux liens d'amitié qui unissent notre Gouvernement » à votre puissant Etat, nous avons autorisé notre serviteur à traiter » cette question avec le correspondant de la Banque de Paris et des » Pays-Bas par vos soins et par votre intermédiaire, jusqu'à ce que » l'affaire soit conclue, en raison de l'appui et de la sollicitude que vous » apportez dans tout ce qui intéresse nos affaires, en en aplanissant les » difficultés, et cela grâce à votre bonne intervention, établie sur les » principes de l'amitié et les liens de l'intimité ».

La portée de cette lettre est encore accrue par le fait qu'elle émane du Sultan lui-même, contrairement à l'usage que le Makhzen a adopté depuis un certain nombre d'années dans ses relations avec les Ministres étrangers. Elle constitue donc la démarche la plus significative que le Makhzen puisse faire pour obtenir le concours du Gouvernement de la République.

J'ai assuré Bennis que ce concours ne ferait pas défaut au Gouvernement marocain, et je l'ai autorisé à déclarer que Votre Excellence a trop à cœur de faciliter au Sultan les moyens de consolider son autorité pour ne pas répondre à son appel.

Les indications fournies par Bennis ont trait à une importante opération, destinée à rembourser les anciens emprunts et entourée de garanties solides, bien que combinée de façon à ménager les sentiments des populations et l'amour-propre du souverain.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 22 février 1904.

Bennis vient de me donner connaissance d'une lettre par laquelle le Ministre Chérifien des Finances lui exprime toute la satisfaction que le Sultan a éprouvée en apprenant que le concours financier des établissements français pouvait être considéré comme lui étant désormais assuré. Dans ce document, qui témoigne de la plus vive impatience d'aboutir à la conclusion de l'emprunt, Si Abdesselam Ettazi invite Bennis, au nom de son souverain, à provoquer immédiatement les propositions des banques et émet le vœu que le projet de contrat à soumettre au Sultan soit tel que celui-ci puisse le ratifier dès sa réception.

La hâte manifestée par Abd-el-Aziz n'est pas la seule preuve que nous ayons de l'extrême urgence d'un emprunt. Tout en se fiant à nos assurances, le Sultan est obligé de se procurer dès maintenant, à tout prix, les ressources indispensables pour les besoins les plus pressants de son Gouvernement. Les nouvelles qui nous parviennent de tous les points du Maroc représentent, en effet, les restes des Mahallas Chériennes comme à la veille de se dissoudre par suite des désertions

qu'entraîne le non-paiement de la solde. C'est afin de pouvoir retenir quelques troupes auprès de lui que le Sultan, malgré les effets déjà déplorables de la crise monétaire, a demandé la livraison à crédit de nouvelles quantités de monnaies d'argent. Recourant à un expédient plus dangereux encore, il vient d'envoyer dans tous les ports de l'Empire des fonctionnaires spéciaux ayant pour mission de faire verser des sommes par les Gouverneurs des tribus les plus prospères et les moins indociles du littoral. Faute de pouvoir être appuyée par la force, il est vraisemblable que cette tentative n'aboutira qu'à ranimer et à généraliser l'agitation, notamment dans la région qui intéresse le plus directement les étrangers.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

*M. Bihourd, Ambassadeur de la République française à Berlin,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Berlin, le 25 mars 1904.

Je crois devoir noter dans la correspondance de l'Ambassade la résolution suivante votée, le 20 de ce mois, par les pangermanistes wurtembergeois, réunis à Esslingen : « Plaise au Gouvernement Impérial de mettre à profit la situation actuelle pour développer les intérêts économiques de l'Allemagne au Maroc, notamment par l'envoi d'expéditions en vue de recherches et d'études économiques. Comme la plupart de nos Colonies sont peu susceptibles d'extension, comme, au contraire, le Maroc peut devenir une colonie de peuplement et d'agriculture, en même temps qu'il serait un point d'appui des plus précieux pour notre flotte sur une route de navigation des plus importantes, il est désirable que le Gouvernement Impérial fasse le nécessaire, au cas où le *statu quo* ne pourrait être maintenu au Maroc, pour s'établir dans la région ouest de ce pays, où déjà le négoce allemand occupe une situation considérable, souvent même prépondérante, et pour que notamment Oualidia et Agadir soient occupés, comme précédemment Tsingtau en Chine, afin le démontrer et d'affirmer nettement la sphère d'intérêts allemands dans ce pays ».

Les discours qui ont précédé le vote de cet ordre du jour ont mis en lumière les avantages d'une colonisation au Maroc et ont énergiquement insisté sur le droit et le devoir de l'Allemagne de prendre part au partage du Maroc, s'il venait à s'imposer et à s'accomplir.

D'autre part, dans sa revue de la politique extérieure de la semaine, la *Gazette de l'Allemagne du Nord* consacre, à propos des négociations franco-anglaises, les lignes suivantes à la question du Maroc : « Autant qu'on peut jusqu'à présent s'en rendre compte, les intérêts allemands ne pourraient être touchés par les échanges de vues relatifs au Maroc. En raison de l'assurance réitérée et donnée officiellement du côté français que la France n'a en vue aucune conquête, aucune occupation, mais poursuit bien plutôt l'ouverture du Sultanat du nord-ouest africain à la civilisation européenne, il y a lieu de croire que les intérêts commerciaux de l'Allemagne au Maroc n'ont aucun péril à redouter. A

propos de ce problème, il n'y a donc pas lieu, au point de vue allemand, d'envisager avec des yeux malveillants l'entente franco-anglaise actuellement en œuvre ».

BIHOUD.

*M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Bihourd, Ambassadeur de la République française à Berlin.*

Paris, le 27 mars 1904.

Je crois utile de vous rendre compte d'une conversation que j'ai eue avec l'Ambassadeur d'Allemagne, à ma dernière réception diplomatique. Le prince de Radolin a « demandé à me poser une question indiscrète ». Est-il vrai, a-t-il dit, qu'un accord ait été signé ou soit sur le point d'être signé entre la France et l'Angleterre ? J'ai répondu : « rien n'est signé ou sur le point de l'être. Mais nous causons depuis assez longtemps avec le Cabinet de Londres pour le règlement amiable des questions qui intéressent nos deux pays ; l'entente a été reconnue possible, et il est probable qu'elle finira par s'établir ». — « On dit qu'il est question de Terre-Neuve ? » — « Nous en avons parlé en effet ». — « Et du Maroc ? » — « Aussi. Mais vous connaissez déjà notre point de vue à ce sujet ; et j'ai eu l'occasion de vous répéter ce que j'avais dit précédemment à la tribune du Sénat et à celle de la Chambre. Nous voulons maintenir au Maroc l'état politique et territorial actuel ; mais cet état, pour durer, doit manifestement être soutenu et amélioré. Au seul cours de l'année dernière, le Maroc nous a offert, par des agressions répétées, de fortes et légitimes raisons d'intervention. J'ai résisté, mais chaque fois avec plus de peine, aux naturelles exigences de ceux qui voulaient venger le sang versé et de ceux qui prétendaient aller chercher au Maroc même des garanties pour le respect de notre frontière algérienne et pour la tranquillité des populations qui l'avoisinent. Nous avons dû renforcer nos postes, en créer de nouveaux. D'où des dépenses considérables, que seule l'amélioration de l'état de choses au Maroc permettra de réduire. Le Sultan a pu déjà se convaincre de l'efficacité de notre aide sur les points où il nous l'a demandée. Il s'agit de lui continuer. Mais elle lui sera donnée de telle sorte que tout le monde en bénéficiera, notamment au point de vue des transactions commerciales que ne pourra que favoriser l'établissement de la sécurité, qui est un des premiers besoins du Maroc. Il est superflu d'ajouter que, sous quelque forme que nous soyons amenés à prêter assistance au Sultan, la liberté commerciale sera rigoureusement et entièrement respectée ». — « Et l'Espagne ? » — « L'Espagne ? J'ai dit naguère à la tribune de la Chambre qu'elle sait que nous sommes ses amis et qu'elle n'a à attendre de nous que des procédés amicaux. Ce n'est pas moi qui méconnaîtrai ses intérêts positifs et ses aspirations légitimes ».

Le prince de Radolin a trouvé mes déclarations très naturelles et parfaitement raisonnables et m'a remercié vivement de les lui avoir faites.

Vous pourrez, dans vos conversations avec le Ministre des Affaires étrangères, vous inspirer de cet entretien.

DELCASSÉ.

*M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères,
aux Ambassadeurs de la République française à Londres, Saint-Petersbourg,
Rome, Vienne, Madrid.*

Paris, le 28 mars 1904.

A titre d'information, je vous communique, ci-joint, le télégramme que j'ai adressé à l'Ambassadeur de la République française à Berlin pour lui faire connaître l'entretien que je viens d'avoir avec le prince de Radolin, au sujet de nos négociations avec l'Angleterre.

DELCASSÉ.

8 avril 1904. — *Déclaration franco-anglaise concernant l'Égypte et le Maroc.*

(Le texte a été publié dans les Archives diplomatiques, T. 90, 1904, p. 413, avec la correspondance y relative).

*M. Bihourd, Ambassadeur de la République française à Berlin,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Berlin, le 12 avril 1904.

On peut dire que la presse allemande se montre, dans ses principaux organes, favorable aux arrangements franco-anglais récemment conclus. L'entente entre les deux grands pays lui apparaît comme un nouvel et puissant élément de la paix générale, digne à ce titre du bon accueil de l'Allemagne.

Les journaux se divisent en deux fractions d'inégale importance, lorsqu'il s'agit d'apprécier le retentissement du rapprochement de l'Angleterre et de la France sur l'alliance franco-russe. La plupart d'entre eux semblent s'inspirer de l'attitude de la *Gazette de l'Allemagne du Nord* qui a reproduit sans commentaire une note affirmant la sérénité et l'amitié confiante de la Russie en présence de cet événement international; la *Post* va même jusqu'à admettre qu'à la faveur de notre entremise la Russie elle-même puisse se rapprocher momentanément de l'Angleterre. Mais l'autre groupe de journaux ne se fait pas faute d'insinuer que la Russie doit prendre ombrage de l'entente rétablie entre la France et l'Angleterre: il semble tout naturel, en conclut-on, que la Russie tourne ses regards attentifs vers l'Allemagne et se rapproche plus étroitement de cette voisine.

Au point de vue exclusivement allemand, la presse n'a jusqu'à présent arrêté son attention particulière que sur celui des arrangements qui concerne le Maroc. Elle l'envisage avec un calme dont la *Gazette de l'Allemagne du Nord* a donné, à deux reprises, l'exemple; elle reconnaît que la France s'engageant à maintenir, durant une assez longue période, la liberté commerciale et se chargeant de faire régner en ce pays l'ordre, la sécurité et la régularité financière, les intérêts commerciaux de l'Allemagne n'ont rien à redouter de la réalisation de nos visées.

BIHOUD.

*M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Bihourd, Ambassadeur de la République française à Berlin.*

Paris, le 16 avril 1904.

Je vous prie de me faire connaître si vous avez eu l'occasion d'utiliser mon télégramme du 27 mars dernier.

DELCASSÉ.

*M. Bihourd, Ambassadeur de la République française à Berlin,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Berlin, le 17 avril 1904.

L'occasion ne m'a pas encore été offerte d'utiliser avec le baron de Richthofen votre télégramme du 27 mars. Il n'y a pas eu de réception depuis plus de quinze jours.

BIHOUD.

*M. Bihourd, ambassadeur de la République française, à Berlin,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Berlin, le 17 avril 1904.

J'ai déjà fait parvenir à Votre Excellence, d'après le compte rendu publié dans la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, les déclarations faites au Reichstag par le Chancelier de l'Empire, relativement à l'accord anglo-français et au Maroc, dans ses deux discours des 12 et 14 avril.

Les extraits publiés par certains journaux français ne me paraissant pas reproduire exactement sur certains points les paroles du comte de Bülow, j'ai cru devoir collationner la traduction que j'avais adressée à Votre Excellence avec le texte même du compte rendu officiel des débats du Reichstag, qui ne me parvient que le surlendemain de la séance. J'ai l'honneur d'adresser ci-jointe à Votre Excellence une traduction rectifiée.

Un député, le comte de Reventlow, a, dans les explications personnelles qu'il a apportées à la fin de la séance du 14 avril, déclaré qu'il avait entendu, dans son discours, faire allusion à des négociations poursuivies par le Chancelier avec la France, et dans laquelle il aurait été question de la cession à l'Allemagne d'un port marocain sur la côte Atlantique.

Cette affirmation est restée sans réponse de la part du Gouvernement. La *Post*, qui a rapporté cette allégation dans son numéro d'hier, déclare pouvoir de source autorisée la démentir.

BIHOUD.

Annexe.

TRADUCTION.

Extrait du compte rendu officiel de la séance du Reichstag du 12 avril 1904.

Le Comte de BÜLOW, *Chancelier de l'Empire*. — Le précédent orateur m'a posé sur le terrain de la politique extérieure une série de questions générales qui, il me le concédera lui-même, je crois, sont plus faciles à poser qu'il n'est aisé d'y répondre. C'est ainsi qu'il a surtout parlé d'une modification de la situation européenne. Cela ne peut se rapporter qu'à l'accord colonial anglo-français, rendu public il y a peu de jours. Je dois d'abord faire remarquer à M. Sattler que, ainsi que je l'ai lu, les Ministres anglais ne parleront de cette convention que ce soir au Parlement, et que les Ministres français ne se sont pas encore expliqués à ce sujet. Il comprendra donc certainement que je ne peux m'étendre en détails sur ce traité, car en ma qualité de Ministre des Affaires étrangères j'ai, lorsque je parle ici de politique extérieure, le devoir de ne dire que les choses qui, autant que possible, servent l'intérêt du pays et qui, en tout cas, ne peuvent lui nuire.

Mais je peux cependant sur ce point répondre à l'orateur que nous n'avons aucune raison de supposer que cet accord soit dirigé contre une puissance quelconque. Ce qu'il paraît constituer, c'est une tentative de faire disparaître une série de différends existant entre la France et l'Angleterre, au moyen d'une entente amiable. Nous n'avons, au point de vue des intérêts allemands, rien à y objecter : nous ne saurions, en effet, souhaiter une situation tendue entre la France et l'Angleterre qui serait un danger pour la paix du monde, dont nous poursuivons sincèrement le maintien. En ce qui concerne spécialement le Maroc, qui constitue le point essentiel de cet accord, nous sommes intéressés dans ce pays, comme d'ailleurs dans le reste de la Méditerranée, principalement au point de vue économique. Nous avons là, avant tout, des intérêts commerciaux ; aussi avons-nous un intérêt important à ce que le calme et l'ordre règnent au Maroc. Nous devons protéger nos intérêts mercantiles au Maroc, et nous les protégerons. Nous n'avons aucun sujet de redouter qu'ils puissent y être méconnus ou lésés par une puissance quelconque.

TRADUCTION.

Extrait du compte rendu officiel de la séance du Reichstag du 14 avril 1904.

Le Comte de BÜLOW. — M. le député Bebel a aussi parlé d'un isolement de l'Allemagne. Il paraît redouter que nous ne marchions au devant d'une solitude complète. Je lui réponds que nous nous trouvons en de solides liens d'alliance avec deux grandes puissances, en relations amicales avec cinq autres, que nos rapports avec la France sont calmes et pacifiques, et, autant que cela dépend de nous, le demeureront. Je crois, au reste, que, si nous continuons à tenir notre épée affilée, nous n'avons pas tant à redouter l'isolement. L'Allemagne est trop forte pour n'être pas susceptible d'alliance. Il y a pour nous maintes combinaisons possibles, et même si nous devions rester seuls, cela ne

serait pas non plus si terrible. Ainsi il n'y a pas lieu de se faire des soucis. Je veux maintenant répondre à quelques assertions apportées à la tribune, à la fin du débat d'hier, par M. le comte Reventlow.

Le comte Reventlow a prétendu que l'accord anglo-français, et spécialement la partie fondamentale de cet accord, celle qui se réfère au Maroc, avait été accueillie en Allemagne avec un sentiment de confusion et de découragement. Il estime que nous n'aurions pas dû souffrir que d'autres puissances s'assurent au Maroc une plus grande influence que nous. Cela ne peut signifier autre chose que ceci : nous devons nous-même exiger une partie du Maroc. Je voudrais me permettre de poser au comte Reventlow une simple question. Le comte Reventlow convient certainement avec moi que si un grand empire, comme l'empire d'Allemagne, formule une telle exigence, il doit nécessairement en poursuivre coûte que coûte la satisfaction. Qu'aurait maintenant à me conseiller M. le comte Reventlow si une exigence de ce genre se heurtait à une résistance ? Je ne dis pas qu'il est certain qu'elle se heurterait à une résistance, je ne dis pas que c'est vraisemblable, je dis seulement que dans des questions aussi graves, on ne doit pas perdre de vue aucune éventualité. M. le comte Reventlow me donnerait-il le conseil de mettre flamberge au vent ?

M. le comte Reventlow se tait, et je comprends qu'il se taise. (*Hilarité*). Je crois, Messieurs, que ce serait légèreté de ma part, — et à ma satisfaction, les chefs de tous les partis, à l'exception du comte Reventlow, se sont exprimés en ce sens, — de vouloir sans nécessité lancer pour une telle raison le pays dans une aventure. Je crois en outre, Messieurs, que si je le faisais, le comte Reventlow, chez qui la veine critique me paraît fortement développée, me reprocherait ma soif d'action exagérée aussi vivement qu'il a blâmé ma prétendue peur de l'action.

J'estime, Messieurs, que précisément au moment où une guerre enflamme l'Extrême-Orient, guerre dont actuellement encore on ne peut calculer le contre-coup, au moment où en Orient restent encore bien des points obscurs, une politique de calme réfléchi et même de réserve est des plus utiles aux intérêts de l'Empire, et je ne me laisserai prescrire ni par l'étranger ni par la critique malveillante ou impatiente à l'intérieur le moment où nous aurons à sortir de cette attitude.

Le comte Reventlow a en outre exécuté des variations sur le proverbe *Diobus litigantibus tertius gaudet*. Je veux négliger la question de savoir si ce proverbe s'applique toujours et si lorsque deux personnes cessent de se disputer, la troisième et la quatrième doivent nécessairement être tristes. Mais je voudrais dire au comte Reventlow, qui me paraît avoir un penchant pour la diplomatie, que si l'on veut créer « partout » des surfaces de frottement, l'on ne doit pas le crier sur tous les toits. Frédéric le Grand a peut-être ça et là exécuté dans la politique un coup d'échec machiavélique, mais il a auparavant écrit l'Anti-Machiavel.

*M. Bihourd, Ambassadeur de la République française à Berlin,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Berlin, le 18 avril 1904.

Si votre Excellence m'y autorisait, je croirais bon de profiter demain de la réception diplomatique pour entretenir M. de Richthofen, sans attendre ses questions, de la déclaration anglo-française et particulièrement de la liberté commerciale garantie par l'article 4.

BIHOUD.

*M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Bihourd, Ambassadeur de la République française à Berlin.*

Paris, le 18 avril 1904.

Vous pouvez parfaitement répéter au Secrétaire d'Etat, dans la forme qui vous paraîtra la plus convenable, les déclarations que j'ai faites il y a trois semaines au prince Radolin sur les arrangements anglo-français. Il ressort avec évidence de la lecture de ces arrangements que lord Lansdowne et moi nous nous sommes exclusivement préoccupés de servir les intérêts de nos deux pays, sans porter atteinte aux intérêts existants d'aucune puissance.

Nous pouvons le déclarer sans ambages et d'ailleurs sans nous en excuser, parce que c'est la vérité et que notre dignité n'en saurait souffrir.

DELCASSÉ.

*M. Bihourd, Ambassadeur de la République française à Berlin,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Berlin, le 21 avril 1904.

Dans la discussion engagée au Reichstag sur l'entente anglo-française, le Chancelier a tenu un langage dont Votre Excellence a pu, d'après les extraits que j'ai placés sous ses yeux, apprécier toute la correction. Le Comte de Bülow s'est défendu d'avoir par sa politique condamné l'Allemagne à l'isolement, il s'est refusé à voir, dans les arrangements conclus entre la France et l'Angleterre, une menace contre l'Empire, ni une atteinte à ses intérêts commerciaux.

Je ne pense point que l'on doive s'attacher trop strictement à ces déclarations, si l'on veut rechercher l'orientation de la politique allemande au Maroc.

J'incline à penser que, dès son retour, l'Empereur imprimera à sa politique plus d'activité et de hardiesse. Il y sera poussé par son caractère, par le désir de montrer que l'Allemagne n'est ni isolée, ni désarmée. Il tentera donc, j'imagine, d'intervenir dans le règlement de question marocaine, soit indirectement, en influençant les dispositions de l'Espagne, soit directement en demandant pour le commerce allemand le traitement accordé à celui de l'Angleterre.

En ce qui concerne les garanties que pourrait réclamer l'Allemagne

pour son commerce au Maroc, elles se résument toutes dans la liberté qu'assure l'article 4 de la Déclaration du 8 avril. Et c'est pour soutenir cette thèse incontestable que j'ai demandé à Votre Excellence l'autorisation d'aborder ce sujet avec le Baron de Richthofen. Des journaux prétendent : 1^o que les effets de la Déclaration sont limités aux deux Puissances signataires et que, pour s'en prévaloir, l'Allemagne devrait intervenir dans l'accord ; 2^o qu'en tout cas la liberté commerciale n'est garantie que pour trente années et que pareille restriction créée au commerce allemand un préjudice dont il devrait d'ores et déjà réclamer la réparation pécuniaire. Je ne négligerai pas de répondre à ces allégations, qu'il est bon de ne pas perdre de vue, lorsque je pourrai le faire dans des conditions favorables.

L'engagement réciproque pris par la France et l'Angleterre n'étant à aucun degré privatif, l'égalité de traitement en matières douanière et fiscale ne peut manquer en effet de s'étendre à toutes les Puissances en relations d'affaires avec le Maroc.

En outre, la clausée relative à la durée de la liberté commerciale est incapable d'engendrer actuellement aucun grief. D'une part la période de trente années est un minimum ; elle est susceptible de prolongations successives par une sorte de tacite reconduction. On n'est pas admis à tabler dès aujourd'hui sur cet avenir incertain. D'autre part et en admettant que les mesures fiscales, prises plus tard par le Maroc dans sa souveraineté, soient par impossible de nature à ouvrir un droit à une réparation, ce droit ne peut découler actuellement d'un préjudice éventuel ; il n'est pas né.

RIHOUD.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 24 avril 1904

M. de Saint-Aulaire, lors de sa mission à Fez, devra entretenir les membres du Makhzen de notre récent accord avec l'Angleterre. Les adversaires locaux de notre influence s'efforcent d'exciter contre nous le Gouvernement marocain et les populations, en exagérant et dénaturant les conséquences prochaines de l'arrangement de Londres. Nous devons donc expliquer à Fez que l'accord franco-anglais relatif au Maroc est la simple reconnaissance d'un droit que nous tenons de la nature des choses que Votre Excellence elle-même a verbalement exposé à Ben Sliman, que le Gouvernement de la République et le Makhzen ont commencé d'inscrire dans leurs propres accords et qu'enfin nous pratiquons depuis plusieurs années : celui de prêter au Makhzen, selon ses besoins et ses demandes, une assistance amicale, dont il éprouve en ce moment même, sur le terrain militaire, la discrétion et la loyauté, sur le terrain financier, la puissante efficacité.

Si ces idées sont bien conformes aux vues de Votre Excellence, je la prie de m'autoriser à les faire présenter à Fez comme l'expression de sa pensée.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

*M. Bihourd, Ambassadeur de la République française à Berlin,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Berlin, le 27 avril 1904.

J'ai vu hier le baron de Richthofen ; je lui ai dit que j'avais apprécié le langage du Chancelier lorsqu'il a reconnu, devant le Reichstag, que l'entente franco-anglaise n'était dirigée contre aucune Puissance et ne menaçait aucunement les intérêts commerciaux allemands.

BIHOULD.

M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.

à M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger.

Rome, le 27 avril 1904.

Je vous autorise à faire exprimer à Fez, comme étant celles du Gouvernement, les vues exposées dans votre télégramme du 24 de ce mois.

M. de Saint-Aulaire et M. Gaillard ne devront pas se lasser de répéter que nous nous présentons au Maroc comme des amis, voulant sa prospérité parce que la nôtre en dépend. Loin de diminuer l'autorité du Sultan, nous sommes au contraire très préoccupés de relever son prestige. C'est en son nom que les agents que nous pouvons être amenés à mettre à sa disposition exerceront leurs fonctions, s'appliquant soigneusement, conformément à notre volonté, à ménager les populations, à ne pas froisser leurs sentiments, à respecter leur croyances, leurs habitudes, leur organisation. En retour, nous comptons que, comprenant le but de nos efforts, le Makhzen voudra sincèrement les seconder ; et par là une ère de paix et de prospérité ne tardera pas à s'ouvrir pour le Maroc.

DELCASSÉ.

*M. Jonnart, Gouverneur général de l'Algérie,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Alger, le 17 mai 1904.

L'article 9 du protocole du 20 juillet 1901 stipule qu'à l'avenir nous n'aurons plus à présenter de revendications périodiques au Makhzen, dans le but d'obtenir des indemnités pour ceux de nos administrés qui seraient victimes de méfaits commis par leurs voisins de l'Ouest, ces affaires devant être traitées désormais par les commissaires désignés à cet effet, par les deux Gouvernements,

Un certain nombre de réclamations, antérieures à la signature de cet accord, ne sont pas encore réglées. Le montant des indemnités auxquelles elles donneraient droit s'élève à 400.317 francs.

D'autre part, l'insécurité s'est encore accrue dans ces derniers temps, à la faveur des troubles qui agitent l'Empire chérifien. De nombreux coups de main dirigés contre nos tribus ou contre des Européens n'ont reçu aucune sanction. Les réclamations adressées régulièrement aux

autorités marocaines d'Oudjda et de Figuig sont jusqu'à présent demeurées lettre morte.

Il m'a paru intéressant de faire établir des relevés des indemnités dues pour des attentats commis dans la région d'Oudjda, postérieurement à la date du 20 juillet 1901, et des revendications présentées au Commissaire marocain de Figuig par le Commissaire français de Beni-Ounif, depuis l'installation de ces deux fonctionnaires et *restées sans réponse*.

Le total des sommes figurant sur ces deux états se monte à 11,015 francs pour le premier et à 805,341 francs pour le second.

JONNART.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française, à Tanger.
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 19 mai 1904.

Comme j'y avais été autorisé par Votre Excellence, j'ai adressé au Ministre des Affaires étrangères du Sultan une lettre dans laquelle je me suis attaché à faire ressortir la véritable signification de l'accord franco-anglais, en ce qui touche le Maroc. Les renseignements que M. de Saint-Aulaire m'a fait récemment parvenir sur les dispositions de la Cour de Fez me donnent lieu d'espérer que ces explications seront accueillies avec faveur. Il était urgent d'éclairer sur nos intentions le Sultan qu'on s'efforce d'indisposer contre nous par des traductions d'articles de journaux français ou européens soigneusement choisis.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

Annexe.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française, à Tanger,
à Si Abdelkerim Ben Sliman, Ministre des Affaires étrangères de S. M. Chérifienne.*

Tanger, le 18 mai 1904.

J'ai appris que l'accord récemment intervenu entre les Gouvernements français et anglais, sous la forme d'une déclaration concernant l'Egypte et le Maroc, était interprété par certaines personnes d'une manière qui pourrait inspirer des inquiétudes au gouvernement chérifien. Peut-être même certaine traduction inexacte, dont j'ai eu connaissance, vous sera-t-elle parvenue.

Je ne veux pas tarder à prévenir à ce sujet un malentendu qui pourrait diminuer l'amitié nécessaire entre les deux pays voisins.

Vous connaissez la similitude de nos intérêts dans cette région frontalière peuplée de tribus de même langue et de mêmes mœurs, et où nous avons, vous et nous, les mêmes ennemis. Je n'ai pas besoin non plus, d'insister sur l'intérêt fondamental qu'a la France à l'indépendance et à la souveraineté de l'empire marocain qui est contigu à ses possessions africaines. Cette indépendance et cette souveraineté, seule notre nation

est en mesure de veiller à ce que rien ne puisse les compromettre. Notre intérêt de voisins et notre devoir d'amis nous y portent également.

C'est pour ce motif que le Gouvernement de la République a suivi d'un œil attentif les troubles survenus récemment dans l'empire chérifien et que son aide, en cette circonstance, n'a pas fait défaut au Makhzen. Indépendamment des obstacles que ces désordres opposent au commerce, la diminution de sécurité qui en est le résultat pour les résidents européens pourrait entraîner pour l'empire marocain les conséquences les plus graves. D'ailleurs les troubles et l'agitation survenus dans les tribus marocaines ont leur répercussion sur les nôtres. Nous avons donc le devoir de nous en préoccuper.

Si notre amitié nous porte à désirer un makhzen assez puissant pour maintenir chez lui l'ordre qui doit régner dans tout état organisé, notre intérêt nous fait une obligation de lui en montrer les voies et de lui prêter l'aide nécessaire. La déclaration franco-anglaise constate cet état de fait, et d'ailleurs elle débute par cette affirmation que le Gouvernement français n'a pas l'intention de changer l'état politique du Maroc.

Le Gouvernement marocain n'a donc pas à s'en alarmer et, pour éviter toute interprétation erronée, je vous adresse une copie de cette déclaration, accompagnée d'une traduction authentique. Vous y verrez la souveraineté de l'Etat marocain garantie dans des conditions qui lui assurent l'avenir.

Je vous prie de porter ce qui précède à la connaissance de S. M. chérifienne et de lui dire que si, sur quelques points, il s'élevait dans son esprit des doutes ou des préoccupations, le secrétaire de ma légation, M. de Saint-Aulaire, est autorisé à lui donner, ainsi qu'à vous, toutes les explications utiles.

Je suis persuadé, d'ailleurs, que Sa Majesté, ainsi que son Gouvernement, comprend la pressante nécessité de réformes progressives qui, en respectant les coutumes et en tenant compte des traditions, en un mot sans froisser en rien les sentiments des populations, augmentent l'autorité du Gouvernement chérifien dans toute l'étendue de l'empire et lui permettent de la consolider efficacement dans notre voisinage. C'est pour ces différentes réformes, ainsi que pour les entreprises nouvelles que le Gouvernement chérifien pourrait être disposé à étudier, que le Gouvernement de la République s'appliquera à lui prêter son concours dans les conditions les plus favorables aux intérêts communs des deux pays.

Car, je vous le répète, aujourd'hui et dans tout l'avenir, comme hier, nous nous présentons au Makhzen en amis, voulant sa prospérité parce que la nôtre, celle de notre Algérie, en dépend. Loin de vouloir aucunement diminuer l'autorité de S. M. le Sultan, nous nous préoccuons au contraire de l'accroître. En retour, le Gouvernement de la République compte que le Makhzen, comprenant le caractère véritable de ses intentions, s'y associera avec une amicale confiance. Et, par là, s'ouvrira pour l'empire chérifien un avenir de prospérité et de paix.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 19 mai 1904.

Un des principaux notables de la colonie étrangère, M. Perdicaris, de nationalité américaine, et son beau-fils, M. Varley, sujet britannique, ont été enlevés hier soir, par le brigand Raissouli, dans leur maison de campagne, située à trois quarts d'heure de la ville. Raissouli a, le même soir, écrit à Si Torrès qu'il exigeait, comme première condition, le rappel en ville d'une mahalla qui, sous le commandement du Pacha de Tanger, tient la campagne dans les environs. Cette condition préalablement réalisée, il ferait connaître ses intentions définitives. Sur une démarche du Ministre d'Angleterre et du Consul général des Etats-Unis, Si Torrès a envoyé au Pacha de Tanger l'ordre de rentrer en ville avec sa mahalla. Il ne voit d'autre moyen de sauver les captifs que de subir toutes les conditions du chef de bande. Cet incident produit ici dans tous les milieux une vive émotion. Il apporte une justification de plus à la déclaration franco-anglaise. Les commentaires qu'il provoque dans la colonie européenne font sentir qu'une de nos premières préoccupations devra être de proposer au Makhzen, dès que cela sera possible, des mesures propres à assurer la sécurité autour de la ville et sur la côte.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 28 mai 1904.

Avec l'assentiment du Consul général des États-Unis, le Ministre d'Angleterre m'a fait connaître les conditions mises par Raissouli à la libération des deux captifs ; les voici :

Renvoi à Fez de la mahalla qui tient la campagne à proximité de Tanger ;

Destitution du Pacha de Tanger ;

Emprisonnement de divers personnages coupables d'avoir autrefois sévi contre Raissouli et les siens ;

Délivrance d'un assez grand nombre de prisonniers détenus dans les prisons du Makhzen ;

Versement à Raissouli d'une indemnité de 350.000 pesetas, imposée à la famille du Pacha Abdessadoq, dont les biens seraient vendus jusqu'à concurrence de cette somme ;

Autonomie de deux villages de la région de Tanger, qui seraient soustraits à l'impôt et placés sous l'autorité de Raissouli ;

Raissouli exige, en outre, que les Représentants anglais et américain lui garantissent l'acceptation de ces conditions.

Les deux chérifs d'Ouezzan, Moulay Ali et Moulay Ahmed, que j'avais priés d'intervenir, à la demande de mes collègues, se sont rendus auprès de Raissouli et ont vainement essayé de l'amener à

réduire ses exigences. Il a déclaré qu'il les augmenterait, si l'on tardait à les accepter et qu'en fin de compte il tuerait ses captifs.

SAINT-RENE TAILLANDIER.

*M. Bihourd, Ambassadeur de la République française à Berlin,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Berlin, le 30 mai 1904.

L'Assemblée coloniale allemande réunie à Stettin, le 27 de ce mois, a voté à l'unanimité l'adresse suivante au Chancelier de l'Empire :

« En présence de la situation inattendue que l'arrangement franco-anglais crée au Maroc, l'Assemblée coloniale juge nécessaire que le Gouvernement Impérial entreprenne des démarches pour obtenir ce qui suit : 1^o Tant que durera au Maroc l'état de choses présent, la liberté commerciale sera garantie dans toute sa plénitude, et les droits politiques et économiques des sujets allemands y résidant devront être sauvegardés de façon expresse ; 2^o au cas où le *statu quo* serait modifié en faveur de la France, l'Empire allemand devrait recevoir des compensations au moins égales à l'accroissement de la puissance française, compensations correspondant à la fois à l'importance de ses intérêts économiques dans le pays, aux besoins qu'a sa flotte de points d'appui maritimes et aux besoins d'expansion de sa population ».

Le comte Pfeil, qui s'était chargé de faire le rapport sur la question, a dit que l'Empire avait encore la possibilité de mettre la main sur une terre où l'Allemand pouvait prospérer, qu'il fallait diriger vers le Maroc les 32.000 émigrants qui vont chercher fortune aux Etats-Unis tous les ans, que ces émigrants trouveraient là un climat et des conditions de production appropriés à leur activité, qu'enfin, au point de vue politique, le Maroc était à l'heure présente le seul point d'appui dont pourrait se servir la marine allemande pour maintenir, au cas de complications internationales, le libre passage entre l'Atlantique et le Canal de Suez.

Les journaux annoncent qu'une manifestation analogue, organisée par les Pangermanistes, aura lieu prochainement à Lübeck.

BIHOULD.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 30 mai 1904.

Le Ministre d'Angleterre m'a exprimé le désir que M. de Saint-Aulaire fût invité à appuyer les démarches que l'agent anglais à Fez doit faire auprès du Makhzen, en vue de la libération des deux prisonniers de Raissouli. J'ai donné suite à cette demande, en recommandant à M. de Saint-Aulaire de motiver ses instances par l'amitié même que nous portons au Gouvernement chérifien et aussi de ne pas se laisser entraîner dans une discussion sur les mesures propres à amener

le résultat souhaité, mesures dont les deux Puissances intéressées entendent laisser au Makhzen la responsabilité.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.

à M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger.

Paris, le 31 mai 1904.

J'approuve les instructions que vous avez données à M. de Saint-Aulaire.

L'Ambassadeur des Etats-Unis est venu hier me demander nos bons offices dans l'Affaire Raissouli. Je lui ait dit que nous avions, dès, la la première heure, fait appel à l'entremise des chérifs d'Ouezzan, que leurs efforts n'avaient pas abouti, mais que nous agissions en outre à Tanger et à Fez.

DELCASSÉ.

M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 2 juin 1904.

Les prisonniers de Raissouli sont traités avec une certaine humanité. La présence auprès d'eux du chérif d'Ouezzan, Moulay Ali, est une garantie sérieuse. Il est peu vraisemblable que Raissouli en vienne à les tuer, tant qu'il ne se verra pas menacé et qu'il conservera l'espoir de faire accepter ses conditions. Elles ne sont pas matériellement inexécutables, mais elle sont le renversement de l'ordre public puisqu'elles tendent à faire punir des fonctionnaires fidèles de destitution, d'emprisonnement, de confiscation et, d'autre part, à récompenser une bande de brigands par l'attribution d'une sorte de petit fief. Les Gouvernements britannique et américain se sont bornés à signifier au Makhzen que si les captifs n'étaient pas promptement libérés, ils l'en rendraient responsable.

D'ici à très peu de jours, le Makhzen aura mis Si Torrès en mesure de répondre à Raissouli. Le plus probable est que cette réponse sera un acquiescement complet. On espère que, dans ce cas, les captifs seront aussitôt libérés. Il est possible, toutefois, que Raissouli ne se fie pas à la seule promesse du Makhzen et que, faute d'une autre garantie ou pour toute autre cause, il augmente encore ses prétentions. La situation de M. Perdicaris et de M. Varley deviendrait alors plus critique.

En vue de cette éventualité, j'ai appelé l'attention de Moulay Ali sur le prix que nous attachons au salut des deux captifs et sur le grand honneur qu'il y aurait pour lui à l'assurer, en restant auprès d'eux aussi longtemps qu'il sera nécessaire.

Les tribus sont calmes ; mais quand elles auront vu le Sultan subir toutes les exigences de Raissouli, elles apprendront que l'enlèvement d'un Européen est pour elles le plus puissant des moyens de pression. Cette idée vient déjà de se faire jour dans un conciliabule tenu entre plusieurs tribus.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

*M. Bihourd, Ambassadeur de la République française à Berlin,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Berlin, le 3 juin 1904.

La manifestation de la Société Coloniale allemande au sujet du Maroc, dont ma lettre en date du 30 mai dernier a donné connaissance à Votre Excellence, a été bientôt suivie d'une résolution encore plus catégorique, votée à l'unanimité par l'Union pangermanique, dont la réunion annuelle avait lieu ces jours-ci, à Lübeck. D'après cette résolution, dont le comte Pfeil s'est encore fait promoteur, l'Assemblée réclame, au nom des intérêts politiques et économiques de l'Allemagne, l'acquisition de la côte atlantique du Maroc; elle se déclare blessée de l'humiliation subie par l'Empire, qui n'a pas été consulté au moment des négociations franco-anglaises; elle somme le Gouvernement de saisir l'occasion qui lui est offerte de faire prévaloir les prétentions allemandes et de prendre pied solidement dans l'Empire du Makhzen.

D'autre part, l'*Export* affirme, d'après des correspondances qu'il se fait envoyer du Maroc, que les Marocains refusent les marchandises françaises et que le sentiment anti-français augmente chaque jour parmi eux. Les négociants allemands doivent tirer parti de cette situation, former une union et augmenter leurs relations avec le Maroc pendant les trente années de liberté commerciale qu'ils ont devant eux. Le Gouvernement impérial se trouvera ainsi obligé d'intervenir en faveur des intérêts allemands.

Tout en notant les diverses manifestations dont je viens de parler, il importe de ne pas en exagérer la portée. La presse sérieuse a eu soin de rappeler la réalité des faits; le « *Courrier de la Bourse* », parlant de la résolution de l'Union pangermanique, déclare que c'est un devoir patriotique de signaler la légèreté et l'insouciance de ces manières d'agir.

Quant à la déclaration beaucoup plus importante de la Société Coloniale, elle a été discutée avec soin par la *Gazette nationale*, qui donne un tableau du commerce respectif des Puissances avec le Maroc et montre que les échanges de l'Angleterre, qui n'a réclamé ni territoires ni ports, sont sept fois plus considérables que ceux de l'Allemagne. « Pour une importation de 2 à 3 millions de marks, même si elle devait se doubler ou se tripler, l'Allemagne ne peut pas entrer en conflit avec la France ». La même note est donnée par la *Gazette de la Croix*: Les Gouvernements devront veiller à ce que leurs droits soient respectés au Maroc, dit-elle en résumé; quant à l'avenir, c'est-à-dire à ce qui se passera dans trente ans, il est un peu tôt pour y penser.

BIHOURED.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 6 juin 1904.

Ben Sliman a dit à M. de Saint-Aulaire que le Makhzen, après délibération, a décidé d'accepté les conditions suivantes:

1^{re} Révocation et remplacement du Pacha de Tanger;

- 2° Versement d'une rançon de 350,000 pesetas ;
- 3° Retrait de la Mahalla de Tanger ;
- 4° Mise en liberté de certains prisonniers détenus à Tanger ;
- 5° Nomination de Raissouli comme gouverneur des villages dont il a demandé l'autonomie ;
- 6° Promesse de relâcher, aussitôt après la libération de MM. Perdicaire et Varley, les rebelles qui ont été emprisonnés à la suite de l'attaque de Tétouan ;
- 7° Promesse d'emprisonner, sous les mêmes conditions préalables, les gens dont Raissouli demande l'arrestation.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger.
à M. Delcassé, Ministre de Affaires étrangères.*

Tanger, le 11 juin 1904

La question qui s'impose d'urgence est celle de la sécurité publique dans Tanger, et ses environs immédiats. C'est une question de simple police locale.

Ma conviction, fondée sur celle des hommes les plus familiarisés avec le pays, est que la meilleure solution de cette question consiste : 1° à faire augmenter les pouvoirs et la responsabilité du Pacha ; 2° à faire introduire dans la police et la garnison de Tanger un certain nombre d'éléments algériens, choisis parmi les meilleurs.

Je viens d'écrire en ce sens au Ministre des Affaires étrangères du Sultan, et j'ai chargé M. de Saint-Aulaire d'insister auprès du Makhzen sur la nécessité de remédier à une situation qui menace tous les intérêts étrangers.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

*M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères,
aux Représentants diplomatiques de la République à Berlin, Berne,
Bruxelles, Londres, Madrid, Rome, Saint-Petersbourg, Vienne, Washington.*

Paris, le 16 juin 1904.

Le consortium des Banques françaises m'annonce que le contrat d'emprunt de 62 millions et demi, qu'il négociait avec le Gouvernement marocain et qui est gagé sur les douanes de tous les ports du Maroc, a été signé à Fez, le 12 de ce mois.

DELCASSÉ.

M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger.
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 18 juin 1904.

M. de Saint-Aulaire me fait connaître que les négociations qui se poursuivaient depuis près de trois mois entre le mandataire des banques françaises et le Makhzen ont abouti à un accord. Le 1^{er} juin, par un firman spécial adressé à ses Ministres des Affaires étrangères et des Finances, le Sultan les autorisait à signer le contrat. Il restait encore quelques points en discussion, sur lesquels l'entente a pu s'établir et, le 12 juin, les signatures étaient échangées, sous réserve toutefois de ratification par le consortium des établissements français.

Je me bornerai à retracer ici les grandes lignes de l'opération. Il s'agissait, ainsi que vous en a informé ma correspondance et notamment une lettre du 29 janvier dernier, de fournir au Gouvernement chérifien les ressources nécessaires pour parer à ses besoins les plus pressants. Le montant de l'emprunt s'élève à 62 millions et demi, produisant un intérêt de 5 % et pris ferme à 80 % par le groupe français. L'amortissement sera effectué en 36 années.

Les fonds réalisés serviront en premier lieu à rembourser les emprunts antérieurs que le Trésor chérifien a conclu à des intérêts de 6 %, sans compter les commissions de banque.

La garantie de l'emprunt porte sur la totalité du revenu des douanes de l'Empire. Un prélèvement de 60 % sera opéré sur les recettes pour le service de l'emprunt, mais jusqu'à concurrence seulement des semestrialités d'intérêt, de la prime d'amortissement et des frais de perception, lesquels sont arbitrés à 150.000 francs par an.

Les banques françaises désigneront un représentant, en qualité de délégué des porteurs de titres, qui installera des agents dans chacun des ports de l'Empire. Le délégué des porteurs, de concert avec le Commissaire impérial marocain, opérera les achats de change afin de convertir en francs les fonds perçus en monnaies marocaines. La comptabilité de l'emprunt sera tenue par la Banque de Paris et des Pays-Bas, qui préside le comité des banques syndiquées.

À la demande expresse du Sultan, les agents chargés du service de l'emprunt dans les douanes chérifiennes ne devront être ni des commerçants, ni des agents attachés à des consulats, mais des fonctionnaires spécialement affectés à ce service.

Ils devront, en outre, conformément aux vues personnelles de Sa Majesté exercer un contrôle sur la gestion des Oumana, qui restent chargés d'appliquer les tarifs douaniers et de les percevoir.

Le Makhzen s'engage à veiller sur la sécurité des agents de l'emprunt, lesquels seront placés sous la protection de la Légation de France, et à faciliter leur installation dans les ports.

Le mandataire de la Banque de Paris à Fez avait sollicité, au nom du consortium français, la concession d'une banque d'Etat. Cette affaire a paru au Makhzen engagée prématurément et, comme elle pouvait être considérée comme présentant un caractère politique, il a décidé qu'elle serait traitée, non avec le représentant du Syndicat des Banques, mais avec le Ministre de France. Si Abdessélam Tazi a d'ailleurs confirmé les intentions du Gouvernement chérifien dans une

lettre qu'il m'a adressée et dans laquelle il s'exprime ainsi qu'il suit, au sujet de la Banque d'Etat :

« Nous avons répondu au Délégué des Banques que, s'il désire cette » création, la demande en sera faite par votre intermédiaire, et vous » êtes juge du moment opportun pour la formuler ».

Je crois superflu d'insister sur l'intérêt considérable que présente l'engagement pris par le Makhzen à ce sujet.

Un autre point fort important, mis en discussion par le délégué des banques, a trait au droit de préférence que le consortium français réclame en matière d'emprunt, de frappe de monnaies, d'achats ou de ventes d'or et d'argent. Ce droit a été expressément reconnu par le contrat aux établissements français syndiqués.

Dans ces conditions, il importe que le consortium procède sans retard à la ratification pure et simple du contrat, qui a été transmis directement à la Banque de Paris par son mandataire.

Votre Excellence trouvera, en annexe à ce rapport, copie intégrale du contrat.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

Annexes.

I. — FIRMAN DE SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU MAROC AUTORISANT L'EMPRUNT.

Louange à Dieu seul !

Empreinte du cachet du Sultan portant l'inscription suivante : Abdelaziz ben Elhassan, Dieu est son protecteur et son maître.

Le présent Firman, élevé par Dieu, prescrit ce qui suit :

Nous ordonnons à nos deux serviteurs dévoués, le Taleb Si Abdelkerim Ben Sliman, chargé des Affaires extérieures de notre Gouvernement Chérifien, et l'amin, le Taleb Si Mohammed Ben Abdelkerim Ettazi, chargé de ses Finances, de conclure, pour le compte du Trésor chérifien (que Dieu le rende abondant !) un Emprunt de 62.500.000 francs avec la Banque de Paris et des Pays-Bas, Société anonyme dont le siège est à Paris, rue d'Antin, n° 3, agissant en son nom et au nom des autres Banques dont les noms sont indiqués dans le Contrat selon la règle commerciale, c'est-à-dire du 5 % par an et suivant la garantie spécifiée à l'article 11 du contrat qui mentionne, en outre, le mode du versement du montant de l'Emprunt et de son amortissement et qui est revêtu de la signature des deux serviteurs susdits, de celle du fondé des pouvoirs et délégué des Banques, Georges Zangarussiano, et enfin celle du Consul français à Fez et de son cachet.

Nous ratifions, en conséquence, ce qui précède dans la forme susindiquée.

Salut, le 16 Rébêl I 1322, correspondant au 1^{er} juin 1904.

(Paraphe du Sultan)

Fait en duplicata.

Pour traduction certifiée conforme.

Fez, le 1^{er} juin 1904.

L'Interprète de la Légation de France.

A. BENGHABRIT

II. — CONTRAT.

Louange à Dieu !

Entre les Soussignés :

.....
Il a été dit et arrêté ce qui suit :

Le Gouvernement Impérial du Maroc a décidé la création d'un emprunt du Gouvernement Impérial du Maroc, gagé sur le produit des droits de douane de tous les ports de l'Empire, existants ou à créer. Ces droits comprennent toutes les taxes à payer, à l'entrée ou à la sortie de toutes valeurs ou marchandises.

Les Banques, de seconde part, s'engagent, dans les proportions qui seront ci-après indiquées, à prendre ledit Emprunt aux conditions suivantes :

ARTICLE PREMIER. — Le montant nominal de l'Emprunt est fixé à 62.500.000 francs (soixante-deux millions cinq cent mille francs).

Cet emprunt constitue un engagement direct du Trésor du Gouvernement Impérial du Maroc.

Il recevra la dénomination de :

Emprunt 5 p. 0/0 1904 gagé par le produit des Douanes des ports de l'Empire du Maroc.

ART. 2. — Cet emprunt sera représenté par 125.000 obligations au porteur de 500.000 francs chacune.

ART. 3. — Ces obligations recevront un intérêt annuel de 5 p. % du montant nominal (500 fr.), payable en deux parties égales contre des coupons semestriels aux échéances des 1^{er} janvier, 1^{er} juillet de chaque année.

L'échéance du premier coupon est fixée au 1^{er} janvier 1905.

Chaque coupon est payable à raison de 12 fr. 50 à Paris, aux caisses des Banques contractantes.

ART. 4. — L'amortissement de cet Emprunt se fera en 35 années, lesquelles commenceront à courir à partir du 1^{er} juillet 1906, pour prendre fin le 1^{er} juillet 1941 ; il y sera procédé par tirages au sort semestriels suivant un tableau imprimé au verso des titres qui comportera 70 semestrialités égales, comprenant l'intérêt et l'amortissement.

Les tirages auront lieu à Paris, par les soins de la Banque de Paris et des Pays-Bas, chaque semestre, deux mois avant l'échéance des coupons.

Le 1^{er} tirage aura lieu vers le 1^{er} novembre 1906.

ART. 5. — Les obligations sorties aux tirages seront payées en même temps que le coupon venant à échéance postérieurement au tirage à Paris, aux Caisses des Banques contractantes.

Le premier remboursement aura lieu le 1^{er} janvier 1907, et le dernier le 1^{er} juillet 1941.

La listes des numéros sortis aux tirages seront publiées par les soins

de la Banque de Paris et des Pays-Bas et aux frais des Banques contractantes dans deux journaux de Paris et un journal de Tanger.

Toute obligation dont le numéro est sorti et qui sera présentée au remboursement devra être munie de tous les coupons non échus à la date fixée pour le remboursement ; dans le cas où il en manquerait un ou plusieurs, leur montant serait déduit du capital à payer au porteur.

ART. 6. — Les coupons payés et les titres amortis seront annulés par les soins de la Banque de Paris et des Pays-Bas et tenus à la disposition du Gouvernement Impérial du Maroc.

ART. 7. — Le Gouvernement Impérial du Maroc s'interdit de rembourser le présent Emprunt et d'en augmenter l'amortissement avant un délai de 15 ans à compter du premier remboursement d'obligations amorties, soit avant le 1^{er} janvier 1922. A l'expiration de ce délai, il aura le droit, s'il le juge convenable, de rembourser ledit Emprunt en totalité, ou d'en augmenter l'amortissement, en en donnant avis par écrit à la Banque de Paris et des Pays-Bas, trois mois à l'avance.

ART. 8. — Les titres du présent Emprunt, confectionnés par les soins de la Banque de Paris et des Pays-Bas conformément à l'Obligation générale annexée au présent contrat.

Les frais de confection de titres et de timbre seront à la charge de Banques contractantes.

ART. 9. — Les titres et les coupons de l'Emprunt seront exempts des tous impôts, taxes, droits ou redevances quelconques, de quelque nature que ce soit, prévus ou à prévoir, au profit du Gouvernement Impérial du Maroc, celui-ci s'obligeant à payer net, en francs de France, le service de l'Emprunt, en tout temps, sans diminution et sans excuse.

ART. 10. — Les coupons qui n'auront pas été présentés à l'encaissement dans un délai de cinq ans à partir de leur échéance seront prescrits en faveur du Gouvernement Impérial du Maroc.

De même seront prescrites en faveur du Gouvernement Impérial du Maroc, les obligations amorties qui ne seront pas présentées à l'encaissement après un délai de trente ans.

En cas de perte, de vol ou de destruction des titres du présent emprunt, la Banque de Paris et des Pays-Bas est autorisée à procéder aux frais des banques contractantes au remplacement de ces titres, après qu'il lui aura été fourni des garanties et des preuves jugées par elles satisfaisantes de leur disparition et des droits des réclamants.

ART. 11. — Le présent emprunt est garanti spécialement et irrévocablement par préférence et priorité à tous autres emprunts par la totalité du produit des droits des douanes, tant à l'entrée qu'à la sortie de tous les ports de l'Empire existant ou à créer.

Le produit des droits de douanes servira jusqu'à due concurrence à assurer le service des obligations en intérêts, amortissement et frais de change ; il sera, en outre, affecté au paiement de la somme de

75.000 francs (soixante-quinze mille francs) que le Gouvernement Impérial du Maroc s'engage à verser semestriellement à la Banque de Paris et des Pays-Bas, ainsi qu'il sera dit à l'article 23 ci-après.

Ce service devant être assuré par semestre, chaque semestrialité comprendra :

- 1° Le montant des intérêts semestriels ;
- 2° La somme représentant l'amortissement semestriel, lorsque l'amortissement aura commencé à fonctionner ;
- 3° La somme de 75.000 francs (soixante-quinze mille francs), indiquée plus haut ;
- 4° Les frais de change.

Dans le cas où le produit des douanes des ports chérifiens serait insuffisant pour effectuer le service du présent emprunt, le Gouvernement Impérial du Maroc s'engage à compléter le service par la totalité de ses autres ressources.

Le Ministre des finances du Gouvernement Impérial du Maroc, interpellé, déclare que le produit des droits de douanes encaissés pendant les quatre dernières années de 1318, 1319, 1320 et 1321, correspondant à 1900, 1901, 1902 et 1903, s'est élevé à la somme de 48.946.670 pesetas, se décomposant comme suit :

Tanger.....	Pesetas.	7.764.660
Casablanca.....	—	13.287.785
Mogador.....	—	6.002.650
Larache.....	—	4.360.000
Rabat.....	—	3.278.910
Mazagan.....	—	8.866.315
Saffi.....	—	4.804.550
Tetouan.....	—	581.800
ENSEMBLE.....		Pesetas. 48.946.679

ART. 12. — A l'effet d'assurer le fonctionnement de cette garantie, tous les droits que comportent les titres de l'emprunt, tels qu'ils résultent du présent contrat, seront exercés, au nom et pour le compte des porteurs par un représentant desdits porteurs qui sera désigné par les banques contractantes dans les conditions qu'elles détermineront.

Le représentant des porteurs de titres aura la faculté de transmettre ses pouvoirs en tout ou en partie au délégué européen qui sera spécialement chargé de ce service, sans pouvoir s'adonner au commerce au Maroc, et qu'il devra nommer dans chacun des ports, et de prendre le personnel nécessaire, dont le nombre ne devra pas dépasser quatre dans chaque port, pour l'accomplissement de sa mission.

Il nommera ses délégués et agents et les révoquera ; ceux-ci devront se conformer à tous les ordres du représentant et n'auront à connaître d'autre autorité que la sienne.

Tous documents relatifs à la gestion des droits afférents au présent Emprunt devront être signés par le Représentant des Porteurs de Titres avec faculté pour lui de déléguer ses pouvoirs en tout ou en partie.

Le Gouvernement Impérial du Maroc prendra les mesures nécessaires pour assurer la sécurité du Représentant des Porteurs de Titres, de ses Délégués et de son personnel, des locaux occupés par eux et la conservation des valeurs, livres et papiers.

Le Représentant des Porteurs de Titres et ses Délégués ou Agents seront placés, en raison de leurs fonctions, sous la protection de la Légation de France au Maroc.

ART. 13. — Le Gouvernement Impérial du Maroc désignera un Commissaire spécial qui servira d'intermédiaire entre lui et le Représentant des Porteurs de Titres. Ce Commissaire résidera à Tanger. Il recevra valablement pour le compte du Gouvernement toutes communications relatives au service de l'Emprunt et toutes notifications qui s'y rapporteront.

Il est dès à présent tenu de transmettre aux Oumana des différentes Douanes les ordres correspondant à ceux donnés par le Représentant des Porteurs de Titres à ses Délégués, après entente entre eux.

Les traitements et frais du Commissaire du Gouvernement Impérial du Maroc seront à la charge de celui-ci.

ART. 14. — Les droits de douane devront être toujours payés en espèces d'or et d'argent ayant cours au Maroc.

L'assiette, les bases, le tarif et le mode de perception des droits de Douane affectés au présent Emprunt, ainsi qu'en général toutes les lois, règlements et autres dispositions concernant ces droits, fixés par les traités, et actuellement en vigueur, continueront à être respectés, et, en cas de modifications, d'accord avec les Puissances, ces modifications seront notifiées par le Gouvernement Impérial du Maroc au Représentant des Porteurs de Titres, pour qu'il en prenne note.

Un exemplaire de ces lois, règlements et autres dispositions sera annexé au présent contrat.

ART. 15. — Le Gouvernement Impérial du Maroc prendra toutes les mesures nécessaires pour que la fraude en vue d'éviter ou de modifier le paiement des droits de douanes, ou leur perception, ne puisse pas s'exercer.

Toute fraude constatée par l'un des Délégués sera immédiatement signalée par écrit aux Oumanas du port et au Représentant des Porteurs de Titres à Tanger. Celui-ci en informera le Commissaire du Gouvernement qui devra prendre les mesures nécessaires, tant vis-à-vis du délinquant pour faire acquitter les droits de douanes et amendes en faveur du Gouvernement Impérial du Maroc, qu'envers les Oumanas pour empêcher le retour de ces fraudes.

Dans le cas de fraudes réitérées, et si les réclamations du Représentant des Porteurs de Titres restaient sans effet, celui-ci aura le droit, deux mois après notification au Gouvernement Impérial du Maroc, de réclamer la destitution des Oumanas ou des employés coupables.

ART. 16. — L'encaissement des droits de douanes affectés au présent Emprunt s'opérera par les soins des fonctionnaires du Gouvernement Impérial du Maroc.

Le Représentant des Porteurs de Titres nommera auprès de chacune des douanes un Délégué qui, ainsi que le Représentant des Porteurs de l'Emprunt lui-même, aura le droit de contrôle et d'enquête pour tout ce qui concerne les affaires de la Douane auprès de laquelle il sera accrédité, et auquel devra être remis journellement l'état des encaissements, à l'entrée et à la sortie, opérés par les fonctionnaires du Gouvernement Impérial du Maroc.

ART. 17. — Ainsi qu'il a été dit à l'article 11, le produit des Douanes est affecté en totalité et par privilège au service du présent Emprunt.

Toutefois la moyenne annuelle des droits de Douanes encaissés pendant les quatre dernières années s'étant élevée, d'après les déclarations du Ministre des Finances du Gouvernement Impérial du Maroc relatées au même article, à douze millions de pesetas, et dépassant le montant nécessaire au service de l'Emprunt, une partie seulement de ces droits sera prélevée journellement pour faire face au service de l'Emprunt, l'autre partie restant à la disposition du Gouvernement Impérial du Maroc, sauf les cas prévus aux articles suivants.

En conséquence, et en prenant pour base le chiffre moyen de douze millions de pesetas résultant des déclarations du Ministre des Finances du Gouvernement Impérial du Maroc, le Représentant des Porteurs de Titres fera encaisser journellement, dans chaque port, par ses Délégués, 60 p. 100 (soixante pour cent) du produit des Douanes, cette proportion étant fixée quelle que soit l'importance de ce produit.

Mais, si le produit total des Douanes pendant deux années consécutives subissait une diminution et se trouvait être inférieur à douze millions de pesetas. moyenne annuelle prise comme base, la part des recettes que le Représentant des Porteurs de Titres fera encaisser journellement dans chaque port sera augmentée dans une proportion telle que cette part représente toujours l'équivalent de 60 p. 100 de douze millions de pesetas, et ce, jusqu'à ce que le montant total du produit annuel des Douanes ait atteint de nouveau douze millions de pesetas.

ART. 18. — Le Représentant des Porteurs de Titres transmettra à la Banque de Paris et des Pays-Bas, d'une manière régulière et continue, les remises provenant de la conversion en francs des fonds qu'il aura encaissés.

Chaque quinze jours, il adressera au Gouvernement Impérial du Maroc un état de ces remises indiquant le prix auquel elles auront été effectuées.

ART. 19. — Les achats de change à Tanger seront effectués journellement, pour le compte du Gouvernement Impérial du Maroc, au mieux de ses intérêts, après entente entre le Représentant des Porteurs de titres et le Commissaire du Makhzen.

En cas de désaccord entre eux, le Représentant des Porteurs de Titres aura le droit, après avoir prévenu par écrit le Commissaire du Makhzen, de faire l'achat du change lui-même, et d'envoyer copie de sadite lettre au Ministre des Finances.

Quant aux achats de change dans les autres ports du Maroc, ils se

feront, quand cela sera possible, après entente entre les délégués du Représentant des Porteurs de Titres et l'Administrateur de la Douane que le Gouvernement Impérial du Maroc désignera.

En cas de désaccord entre eux, le Délégué susdit, après avoir prévenu l'Administrateur de la Douane, aura le droit de faire l'achat de change lui-même et donnera avis au Représentant des Porteurs de Titres à Tanger, pour que celui-ci porte le fait à la connaissance du Commissaire du Makhzen.

ART. 20. — Lorsque la totalité des deux semestrialités correspondant à une année sera parvenue aux mains de la Banque de Paris et des Pays-Bas avant l'expiration de l'année, le Représentant des Porteurs de Titres, après en avoir avisé le Commissaire du Makhzen, donnera à ses Délégués dans chaque port l'ordre de suspendre les encaissements jusqu'au début du premier semestre de l'année suivante.

Les encaissements par les Délégués reprendront sur la base indiquée à l'article 17 à partir du début du premier semestre de l'année suivante.

ART. 21. — Au cas où deux mois avant chaque échéance semestrielle le total des encaissements effectués et reçus par le Représentant des Porteurs de Titres à Tanger, par application de la perception limitée prévue à l'article 17, n'atteindrait pas le montant de la semestrialité correspondant à cette échéance, le Représentant des Porteurs de Titres en avisera le Commissaire du Makhzen qui devra parfaire la semestrialité dans un délai de quinze jours à partir de cette notification, et ce au moyen des autres ressources du Gouvernement Impérial du Maroc et notamment au moyen du solde du produit des Douanes qui restera disponible au Gouvernement Impérial du Maroc. Ce versement complémentaire devra être fait entre les mains du Représentant des Porteurs de Titres de façon à ce que la Banque de Paris et des Pays-Bas soit détentrice à Paris, en francs, de la somme représentant chaque semestrialité un mois au moins avant chaque échéance.

Afin d'assurer l'exactitude du payement des semestrialités, le Gouvernement Impérial du Maroc consent d'ores et déjà à constituer une réserve entre les mains de la Banque de Paris et des Pays-Bas de 2.000.000 de francs (deux millions de francs) qui restera déposée entre les mains de ladite Banque jusqu'au remboursement intégral de l'Emprunt.

Dans le cas où le montant intégral d'une semestrialité ne serait pas entre ses mains un mois avant l'échéance semestrielle, la Banque de Paris et des Pays-Bas, en attendant le versement complémentaire que le Gouvernement impérial du Maroc s'est engagé à effectuer, ainsi qu'il a été dit plus haut, aura le droit d'opérer sur cette réserve, sans aucun préavis, un prélèvement suffisant pour compléter la provision nécessaire à la semestrialité.

Toutefois ce prélèvement ne modifie en rien l'obligation du Gouvernement impérial du Maroc de parfaire chaque semestrialité au moyen de toutes ses ressources en cas d'insuffisance du produit des Douanes affecté au service de l'Emprunt.

Dans le cas où la réserve viendrait à être entamée, elle devra être reconstituée au plus vite par le Gouvernement impérial du Maroc par ses ressources propres.

Dans le cas où, à l'échéance des semestrialités, le Gouvernement impérial du Maroc n'aurait pas reconstitué cette réserve, le Représentant des Porteurs de titres en avisera le Commissaire du Makhzen, et ils donneront ordre, le premier à ses Délégués et le second aux Oumana dans chaque port, d'augmenter le quantum de la perception qui doit être payé chaque jour par les fonctionnaires du Gouvernement impérial du Maroc, de façon que, dans le délai de deux mois maximum, cette réserve soit reconstituée.

ART. 22. — La Banque de Paris et des Pays-Bas portera, dans un compte intitulé « Service de l'Emprunt » au crédit du Gouvernement impérial du Maroc, les remises qui lui seront faites par le Représentant des Porteurs de titres pour le service de l'Emprunt, sans aucune bonification d'intérêts.

ART. 23. — Les Banques contractantes prendront à leur charge :

1^o Les frais de confection des titres provisoires et définitifs du présent Emprunt et le renouvellement de feuilles de coupons ;

2^o Les droits de timbre acquittés sur les titres dans les pays où il aura été décidé de faire l'émission ;

3^o Les commissions à payer pour le paiement des coupons et des titres amortis ;

4^o Les frais de correspondance télégraphique ou postale, d'annonces de paiement des coupons ou de titres amortis ;

5^o Les traitements du Représentant des Porteurs de titres et de ses Délégués ou Agents ;

6^o Les frais, risques et assurance pour la transmission des fonds provenant des encaissements effectués dans chaque port ;

7^o Et, en général, tous les frais que nécessiterait le service de l'Emprunt, sauf ceux de change ainsi qu'il est dit à l'article 19 ci-dessus.

En compensation de ces charges, les banques contractantes auront droit :

1^o Aux intérêts produits par les sommes provenant des remises faites jusqu'à leur utilisation à l'échéance semestrielle suivante, ainsi qu'il a été dit à l'article 22 ci-dessus ;

2^o Aux intérêts produits par le dépôt restant entre les mains de la Banque de Paris et des Pays-Bas de la somme de 2.000.000 de francs (deux millions de francs) retenue sur le produit de l'Emprunt ainsi qu'il est dit à l'article 21.

Elles recevront, en outre, semestriellement la somme de 75.000 francs (soixante-quinze mille francs) comprise dans la semestrialité définie à l'article 11.

ART. 24. — Aux conditions ci-dessus, les Banques contractantes de seconde part s'engagent à prendre ferme 62.500.000 francs (soixante-deux millions cinq cent mille francs) nominal du présent Emprunt, soit 125.000 (cent vingt-cinq mille) obligations de 500 francs (cinq cents francs) au prix de 80 % (quatre-vingts pour cent), soit pour la somme totale de 50.000.000 de francs (cinquante millions de francs).

Cet engagement est pris par les banques de seconde part dans les proportions suivantes, savoir :

Banque de Paris et des Pays-Bas.....	12,80 %
Comptoir National d'Escompte de Paris.....	12,80
Société Générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France	12,80
Société Marseillaise de Crédit industriel et commercial et de dépôts.....	14,10
Société Générale de Crédit industriel et commercial.....	6,40
Banque Française pour le commerce et l'industrie.....	9,60
Banque Impériale Ottomane.....	5,10
Crédit Algérien.....	6,40
Banque J. Allard et C ^{ie}	9,60
Banque de l'Indo-Chine.....	6,40
Banque de l'Union parisienne.....	4,00
	<hr/>
	100,00

ART. 25. — Le produit effectif de cette prise ferme sera affecté :

1° A rembourser les trois emprunts français, anglais et espagnol y compris les intérêts dus à la date de ce remboursement, lesdits emprunts s'élevant en principal à 22.500.000 francs (vingt-deux millions cinq cent mille francs).

2° A constituer une réserve de 2.000.000 francs (deux millions de francs) dont l'affectation et l'emploi sont déterminés par l'article 21.

Le solde sera porté au crédit d'un compte qui sera ouvert au nom du Gouvernement Impérial du Maroc, chez la Banque de Paris et des Pays-Bas, à Paris, sans bonification d'intérêts.

ART. 26. — Il est entendu que sur ladite somme de 50.000.000 francs (cinquante millions de francs), une première partie de 40.000.000 francs (quarante millions de francs), ne deviendra disponible aux fins des affectations indiquées à l'article 25 que dix jours après que la Banque de Paris et des Pays-Bas aura fait savoir au Gouvernement Impérial du Maroc, par l'entremise de la Légation de France à Tanger, que le contrat est devenu définitif, conformément aux prescriptions de l'article 35.

Quant au solde de 10.000.000 de francs (dix millions de francs), le Gouvernement Impérial du Maroc n'en disposera qu'après que le contrat sera devenu définitif, comme cela est indiqué ci-dessus, et de la façon suivante :

Cette somme sera divisée en quatre parties, chacune de 2.500.000 francs (deux millions cinq cent mille francs), la première partie sera tirée deux mois après que les 40.000.000 de francs deviendront disponibles et les autres parties chacune avec un intervalle de deux mois entre chaque prélèvement.

ART. 27. — Les Banques contractantes se réservent la faculté d'émettre en souscription publique le montant de l'emprunt, soit 62.500.000 francs, divisé en 125.000 obligations ; et ce, aux époques, clauses et conditions qui leur conviendront.

ART. 28. — En conformité de l'article 25, la Banque de Paris et des Pays-Bas et d'ores et déjà chargée par le Gouvernement Impérial du Maroc de rembourser les trois emprunts français, anglais et espagnol d'ensemble 22.500.000 francs et d'en recevoir bonne et valable quittance.

Le Gouvernement Chérifien s'oblige en outre à faire aux prêteurs de ces trois emprunts la notification nécessaire au sujet du remboursement par la Banque de Paris et des Pays-Bas.

ART. 29. — Le Gouvernement Impérial du Maroc pourra disposer des sommes figurant à son crédit au moyen de chèques tirés par le Ministre des Finances sur la caisse de la Banque de Paris et des Pays-Bas à Paris, et visés par le représentant des Porteurs de titres à Tanger qui devra en avoir reçu avis.

ART. 30. — Dans le cas où l'un des délégués du représentant des Porteurs de titres n'aurait pas été mis, chaque fois qu'il y aura eu des encaissements, en possession des sommes quotidiennes lui revenant dans la proportion de la recette des douanes prévue aux articles ci-dessus ; de même s'il n'avait pas été donné satisfaction au représentant des Porteurs de titres sur les réclamations qu'il aurait pu faire relativement à l'inexécution des engagements contenus dans le contrat, le représentant des Porteurs de titres aura le droit de prendre en mains la perception des droits de douanes affectés au service de l'emprunt, après qu'il aura porté le cas devant le Ministre de France à Tanger, qui, après échange de vues avec le représentant du Sultan à Tanger, décideront, dans le délai d'un mois, quelles mesures il faudra prendre pour la sauvegarde des intérêts des Porteurs de titres. Le Makhzen sera informé de cette décision.

ART. 31. — Les sommes restant disponibles sur la réserve mentionnée à l'article 21 seront imputées sur la dernière semestrialité de l'Emprunt.

ART. 32. — Le Ministre des Finances déclare, au nom du Gouvernement Impérial du Maroc, que, par suite du remboursement des trois emprunts ci-dessus spécifiés, français, anglais et espagnol, dont le montant global est de 22.500.000 francs, les produits des douanes de l'Empire seront libres et peuvent être affectés au service du présent emprunt.

Quant au solde du produit des douanes restant disponible pour le Gouvernement Chérifien après prélèvement de la proportion que le représentant des porteurs de titres et ses délégués doivent faire encaisser pour le service de l'emprunt, il ne pourra, sans entente préalable avec les banques contractantes sur le quantum qu'il convient de donner sur le solde susdit, être affecté à la garantie d'aucun autre emprunt.

Tous ordres de paiement que le Gouvernement Impérial du Maroc pourrait donner à ses fonctionnaires sur le solde disponible sur le produit des douanes ne pourront être considérés à un titre quelconque comme un privilège sur le produit des douanes disponible, ni primer le service du présent Emprunt qui reste garanti jusqu'à la fin par le produit des douanes.

ART. 33. — Si le Gouvernement Impérial du Maroc désire contracter un emprunt, ou acheter ou vendre des titres, il en fera part aux banques contractantes ainsi qu'à d'autres et à conditions et prix égaux, la préférence sera accordée aux banques contractantes.

De même, s'il désire frapper des monnaies à l'étranger, en dehors de son Empire, il en fera aussi part aux banques contractantes comme à d'autres, et, à conditions et prix égaux, la préférence sera accordée aux banques contractantes. Cependant les contrats conclus pour la frappe de monnaies, et actuellement en cours, continueront leur effet jusqu'à leur expiration.

De même, si le Gouvernement désirait faire des achats ou des ventes d'or et d'argent, il en fera aussi part aux banques contractantes et à d'autres pour connaître leurs prix et conditions, et le Gouvernement Impérial du Maroc décidera comme il lui conviendra.

ART. 34. — Le présent contrat sera soumis à la ratification des banques contractantes. Il sera ensuite notifié par le Gouvernement Impérial du Maroc au Gouvernement de la République Française, en la personne du Ministre de France à Tanger, où il sera enregistré à la Légation de France.

Cette formalité sera remplie dès que le contrat ratifié sera parvenu entre les mains du Makhzen.

ART. 35. — Le présent contrat ne deviendra définitif qu'après :

1^o Que justification aura été faite à la Banque de Paris et des Pays-Bas que les formalités prévues pour rendre ce contrat définitif ont été remplies à son entière satisfaction, et spécialement en ce qui concerne la notification prévue aux prêteurs des emprunts français, anglais et espagnol ;

Et 2^o Que le représentant des porteurs de titres aura fait savoir à la Banque de Paris et des Pays-Bas que ses délégués accrédités auprès des divers bureaux de douanes ont pris possession de leur service.

Toutefois si, même après l'accomplissement des formalités indiquées ci-dessus, et jusqu'à la date que les Banques contractantes fixeront pour l'émission, il survenait des événements d'une gravité particulière qui rendraient toute émission impossible, lesdites Banques contractantes se réservent le droit de différer l'exécution du présent contrat jusqu'à ce que les conditions générales des marchés financiers leur permettent de procéder à ladite émission.

Cependant, lorsque le produit de l'emprunt aura été porté au crédit du Gouvernement Impérial du Maroc, conformément aux termes du contrat, article 26, le Gouvernement Impérial du Maroc pourra en disposer quand il voudra et sans obstacle.

ART. 36. — La Banque de Paris et des Pays-Bas, spécialement déléguée par les Banques contractantes, est chargée du service de l'emprunt pour la durée de celui-ci, et centralisera toutes les opérations s'y rattachant. Elle est, en outre, chargée par les autres Banques contractantes de les représenter auprès du Gouvernement Impérial du Maroc pour tout ce qui concerne le présent contrat. En conséquence, toutes

notifications du Gouvernement Impérial du Maroc y relatives seront valablement faites à la Banque de Paris et des Pays-Bas. Celle-ci aura également qualité pour faire au Gouvernement Impérial du Maroc toutes notifications utiles.

ART. 37. — La nomination du représentant des porteurs de titres par les Banques contractantes sera notifiée au Gouvernement Français, qui la notifiera à son tour au Gouvernement Impérial du Maroc, par l'entremise du Ministre de France à Tanger. Le Gouvernement Impérial du Maroc donnera acte de cette notification.

Mention de ce qui précède sera imprimée sur les titres et les prospectus d'émission.

Toutes les notifications que le représentant des porteurs de titres aura à faire au Gouvernement Impérial du Maroc devront être faites par l'entremise de la Légation de France à Tanger.

ART. 38. — Le présent contrat est fait en quatre exemplaires, en français et en arabe, sans frais ni droits d'aucune sorte.

Fait dans la capitale de Fez, le 12 juin 1904, correspondant au 27 Rabeï-Oue 1322.

Signé :

SI MOHAMMED ETTAZI,

Ministre des Finances de S. M. Chérifienne.

SI ABDELKERIM BEN SLIMAN,

Ministre des Affaires Etrangères de S. M. Chérifienne.

G. ZANGARUSSIANO,

Fondé de Pouvoirs de la Banque de Paris.

*M. Jusserand, Ambassadeur de la République française à Washington,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Washington, le 20 juin 1904.

M. Hay m'a prié d'exprimer à Votre Excellence ses sentiments pour tout ce que nous avons fait au Maroc à l'occasion de l'affaire Perdicaris; la bonne amitié de la France pour les Etats-Unis s'est manifestée ainsi une fois de plus. Il m'a renouvelé l'assurance que si, par hasard, les événements subséquents venaient à rendre nécessaire d'envisager une action plus sérieuse au Maroc, ce ne serait pas sans un échange préalable de vues avec nous.

JUSSERAND.

*M. Jules Cambon, Ambassadeur de la République française à Madrid,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Madrid, le 21 juin 1904.

La réunion des porteurs de l'emprunt marocain a eu lieu aujourd'hui à la Banque d'Espagne. Un peu plus de neuf millions sur dix étaient

représentés. On peut considérer que le reste des souscripteurs se rangera à l'avis de la majorité. Celle-ci a accepté le remboursement anticipé de l'emprunt et la participation offerte par la Banque de Paris et des Pays-Bas.

Jules CAMBON.

*M. Jonnart, Gouverneur général de l'Algérie,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Alger, le 23 juin 1904.

Vous avez bien voulu me consulter sur la proposition du Gouvernement Marocain tendant à nommer Si Mohammed el-Hadjoui, aïnin d'Oudjda, en qualité de suppléant de Si Guebbas comme chef de la délégation marocaine en Algérie, avec résidence provisoire à Oudjda, et à autoriser les Membres de la Mission restés à Alger à regagner le Maroc.

Cette combinaison me paraît, comme vous le pensiez, tout à fait satisfaisante. La présence à Oudjda du chef de la Mission marocaine est propre à faciliter la solution des affaires qui intéressent particulièrement cette région, notamment celle de la route de la frontière à Oudjda, celle du bureau de poste à créer dans cette ville, et celle de l'établissement des droits de marché prévus par le protocole. Il importera tout d'abord à cet effet de faire agréer par le Makhzen le choix, comme Commissaire français, du Commandant supérieur de Marnia.

JONNART.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 27 juin 1904.

Le chérif d'Ouezzan, Moulay Ali, qui est venu me rendre compte de la mission de sauvegarde qu'il a remplie, à notre demande, auprès des deux captifs, m'a apporté, quant aux dispositions de Raïssouli, des indications alarmantes. Raïssouli s'est montré très irrité d'avoir à renoncer aux garanties étrangères qu'il avait en vue et faute desquelles plusieurs avantages obtenus par lui deviennent illusoires ; d'où le désir de compléter ces avantages, tout en se vengeant de la déception éprouvée. Raïssouli, parlant à Moulay Ali, a menacé nominativement plusieurs personnes de nationalité anglaise, entre autres le consul d'Angleterre. Moulay Ali prévoit en outre que le succès de Raïssouli lui suscitera des imitateurs. La question de la sécurité à Tanger s'impose donc plus que jamais à l'attention de tous.

Je viens de recevoir la réponse de Ben Sliman à ma lettre à ce sujet ; notre concours y est accepté en principe, pourvu qu'il s'exerce dans la mesure où le Makhzen le sollicitera et qui pourra croître progressivement. En même temps, Ben Sliman a déclaré au comte de Saint-Aulaire que le Sultan, pénétré de la sagesse de nos conseils, avait décidé de mettre la garnison de Tanger sur un meilleur pied, de la pourvoir

de quelques pièces d'artillerie et de confier au Lieutenant Sedira l'instruction des artilleurs.

Je vais adresser à Ben Sliman une lettre où, prenant acte de sa réponse et de la déclaration faite par lui au nom du Sultan; je lui représenterai l'extrême insuffisance des dispositions prises et l'urgence de faire avec notre aide un effort plus sérieux. M. de Saint-Aulaire recevra en même temps des instructions l'invitant à commenter ma lettre et à faire sentir à Ben Sliman l'intérêt essentiel qu'aurait le Makhzen à s'assurer en cette circonstance tout l'honneur d'une initiative devenue indispensable.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

*Le Général Horace Porter, Ambassadeur des États-Unis, à Paris,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Paris, le 27 juiu 1904.

Je reçois de l'honorable M. Hay, Secrétaire d'État de mon Gouvernement, l'ordre d'exprimer à Votre Excellence les remerciements du Président des États-Unis pour le bienveillant concours que son Gouvernement a trouvé auprès de celui de la République dans l'affaire Perdicaris.

Il m'a été agréable de faire connaître à M. Hay que, dès l'origine, Votre Excellence s'est activement employée à faire libérer cet Américain et je suis heureux de constater que c'est, en grande partie, grâce à ses efforts, que ce résultat a été obtenu.

Général HORACE PORTER.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 1^{er} juillet 1904.

Votre Excellence a bien voulu approuver les termes de la lettre que j'ai adressée à Ben Sliman, pour lui commenter la déclaration franco-anglaise dont je lui ai en même temps communiqué une traduction authentique.

Ben Sliman, par ordre du Sultan, vient de répondre à cette communication en des termes qui constituent une acceptation implicite de la Déclaration du 8 avril.

Après avoir paraphrasé ma lettre de manière à prendre acte des assurances qui s'y trouvent contenues, Ben Sliman, de la part de son Souverain, constate le caractère bienveillant de notre attitude et de nos conseils et nous remercie de nos efforts amicaux passés et à venir. Aucune réserve n'est formulée.

J'ai l'honneur d'adresser ci-joint à Votre Excellence la traduction de ce document.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

Annexe.

TRADUCTION.

Si Abdelkerim ben Sliman, Ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté Chérifienne,

à M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger.

Fez, le 4 Rabei-2 1313 (18 juin 1904).

Compliments d'usage.....

J'ai bien reçu, par l'intermédiaire de votre Secrétaire, l'intelligent et honoré Comte de St-Aulaire, votre lettre amicale relative aux bruits qui vous sont parvenus et qui vous semblaient de nature à émouvoir le Gouvernement Chérifien à propos de l'accord conclu entre le Gouvernement Français et celui de la Grande-Bretagne touchant le Maroc et l'Égypte. Il vous était revenu, en effet, qu'une traduction inexacte avait été faite de certains des articles de cette Convention. Vous aviez donc exposé les causes et les considérations qui avaient poussé votre Gouvernement respectable à se préoccuper d'installer la paix et la tranquillité par l'intermédiaire du Makhzen, dans le Territoire marocain et particulièrement sur la frontière en raison de la similitude des intérêts qui incitent les deux Gouvernements voisins à se procurer des avantages réciproques et à écarter les difficultés communes. Vous avez de même exposé les dispositions favorables dont le Gouvernement Français est animé pour concourir à l'établissement de réformes appropriées à ce pays, accomplies d'une manière progressive, conformément aux besoins du Makhzen Chérifien et à ses demandes et sous une forme qui ne compromettrait en rien la liberté de l'Empire, son indépendance ni les coutumes de ses sujets, dans le présent ni dans l'avenir et cela conformément aux déclarations contenues dans certains des articles de la Convention en question. Vous ajoutiez que vous vous en remettiez à votre intelligent Secrétaire, le Comte de Saint-Aulaire, du soin de commenter les articles de l'accord qui pourraient présenter quelque difficulté ou quelque cause d'appréhension, etc.

J'ai porté votre lettre à la connaissance de Sa Majesté Chérifienne, Dieu l'assiste ! qui s'en est pénétrée et a tiré profit de tout ce que vous avez exposé explicitement et implicitement. Elle m'a ordonné, Dieu la glorifie ! de vous répondre qu'elle ne mettait pas en doute vos sentiments favorables ni ceux du Gouvernement ami, pas plus que l'humanité de ses procédés ni la sincérité de ses conseils. Le témoignage récent de vos bons offices confirme ce qui précède — l'impression en est encore vive dans nos esprits ; — votre lettre est un argument de plus en faveur du raffermissement de cette conviction et un témoignage de vos bonnes intentions, conformes au désir des deux Pays. Cela est d'ailleurs confirmé par les entretiens que nous avons eus avec votre Secrétaire pour éclaircir les points difficiles de l'accord et expliquer ce que ses termes, pris d'une façon générale, pourraient présenter d'ambigu et de contraire à son objet.

J'ai répété tout cela à Sa Majesté Chérifienne et je vous exprime en son nom les remerciements les plus dignes de vos heureux efforts passés et présents qui, nous l'espérons, serviront de ligne de conduite pour nos relations futures en vue des résultats à obtenir.

ABDELKERIM BEN SLIMAN, que Dieu le protège !

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 2 juillet 1904.

Avant la libération de MM. Perdicaris et Varley, les Européens habitant la place de Tanger avaient, par une pétition, manifesté au Corps diplomatique de vives inquiétudes quant à la sûreté de leur quartier. Une nouvelle pétition, exclusivement anglaise et adressée à Lord Lansdowne, circule en ville depuis deux jours. Les signataires y exposent que l'attitude des indigènes à l'égard des Chrétiens a beaucoup changé depuis quelque temps par suite de l'impunité des méfaits commis par des Maures contre des étrangers. Ils expriment l'opinion que la vie et les biens des sujets anglais ne sont plus en sûreté à Tanger et n'y seraient pas aussi longtemps que les Autorités marocaines n'auraient pas prouvé qu'elles ont la volonté et le pouvoir de punir les actes illégaux commis contre les Chrétiens. Ils demandent une protection contre la population d'un pays où règnent l'illégalité et le désordre. La proximité de Gibraltar ne leur paraissant pas une garantie suffisante, ils concluent à ce qu'une partie de la flotte anglaise de la Méditerranée vienne stationner devant Tanger.

D'autre part, le Ministre d'Italie agissant comme doyen du Corps diplomatique, à l'instigation de plusieurs de ses collègues, a fait hier auprès de Si Torrès pour lui signaler les raisons qui justifient l'inquiétude générale.

Le Consul général des États-Unis, en m'apportant ses remerciements pour nos bons offices dans l'affaire Perdicaris, a ajouté que son Gouvernement n'ayant pas ici de mission d'ordre général, avait considéré comme terminé le rôle de la Marine américaine ; il m'a, en même temps, demandé si nous ne comptons pas prendre les dispositions pour le rétablissement de la sécurité. La plupart de mes collègues, y compris celui d'Allemagne, me posent à titre personnel des questions analogues, et je leur ai déjà dit que nous étudions activement les moyens d'utiliser à cet effet, avec l'assentiment du Makhzen, les ressources spéciales que nous assure la possession de l'Algérie. Cette indication générale rencontre le meilleur accueil : mais, en mettant tout au mieux, la formation du corps de police projeté et la réorganisation du bataillon de Tanger vont demander un certain temps. Je dois donc insister auprès de Votre Excellence sur l'urgence de manifester à tous les yeux par l'envoi de nos navires que, sous la pression des circonstances, nous nous mettons en devoir de veiller à la tranquillité de Tanger.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 17 juillet 1904.

A la demande de M. le Gouverneur général de l'Algérie et en exécution de l'article 9 du protocole de 1901, je viens de notifier au

Makhzen la nomination du Commandant Ropert aux fonctions de Commissaire français pour l'examen des réclamations de frontière dans la région Nord.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des affaires étrangères.*

Tanger, le 24 juillet 1904.

Conformément à l'article 12 du contrat de l'emprunt, M. Regnault, Consul général de France en mission et délégué des porteurs de titres de l'Emprunt marocain, vient d'installer le nouveau service financier dans les divers ports.

L'opération s'est effectuée très rapidement et sans incident fâcheux.

Les instructions du Ministre des Finances chérifien, adressées aux Oumanas et aux Gouverneurs, leur prescrivait de reconnaître dans chaque douane les agents des banques et de faciliter leur mission, en se conformant aux termes du contrat du 12 juin 1904. Ces instructions ont été généralement suivies, et aujourd'hui le premier résultat de la mission confiée à M. Regnault se trouve atteint par l'installation de son personnel, qui partout a pris possession du service. Dans chaque port, les agents ont été admis en effet à encaisser la part des recettes douanières affectée à l'emprunt.

Cependant diverses questions restent à résoudre, notamment celles qui ont trait à l'exercice du droit de contrôle et d'enquête, confié aux agents de l'Emprunt marocain à la demande formelle de Sa Majesté Chérifienne. Ce droit implique la présence des agents à toutes les opérations douanières et, par conséquent, leur installation dans les locaux de la douane. D'autre part, les Gouverneurs des ports doivent, en vertu des ordres spéciaux qu'ils ont reçus du Makhzen, faciliter aux agents de l'Emprunt la location de maisons à des prix raisonnables. Sur ces divers points, nos Consuls ne manqueront pas de rappeler aux Autorités marocaines les instructions vizirielles s'ils tardaient à les mettre à exécution.

Enfin je noterai ici les impressions que rapporte M. Regnault sur l'effet produit dans l'opinion indigène par ses visites et l'arrivée de ses agents. Un grand concours de population s'est pressé partout sur les pas de nos compatriotes, manifestant surtout de la curiosité. Des bruits inquiétants avaient été mis en circulation. On avait parlé de soldats qui devaient débarquer pour protéger et, au besoin, appuyer par la force les agents français chargés des perceptions. On fut surpris de constater qu'il n'en était rien et que ceux-ci étaient venus et circulaient sans escorte. Ainsi s'est accomplie très rapidement et de la manière la plus pacifique, conformément aux vues de Votre Excellence, l'installation, du nouveau service financier dans les Douanes marocaines.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

*M. Delcassé, ministre des affaires étrangères,
à Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger.*

Paris, le 26 juillet 1904.

Demain appareillent pour Tanger le croiseur-cuirassé *Kléber* et le croiseur de 3^e classe *Galilée*. En demandant ces bateaux au Conseil des Ministres, j'ai dit qu'ils doivent, par leur présence, rassurer la population inquiète et affirmer notre nouvelle situation. Rien n'est plus loin de notre pensée, de notre politique et de nos intérêts que de rechercher l'occasion d'un coup de force.

Le Commandant de cette force navale a pour instructions de se conformer à vos directions.

DELCASSÉ.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger.
à M. Delcassé, Ministre des affaires étrangères.*

Tanger, le 29 juillet 1904.

Muni de la lettre que j'ai adressée à Ben Sliman sur la nécessité de faire un sérieux effort pour remédier à l'insécurité de Tanger, M. de Saint-Aulaire s'est appliqué à convaincre le Makhzen. Sous la pression unanime de ses Vizirs, le sultan a consenti aux dispositions suivantes : un officier français du grade de capitaine sera chargé de présider à la réorganisation de la garnison de Tanger, où le lieutenant algérien Sédira est déjà chargé de former une section d'artillerie. Trois sous-officiers algériens seront adjoints au Capitaine français. Ben Sliman a déclaré que ce chiffre réduit d'instructeurs n'a rien de définitif et que l'intention du Makhzen de s'avancer progressivement dans la voie que nous lui avons indiquée demeure entière. Votre Excellence trouvera ci-joint la traduction de la lettre que j'ai reçue de Ben Sliman à ce sujet.

Le Gouverneur de Tanger sera invité, m'écrit M. de Saint-Aulaire, à échanger ses vues avec le Capitaine français sur l'organisation nouvelle de la garnison et de la police de Tanger. Il accueillera les suggestions de cet officier, quand il croira pouvoir le faire, sans en référer à Fez. Dans le cas contraire, il en saisira le Makhzen. De son côté, le Capitaine français devra me soumettre les solutions qu'il proposera. Si je les agréé, le Makhzen promet de tenir le plus grand compte de mes indications.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

Annexe.

TRADUCTION.

*Si Abdelkerim ben Sliman, Ministre des affaires étrangères de Sa Majesté Chérifienne,
à M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française, à Tanger.*

J'ai reçu votre lettre en réponse à ce que je vous avais écrit le 6 Rebi-2 dernier et aux déclarations verbales que j'avais faites à votre

Secrétaire, l'ami intelligent, le Comte de Saint-Aulaire; nous vous avons informé des résolutions de Sa Majesté Chérifienne de prendre toutes les dispositions possibles en vue d'assurer la sécurité complète à Tanger, après la libération de l'Américain Perdicaris et de son gendre Varley; nous vous avons informé également de tout ce qui serait l'objet de nos entretiens avec votre Délégué. Celui-ci nous a déclaré qu'il était nécessaire de se hâter de ramener d'une façon définitive la tranquillité dans les esprits des habitants de Tanger et de sa banlieue; de rassurer les Européens et de détourner leurs regards de ce qui pourrait porter atteinte au prestige du Makhzen; et qu'il fallait, pour cela, adopter les mesures nécessaires que vous avez pris l'initiative d'indiquer; qu'il était impossible de compter sur les contingents de secours que le Makhzen avait fait venir de Casablanca, et cela en raison des indications que vous nous avez données sur l'état de ces troupes et sur la situation de Tanger, en ce moment critique et plus troublée que jamais; que l'acceptation des conditions posées par le chef des brigands, tout en augmentant sa force parmi les fauteurs de troubles, engage ses pareils à commettre ouvertement les mêmes attentats; enfin, que s'il se produisait le moindre accident, fût-il même secondaire, il serait à craindre qu'on ne pût remédier que difficilement à ses conséquences. Vous me demandiez de porter ce qui précède à la connaissance de Sa Majesté Chérifienne en même temps que vous avez chargé votre Secrétaire de lui transmettre un supplément d'explications à ce sujet et de l'engager à prendre les mesures que comportait la gravité de cette question, avant que votre gouvernement puissant ne se trouvât contraint à assumer la tâche qu'il désirait laisser à l'initiative de Sa Majesté.

J'ai pris bonne note de votre lettre, que j'ai portée à la connaissance de notre Maître (Dieu le fortifie !). Sa Majesté s'est pénétrée des explications bienfaisantes et amicales que vous lui avez données ainsi que des explications complémentaires dont vous avez chargé pour nous votre Secrétaire. Ce dernier n'a pas manqué de fournir, avec les explications désirées, les preuves de votre préoccupation touchant les intérêts du Gouvernement Chérifien et de votre désir de sauvegarder son prestige. Sa Majesté a pris tout cela en haute considération et s'est résolue à de nouvelles déterminations. Elle m'a ordonné de vous répondre, en premier lieu, que toutes les déclarations que vous aviez faites précédemment à ce sujet étaient inspirées par la plus grande sincérité. Elle a vu dans votre dernière lettre, ainsi que dans les entretiens que je viens d'avoir avec votre Secrétaire, un nouveau gage de cette sincérité de vos conseils, de la loyauté de votre amitié, de la pureté de vos intentions. Sa Majesté sait que le mobile le plus puissant de votre insistance particulière dans cette question, c'est la communauté des intérêts que possèdent les Gouvernements des deux pays voisins et aussi la communauté des préjudices qu'ils peuvent subir. Sa Majesté vous en remercie beaucoup. Elle souscrit aux mesures que vous avez indiquées concernant l'organisation de la garnison de Tanger et les services qu'elle doit rendre et qui ne peuvent être obtenus sans le concours d'officiers ayant mission de discipliner et d'instruire cette garnison. Elle autorise l'envoi à Tanger du capitaine français qui se trouve actuellement ici, en plus de Si-Abderrahman-Ben-Sedira, et l'adjonction de trois des instructeurs musulmans algériens qui sont à Oudjda. Ces officiers seront secondés

par l'énergie bien connue du nouveau Gouverneur de Tanger et ses qualités de commandement ; les ordres qu'il a reçus de leur prêter son concours, dans l'œuvre de dresser la garnison à la discipline, auront pour résultat de rassurer l'opinion parmi les habitants de Tanger et de sa banlieue et de couvrir court, avec l'aide de Dieu, aux propos suscités par les agissements des fauteurs de troubles. Et même, s'il est besoin de quelques nouveaux instructeurs, il y sera pourvu dans un autre moment et progressivement, s'il plaît à Dieu, en tenant compte des intérêts du moment et des circonstances ; surtout avec le concours de votre sincérité et de vos heureux efforts, dont les événements passés et présents nous ont donné la preuve évidente et dont les manifestations ne cessent de s'affirmer. Votre Secrétaire a pu se rendre compte de la confiance du Makhzen à votre égard ; les témoignages qu'il vous en donnera peuvent vous rassurer. J'espère que Dieu facilitera aux deux Gouvernements les moyens de se convaincre de leurs intentions amicales réciproques par des actes heureux dont tous pourront être témoins et qui édifieront pour les deux Etats le phare de la joie durant les jours et les nuits.

Fez, le 12 Djoumadi 1-(25 juillet 1904).

ABDELKERIM BEN SLIMAN, que Dieu le protège !

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 30 juillet 1904.

Si Abdesselam Tazi, Ministre des finances de Sa Majesté Chérifienne, m'écrivit pour me prier de remercier Votre Excellence du concours que le Gouvernement a prêté au Makhzen en aplanissant toutes les difficultés relatives à l'emprunt. Il se montre également reconnaissant de l'aide que lui a donnée le Comte de Saint-Aulaire, alors en mission à Fez, ainsi que l'interprète auxiliaire de la légation, M. Ben Ghabrit.

M. de Saint-Aulaire s'est employé, sur les instances réitérées de Tazi, à faire régler dans un sens favorable aux vues du Gouvernement Chérifien la question des achats de change et à ne pas les laisser à la seule décision du représentant des banques. En outre notre Agent, a accordé au Makhzen ses bons offices dans la rédaction des formules relatives à la garantie de l'emprunt et aux sanctions prévues en cas d'inexécution du contrat.

Tazi continue sa lettre par les considérations suivantes :

« Je suis certain, ô ami de bon conseil ! que vous avez pu vous rendre compte que le Makhzen n'a rien négligé pour faciliter les choses et donner son adhésion au projet d'emprunt, et qu'il a fait tout ce qui avait été indiqué, quelle qu'en fût l'importance. En définitive, sans la présence de votre Délégué et du Fequih à Fez, et sans l'aide qu'ils nous ont apportée dans la revision et la rédaction claire et définitive du contrat, les pourparlers avec les délégués des banques eussent échoué. Comme l'affaire est terminée dans les meilleures conditions, Dieu soit loué ! grâce à votre bienveillance qui est le résultat d'une amitié sincère et

grande, nous prions votre Excellence de nous continuer son concours et sa bienveillance à ce sujet, dans le présent comme dans l'avenir, afin que les clauses du contrat soient strictement exécutées dans tous les ports de l'Empire et afin d'éviter toute irrégularité dans les détails ».

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 27 août 1904.

J'estime, comme Votre Excellence, très désirable que le Makhzen donne suite le plus tôt possible aux intentions qu'il a manifestées en ce qui concerne la police de la frontière. Après les déclarations satisfaisantes des divers Vizirs sur ce sujet, le Sultan lui-même, dans un entretien avec M. de Saint-Aulaire, a émis le vœu que le rétablissement de l'ordre sur la frontière avec notre concours soit mis au premier rang des affaires que j'aurai à traiter avec lui lorsque, comme il l'a demandé en même temps, je me rendrai en ambassade à Fez.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

*Le Comte de Saint-Aulaire, Chargé d'Affaires de la République française
à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 30 septembre 1904.

Invité par le Makhzen à hâter autant que possible, d'accord avec la Légation, le départ du nouveau détachement de Figuig, le Pacha de Tanger, sollicite instamment notre réponse à la demande qui nous a été adressée à ce sujet.

Ce fonctionnaire devant être chargé de pourvoir, à l'avenir, à la solde de cette troupe, je lui ai signalé la nécessité d'en assurer le payement régulier. Il m'a spontanément déclaré que les fonds que le Makhzen doit mettre à sa disposition, à cet effet, seront expédiés chaque mois à Figuig par l'entremise de la Légation.

SAINT-AULAIRE.

*M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères,
aux Ambassadeurs de la République française à Saint-Petersbourg, Berlin,
Vienne, Rome, Washington.*

Paris, le 6 octobre 1904.

Les Gouvernements de Paris et de Madrid viennent de signer, au sujet des intérêts de la France et de l'Espagne au Maroc, la déclaration suivante :

« Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de S. M. le Roi d'Espagne s'étant mis d'accord pour fixer l'étendue des

droits et la garantie des intérêts qui résultent pour la France de ses possessions algériennes et pour l'Espagne de ses possessions sur la côte du Maroc, et le Gouvernement de S. M. le Roi d'Espagne ayant en conséquence donné son adhésion à la Déclaration franco-anglaise du 8 avril 1904, relative au Maroc et à l'Égypte, dont communication lui avait été faite par le Gouvernement de la République française, déclarent qu'ils demeurent fermement attachés à l'intégrité de l'Empire Marocain sous la souveraineté du Sultan ».

.....

Cette Déclaration devant être publiée demain soir, veuillez en donner au préalable connaissance au Gouvernement près duquel vous êtes accrédité.

DELCASSÉ.

Le Comte de Saint-Aulaire, Chargé d'Affaires de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 23 septembre 1904.

Le Représentant du Sultan vient de prier cette Légation de faciliter le transport de Tanger à Figuig par la voie d'Oran d'un détachement de 100 hommes.

Votre Excellence estimera sans doute que nous avons tout intérêt à accueillir cette demande qui ne paraît pas nous exposer au retour des incidents qui ont marqué, l'an dernier, le passage à Oran des soldats marocains et motivé certaines plaintes de la part de l'Administration algérienne. Le Makhzen a, en effet, donné des ordres pour que ce détachement soit recruté dans des conditions de nature à en garantir la discipline et la bonne tenue. En outre, il ne ferait que traverser Oran, tandis que, l'an dernier, les soldats marocains ont dû y séjourner, en attendant la fin des opérations de police alors en cours d'exécution dans la région de Figuig.

Selon un précédent établi à l'occasion de la première demande de ce genre, nous pourrions faire accompagner ce détachement par un officier français qui devrait alors se rendre le plus tôt possible à Tanger où l'embarquement aura lieu. Cette mesure serait la meilleure sauvegarde contre tout incident.

Ben Sliman exprime en même temps le désir que l'Administration algérienne facilite le retour à Tanger, par la voie d'Oran, de l'Amel de Figuig ainsi que de sa famille et de quelques hommes qui sont encore auprès de lui. En attendant qu'un successeur soit donné à ce fonctionnaire, rappelé à Fez, son Khalifa sera chargé de représenter le Makhzen à Figuig.

SAINT-AULAIRE.

*M. Bihourd, Ambassadeur de la République française à Berlin,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Berlin, le 7 octobre 1904.

Conformément aux instructions contenues dans votre télégramme d'hier, je viens de faire connaître au Baron de Richthofen notre accord avec l'Espagne au sujet du Maroc. Il m'a demandé si j'étais en mesure de prévoir la portée de cet accord au point de vue des intérêts commerciaux de l'Allemagne, qui le préoccupent particulièrement. Je lui ai répondu que la Déclaration franco-anglaise du 8 avril dernier offrait toutes garanties sur ce point, et que l'adhésion de l'Espagne ne pouvait les modifier.

BIHOURED.

*M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Bihourd, Ambassadeur de la République française à Berlin.*

Paris, le 8 octobre 1904.

Vous avez eu parfaitement raison de dire que l'adhésion de l'Espagne à la Déclaration franco-anglaise du 8 avril ne peut modifier les garanties que cette Déclaration offre à la liberté commerciale. Ces garanties sont et demeureront intactes : vous pouvez l'affirmer.

DELCASSÉ.

*M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Bihourd, Ambassadeur de la République française, à Berlin.*

Paris, le 12 octobre 1904.

Les déclarations que j'ai faites au Prince Radolin en mars dernier, et dont je vous ai donné connaissance, ont mis le Gouvernement Allemand au courant de nos intentions en ce qui concerne le Maroc. Il a eu dès ce moment l'assurance qu'au point de vue des transactions commerciales tout le monde bénéficierait du nouvel ordre de choses qui allait s'établir, et que la liberté du commerce serait rigoureusement et entièrement respectée. La publication de la Déclaration du 8 avril n'a pu que le convaincre que ses intérêts commerciaux, loin d'être atteints par notre accord avec l'Angleterre, trouveraient au contraire dans cet arrangement de sérieuses garanties. Il s'en est d'ailleurs si bien rendu compte, qu'il a demandé à l'Angleterre de lui assurer en Egypte les avantages commerciaux que nous avons stipulés pour nous et qui sont exactement les mêmes que ceux dont l'Allemagne pourra bénéficier au Maroc.

Notre accord avec l'Espagne est conçu dans le même esprit. En obtenant l'adhésion du Gouvernement Espagnol au principe de liberté commerciale inscrit dans la Déclaration du 8 avril, nous avons encore augmenté les garanties dont jouira au Maroc le commerce international. C'est ce que vous pouvez déclarer à M. de Richthofen avec la plus grande netteté.

DELCASSÉ.

*M. Bihourd, Ambassadeur de de la République française à Berlin,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Berlin, le 14 octobre 1904.

Suivant les instructions de Votre Excellence, j'ai porté à la connaissance du Baron de Richthofen le texte de la Déclaration franco-espagnole relative au Maroc. Le Secrétaire d'Etat m'a marqué l'intérêt exclusivement économique que l'Allemagne attachait aux affaires marocaines. Je lui ai immédiatement répliqué que la Déclaration franco-anglaise du 8 avril dernier stipulait la liberté commerciale et que la Déclaration franco-espagnole ne pouvait, selon moi, modifier les garanties déjà offertes au commerce international. Votre Excellence ayant bien voulu approuver mon langage, je n'ai pas manqué, lors de la réception diplomatique suivante, de renouveler mes assurances en les fortifiant de votre autorité.

BIHOULD.

M. Delcassé, ministre des Affaires étrangères.

à Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger.

Paris, le 18 octobre 1904.

Le Gouverneur général de l'Algérie m'informe qu'à la suite de la panique provoquée dans la région d'Oudjda par la présence des bandes du prétendant de Bou-Amama, deux forts groupes appartenant aux tribus marocaines des Angad et des Mehaïa ont passé la frontière avec leurs troupeaux. Les autorités algériennes ont eu devoir autoriser provisoirement ces groupes à s'installer sur nos confins, dans la crainte que, s'ils étaient refoulés au Maroc, ils n'aillent implorer le pardon du Rogui et grossir le nombre de ses adhérents.

M. Jonmart me prie de lui faire connaître si, malgré cette considération, il doit « faire reconduire ces réfugiés et leurs troupeaux à la frontière ou rechercher s'il est possible de les installer assez loin de cette frontière ». En ce dernier cas, le Makhzen devrait nous tenir compte des dépenses et indemnités afférentes au séjour des Marocains sur notre territoire.

Jé vous serais obligé de me faire connaître votre sentiment à ce sujet.

DELCASSÉ.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 20 octobre 1904.

Je crois que nous ne pourrions faire reconduire à la frontière les Marocains réfugiés et leurs troupeaux sans aller à l'encontre de nos procédés traditionnels et de nos promesses d'assistance amicale.

Le cas actuel a de nombreux précédents. En 1899, notamment, par suite des troubles qui agitaient alors l'amalat d'Oudjda, les Mehaïa nous

demandèrent refuge. Si je suis bien informé, le Gouverneur général accueillit leur requête moyennant un droit de pacage.

Quant au lieu où il conviendrait d'installer les réfugiés, le Gouverneur général de l'Algérie en est évidemment le meilleur juge. Je me permettrai seulement d'exprimer le vœu qu'il soit possible de trouver un campement qui ne soit pas trop éloigné de la frontière. Peut-être pourrait-on, comme en 1899, établir les réfugiés à l'abri des smalas de Sidi Medjahed et Chahba.

SAINT-RENÉ TALLANDIER.

*M. Jonnart, Gouverneur général de l'Algérie,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Alger, le 23 octobre 1904.

Je reconnais, avec notre Ministre à Tanger, les inconvénients qu'il y aurait à refouler sur territoire marocain les tribus de l'amalat d'Oudjda actuellement réfugiées en deçà de notre frontière. Je vais m'efforcer de les cantonner dans une région où leur présence ne sera pas trop préjudiciable à nos sujets algériens, mais qui ne pourra sans doute pas être très voisine de la frontière. Les précédents invoqués par M. Saint-René Taillandier ne me paraissent pas s'appliquer très exactement à la situation actuelle, en raison du nombre considérable des réfugiés et du ressentiment qui règne parmi nos tribus de la frontière après les trop nombreuses agressions qu'elles ont eu à subir de leurs voisins de l'Ouest dans ces dernières années.

D'autre part, la rétribution qui peut être exigée de ces Marocains ne couvrira certainement pas le dommage causé par leur installation sur les terrains de parcours qui dans toutes les régions de l'Algérie sont déjà insuffisants pour nos tribus. Je ne puis donc considérer comme sans importance cette nouvelle et fâcheuse conséquence de l'insécurité, que le Makhzen est impuissant à faire cesser sur notre frontière et j'insiste pour que l'attention du Gouvernement Chériffien soit attirée sur cet état de choses.

JONNART.

*M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française, à Tanger.*

Paris, le 24 octobre 1904.

J'ai donné connaissance au Gouverneur général de l'Algérie de vos suggestions relatives au traitement à appliquer aux Marocains réfugiés sur notre territoire. M. Jonnart me fait savoir qu'il reconnaît avec vous les inconvénients de refouler ces tribus sur le sol marocain et qu'il s'efforcera de les cantonner au mieux des intérêts de ses administrés. Il me fait remarquer toutefois que la situation actuelle offre quelque différence avec celle de 1899, en raison du nombre des réfugiés et de l'état d'esprit de nos tribus algériennes qui se ressent des agressions dont elles ont été l'objet de la part de leurs voisins de l'Ouest pendant

ces dernières années. La présence de ces réfugiés sur des terrains de parcours déjà insuffisants pour nos tribus sera, en outre, la cause de dommages que la rétribution prévue par vous compenserait difficilement. En terminant, M. Jonnart insiste que pour l'attention du Gouvernement Chérifien soit attirée sur le fâcheux effet produit par cet exode qu'il considère « comme une conséquence de l'insécurité existant dans la région frontière du Maroc ».

Il vous appartiendra de signaler au Makhzen l'importance du service que le Gouverneur général de l'Algérie va s'efforcer de rendre aux tribus qui nous ont demandé asile.

DELCASSÉ.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 29 octobre 1904.

La ville de Larache se trouve menacée par les indigènes du Sahel. D'après un rapport du Vice-Consul anglais que me communique Sir A. Nicholson, les gens du Sahel tirent des coups de fusil sur la ville et sur un bateau de commerce allemand mouillé dans le fleuve. Les colons européens de Larache réfugiés à l'Agence consulaire de Belgique, qui a paru le lieu le plus sûr, réclament de l'aide. J'ai aussitôt averti le Commandant du *Kléber* le priant d'envoyer le *Linois* à Larache.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 29 octobre 1904.

Le *Linois* va partir à une heure pour Larache, où il doit arriver cet après-midi. Sir A. Nicholson ne m'a pas caché qu'à défaut du *Linois*, la *Diana* serait partie pour Larache; la venue du *Linois* paraît d'ailleurs devoir reconforter les habitants de la ville. Au besoin, notre croiseur offrirait un refuge aux personnes qui voudraient la quitter.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 31 octobre 1904.

Les troubles de Larache ont le même caractère que ceux qui se sont produits, à la faveur d'une anarchie croissante, sur tant de points du pays. C'est une querelle intestine entre deux groupes de populations. A tort ou à raison, le Pacha de Larache a accusé la tribu du Sahel d'avoir dérobé un troupeau appartenant aux habitants de la ville. Par suite, il

a interdit l'accès de la ville aux gens du Sahel qui, à leur tour, ont interdit le territoire aux gens de Larache et coupé ainsi les communications régulières par terre, entre ce port et Tanger; l'embouchure du Loukkos sépare les deux partis. Dans l'après-midi du 28, les gens du Sahel ont, de la rive droite du fleuve, dirigé une fusillade nourrie sur la ville qui a riposté à coups de canon. Un petit navire de commerce allemand, la *Nord-See*, qui se trouvait sur le fleuve exposé à la fusillade, a réussi, la nuit suivante, à gagner la rade. Pendant l'attaque du 28, les Européens, réunis à l'Agence consulaire de Belgique, ont adressé à leurs ministres respectifs, un appel qui, parvenu d'abord à la Légation d'Angleterre, m'a déterminé à envoyer immédiatement le *Linois* à Larache, comme Votre Excellence le sait par mes télégrammes du 29.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

M. Jonnart, Gouverneur général de l'Algérie,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.

Alger, le 14 novembre 1904.

Par lettre du 17 mai dernier, je vous ai exposé la situation faite à un grand nombre de nos administrés depuis que le protocole du 20 juillet 1901 a supprimé le système des revendications que nous avions coutume de présenter périodiquement au Makhzen marocain pour obtenir le règlement des méfaits commis au préjudice de nos sujets par des indigènes marocains.

Des commissaires ont été désignés, en l'exécution de l'article 9 de ce protocole, pour examiner les réclamations intervenues. Comme je vous l'ai fait connaître, les fonctionnaires délégués à cet effet par le Gouvernement Chérifien n'ont réglé aucune des affaires qui leur ont été soumises.

La liste de ces revendications est longue et importante. Quelques-uns des faits qui y sont mentionnés sont déjà très anciens, et il paraît désirable que le règlement n'en soit pas différé plus longtemps.

J'ajoute que l'état d'anarchie et d'insécurité qui existe de l'autre côté de notre frontière nous oblige à maintenir en permanence, sur un certain nombre de points, des goums fournis par nos tribus, ce qui est pour elles une charge extrêmement lourde, les meilleurs cavaliers de chaque tribu avec leurs chevaux étant enlevés à leur famille et à leurs affaires pour un service qui ne comporte aucune rémunération. Plusieurs chefs de tribus n'ont pas hésité à me déclarer que, si cette situation devait se prolonger longtemps encore, ce serait pour eux et leurs gens la ruine. Aussi insistent-ils avec plus de vivacité que jamais pour obtenir, comme autrefois, des indemnités pour les dommages que, dans de nombreux cas, les sujets marocains n'auraient pu leur faire subir, si le service de l'Etat ne les avait retenus loin de chez eux.

Il est certain que le service des goums pourrait être singulièrement allégé, si nous avions à la frontière une plus grande liberté de mouvement, et si quelques postes mixtes pouvaient être installés aux croisements des grandes routes suivies par les caravanes. Mais, en

l'état, je ne prévois pas quand il me sera possible de soustraire nos tribus oranaises aux réquisitions qui les privent de l'élite des chefs de famille, et c'est pourquoi j'ai le devoir, Monsieur le Ministre, de les recommander à votre sollicitude et de signaler à l'attention bienveillante de M. Saint-René Taillandier des revendications dont la légitimité me paraît hors de conteste.

JOHNART.

*M. Jonnart, Gouverneur général de l'Algérie,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Alger, le 30 novembre 1904.

Le nouveau Commissaire marocain en résidence à Oudjda, Si Mohammed El-Hadjoui, désireux d'entrer en relations avec moi dès son entrée en fonctions, est venu faire un séjour à Alger où il est resté une dizaine de jours.

Les entretiens que j'ai eus avec ce fonctionnaire du Makhzen n'ont pas détruit la bonne impression qu'avait produite sur moi, dès l'abord, la personnalité d'El-Hadjoui; mais je dois reconnaître que nos pourparlers ne semblent pas devoir aboutir à des résultats pratiques.

Le Délégué chérifien, malgré ses bonnes dispositions personnelles, se retranche derrière l'insuffisance de ses pouvoirs quand il s'agit de répondre à nos demandes, et, comme il n'a certainement pas entrepris ce voyage sans recevoir d'instructions du Makhzen, on est tenté d'en induire qu'il lui avait été recommandé de ne céder sur aucun point.

Je me suis efforcé de faire ressortir auprès du Délégué chérifien l'intérêt qu'il y aurait, pour les deux Gouvernements, à faciliter par un abaissement de tarif les échanges par la voie de terre, dont le développement compenserait bien vite, et au delà, le sacrifice initial à consentir sur les droits payés actuellement à Oudjda. Si El-Hadjoui s'est engagé à appuyer auprès de son Gouvernement notre réclamation relative à l'application des tarifs prévus par les Protocoles de 1902; mais la lettre qu'il a écrite à ce sujet à Si Guebbas, et qu'il a communiquée à notre interprète, n'est qu'un exposé du différend et ne conclut qu'à l'envoi d'une prompt réponse.

L'envoyé marocain m'a saisi à son tour d'un certain nombre de demandes tendant toutes à une intervention indirecte dans les troubles actuels du Maroc, savoir: autorisation éventuelle pour la mahalla de Saïdia de passer par notre territoire pour se rendre à Oudjda; surveillance de certains insurgés qui se seraient réfugiés sur nos confins; remise des déserteurs aux Autorités chérifiennes; interdiction pour les sujets marocains d'entrer en Algérie sans un passeport remis par le Makhzen.

J'ai accordé en principe, conformément aux précédents de l'année dernière, l'autorisation de passage demandée pour la mahalla, qui en a profité. J'ai promis de surveiller les insurgés qui me seraient signalés comme ayant trouvé asile sur notre territoire.

Sur la question des déserteurs et sur celle des passeports, j'ai dû me déclarer dans l'impossibilité d'accéder à ces demandes, à moins d'instructions formelles du Gouvernement.

J'ajoute que toute restriction qui serait apportée, sur les indications du Makhzen, à l'immigration des Marocains en Algérie pourrait devenir non seulement très fâcheuse pour notre prestige, mais désastreuse pour les intérêts économiques de l'Oranie qui a un besoin absolu de la main-d'œuvre marocaine.

JONNART.

*Le Lieutenant Pariel, Chef de l'annexe de Beni-Ounif, Commissaire français à Figuig,
à M. le Général commandant la Subdivision à Aïn-Sefra.*

Aïn-Sefra, le 26 novembre 1904.

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur deux incidents récents qui se sont produits à Figuig.

Lors de la venue à Beni-Ounif de 42 soldats de l'Amel, j'ai écrit à ce fonctionnaire en lui demandant de venir lui-même ou d'envoyer quelqu'un assez influent pour engager ces soldats à rejoindre leur poste. Il me répondit qu'il n'avait auprès de lui personne pouvant remplir cette mission et m'envoya son interprète. Celui-ci, qui ne se faisait d'ailleurs aucune illusion, n'obtint rien des soldats et dut rentrer tout seul.

Les askar me répétèrent, ce qu'ils m'avaient dit la veille, qu'ils ne considéraient pas leur départ d'Oudaghir comme une désertion, mais qu'ils estimaient que nous devions leur fournir les moyens d'existence qu'on ne leur donnait pas à Figuig. « C'est votre Gouvernement qui nous a fait prendre à Tanger par un de vos officiers pour nous conduire ici, me dirent-ils en propres termes, c'est à vous à veiller à ce qu'on nous donne tout ce qui nous revient ».

Heureusement pour la solution du conflit, la solde arriva. Mais mon intervention pour la remise de cette somme à l'amel n'échappa pas aux soldats et les confirma dans leur idée que c'était nous qui avions la charge de leur entretien. Cette idée était bien faite pour enlever à l'amel, s'il lui en était resté encore un peu, toute autorité sur sa faible garnison.

Cette poignée de soldats n'a jusqu'à présent rendu aucun service, et je la crois incapable d'en rendre jamais. Enfermée dans la casbah d'Oudaghir, n'en sortant que pour commettre des déprédations dans les jardins de Figuig, elle n'a jamais essayé de faire la police à l'intérieur des Qçour ou d'intervenir pour empêcher les querelles des çoffs de s'envenimer. Elle ne s'est pas occupée davantage de ce qui se passait dans les environs les plus immédiats.

Le 10 novembre, tout le monde parlait à Figuig d'un djich important qui se trouvait tout à proximité de la palmeraie. Cette proximité même m'avait fait croire ce bruit dénué de fondement. Mes renseignements se précisèrent dès le lendemain, et j'appris qu'effectivement un parti d'environ 120 dissidents de l'entourage de Bou-Amama, tous bien armés, s'étaient jetés dans la montagne.

Je vous en ai aussitôt rendu compte et j'ai en même temps envoyé des reconnaissances pour suivre les traces de ces malfaiteurs.

Grâce aux mesures prises, le djich semble s'être dispersé et je viens d'apprendre qu'une partie des gens qui le composaient rentrait à ses campements, à la zaouïa du vieil agitateur. Mais en cette circonstance, que je cite parce qu'elle est la plus récente, comme en une foule d'autres, la garnison de Figuig n'a rien fait. Elle n'a pas de chef, et je la crois peu disposée à obéir, si on lui en donnait un.

La police marocaine à Figuig et dans ses environs est donc une simple fiction.

PARIEL.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 12 décembre 1904.

Votre Excellence m'a confié la mission d'obtenir à Fez l'adoption de mesures qui nous garantissent que l'ordre renaîtra là où nous avons un intérêt pressant à le voir renaître. Pour la région frontrière, nous avons à demander que le Makhzen se mette en état d'y donner en Algérie les satisfactions indispensables en y rétablissant la sécurité avec notre aide et en y poursuivant avec nous, par l'entremise d'une nouvelle Commission franco-marocaine, l'application du régime ébauché dans les accords de 1901 et 1902.

Pour les ports, une nécessité non moins urgente nous force à demander que le commerce y reçoive les satisfactions qu'il réclame instamment : amélioration du service des ports, progrès de la sécurité dans les villes et dans leurs environs immédiats. En vue du rétablissement de la sécurité partout où elle est le plus nécessaire, nous avons à faire poser les bases d'une organisation de police.

Comme instrument financier de ces divers progrès, nous avons à obtenir la création d'une Banque d'Etat marocaine.

Dans la voie ainsi tracée, jusqu'où pourrons-nous nous avancer, durant la campagne qui s'ouvre ? Il est difficile de le prévoir, car la versatilité du Makhzen, les excitations dont il est l'objet et les obstacles que des abus invétérés opposent à tout progrès nous obligent à envisager comme possible et même probable le cas où nos conseils seraient impuissants à faire accepter au Sultan le minimum de réformes que réclame l'état présent du Maroc.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

*M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger.*

Paris, le 15 décembre 1904.

Bien que votre correspondance m'ait permis de constater que toute votre attention est déjà retenue par les négociations que vous allez bientôt engager avec la Cour de Fez, il m'a semblé nécessaire, au moment de votre départ, de résumer, pour votre direction générale, les diverses questions que vous devrez vous efforcer de résoudre pendant votre séjour dans la capitale chérifienne.

Il paraît inutile de vous indiquer par avance l'ordre dans lequel vous aurez à aborder avec le Makhzen l'examen du programme de relèvement militaire, économique et financier du Maroc, dont la France, à la suite de ses accords avec l'Angleterre et l'Espagne, est en situation aujourd'hui de conseiller et de faciliter l'adoption. Il me suffira de vous exposer rapidement ce programme, qui a d'ailleurs fait l'objet de divers entretiens que j'ai eus avec vous pendant votre récent séjour à Paris. J'ai eu, en outre, l'occasion depuis lors d'indiquer devant la Chambre des députés, dans la séance du 10 novembre, et tout dernièrement encore devant le Sénat, les vues dont doit s'inspirer désormais notre politique à l'égard de l'Empire chérifien. Notre tâche, ai-je dit, consiste, « dans notre propre intérêt, à servir l'intérêt du Maroc ; pour notre propre tranquillité, à l'aider à établir chez lui la sécurité et le bon ordre ; pour notre propre prospérité, à lui fournir les moyens de tirer parti des ressources dont il abonde, de sorte que, continuant à vivre de sa propre vie, ayant gardé ses coutumes, ses lois, ses chefs sous le Sultan dont l'autorité se sera fortifiée et étendue, il ne connaisse notre puissance qu'aux bienfaits qui l'auront accompagnée ».

Une des conditions essentielles du succès de cette politique toute pacifique doit être une étroite union entre les deux Gouvernements, union basée sur la confiance d'un côté et, de l'autre, faite d'esprit de suite, de loyauté et de ménagements, sans excepter cependant la fermeté qui pourra être parfois nécessaire. En favorisant la conclusion d'un emprunt, qui a écarté pour un temps de cruels embarras financiers et a permis au Maroc de se libérer vis-à-vis de ses créanciers étrangers ; en prêtant le concours de nos officiers pour la réorganisation des garnisons de Tanger et d'Oudjda ; en autorisant le sous-lieutenant Sedira à faire partie de la colonne envoyée contre le prétendant ; ou bien encore en laissant passer à plusieurs reprises des contingents marocains sur notre territoire, nous avons depuis deux ans donné déjà au Sultan maintes occasions d'apprécier les heureux effets de notre amicale collaboration. Vous ne manquerez pas de les rappeler, et l'on peut espérer que Sa Majesté se rendra ainsi compte qu'il est de son intérêt de recourir de plus en plus à l'aide de la France pour l'affermissement, pour l'extension de son autorité comme pour l'amélioration des services de son Etat.

En vue de l'accomplissement de l'œuvre que nous voulons poursuivre, de concert avec le Maroc, le premier progrès à réaliser est de rétablir l'ordre dans l'Empire. Le but principal de vos efforts doit donc être de faire sentir au Makhzen l'importance qu'il y a à assurer sans retard la sécurité des biens et des personnes et à mettre fin à un état d'anarchie de nature à entraver le développement de la richesse publique, aussi bien qu'à tarir les ressources du Trésor chérifien. L'expérience de ces dernières années a prouvé que le Makhzen était incapable d'obtenir ce résultat par ses propres forces. Nous sommes tout disposés à lui donner l'appui dont il a besoin et dont il a, sur plusieurs points déjà, pu apprécier le caractère bienfaisant. Il ne s'agirait plus que d'élargir les bases des arrangements particuliers précédemment intervenus pour réorganiser ses forces de police et d'étendre à d'autres parties du territoire chérifien le système dont ces accords se sont inspirés. Il importe d'abord d'assurer la tranquillité là surtout où, comme à Tanger, la population indigène se trouve immédiatement en contact avec l'étranger.

européen et de prévenir ainsi des incidents de nature à entraîner des complications d'ordre international. C'est donc surtout à la périphérie que nous devons, dans la plupart des cas, inaugurer au Maroc la constitution, sous la direction et le contrôle de nos officiers, de forces de police chérifiennes destinées à rassurer les résidents étrangers.

En me faisant connaître, sous la date du 29 juillet dernier, les propositions du Makhzen relatives à la garnison de Tanger, vous ajoutiez que le chiffre réduit d'instructeurs alors proposé par Ben Sliman « n'avait rien de définitif et que son intention d'avancer progressivement dans la voie que nous lui avions indiquée demeurerait entière ». Les assurances que vous avait ainsi données le ministre d'Abd el Aziz vous fourniront un précieux argument pour obtenir du Gouvernement Chérifien le complément des premières dispositions prises. Vous envisagiez comme moyen d'exécution une certaine quantité d'engagements dans la garnison de Tanger, au titre marocain, d'officiers et d'hommes de troupes empruntés à nos tirailleurs algériens, ainsi que la création d'un corps de police de sûreté marocaine, dont le noyau serait fourni par des agents musulmans d'élite de notre police indigène d'Algerie, sous la direction d'un chef et d'un brigadier français. Je ne saurais trop vous engager à faire tous vos efforts pour que les mêmes garanties d'ordre public et de sécurité soient réunies dans les ports et partout où il vous semblerait possible et pratique d'en rechercher l'application en tenant compte des circonstances locales.

Par votre télégramme du 27 août dernier, vous m'avez fait savoir que le Sultan lui-même avait émis le vœu que le rétablissement de l'ordre dans la région frontière de l'Algérie fût mis au premier rang des affaires que vous auriez à traiter avec lui au cours de votre mission à Fez. Les troubles dont la région d'Oudjda est actuellement le théâtre, et qui ont entraîné l'exode sur notre territoire de nombreux Marocains, ne peuvent être plus longtemps tolérés sans compromettre gravement les intérêts de nos sujets algériens et constituent une menace et un danger permanent pour les tribus avoisinant la frontière. Là aussi, le Makhzen s'est déjà rendu compte de la nécessité de faire appel à notre concours. La lettre que vous a adressée Ben Sliman, le 30 juillet 1902, pour arrêter les bases d'après lesquelles serait constituée la section frontière de notre mission militaire, prévoyait le cas où les circonstances exigeraient que le nombre des instructeurs désignés pour en faire partie fût augmenté. Puisque le principe de notre collaboration nécessaire est admis par le Makhzen et qu'elle est même désirée, vous ne manquerez pas d'invoquer l'entente déjà établie pour en étendre le bénéfice aux divers points de la frontière où la présence de forces régulières est manifestement désirable. Vous signalerez, en termes pressants, aux ministres du Sultan l'intérêt qui s'attache à ce que la solde des troupes chérifiennes, en général, lorsqu'elles sont placées sous la direction de nos officiers et notamment de celles de la région frontière, soit répartie par les soins de nos instructeurs dans des conditions de régularité qui préviendraient les désertions et les désordres dont la Mahalla chérifienne de Figuig nous a récemment encore offert un exemple.

Le rôle dévolu dans ces diverses combinaisons à notre mission militaire devrait, selon toute vraisemblance, être assez important. C'est à elle qu'incomberait la tâche particulièrement délicate de préparer, avec

l'unité de méthode et de vues désirables, les cadres que nous mettrions à la disposition du Sultan. Il importe, en conséquence, qu'au cours de ces pourparlers vous fassiez, dans une large mesure, appel aux conseils éclairés du Commandant Fariau.

L'état d'anarchie qui se perpétue dans les territoires marocains voisins de l'Oranie risque, par sa persistance même, d'empêcher complètement la mise à exécution des accords de 1901 et 1902 qui, sur ce point, sont jusqu'ici demeurés à peu près lettre morte. Ce fait n'est d'ailleurs pas contredit par le Gouvernement Marocain, et, dans des circonstances récentes, Ben Sliman a rappelé les événements qui ont compromis l'exécution des accords franco-marocains et déclaré que le Makhzen est « résolu de les appliquer intégralement le plus tôt possible ».

Si, dans la région de Figuig et du Bechar, nous occupons à peu près les positions nécessaires à l'œuvre de sécurité poursuivie dans l'intérêt commun, au nord de Figuig tout est encore à faire, ou à peu près, pour mettre à exécution le régime prévu par l'accord du 20 juillet 1901, et en vertu duquel les deux Gouvernements devaient instituer chacun deux Commissaires de frontière, l'un pour la région Nord, l'autre pour la région Sud, afin d'étudier et de régler sur place les réclamations et les questions d'indemnités entre tribus. Le Gouvernement de la République a désigné le Commandant Ropert comme Commissaire français pour la région Nord, et cette nomination a été notifiée dans le courant de cet été au Makhzen. Dans la région Sud, notre Commissaire est le Chef des affaires indigènes à Beni Ounif. Les Commissaires marocains doivent être le Khalifa de l'Amel d'Oudjda et le Khalifa de l'Amel de Figuig. Mais, en l'état actuel des choses, il est impossible que ces Agents exercent efficacement leurs fonctions.

Comme vous le savez, l'accord du 20 avril 1902 stipule d'une manière générale (art. I) que le Gouvernement français prêterait son appui au Makhzen pour consolider son autorité telle qu'elle est établie depuis le traité de 1845. C'est de l'esprit de cette stipulation que s'inspirent toutes nos offres de services actuelles.

Ce même arrangement prévoit, vous vous en souvenez, l'installation de marchés et de postes de perception de droits le long de la frontière. Des marchés marocains doivent être établis : à Cherraa, près de l'oued Kiss, dans le pays des Angad ; un second à Oudjda, un troisième à la Kasba d'Aïoun Sidi Mellouk, un quatrième à Debdou et un autre à Figuig. Des marchés mixtes sont prévus à Ras el Ain des Beni Mathar, Beni Ounif et Kenadsa. Des marchés français doivent être installés à Adjeroud, Marnia, El-Aricha et Ain-Sefra.

Entre Adjeroud et Teniet-Essassi, on a décidé l'établissement de bureaux de perception, pour le Maroc, à Saïdia d'Adjeroud ou El-Heimer, à Oudjda et à un point dans la tribu des Mehaya ; pour la France, à Adjeroud d'Algérie, à Marnia et à El-Aricha. D'autre part, un bureau de perception mixte est prévu comme devant être installé à Duveyrier.

Pour assurer la paix et la libre circulation entre les deux pays et afin de prêter main forte au service des perceptions, des postes de garde permanents doivent être créés pour la France à Adjeroud d'Algérie, à Marnia et à El-Aricha ; pour le Maroc, à Saïdia d'Adjeroud, à Oudjda, à un point sur l'oued Za et à Figuig. Deux gardes distinctes, fournies,

l'une par le Gouvernement français, l'autre par le Gouvernement marocain, doivent être organisées pour assurer en commun la police du Djebel Beni Smir.

Enfin il reste encore à faire fonctionner tout le régime des taxes (pour le Maroc, droits de sortie et droits de transit; pour la France, droits de statistique et de taxe sanitaire) et le régime des droits de place sur les marchés prévus par l'accord du 7 mai 1902. A Oudjda même, où l'autorité du Sultan est depuis longtemps reconnue, il a été impossible jusqu'ici d'obtenir l'application régulière de ces tarifs et une lettre de M. le Gouverneur général de l'Algérie, en date du 30 novembre dernier, dont vous avez reçu communication, a fait savoir que M. Jonnart n'a pu obtenir du nouveau Délégué marocain envoyé à Oudjda, Si Mohammed El-Hadjoui, aucun engagement permettant d'espérer une amélioration de la présente situation.

Il est de toute nécessité que vous poursuiviez auprès du Makhzen l'exécution d'arrangements solennellement conclus, et suivis de promesses réitérées.

La nécessité des mesures que je viens d'indiquer devrait être d'autant plus évidente aux yeux du Sultan qu'elles auront pour conséquence d'assurer la rentrée des taxes et des impôts, si désirable pour la prospérité de l'Empire, et une augmentation des recettes douanières dont une partie se trouve affectée au service de l'emprunt. Vous ne sauriez trop faire remarquer au Makhzen que la continuation des troubles qui ont gagné à peu près tout le pays serait de nature à diminuer la valeur du gage qui a été consenti à ses prêteurs et constituerait pour l'avenir une gêne sérieuse, au cas où le Maroc voudrait avoir de nouveau recours à notre crédit.

Dès à présent, la création d'une banque d'Etat, dont le principe a été discuté au cours des négociations engagées à Fez par le représentant des banques, serait en mesure de rendre de très appréciables services au Makhzen. Une institution de cette nature pourrait être chargée du service de trésorerie du Gouvernement chérifien. Cette banque d'Etat contribuerait également, dans toute la mesure possible, à mettre en œuvre les moyens financiers de nature à remédier à la dépréciation actuelle de la monnaie marocaine et à modifier les cours désastreux du change qui en résultent. Vous vous souvenez que, sur nos conseils, lors de la conclusion de l'emprunt, l'envoyé des banques avait consenti à ne pas insister à Fez pour la création immédiate de cette banque d'Etat. Dans une lettre qui vous a été adressée, le 5 juin 1904, par le Cheikh Tazi, le Ministre chérifien admettait que cette demande pût lui être présentée, par votre entremise, après la conclusion de l'emprunt, et étudiée par le Makhzen.

On peut prévoir que le Makhzen sera bientôt saisi de propositions fermes à ce sujet. Il y aurait, en conséquence, avantage à ce que vous prépariez, en vue de cette éventualité, les éléments des pourparlers auxquels donnera lieu cette importante question et à ce que, lors de vos premiers entretiens avec Cheik Tazi, vous procédiez avec lui à un échange de vues préliminaires.

La construction d'une route carrossable entre Marnia et Oudjda est instamment demandée par M. le Gouverneur général de l'Algérie. L'accomplissement des travaux auxquels elle donnerait lieu aurait déjà

l'heureux effet d'accoutumer les populations à l'idée de plus vastes entreprises. Il en serait de même de l'établissement d'une ligne télégraphique entre Marnia et Oudjda. Ces propositions méritent d'être sérieusement appuyées auprès du Makhzen. Elles pourront donner lieu à un intéressant échange de vues sur l'utilité de doter l'Empire d'un réseau télégraphique qui mettrait Fez en communication avec Tanger et relierait la capitale des Chérifs avec les principales villes de la côte.

Ainsi que je vous l'ai fait remarquer en esquissant le programme de réorganisation de la police, les points où semble le plus aisément pouvoir s'exercer tout d'abord une action réformatrice sont ceux où les populations sont depuis plus longtemps en contact avec les Européens, par exemple les villes du littoral. Ce sont les voies naturelles d'accès par lesquelles s'infiltrent dans l'intérieur du pays les idées de progrès et de civilisation. Nous devons, en conséquence, porter nos premiers efforts à l'amélioration des ports et au développement des entreprises qui s'y rattachent.

Vous savez, d'autre part, que la Chambre des députés, dans sa séance du 26 novembre, a voté un crédit destiné à être employé en œuvres humanitaires et philanthropiques au Maroc. Tout permet de compter en outre que ce vote sera bientôt ratifié par le Sénat. Vous m'avez déjà fait part de vos propositions au sujet de l'emploi de cette somme dont une notable partie doit être consacrée à l'assistance médicale. La création de dispensaires dans les villes de la côte et la fondation de cliniques dans les marchés mixtes et les marchés marocains prévus dans les accords de 1902 seront des mesures bienfaisantes. Vous jugerez sans doute utile d'en faire ressortir les avantages aux yeux du Makhzen et de vous assurer qu'il n'en prendra pas ombrage. La diffusion de notre langage rentre également dans notre programme. Je crois superflu d'insister sur ces mesures, dont le détail n'est pas encore définitivement arrêté, m'en remettant à vous du soin de faire prochainement à Fez telles démarches qui vous paraîtraient nécessaires pour en faciliter l'application.

Enfin je mentionne ici pour mémoire la question du règlement des indemnités algériennes réclamées par nos tribus depuis plusieurs années, pour les vols et les agressions dont elles ont été victimes. Vous connaissez l'importance de nos griefs dont ma correspondance précédente vous a déjà entretenu.

J'ai pleine confiance en vous pour assurer le succès de l'œuvre que vous poursuivez avec tant de zèle et de clairvoyance depuis votre nomination au poste de Tanger. Je me plais à espérer que le Sultan et ses Ministres se rendront aux conseils de la raison que vous ne manquerez pas de leur faire entendre. Nous ne demandons qu'à accomplir, avec la collaboration du Makhzen, la tâche qui s'impose à nous et qui doit profiter également au Maroc et à l'intérêt général.

DELCASSÉ.

M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger, à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 17 décembre 1904.

J'ai reçu aujourd'hui une lettre signée de Si Mohammed Torrès et de Mokri. Après avoir rappelé le mauvais état où se trouvent les finances chérifiennes par suite des dépenses qu'entraîne la lutte contre la rébellion, et après avoir signalé la nécessité qui s'impose au Makhzen d'accroître ses revenus et d'alléger ses charges, la lettre conclut en ces termes : « Des mesures ont été effectivement prises pour réduire un certain nombre de dépenses conformément aux exigences de la situation.

« C'est ainsi que Sa Majesté Chérifienne a décidé de congédier les instructeurs étrangers en fonctions à la Cour chérifienne et à Rabat et de renoncer à leurs services en les autorisant à partir, pour réaliser l'économie de la somme affectée à leur solde et couper court aux préjugés qui ont cours actuellement parmi les sujets. Nous vous prions donc d'informer les instructeurs dont il s'agit des décisions de Sa Majesté Chérifienne et de les inviter à s'y conformer dans un délai d'un mois à partir de cette date ».

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger, à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 17 décembre 1904.

Par suite d'un effacement de plus en plus marqué des autorités locales, la situation empire progressivement dans les environs de Tanger. Le Makhzen en est venu à y chercher un appui sur Raissouli, qui perd d'ailleurs son influence et qui est tenu en échec par son ancien lieutenant. Les tribus et fractions de tribus, n'étant plus suffisamment contenues par l'autorité du Makhzen, se livrent les unes contre les autres à des actes d'hostilité où se satisfont l'esprit de clan et le génie batailleur propres à la race berbère. Hier deux de ces groupes en sont venus aux mains dans le faubourg même de Tanger, et le parti le plus faible a un moment envahi la cour d'un de nos compatriotes. Dans la campagne environnante, les meurtres deviennent fréquents. Je suis allé hier faire entendre au Pacha le plus sérieux langage. J'y étais d'autant plus autorisé que je l'avais fait prévenir dès la veille des intentions des perturbateurs. J'ai fait un énergique appel, au sentiment de sa responsabilité personnelle. Il m'a répondu par de solennelles promesses. J'en attends l'effet sans beaucoup de confiance, car ce fonctionnaire, par l'excès de ses persécutions, a gravement compromis son autorité sur ses subordonnés.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 19 décembre 1904.

Jé prie Votre Excellence de m'autoriser à adresser à Ben Sliman une lettre où je déclarerai : qu'après avoir pris connaissance de la lettre de Si Torrès et de Mokri, où il a vu un manque éclatant à la parole que la France a reçue du Sultan et qu'elle retient, mon Gouvernement m'a invité à différer jusqu'à nouvel ordre mon départ pour Fez. J'ajouterai que j'ai ordre de rappeler immédiatement à Tanger les membres de notre Mission militaire, notre Vice-Consul, nos compatriotes, et que le Makhzen sera tenu de tous dommages qu'ils auraient à subir jusqu'au terme de leur voyage de retour.

En même temps, j'inviterai notre Vice-Consul à remettre et à commenter cette lettre. Il devra quitter Fez avec tous nos compatriotes dans un délai de dix jours. J'inviterai le chef de notre Mission militaire à quitter Fez avec son personnel dans le même délai.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

*M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger.*

Paris, le 20 décembre 1904.

Vous pouvez envoyer à Ben Sliman la lettre rédigée suivant les indications de votre télégramme d'hier et la faire remettre et commenter par M. Gaillard.

Si le Makhzen revient sur sa décision, le but que vous proposiez sera atteint. Dans ce cas, M. Gaillard devra suspendre son départ et celui de la Mission et il ne vous restera qu'à vous assurer de la sincérité des dispositions du Makhzen pour vous rendre vous-même à Fez. Mon sentiment est que, seul, le représentant de la France a l'autorité nécessaire pour ramener le Gouvernement marocain au sens de la réalité.

DELCASSÉ.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 24 décembre 1904.

Voici le texte intégral de la lettre que j'ai adressée, le 21, à Ben Sliman :

« J'ai reçu le 17 décembre courant, sous les signatures de Si Mohammed Torrès et de Si Mohammed El Mokri, une lettre où ils m'annoncent, en alléguant des raisons d'économies et d'autres prétextes, « que Sa Majesté Chérifienne a décidé de congédier les instructeurs » étrangers en service à la Cour chérifienne et à Rabat ». Je suis prié par la même lettre d'informer les instructeurs dont il s'agit de cette décision et de les inviter à s'y conformer dans le délai d'un mois.

« J'ai porté cette communication à la connaissance du Gouvernement de la République. Il en a été très surpris. Sans la mesure indiquée par un Acte international qui vous a été notifié, la France a assumé la tâche d'aider le Makhzen à améliorer au Maroc, par des réformes progressives, un état de choses funeste à tous les intérêts. La manière dont elle a commencé à prêter au Sultan, en maintes circonstances, son appui et son concours bienveillant, témoigne assez de ses intentions amicales et du souci qu'elle a d'accomplir son œuvre par les moyens les plus propres à propager aux yeux de tous le prestige et l'autorité du Souverain de ce pays. Tout son désir est que le concours sincère du Makhzen la mette en mesure de poursuivre cette œuvre dans le même esprit amical. Mais si ce concours lui faisait défaut, elle saurait accomplir à elle seule la tâche qui lui incombe.

« D'ailleurs ces conditions, et puisque Sa Majesté le Sultan, trompé par de dangereux conseillers sur le véritable état et les besoins de son Empire, a accueilli la pensée d'éloigner de sa Cour chérifienne les officiers français mis à sa disposition en vue de la réorganisation de son armée, réforme particulièrement indispensable entre celles dont la nécessité a été reconnue, le Gouvernement de la République se voit à regret forcé d'adopter des dispositions en conséquence. Il m'invite à différer jusqu'à nouvel ordre l'accomplissement de la mission dont il m'avait chargé auprès du Chérif, et qui avait pour objet l'extension d'une entente amicale sur les réformes à effectuer pour le bien des deux parties, notamment en matière économique, financière et militaire.

« En conséquence il a décidé le rappel de notre Consul, des membres de notre Mission militaire et des Français résidant à Fez, qui devront partir dans un délai de dix jours.

« Il me donne l'ordre de vous en aviser et d'ajouter que le Makhzen sera tenu de tout dommage qu'auraient à subir, jusqu'au terme de leur voyage de retour, les Français qui se trouvent dans l'intérieur du pays ».

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 30 décembre 1904.

Ben Sliman a rendu compte au Sultan de ma lettre relative au renvoi de notre Mission militaire. Le Sultan a mandé notre Consul. Il a chargé avec beaucoup d'insistance M. Gaillard de me dire « que l'on était prêt à Fez à accueillir tous nos conseils et à accepter toutes les réformes, et que l'on retirerait toutes les démarches qui avaient pu nous froisser ». M. Gaillard a répondu respectueusement qu'il me rendrait compte. Notre agent a été ensuite au Conseil des Vizirs. Ils lui ont tous parlé dans le même sens que le Sultan et avec la plus grande insistance. M. Gaillard me fait savoir que le Makhzen m'adresse une lettre qui a dû partir de Fez le 26 au soir. Un duplicata doit lui en être remis, pour que la transmission en soit plus sûre.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

1905.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 2 janvier 1905.

Voici la traduction intégrale de la réponse de Ben Sliman :

« J'ai bien reçu votre lettre datée du 21 décembre de cette année, par laquelle vous me faites savoir que nos représentants, Si Mohammed Torrès et Si Mohammed el Mokri, vous avaient écrit, le 7 de ce mois, pour vous faire connaître la décision prise par Sa Majesté Chérifienne de congédier les instructeurs étrangers à la Cour Chérifienne et à Rabat, pour certaines raisons, entre autres par mesure d'économie. Les signataires de cette lettre vous auraient en outre demandé pour faire exécuter la décision chérifienne dans un délai d'un mois. Vous ajoutiez que vous aviez porté la lettre en question à la connaissance de votre Gouvernement qui s'en était d'autant plus étonné qu'il avait, en cette circonstance, fait preuve de sollicitude et qu'il continuait à se préoccuper des moyens d'assister le Gouvernement chérifien pour tout ce qui lui sera nécessaire dans l'entreprise des réformes progressives. Vous nous faites savoir enfin que, puisque l'attitude du Makhzen chérifien ne vous a pas paru répondre à la vôtre, notamment en raison du renvoi de vos instructeurs, le Gouvernement français avait été amené à prendre les mesures qu'il jugeait nécessaires et que vous avez indiquées dans votre lettre, à savoir de retarder votre ambassade à la Cour chérifienne, de rappeler à Tanger votre Mission militaire, votre Consul et tous les Français, etc.

« J'ai porté votre lettre à la connaissance de notre Maître (Dieu l'assiste !) qui s'en est pénétré et en a pris bonne note.

« Aussitôt que Sa Majesté en a eu pris connaissance, Elle s'en est beaucoup émue. Elle a manifesté un regret qu'on ne pourrait dépeindre, en raison de la façon inexacte dont ses instructions vous ont été transmises. Mon auguste Maître m'a ordonné de vous dire que le sens de ses instructions était de se mettre en rapport et de s'entretenir avec vous, au sujet de tous les Européens employés au Makhzen, Français ou autres, car il semblait au Makhzen que cette mesure était en ce moment opportune et ne doutait pas que vous lui prêteriez votre appui pour tout ce qui lui serait avantageux dans cette circonstance et dans d'autres, de façon que, si la mesure projetée rencontrait votre approbation, vous puissiez aider à sa réalisation et, dans le cas contraire, pour que vous nous fissiez part de vos suggestions, afin que Sa Majesté Chérifienne se rendit compte de ce qui aurait paru utile. Non seulement, Sa Majesté Chérifienne n'avait pas autorisé les signataires de cette lettre à vous en écrire, bien plus, mais Elle ne leur avait pas dit de fixer le délai d'un mois.

« La preuve de la sincérité des intentions amicales de Sa Majesté à l'égard du Gouvernement français réside dans les déclarations que nous avons faites verbalement ces jours derniers à votre intelligent consul M. Gaillard au nom de Sa Majesté Chérifienne, déclarations par lesquelles Sa Majesté se montrait fermement attachée à maintenir les

liens de bonnes relations existant avec le Gouvernement français et à démentir les informations qui vous seraient parvenues et qui seraient en désaccord avec ses principes. Sa Majesté Chérifienne s'apprête à recevoir votre ambassade avec toutes les marques de bon accueil et de considération ; il n'est pas douteux que votre Consul vous ait écrit à ce sujet. Pour vous donner une preuve de plus des préoccupations de Sa Majesté et du trouble qu'a apporté, dans son esprit, le malentendu actuel, sachez, ô ami, qu'Elle a envoyé chercher votre Consul aujourd'hui et qu'Elle s'est entretenue verbalement avec lui en lui exposant la réalité des faits et en lui donnant de nouvelles assurances sur le soin avec lequel Elle veillerait à l'entretien des rapports amicaux entre les deux Gouvernements tout en écartant les appréhensions et les doutes, en réalité sans fondement, qui se seraient présentés à l'esprit du Gouvernement français.

« Sa Majesté a beaucoup insisté auprès de votre Consul pour lui recommander de vous écrire afin de vous mettre au courant de l'incident. De même Elle a insisté auprès de lui pour l'empêcher de partir, lui, la Mission militaire et les autres Français.

« Elle m'a aussi ordonné de vous faire savoir que, bien que les deux délégués dont il s'agit vous aient fait part de cette question, Sa Majesté, comptant sur votre amitié et les efforts que vous déployez pour le bien des deux Gouvernements, pensait que vous n'auriez pas porté cette information à la connaissance de votre Gouvernement avant de nous avoir écrit à ce sujet et de recevoir notre réponse.

« Sa Majesté Chérifienne a éprouvé une grande peine à la suite des conséquences de ce malentendu survenu entre les deux Gouvernements, malentendu assez grand pour que le Gouvernement français ait adressé à son ami, le Gouvernement chérifien un langage qui n'avait jamais été tenu dans ce sens entre les deux pays.

« En effet, il n'y a pas de procédé plus pénible que celui consistant dans un ordre de rappel de votre Consul, de la Mission militaire et de vos ressortissants dans des conditions telles qu'il en serait résulté, vous ne l'ignorez pas, une effervescence parmi la population et d'autres suites encore. En conséquence, Sa Majesté Chérifienne espère que votre heureuse intervention apportera à cette situation un remède prompt et qui aura pour objet de maintenir intactes les relations de pure amitié qui unissent les deux pays, d'effacer les traces du malendu actuel, de faire en sorte que cet incident n'ait pas de conséquence, de hâter votre ambassade à la Cour chérifienne où vous serez reçu avec le meilleur accueil et toutes les marques de considération, et de maintenir dans leurs fonctions les employés français.

« A votre arrivée à Fez qui s'effectuera, j'espère, dans les meilleures conditions, vous serez clairement édifié sur la situation et les intentions du Makhzen, et par là vous vous convaincrez davantage des désirs et des vues favorables que Sa Majesté Chérifienne entretient à l'égard du Gouvernement français.

« Puis ce qui sera reconnu utile, on s'y conformera de toutes façons. Je vous ai écrit deux autres lettres analogues, expédiées par courriers spéciaux, l'une par voie de terre et la seconde voie Larache par mer : une troisième lettre a été remise à votre Consul pour vous être transmise, et cela en prévision d'accidents de route.

« Veuillez, ô ami, nous faire parvenir d'urgence votre réponse qui, nous l'espérons, sera favorable, grâce à votre heureuse intervention et au succès qui ne manquera pas de couronner vos démarches, comme nous l'attendons de vous. Vivez dans la tranquillité et la joie ».

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

*Le Comte de Chérissey, Chargé des affaires de la Légation de la République,
française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 11 janvier 1905.

Le *Du Chayla*, portant M. Saint-René Taillandier et le personnel de sa mission, a levé l'ancre à destination de Larache.

CHÉRISEY.

*M. Jonnart, Gouverneur général de l'Algérie,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Alger, le 24 janvier 1905.

La tranquillité relative qui règne dans le Sud oranais depuis quelque temps, grâce à l'activité infatigable du général commandant la subdivision d'Aïn-Sefra, a pu détourner l'attention du public de ces régions et accréditer l'opinion que la sécurité y était définitivement assurée, mais le Gouvernement ne saurait évidemment partager cette illusion.

Je crois devoir en effet vous signaler l'extrait suivant d'un rapport du général Lyautey, relatif aux derniers incidents survenus sur la frontière :

« Un notable de Zenaga a reçu d'un chérif du Tafilalet une lettre disant que Moulay Rechid avait réuni les notables des Beraber et leur avait fait connaître que le sultan Moulay Abd el Aziz était résolu à faire des représentations au Gouvernement français au sujet de ses agissements dans le Sahara et que, si satisfaction ne lui est pas donnée, il nous déclarera la guerre.

« Or, nos agissements dans le Sahara consistent uniquement dans les mesures que nous avons prises et dans la mobilité que nous avons donnée à nos postes, depuis un an, pour assurer à nos communications, à nos convois, à nos caravanes, une sécurité qui, précédemment, était constamment troublée par des incursions venues du Tafilalet, de Bou Amama et, en général, de toute la zone marocaine limitrophe.

« En ce qui concerne Bou Amama, auteur incontesté de la plupart des agressions contre nous, comme il est établi en déçà de la zone frontière délimitée, nous ne pouvons rien contre lui. Le Makhzen, de son côté, tout en négociant vraisemblablement avec lui, se déclare incapable d'agir efficacement contre le Marabout. Mais lui, par contre, peut impunément organiser des rezzous et les lancer en plein cœur de notre territoire contre nos convois et nos caravanes.

« Le dernier rezzou qui est venu razzier, le 13 décembre, 400 chameaux et 1.000 moutons aux Oulad Ziad, au sud de Gélyville, et a

attaqué un de nos détachements, à Hassi Ouchen, était exclusivement composé de Chaamba et d'Oulad Djerir de l'entourage immédiat de Bou Amama, auxquels s'étaient joints quelques gens d'Aïn-Chaïr. Nous avons pu donner à ce rezzou une chasse sérieuse, lui reprendre une partie de ses prises, lui tuer du monde, mais le reste n'en est pas moins rentré chez Bou-Amama qui, d'après tous les renseignements, se proposait d'envoyer à son secours et n'a cessé de manifester la plus vive appréhension sur son sort. Et cependant le Marabout reste indemne à l'abri de la frontière marocaine puisque nous ne pouvons pénétrer dans cette zone sans protestations du Makhzen et que ce même Makhzen y tolère, sans qu'on ait aucun recours sur lui, la présence de notre ennemi invétéré et l'organisation de telles agressions contre nous. Il importe même de remarquer que Bou Amama n'hésite pas à se dégarnir de la plus grande partie de son monde et de ses meilleurs guerriers, ce qui est la meilleure preuve qu'il se sait absolument en sécurité à l'abri de la frontière, et assuré que le Makhzen ne tentera rien contre lui.

« Il en est de même du djich composé de piétons de Bou Amama qui, le 21 décembre, a attaqué, au sud du Teniet Sassi, un convoi, a enlevé les animaux et les bagages, tué un israélite et rentra impunément chez l'agitateur, à l'abri de la frontière.

« Il en est de même encore du djich composé de 43 cavaliers, sous les ordres de Si Smaïn, propre neveu de Bou Amama, qui, dans la nuit du 20 au 21 décembre, a franchi la frontière au nord de Magoura, près de Missouin, attaqué nos indigènes des Oulad Sidi Chadli et est ensuite rentré chez le Marabout toujours à l'abri de la frontière ».

Le général Lyautey conclut de ces constatations que ses efforts pour le maintien de la sécurité seront toujours paralysés tant qu'il ne trouvera de l'autre côté de la frontière aucune aide, même contre les ennemis du Makhzen qui sont en même temps les nôtres.

Je ne saurais donc trop appeler de mes vœux la fin de cet état de choses et la constitution sous le contrôle de la France d'une organisation quelconque qui nous permettra de prendre d'urgence, d'accord avec nos voisins, les mesures de sécurité commandées par chaque incident.

JONNART.

Le Comte de Chérisey, Chargé des affaires de la Légation de la République française à Tanger.

à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 31 janvier 1905.

Je reçois du chef de notre section frontière le télégramme suivant : « Oudjda 29 janvier. — Aujourd'hui Bou Hamara et Bou Amama se sont portés à l'attaque d'Oudjda. La mahalla est sortie, l'ennemi a été repoussé ; seule la pluie a mis fin à la poursuite. Tout le personnel de la section frontière, sur la demande des autorités chérifiennes, est sorti avec un canon et est resté pendant toute l'action à côté d'Ahmed Ben Karroum, chef de la mahalla ».

CHÉRISEY

*M. St-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Fez, le 3 février 1905.

Votre Excellence a bien voulu m'adresser copie d'un rapport de M. le Gouverneur général de l'Algérie relatif à l'état de désorganisation de la garnison de Figuig.

Bien que, sur mes instances, cette petite troupe ait été constituée avec un soin relatif, ainsi que j'ai eu l'occasion d'en faire part à M. Jonnart, je ne suis pas surpris d'apprendre que l'événement dément les assurances données par les autorités marocaines sur sa solidité. L'insuffisance de la solde, par suite de la dépréciation de la monnaie hassani, suffirait, en dehors des causes plus générales, à expliquer les faits signalés par M. le gouverneur général de l'Algérie.

S'il ne nous est pas possible de contester au Makhzen le droit de tenir garnison sur un point marocain de la région frontière, nous sommes en droit de demander, d'exiger au besoin, que les garnisons marocaines établies dans notre voisinage nous donnent des garanties sérieuses de discipline et de solidité. Je suis donc d'accord avec M. Jonnart pour penser que nous ne devons pas nous prêter au renouvellement, dans les mêmes conditions, d'une expérience sans profit pour le prestige chérifien, mais non sans inconvénients pour nos propres intérêts.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

*Le Comte de Chérisey, Chargé d'affaires de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 11 février 1905.

Je crois devoir rendre compte à Votre Excellence des déclarations que m'a faites mon collègue allemand, au cours d'un récent entretien sur l'attitude de l'Allemagne dans les affaires marocaines.

« Après l'accord franco-anglais, m'a dit M. de Kühlmann, nous supposons que le Gouvernement français attendrait, pour nous mettre au courant d'une situation nouvelle, que l'entente franco-espagnole, prévue dans l'arrangement du 8 avril, fut effectuée. Mais aujourd'hui tout étant définitivement conclu, et les ratifications parlementaires étant intervenues, nous nous sommes aperçus qu'on nous tenait à l'écart systématiquement. Nous avons donc fixé notre attitude en conséquence. N'allez pas croire que je me sois tracé une ligne de conduite de ma propre initiative. En présence des interprétations contradictoires de nos journaux, j'ai cru devoir solliciter de mon Gouvernement des instructions formelles. Et c'est alors que le Comte de Bülow m'a fait savoir que le Gouvernement Impérial ignorait tout des accords intervenus au sujet du Maroc et ne se reconnaissait comme lié en aucune manière relativement à cette question ».

CHÉRISEY.

*M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Bihourd, Ambassadeur de la République française à Berlin.*

Berlin, le 14 février 1905.

Notre chargé d'affaires à Tanger me rapporte que, dans un entretien qu'il a eu avec le Chargé d'affaires d'Allemagne, celui-ci a déclaré à M. de Chérissey qu'en présence des interprétations contradictoires des journaux allemands sur l'attitude de l'Allemagne relativement aux accords franco-anglais et franco-espagnol, il avait sollicité de son gouvernement des instructions formelles. Le Comte de Bülow aurait répondu « que le Gouvernement Impérial ignorait tout des accords intervenus au sujet du Maroc ».

Ces propos de M. de Kühlmann m'obligent à rappeler les faits.

Dès le 23 mars, plus de deux semaines avant la signature de l'accord du 8 avril, répondant à une question du prince du Radolin, question « indiscreète peut-être », avait dit l'Ambassadeur d'Allemagne, non seulement je n'ai fait aucun mystère des négociations en cours, mais je lui ai même révélé les dispositions essentielles de l'arrangement visant le Maroc : assistance de la France au Sultan notamment pour l'établissement de la sécurité ; liberté commerciale, reconnaissance de la situation et des intérêts de l'Espagne. Je vous ai envoyé le résumé de mon entretien avec le Prince de Radolin. De sorte que, lorsque l'arrangement a été publié, le Gouvernement Impérial a pu constater l'absolue exactitude des renseignements que j'avais donnés à son ambassadeur et qu'il a été ainsi seul à connaître avec notre allié, avant le 8 avril.

Quant à l'accord franco-espagnol, il me suffit de rappeler que, conformément aux règles de parfaite courtoisie que j'ai observées invariablement depuis bientôt sept ans, je vous ai chargé de le porter à la connaissance du Gouvernement Impérial avant que le texte en fût publié et que vous vous êtes aussitôt acquitté de cette mission.

Par votre lettre du 14 octobre, vous m'avez fait savoir que le Ministre des affaires étrangères allemand vous avait même, à cette occasion, marqué l'intérêt exclusivement économique que l'Allemagne attachait aux affaires marocaines. Vous lui avez répliqué que la Déclaration franco-anglaise du 8 avril stipulait la liberté commerciale et que la Déclaration franco-espagnole ne pouvait modifier les garanties ainsi offerte au commerce international. A la réception diplomatique suivante, vous n'avez pas manqué de faire connaître au baron de Richthofen que ces assurances avaient reçu mon entière approbation.

En faisant part au Ministre des Affaires étrangères du langage tenu par le Chargé d'affaires allemand à Tanger à M. de Chérissey, je vous serai obligé de lui rappeler, dans la forme que vous jugerez la plus convenable, et ma conversation du 23 mars avec le Prince de Radolin et votre propre communication du 7 octobre, relative à notre accord avec l'Espagne.

DELCASSÉ.

*M. Bihourd, Ambassadeur de la République française, à Berlin,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Berlin, le 15 février 1905.

J'ai cru ne pas devoir attendre la prochaine réception diplomatique pour faire auprès du baron de Richthofen la démarche dont Votre Excellence m'avait chargé par son télégramme d'hier. Je me suis présenté ce matin au Ministère des Affaires étrangères. Le Secrétaire d'Etat se trouvait déjà, et devait, m'a assuré son secrétaire, demeurer toute la journée au Reichstag, où le retiennent les débats sur les nouveaux traités de commerce. Je me suis adressé au Sous-Secrétaire d'Etat.

Je lui ai dit la surprise de Votre Excellence en apprenant que le Gouvernement Impérial, d'après l'affirmation de M. de Kühlmann, ignorait tout des accords intervenus, au sujet du Maroc, entre la France d'une part, et, de l'autre, l'Angleterre et l'Espagne. Je lui ai rappelé la conversation de Votre Excellence avec le prince de Radolin, le 23 mars dernier, et ma visite au baron de Richthofen, le 7 octobre, pour lui communiquer, avant qu'ils fussent portés à la connaissance du public, les termes de l'entente franco-espagnole. Je n'ai pas manqué d'insister sur la netteté avec laquelle j'avais, à deux reprises, donné au Secrétaire d'Etat l'assurance que le Gouvernement Impérial bénéficierait naturellement de la liberté commerciale garantie par l'accord du 8 avril et confirmée par la déclaration du 6 octobre. J'ai ajouté que, dans ces conditions, je ne pouvais fournir à Votre Excellence une explication du langage de M. de Kühlmann et que force m'était de chercher quelque lumière auprès du Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères.

M. de Mühlberg m'a répondu qu'il ne connaissait que par ma démarche actuelle les paroles attribuées au chargé d'affaires à Tanger et qu'il allait l'interroger par la voie télégraphique. Il s'est demandé si le propos de M. de Kühlmann ne devait pas être interprété dans ce sens que le Gouvernement Impérial, étant étranger aux deux accords visés plus haut, ne se croyait en aucune façon lié par eux. Je n'avais pas à contredire à cette interprétation, qui traduisait évidemment la pensée officielle, d'autant plus que j'avais été amené à indiquer, en passant, que le Gouvernement de la République avait fait connaître à celui de l'Empire les deux accords, sans être astreint bien entendu à une notification, et que sur ce point je n'avais pas provoqué de contestation.

Mon entretien avec M. Mühlberg atteste l'exactitude de la déclaration de M. de Kühlmann. Le Gouvernement Impérial ne prétendra pas, il est vrai, ignorer tout des accords, il s'agit de l'ignorance absolue des actes eux-mêmes, mais il donnera à cette première phrase le sens de la seconde : « Le Gouvernement ne se reconnaît comme lié en aucune manière relativement à cette question. »

BIHOURD.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française en mission à Fez,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Fez, le 15 février 1905.

Dans les entretiens que j'ai eus jusqu'ici avec le Sultan, j'ai longuement appelé son attention sur la situation intérieure de son Empire. Je lui ai démontré la nécessité qui s'imposait à lui de sauvegarder à tout prix les intérêts français et européens si gravement compromis. J'ai indiqué notre préférence pour des méthodes qui assureraient, en même temps, avec le respect absolu des traditions religieuses, le relèvement du prestige et de l'autorité du Sultan. Mais j'ai conclu que certainement le Gouvernement de la République ne se contenterait pas, dans les questions qui l'intéressent, de promesses dépourvues de garanties.

Le Sultan m'a demandé de lui préciser au plus tôt nos propositions relatives à la réorganisation des troupes de police, se réservant d'apprécier, avec l'aide de ses vizirs et de certains délégués spécialement choisis en dehors du Makhzen, dans quelle mesure il pourrait y adhérer sans manquer au devoir primordial qui lui incombe de préserver de toute atteinte la religion du pays et les coutumes qui s'en inspirent. Je lui ai donc indiqué les grandes lignes du projet concerté entre le Chef de notre Mission militaire et moi.

Quand j'eus terminé cet exposé, le Sultan me dit en propres termes : « La plus grande partie des réformes que vous venez d'expliquer sont acceptables et réalisables dans un avenir très prochain. Mais quelques-unes sont difficiles à accepter. J'en réserve la discussion à mon Makhzen. »

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République Française en mission
à Fez,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Fez, le 23 février 1905.

Les fêtes de l'Aïd el Kebir ont retardé l'ouverture des négociations officielles relatives à notre programme de réformes. Ces négociations ont commencé hier, 22 février, dans des conditions très exceptionnelles déterminées par le Sultan lui-même. C'est devant tous les membres du Makhzen, accompagnés chacun d'un secrétaire et réunis chez le Grand Vizir, Si Feddoul Gharnit, que j'ai renouvelé l'exposé général que j'avais déjà présenté au Sultan et qui forme la préface de nos propositions de réformes. Quinze délégués spéciaux, choisis par le Sultan dans les villes principales de l'Empire et dans Fez même, assistaient également à cette réunion, mais sans être autorisés à y prendre la parole. L'idée d'admettre à notre conférence, comme auditeurs muets, ces délégués spéciaux appartient en propre à Abd el Aziz. Dans un de mes entretiens avec lui, j'avais écarté l'idée de négocier avec tous autres que ses Ministres. Sous cette réserve, je ne m'étais pas refusé à exposer, s'il le jugeait utile, devant des délégués de son choix, la pensée du

Gouvernement de la République, me bornant à le mettre en garde contre les inconvénients qui pourraient résulter de l'intrusion dans ces débats de personnes étrangères au maniement des affaires publiques. Le Sultan m'avait répondu que, dans l'intérêt des réformes, il voyait plus d'avantages que d'inconvénients à ce que les délégués m'entendissent : ses choix n'avaient porté que sur des hommes exempts d'hostilité contre l'esprit de réforme : mon langage ferait tomber bien des préventions. Si, d'ailleurs, des résistances déraisonnables se produisaient, il se réservait de les faire céder.

Par une anomalie qui semble indiquer que le Sultan veut garder pour lui-même le premier rôle dans les négociations, ce n'est ni le Ministre des Affaires étrangères, ni le Grand Vizir, mais le Qaïd Mechouar qui a porté la parole dans notre réunion d'hier. Il s'est borné à constater, en quelques paroles courtoises, qu'une réunion aussi exceptionnelle était un signe manifeste de l'attention que le Gouvernement chérifien s'appropriait à donner aux conseils amicaux de la France. Prenant à mon tour la parole, j'ai développé les vues générales que j'ai déjà résumées à Votre Excellence dans mon télégramme du 15. J'ai été écouté par tous les membres du Makhzen et les délégués avec une attention extrême.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française en mission à Fez

à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.

Fez, le 10 mars 1905

J'ai eu des entretiens prolongés avec le Sultan le 4, le 5 et le 7. J'ai parlé le 6 et le 9, devant le Conseil des Vizirs et les quinze délégués. Au cours de ces cinq séances, j'ai poursuivi et terminé, d'abord devant le Sultan, puis devant le Medjliss, sans entrer d'ailleurs dans des détails techniques, l'exposé général de nos conseils et de nos propositions. J'ai montré quelle était l'épreuve où la patience de l'Algérie était mise par le voisinage d'une région perpétuellement troublée. J'ai étudié les différentes questions administratives, économiques, financières dont la situation présente imposait l'étude et la solution au Makhzen. J'ai passé en revue les moyens qu'aurait le Gouvernement chérifien d'accroître certains de ses revenus et de s'en créer de nouveaux, avec les réformes qui rétabliraient la sécurité et donneraient satisfaction aux plaintes du commerce. Sur ma suggestion, le Sultan m'a demandé de faire établir par M. Regnault : 1^o une note sur les conditions dans lesquelles la délégation des porteurs pourrait exercer effectivement le droit de contrôle douanier inscrit au contrat d'emprunt ; 2^o un projet de firman chérifien organisant la répression de la fraude en matière douanière. J'ai recommandé instantamment l'adoption d'un plan d'ensemble tendant à améliorer dans tous les ports et suivant la mesure actuellement nécessaire, les services de batellerie et de magasinage, sous l'autorité et au profit du Makhzen. J'ai expliqué la nécessité de relever et de stabiliser la valeur de la monnaie marocaine, par la création d'une banque d'Etat où le Makhzen trouverait en outre des avances lui

permettant de pourvoir aux plus pressantes réformes, ce qui le mettrait à même d'éviter un nouvel emprunt et de garder la jouissance du 40 % des recettes douanières. En matière administrative, j'ai indiqué que l'anarchie gouvernementale avait abouti à créer, dans les villes de la côte, un régime intolérable pour les Européens et qu'il était urgent d'y remédier par un meilleur choix des Gouverneurs et par l'organisation d'un service de police indigène.

D'après mes renseignements, cet exposé, qui dissipait de dangereuses légendes, a produit sur la majorité des délégués une impression favorable, mais si les délégués ont à émettre une opinion, elle leur sera dictée par le Makhzen et c'est au sein même du Makhzen qu'il existe une coalition d'intérêts personnels contre toute limitation des abus.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Fez, le 18 mars 1905.

Je viens d'entretenir le Conseil de l'ensemble des questions relatives à la région frontrière. Le Sultan m'avait fait exprimer son désir de voir aborder ce sujet dès maintenant. Il trouvait préférable, m'a déclaré Ben Sliman, qu'il en fût ainsi, afin que, sur une matière en étroit rapport avec les autres chapitres de notre programme, je pusse préciser les idées jusqu'ici très confuses de la plupart des vizirs et des délégués avant d'entreprendre l'examen plus détaillé de ce programme.

J'ai montré que la contiguïté de nos possessions et de l'Empire chérifien nous place vis-à-vis de ce dernier dans une situation unique, à tel point que les Puissances plus particulièrement intéressées, après nous, aux affaires du Maroc, nous ont reconnu le droit et par là-même imposé le devoir d'y inspirer seuls les réformes nécessaires. Retraçant ensuite l'histoire des relations franco-marocaines dans ces dernières années, notamment depuis le début de l'insurrection, j'ai fait ressortir le prix du concours que nous avons cessé de prêter au Makhzen, la bienveillance et la loyauté que nous avons apportées dans l'application d'accords que le Gouvernement marocain, tout en en profitant largement, est impuissant à exécuter de son côté.

Après avoir insisté sur l'anomalie qu'offre une frontière qui sépare deux régions dont l'une s'organise chaque jour davantage, grâce à nos efforts et nos sacrifices, tandis que, dans l'autre, s'aggrave un état d'anarchie dommageable pour notre commerce, et dangereux pour notre sécurité, j'ai énuméré les attentats qui se multiplient sur nos confins, sans que rien soit fait pour les réparer et en prévenir le retour. On devait donc comprendre les impatiences et les exigences de l'Algérie en présence d'une pareille situation.

J'ai énoncé le montant des indemnités que demande le Gouvernement général de l'Algérie pour le règlement de ces réclamations.

Je n'ai pas cru devoir aborder dès maintenant l'étude des dispositions à prendre pour remédier à l'état de choses actuel.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

*M. Rihourd, Ambassadeur de la République française à Berlin,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Berlin, le 22 mars 1905.

La visite de l'Empereur à Tanger et les commentaires qu'elle provoque permettent de définir la politique allemande au regard de la question marocaine.

On ne saurait prendre à la lettre l'affirmation que la Chancellerie impériale ignore les accords intervenus entre la France, d'une part, l'Angleterre et l'Espagne, de l'autre. Je n'insisterai pas sur ce point.

C'est parce que la déclaration du 8 avril 1904 n'a pas été notifiée par le Cabinet de Paris — ni, du reste, par celui de Londres — et qu'aucune adhésion n'y a été donnée à Berlin, que le Gouvernement Impérial prétend ne pas la connaître officiellement et n'être lié par elle en aucune façon. Cette thèse, énoncée par le Chargé d'affaires allemand à Tanger, esquissée discrètement par M. de Mühlberg, est nettement posée et soutenue ici dans la presse; la Chancellerie impériale, en dépit de mon interrogation, s'est abstenue jusqu'ici de la démentir.

Feignant d'ignorer les vues de la France au Maroc, l'Allemagne a plus de liberté pour exposer les siennes. Certains journaux prêtent au Gouvernement de la République des projets incompatibles avec les termes mesurés de nos accords et appuient sur ces affirmations les récriminations allemandes. Les prétentions de l'Allemagne se ramènent jusqu'à présent à ces deux termes : maintien de l'égalité de traitement sur le terrain économique, sauvegarde de l'indépendance du Sultan. Sur ces deux points les exigences allemandes ne paraissent pas se heurter aux bases de notre politique au Maroc. L'accord du 8 avril 1904 établit le principe de la liberté commerciale mais avec un tempérament précisé par l'article IV *in fine* ; or, il semble bien que l'industrie, aussi bien que la finance allemandes aient, l'ambition de faire, au Maroc, concurrence aux nôtres, qu'il s'agisse d'emprunts ou de travaux publics.

L'article IV susvisé règle la situation économique de l'Égypte au même titre que celle du Maroc ; or, j'ai lieu de croire qu'il n'en a été tiré aucun grief dans les discussions très vives qui, le printemps dernier ont précédé l'acquiescement de l'Allemagne au décret relatif aux finances égyptiennes. C'est bien cette préoccupation économique qui explique l'intérêt manifesté pour l'indépendance de Moulay Abd el Aziz. On soutient que notre pénétration pacifique est inconciliable avec le respect de la pleine souveraineté du Sultan et on nous somme d'expliquer cette contradiction. On combat notre influence, non pas dans la crainte d'une conquête territoriale dont on sait les difficultés et les périls, mais par peur d'entraves que nous apporterions aux entreprises industrielles ou financières des Allemands. Et à l'appui de ces inquiétudes on invoque l'action économique de la France en Tunisie, sans faire allusion à l'assettlement général que notre œuvre a recueilli.

On peut donc discerner nettement les points sur lesquels le Gouvernement Impérial se propose de faire peser ses exigences. Est-ce à dire qu'il attaquera l'accord anglo-français ? La logique le lui interdirait, puisque sa tactique paraît consister à ignorer la déclaration du 8 avril 1904 ; probablement il préférera, n'en tenant aucun compte, adopter au Maroc une attitude en opposition avec le rôle que nous entendons y

jouer. La visite de Guillaume II à Tanger atteste la pensée de ne reconnaître à la France aucune situation prépondérante au Maroc.

Il me paraît hors de doute que le Gouvernement Impérial a l'intention de profiter des circonstances pour donner satisfaction aux intérêts et à l'amour-propre de l'Allemagne. Ces circonstances sont particulièrement favorables. Depuis une année environ, l'opinion publique est en éveil à propos des affaires marocaines ; les commerçants allemands ont eu le loisir d'exposer leurs revendications et de les exagérer ; les partis politiques ont reproché au Chancelier d'imposer à l'Allemagne une attitude effacée ; les revers et les troubles de la Russie ont accru l'impatience des aspirations allemandes, car la presse proclame sans ambages que dans les combats de Mandchourie la double alliance a reçu une profonde blessure, et Bebel déclare au Reichstag qu'à chaque mois de prolongation de la guerre en Extrême-Orient correspond une année de recul pour la réorganisation de l'armée russe et pour le concours utile qu'elle pourrait apporter à l'armée française en guerre contre l'Allemagne. On s'explique que dans ces conjonctures la diplomatie impériale puisse rêver d'obtenir quelques avantages dans la question marocaine.

Que demandera-t-elle ? Bien évidemment l'égalité économique, et si elle finit par reconnaître que la mission d'ordre et de paix que notre voisinage nous fait un devoir de remplir au Maroc nous impose l'obligation, avec le droit corrélatif d'y exercer une surveillance, elle ne manquera pas toutefois de mettre quelque prix à son acquiescement.

La persistance du baron de Richthofen à laisser sans réponse la question que je lui avais posée à propos du langage de M. Kühlmann, les réticences parlementaires du comte de Bülow affirmant que l'heure n'est pas propice aux déclarations sur les affaires marocaines, certains articles de journaux mettant la France en demeure de dévoiler ses plans, tout donne à supposer que la Chancellerie allemande ne veut pas en ce moment prendre l'initiative d'une conversation avec la France sur les affaires marocaines. Devons-nous mettre fin à ce silence en demandant au baron de Richthofen de formuler une réponse à notre interrogation ? C'est là un point sur lequel Votre Excellence pourra utilement arrêter son attention après la visite de l'Empereur à Tanger, car cet incident prêterait vraisemblablement à quelque réflexion, tout au moins par le caractère que s'évertueront à lui communiquer les divers adversaires de l'influence française au Maroc. Sans vouloir négliger les enseignements que nous réserve cet avenir très prochain, j'incline à penser que nous aurons, malgré tout, intérêt à sortir, par quelques explications directes, d'une situation que les polémiques de presse — et nos journaux sérieux méritent des éloges — ne réussissent pas à dénouer. Certaines feuilles allemandes espèrent que le prince de Radolin, à son retour de Monaco, recevra de Votre Excellence des assurances apaisantes. Je souhaite que l'Ambassadeur d'Allemagne les sollicite et je verrais tout avantage à ce qu'elles lui soient données par écrit de façon à prévenir toute équivoque.

Il me paraît en effet nécessaire de préciser par un échange de notes, la portée, en ce qui concerne les intérêts commerciaux et industriels de l'Allemagne, des deux accords franco-anglais et franco-espagnol.

Jusque-là nous demeurons sous la menace, assez clairement formulée par la presse allemande, de quelque fâcheuse surprise.

BIHOURD.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française en mission à Fez,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Fez, le 24 mars 1905.

Depuis que j'ai terminé l'exposé de nos vues sur les maux les plus pressants du Maroc et les remèdes qu'ils réclament, le Makhzen et les délégués tiennent, en dehors de moi, des conférences fréquentes en vue d'arrêter le sens des réponses qui me seront faites.

Pour prévenir des malentendus et de fausses démarches, j'ai cru devoir préciser devant Ben Sliman les points suivants :

1^o Il est loisible au Gouvernement marocain de prendre l'avis des délégués. Mais ce Gouvernement, à qui seul nous nous adressons, a seul qualité pour nous répondre. D'ailleurs les délégués, désignés par lui-même, n'ont évidemment ni caractère représentatif, ni indépendance ;

2^o La seule réponse satisfaisante est d'ouvrir avec moi, sans plus de retards, une discussion sur nos divers projets ;

3^o Autoriser par le Gouvernement de la République à négocier, sous la réserve de sa ratification, j'ai besoin d'avoir en face de moi des négociateurs munis des mêmes pouvoirs ;

4^o La présence des délégués dans les discussions qui vont s'ouvrir ne serait ni utile ni conforme aux usages. Sur un désir que le Sultan m'a exprimé lui-même et qu'il motivait par l'intérêt même de nos réformes, j'ai consenti à faire, en présence de ces délégués, un exposé général de nos vues. Il s'agit maintenant de passer à la discussion et une négociation ne peut avoir d'autres témoins que les négociateurs mêmes.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

*Le Comte de Chérisey, Chargé des affaires de la Légation de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 31 mars 1905.

L'Empereur d'Allemagne qui avait fait annoncer son débarquement pour 7 heures 30, n'est arrivé en rade qu'à 9 heures.

Il a débarqué vers 11 heures 30, en grande pompe, accompagné d'une cinquantaine de personnes de son entourage. Il s'est rendu directement à la légation d'Allemagne d'où il est reparti moins de deux heures après pour rentrer à bord.

C'est au cours de sa visite à la légation d'Allemagne que Sa Majesté a reçu successivement les représentants des Puissances.

L'envoyé du Sultan, le chérif Moulay Abdelmalek qui, après une longue attente, avait reçu et harangué le Souverain au débarquement, l'a accompagné à la légation d'Allemagne et l'a reconduit ensuite jusqu'à la mer.

CHÉRISEY.

*Le Comte de Chérisey, Chargé des affaires de la Légation de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 2 avril 1905.

L'Empereur d'Allemagne, en répondant aux compliments de bienvenue de l'oncle du Sultan, Moulay Abdelmalek, a prononcé les paroles suivantes : « C'est au Sultan, en sa qualité de souverain indépendant, » que je fais aujourd'hui ma visite. J'espère que, sous la souveraineté » du Sultan, un Maroc libre restera ouvert à la concurrence pacifique » de toutes les nations, sans monopole et sans annexion, sur le pied » d'une égalité absolue. Ma visite à Tanger a eu pour but de faire » savoir que je suis décidé à faire tout ce qui est en mon pouvoir » pour sauvegarder efficacement les intérêts de l'Allemagne au Maroc, » puisque je considère le Sultan comme souverain absolument libre. » C'est avec lui que je veux m'entendre sur les moyens propres à sauve- » garder ces intérêts. Quant aux réformes que le Sultan a l'intention » de faire, il me semble qu'il faut procéder avec beaucoup de précau- » tion, en tenant compte des sentiments religieux de la population pour » que l'ordre public ne soit pas troublé ».

CHÉRISEY.

*M. Bihourd, Ambassadeur de la République française à Berlin,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Berlin, le 5 avril 1905.

Trois journaux de ce matin préconisent un accord entre toutes les Puissances signataires de la Convention de Madrid de 1880 pour le règlement de la question marocaine.

BIHOUD.

*M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères,
aux Ambassadeurs de la République française à Saint-Petersbourg, Madrid,
Vienne, Londres et Rome.*

Paris, le 7 avril 1905.

Je crois utile de vous mettre en mesure de rectifier, dans vos conversations, les assertions erronées répandues par la presse allemande et d'après lesquelles le Cabinet de Berlin n'aurait pas été mis au courant de nos intentions et de nos accords en ce qui concerne le Maroc ; je vous rappellerai donc les faits suivants :

C'est le 23 mars 1904, dix-sept jours avant la signature, que j'ai fait connaître au prince de Radolin les dispositions essentielles de l'accord franco-anglais visant le Maroc, à savoir : assistance de la France au Sultan pour l'établissement de la sécurité ; respect de la liberté commerciale ; reconnaissance de la situation et des intérêts de l'Espagne.

En télégraphiant à M. Bihourd un résumé de mon entretien avec l'Ambassadeur d'Allemagne, je l'invitais à s'en inspirer dans sa conversation avec le Ministre des Affaires étrangères. Le Gouvernement

Impérial, qui, dès la publication de l'accord, a pu constater l'exactitude absolue des renseignements que j'avais donnés à son Représentant, a donc été, à ce point de vue, l'objet d'un traitement de faveur.

Quant à l'accord franco-espagnol, qui stipule l'adhésion de l'Espagne à l'accord franco-anglais, j'en ai fait communiquer le texte au Gouvernement allemand avant la publication; ma confiance au prince de Radolin et la communication de M. Bihourd à M. de Richthofen n'ont provoqué, de la part de l'Allemagne, ni protestation, ni demande d'explications.

DELCASSÉ.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française en mission à Fez,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Fez, le 9 avril 1905.

En réponse aux allégations dont la presse allemande s'est armée contre nous, Votre Excellence peut affirmer, de la façon la plus catégorique, que, ni auprès du Sultan, ni auprès du Makhzen, je n'ai jamais invoqué un prétendu mandat européen. Si j'ai signalé au Makhzen le danger de mécontenter le commerce universel par la mauvaise organisation de ses ports, je n'ai fondé notre droit de donner des conseils au Gouvernement chérifien que sur notre situation propre, récemment consacrée par des accords conclus avec les Puissances les plus voisines du Maroc et les plus intéressées dans les affaires de ce pays.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

*M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger.*

Paris, le 9 avril 1905.

J'ai tout lieu de croire qu'on a suggéré ou que l'on va suggérer au Sultan l'idée de provoquer une Conférence internationale pour régler la question marocaine.

C'est demander au Sultan de se mettre lui-même en tutelle.

En y réfléchissant, le Sultan reconnaîtra que la France a, plus que tout autre, intérêt à voir le Maroc tranquille et prospère sous l'autorité obéie du Souverain. Nous ne pouvons pas concevoir que, sortant de la voie des accords où il est entré depuis plusieurs années, il se décide à prendre une attitude qui nous obligerait à ne considérer que le droit strict comme base de nos rapports avec lui.

DELCASSÉ.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Fez, le 11 avril 1905.

La discussion s'est ouverte, le 5, sur notre projet de réforme des troupes de police.

Ben Sliman m'a dit que le Sultan consentait à la création de corps de troupes réformées selon nos méthodes à Tanger, Rabat et Casablanca. D'autre part, le Makhzen a proposé spontanément l'application de la réforme à Oudjda.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

*M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française en mission
à Fez.*

Paris, le 11 avril 1905.

Une nouvelle attaque contre Oudjda a été repoussée et la ville sauvée grâce à l'intervention décisive de l'artillerie commandée par le lieutenant Mougin.

Vous ne manquerez pas de faire valoir ce nouveau service, qui témoigne une fois de plus de la nécessité et de l'efficacité de notre concours.

DELCASSÉ.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Paris, le 13 avril 1905.

Je viens d'avoir un entretien avec le Sultan lui-même au sujet de la réforme des troupes de police.

Moulay Abd el Aziz m'a déclaré que le Makhzen se réserverait de renoncer, en telle ou telle ville, aux services de nos instructeurs, mais à la condition qu'il y installerait une troupe réformée par ses propres moyens, quant au recrutement, à la solde et à la discipline, et offrant ainsi les garanties nécessaires pour le maintien de l'ordre et de la sécurité. J'ai accepté en principe cette clause.

La réforme sera étendue à Larache.

Il reste à mettre par écrit et à signer l'ensemble des conditions convenues.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

*M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Bihourd, Ambassadeur de la République française à Berlin.*

Paris, le 14 avril 1905.

A la suite du dîner qui m'a été offert hier par le prince de Radolin, nous avons parlé de l'affaire marocaine :

« Je ne réussis pas, lui ai-je dit, à m'expliquer, par les motifs qui en sont donnés, la polémique des journaux au sujet du Maroc. Comment, par exemple, s'arrêter à cette assertion que l'Allemagne n'a rien su des accords de l'an dernier ? Ne vous souvenez-vous pas de la conversation que nous avons eue le 23 mars 1904 ? Ce jour-là, répondant à ce que vous appeliez une question indiscreète, non seulement je n'ai pas fait mystère de nos négociations avec le Gouvernement britannique, mais je vous ai même révélé les principales dispositions de l'arrangement

visant le Maroc, à savoir ; assistance de la France au Sultan, notamment pour l'établissement de la sécurité, ce qui favoriserait les opérations du commerce ; respect absolu et rigoureux de la liberté commerciale ; reconnaissance de la situation et des intérêts de l'Espagne ».

« Je le reconnais, a dit le prince, et je l'ai rapporté à Berlin. Mais les journaux ont parlé, à ce propos, d'une communication officielle ».

J'ai repris :

« Je ne pouvais vous communiquer officiellement ce qui n'existait pas encore. Mais c'était une confidence que je vous faisais, une preuve de confiance que je vous donnais.... ».

« Et dont je vous sais grand gré, a interrompu le prince, comme des procédés que vous m'avez toujours témoignés ».

J'ai continué :

« Si bien que, lorsque l'accord a été signé à Londres, le 8 avril, le Gouvernement Impérial a pu constater l'exactitude parfaite des renseignements que je vous avais donnés dix-sept jours auparavant. Ces renseignements il a été seul à les connaître, avec notre allié, avant la conclusion de l'accord ; il a donc été à même de présenter ses observations et ses desiderata. Dans ces conditions, l'idée ne m'est même pas venue de lui faire remettre un texte qui, publié immédiatement après sa signature à Londres, était déjà connu du monde entier. Et pourquoi aurai-je répugné à cette remise ? Rappelez-vous ce qui s'est passé à propos de l'accord franco-espagnol. Les vacances et votre éloignement de Paris ne m'ayant pas permis, dans cette circonstance, de vous manifester la même courtoisie, n'ai-je pas pris soin, aussitôt que l'accord a été signé à Paris et avant toute publication, de le faire porter officiellement à la connaissance de votre Gouvernement par l'Ambassadeur de la République à Berlin ? Je me souviens que, lors de cette communication, M. de Richthofen ayant demandé quelle était la portée du nouvel arrangement au point de vue de la liberté commerciale, qui le préoccupait exclusivement, M. Bihourd rappela que l'accord franco-anglais stipulait expressément la liberté commerciale et que l'adhésion expresse de l'Espagne audit accord ne pouvait rien enlever, tout au contraire, aux garanties assurées aux nations qui font du commerce au Maroc, et sur la demande que lui en fit M. de Richthofen, notre ambassadeur lui laissa le texte dont il venait de lui donner lecture. Enfin, j'ai entendu alléguer un prétendu mandat de l'Europe que le Ministre de France du Maroc aurait invoqué à Fez. Or M. Saint-René Taillandier dément formellement cette allégation que j'avais jugée invraisemblable.

En résumé notre politique n'a pas varié ; notre attitude est aussi nette que nos déclarations. Je sais obligé pourtant de constater la polémique dont je vous parlais tout à l'heure. Et je suis ainsi amené à vous poser cette question : y aurait-il vraiment, malgré tout, un malentendu ? Dans ce cas, vous savez, par ma récente déclaration à la Chambre, et je vous répète, que je suis tout prêt à le dissiper ».

Le prince de Radolin m'a dit qu'il allait transmettre ma question à Berlin n'ayant pas d'instructions pour y répondre.

Je vous prie de donner lecture de ce récit à la Wilhemstrasse, en y ajoutant les explications que vous jugerez convenables.

DELCASSÉ.

*Le Comte de Cherisey, Chargé des affaires de la Légation de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 17 avril 1905.

Il vient de se produire à Tanger un fait d'assez sérieux intérêt local qui, dans les circonstances que nous traversons, ne paraît pas avoir beaucoup retenu l'attention générale.

Depuis quelques jours, le chérif Raissouli remplit ouvertement les fonctions de Gouverneur de la province du Fahs : la juridiction du Pacha de Tanger se trouve, de ce fait, réduite aux limites de l'enceinte de la ville.

Le frère du nouveau Qaïd, qui est, paraît-il, son khalifa, tient ses assises et rend la justice sur le grand marché, à quelques pas des murs de Tanger.

En l'absence de toute notification officielle, on pouvait être tenté d'attribuer cette situation de fait à l'état général d'anarchie du pays. J'ai été amené, pour ma part, à rechercher des éclaircissements dans les conditions suivantes : la Légation de France ayant engagé plusieurs affaires avec le Pacha de la ville concernant des ressortissants établis en dehors des murs, le Pacha a refusé de continuer à s'en occuper, sous prétexte qu'elles avaient cessé d'être de son ressort.

Hier, Raissouli a fait donner l'ordre aux soldats marocains qui gardent mon habitation d'avoir à se retirer, affirmant que lui seul prendrait dorénavant la responsabilité d'assurer l'ordre et la sécurité.

J'ai cru nécessaire de demander des explications au représentant du Sultan. Celui-ci m'a répondu qu'il attendait une lettre de Fez pour notifier officiellement aux Légations la nomination du Qaïd Raissouli, mais que, d'ores et déjà, nous pouvions considérer ce Chérif comme le véritable Gouverneur de la province du Fahs. Si Abdallah ben Saïd à qui je me plaignais de ce que Raissouli s'était permis de percevoir une taxe sur deux sujets algériens, m'a offert aussitôt son intervention pour obtenir la restitution de cette taxe arbitraire. Il a ajouté qu'il fallait excuser le nouveau Gouverneur de ses procédés un peu brutaux, en alléguant que « ce montagnard n'était pas encore initié à nos usages ».

On n'est pas d'accord sur les motifs qui ont pu engager le Makhzen à charger du rétablissement de l'ordre celui qu'on nommait hier encore un illustre bandit.

Quoi qu'il en soit, les mêmes hommes qui ont procédé, l'été dernier, à l'enlèvement de MM. Perdicaris et Varley, sont aujourd'hui désignés pour maintenir l'ordre dans la banlieue de Tanger et dans les quartiers où se trouvent la plupart des Légations et des habitations européennes. Jusqu'à présent, la sécurité n'a pas à en souffrir ; mais, s'il est à penser qu'elle ne sera ni mieux ni plus mal assurée que par le passé, on peut s'attendre cependant à quelques incidents locaux, provoqués par le règlement d'affaires intéressant les ressortissants européens.

J'ai tenu, en conséquence, à faire observer au représentant du Sultan ce que cette situation avait de vraiment étrange et j'ai appelé sa particulière attention sur les responsabilités qui incombaient au Makhzen en la circonstance.

CHÉRISEY.

*M. Bihourd, Ambassadeur de la République française à Berlin,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Berlin, le 18 avril 1905.

Voici le résumé de l'entretien que je viens d'avoir avec le Sous-Secrétaire d'Etat des Affaires étrangères :

J'ai commencé par exposer que j'étais chargé de rechercher si un malentendu n'existait pas entre nos pays au sujet de la question marocaine et de renouveler en ce cas les assurances que Votre Excellence avait données au Prince de Radolin, à la fin de sa récente conversation. J'ai donné lecture du résumé de cette conversation. M. de Mühlberg m'a écouté très attentivement et m'a prié de lui remettre le texte que j'avais entre les mains.

M. de Mühlberg m'a ensuite exposé les inquiétudes qu'avait éprouvées son Gouvernement en apprenant que notre Ministre à Fez avait parlé au Sultan « au nom des étrangers ».

BIHOUD.

*M. Bihourd, Ambassadeur de la République française à Berlin,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Berlin, le 25 avril 1905.

J'ai adressé hier au Sous-Secrétariat d'Etat le texte de la dernière conversation de Votre Excellence avec le Prince de Radolin. Je viens en outre de lui offrir verbalement le texte de l'entretien que vous avez eu, le 23 mars 1904, avec le Représentant de l'Empereur sur la même question. Il a décliné cette offre comme superflue, en alléguant que ledit entretien avait été jadis complètement rapporté par l'Ambassadeur d'Allemagne à Paris.

BIHOUD.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Fez, le 26 avril 1905.

Le projet de réforme des troupes de police a été rédigé complètement. Toutefois le Makhzen a émis depuis lors la prétention de modifier, d'une façon inacceptable pour nous, la clause résolutoire mentionnée dans mon télégramme du 13. Je me suis refusé à revenir sur la formule déjà arrêtée. Ben Sliman vient aujourd'hui de me dire que le Makhzen demandait à faire garantir par les Puissances l'exécution de l'engagement que nous prendrions de retirer nos instructeurs lorsque le Gouvernement marocain serait à même d'assurer l'ordre sans leur concours. J'ai répondu que cette prétention était inadmissible et que la signature de la France ne saurait être cautionnée.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

*M. Bihourd, Ambassadeur de la République française à Berlin,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Berlin, le 28 avril 1905.

Le Gouvernement impérial ne se hâte pas de répondre à la question que successivement Votre Excellence à Paris et moi à Berlin nous lui avons nettement posée. Ce silence cadre bien avec la politique que le Chancelier a proclamé au Reichstag et l'Empereur à Tanger.

En adoptant cette attitude, elle a tenu d'abord à donner une éclatante satisfaction à l'amour-propre national, ensuite à apaiser, par un dédommagement les plaintes de l'industrie et du commerce, qui se disent sacrifiés dans les récents traités de commerce. A cette situation clairement définie correspond, dans les rapports de la France avec sa puissante voisine de l'Est, une crise délicate et périlleuse.

Les conseillers belliqueux ne font sans doute pas défaut dans l'entourage du Souverain : ils ne manquent certainement pas de prétendre que la Double-Alliance a reçu en Mandchourie une atteinte grave. Dans ces conjonctures, ils ont beau jeu à signaler l'heure présente comme propice à une lutte armée contre la France.

Dans cet état de choses, quelles voies s'ouvrent à notre diplomatie ? N'avons-nous pas la ressource des négociations ?

Les négociations directes nous semblent en ce moment impossibles car les déclarations officielles les repoussent ou imposent à notre initiative des conditions difficilement acceptables : mais la voie indirecte ne nous est pas fermée.

L'idée d'une conférence a été lancée, elle est encore, en dépit du mauvais accueil qu'elle a rencontré auprès des principaux cabinets, opiniâtement défendue par la Chancellerie impériale qui cependant recommande plutôt un échange de vues entre les Puissances signataires de la Conférence de Madrid en 1880. Pouvons-nous reprendre l'idée à notre compte. Je penche vers l'affirmative, car, s'il nous est refusé d'engager une conversation directe avec l'Allemagne et si nous voulons éviter la prolongation de ce tête-à-tête silencieux, force nous est bien de provoquer une conversation générale.

D'une façon générale, mes impressions m'inclinent plutôt à prévoir que l'Empereur maintiendra d'autant plus fixement l'orientation de sa politique que celle-ci paraîtra plus ardemment battue en brèche. Il est possible qu'en rentrant la semaine prochaine en Allemagne, il prenne, à Carlsruhe ou ailleurs, la parole pour donner son sentiment sur la situation. Il est probable cependant que, grâce aux relations constantes qu'il n'a cessé, durant son éloignement, d'entretenir avec le Comte de Bülow, il n'éprouvera pas le besoin de définir de nouveau des vues que les commentaires abondants de la presse officielle ont mises en pleine lumière.

BIHOURD.

*M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères,
aux Ambassadeurs de la République française à Saint-Petersbourg, Londres,
Rome, Vienne et Madrid.*

Paris, le 30 avril 1905.

L'Ambassadeur de la République à Berlin a remis au Sous-Secrétaire d'Etat de l'Empire le texte de ma conversation du 13 avril avec l'Ambassadeur d'Allemagne au sujet du Maroc. Il lui a offert en même temps le texte de l'entretien, que j'avais eu, le 23 mars 1904, avec le Prince de Radolin. M. de Mühlberg a décliné l'offre comme superflue, » cet entretien ayant été jadis complètement rapporté par l'Ambassadeur d'Allemagne à Paris ».

Vous apprécierez toute l'importance de cette déclaration en la rapprochant des griefs invoqués tout d'abord et d'après leseuels l'Allemagne aurait été tenue dans l'ignorance de l'accord franco-anglais.

DELCASSÉ.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Fez, le 11 mai 1905.

Le Makhzen n'est pas revenu sur la question de la garantie internationale.

Il vient de se prêter de nouveau à des pourparlers qui ont porté sur nos propositions de réformes économiques. J'ai cru nécessaire de préciser ainsi nos projets, afin de prévenir toute fausse interprétation de notre politique.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

*M. Jonnart, Gouverneur général de l'Algérie,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Alger, le 11 mai 1905.

La rapide tournée que je viens d'effectuer jusqu'à Marnia m'a confirmé dans l'impression qui se dégageait des nombreux rapports des autorités de cette région, et m'a fait voir plus clairement les inconvénients qui résultent pour nous de l'insécurité régnant dans l'empire voisin. L'année agricole sera plus mauvaise encore au Maroc qu'en Algérie et le brigandage ne peut manquer de s'accroître autour d'Oudjda en même temps que l'agitation insurrectionnelle qui se prolonge grâce à l'inertie du Makhzen. Il paraît certain que les troupes chérifiennes pourraient facilement, même sans notre aide, réduire le Rogui et les quelques centaines d'hommes qui l'entourent d'ordinaire, si les chefs de la Mehalla se montraient plus énergiques et plus honnêtes et n'avaient pas intérêt à retarder la fin de la guerre civile qui sera le moment de la reddition de leurs comptes. Les soldats du Sultan, privés de leur solde, qui paraît cependant être régulièrement fournie par le Gouvernement marocain, vivent d'expédients, coupent les oliviers pour

faire du charbon, ruinent et affament tout le pays environnant. Tous ces désordres retentissent sur nos confins où, pour éviter les incursions des bandits, nous sommes forcés d'exercer une surveillance incessante. Ne pouvant employer exclusivement, pour raisons budgétaires et autres, les troupes régulières au service de patrouille qui s'exécute de jour et de nuit sur la frontière, nous sommes obligés de demander à nos tribus des sacrifices inusités. Tandis que normalement nos goums ne sont levés que pour quelques semaines en vue d'un service exceptionnel, les goumiers de Marnia sont maintenus sous les armes, enlevés à leurs travaux et à leurs familles depuis près de trois ans, sans autre rétribution qu'une ration de vivres pour eux et pour leurs chevaux. D'une façon générale, l'insécurité de la région d'Oudjda a son contre-coup très sensible sur la prospérité de nos populations de l'Ouest.

JOHNART.

M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères,

à M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française en mission à Fez.

Paris, le 3 mai 1905.

J'approuve votre langage. Vous déclarerez catégoriquement à Ben Sliman qu'il ne peut pas plus y avoir de Puissances intermédiaires entre le Gouvernement français et le Gouvernement marocain qu'il n'y a de pays intermédiaire entre le Maroc et la France algérienne. Seule la France est limitrophe du Maroc. Le Makhzen connaît les obligations qui découlent pour lui de ce voisinage et qu'il n'a pas remplies. Il ne peut davantage nier les griefs qu'il nous a fournis et que, soit impuissance, soit mauvaise volonté, il nous fournit tous les jours.

DELCASSE.

M. Johnart, Gouverneur général de l'Algérie,

à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.

Alger, le 3 mai 1905.

J'ai eu l'honneur de vous signaler quelques violations de frontière commises par des bandes marocaines de la région d'Oudjda. Je vous ai fait part en même temps des graves inconvénients que pourrait présenter, au point de vue de la sécurité de notre territoire, la distribution d'armes faite par le Makhzen à des tribus turbulentes et versatiles, telles que les Beni Snassen.

D'accord avec le général Servièrre, je pense que la situation actuelle nécessite certaines précautions.

Jusqu'à présent j'ai autorisé, chaque fois que le Makhzen m'en a fait la demande, le passage par le territoire algérien des colis d'armes et de munitions adressés aux autorités marocaines d'Oudjda; mais j'estime qu'il conviendrait de limiter ces autorisations, en raison du danger qui peut en résulter.

Je vous serai très obligé de vouloir bien me faire connaître si vous partagez cette manière de voir.

JOHNART.

*M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Jonnart, Gouverneur général de l'Algérie.*

Paris, le 10 mai 1905.

A la date du 3 mai, vous avez appelé mon attention sur les inconvénients que pouvait présenter, au point de vue de la sécurité de notre territoire, la distribution d'armes faite par le Makhzen à des tribus peu sûres, et vous m'avez demandé s'il ne conviendrait pas de limiter, en raison du danger qui peut en résulter, les autorisations accordées au Gouvernement marocain de faire passer par le territoire algérien des colis d'armes et de munitions adressés aux autorités d'Oudjda.

Je ne puis que partager votre manière de voir à ce sujet, et je m'en remets à vous du soin d'apprécier dans quelle mesure nous pouvons, sans inconvénient, accorder aux envois du Makhzen des facilités de transit.

DELCASSÉ.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Fez, le 13 mai 1905.

J'ai vu hier Ben Sliman. Je lui ait fait les déclarations dont votre télégramme du 3 de ce mois m'indiquait les termes mêmes.

Le Ministre d'Allemagne, qui vient d'arriver à Fez, a été reçu ce matin en audience solennelle par le Sultan.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Tanger, le 20 mai 1905.

Ben Sliman m'a entretenu de quelques exigences de détails, que le chef de la section frontière d'Oudjda aurait formulées que le Makhzen juge excessives. Le Sultan, m'a dit Ben Sliman, d'après une note écrite sous la dictée d'Abd el Aziz, s'en montre d'autant plus surpris que « l'instruction donnée aux troupes d'Oudjda n'a jamais produit aucun résultat ».

J'ai relevé comme il convenait le reproche fait à nos instructeurs de n'obtenir aucun résultat, alors que tout l'effort du Makhzen tend à paralyser leur bonne volonté. Cependant, ai-je ajouté, ce n'en est pas moins leur dévouement qui a sauvé récemment la ville d'Oudjda et la mehabla chérifienne et mon Gouvernement s'étonnera d'apprendre que, non seulement nous n'avons pas reçu de moindre mot de remerciement pour ce service, mais encore que les officiers qui l'ont rendu et que le Makhzen néglige même de payer selon ses engagements, ne sont l'objet que de ses plaintes. Ben Sliman, qui est depuis longtemps édifié sur cette situation, n'a rien répliqué.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

M. Jonnart, Gouverneur général de l'Algérie,
à *M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Alger, le 23 mai 1905.

Il y a trois jours un djich important composé de Chaamba et autres gens de Bou Amama est venu enlever des troupeaux dans l'annexe d'El Aricha. Les animaux ont été repris, non loin de la frontière, par les tribus intéressées mais plusieurs de nos indigènes ont été tués ou blessés. Je vous signale ce fait qui montre l'audace croissante des pillards et nous fait craindre une recrudescence d'insécurité dans ces parages. Malgré la vigilance déployée par nos autorités militaires, le banditisme marocain, encouragé par la misère, la mauvaise récolte et par l'inertie du Makhzen, débordera sans doute, de plus en plus, sur notre territoire.

JONNART.

M. Jonnart, Gouverneur général de l'Algérie,
à *M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Alger, le 24 mai 1905.

On m'annonce que le délégué chérifien à Oudjda se proposerait de provoquer une protestation officielle du Gouvernement marocain contre l'appui que prêterait l'administration algérienne aux insurgés marocains en leur permettant l'accès du territoire français. Je ne vous signale cette intention que comme une indication de l'état d'esprit des fonctionnaires du Makhzen auxquels les événements récents de Tanger et de Fez ont inspiré une audace, je puis dire même une insolence véritable, à notre égard. Je n'ai pas à revenir sur la question de l'admission des Marocains sur notre territoire au sujet de laquelle je me suis expliqué très nettement. J'ajoute que les partisans du Rogui et de Bou Amama n'ont jamais pénétré chez nous *en armes* que pour venir razzier nos tribus et je ne suppose pas le Makhzen prétexte de ces incidents pour justifier éventuellement sa réclamation. Il perd de vue que les services que nous rendons constamment aux représentants du Rultan à Oudjda et, ces jours derniers encore, en admettant en franchise les caisses de munitions et les caisses d'argent destinées aux troupes chérifiennes et en leur laissant traverser notre territoire, ne font qu'aviver les rancunes du Prétendant et de ses partisans contre nous et nous valent d'incessantes représailles.

JONNART.

M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française en mission à Fez,
à *M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Fez, le 27 mai 1905.

Dans une séance tenue aujourd'hui, les notables ont émis l'avis qu'avant d'accepter les propositions françaises le Makhzen devra

s'assurer si elles ont l'assentiment des Puissances. Saisi de cet avis, le Sultan l'a ratifié.

Il est donc à prévoir que des lettres tendant à provoquer la réunion d'une conférence internationale vont être adressées immédiatement aux représentants des Puissances.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Tanger,
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Fez, le 27 mai 1905.

J'ai reçu de Ben Sliman, à une heure avancée de la soirée, une lettre dont voici la traduction :

« Nous avons fait connaître à Sa Majesté Chérifienne la réponse du
» Gouvernement français à celle que nous vous fîmes précédemment et
» qui portait que le peuple avait décidé d'attendre, pour ratifier la
» réforme militaire, que les Puissances signataires de la Convention de
» Madrid aient été associées à la discussion de ce projet. Vous nous
» avez dit que votre Gouvernement en a déduit que le Makhzen veut
» méconnaître les droits du voisinage, quoiqu'il ne puisse pas plus y
» avoir de puissance intermédiaire entre la France et le Maroc qu'il n'y
» a de territoire intermédiaire entre ces deux pays. Nous avons éga-
» lement fait connaître à Sa Majesté ce que vous nous aviez dit précé-
» demment, savoir que la réponse du Makhzen dénotait un manque de
» confiance à l'égard de la France. — Le Sultan a pris connaissance de
» tout cela et m'a chargé de vous répondre :

« 1^o Qu'il n'ignore pas le voisinage de l'Algérie et qu'il n'a cessé
» d'entretenir de bons rapports avec le Gouvernement français, d'avoir
» confiance en lui et de respecter les droits de voisinage. — Seulement
» lorsqu'il a soumis aux notables de ce pays ce qui a eu lieu avec vous,
» ils m'ont demandé de ne consentir à aucune réforme militaire ou
» autre dans ce pays, par une seule d'entre les Puissances étrangères,
» si ce n'est après la réunion d'une conférence internationale à Tanger
» à laquelle prendraient part les Ministres des Puissances signataires
» de la Convention de Madrid et les délégués du Makhzen, qui seraient
» chargés de négocier la façon dont auraient lieu les réformes néces-
» sitées par la situation et de donner à cet effet leurs avis de manière à
» satisfaire à l'opinion publique.

« Le Sultan ne peut être en opposition avec le peuple, car celui-ci a
» le droit de ne pas se désintéresser d'une question de la plus haute
» importance. Nulle Puissance ne saurait négliger cette question ;
» d'autant plus que vous nous avez déclaré, à plusieurs reprises, que
» les Puissances attachent un grand prix à l'exécution de ces réformes,
» qui touchent leurs droits. Toutefois une pareille demande n'a rien
» qui modifie la sincérité de l'amitié entre les deux Gouvernements
» amis, dans le chemin de la justice. — En conséquence, un ordre
» chérifien a prescrit au représentant du Sultan à Tanger de demander
» aux Puissances, par l'intermédiaire de leurs Ministres, la réunion
» d'une conférence à Tanger entre ces Ministres et les délégués du

» Makhzen, afin de traiter sur les propositions faites par le Makhzen en
 » ce qui concerne les réformes appropriées à la situation présente de
 » l'Empire ».

23 rebi el aoul 1323.

Signé; ABDELKERIM BEN SLIMAN

J'ai à peine besoin de faire remarquer que cette lettre fausse complètement sur plusieurs points le langage que j'ai tenu et celui qui m'a été tenu.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française en mission à Fez,
 à M. Delcassé, ministre des Affaires étrangères.*

Fez, le 30 mai 1905.

Je reçois du Makhzen une lettre dont voici la traduction :

« Sa Majesté Chérifienne m'a ordonné de demander à toutes les Puissances la réunion à Tanger d'une conférence composée de leurs Ministres et des délégués du Makhzen, afin de s'entretenir du mode des réformes qu'Elle se propose d'introduire et qui seraient appropriées à la situation présente de son Empire chérifien et de la manière de parer aux frais de ces réformes. En conséquence, nous vous prions d'informer votre Gouvernement ami de ce qui précède et de la demande du Makhzen tendant à ce que vous soyez autorisé à prendre part à ladite conférence dans le but précité. Nous vous prions également de nous faire connaître la réponse qu'il vous aura adressée ».

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

*M. Jonnart, Gouverneur général de l'Algérie,
 à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Alger, le 31 mai 1905.

Le commandant du cercle de Marnia me télégraphie ce qui suit, le 30 mai :

« Une caravane de quatorze indigènes algériens a été attaquée et pillée complètement hier matin à Aïn Berrahmoun près Aourirt (Maroc) par trente fantassins du Makhzen qui lui ont tué un homme et ont blessé quatre. On ignore le sort de ceux qui ont pris la fuite ».

Je me suis empressé d'inviter le commandant Pein à saisir les autorités marocaines de la frontière d'une réclamation contre ces actes de violence et de pillage.

JONNART.

*M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française à Fez,
 à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.*

Fez, le 2 juin 1905.

J'ai l'honneur de communiquer sous ce pli à Votre Excellence, à titre d'information, une copie du projet de réforme des troupes de

police, dans la forme qu'il avait revêtue au moment où les pourparlers sur cette matière ont été interrompus par suite de la prétention que le Makhzen a émise de faire garantir par les Puissances l'exécution des engagements que nous nous disposions à prendre. Toutes ces stipulations ont été libellées par le Makhzen lui-même qui a tenu à marquer ainsi de son empreinte celles de nos idées qu'il a déclaré accepter.

J'ajoute qu'en me faisant part de cette acceptation, le Ministre chérifien des Affaires étrangères m'a plusieurs fois redit qu'elle avait un caractère officiel. Je n'ai pas manqué de lui rappeler ce langage quand, avec la facilité singulière qu'a le Makhzen à se dédire, il m'en a tenu un tout contraire le 26 avril. J'ai d'ailleurs entre les mains un texte arabe du projet, émanant du Makhzen lui-même. C'est un témoin qui permettrait difficilement au Makhzen de soutenir qu'il n'avait pas accepté le principe de la réforme militaire et même ses dispositions fondamentales.

Il était convenu avec Ben Sliman que ce projet serait complété par un règlement, d'un caractère plus technique, sur le texte duquel le Ministre chérifien de la Guerre et le Chef de la mission militaire française auraient d'abord à s'entendre.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

Projet de réforme de la la police.

TRADUCTION.

Conditions dans lesquelles sera effectuée la réorganisation militaire à Oudjda, Tanger, Larache, Rabat, Casablanca et dans la capitale chérifienne :

Le principe initial sur lequel sera fondée la réforme, sur tous les points précités, est le maintien des cadres militaires, établis par le Makhzen, dans leur organisation actuelle et sans qu'aucune modification y soit apportée.

La réforme militaire à Oudjda portera sur trois tabors :

1^o 1 d'infanterie composé de 10 mia conventionnels à raison de 48 hommes par mia, au total 480 hommes ; plus le qaïd Reha, son khalifa, 10 qaïd mia, 40 moqaddems, 1 amin et son khalifa. En tout, entre gradés et soldats, 534.

2^o 1 tabor de cavalerie, composé de 4 mia conventionnels à raison de 48 hommes par mia, au total 192 hommes ; plus 1 qaïd Réha, 1 khalifa, 4 qaïds mia, 16 moqaddems 1 amin et 1 khalifa de l'amin. En tout, entre gradés et soldats, 216.

3^o 1 tabor d'artillerie composé de 3 mia, à raison de 48 hommes par mia, au total 144 hommes ; plus 1 qaïd Réha, 1 khalifa, 3 qaïds mia, 12 moqaddems, 1 amin et 1 khalifa de l'amin. En tout, 163 hommes.

Les 3 tabors précités formeront un total de 913 hommes.

Les instructeurs qui seront chargés de la réorganisation de ces troupes sont les instructeurs actuellement en fonctions à Oudjda, c'est-à-dire : 1 capitaine, 1 officier français et 7 sergents, au total 9 ; il leur sera adjoint 2 officiers français ; 1 officier musulman, 8 sergents, au total 11, ce qui forme un total de 20.

On prendra dans la garnison de Tanger les soldats aptes au service militaire pour les envoyer à Oudjda ; on y ajoutera ce qui manquera pour la formation des 3 tabors ; et, s'il est possible de compléter les 3 tabors précités par des engagements volontaires, il y sera procédé de cette manière.

La réforme à Tanger comprendra l'institution de 3 tabors : 1 tabor d'infanterie, 1 de cavalerie et 1 d'artillerie ; l'effectif de chacun de ces tabors, en hommes et en gradés, est semblable à celui qui a été indiqué pour les tabors d'Oudjda, soit un total de 913, entre hommes et gradés.

Quant aux instructeurs qui seront chargés de la réorganisation de ces tabors, ce seront ceux actuellement en fonctions à Tanger, c'est-à-dire un capitaine français, un officier musulman et 3 sergents ; au total 5 ; il leur sera adjoint 2 officiers français et 7 sergents ; au total 9, en tout 14.

On prendra dans la garnison de Tanger les soldats aptes au service militaire pour les envoyer à Oudjda, après qu'un contingent de 50 hommes, destinés à les remplacer aura été expédié de Fez. S'il est possible de procéder, à Tanger, à des engagements volontaires jusqu'à concurrence de l'effectif des 3 tabors, il sera fait ainsi, afin de constituer les 3 tabors qui doivent tenir garnison à Tanger.

En ce qui concerne la réforme à Larache, lorsque la réorganisation militaire aura été réalisée à Tanger, on prendra dans cette dernière ville 4 mia d'infanterie complètement instruits qui seront envoyés à Larache avec leurs instructeurs, dont le nombre sera calculé suivant la proportion admise pour Tanger. Quant aux instructeurs qui auront été envoyés à Larache avec les 4 mia, aucun d'eux ne sera remplacé à Tanger mais on se bornera au nombre restant des instructeurs français ou algériens. Lorsqu'il se trouvera parmi les soldats réorganisés à Tanger des sujets d'élite capables de remplacer les instructeurs envoyés à Larache, ils prendront la place de ces derniers à Tanger.

En ce qui concerne la réforme à Rabat, il y sera constitué 2 tabors :

1^o 1 tabor d'infanterie composé de 6 mia conventionnels comprenant un nombre d'hommes et de gradés égal à celui qui a été déterminé pour les mias conventionnels institués sur les points précités ; ce qui fait en tout 322 hommes ;

2^o 1 tabor d'artillerie composé de 3 mia conventionnels dont l'effectif total en hommes et en gradés sera de 163 ; total des 2 tabors : 485 hommes. Aux anciens instructeurs qui sont 1 capitaine français et 3 sergents, en tout 4, seront adjoints 1 officier français et 3 sergents, en tout 8.

Pour Casablanca, la réforme portera sur deux tabors : 1 d'infanterie, composé de 6 mia conventionnels dont l'effectif réel, entre soldats et gradés, sera de 322 hommes, et 1 tabor de cavalerie composé de 4 mia conventionnels dont l'effectif sera, entre gradés et soldats de 216 hommes. Il y aura comme instructeurs 2 officiers français, l'un pour l'infanterie et l'autre pour la cavalerie, 1 officier musulman et 5 sergents, en tout 8.

En ce qui concerne la capitale, les instructeurs français qui s'y trouvent actuellement seront chargés de réorganiser les effectifs présents des tribus dont l'instruction leur a toujours été confiée. Ces instructeurs

sont deux officiers français et deux sergents et le commandant qui est leur chef et celui de tous les instructeurs français institués sur les points de l'empire chérifien, indiqués au présent accord, et qui est l'intermédiaire entre eux et le chef des Askars fortunés (le Ministre de la Guerre). Il sera adjoint à ces instructeurs deux sergents seulement.

Quant aux règles du contrôle qui sera exercé par le chef des instructeurs sur chacun des points où les réformes auront lieu, il appartiendra aux chefs de section d'intervenir dans le choix des soldats aptes au service militaire, après examen par le médecin de la section. Il est entendu que ce médecin ne sera pas un fonctionnaire du Makhzen. Tout soldat, entrant au service, sera inscrit sur un registre avec son nom, son signalement, son lieu d'origine et son numéro; une copie du registre sera remise au ministre de la guerre ou à son représentant et une autre au chef des instructeurs. Quiconque parmi ces soldats aura déserté sera inscrit sur un registre spécial avec son nom, son signalement et son numéro. Le représentant du ministre de la guerre en donnera avis à son chef afin que des ordres chérifiens soient envoyés en vue de rechercher le déserteur sur-le-champ jusqu'à ce qu'il soit retrouvé et ramené à son poste, si son retour est possible: cela pour empêcher les désertions.

De même l'instructeur français fera connaître le nom du déserteur à son chef résidant à la capitale chérifienne, afin que celui-ci en donne avis au Makhzen dans la crainte qu'il n'en soit pas averti par ses propres fonctionnaires.

Dans tous les cas, le tabor sera passé en revue tous les trois mois; s'il est complet, cela sera parfait; si quelqu'un manque, il sera immédiatement remplacé. Les instructeurs veilleront à ce que chaque homme reçoive régulièrement sa solde, qui lui sera remise par l'amin du Makhzen en présence de l'officier.

Le chef de section, dans chaque ville où il y aura des instructeurs français, jouira de la considération et du respect des troupes.

Le qaïd Reha ou le représentant du ministre de la guerre s'entendra avec lui au sujet de l'avancement des hommes qui se seront distingués dans l'accomplissement de leur service ou au sujet de la punition qu'auront méritée ceux qui auront commis une infraction. L'exécution de ce qui précède sera assurée par les soins du qaïd Reha ou du représentant du ministre de la guerre, sauf en ce qui concerne la capitale chérifienne. Ces dispositions auront pour effet de faire naître l'émulation parmi les troupes en les encourageant à obtenir un avancement mérité et à éviter les infractions aux règlements de la réforme.

Quant à la tenue des instructeurs français, elle sera semblable au costume musulman, avec le turban, le pantalon bouffant, la veste et le selham. Cette tenue devra être portée en garnison et en campagne. En garnison, les officiers pourront porter les insignes de leur grade, leurs galons, ils peuvent porter également des bottes; en campagne, ils quitteront les insignes de leurs grades et ils remplaceront les bottes par des belra beldia.

Si le délégué du Makhzen à Oudjda ou sur tout autre point de la région frontrière autorise un des instructeurs français ou algériens, s'y trouvant, à sortir avec les forces du Makhzen pour combattre un bande de rebelles dans cette région et que cet officier soit tué ou blessé au

cours du combat, il ne sera réclaté de ce chef au Makhzen, ni le prix du sang ni indemnité.

Tout ce qui a été exposé dans les paragraphes relatifs aux forces militaires institués sur les points précités est basé sur l'accord suivant :

Dès que le Makhzen chérifien aura envoyé dans un des points précités, à n'importe quel moment, une force égale en nombre à celle qui s'y trouve déjà organisée, présentant les mêmes garanties au point de vue de la discipline et du paiement de la solde et capable d'y assurer la sécurité, que cette force soit composée d'askars ou d'autres éléments, tous les instructeurs français ou algériens se retireront sans qu'il y ait matière à discussion, qu'il s'agisse d'anciens ou de nouveaux instructeurs, de ceux qui seront établis dans les ports précités ou de ceux qui seront établis dans la capitale. Ces retraits auront lieu après que le Makhzen aura avisé le ministre du Gouvernement français respecté du point où sera envoyée la force militaire précitée, afin qu'il autorise les instructeurs à se retirer à bref délai, à l'instar des autres instructeurs étrangers. Lorsque la sécurité sera rétablie sur un des points dont il s'agit, il appartiendra au Makhzen d'augmenter ou de diminuer le nombre de ceux qui s'y trouveront, quand il lui plaira.

Le Comte de Chérisey, Chargé des affaires de la Légation de la République française à Tanger,

à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.

Tanger, le 4 juin 1905.

Les représentants des Puissances au Maroc ont reçu hier une lettre circulaire du Makhzen demandant la réunion à Tanger d'une conférence internationale « composée desdits représentants et de délégués du Makhzen ». Cette conférence aurait pour but » d'arriver à une entente sur les réformes que Sa Majesté Chérifienne a décidé d'introduire dans son Empire et d'examiner les moyens de se procurer les ressources nécessaires à leur application ». Les trois ministres se trouvant à Fez ont dû recevoir directement la circulaire, qui est signée de Si Torrès, présentement à la Cour Chérifienne. Mon collègue d'Angleterre l'a reçue comme représentant du Danemark et mon collègue d'Allemagne a dû en avoir deux exemplaires en tant que représentant de la Hollande et de la Suède et Norvège.

CHÉRISEY.

M. Rouvier, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères,
aux Représentants diplomatiques de la République française à Berlin,
Londres, Madrid, Rome, Saint-Petersbourg, Vienne, Washington, Bruxelles,
Copenhague, La Haye, Lisbonne, Stockholm et Tanger.

Paris, le 8 juin 1905.

Le 6 de ce mois, le chargé d'affaires d'Allemagne à Paris est venu donner lecture au directeur politique de mon département d'une note appuyant le projet de conférence présenté par le Gouvernement chérifien en vue des réformes qu'il y aurait lieu d'introduire au Maroc.

M. de Flotow a laissé copie de la première partie de cette note qui contient des considérations générales sur la Convention de 1880. Vous en trouverez le texte ci-joint. Une seconde partie de la note nous visait directement et se référerait à notre prétendue intention de mettre la main sur les affaires intérieures et extérieures du Maroc, aux mêmes fins qu'à Tunis. Le Chargé d'affaires d'Allemagne s'est borné à en donner lecture. La note allemande constate d'ailleurs qu'« on ne connaît pas les propositions françaises » mais qu'on croit savoir qu'elles ont bien la portée qu'elle indique.

Cette supposition est inexacte. Nous avons présenté au Sultan un plan de réformes pour améliorer l'état intérieur de son empire et avant tout pour y établir la sécurité, mais nous ne lui avons demandé de remettre entre nos mains ni la direction des affaires intérieures du Maroc, ni la représentation de ses intérêts au dehors. Vous voudrez bien en faire la remarque, si vous avez l'occasion de vous entretenir de la note allemande avec les membres du Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité ou avec vos collègues. Vous vous bornerez d'ailleurs pour le moment à rétablir les faits.

ROUVIER.

Annexe.

. D'après un rapport télégraphique de la Légation impériale à Tanger, le Gouvernement du Maroc a invité les Puissances signataires de la Convention de Madrid à une Conférence à Tanger pour y délibérer sur les réformes projetées par S. M. Chérifienne qui seraient à introduire au Maroc, ainsi que sur les moyens nécessaires pour leur accomplissement. Le Gouvernement Impérial, conformément à ses déclarations antérieures, est d'avis qu'une conférence serait le meilleur moyen pour effectuer l'introduction de ces réformes. Vu qu'elles ne pourraient être introduites efficacement qu'avec l'appui des Puissances signataires, la possibilité de leur mise en pratique est restreinte par les articles de la Convention de Madrid, tout spécialement par l'article 17, d'après lequel le droit de traitement comme nation la plus favorisée revient à chaque Puissance signataire au Maroc et qu'un traitement plus favorable ne pourrait être concédé à aucune Puissance. Les réformes projetées ne pourraient donc être exécutées qu'avec le consentement de toutes les Puissances signataires.

C'est dans ces conditions que le Gouvernement Impérial a accepté l'invitation du Maroc.

En cas que la Conférence échoue par suite du refus de quelques Puissances signataires, il en résulterait que l'état actuel des choses comme il est établi par les traités serait maintenu sans modification et cela même si quelques Etats signataires déclaraient qu'ils consentaient aux réformes proposées par le Maroc ou qu'ils s'en désintéressaient. Car, d'après ce qui vient d'être dit, l'opposition d'une seule Puissance signataire suffirait pour rendre invalide la concession de n'importe quels droits spéciaux, qui seraient incompatibles avec le droit de la nation la plus favorisée, concédé dans le temps aux autres Puissances signataires.

Mais, à part cette manière de voir, le Gouvernement Impérial croit devoir juger utile la réunion de la Conférence, parce que, indépen-

damment de la question de droit, la concession de certains droits privilégiés pourrait porter atteinte aux intérêts politiques et commerciaux des Puissances signataires et que, dans ces circonstances, la Conférence pourrait offrir un moyen d'obtenir une entente.

*M. Rouvier, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française en mission
à Fez.*

Paris, le 10 juin 1905.

Vous avez connaissance des faux renseignements qui se sont répandus au sujet de votre action à Fez et dont le Gouvernement allemand a fait état. Vous savez, d'une part, qu'il a été dit que nous avions menacé le Sultan d'occuper militairement ses Etats et que, d'autre part, il est allégué, dans la communication allemande du 6 de ce mois aux Puissances, que nous avions manifesté l'intention de prendre en main la direction des affaires intérieures et extérieures du Maroc, aux mêmes fins qu'à Tunis.

Je vous prie de m'adresser d'urgence votre réponse à ces allégations.

Pour ne point compliquer la négociation que nous poursuivons avec le Gouvernement allemand, j'estime qu'il convient de suspendre toute action particulière à Fez. Je compte m'en expliquer incessamment avec l'Ambassadeur d'Allemagne.

ROUVIER.

*M. Rouvier, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Bihourd, Ambassadeur de la République française à Berlin.*

Paris, le 11 juin 1905.

J'ai eu hier un entretien avec le Prince de Radolin au sujet des affaires marocaines.

« Nous avons promis au Sultan, m'a-t-il dit, de maintenir son indépendance ; de même nous lui avons dit que les réformes devraient être réglées par voie de conférence internationale. Si les Puissances refusent cette conférence, il faudra rester dans le *statu quo*. Il vous appartient de voir, a-t-il ajouté, si, pour une question de forme, il faut risquer de ne pas améliorer les relations entre la France et l'Allemagne ».

J'ai répondu : « Je vous ai toujours déclaré que je n'inclinai pas à l'idée d'une Conférence. La réflexion n'a pas modifié mon opinion. Mais admettons pour un instant que nous en acceptions le principe. On ne saurait envisager cette idée qu'à la condition de prévoir un accord préalable entre nous. Or, si nous nous sommes mis préalablement d'accord, on ne voit plus la raison d'être d'une Conférence. Elle apparaît même alors comme une complication plutôt que comme une solution. On peut craindre qu'une conférence qui n'aboutirait pas ne crée une situation plus mauvaise qu'avant.

» Vous avez promis, dites-vous, au Sultan de maintenir son indépendance. Nous entendons de notre côté, et nous l'avons prouvé, ne pas porter atteinte à sa souveraineté ni à l'intégrité de ses Etats. Mais rien

ne peut faire que les 1.200 kilomètres de frontière commune que nous avons avec le Maroc ne nous donnent une situation qui nous rend, plus que d'autres, intéressés au maintien de l'ordre dans ce pays.

» Il semble, d'après vos déclarations, que vous entendiez faire échec à toutes nos propositions, quelles qu'elles soient. Nous ne pouvons cependant accepter de nous rendre à une Conférence où toutes nos propositions seraient combattues par vous. Donc avant de pousser plus loin la conversation, il est nécessaire de savoir comment l'Allemagne envisage les réformes ».

A la fin de cet entretien, le Prince de Radolin m'a répété : « Nous tenons pour la Conférence. Si elle n'a pas lieu, c'est le *statu quo* et il faut que vous sachiez que nous sommes derrière le Maroc ».

ROUVIER.

M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française en mission à Fez, à M. Rouvier, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Fez, le 15 juin 1905.

A aucun moment de ma mission, ni directement, ni indirectement, je n'ai rien formulé qui ressemble à un ultimatum. Non seulement il est inexact que j'aie rien fait qui ressemble à un pareil acte, mais il est inexact que le bruit en ait couru à Fez. Quant à la communication allemande du 6 de ce mois, elle appelle de notre part une rectification tout aussi catégorique. Mon langage n'a jamais indiqué ni laissé entendre que nous ayons l'intention de prendre en main la direction des affaires intérieures et extérieures du Maroc. M'inspirant de la déclaration franco-anglaise, j'ai seulement essayé de faire comprendre et agréer, dans l'intérêt du pouvoir chérifien, de la sécurité publique et du commerce général, les très modestes réformes que nous jugions réalisables dès maintenant en ce qui touche la police et les matières économique et financière. Conformément aux obligations que nous impose l'article 4, paragraphe 4, de la déclaration du 8 avril, j'ai signalé au Makhzen les avantages de l'unité de plan et de méthode en matière de travaux publics et la nécessité de faire prévaloir toujours, dans les entreprises d'intérêt général, les droits et les intérêts de l'État chérifien sur les intérêts particuliers.

Je n'ai adressé au Makhzen, depuis mon arrivée à Fez, aucune communication écrite au sujet de mes négociations avec lui. M. Regnault a développé au représentant du Ministre des Finances chérifiennes des notes techniques, contenant l'exposé de propositions économiques et financières et relatives notamment à la question des magasins généraux, à la répression de la contrebande et des fraudes en douane, au contrôle des opérations douanières, aux améliorations des ports, à la création d'une banque d'Etat marocaine.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

ANNEXE.

Je reproduis ci-dessous les quelques considérations que j'ai énoncées devant Ben Sliman et ses auxiliaires comme préface de l'exposé

technique et détaillé que M. Regnault a présenté ensuite de notre programme économique.

Les raisons pour lesquelles nous conseillons au Makhzen de procéder à certaines réformes économiques ont déjà été exposées devant lui. Actuellement tout concourt à augmenter les difficultés et l'insécurité des opérations commerciales ; mauvaise organisation de l'embarquement et du débarquement des marchandises, absence de moyens de communication sur la côte, insuffisance des installations dans les ports, crise monétaire déterminée par des frappes inconsidérées. De là une situation qui devient chaque jour plus intolérable pour le commerce général et qui motive des doléances de plus en plus pressantes. Il est de l'intérêt du Makhzen de montrer qu'il est capable d'y remédier avec notre aide, s'il ne veut pas mécontenter tout le monde et décourager ceux qui ont encore confiance dans sa sagesse.

La France, plus que toute autre puissance, souffre de cette situation. Son commerce et celui de l'Algérie représentent des intérêts supérieurs à ceux de toute autre puissance.

Elle se préoccupe surtout des moyens de ramener au Maroc, avec la prospérité, l'ordre à défaut duquel le voisinage de ce pays est un danger perpétuel pour l'Algérie. Pour atteindre ce but, elle se préoccupe aussi des moyens d'augmenter les ressources du Trésor chérifien, afin que le Makhzen soit mis à même de rétablir progressivement son autorité.

Ce sont là des titres qui autorisent la France à donner au Makhzen des conseils en pareille matière, et qui doivent engager celui-ci à tenir grand compte de ses conseils. Il sont dictée par l'intérêt commun des deux pays. Moins que toute autre puissance la France peut être tentée de ne rechercher dans ces réformes que des bénéfices pour ses compatriotes sans se préoccuper du contre-coup qui peut en résulter sur l'ordre public. Plus que toute autre puissance, la France est amenée, par la nature même des choses, à subordonner les intérêts de ses compatriotes aux intérêts supérieurs de l'ordre dont seule, avec le Maroc lui-même et à titre de voisine, elle se préoccupe avant tout.

C'est pourquoi la France demande, même lorsqu'il s'agit de ses compatriotes, que le Makhzen veille à ne pas prendre d'engagement contraire à l'intérêt général, qui est le sien comme le nôtre.

Ces principes ne sont pas nouveaux ; la France ne manque pas de s'y conformer quand quelque mesure nouvelle apparaît comme le seul remède aux maux présents. C'est ainsi que l'année dernière, au moment de l'emprunt, elle est intervenue pour empêcher une société particulière d'exiger la concession du droit de fonder une banque, considérant qu'une pareille institution ne doit être établie que sur des bases conformes à l'intérêt général. Le Makhzen a d'ailleurs reconnu le caractère amical de notre intervention à ce sujet, en constatant que, en effet, une question de ce genre ne pouvait être traitée qu'entre lui et le Ministre de France.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

*Note remise par le Prince de Radolin, Ambassadeur d'Allemagne à Paris
à M. Rouvier, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.*

Paris, le 16 juin 1905.

Nous ne pouvons entrer avec la France en délibérations sur le programme et sur les buts de la Conférence qu'après que le Gouvernement de la République aura accepté d'une manière formelle l'invitation à la Conférence.

Nous sommes toujours d'avis que dans ce cas la Conférence aura lieu, Car, même si l'Angleterre déclinait définitivement l'invitation, cela ne serait pas une raison pour faire échouer la Conférence, puisque l'Angleterre a renoncé en faveur de la France à ses intérêts au Maroc et que l'Angleterre serait de cette façon, pour ainsi dire, représentée également à la Conférence.

Nous sommes, de plus, d'avis que la Conférence rentrerait dans l'intérêt même de la France, car elle faciliterait au Maroc de satisfaire aux désirs justifiés de la France, qui dans ce cas obtiendraient la sanction de l'Europe ainsi que les réformes reconnues comme nécessaires.

Dans le cas où la Conférence n'aurait pas lieu, nous serions obligés, en tenant compte des assurances données au Sultan ainsi que de notre opinion publique, à persister dans notre avis qu'il ne devrait pas être porté atteinte à l'indépendance du Sultan en contradiction aux conventions en vigueur.

Le Gouvernement Impérial estime que la réorganisation de l'armée et de la police devrait se faire de telle manière que, comme M. Rouvier l'a bien fait remarquer, la Conférence donnât un mandat en vue de l'exécution des réformes nécessaires. Ce mandat devrait naturellement revenir à la France seule, tant qu'il s'agit des districts avoisinant la frontière algérienne, procédé qui, d'après l'opinion énoncée par M. Rouvier, satisferait au désir principal de la France.

Par contre, il n'y aurait pas de raisons pour lesquelles le mandat devrait être donné à la France pour les endroits plus éloignés, particulièrement pour les places situées à l'Océan Atlantique. Il serait plutôt convenable que la réorganisation de l'armée et de la police, tant qu'elle serait nécessaire, se fit dans les différents districts par les différentes puissances.

La réforme des finances doit être traitée d'une manière internationale de telle façon que la banque du Maroc ne soit pas fondée exclusivement par des banques des différentes Puissances. Les fonds pour cette banque seraient à verser à parties égales par les Puissances, et l'administration de la banque serait à exercer par les divers Etats d'une manière autant que possible égale. Mais, dans tout ce qui précède, il ne s'agit nullement de propositions faites par l'Allemagne. Cela ne peut être que la simple déduction du principe de l'acceptation de l'invitation à la Conférence.

*Note remise par M. Rouvier, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères,
à S. A. S. le Prince de Radolin, Ambassadeur d'Allemagne à Paris.*

21 juin 1905.

Par deux communications adressées, l'une à Fez, au Ministre, l'autre, à Tanger, au Chargé d'affaires de France, le Gouvernement de la République a été saisi d'une proposition du Gouvernement marocain tendant à la réunion à Tanger d'une Conférence composée des Ministres des Puissances signataires de la Convention de Madrid et des délégués du Makhzen en vue de s'entretenir : 1^o du mode de réformes que S. M. Chérifienne se propose d'introduire dans son empire et qui seraient appropriées à sa situation présente ; 2^o de la manière de pouvoir aux frais de ces réformes.

Le Gouvernement Impérial saisi de la même proposition a fait connaître au Gouvernement de la République, par une note remise le 6 juin 1905, que la Conférence lui paraissait être le meilleur moyen de préparer ces réformes qui ne pouvaient s'effectuer qu'avec le consentement de toutes les Puissances signataires de la Convention de Madrid. Le Gouvernement Impérial estime que la mise en pratique de ces réformes est subordonnée au respect des articles de ladite Convention est notamment de l'article 17 qui, d'après lui, accorderait à chacun des signataires le traitement le plus favorable et interdirait conséquemment l'attribution de tout privilège à l'un quelconque d'entre eux. Cette communication a été complétée par des observations verbales sur lesquelles nous aurons à revenir.

Après nous avoir fait connaître ses vues, le Gouvernement Impérial sollicite les nôtres dans le même sens et nous demande de nous rendre à la Conférence. Cette démarche nous inspire les observations suivantes :

Les termes de l'adhésion donnée par le Gouvernement Impérial à la proposition marocaine en modifient le caractère d'une manière assez sensible. Le Gouvernement Chérifien se borne à demander aux Puissances un conseil relatif à l'exercice de ces droits souverains. Aux yeux du Gouvernement Impérial, la Conférence n'a pas seulement pour objet de préparer des réformes, mais encore de garantir aux Puissances les droits qu'elles tiennent de la Convention de 1880. Cette différence entre les propositions du Gouvernement Chérifien et les vues du Gouvernement Impérial a amené le Gouvernement de la République à se demander, en ce qui concerne les réformes, si le meilleur moyen de les réaliser était de les soumettre à une Conférence où l'unanimité des Puissances représentées serait nécessaire à la validité d'une décision quelconque, alors que certaines d'entre elles ont au Maroc des intérêts extrêmement faibles ; et d'autre part, si l'on ne porterait pas atteinte aux droits souverains du Sultan par les conditions restrictives qu'on mettrait à leur exercice. Ces considérations n'ayant pas pu échapper au Gouvernement Impérial, son adhésion à la Conférence semble bien avoir eu pour principal objet la sauvegarde des droits et des intérêts des Puissances menacées, selon lui, par la situation exclusive ou privilégiée que la France aurait cherché à obtenir au Maroc.

La note remise le 6 juin et surtout les observations qui l'ont appuyée

confirment cette impression, mais elle semble reposer sur un malentendu.

Ce malentendu s'explique par le fait, d'ailleurs non contesté, que nos propositions au Makhzen sont encore inconnues du Gouvernement Impérial. Quant à nos intentions dont nous sommes très sûrs, il n'en est pas de même, et nous les avons mises plusieurs fois déjà en pleine lumière; nous sommes prêts néanmoins à les exposer à nouveau dans les termes les plus explicites.

Nos propositions au Gouvernement Chérifien n'ont ni la portée, ni le caractère qui leur ont été assignés. Nous n'avons tenté d'obtenir du Sultan ni la direction des affaires intérieures et extérieures de son empire, ni la mainmise sur son système militaire. Nous n'avons nullement cherché à introduire au Maroc un régime analogue à celui qui n'a été d'ailleurs été appliqué dans la Régence de Tunis qu'avec le consentement de l'Allemagne. L'assimilation faite entre les deux situations n'est pas exacte; mais, à supposer qu'elle le fût, à supposer même que, contrairement à notre sentiment, la Convention de 1880 visât d'autres points que l'exercice du droit de protection, on ne pourrait pas en tirer la conséquence que les intérêts économiques des Puissances seraient appelés à en souffrir.

En effet, les modifications apportées à certaines parties du statut tunisien ont laissé intacts les traités antérieurement signés par le Gouvernement Beylical. Au Maroc, le Gouvernement Chérifien a souscrit, en 1890, des engagements envers l'Allemagne qui donnent au commerce allemand les garanties les plus complètes; il n'est jamais venu à notre pensée que ces engagements pussent n'être pas respectés.

Nos propositions au Gouvernement Chérifien respectent donc les principes et sauvegardent les intérêts qui ont éveillé les préoccupations du Gouvernement Impérial. Ni la souveraineté du Sultan, ni l'intégrité de son territoire, ni la situation des Puissances, telle qu'elle résulte des traités, ne peuvent être altérées.

La France s'est bornée à demander qu'on voulût bien reconnaître que sa situation de pays limitrophe du Maroc, ayant avec lui une grande étendue de frontières communes, rend légitime le souci particulier qu'elle prend du maintien de l'ordre dans l'Empire, de la bonne administration du pays et de sa prospérité. Les propositions qu'elle a faites n'ont pas d'autre but, et si ce but est atteint, toutes les Puissances sont appelées à en tirer avantage; la civilisation générale en profitera. En prenant en main cette cause, la France s'est inspirée des intérêts, qu'elle regarde comme solidaires, de toutes les Puissances civilisées. Les accords qu'elle a déjà conclus avec certaines d'entre elles sont venus de là.

L'un, daté du 8 avril 1904, a été signé avec l'Angleterre; il porte expressément que le Gouvernement de la République n'a pas l'intention de changer l'état politique du Maroc. Le Gouvernement Impérial en trouvera ci-joint le texte. Un autre est daté du 6 octobre dernier; il a été signé avec l'Espagne et a été notifié aussitôt au Gouvernement Impérial par l'Ambassadeur de la République à Berlin. Il vise, pour les confirmer formellement, les déclarations contenues dans le premier.

S'il n'y a pas eu jusqu'ici une entente semblable avec le Gouvernement allemand, il résulte des déclarations mêmes de ce dernier que

ses principes, loin d'être en opposition avec ceux du Gouvernement de la République, sont avec eux en parfaite harmonie. Les deux Gouvernements ne peuvent différer que sur la meilleure manière d'en assurer l'application. Le Gouvernement Impérial croit la trouver dans la Conférence ; un accord direct serait à nos yeux un procédé plus simple et destiné à aboutir à un résultat plus prompt et plus sûr. Le Gouvernement Impérial ne saurait méconnaître les inconvénients qu'il y aurait pour lui comme pour nous à se rendre à une Conférence sans accord préalable, accord qui ne saurait porter atteinte à ceux qui ont été conclus antérieurement et qui, eux-mêmes, n'en ont porté aucune aux intérêts auxquels le Gouvernement Impérial donne sa sollicitude.

Dans l'état actuel des choses, une réponse définitive à la question qui nous a été posée serait encore de notre part insuffisamment éclairée. Le Gouvernement de la République est vivement frappé de cet e double considération que la Conférence pourrait être dangereuse, si elle n'est pas précédée d'une entente, et inutile, si elle la suit. Mais il ne l'écarte pas de parti pris. Quelles que soient ses préférences, il tient compte, dans un haut intérêt de conciliation, de celles qui lui ont été exprimées. Il désire seulement savoir quels sont, dans la pensée du Gouvernement Impérial, les points précis qui seraient traités à la Conférence et les solutions qu'il proposerait d'y apporter. Si la Conférence doit avoir lieu, cet échange de vues serait évidemment le plus sûr moyen d'assurer le succès de sa tâche et de lui permettre d'y travailler en sécurité. Ce serait aussi le plus propre à seconder efficacement les efforts sincères des deux cabinets et à amener l'entente que le Gouvernement de la République juge désirable au même degré que le Gouvernement Impérial.

*M. Rouvier, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Bihourd, Ambassadeur de la République française à Berlin.*

Paris, le 21 juin 1905.

Je vous ai adressé dès hier, sous pli recommandé, le texte de notre réponse à la Note allemande du 6 de ce mois concernant l'affaire marocaine. Vous voudrez bien en porter une copie demain au Baron de Richthofen, en ayant soin d'indiquer que cette réponse a été remise aujourd'hui au Prince de Radolin et que vous n'étiez chargé d'en donner copie que pour la faire parvenir plus rapidement à la connaissance de la Chancellerie impériale.

Ce document résume et précise ce que j'ai dit à l'Ambassadeur d'Allemagne dans mes divers entretiens avec lui. En le lui remettant, je me suis attaché à faire ressortir la netteté de nos déclarations en ce qui concerne tant la souveraineté du Sultan et l'intégrité de son territoire que la situation des puissances telle qu'elle résulte des traités : dans l'état actuel de nos pourparlers avec le Gouvernement allemand, ces déclarations, qui concordent entièrement avec les vues qu'il a exposées, constituent de notre part des engagements sans contre-partie.

Je vous prie de vous exprimer dans le même sens. Vous montrerez en outre que nos propositions au Gouvernement Chérifien n'ont ni la portée ni le caractère qui leur ont été assignés, et qu'elles n'ont rien de

commun avec le régime appliqué à Tunis. Enfin, en ce qui concerne la Conférence, vous vous inspirerez des observations et des assurances contenues dans le dernier alinéa de notre réponse écrite.

ROUVIER.

*M. Rouvier, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Jonnart, Gouverneur général de l'Algérie.*

Paris, le 21 juin 1905.

L'Ambassadeur d'Allemagne m'a dit, au cours d'un entretien relatif au Maroc, que, d'après des renseignements fournis par un officier allemand qui revient de la frontière algérienne, on tient pour certain que le Prétendant reçoit d'Algérie des armes, des canons Maxim et des munitions. J'ai répondu à l'Ambassadeur que ces allégations étaient certainement inexactes. Je n'en crois pas moins devoir vous signaler, en vous priant de me communiquer par le télégraphe vos plus récents renseignements sur l'origine réelle des armes, canons et munitions parvenus aux mains du Prétendant.

ROUVIER.

*M. Jonnart, Gouverneur général de l'Algérie,
à M. Rouvier, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.*

Alger, le 22 juin 1905.

Il est assez difficile de prouver l'exactitude d'allégations aussi vagues que celles qu'a mentionnées le Prince de Radolin et auxquelles vous avez répondu. Je crois devoir toutefois affirmer que le Prétendant n'a jamais reçu d'Algérie, ni armes, ni munitions, ni canons. Je ne pense pas qu'on ait jamais accusé nos autorités de la frontière de favoriser ces expéditions, et elles ne peuvent guère se faire à leur insu en raison des difficultés de transport. D'abord l'Algérie ne fabrique pas d'armes de guerre et le commerce de ces armes y est interdit. D'autre part, la contrebande des armes par les côtes d'Algérie à destination du Maroc est à peu près impossible, l'accès de nos rivages étant extrêmement difficile dans la région qui avoisine le Maroc, tandis que, tout près, la côte marocaine est très abordable notamment vers le cap de l'Eau. On ne voit pas l'intérêt qu'aurait un navire à venir toucher un port algérien pour aller ensuite faire la contrebande des armes dans l'Ouest marocain. Il est donc évident qu'elles sont envoyées directement au Prétendant des lieux de production et de préférence par le Rif. En ce qui concerne les fusils, il est avéré qu'un des moyens les plus simples de s'en procurer, pour les gens du Rogui, est d'acheter ces armes aux soldats du Makhzen qui, n'étant pas soldés régulièrement, n'ont souvent d'autres ressources que de vendre leurs équipements. D'autres armes ont été prises par les troupes du Prétendant à la suite de combats heureux. Je rappelle à ce propos que le seul canon qui était aux mains des insurgés jusqu'à ces derniers temps avait été pris aux troupes du Makhzen, il y a deux ans. En terminant, je ferai remarquer qu'il est étrange de nous voir soupçonnés d'armer le Prétendant, alors que, par

les services incessants que nous avons rendus au Makhzen en laissant passer sur notre territoire les troupes chérifiennes, les expéditions d'armes, de munitions, de vivres, d'argent destinées à ces troupes, nous nous sommes attiré l'hostilité des insurgés et que les armes introduites en contrebande ou achetées par eux aux soldats du Sultan sont journellement employées contre nos postes et nos caravanes. Notre intérêt évident serait qu'il n'entrât aucune arme ni aucune munition au Maroc.

JONNART.

M. Bihourd, Ambassadeur de la République française à Berlin,
à M. Rouvier, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Berlin, le 23 juin 1905.

Je viens d'avoir un long entretien avec le Prince de Bülow. Il m'a dit, en termes nets et énergiques, que la Note remise avant-hier par Votre Excellence au Prince de Radolin et que le Chancelier aime mieux, m'a-t-il répété, appeler un exposé, était pour le Gouvernement Impérial « une surprise et une déception », après les assurances que l'Ambassade d'Allemagne à Paris avait été chargée de donner à Votre Excellence et l'espoir qu'il nourrissait; il m'a déclaré ne pouvoir accepter la conclusion de la note, car il ne saurait examiner en détail les questions qu'aurait à trancher la Conférence, sous peine de méconnaître la souveraineté du Sultan et de blesser ses susceptibilités. Il m'a répété que le Gouvernement allemand tenait au maintien actuel de l'indépendance du Sultan et de l'intégrité de son Empire, tout en étant prêt pour la France à réserver l'avenir. J'ai constaté que nos vues étaient les mêmes et que le différend paraissait se concentrer sur le principe de l'acceptation de la Conférence. J'ai bien fait remarquer que Votre Excellence, tout en marquant ses préférences pour une entente directe, n'avait pas repoussé la Conférence et en avait simplement subordonné l'acceptation à un échange de vues nécessaire. J'ai insisté sur ce point que le fait de l'adhésion au principe d'une Conférence antérieurement repoussé était une satisfaction pour l'Allemagne, qu'il importait toutefois de rendre cette adhésion possible pour le Gouvernement de la République en atténuant autant que possible par un concert préalable son caractère dangereux, et en tenant compte de nos susceptibilités nationales. J'ai mis en lumière l'obligation pour Votre Excellence de ne pas négliger les impressions qui pourraient se faire jour au Parlement.

Revenant à la note, j'ai montré qu'il ne s'agissait pas d'examen détaillé, mais plutôt d'un programme dont les grandes lignes portaient surtout et qui pourrait peut-être consister dans la délimitation générale du terrain sur lequel se mouvraient les délibérations.

J'ai trouvé le prince de Bülow très courtois, mais il est revenu plusieurs fois à la charge pour me signaler la nécessité de ne pas laisser traîner cette question « mauvaise, très mauvaise », et de ne pas s'attarder sur un chemin « bordé de précipices et même d'abîmes ».

Il m'a recommandé d'être l'interprète énergique de ce sentiment. Il m'a conseillé d'éviter dans nos régions algériennes tout ce qui pourrait être considéré comme des représailles explicables mais propres à

provoquer les réclamations du Sultan et son appel à d'autres Puissances. J'ai dit qu'il ne s'agissait de notre part que d'une tolérance de passage pour les troupes et de transport pour les armes et les munitions, et que j'ignorais si elle avait été supprimée ou rétablie par M. Jonnart.

Le prince de Bülow a largement marqué son désir du rétablissement de très bonnes relations avec la France; il m'a expliqué comment, selon lui, la Conférence conduirait à ce but; sans vouloir récriminer ni attaquer personne, il m'a déclaré que « l'Allemagne ne pouvait faire aujourd'hui ce qu'elle aurait certainement pu faire il y a un an et », a-t-il ajouté, en souriant, « ce qu'elle pourrait peut-être faire dans un an ». Il estime que la question marocaine ne saurait être la cause ni le prétexte d'un conflit entre nos deux pays; ce conflit ne pourrait venir que d'une cause plus générale.

En résumé, le ton du Chancelier était très décidé; il m'a donné à entendre très clairement que, si l'Allemagne n'obtenait pas la réunion d'une Conférence, elle poursuivrait sa politique auprès du Sultan et en tirerait peut-être des avantages. L'insistance du prince de Bülow à recommander une solution prochaine m'a vivement frappé; elle est de nature à inspirer de graves inquiétudes et me paraît devoir influencer sur les décisions de Votre Excellence.

Par contre, le Chancelier m'a assuré que, si nous acceptons la Conférence la diplomatie impériale adopterait, dans les négociations ultérieures, une attitude dont nous aurions lieu d'être satisfaits.

BIHOURD.

*Note remise par le Prince de Radolin, Ambassadeur d'Allemagne à Paris,
à M. Rouvier, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.*

TRADUCTION.

Paris, le 24 juin 1905.

Le Gouvernement de la République française, dans un exposé communiqué au Gouvernement Impérial, le 23 juin 1905, a émis l'avis que pour exécuter les réformes qu'il avait proposées au Gouvernement marocain, la réunion de la Conférence des Puissances signataires de la Convention de Madrid dont Sa Majesté chérifienne a pris l'initiative ne serait ni nécessaire ni utile.

D'après cet exposé, le Gouvernement français, avec ces propositions, n'aspire point à obtenir la direction des affaires intérieures ni extérieures, ni de l'armée au Maroc, ni ne veut diminuer l'indépendance du Sultan et l'intégrité de son pays ou les droits des autres Puissances acquis par des traités. Le Gouvernement Impérial prend acte de ces déclarations avec satisfaction et cela d'autant plus, que le Gouvernement du Maroc a interprété les propositions françaises dans un autre sens. En outre, le Gouvernement Impérial se range complètement au point de vue du Gouvernement de la République, d'après lequel les réformes doivent maintenir l'ordre, la bonne administration et la prospérité économique du pays. Les autres Puissances dont les sujets résident au Maroc ou qui sont en relations commerciales avec ce pays ont le même intérêt que la France à cet égard. En conséquence, les moyens pour

obtenir ce résultat devraient naturellement être aussi fixés par des délibérations communes. Toutefois, si la France, ainsi qu'elle se le propose, se charge de résoudre ce problème toute seule, il est à craindre qu'elle ne soit contrainte par la force des choses à prendre de plus en plus les rênes du Gouvernement et à parvenir ainsi peu à peu à une position au Maroc à laquelle, d'après ses propres affirmations, elle n'aspire pas.

Dans ces conditions, les propositions françaises en ce qui concerne les réformes de l'armée, de l'administration intérieure et des finances, que le Gouvernement du Maroc a communiquées actuellement au Gouvernement Impérial, porteraient une grave atteinte à la souveraineté du Maroc. En outre, le Gouvernement Impérial ne peut partager l'avis de l'exposé que les autres Puissances profiteraient au même degré des avantages économiques de ces réformes, car ces avantages reviendraient, notamment, en ce qui concerne les concessions, en première ligne à la puissance réformatrice. Les propositions économiques que la France a faites, d'après une communication du Maroc, prouvent ce fait.

Une telle position exceptionnelle d'une seule Puissance signataire n'est pas compatible avec les dispositions de la Convention de Madrid. C'est surtout l'article 17 de cette Convention qui s'y oppose, d'après lequel chaque Puissance signataire jouit du droit de la nation la plus favorisée, de sorte qu'un traitement privilégié ne peut être accordé à aucune Puissance. Le Gouvernement Impérial ne peut pas abandonner l'opinion que ce droit de la nation la plus favorisée ne se rapporte pas, comme il paraît être conçu, dans l'exposé français, exclusivement au droit de protection ou éventuellement aussi aux intérêts économiques, mais à l'influence entière que les Puissances signataires réclament au Maroc. Cela résulte non seulement du texte de l'article, qui est rédigé en termes tout à fait généraux, mais aussi des circonstances qui ont suscité la Conférence de Madrid ainsi que l'admission de l'article précité.

D'après cela, la mise à exécution des réformes au Maroc, du moins autant que la concession de droits spéciaux en faveur de certaines Puissances signataires y est nécessaire, implique le consentement des autres Puissances. Mais un pareil consentement pourrait être obtenu le plus facilement à une Conférence, qui, tout à fait indépendamment des considérations légitimes qui la recommandent également, serait propre à effectuer une entente entre les intérêts politiques et commerciaux des Puissances signataires. En plus, la Conférence faciliterait essentiellement au Sultan, dont le consentement représente la condition la plus importante, pour la mise en pratique des réformes, d'accepter les propositions, parce qu'en ce cas, les réformes seraient sanctionnées par toutes les Puissances adhérentes. Si l'exposé français affirme que la France est appelée en premier lieu à la mise en exécution des réformes en vue de la proximité de l'Algérie et de l'étendue de la frontière commune, on ne saurait nier que la France a un intérêt très légitime à maintenir l'ordre dans les territoires avoisinants à la frontière. Par contre, elle ne pourra revendiquer d'exclure de prime abord d'autres Puissances de la participation à la mise en pratique des réformes. Les réformes dont on tomberait d'accord à la Conférence, garantissant d'une façon plus efficace l'indépendance du Sultan, seraient aussi conformes aux intentions

desquelles le Sultan s'est inspiré lors de l'invitation à la Conférence. Le Gouvernement Impérial a accepté en ce sens l'invitation, et ce sens n'est changé en rien par le fait qu'il se réserve à lui-même la protection de ses droits acquis par les traités. Il ne considère pas, ainsi que l'exposé français le déduit, comme but, ou même comme but principal de la Conférence, de garantir une fois de plus les droits des Puissances signataires de la Convention de Madrid ; mais il est néanmoins d'avis, que si ces droits acquis par les traités devaient être restreints, cela ne pourrait se faire que par une résolution unanime de toutes les Puissances. D'accord avec ce qui précède, le Sultan a donné à entendre ailleurs qu'il faisait dépendre la mise en exécution des réformes de la résolution unanime des Puissances signataires.

Avant que le Gouvernement français prenne une décision définitive concernant la question de la Conférence du Maroc, il désire connaître les vues du Gouvernement impérial ayant trait aux questions spéciales qui y seraient traitées, ainsi que ses vues sur leur solution.

D'après cela, le Gouvernement Impérial aurait à rédiger un programme complet de la Conférence et aurait pour ainsi dire à en devancer les décisions. Il regrette de ne pouvoir accéder à ce désir pour des raisons formelles et positives.

L'invitation à la Conférence est émanée du Sultan, qui en a désigné comme le but la délibération sur les réformes qui conviennent aux circonstances actuelles dans l'empire du Chérif et l'établissement des moyens financiers qui y sont nécessaires.

C'est donc à lui tout d'abord qu'il conviendra de communiquer aux Puissances signataires les détails de ce programme. De plus, tant que la réunion de la Conférence ne semble pas assurée, l'échange de vues désiré par la France serait inutile, car l'accord qui pourrait en résulter n'aurait de l'importance qu'avec le consentement de toutes les autres Puissances signataires. Dans ces conditions, l'accord ne pourrait se faire que dans la conférence. Finalement, le Gouvernement Impérial ne se trouve actuellement pas à même de faire des propositions particulières pour le programme de la Conférence, parce que les questions respectives doivent d'abord être soumises à un examen approfondi. D'autre part, il est à craindre qu'en ajournement de la décision ne compromette la réunion de la Conférence et par cela l'œuvre entière des réformes,

Le Gouvernement Impérial aime à espérer que le Gouvernement de la République française voudra bien subordonner ses doutes actuels contre la Conférence aux avantages durables que la réalisation de l'œuvre des réformes amènerait pour le Maroc ainsi que pour la tranquillité du monde.

M. Bihourd, Ambassadeur de la République française à Berlin,
à *M. Rouvier, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.*

Berlin, le 25 juin 1905.

En me remettant un exemplaire de la réponse du Gouvernement Impérial qui vous parviendra par l'intermédiaire du Prince de Radolin, le Prince de Bülow a voulu me communiquer les instructions envoyées à l'Ambassade d'Allemagne à Paris.

Le Chancelier m'a tenu, en somme, le même langage qu'avant-hier ; je noterai les points sur lesquels il est revenu avec insistance :

« La Conférence ne tend pas à procurer à la diplomatie allemande une misérable satisfaction d'amour-propre ni à porter atteinte à la dignité d'une grande nation, mais simplement à sortir d'une situation mauvaise. L'Empereur, après s'être engagé vis-à-vis du Sultan, ne saurait l'abandonner, mais l'avenir appartient à qui sait attendre. Il faut que l'indépendance du Sultan soit proclamée (le traité proposé par M. Saint-René Taillandier au Sultan et communiqué par ce dernier la supprimait en réalité) et qu'une organisation soit tentée par l'intervention des Puissances. Si l'expérience échoue, comme il est très possible, alors la France pourra assumer le rôle qu'elle souhaite », Le Prince a appuyé sur ce point.

Il est urgent d'agir, car le Sultan s'agite, multiplie ses offres à l'Allemagne, ses demandes aussi et un incident peut survenir qui rendrait peut-être fatale une situation grave et que conjurerait la présence de diplomates autour d'un tapis vert à Tanger.

J'ai rappelé que, si Votre Excellence pouvait consentir à accepter la Conférence, il importait qu'elle le fit dans des conditions qui rassureraient l'opinion publique en France. Le Chancelier m'a alors solennellement déclaré que ni lui ni l'Empereur, qui avait été consulté, ne consentiraient à ce que la moindre humiliation nous soit réservée à la Conférence de Tanger. J'ai cherché à savoir si, l'invitation acceptée, la Chancellerie impériale se prêterait à un échange de vues ; je n'ai pas, à cet égard, obtenu de réponse formelle. Le Prince de Bülow insistant sur ce fait que le programme était tracé par l'invitation même, j'ai fait remarquer que les réformes pouvaient être nombreuses et variées ; rien n'empêcherait les invités à la Conférence de se concerter ; mais je n'ai pu démêler la pensée du Chancelier.

Ce qui domine cette longue conversation, c'est, d'une part, la protestation que l'Allemagne ne poursuivait pas l'humiliation de la France, qu'elle entendait laisser intacte, pour l'avenir, notre position au Maroc et, d'autre part, l'affirmation pressante qu'il était indispensable de mettre au plus vite fin au conflit actuel.

J'ai, de mon côté, insisté sur cette considération que le Gouvernement Impérial, souhaitant comme celui de la République l'existence de bonnes relations entre nos deux pays, devait bien se garder actuellement de toutes exigences qui pèseraient sur elles et compromettraient leur durée.

Je ne saurais, à cette heure, analyser la longue réponse qui sera soumise demain sans doute à Votre Excellence. Je me contenterai de signaler le refus catégorique d'arrêter, dès à présent, les détails du programme de la Conférence.

BIHOURD.

*M. Rouvier, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Bihourd, Ambassadeur de la République française à Berlin.*

Paris, le 26 juin 1905.

Le résumé de la conversation que vous avez eue, hier, avec le Prince de Bülow reproduit une parole du Chancelier que je ne m'explique

point. C'est celle-ci : « le *traité* proposé par M. Saint-René Taillandier au Sultan et communiqué par ce dernier la supprimait en réalité » (il s'agit de l'indépendance du Sultan).

A aucun moment nous n'avons proposé de *traité* au Sultan, et je n'aperçois pas quelle serait celle de nos propositions de réformes à laquelle on pourrait attribuer un pareil caractère.

Quant aux assurances que le Prince de Bülow vous a données sur les dispositions que le Gouvernement Impérial apporterait à la Conférence et qui seraient de nature à écarter tout froissement, j'en apprécie l'intention. Nous n'aurions pu nous rendre à une réunion qui aurait risqué d'aboutir à mettre en cause la dignité de France.

ROUVIER.

M. Jonnart, Gouverneur général de l'Algérie,
à M. Rouvier, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Alger, le 26 juin 1905.

Je reviens sur le sujet déjà traité dans mon télégramme du 22 de ce mois.

Il m'est facile de répondre aux accusations d'entente avec le parti de l'insurrection ; nous n'avons jamais eu de rapports avec les gens du Rogui que ceux résultant des relations commerciales ou personnelles existant entre les Algériens de la frontière et certains partisans du prétendant, relations que nous n'avions ni obligation, ni possibilité d'interdire, que nous avons toujours avouées et dont nous n'avons jamais tiré parti que pour avoir sur les mouvements du prétendant des renseignements aussi nécessaires à notre sécurité qu'à celle du Makhzen. Dernièrement, un Français qui s'intitule Chef d'Etat-Major de l'armée du prétendant, demandait à être reçu par le Commandant du cercle de Marnia et par le Préfet d'Oran pour les entretenir d'affaires importantes. Je leur envoyai télégraphiquement les instructions suivantes : « Je vous serais obligé d'engager M. Delbrel à ne pas venir en Algérie, en lui donnant à entendre que nous pourrions être obligés de lui demander compte du rôle qu'il a joué jusqu'ici auprès d'un ennemi de la France », et j'ajoutai pour le préfet d'Oran : « tous nos efforts doivent tendre actuellement à ne pas compliquer la tâche du Gouvernement dans le règlement des questions marocaines ». En cette circonstance, comme en toutes autres, j'ai traité le Rogui et son entourage comme des ennemis avec lesquels on n'a d'autres relations que celles qui peuvent nous aider à les combattre. Le Gouvernement peut compter absolument à cet égard sur la présence et la loyauté du Commandant du cercle de Marnia. Cet officier s'est même employé activement dans ces derniers temps à détourner les Français, commerçants ou curieux, de se rendre au camp du prétendant, et il s'est attiré par là le mécontentement et les réclamations de plus d'un. Il est donc impossible de citer à la charge de mon administration le moindre fait de connivence avec les insurgés, et je serais porté à m'étonner d'une pareille accusation venant du Gouvernement marocain, si elle ne cadrerait trop bien avec sa propre politique et si l'on ne tenait compte des circonstances actuelles. Je ne crois pas superflu néanmoins de rappeler le rôle véritable que nous avons joué

depuis deux ans dans la région d'Oudjda. En 1903, la situation du Makhzen était singulièrement plus critique que celle dont le Sultan et ses nouveaux conseillers affectent de s'alarmer. Le prétendant occupait Oudjda et Taza et menaçait Fez ; c'est grâce à nous, à l'autorisation que nous avons donnée à ses troupes de passer sur notre territoire, que le Makhzen a pu rentrer à Oudjda et, au même moment, que l'armée du Sultan a repris Taza, grâce au concours du Lieutenant Sedira et à la menace que le prétendant sentait du côté de la frontière algérienne. Celui-ci ne s'y est pas mépris, car c'est toujours à ses gens que nous avons eu affaire, notamment à Guéfait. C'est au Makhzen que l'on pourrait à bon droit reprocher de pactiser avec le Rogui. J'ai souvent signalé l'intérêt qu'avaient les agents marocains de la frontière à prolonger une situation troublée dont ils tiraient bénéfice. C'est presque malgré le Makhzen que nos officiers ont à deux reprises, le 9 avril et le 30 mai, sauvé Oudjda du Rogui. C'est sans l'ordre des chefs marocains que le Lieutenant Mougin repoussa les assaillants par le feu de son artillerie dans la première de ces rencontres. Faut-il rappeler, d'autre part, les négociations incessantes avec Bou Amama, qui ont abouti dernièrement à détacher de lui son fils à qui une réception triomphale a été faite à Oudjda, le 11 mai. Si le rapprochement du Makhzen avec le Marabout avait été effectué, c'eût été à nos dépens, car le vieil agitateur n'aurait pu se maintenir, après avoir abandonné le prétendant, qu'en se portant vers le sud où il aurait été mieux en situation pour nous inquiéter. Cet ensemble de faits confirmera Votre Excellence dans la conviction que les allégations du Gouvernement marocain sont absolument contraires à la réalité et ne sont qu'une marque nouvelle des dispositions agressives dont il est animé à notre endroit. La vérité est que son impuissance nous a créé et continue à nous créer des embarras et à nous imposer de lourdes dépenses et qu'en récompense des multiples services que nous n'avons cessé de lui rendre, non seulement il ne nous a rien donné mais il a ajouté bénévolement à nos difficultés partout, sur la frontière, et notamment du côté de Figuig et d'Oudjda.

JOHNART.

*M. Bihourd, Ambassadeur de la République française à Berlin,
à M. Rouvier, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.*

Berlin, le 29 juin 1905.

Le prince de Bülow m'a dit qu'il lui semblait pratiquement difficile d'établir avec le Sultan un échange de vues qui reculerait beaucoup l'acceptation de la Conférence.

Il m'a renouvelé ses explications antérieures sur la nécessité de la Conférence qui n'est plus, je l'ai fait vivement remarquer, discutée en principe, mais qui ne saurait être acceptée sans certaines garanties propres à apaiser nos justes susceptibilités nationales. Je me suis appesanti sur ce point capital. Le Chancelier m'a alors donné lecture de la proposition qu'il avait chargé aujourd'hui le prince de Radolin de remettre à Votre Excellence, et il en a détaché les termes mêmes d'un

rapport adressé hier à l'Empereur et exposant les objections de la Chancellerie à l'échange préalable des vues que nous réclamons.

Le Prince de Bülow m'a redit à plusieurs reprises son désir de voir l'acceptation de la Conférence mettre fin aux surprises dangereuses qui peuvent toujours sortir d'une situation incertaine et énervante.

BIHOUD.

*M. Jonnart, Gouverneur général de l'Algérie,
à M. Rouvier, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.*

Alger, le 29 juin 1905.

A la suite de la réclamation du Makhzen dont vous m'avez saisi, et qui était relative à la contrebande d'armes de guerre, j'ai eu l'honneur de vous faire connaître que cette contrebande se pratiquait non par la frontière algérienne, mais par le côté marocain. Je m'empresse de vous communiquer le télégramme que je reçois du général commandant la division d'Oran et qui confirme le rapport que je vous ai adressé hier :

« En réponse à votre dépêche du 14 juin 1905, j'ai l'honneur de vous rendre compte que l'enquête à laquelle j'ai fait procéder m'a permis d'établir qu'il ne se faisait pas de contrebande d'armes de guerre par la frontière algérienne. C'est bien par le Rif, ainsi que je vous en ai déjà rendu compte, que les armes parviennent aux rebelles marocains. Un fait récent, la saisie aux îles Zaffarines par les autorités espagnoles, d'une barque remplie de fusils à destination du Maroc, vient de prouver l'exactitude de ces renseignements. Enfin, le prix des fusils est infiniment plus élevé en Algérie qu'en territoire marocain. Il n'en serait certainement pas ainsi si nos commerçants se livraient à la contrebande et si, par suite, il existait chez eux des approvisionnements considérables d'armes de guerre ».

JONNART.

*M. Jonnart, Gouverneur de l'Algérie,
à M. Rouvier, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.*

Alger, le 4 juillet 1905.

D'après ses informations, le cercle de Marnia me fait connaître que, le 1^{er} juillet, vers 2 heures de l'après-midi, les troupes du prétendant, divisées en trois colonnes, ont marché sur Oudjda et ont repoussé jusque dans leur camp les contingents de la Mahalla sortis au devant d'eux. L'intervention de l'artillerie commandée par la mission française a fait lâcher pied aux Roguistes après plus d'une heure de combat à hauteur des premières tentes du camp. Vers 6 heures, le Makhzen a pris offensive et a repoussé l'ennemi au delà de Semmara. La nuit a mis fin au combat.

JONNART.

*M. Rouvier, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Bihourd, Ambassadeur de la République française à Berlin.*

Paris, le 9 juillet 1905.

A plusieurs reprises, et notamment les 1^{er} et 8 de ce mois, j'ai dit au Prince de Radolin, sans qu'il m'ait laissé pressentir la moindre difficulté, que nous comptons que son gouvernement ne ferait pas d'objection à nos vues sur le mandat international que nous demanderons à la Conférence de nous confier en ce qui concerne les réformes militaires ou, plus exactement, de police.

En ce qui concerne d'autre part l'accord franco-anglais du 8 avril 1904, je vous rappelle que, le 1^{er} juillet, le Prince de Radolin m'a donné l'assurance que cet arrangement était mis hors de cause. Dans notre entretien d'hier, je suis revenu sur ce sujet pour faire connaître à l'Ambassadeur mon intention de faire état de cet assurance devant la Chambre, à qui je me propose de dire, ai-je ajouté, que le Gouvernement allemand ne met pas en cause les accords de la France avec l'Angleterre et l'Espagne.

Le Prince de Radolin m'a répondu que j'en étais absolument libre, la formule « traités et arrangement de la France », employée dans les lettres échangées, comprenant évidemment nos accords de 1904 avec l'Angleterre et l'Espagne. Nous n'avons donc pas eu à insister pour une précision nouvelle de ces points dans les lettres échangées, et j'ai pu ainsi éviter de nouveaux pourparlers qui eussent retardé la conclusion définitive de l'entente également désirée par les deux Gouvernements.

ROUVIER.

*M. Bihourd, Ambassadeur de la République française à Berlin,
à M. Rouvier, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.*

Berlin, le 9 juillet 1905.

Dans son entretien d'hier, le Chancelier a de nouveau accentué le contraste entre la résistance qu'il croit devoir, avant la Conférence, opposer à nos demandes et la facilité avec laquelle il acceptera nos légitimes prétentions, si l'on se fie à ses paroles et si la Conférence se réunit.

BIHOUD.

*M. Rouvier, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères,
aux Représentants diplomatiques de la République française, à Londres,
Berlin, St-Petersbourg, Vienne, Rome, Madrid, Washington, Bruxelles,
La Haye, Copenhague, Stockholm, Lisbonne et Tanger.*

Paris, le 9 juillet 1905.

J'ai arrêté, de concert avec l'Ambassadeur d'Allemagne, les termes d'un échange de lettres et de déclaration déterminant les conditions auxquelles nous consentons à accepter de nous rendre à la Conférence proposée par le Sultan du Maroc.

Indépendamment des assurances constatées dans les lettres et déclaration à échanger, l'Ambassadeur d'Allemagne m'a déclaré formellement

que le Gouvernement Impérial ne met pas en cause l'accord franco-anglais du 8 avril 1904, relatif au Maroc.

ROUVIER.

Déclaration faite par le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, à la séance de la Chambre des Députés, le 10 juillet 1905.

La Chambre n'a point oublié que notre Ministre au Maroc avait pour mission, en se rendant à Fez au mois de janvier dernier, de faire connaître au Sultan, au nom de la France, les réformes les plus propres à remédier à la situation troublée de son Empire.

Exposées dans leurs grandes lignes et à titre consultatif à une assemblée de notables, examinées très complètement de concert avec des plénipotentiaires désignés à cet effet, ces projets de réforme ne soulevèrent aucune fin de non-recevoir, aucune objection grave. Mais Sa Majesté chérifiennne, après avoir été mise au courant de ces négociations préliminaires, désira prendre l'avis des Puissances étrangères et de les inviter, à cet effet, à se réunir en Conférence internationale. L'invitation nous a été adressée le 30 mai.

A la date du 6 juillet, le Cabinet de Berlin faisait connaître, par une note au Gouvernement de la République, que la Conférence lui paraissait le meilleur moyen de préparer ces réformes.

Nous avons répondu que nous n'étions pas opposés, en principe et de parti pris, à l'idée de la Conférence ; mais qu'il nous paraissait nécessaire, pour y donner utilement notre adhésion, de nous mettre d'accord avec l'Allemagne sur certains principes dont nous ne pourrions nous départir au Maroc. Nous désirions, notamment, acquérir la certitude que le Gouvernement Impérial appréciait comme nous l'intérêt spécial qu'avait la France, en raison de sa situation de pays limitrophe, au maintien de l'ordre de l'Empire chérifien.

Les explications que j'ai échangées avec l'Ambassadeur d'Allemagne à Paris, celles qui sont intervenues entre notre représentant à Berlin et le Prince de Bülow, ont amené les deux Gouvernements à se donner les assurances réciproques dont les lettres que je vais lire à la Chambre ont fixé les termes.

*M. Rouvier, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères,
à S. A. S. le Prince de Radolin, Ambassadeur d'Allemagne à Paris.*

Paris, le 8 juillet 1905.

Le Gouvernement de la République s'est convaincu, par les conversations qui ont eu lieu entre les représentants des deux pays tant à Paris qu'à Berlin, que le Gouvernement Impérial ne poursuivrait, à la Conférence proposée par le sultan du Maroc, aucun but qui compromît les légitimes intérêts de la France dans ce pays, ou qui fût contraire aux droits de la France résultant de ses traités ou arrangements et en harmonie avec les principes suivants :

- Souveraineté et indépendance du Sultan ;
- Intégrité de son empire ;
- Liberté économique, sans aucune inégalité ;

Utilité de réformes de police et de réformes financières dont l'introduction serait réglée, pour une courte durée, par voie d'accord international ;

Reconnaissance de la situation faite à la France au Maroc par la contiguïté, sur une vaste étendue, de l'Algérie et de l'Empire chérifien, et par les relations particulières qui en résultent entre les deux pays limitrophes, ainsi que par l'intérêt spécial qui s'ensuit pour la France à ce que l'ordre règne dans l'Empire chérifien.

En conséquence, le Gouvernement de la République laisse tomber ses objections premières contre la Conférence et accepte de s'y rendre.

ROUVIER.

*S. A. S. le Prince de Radolin, Ambassadeur d'Allemagne à Paris,
à M. Rouvier, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.*

Paris, le 8 juillet 1905.

Le Gouvernement de la République, acceptant de se rendre à la Conférence proposée par le Sultan du Maroc, le Gouvernement Impérial m'a chargé de vous confirmer ses déclarations verbales aux termes desquelles il ne poursuivra à la Conférence aucun but qui compromette les légitimes intérêts de la France au Maroc, ou qui soit contraire aux droits de la France résultant de ses traités ou arrangements et en harmonie avec les principes suivants :

Souveraineté et indépendance du Sultan ;

Intégrité de son empire ;

Liberté économique, sans aucune inégalité ;

Utilité de réformes de police et de réformes financières dont l'introduction serait réglée, pour une courte durée, par voie d'accord international ;

Reconnaissance de la situation faite à la France au Maroc par la contiguïté, sur une vaste étendue de l'Algérie et de l'Empire chérifien et par les relations particulières qui en résultent entre les deux pays limitrophes, ainsi que par l'intérêt spécial qui s'ensuit pour la France à ce que l'ordre règne dans l'Empire chérifien.

RADOLIN.

Cet échange de lettres a été suivi de la déclaration suivante :

Le Gouvernement de la République et le Gouvernement allemand conviennent.

1° De rappeler à Tanger simultanément leurs missions actuellement à Fez aussitôt que la Conférence se sera réunie ;

2° De faire donner au Sultan du Maroc des conseils par leurs représentants, d'un commun accord, en vue de la fixation du programme qu'il proposera à la Conférence sur les bases indiquées dans les lettres échangées sous la date du 8 juillet 1905 entre le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, et l'Ambassadeur d'Allemagne à Paris.

Fait à Paris, le 8 juillet 1905.

Signé : ROUVIER,
RADOLIN.

L'entente est donc formelle entre l'Allemagne et nous sur les principes essentiels dont le maintien au Maroc a pour la France, Puissance limitrophe, un prix tout particulier. De même est reconnu l'intérêt spécial que nous avons à ce titre au maintien de l'ordre dans l'Empire chérifien, tout état de trouble au Maroc pouvant avoir une répercussion parmi les populations musulmanes sujettes de la France. Enfin, les deux Gouvernements admettent également l'utilité d'introduire au Maroc des réformes de police et des réformes financières ainsi que nous avons pris l'initiative de le proposer ; nous apporterons de concert au Sultan des conseils sur le programme à établir en vue de la consultation des Puissances sur les bases résultant de nos divers accords.

L'accord si désirable qui est ainsi réalisé entre les deux Gouvernements laisse intacts les arrangements que la France avait précédemment conclus avec d'autres Puissances ; à aucun moment des négociations la discussion ne s'est portée sur l'accord franco-anglais du 8 avril 1904 et sur l'accord franco-espagnol du 3 octobre de la même année.

La déclaration faite, dans les lettres échangées, au sujet des traités et arrangements de la France aussi bien que des assurances formelles que le représentant du Gouvernement Impérial m'a apportées spontanément au cours de nos pourparlers et a renouvelées à leur issue, me permettent d'affirmer devant vous que l'Allemagne ne met pas en cause nos accords avec l'Angleterre et avec l'Espagne.

Pourrait-il d'ailleurs en être autrement ? Ces accords n'engagent vis-à-vis de nous que les deux Puissances qui les ont signés et réciproquement nous engageant seuls vis-à-vis d'elles. Il ne pouvait être question d'en tirer argument contre aucune autre Puissance, de même qu'aucune autre Puissance ne peut rien objecter aux conditions que l'Angleterre et l'Espagne ont consenties pour leur part et dans la plénitude de leur droit.

La Chambre se félicitera certainement de l'heureux résultat auquel ont abouti les négociations entre la France et l'Allemagne au sujet du Maroc grâce aux sincères efforts de leurs Gouvernements.

M. Saint-René Taillandier, Ministre de la République française en mission à Fez,

à M. Rouvier, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Fez, le 12 juillet 1905.

Le Ministre d'Allemagne est sur le point d'obtenir définitivement pour la maison allemande Borgeaud-Reuteman la concession des travaux du port de Tanger. Depuis le moment où le Sultan avait fait à ce sujet au Comte de Tattenbach une première promesse verbale, les Vizirs lui avaient représenté qu'il se mettait en contradiction avec lui-même, s'il se liait par un engagement particulier au sujet du port de Tanger, après avoir invité les Puissances à examiner avec le Makhzen les réformes que réclame l'intérêt général. Une réponse dans ce sens avait été faite au Comte de Tattenbach. Mais vivement pressé

par lui, le Sultan lui a renouvelé en dernier lieu sa promesse et nous devons nous attendre à ce que, d'un jour à l'autre, elle revête une forme écrite. Ce sera, de la part du Makhzen, un nouveau manquement à des engagements pris envers nous. L'amélioration des ports fait en effet l'objet d'une proposition spéciale soumise, en mai dernier, au Gouvernement marocain avec les autres propositions françaises de réformes économiques. Or, par sa lettre du 27 mai, Ben Sliman mentionne la décision prise « de ne consentir à ratifier quoi que ce soit concernant les réformes, militaires ou autres, par les soins d'une Puissance étrangère quelconque, avant la réunion d'une Conférence internationale ».

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

Note remise par M. Rouvier, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, au Prince de Radolin, Ambassadeur d'Allemagne à Paris.

20 juillet 1905.

Après avoir mûrement examiné la question du programme, les points que nous avons mis à l'étude en vue d'un projet de programme à proposer d'accord au Sultan, sont :

1^o L'organisation de la police hors de la région frontière, c'est-à-dire hors des districts où elle est réglée par un accord Franco-Marocain ;

2^o Les réformes financières en vue d'asseoir et de régulariser le crédit du Maroc et de fournir au Gouvernement Marocain les ressources nécessaires à l'entretien des forces de police et aux premières améliorations de l'outillage économiques.

(A suivre).

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

RUSSIE.

**Société de la Croix Rouge sous le Patronage de Sa
Majesté l'Impératrice de Russie Marie Féodorovna.**

Aux Comités Centraux des Sociétés de la Croix Rouge.

Messieurs,

Le 14/27 mai 1905 au commencement même de la bataille navale dans le détroit de Corée les vapeurs de la Flotte Volontaire Russe « Orel » et « Kostroma », adjoints à l'escadre de l'Amiral Rojestvensky en qualité de bâtiments hospitaliers et équipés conformément aux art. 2 et 3 de la convention de La-Haye du 17/29 juillet 1899 (pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la convention de Genève du 10/22 août 1864), furent arrêtés par les croiseurs japonais et menés à Sasebo en violation évidente des clauses de cette convention, qui déclare tout bâtiments de ce genre inviolable et exempt de saisie par l'ennemi.

Après 14 jours d'arrestation à Sasebo, — pendant lesquels il fut interdit aux médecins de l'« Orel » et du « Kostroma » de soigner les malades russes et au cours desquels les autorités japonaises faisaient une enquête sur les soi-disant infractions aux règles de la convention de La-Haye de 1899 qui auraient été commises par ces bâtiments, — le vapeur « Kostroma » fut relâché le 30 mai (12 juin). Par contre l'« Orel » — qui est l'un des meilleurs bateaux de la Flotte Volontaire Russe — fut arrêté définitivement.

Les motifs de cette arrestation, qui n'ont jamais été communiqués au Gouvernement russe malgré une énergique protestation de sa part, transmise au Gouvernement japonais par l'intermédiaire du représentant de la France à Tokio, consistaient, à en juger d'après les journaux japonais, dans différentes accusations (cependant non corroborées par aucun fait) comme quoi l'« Orel » aurait violé les stipulations de la convention de La-Haye de 1899 par sa participation aux opérations

militaires de l'escadre russe. L'affaire de l'« Orel » fut transmise ensuite au tribunal des prises japonais — démarche contre laquelle le Gouvernement russe protesta énergiquement une fois de plus en formulant d'une manière très détaillée, par l'entreprise de l'Ambassade Impériale à Paris, les considérations de droit qui rendaient de tout point illégal en principe le transfert de cette affaire dans un tribunal des prises.

Le Gouvernement japonais refusa d'accepter les deux protestations susindiquées aussi bien que celle des médecins russes de l'« Orel » et du « Kostroma » contre la défense qui leur fut faite de soigner les blessés ; le Gouvernement japonais crut, notamment, pouvoir répondre aux médecins de la Croix Rouge que cette institution n'avait pas le droit de formuler des protestations, tandis qu'au Gouvernement russe fut opposé la réponse que le Japon ne se croyait pas à même de prendre acte d'une protestation émanant d'un Etat avec lequel il se trouvait en guerre !

Or, le fait demeure évident que la manière d'agir des japonais à la bataille de Tsushima constitue une flagrante infraction aux clauses de la convention de La-Haye de 1899 et qu'elle priva nos bâtiments hospitaliers de toute possibilité de remplir leurs devoirs les plus directs pendant la bataille : aussi, une communication télégraphique du capitaine du « Kostroma » affirme-t-elle catégoriquement que « si les japonais n'avaient pas arrêté nos bâtiments hospitaliers, nous aurions eu pleine et entière possibilité de nous occuper du sauvetage des marins des navires coulés, car tout était préparé dans ce but et des canots à vapeur se trouvaient déjà sous pression ».

Considérant tous les faits ci-dessus mentionnés, la Société Russe de la Croix Rouge, en pleine connaissance non seulement de ses droits, — établis par l'usage international aussi bien que par les stipulations formelles de 1864 et 1899, — mais aussi en conscience de ses devoirs en qualité d'organe chargé de l'exécution pratique de ces préceptes bien-faisants et humanitaires, — proteste solennellement par la présente, au nom de l'idée-même du droit et de l'adoucissement de la guerre, — par devant tout le monde civilisé et, en particulier, par devant les Sociétés de la Croix Rouge de tous les Etats sans en excepter le Japon, — contre cette manière de procéder tout aussi inhumaine qu'illégale des autorités de la marine japonaise vis-à-vis des navires hospitaliers russes : par cette manière d'agir le Japon n'a fait qu'accroître inutilement le nombre des victimes de la bataille et le nombre des familles russes devenues orphelines, — tout en ayant violemment enfreint l'une des lois les plus incontestables et les plus sacrées du droit international moderne.

Veillez agréer, Messieurs, les assurances de notre haute considération.

E. f. de Président de la Croix Rouge de Russie,
Prince A. BOLENSKY.

Chef de la Chancellerie,
L. de VÉLIAMINOFF-ZERNOFF.

St-Petersbourg, le 11/24 août 1905.

TABLE DES MATIÈRES

PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

Du Tome 96 (Volume IV de 1905, N^{os} 10-11-12)

		Pages.
1845		
Mars	28. <i>France, Maroc.</i> — Traité de délimitation	571
1901		
.....	<i>Affaires du Maroc.</i> — Documents publiés par le Gouvernement français	559
Juillet	20. <i>France, Maroc.</i> — Protocole portant application et exécution du traité de 1845 dans la région du Sud-Ouest Algérien	568
1902		
.....	<i>Affaires du Maroc.</i> — Documents diplomatiques publiés par le Gouvernement français	578
Avril	20. <i>France, Maroc.</i> — Accord intervenu à Alger entre les Chefs des deux missions constituant la Commission franco-marocaine chargée d'assurer les résultats visés dans le Protocole signé à Paris le 20 juillet 1901	589
Mai	7. <i>France, Maroc.</i> — Acte portant exécution de l'article 2 de l'accord intervenu à Alger entre les chefs des deux missions française et marocaine le 20 avril 1902	593
1903		
.....	<i>Affaires du Maroc.</i> — Documents diplomatiques publiés par le gouvernement français	603
1904		
.....	<i>Affaires du Maroc.</i> — Documents diplomatiques publiés par le Gouvernement français	638
Juin	1. <i>Maroc.</i> — Firman de l'Empereur du Maroc autorisant l'emprunt consenti par le consortium des Banques françaises	657
—	12. <i>Maroc.</i> — Contrat concernant l'emprunt consenti par le consortium des Banques françaises	658
Octobre	3. <i>France, Espagne.</i> — Arrangement concernant le Maroc ..	677
Novembre	12. <i>Allemagne, Suisse.</i> — Traité additionnel au Traité de commerce et de douane du 10 décembre 1891 : Texte original allemand	491
	Traduction française	371

1905

	Pages.
..... <i>Affaires du Maroc.</i> — Documents diplomatiques publiés par le Gouvernement français.....	695
Février..... 24. <i>Suisse.</i> — Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédé- rale concernant le traité additionnel au commerce et de douane entre la Suisse et l'Empire allemand, conclu le 12 novembre 1904.....	455

La Table analytique des matières de l'année 1905 sera prochainement distribuée aux abonnés.